

TABLE DES MATIÈRES

Autour de la GGI	9
Semaine du 09 avril 2012	9
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La ministre Beauchamp fait un geste d'ouverture à l'endroit de la FEUQ et la FECQ – Mise à jour le dimanche 15 avril 2012 à 23 h 29 HAE	9
La FEUQ prête à discuter	9
La FEUQ dénonce une judiciarisation du conflit	9
Les manifestations se poursuivent	9
Pas question d'annuler la session dans les cégeps	9
Les commentaires (631)	10
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Université de Montréal : «Rien ne va plus», selon le syndicat des professeurs - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 22H30 Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 22H42 / Première publication dimanche 15 avril 2012 à 22h36	10
Afficher 3 commentaires (Montréal)	10
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: FEUQ: Nouveaux moyens de pression - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 21H20 Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 21H31	10
Étudiants impatients	10
Afficher 3 commentaires (Québec)	11
Afficher 3 commentaires (Montréal)	11
LESOLEIL.COM: Beauchamp tend la main à la FEUQ... sur la gestion des universités - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 17h20 Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 07h54	11
Bien accueillie	11
TVANOUVELLES: Création d'une commission sur la gestion des Universités: Beauchamp prête à discuter avec la FEUQ - Première publication dimanche 15 avril 2012 à 16h17 - Mise à jour : dimanche 15 avril 2012 à 19h20	11
«Ça va froisser les étudiants en grève»	11
Réaction de la FEUQ	12
La faute des responsables étudiants, selon le MESRQ	12
CYBERPRESSE: Line Beauchamp ouverte à certaines discussions - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 16h15 Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 09h54	12
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Line Beauchamp prête à discuter avec la FEUQ - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 16H10 Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 21H48	12
La FEUQ réagit	13
Afficher 5 de 164 commentaires (Montréal)	13
Afficher 5 de 29 commentaires (Québec)	13
La faute des responsables étudiants, selon le MESRQ	13
CYBERPRESSE: La FEUQ manifeste sur les ondes hertziennes - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 15h45	13
Saccages	13
CYBERPRESSE: La CLASSE pourrait exiger la démission de Line Beauchamp - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 15h35	13
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: La colère peut s'intensifier: Face à l'inaction du gouvernement, les étudiants risquent de multiplier les actions radicales - Publié le: samedi 14 avril 2012, 21H29 Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 21H37	13
« Les manifs pacifiques ne changent rien »	14
« Aller jusqu'au bout »	14
Afficher 100 de 160 commentaires (Montréal)	14
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Line Beauchamp: «Je ne peux pas céder à l'intimidation» - Publié le: samedi 14 avril 2012, 19H26 Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 19H30	14
Intimidation et violence	14
«Nous avons bougé»	14
Afficher 18 de 20 commentaires (Montréal)	15
CYBERPRESSE: La FEUQ veut un organisme pour contrôler la gestion des université - Publié le samedi 14 avril 2012 à 15h36	15
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Améliorer la gestion universitaire: Commission d'évaluation indépendante - Publié le: samedi 14 avril 2012, 14H58 Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 15H08	15
Montrer 1 commentaire (Montréal)	16
Montrer 1 commentaire (Québec)	16
CYBERPRESSE: Charest souhaite la crise étudiante, dit Marois - Publié le samedi 14 avril 2012 à 12h45 Mis à jour le samedi 14 avril 2012 à 17h28	16
LE DEVOIR: Pressions pour un retour en classe: L'UdeM et le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu vont reprendre les cours dès lundi – Samedi 14 avril 2012	16
Démission exigée	17
Vos réactions (42)	17
CYBERPRESSE: 10+1 questions avec Line Beauchamp - Publié le samedi 14 avril 2012 à 09h10	17
LE DEVOIR: Pressions pour un retour en classe: L'UdeM et le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu vont reprendre les cours dès lundi – Samedi 14 avril 2012	18
Démission exigée	18
Vos réactions (45)	18
LE DEVOIR: Les fédérations lancent un appel au calme – Samedi 14 avril 2012	18
LE DEVOIR: La gratuité de l'université - Autopsie d'un principe perdu – Samedi 14 avril 2012	19
L'émergence du principe de gratuité	19
Un changement économique	19
... et idéologique	20
Vos réactions	20

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: 61 jours de boycott: Des étudiants sont épuisés et à bout de souffle - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 22H55 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 23H13.....	22
« Le temps est long »	22
Un « carré bleu » partagé	22
Manquer de sommeil.....	22
Afficher 98 de 105 commentaires (Montréal).....	22
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le premier ministre Charest « encourage » la violence, dit la FECQ – Mise à jour le vendredi 13 avril 2012 à 21 h 34 HAE	23
La CLASSE dénonce l'attitude de la ministre Beauchamp	23
Vandalisme au bureau de la ministre : sept arrestations	24
« Grève » ou « boycott » : le poids des mots	24
Les commentaires (126).....	24
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : la Fédération des cégeps lance un cri d'alarme – Mise à jour le vendredi 13 avril 2012 à 21 h 05 HAE.....	24
Des professeurs demandent la démission de la ministre	25
Pas de cours au Collège de Valleyfield	25
Des requêtes devant les tribunaux et des reprises de cours	25
Les commentaires (652).....	25
JOURNALDEMONTRÉAL: Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu: Reprise des cours lundi - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 17H48 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 17H59.....	25
TVANOUVELLES: Collège Montmorency: Les étudiants resteront aux piquets - Première publication 13 avril 2012 à 17h19	25
TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les associations blâment Jean Charest - Première publication vendredi 13 avril 2012 à 17h04.....	26
La grève: démocratique	26
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Collège Montmorency: Respect du mandat de grève - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 16H52 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 17H01	26
Montrer 1 commentaire (Montréal)	26
CYBERPRESSE: Grèves étudiantes: Charest et Marois croisent le fer - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 15h29 Mis à jour le vendredi 13 avril 2012 à 18h44.....	27
LEDEVOIR.COM: Des cégeps dévoilent des scénarios de prolongation – vendredi 13 avril 2012, 15h28	27
Des étudiants protestataires de retour devant le Collège de Valleyfield.....	27
Vos réactions	28
CYBERPRESSE: Des professeurs réclament la démission de Line Beauchamp - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 13h48 Mis à jour le samedi 14 avril 2012 à 09h20.....	28
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: La Fédération des cégeps plaide pour le retour en classe - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 12H06 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 15H14	29
Les grévistes désapprouvent.....	29
Montrer 1 commentaire (Montréal)	29
Montrer 1 commentaire (Québec).....	29
CYBERPRESSE: Les cégeps implorent les étudiants de rentrer en classe - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 11h36 Mis à jour à 12h25... 29	29
CYBERPRESSE: Jean Charest énonce des critères pour déterminer la reprise des cours - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 07h33	30
JOURNALDEMONTRÉAL: Collège de Valleyfield: Les cours de nouveau annulés - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 7H24 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 7H30	30
Afficher 11 commentaires (Montréal).....	31
LA TRIBUNE: Les étudiants de l'UQTR proposent une solution - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 07h15	31
UQTR: 10 associations et 1836 étudiants en grève	32
CYBERPRESSE: Les cours sont de nouveau annulés au Collège de Valleyfield - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 06h47 Mis à jour le vendredi 13 avril 2012 à 09h28	32
TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: Les cours de nouveau annulés - Première publication vendredi 13 avril 2012 à 05h37 - Mise à jour : vendredi 13 avril 2012 à 08h52	33
Encore des manifestants.....	33
«On n'est pas à une journée près»	33
Pas de cours jeudi	33
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: L'argent des profs dans le béton - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 24H42 Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 24H45.....	33
LE DEVOIR: Injonctions, actions musclées et menaces de mort – Vendredi 13 avril 2012.....	33
Autres recours aux tribunaux.....	34
Menaces de mort.....	34
Vos réactions (40)	34
LE DEVOIR: La sécurité avant toute chose, dit Charest – Vendredi 13 avril 2012	34
Vos réactions	34
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Menaces contre les ministres Beauchamp et Fournier – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 23 h 46 HAE	35
Les commentaires (205).....	35
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Frais de gestion des universités québécoises : des chiffres et leur signification – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 20 h 32 HAE	35
Les commentaires (97).....	36
CYBERPRESSE: Charest énonce des critères déterminant la reprise des cours - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 17h22 Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 18h50.....	36
LE DEVOIR: Les grèves se poursuivent malgré le mot d'ordre de Line Beauchamp – Jeudi 12 avril, 17h26	37
Nouveau calendrier à l'UQAM	37
Point de non-retour imminent.....	37
Concordia bloqué.....	38
Charest énonce des critères déterminant la reprise des cours.....	38

Vos réactions (54).....	38
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Grève des étudiants: Les ministres Beauchamp et Fournier menacés - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 17H14 Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 23H59.....	38
Internaute arrêté.....	38
Afficher 44 de 45 commentaires (Montréal).....	38
Afficher 18 commentaires (Québec).....	38
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Quelque 500 professeurs d'université signent une lettre appuyant les étudiants en grève – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 16 h 11 HAE.....	39
Les demandes d'injonction se multiplient.....	39
Les commentaires (157).....	39
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Collège de Valleyfield: La ministre reste muette - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 13H44 Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 13H48.....	39
Afficher 27 commentaires (Montréal).....	39
Afficher 2 commentaires (Québec).....	39
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le Collège de Valleyfield capitule devant les étudiants en grève – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 13 h 45 HAE.....	40
Des professeurs solidaires des étudiants.....	40
D'autres mesures envisagées par le Collège.....	40
Les commentaires (431).....	41
LE NOUVELLISTE: Des propos mal accueillis par l'AGÉUQTR - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h44.....	41
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL: Collège de Valleyfield: La direction cède à la pression - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 7H27 Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 7H33.....	41
Manifestation étudiantes à Valleyfield: Photos.....	41
Montrer 1 commentaire (Québec).....	43
Afficher 33 commentaires (Montréal).....	43
LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: l'intimidation doit cesser, dit Charest - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h08.....	43
Les cours doivent se donner.....	43
Manifestations.....	44
CYBERPRESSE: Des étudiants forcent la levée des cours au Collège de Valleyfield - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 06h32 Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 13h02.....	44
TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: Période charnière pour l'administration - Première publication jeudi 12 avril 2012 à 05h22 - Mise à jour : jeudi 12 avril 2012 à 16h20.....	44
Prolonger la session?.....	45
Jeudi rouge.....	45
Les cours annulés.....	45
Respecter le mandat de grève.....	45
Appel à la manifestation.....	45
LE SOLEIL: Étudiants en grève: une minorité qui veut rester visible - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 13h20.....	45
Irréductibles physiciens.....	46
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Grève Sondage: Le travail de la ministre Beauchamp critiqué - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 4H04 Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 4H11.....	46
Favorables à la hausse.....	46
Dénouer l'impasse.....	46
Afficher 81 commentaires (Montréal).....	46
Afficher 4 commentaires (Québec).....	46
LE DEVOIR: Grève étudiante - Un certain climat de panique s'installe – Jeudi 12 avril 2012.....	46
Priorité aux cours.....	47
Marathon de manifestations.....	47
L'appui de professeurs.....	47
Vos réactions (178).....	47
LE DEVOIR: Grève étudiante - Des idées pour mettre fin au «gaspillage»: Les fédérations étudiantes proposent de couper dans les budgets universitaires – Jeudi 12 avril 2012.....	47
Rejet des recteurs.....	48
L'après-grève s'organise.....	48
LE DEVOIR: Les hôpitaux risquent de manquer de personnel: Les établissements pourraient être privés de centaines de finissantes en soins infirmiers – jeudi 12 avril 2012.....	48
LE DEVOIR: En bref - Sam Hamad est interpellé au Brésil – Jeudi 12 avril 2012.....	48
Vos réactions.....	48
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Grève: Pas de diplômes au rabais - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 22H59 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 23H22.....	49
De l'école jusqu'en août.....	49
Des cours annulés, s'il le faut.....	49
Afficher 41 commentaires (Montréal).....	49
Afficher 2 commentaires (Québec).....	49
TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: La rentrée s'annonce chaotique - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 21h54.....	49
TVANOUVELLES: Grève étudiante: Sherbrooke: Solidaire... mais à quel prix ? - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 20h17.....	50
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL: Dans un climat de confrontation - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 20H07 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 20H09.....	50
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL: Collège de Valleyfield: La rentrée s'annonce chaotique - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 18H39 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 22H14.....	50

TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: Des étudiants n'en peuvent plus de la grève - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 18h11	51
..... Les fédérations étudiantes leur demandent de tenir encore quelques jours.....	51
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : Charest et Beauchamp haussent le ton – Mise à jour le mercredi 11 avril 2012 à 18 h 05 HAE	51
.....	51
LEDEVOIR.COM: Grèves étudiantes: Jean Charest dit que l'intimidation doit cesser – Mercredi 11 avril, 17h54.....	52
..... Vos réactions (43).....	52
JOURNALDEMONTREAL: «Grève étudiante: De l'huile sur le feu»: L'appel au retour en classe forcé de la ministre Beauchamp ne fait que «jeter de l'huile sur le feu» du mouvement étudiant - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 17H47 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 19H11.....	52
..... Fouetter les troupes.....	52
..... Grève encore pertinente.....	53
..... Afficher 50 de 55 commentaires (Montréal).....	53
CYBERPRESSE: Grèves étudiantes: Charest dit que l'intimidation doit cesser - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 17h35.....	53
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Frais de scolarité: Couper dans le budget des universités - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 15H52 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 19H03.....	53
..... Afficher 7 commentaires (Québec).....	54
..... Afficher 16 de 17 commentaires (Montréal).....	54
LE DEVOIR: Les étudiants proposent de «couper dans le gras» des budgets des universités: Les hôpitaux s'inquiètent de manquer de personnel cet été – Mercredi 11 avril 2012, 15h17.....	55
..... Inquiétudes dans le milieu de la santé.....	55
..... D'autres manifestations.....	55
..... Vos réactions.....	55
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Financement des universités : les solutions de la FEUQ et de la FECQ – Mise à jour le mercredi 11 avril 2012 à 15 h 07 HAE.....	57
..... Les fédérations font trois propositions principales :.....	57
..... Le plan de sortie de crise de Québec solidaire.....	57
..... Les commentaires (145).....	58
CYBERPRESSE: Grève étudiante: les hôpitaux risquent de manquer de personnel - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 14h50.....	58
TVANOUVELLES: Débat sur les frais de scolarité: Québec solidaire suggère de hausser la taxe sur le capital - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 14h37.....	58
..... Charest doit reculer.....	58
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Intégrité: Les grévistes dénoncent Concordia - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 12H55 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 13H09.....	59
TVANOUVELLES: Reprise des cours: Beauchamp veut que «toutes les mesures» soient prises - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 12h25 - Mise à jour : mercredi 11 avril 2012 à 23h00.....	59
..... Québec solidaire et les fédérations proposent leur solution.....	59
TVANOUVELLES: Hausse des frais de scolarité: 300 millions de coupes pour les universités? - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 12h16.....	59
LA TRIBUNE: UdeS : la prolongation du trimestre semble inévitable - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 11h50.....	60
CYBERPRESSE: Universités: les étudiants proposent de «couper dans le gras» - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 11h47 Mis à jour le mercredi 11 avril 2012 à 14h43.....	60
CYBERPRESSE: Grève: Beauchamp encourage un retour forcé en classe - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 10h35 Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 06h13.....	61
LE QUOTIDIEN: Des enseignants montrent leur appui - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h56.....	61
CYBERPRESSE: UQAM: fin de trimestre le 22 juin? - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h25.....	61
CYBERPRESSE: Retour en classe forcé au Collège de Valleyfield - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h18.....	62
LE DEVOIR: La lutte des étudiants est juste, dit Guy Rocher: L'un des penseurs du système d'éducation québécois prône l'abolition des droits de scolarité – Mercredi 11 avril 2012.....	62
..... Pas une utopie.....	62
..... Un gouvernement aveugle.....	63
..... Vos réactions (194).....	63
LE DEVOIR: La «catastrophe» guette certains cégeps – Mercredi 11 avril 2012.....	63
..... Vos réactions.....	63
LE DEVOIR: Grève étudiante - Des profs appréhendent le retour en classe: Ils devront évaluer les étudiants, malgré le manque d'enseignement – Mercredi 11 avril 2012.....	63
..... Charest minimise la contestation.....	64
..... Vos réactions.....	64
CYBERPRESSE: Grève étudiante: Québec fait bande à part - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h13.....	64
..... À contre-courant.....	65
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Valleyfield : La grève cassée par la direction - Publié le: mardi 10 avril 2012, 23H08.....	65
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Grève: Moins d'infirmières à cause de la grève ? - Publié le: mardi 10 avril 2012, 23H03 Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 23H14.....	65
..... Des impacts dès cet été.....	65
..... « C'est leur décision ».....	65
..... Afficher 4 commentaires (Québec).....	66
..... Afficher 16 commentaires (Montréal).....	66
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL / TVANOUVELLES: Sur les bancs de l'école cet été / Prolongation de la session: Au cégep cet été - / Publié le: mardi 10 avril 2012, 21H24 Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 24H21 / Première publication mercredi 11 avril 2012 à 07h40.....	67
..... Impasse.....	68
..... Afficher 10 commentaires (Québec).....	68

Afficher 20 commentaires (Montréal).....	68
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les étudiants demeurent mobilisés, le gouvernement ne bouge pas – Mise à jour le mardi 10 avril 2012 à 23 h 30 HAE.....	69
Retour en classe pour certains, poursuite de la grève pour d'autres	69
Jean Charest demeure inflexible	69
Session compromise?	70
Les commentaires (782).....	70
TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: Reprise des cours jeudi malgré le vote - Première publication mardi 10 avril 2012 à 21h39.....	70
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Collège Lionel-Groulx: Un seul cours est maintenu cet été - Publié le: mardi 10 avril 2012, 18H28 Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 18H38 / Première publication mardi 10 avril 2012 à 21h35	71
CYBERPRESSE: Les droits de scolarité ne sont pas un enjeu électoral, dit Charest - Publié le mardi 10 avril 2012 à 20h00.....	71
JOURNALDEMONTREAL: Collège de Valleyfield: Retour forcé en classe - La direction du Collège de Valleyfield a pris une décision audacieuse, aujourd'hui: elle ouvrira ses portes dès jeudi, et ce, malgré le mandat de grève en vigueur entre ses murs - Publié le: mardi 10 avril 2012, 17H26 Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 18H46	72
Afficher 45 commentaires (Montréal).....	72
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Retour en classe : la date butoir approche pour les étudiants grévistes – Mise à jour le mardi 10 avril 2012 à 17 h 23 HAE	72
Les commentaires (56).....	74
CYBERPRESSE: Grève: la situation devient «catastrophique» pour certains cégeps - Publié le mardi 10 avril 2012 à 17h20 Mis à jour le mardi 10 avril 2012 à 17h45	74
CYBERPRESSE: Grève étudiante: aucune négociation n'est prévue - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h55.....	74
CYBERPRESSE: Grève étudiante: la «date butoir» en cinq questions - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h44	75
LE SOLEIL: Grève: opinions partagées chez les étudiants étrangers - Publié le mardi 10 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 10 avril 2012 à 09h34	75
LE DEVOIR: Étudiants - Des semaines de grève en vue?: Une offre de dialogue était attendue de la part de la ministre Beauchamp, mais elle ne viendra pas – Mardi 10 avril 2012	76
«Élargir la lutte»	76
Cours «annulés» ou «suspendus»	76
Front commun	77
Vos réactions (73)	77
RADIO-CANADA / MAURICIE: Grève étudiante : des étudiants pourraient se retrouver sans aide financière – Mise à jour le lundi 9 avril 2012 à 23 h 51 HAE	82
Les commentaires (54).....	82
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : une 9e semaine de grève s'amorce – Mise à jour le lundi 9 avril 2012 à 22 h 42 HAE.....	84
Session compromise?	84
Négociations en vue?.....	84
L'idée d'une médiation	84
Les commentaires (619).....	85
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève: Méthodes dénoncées - Publié le: lundi 09 avril 2012, 19H56 Mise à jour: lundi 09 avril 2012, 22H10	85
Dépôt d'une motion.....	85
Un choix difficile	85
Afficher 7 commentaires (Montréal)	85
Montrer 1 commentaire (Québec).....	85
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Nadeau-Dubois: Pas de carrière politique pour le porte-parle de la CLASSE - Publié le: lundi 09 avril 2012, 17H05 Mise à jour: lundi 09 avril 2012, 17H12	85
Afficher 4 commentaires (Québec)	86
Afficher 14 commentaires (Montréal).....	86
RADIO-CANADA / GATINEAU: Les étudiants en grève de l'UQO lancent un appel aux citoyens – Mise à jour le lundi 9 avril 2012 à 15 h 13 HAE	87
Une manifestation générale samedi	87
Des négociations conjointes	87
La session en jeu	87
Les commentaires (6).....	87
LE SOLEIL: Grève étudiante: une unité historique - Publié le 10 avril 2012 à 05h00	87
CYBERPRESSE: La paperasse freinerait la poursuite des études - Publié le lundi 09 avril 2012 à 08h32	88
CYBERPRESSE: Grève étudiante: pas de front commun malgré les apparences - Publié le lundi 09 avril 2012 à 08h28 Mis à jour le lundi 09 avril 2012 à 13h50.....	88
Semaine du 02 avril 2012.....	89
CYBERPRESSE: Remboursement en fonction des revenus: en vigueur ailleurs au pays - Publié le dimanche 08 avril 2012 à 09h58	89
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Grève étudiante: L'état se resserre sur le gouvernement - Publié le: samedi 07 avril 2012, 11H11 Mise à jour: samedi 07 avril 2012, 12H42	89
Les libéraux seront suivis de près.....	89
Session en danger?	89
Afficher 48 commentaires (Québec)	90
Afficher 12 commentaires (Montréal).....	90
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les 3 regroupements étudiants s'unissent pour contester les mesures de Québec – Mise à jour le samedi 7 avril 2012 à 9 h 44 HAE.....	90
La ministre Beauchamp réagit	90
Les commentaires (1112).....	91
CYBERPRESSE: Grève étudiante: rejet massif de l'offre de Québec - Publié le samedi 07 avril 2012 à 08h49	91
Facture refilée aux universités	91

Rejet en bloc.....	91
Réactions de l'opposition.....	91
Bonification des prêts étudiants.....	91
LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: Québec, le «microcosme» - Publié le samedi 07 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 07 avril 2012 à 16h03.....	91
LE DEVOIR: Front commun des étudiants contre le gouvernement: Même s'ils rejettent en bloc sa proposition, les étudiants gardent espoir de dialoguer avec la ministre – Samedi 07 avril 2012.....	92
Vos réactions.....	93
CYBERPRESSE: La mobilisation étudiante est mondiale - Publié le samedi 07 avril 2012 à 00h00 Mis à jour le samedi 07 avril 2012 à 08h57.....	98
États-Unis.....	98
Grande-Bretagne.....	99
République tchèque.....	99
Taiwan.....	99
Philippines.....	99
Chili, Corée du Sud, Ukraine, Irlande.....	99
Des droits de scolarité parmi les plus élevés de l'OCDE.....	99
LEDEVOIR.COM / LESOLEIL.COM: Les associations étudiantes rejettent la proposition de Québec: Des étudiants organisent par ailleurs un «chemin de croix de l'éducation» à Montréal – Vendredi 06 avril 2012, 16h57 / Publié le vendredi 06 avril 2012 à 16h30 Mis à jour le vendredi 06 avril 2012 à 17h24.....	99
Un «chemin de croix de l'éducation» à Montréal.....	99
Vos réactions.....	99
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Étudiants frais de scolarité: Moins d'étudiants en grève: Le nombre de grévistes passe sous la barre des 200 000 - Publié le: vendredi 06 avril 2012, 21H42 Mise à jour: samedi 07 avril 2012, 24H52.....	99
Statistics.....	100
Afficher 76 de 77 commentaires (Montréal).....	100
Afficher 5 commentaires (Québec).....	100
CYBERPRESSE: Front commun des étudiants contre l'offre de Québec - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 16h27 Mis à jour le vendredi 06 avril 2012 à 19h58.....	100
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève étudiante: La CLASSE, la FEUQ et la FECQ rejettent en bloc l'offre de Québec - Publié le: vendredi 06 avril 2012, 16H25 Mise à jour: vendredi 06 avril 2012, 20H51.....	101
Offre du gouvernement.....	101
La ministre Beauchamp réagit.....	101
Afficher 40 commentaires (Québec).....	101
Afficher 17 commentaires (Montréal).....	103
LE NOUVELLISTE: «Une carte de crédit aux étudiants» - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 07h38.....	104
LE DROIT: Les grévistes du Cégep de l'Outaouais loin d'être impressionnés - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h30.....	104
LESOLEIL.COM: Bonification des prêts et bourses: un défi important pour les universités - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h00 Mis à jour à 11h25.....	104
LESOLEIL.COM: Les droits de scolarité comme enjeu électoral: Marois pressée d'en découdre - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h00 Mis à jour à 07h36.....	105
Un atout.....	105
LE DEVOIR: Échec d'une première tentative de sortie de crise: Les étudiants disent non à la proposition de Québec mais reconnaissent l'ouverture au dialogue – Vendredi 06 avril 2012.....	105
Vos réactions.....	106
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec élargit son programme de prêts étudiants aux familles de la classe moyenne –Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 22 h 55 HAE.....	106
Vidéo: Québec bonifie le programme de prêts, mais les leaders étudiants sont peu impressionnés, explique Josée Thibeault.....	106
Vidéo: Patrice Roy s'entretient avec la ministre Beauchamp.....	106
Vidéo: Patrice Roy s'entretient avec les porte-parole de la CLASSE et de la FEUQ.....	107
D'autres réactions en bref.....	107
Les commentaires (719).....	107
TVANOUVELLES: Grève étudiante: L'Estrie contre la hausse demande un moratoire et des États généraux - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 19h37.....	107
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: L'opposition critique les changements apportés aux prêts et bourses par le gouvernement – Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 16 h 51 HAE.....	108
Les commentaires (26).....	108
CYBERPRESSE: Remboursement proportionnel au revenu: qu'est-ce que c'est? - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 16h48.....	109
LE NOUVELLISTE: Les étudiants de l'UQTR rejettent l'offre de Québec - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 14h35.....	109
LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: Beauchamp bouge sur l'accessibilité pour calmer le jeu: Québec met en place un nouveau mécanisme de remboursement proportionnel au revenu – Jeudi 05 avril, 15h32.....	109
Vos réactions.....	110
TVANOUVELLES: Annonce de Québec: Synonyme d'endettement, croient les étudiants - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 15h22 - Mise à jour : jeudi 5 avril 2012 à 20h44.....	110
CYBERPRESSE: L'offre aux étudiants ne règle rien, dit la CAQ - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 14h42 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 17h12.....	112
LESOLEIL.COM: Les étudiants rejettent l'offre de Beauchamp - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 13h21 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 23h35.....	112
CYBERPRESSE: Les étudiants insatisfaits de l'offre de Québec - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 13h17 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 16h07.....	113
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Annonce de Québec: Synonyme d'endettement étudiant - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 15H03 Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 18H08.....	113

Afficher 14 commentaires.....	114
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Éducation Grève: 104 000 \$ de l'heure - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 12H03	114
Afficher 81 de 82 commentaires(Montréal).....	115
Afficher 2 commentaires (Québec).....	115
LA TRIBUNE: Droits de scolarité : un moratoire est demandé - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 11h51	115
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Les étudiants se sentent incompris - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 11H14 Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 22H59	115
Afficher 21 de 23 commentaires.....	115
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Droits de scolarité; Beauchamp tente de dénouer l'impasse - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 10H47 Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 10H56	116
Afficher 18 commentaires.....	116
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : Québec élargit son programme de prêts aux familles de la classe moyenne - Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 10 h 36 HAE	118
LESOLEIL.COM: Beauchamp annonce des mesures pour soutenir financièrement les étudiants - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 10h05 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 23h39	118
LE DROIT / LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: des mesures pour calmer le jeu - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h56 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 10h20 / Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h57.....	119
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : les manifestations se poursuivent, la ministre Beauchamp garde sa «porte ouverte» - Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 9 h 18 HAE.....	119
Injonction concernant l'accès à l'UQAM	119
Les commentaires (150).....	120
LA TRIBUNE: Le sort de la session reste incertain - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h05.....	120
LA TRIBUNE: Les étudiants doivent faire leur juste part, maintient Line Beauchamp - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 08h59	120
CYBERPRESSE: Québec élargit son programme de prêts pour études supérieures - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 08h46 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 12h18	120
TVANOUVELLES: Bonification du programme de prêts: Québec tend la main aux étudiants - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 08h25 - Mise à jour : jeudi 5 avril 2012 à 19h50.....	121
CYBERPRESSE: Grève étudiante: l'Alliance des professeurs saute dans la mêlée - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 06h00 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 11h43	121
LESOLEIL: Les libéraux envisagent des élections sur les droits de scolarité - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 07h30.....	122
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les prêts étudiants non remboursés ont bondi de 72 % de 2008 à 2010 - Mise à jour le mercredi 4 avril 2012 à 23 h 52 HAE.....	122
Les commentaires (27).....	123
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève: Des étudiants se radicalisent - Publié le: mercredi 04 avril 2012, 21H36 Mise à jour: mercredi 04 avril 2012, 21H52	124
Les locaux de l'UQAM libres d'accès.....	124
Vandales.....	124
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Retour en classe : la date butoir approche pour les étudiants grévistes - Mise à jour le mercredi 4 avril 2012 à 17 h 18 HAE	125
Les commentaires (52).....	126
CYBERPRESSE: Grèves étudiantes: le ton monte à l'Assemblée nationale - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 15h56 Mis à jour le mercredi 04 avril 2012 à 17h46	128
LE NOUVELLISTE: Trois ex-recteurs victimes d'un canular - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 09h04	129
LA TRIBUNE: Guerre d'usure sur le front de l'opinion publique - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 09h04	129
RADIO-CANADA / DOSSIER: Le nerf de la guerre : portrait des finances du mouvement étudiant - Mise à jour le mercredi 4 avril 2012 à 8 h 00 HAE.....	130
Les commentaires (220).....	130
TVANOUVELLES: Grève étudiante: Beauchamp suggère des votes secrets - Première publication mercredi 4 avril 2012 à 07h32	131
LE DROIT: : Grève étudiante en Outaouais: L'UQO explore différents scénarios - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 05h30	131
CYBERPRESSE: Droits de scolarité: la date butoir approche - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 00h00 Mis à jour le mercredi 04 avril 2012 à 10h15	131
Pour un retour le 10 avril, sinon.....	131
En quête de professeurs et de locaux	132
RADIO-CANADA / DOSSIER: Droits de scolarité au Québec: Grève étudiante et communications à l'ère d'Internet - Mis à jour le mardi 3 avril 2012 à 17 h 04 HAE	132
Relayer de l'information et influencer l'opinion publique	132
Le web pour faciliter la communication.....	133
Des exemples concrets : une manifestation Twitter!.....	133
TVANOUVELLES: Grève: YouTube un outil de mobilisation pour les étudiants - Première publication mardi 3 avril 2012 à 15h55.....	133
LE DEVOIR: Grève étudiante - Entre rattrapage et suspension: La poursuite des cours n'est pas garantie à l'UdeM - Mardi 03 avril 2012.....	134
Multiplier les actions	134
Vos réactions	134
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL / TVANOUVELLES: Éducation: Situation bientôt critique dans les cégeps - Publié le: lundi 02 avril 2012, 23H17 Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 23H19 / Première publication mardi 3 avril 2012 à 05h27	134
Vacances.....	134
Universités.....	134
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Éducation Conflit: Record bientôt fracassé: Le cap des 52 jours de grève sera atteint cette semaine - Publié le: lundi 02 avril 2012, 23H03 Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 23H29 / Première publication mardi 3 avril 2012 à 04h46.....	134
Afficher 7 commentaires	135
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: De plus en plus de tensions entre les étudiants - Publié le: lundi 02 avril 2012, 17H02 Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 19H01.....	135

RADIO-CANADA / DOSSIERS: La grève étudiante sur le web – Mise à jour le lundi 2 avril 2012 à 16 h 50 HAE	136
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL / TVANOUVELLES: Grève étudiante: François Legault exaspéré - Publié le: lundi 02 avril 2012, 14H29 Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 14H47 / Première publication lundi 2 avril 2012 à 15h57	136
Afficher 3 commentaires	137
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Sanction contre le chauffeur du RTC qui a repoussé des étudiants – Mise à jour le lundi 2 avril 2012 à 14 h 06 HAE	137
Les commentaires (18).....	137
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève Collège Montmorency: La session des cours d'été annulée - Publié le: lundi 02 avril 2012, 13H18.....	138
Afficher 18 commentaires.....	138
CYBERPRESSE: Droits de scolarité: «l'avenir n'est pas dans le gel», dit Charest - Publié le dimanche 01 avril 2012 à 09h25 Mis à jour le lundi 02 avril 2012 à 07h56.....	139
LE DEVOIR: 1 ^{ère} page / Droits de scolarité - Pas d'avenir dans les gels, martèle Charest – Lundi 02 avril 2012.....	139
Vos réactions	140



RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La ministre Beauchamp fait un geste d'ouverture à l'endroit de la FEUQ et la FECQ – Mise à jour le dimanche 15 avril 2012 à 23 h 29 HAE

La ministre de l'Éducation a annoncé sa volonté de créer une commission permanente et indépendante sur la saine gestion des universités, où siègeraient des étudiants, alors que le conflit étudiant entre dans sa dixième semaine.

« Si on demande plus aux étudiants, est-ce qu'on peut leur faire une plus grande place, pour s'assurer que les sommes d'argent sont bien gérées, au bénéfice de l'enseignement et de la recherche ? [...] Je suis prête à mettre en place une telle commission et à m'engager à ce que les étudiants aient leur place autour de cette table », a expliqué la ministre Line Beauchamp.

Elle dit tendre ainsi la main à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui a adopté samedi en assemblée générale une résolution allant dans ce sens.

La ministre soutient n'avoir par ailleurs aucune intention de revenir sur la question de la hausse des droits de scolarité.

La ministre convie donc la FEUQ, mais aussi la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), à participer à des discussions en ce sens, mais refuse d'y inclure la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Elle estime que ce groupe n'a jusqu'ici fait preuve d'aucune ouverture en vue d'éventuelles discussions et déplore le refus de son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, à dénoncer de récents gestes de vandalisme et de violence.

La ministre Beauchamp faisait notamment référence au saccage de son bureau de circonscription vendredi dernier.

Le porte-parole de la CLASSE a réagi en appelant les deux fédérations à refuser la main tendue de Québec et a annoncé une conférence de presse à 10 h lundi. M. Nadeau-Dubois rappelle que la CLASSE représente 47 % des étudiants en grève.

« On demande aux autres organisations étudiantes de respecter l'engagement qu'elles ont pris publiquement il y a deux semaines et de refuser de négocier en notre absence. »

Gabriel Nadeau-Dubois

La FEUQ prête à discuter

La présidente de la FEUQ salue le geste d'ouverture de la ministre et se dit prête à discuter avec elle de la création d'une telle commission.

Elle croit cependant que Mme Beauchamp n'aura pas le choix d'accepter de discuter de la hausse des droits de scolarité, car elle estime « intimement liées » cette question et celle de la gestion des universités.

Martine Desjardins exige de la ministre qu'elle invite la CLASSE aux discussions sur la création de cette commission. Il n'est pas question par ailleurs de suspendre le mouvement de grève.

Le porte-parole de la FECQ, Léo Bureau-Blouin voit lui aussi la proposition de la ministre comme « un pas dans la bonne direction ».

« Mais c'est sûr que la crise est loin d'être terminée. Il ne faut pas oublier que le noeud du problème est la hausse des droits de scolarité », conclut M. Bureau-Blouin.



La présidente de la FEUQ Martine Desjardins

La FEUQ dénonce une judiciarisation du conflit

Réunie en assemblée générale à Montréal, la FEUQ a réitéré, plus tôt en journée, sa volonté de forcer le gouvernement à revenir sur la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

Martine Desjardins, réélue dimanche pour un second mandat à la tête de la FEUQ, a qualifié le gouvernement libéral de « borné » et « d'entêté », et l'avertit que le mouvement de contestation est loin d'être arrivé à son terme.

La présidente de la FEUQ a par ailleurs dénoncé ce qu'elle qualifie de judiciarisation du conflit, alors que se multiplient les demandes d'injonctions d'étudiants pour forcer la tenue des cours.

Martine Desjardins accuse directement le gouvernement Charest de tenter de « bâillonner les étudiants à coup d'injonctions ».

Vendredi, [en Outaouais](#), un groupe d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a obtenu une injonction qui force la reprise des cours et oblige les professeurs à se présenter en classe lundi.

À l'Université Laval, deux étudiants, Laurent Proulx et Jean-François Morasse, ont obtenu des tribunaux des injonctions pour assister à leurs cours.

[À Rimouski](#), la Cour supérieure du Québec doit par ailleurs se prononcer lundi sur la requête en injonction provisoire d'un étudiant de l'UQAR, Marc-André Jourdain.

[L'Université de Montréal](#) a enfin obtenu mercredi une injonction interlocutoire provisoire, valide jusqu'au 20 avril, interdisant la tenue de manifestations qui empêcheraient les employés et les étudiants d'avoir accès à l'ensemble de ses installations. L'UdeM prévoit recommencer à donner des cours dès lundi.

La FEUQ prévoit la tenue le 18 avril à Montréal d'une manifestation pour dénoncer la multiplication des injonctions qui, selon son communiqué, « attaque directement la démocratie étudiante ».

La fédération étudiante a par ailleurs profité de son assemblée générale pour dévoiler une première publicité radio, produite par les humoristes Les Justiciers masqués, qui accuse le gouvernement Charest d'être responsable de la « détérioration du climat social ». La publicité sera diffusée à compter de lundi.

Les manifestations se poursuivent

Une série de petites actions se sont déroulées dimanche à Montréal. Des cours en plein air ont notamment été donnés par des professeurs d'université au square Saint-Louis. Une trentaine d'étudiants ont participé à l'activité.



Des étudiants ont suivi des cours dans un parc de Montréal.

Pas question d'annuler la session dans les cégeps

Pour sa part, le PDG de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, estime que si le conflit ne se règle pas cette semaine, la session devra se terminer à la mi-août pour certains collèges, empiétant ainsi sur la session automnale. Il n'est toutefois pas question d'annuler la session, a-t-il ajouté.

« Dans ces collèges-là, il y a eu un minimum de jours de cours. Donc, ce serait une perte sèche s'il fallait mettre ça de côté. On ne vise pas ça du tout. Maintenant, des cohortes conjointes dans une même session, c'est pratiquement impossible à l'automne, parce qu'on va manquer de locaux, on va manquer de professeurs, etc. Donc, ce qu'il faut envisager, si le scénario du pire arrivait, c'est plus d'être déporté à l'automne, et déporter la session d'automne, légèrement, dans la session d'hiver 2013 », a expliqué M. Beauchesne en entrevue à Radio-Canada.

Le Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu compte recommencer à donner des cours dès lundi, malgré des votes de grève.

Samedi, [des milliers de citoyens ont signifié leur appui](#) à la lutte contre la hausse des droits de scolarité des étudiants en grève en manifestant avec eux dans les rues de Montréal.

Dimanche, le réseau Cap sur l'indépendance, qui regroupe 30 organismes indépendantistes, a annoncé son appui au mouvement étudiant. Certains de leurs membres ont par ailleurs participé dimanche à une manifestation étudiante.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Le compte rendu de Jacques Bissonnet](#)



- Vidéo - [Entrevue avec Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, la FEUQ.](#)



- Vidéo - [La ministre Beauchamp prête à négocier mais pas sur l'augmentation des droits de scolarité](#)
[Les commentaires \(631\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Université de Montréal : «Rien ne va plus», selon le syndicat des professeurs - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 22H30 | Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 22H42 / Première publication dimanche 15 avril 2012 à 22h36

Agence QMI

Le **Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal** (SGPUM) a fait savoir dimanche son mécontentement de la **judiciarisation du conflit étudiant** et de la gestion «hasardeuse» de la direction de l'université. Le SGPUM a dénoncé la «situation intolérable» dans laquelle se trouve la communauté universitaire après les **deux demandes d'injonction de la direction** «contre ses propres étudiants et l'avalanche de consignes internes équivoques qui s'en sont suivies». «La direction a pris le parti d'attiser les divisions, en particulier depuis l'injonction du 11 avril dernier assortie des consignes récentes qui reviennent à demander aux professeurs de mettre fin eux-mêmes à la grève des étudiants», a indiqué le syndicat dans un communiqué, dimanche.

Les professeurs ont également déploré le fait que la direction de l'établissement n'ait pas consulté le syndicat et ait agi «unilatéralement». Selon le SGPUM, la direction demande aux professeurs de donner les cours ce lundi. L'Université de Montréal a obtenu jeudi une injonction provisoire pour garantir le libre accès à ses classes et à ses locaux. Le juge Michel Caron de la Cour supérieure du Québec a interdit aux associations étudiantes de bloquer l'accès aux terrains de tous les pavillons de l'université, y compris les stationnements. Les étudiants qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité se sont également vu interdire d'intimider ou de menacer tout membre de la communauté universitaire, de même que les visiteurs de l'Université et toute personne en

relation avec l'UdeM, sous peine d'être accusés d'outrage au tribunal, a fait savoir l'université. L'injonction provisoire est valide jusqu'au 20 avril prochain.

Afficher 3 commentaires (Montréal)

- Alderic
Il était temps
[tremblay](#)Top 100
Et le droit penche toujours du bon bord hein!
\$\$\$\$\$\$\$\$
1Danielle12
Nous sommes dans un état de droit comme l'a dit M. Landry dans une entrevue. Bizarre que des gens aussi instruits ne le savent pas. N'importe quoi!

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: FEUQ: Nouveaux moyens de pression - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 21H20 | Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 21H31



Photo Elizabeth Laplante

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, en compagnie des Justiciers Masqués.

Elizabeth Laplante / Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est résolue à poursuivre ses actions afin de faire reculer le gouvernement dans sa décision de hausser les droits de scolarité.

C'est l'essentiel du message qu'a livré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, dimanche après-midi, lorsqu'elle a dévoilé les moyens de pression qui seront entrepris au cours des prochains jours.

Le point de presse a eu lieu peu de temps avant l'annonce de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui s'est dite prête à entamer des discussions avec la FEUQ sur la mise en place d'une « commission indépendante et permanente » pour assurer une saine gestion des universités. Tout juste avant cette annonce, la FEUQ a dévoilé une publicité radiophonique réalisée par le duo humoristique les Justiciers Masqués. « Bienvenue à Étudiant académie, l'émission de télé-réalité où le parti libéral fait chanter la jeunesse », peut-on entendre dans cette publicité qui sera diffusée dès lundi.

Par ailleurs, plusieurs actions sont prévues notamment une manifestation nationale contre les injonctions qui débutera dès 14 h, mercredi, devant les bureaux de Jean Charest à Montréal. La présidente de la FEUQ a également souligné que les actions de « blocage de certains bureaux » allaient se poursuivre au cours des prochains jours.

Une troisième piste de solution pour améliorer le financement des universités devrait également être déposée dès lundi matin.

Étudiants impatients

Questionnée au sujet du climat de tension qui commence à se faire sentir au sein du mouvement étudiant, Martine Desjardins a souligné qu'il est compréhensible, après 10 semaines de grève, que les étudiants commencent à perdre patience alors que le gouvernement n'a démontré aucune ouverture ni réponse aux propositions émises. Selon M^{me} Desjardins, il est toutefois important de « demeurer pacifique ».

De son côté, la Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE) dressera le bilan de son congrès dès 10 h, lundi

Afficher 3 commentaires (Québec)

- myriam77
MADAME SOURIRE
On a eu au Québec, monsieur sourire (BOB roby) maintenant le coté féminin. Lorsque le boycott sera terminé, elle va s'ennuyer ne plus se voir aux nouvelles. Elle va se taper une méchante dépression
- Jack Sparrow
Les justiciers masqués... c'est tellement mauvais que moi aussi, si j'étais eux, je m'associerais à n'importe quel mouvement pour faire parler de moi.

- 1956
tu as raison, faut être rendu bas pour ce genre de moyen de pression, faut croire que la notoriété n'est plus au rendez-vous
- SarcastiqueTop 100
Au moins elle lance un mot d'ordre, demeurer pacifique. Des revendications qui demeurent pacifiques commandent le respect, mais du vandalisme ça non.
- myriam77Top 10
MARTINE DESJARDINS JOUE AVEC LES MOTS

Avec son petit sourire moqueur, elle dit oui, elle dit non, elle dit qu'elle n'a pas dit oui, elle dit qu'elle n'a pas dit non. je ne sais vraiment plus ce qu'elle dit. Des fois on croit qu'elle est d'accord et après semble changer d'idée.

Pauvres étudiants, si c'est cela qui les représente, n'oubliez pas, dans plusieurs années, elle va remplacer Charest et elle va être pire.

• [Leonce Hamelin](#)

elle est pareil comme^Pauline Marois elle a peut être un beau sourire mais commence à avoir les yeux dans la graisse de beans

LESOLEIL.COM: Beauchamp tend la main à la FEUQ... sur la gestion des universités - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 17h20 | Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 07h54



Photo PC

Line Beauchamp

La Presse Canadienne, Montréal
Après 10 semaines de grève étudiante, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a tendu la main en direction de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

En conférence de presse, dimanche après-midi, elle s'est dite prête à discuter avec la FEUQ pour mettre sur pied une commission indépendante et permanente sur la gestion des universités. La ministre maintient toutefois que le gouvernement ira de l'avant avec la hausse des droits de scolarité.

Mme Beauchamp voulait réagir à une proposition, adoptée cette fin de semaine par les membres de la FEUQ lors de leur assemblée générale annuelle, visant à implanter une commission d'évaluation des universités. «Nous sommes ouverts à nous asseoir autour d'une table pour discuter de cet enjeu parce que c'est un bon sujet de discussion», a-t-elle déclaré.

«Nous restons par ailleurs fermes sur la hausse des droits de scolarité. Mais si nous demandons un effort supplémentaire aux étudiants, nous

sommes d'accord pour leur faire une place supplémentaire pour qu'ils aient leur mot à dire dans la gestion des universités.»

Même si elle répondait à une résolution de la FEUQ, Line Beauchamp a fait savoir que sa proposition de dimanche s'adressait également à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«Au cours des derniers jours, la FECQ était aux côtés de la FEUQ en ce qui concerne la gouvernance des universités. Notre porte sera donc ouverte aux membres de la FECQ s'ils le souhaitent», a-t-elle affirmé.

Quant à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la ministre a émis des doutes sur son désir de discuter avec le gouvernement.

«À ma connaissance, la CLASSE n'a jamais soumis aucune base de discussion. Et cette position assez extrême amène même son porte-parole à être incapable de dénoncer les gestes de vandalisme et de violence qui sont récemment survenus», a-t-elle noté, faisant vraisemblablement référence au saccage de son bureau de circonscription à Montréal-Nord vendredi matin par une quinzaine de manifestants.

Bien accueillie

L'invitation lancée par Line Beauchamp a été accueillie avec optimisme par la FEUQ et la FECQ, qui y ont vu un signe que les pressions exercées par les étudiants depuis février commencent à porter leurs fruits. «Avec cette proposition, la ministre reconnaît qu'il y a un problème du côté de la gestion des universités, ce qui est déjà quelque chose», a déclaré Martine

Desjardins, qui a été réélue à la tête de la FEUQ en fin de semaine.

«Je le vois comme une ouverture, comme un pas dans la bonne direction», a pour sa part affirmé Léo Bureau-Blouin, porte-parole de la FECQ. «Mais c'est sûr que la crise est loin d'être terminée. Il ne faut pas oublier que le noeud du problème est la hausse des droits de scolarité.»

De son côté, le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est indigné que Mme Beauchamp n'ait pas spécifiquement invité l'organisation à prendre part aux pourparlers. «On a été exclus de la table des négociations par la ministre, pour nous, c'est inacceptable», a-t-il tranché.

La Presse a d'ailleurs appris que la CLASSE annoncera ce matin qu'elle aussi souhaite rencontrer Line Beauchamp. Loin de refuser de s'asseoir, elle veut utiliser cette table pour pouvoir s'adresser directement à la ministre sur les droits de scolarité, a confié une source sûre.

Selon Martine Desjardins, la FEUQ a bien l'intention de présenter un front uni au gouvernement. «Il est important que tout un chacun puisse avoir voix au chapitre. En ce sens, la FEUQ exige que la FECQ et la CLASSE soient invitées à la table», a-t-elle dit dans un communiqué publié dimanche soir, dans lequel elle déplore la stratégie «diviser pour mieux régner» que le gouvernement semble avoir adoptée.

Mme Desjardins a précisé que son organisation communiquerait avec le bureau de Mme Beauchamp dans les prochains jours pour parler des modalités d'une éventuelle rencontre. D'ici là, la FEUQ entend poursuivre ses moyens de pression.

Avec La Presse

TVANOUVELLES: Création d'une commission sur la gestion des Universités: Beauchamp prête à discuter avec la FEUQ - Première publication dimanche 15 avril 2012 à 16h17 - Mise à jour : dimanche 15 avril 2012 à 19h20

TVA Nouvelles et Agence QMI

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déclaré en conférence de presse dimanche en fin d'après-midi, être prête à entamer des discussions sur la mise en place d'une «**commission indépendante et permanente**» pour assurer une **saine gestion des universités**.

Pour ce faire, elle se dit ouverte à rencontrer les représentants de la **Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)**.

Lors de l'assemblée générale de la FEUQ qui se tenait ce week-end, la présidente **Martine Desjardins** a invité le gouvernement à discuter de la façon dont les universités québécoises sont administrées.

«J'ai pris acte de la proposition de la FEUQ et je suis tout à fait disposée à en discuter», a mentionné la ministre Beauchamp.

Elle a ajouté que c'était là le bon sujet de discussion et que «des efforts supplémentaires peuvent être faits sur cette question de transparence de la gestion des Universités».

Toutefois, la ministre a précisé que le gouvernement restait «**ferme sur la hausse des droits de scolarité**.»

Plus tôt dimanche, la FEUQ a affirmé qu'elle proposera lundi «une troisième piste de solution pour améliorer le financement des universités». Elle n'a cependant pas fourni de détails concernant cette initiative.

«On est dans la bonne direction, mais on ne parle pas de victoire, il reste encore beaucoup de travail à faire, a commenté Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, en entrevue à LCN. Demain, nous allons appeler au cabinet de la ministre pour savoir quand cibler cette rencontre-là. [...] Mais la ministre ne peut pas faire fi des autres dossiers comme celui de la hausse des frais de scolarité», a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, la FEUQ a indiqué dans un communiqué qu'elle «a bien l'intention d'emmener la question des frais de scolarité lors de cette rencontre, puisque toute table de négociation portant sur la question de la gestion financière des

universités amène nécessairement la discussion sur la hausse des frais de scolarité.»

«Ça va froisser les étudiants en grève»

«C'est un pas dans la bonne direction de voir que la ministre veut s'attaquer à la mauvaise gestion universitaire, mais on déplore de voir que l'on refuse encore de s'attaquer au fond du problème, c'est-à-dire les droits de scolarité à l'université», a réagi le **président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin**, en entrevue à LCN.

«Est-ce que ce sera suffisant pour arrêter la grève? J'en doute, mais on va prendre le temps d'analyser plus en profondeur la proposition de la ministre.»

Il anticipe une réaction plutôt négative de la part des étudiants.

«C'est une bonne nouvelle, mais ça n'amène pas plus d'argent sur la table pour se nourrir ou pour payer le loyer, donc c'est sûr que ça va froisser

les étudiants en grève depuis plus de neuf semaines maintenant», a dit Léo Bureau-Blouin. Même son de cloche du côté de la **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)**, qui n'a pas été invitée à la table de discussion, car la ministre a qualifié les positions de la Coalition «d'assez extrêmes».

«La ministre est toujours aussi méprisante! La CLASSE va continuer de lutter contre l'augmentation des frais de scolarité», a fait savoir la Coalition sur son compte Twitter.

«La sortie de la ministre démontre que notre grève fonctionne, a-t-on ajouté. Notre grève va continuer jusqu'à une discussion sur la hausse des frais!»

En entrevue à TVA Nouvelles, la porte-parole de la CLASSE **Jeanne Reynold** a fait savoir que la grève continuera, malgré cette annonce.

«Encore une fois, la ministre appelle les organisations étudiantes à venir négocier sur un enjeu qui n'est pas l'enjeu principal, car personne n'est contre une meilleure administration des fonds des universités, ça peut d'ailleurs être une solution pour éviter cette hausse des frais de scolarité.»

«C'est certain qu'on va consulter nos assemblées générales sur l'annonce qu'a fait la ministre. Toutefois, je pense que **la majorité des grévistes vont rester en grève** pour la véritable

revendication qui est la hausse des frais de scolarité.»

Réaction de la FEUQ

«La FEUQ salue la reconnaissance de la mauvaise gestion financière des universités par la ministre Beauchamp. Nous sommes prêts à rencontrer le gouvernement sur cette question, tant que l'on peut aborder le sujet de la contribution étudiante puisqu'évidemment, discuter de la gouvernance universitaire va de pair avec la question des frais de scolarité tels que nous l'avons répété depuis le début de la campagne. La Fédération souhaite que la FECQ et la CLASSE aient voix au chapitre et soient parties prenantes de cette rencontre», pouvait-on lire sur la page Facebook de la fédération.

Sur son compte Twitter, la fédération a signifié à la ministre «qu'elle abordera, lors de cette table, la question des droits de scolarité».

Avant l'annonce de la ministre, la présidente de la FEUQ avait affirmé par voie de communiqué, que «ce gouvernement est borné et entêté. Il considère les étudiants comme des citoyens de seconde classe. Tant qu'il aura cette attitude arrogante, les étudiants se dresseront et lutteront contre ce gouvernement qui veut hypothéquer l'avenir du Québec».

Au cours de la semaine, plusieurs actions sont prévues notamment une manifestation bâillon dès 14 h mercredi, à Montréal. La présidente de la FEUQ a également souligné que les actions de

«blocage de certains bureaux» allaient se poursuivre au cours des prochains jours.

La faute des responsables étudiants, selon le MESRQ

Le porte-parole du **Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ)**, **Simon Talbot**, estime que les étudiants sont entièrement responsables de l'impasse avec le gouvernement.

«C'est de la faute aux leaders étudiants qui s'en-têtent à ne parler que du gel des frais de scolarité qu'on est rendu là, a-t-il dit en entrevue à TVA Nouvelles [...] Il serait temps qu'ils se regardent dans le miroir pour voir qu'ils sont responsables de l'état des choses.»

M. Talbot croit que le mouvement s'essouffle et que les appuis pour cette grève s'effritent. «En prenant en otage le système», les étudiants croyaient faussement pouvoir faire capituler le système, a-t-il ajouté.

Le gel des droits de scolarité est une revendication farfelue, selon le porte-parole du MESRQ. «La ministre doit continuer de tenir la ligne dure et ne pas capituler devant l'intimidation d'un nombre d'étudiants de plus en plus faible», a ajouté Simon Talbot.

Ce dernier croit que les étudiants font preuve de mauvaise foi et qu'ils doivent accepter certaines concessions, sans quoi, la grève risque de dégénérer. «Ils sont les seuls responsables de l'escalade de la violence», a-t-il précisé.

CYBERPRESSE: Line Beauchamp ouverte à certaines discussions - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 16h15 | Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 09h54

Philippe Teisclair-Lessard, La Presse
Line Beauchamp voulait parler de gestion des universités sans la CLASSE. Les fédérations étudiantes ont accepté sur-le-champ de discuter... mais avec la CLASSE et des droits de scolarité. Dimanche après-midi, à 30 minutes d'avis, la ministre de l'Éducation a convoqué la presse. Au programme: une invitation destinée aux deux fédérations étudiantes, la FEUQ (universitaire) et la FECQ (collégiale).

Mais *La Presse* a appris que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) annoncera ce matin qu'elle souhaite aussi rencontrer Line Beauchamp. Loin de refuser de s'asseoir, elle souhaite utiliser cette table pour discuter directement avec la ministre de la question des droits de scolarité, a confié une source sûre. «Les gens sont en colère d'avoir été exclus, mais en même temps, la CLASSE va réagir avec ouverture au dialogue avec des propositions concrètes», a expliqué cette source.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, considère aussi comme «inévitables» que les deux parties abordent la question des droits de scolarité.

Un «bon sujet»

«Je suis prête à mener des discussions pour la mise en place d'une commission indépendante et permanente pour assurer une saine gestion des universités», a affirmé la ministre. «C'est un bon sujet de discussion. On peut s'asseoir autour d'une table autour de cet enjeu.» Pas question toutefois d'assouplir la position gouvernementale sur les droits de scolarité: Québec refuse systématiquement d'en parler avec les étudiants si ceux-ci ne laissent pas le gel des droits de scolarité à la porte d'entrée.

La veille, les membres de la FEUQ avaient adopté une position demandant au gouvernement de créer un chien de garde qui pourrait avoir à l'oeil l'utilisation des fonds publics par les administrations universitaires. Les scandales concernant les parachutes dorés, les énormes campagnes de publicité et les salaires des recteurs se sont enchaînés au cours des dernières années et ont amené de l'eau au moulin des étudiants.

«Des efforts supplémentaires peuvent être faits pour répondre aux attentes de la population et des étudiants», a indiqué Mme Beauchamp.

Un nombre limité d'invitations

Si la ministre a félicité la FEUQ pour sa proposition «porteuse de solutions», elle a formellement refusé de s'asseoir avec des représentants de la CLASSE, réputée plus radicale.

«La CLASSE se situe à un extrême du continuum dans les positions des associations étudiantes», a-t-elle plaidé, ajoutant que son leader avait même refusé de condamner le saccage de son bureau.

Mais après une courte consultation auprès de ses membres, Martine Desjardins a affirmé que la participation de représentants de la CLASSE était une condition sine qua non pour que la FEUQ accepte de s'asseoir avec Line Beauchamp.

«Je pense qu'elle comptait sur le fait que nous, on allait y aller sans personne. Elle vient de se mettre le doigt dans l'oeil», a affirmé la leader étudiante. «On ne peut pas aller s'asseoir à une table sans avoir les trois groupes qui sont là. C'est ce qu'on demande, c'est ce qu'on exige.»

La position est toutefois beaucoup plus floue du côté de la FECQ, qui «travaille fortement» à ce que la CLASSE soit autour de la table, mais «accepte» malgré tout de rencontrer la ministre. Une proposition exigeant la présence de la CLASSE a été battue à l'interne.

La porte-parole péquiste en matière d'Éducation, Marie Malavoy, n'a pas voulu commenter l'offre de négociation de la ministre. «Je préfère honnêtement attendre qu'eux réagissent», a-t-elle affirmé à *La Presse*. «C'est à eux de voir.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Line Beauchamp prête à discuter avec la FEUQ - Publié le: dimanche 15 avril 2012, 16H10 | Mise à jour: dimanche 15 avril 2012, 21H48



Photo Joël Lemay / Agence QMI

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp Agence QMI

Légère ouverture dans le dossier de la grève étudiante : la ministre de l'Éducation Line Beauchamp se dit prête à entamer des discussions sur la mise en place d'une «commission indépendante et permanente» pour assurer une saine gestion des universités.

Elle est prête à rencontrer les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a dit la ministre, soulignant lors d'une conférence de presse, dimanche, qu'il s'agissait d'une réponse à «une proposition adoptée par la FEUQ».

«J'ai pris acte de la proposition de la FEUQ et je suis tout à fait disposée à en discuter», a mentionné la ministre Beauchamp en ajoutant que cette proposition lui apparaît être «porteuse de solutions».

Les discussions permettront, entre autres, que les étudiants aient leur mot à dire sur la gestion des universités. «Si j'en demande plus aux étudiants, j'accepte de dire qu'ils aient plus de place sur la question de la gestion des universités», a déclaré Mme Beauchamp.

Pas question toutefois d'aborder la question des frais de scolarité.

La ministre de l'Éducation a ajouté qu'elle «avait toujours été ouverte à discuter des propositions

des étudiants si ces derniers souhaitaient parler d'autre chose que du gel des droits de scolarité ou de la gratuité scolaire».

Mme Beauchamp a indiqué qu'elle avait annoncé la nouvelle à la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

La FEUQ réagit

Peu de temps après l'annonce de la ministre, la FEUQ a réagi sur son site Internet.

La fédération s'est dite «satisfaite qu'enfin le gouvernement reconnaisse les problématiques sérieuses de la gestion universitaire. La FEUQ demande toutefois à la ministre d'inviter toutes les associations étudiantes nationales à la table de discussion afin que l'ensemble des revendications des étudiants en grève soit représenté. À ce chapitre, la FEUQ demande donc que la FECQ et la CLASSE soient présentes et aient voix au chapitre.»

Par ailleurs, la FEUQ a indiqué qu'elle «a bien l'intention d'emmener la question des frais de scolarité lors de cette rencontre puisque toute table de négociation portant sur la question de la gestion financière des universités amène nécessairement la discussion sur la hausse des frais de scolarité».

Avant même que les discussions ne commencent, la ministre et la FEUQ ne s'entendent pas sur deux points, soit sur la présence à la table de la Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE) et sur l'inscription à l'ordre du jour de la question des droits de scolarité. Lors de sa conférence de presse, la ministre a en outre qualifié les positions de la CLASSE «d'assez extrêmes» lorsqu'on lui a demandé si la CLASSE allait être invitée.

Enfin, la FEUQ «invite tous les étudiants à continuer de se mobiliser [...] Dans les pro-

chaines assemblées générales, la Fédération invite les étudiants à reconduire la grève tant qu'un règlement du conflit n'aura pas eu lieu.»

La CLASSE et la FECQ prennent position

«La ministre est toujours aussi méprisante! La CLASSE va continuer de lutter contre l'augmentation des frais de scolarité», a fait savoir la Coalition sur son compte Twitter.

«La sortie de la ministre démontre que notre grève fonctionne, a-t-on ajouté. Notre grève va continuer jusqu'à une discussion sur la hausse des frais!»

En entrevue à TVA Nouvelles, la porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds a fait savoir que la grève continuera, malgré cette annonce. «Encore une fois, la ministre appelle les organisations étudiantes à venir négocier sur un enjeu qui n'est pas l'enjeu principal, personne n'est contre une meilleure administration des fonds des universités, ça peut d'ailleurs être une solution pour éviter cette hausse des frais de scolarité.»

La CLASSE réagira officiellement à la position de la ministre, lundi, au cours d'une conférence de presse.

De son côté, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a parlé d'une «offre intéressante, mais petite».

Selon ce dernier, l'annonce de la ministre est «un pas dans la bonne direction», mais il a rappelé que la question de fond reste celle des droits de scolarité. «Est-ce que ce sera suffisant pour arrêter la grève? J'en doute, mais on va prendre le temps d'analyser plus en profondeur la proposition de la ministre», a-t-il conclu.

Afficher 5 de 164 commentaires (Montréal)

Afficher 5 de 29 commentaires (Québec)

La faute des responsables étudiants, selon le MESRQ

Le porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), Simon Talbot, estime que les étudiants sont entièrement responsables de l'impasse avec le gouvernement.

«C'est de la faute aux leaders étudiants qui s'entêtent à ne parler que du gel des frais de scolarité qu'on est rendu là, a-t-il dit en entrevue à TVA Nouvelles [...] Il serait temps qu'ils se regardent dans le miroir pour voir qu'ils sont responsables de l'état des choses.»

M. Talbot croit que le mouvement s'essouffle et que les appuis pour cette grève s'effritent. «En prenant en otage le système», les étudiants croyaient fausement pouvoir faire capituler le système, a-t-il ajouté.

Le gel des droits de scolarité est une revendication farfelue, selon le porte-parole du MESRQ. «La ministre doit continuer de tenir la ligne dure et ne pas capituler devant l'intimidation d'un nombre d'étudiants de plus en plus faible», a ajouté Simon Talbot.

Ce dernier croit que les étudiants font preuve de mauvaise foi et qu'ils doivent accepter certaines concessions, sans quoi, la grève risque de dégénérer. «Ils sont les seuls responsables de l'escalade de la violence», a-t-il précisé.

CYBERPRESSE: La FEUQ manifeste sur les ondes hertziennes - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 15h45

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Après deux mois de grève étudiante, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) décide de manifester sur les ondes hertziennes. L'association étudiante a acheté des publicités radio pour faire valoir son point de vue. Elles ont été réalisées par le duo humoristique *Les justiciers masqués*.

La FEUQ a refusé de dévoiler combien elle avait investi dans cette campagne.

«L'argent c'est le nerf de la guerre», a plaidé Mme Desjardins. Si la FEUQ rendait publics ses

chiffres, «ça permettrait au gouvernement de savoir combien il reste dans nos coffres.»

Martine Desjardins a indiqué qu'aucune centrale syndicale n'avait directement financé les publicités, mais a admis que le budget général de la FEUQ incluait des dons syndicaux.

Il y a quelques semaines, le gouvernement avait lancé sa propre campagne de publicités radio-phoniques en lien avec la hausse des droits de scolarité.

Saccages

Par ailleurs, la Fédération a refusé de condamner le saccage du bureau de Line Beauchamp survenu vendredi matin. Martine Desjardins a affirmé qu'elle n'était pas d'accord avec cette action, mais que ce n'est pas à son association de la critiquer. Même discours vis-à-vis des débordements survenus dans le pavillon central de l'Université de Montréal jeudi.

Cette position se rapproche de celle de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), pourtant réputée plus radicale que la FEUQ.

CYBERPRESSE: La CLASSE pourrait exiger la démission de Line Beauchamp - Publié le dimanche 15 avril 2012 à 15h35

La Presse Canadienne

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'écarte pas la possibilité d'exiger la démission de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp.

La CLASSE se réunit dimanche au Cégep de Drummondville, afin de faire le point sur la grève étudiante et d'établir la suite de son plan d'action.

En entrevue à La Presse Canadienne, le président de la Coalition, Gabriel Nadeau-Dubois, n'a pas exclu de demander le départ de la ministre Beauchamp, comme l'a fait vendredi un groupe d'enseignants disant représenter un millier de professeurs.

M. Nadeau-Dubois estime qu'il s'agirait d'un geste important, et que si les associations étudiantes membres adoptaient cette position, elle serait mise de l'avant par la CLASSE.

Il soutient que la crédibilité et la compétence de Mme Beauchamp «commencent sérieusement à être entamées», puisqu'elle semble incapable de gérer le dossier. Selon ses dires, la ministre n'est «même pas foutue» d'ouvrir un dialogue avec les étudiants.

La multiplication des injonctions et l'augmentation des tensions sur les campus seront également à l'ordre du jour de la réunion de dimanche.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: La colère peut s'intensifier: Face à l'inaction du gouvernement, les étudiants risquent de multiplier les actions radicales - Publié le: samedi 14 avril 2012, 21H29 | Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 21H37





Photo Agence QMI, Joël lemay
Des milliers de personnes ont manifesté sous le thème « Vers un printemps québécois », hier à Montréal.

Mélanie Collet

Le saccage des bureaux de la ministre de l'Éducation, puis des salles de classe de l'Université de Montréal, n'est peut-être que le début d'une série de coups de force, au moyen desquels les étudiants espèrent enfin se faire entendre du gouvernement québécois.

« Que je dise que j'encourage ou que je condamne ces gestes, ça ne change rien. Inévitablement, ça va arriver », prévient Gabriel Nadeau-Dubois, un des leaders de la lutte étudiante en marge de la manifestation qui a mobilisé plusieurs milliers de personnes, hier, dans les rues de Montréal.

« Nous sommes 180 000 en grève depuis plus de huit semaines et le gouvernement n'a même pas daigné tendre ne serait-ce qu'une oreille à nos revendications. C'est normal que les étudiants soient en colère », explique-t-il.

Les événements qui se sont produits au Collège de Valleyfield, cette semaine, ont attisé les tensions. En décidant de rouvrir les portes de l'établissement malgré le vote étudiant en faveur du prolongement de la

grève, la direction s'est attiré les foudres des élèves. Plus de 500 d'entre eux se sont mobilisés, bloquant l'entrée et obligeant le report de la reprise des cours.

« Nous affronterons la police et les scabs (briseurs de grève) s'il le faut. Nous sommes prêts », ont répété en chœur plusieurs manifestants au départ de la marche, hier.

« Les manifs pacifiques ne changent rien »

Si les étudiants n'entendent pas se faire dicter leur conduite à coup d'injonctions, la menace brandie par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp les fait fortement réagir.

« C'est une atteinte à la démocratie, tout simplement », estime Claudia Richard, étudiante en anthropologie à l'Université Laval.

Alors que le mouvement se mobilise depuis plus de 60 jours, le gouvernement n'a pas cédé, refusant de s'asseoir à la table des négociations pour parler de l'augmentation des frais de scolarité.

« Je n'encourage pas la violence, mais nos belles manifestations pacifiques ne donnent rien alors je peux comprendre que certains soient fâchés », confie une étudiante en psychoéducation à l'Université de Montréal.

Le mouvement entamera probablement une semaine cruciale demain. Malgré leur engagement contre la hausse, certains étudiants commencent à craindre de devoir faire une croix sur leurs emplois d'été pour terminer leur session.

« Aller jusqu'au bout »

« Il y en a beaucoup dans cette situation et c'est compréhensible. Mais moi, je suis prête à aller jusqu'au bout », déclare Julie-Anne Beaulac, étudiante en soins infirmiers au Cégep du Vieux-Montréal.

« Il y a des gens qui ont peur, mais il faut voir au-delà de mon travail d'été, ma vie, ma petite routine et garder une vision plus globale pour les générations à venir. Je suis consciente que je pourrais ne pas avoir mon diplôme, mais ça en vaut la peine », confie quant à elle Claudia Richard.

De son côté, Gabriel Nadeau-Dubois n'envisage à aucun moment l'essoufflement du mouvement, tout en admettant que ceux qui prolongent la grève doivent en accepter les conséquences.

« Mais elles seront plus coûteuses pour le gouvernement que pour nous », termine-t-il.

[Afficher 100 de 160 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Line Beauchamp: «Je ne peux pas céder à l'intimidation» -

Publié le: samedi 14 avril 2012, 19H26 | Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 19H30



Photo: Ben Pelosse / Agence QMI

La ministre déplore par le fait même les actes d'«intimidation» et de «violence» posés au cours des derniers jours.

Agence QMI

MONTRÉAL – Le conflit étudiant qui paralyse l'enseignement post-secondaire au Québec depuis maintenant neuf semaines semble se diriger tout droit vers un véritable cul-de-sac, si on considère la position des parties impliquées.

En entrevue à l'émission «Larocque-Lapierre», la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est restée braquée, affirmant qu'il était toujours hors de question que le gouvernement négocie sur la hausse des droits de scolarité.

«On est un gouvernement démocratiquement élu qui prend des décisions, a-t-elle affirmé. La décision, elle est prise et on est fermes sur cette décision que beaucoup de gens comprennent. Il faut aussi que les leaders étudiants prennent leurs responsabilités et acceptent qu'en démocratie il y a un gouvernement qui prend des décisions.»

Intimidation et violence

La ministre déplore par le fait même les actes d'«intimidation» et de «violence» posés au cours des derniers jours. Son bureau ainsi que des locaux de l'Université de Montréal ont notamment été vandalisés. Malgré tout, Line Beauchamp demeure intraitable.

«Je prends mes responsabilités comme ministre de l'Éducation, mais on ne peut pas me demander, parce qu'il y a du vandalisme, parce qu'il y a du saccage, parce qu'on utilise des gestes violents, d'aller m'asseoir et de

céder, a-t-elle dit. [...] Je ne peux pas céder à l'intimidation et à la violence.»

Mme Beauchamp a d'ailleurs rappelé que le gouvernement libéral tente de s'attaquer à l'intimidation dans toutes les sphères de la société, autant sur les chantiers de construction que dans les établissements scolaires. Pas seulement l'œuvre des étudiants

Toutefois, lorsque vient le temps de condamner les gestes disgracieux qui ont été posés, la ministre reste prudente et refuse de montrer du doigt exclusivement le mouvement étudiant. Elle croit plutôt que d'autres groupes profitent des manifestations.

«Derrière le mouvement étudiant, collé au mouvement étudiant, on assiste à la présence de plusieurs autres groupes qui utilisent ce débat-là pour aller faire du désordre social, a-t-elle ajouté. Je pense vraiment que les concitoyens ne peuvent pas tolérer que, parce qu'il y a ce type d'usage d'intimidation, de violence, qu'on devrait aller s'asseoir et céder aux demandes étudiantes.»

«Nous avons bougé»

Concernant les positions qui sont globalement restées les mêmes des deux côtés jusqu'à maintenant, la ministre de l'Éducation affirme que le gouvernement a parcouru son bout de chemin et accuse les leaders étudiants de refuser d'en faire de même.

«On me demande d'être souple, j'ai bougé sur l'aide financière aux études. [...] Est-ce que vous avez entendu un élément de souplesse, est-ce que quelqu'un a mis de l'eau dans son vin du côté étudiant? Non!»

Le gouvernement Charest a annoncé, le 5 avril, qu'il instaurait un programme de remboursement du prêt étudiant proportionnellement au revenu gagné. Québec bonifie également son aide pour les familles «de la classe moyenne».

Finalement, Line Beauchamp appelle les étudiants à retourner en classe, mais surtout à respecter les injonctions qui ont été émises par la cour.

«Je suis devant une majorité d'étudiants qui veulent aller à l'école et mon rôle est de faire en sorte que ces étudiants-là puissent y aller, a-t-elle dit. La loi est de leur côté, les tribunaux sont de leur côté. [...] La loi dit ceci : on ne peut pas bloquer l'entrée à un édifice. Ceux qui veulent suivre leurs cours sont en droit de le faire.»

Selon la ministre de l'Éducation, 65 % des étudiants des niveaux collégial et universitaire sont actuellement en classe.



Afficher 18 de 20 commentaires (Montréal)

- saturn1944
Ne cede jamais Line.
- saturn1944
Bravo,Mme la ministre.Je vous felicite!
- monacoooTop 100
Ne lâchez pas Mme.Beauchamp. Se n'est pas aux étudiants a conduire le Québec. S'ils ne sont pas content qu'ils s'en aille chez eux. Point à la ligne.
- nathan1931
c'est que l'ensemble des étudiants du Québec sont deja chez eux....
- monacoooTop 100
Qu'ils y restent ils sont bien et c'est ce qu'ils veulent.
- uheepTop 50
Enfin une politicienne qui se tient debout devant les lobbys socialisto-gogochistes!Surtout ne cede pas devant l'intimidation,la violence,le chantage,les menaces,le vandalisme et la propagande des adeptes du carré rouge.
- Guest
Commentaire supprimé.
- cath_1994
Même commentaire pour les étudiants!! «Bravo,bravo,et bravo encore!Ne cedez jamais a l'intimidation!»
- JoceBois
Vous avez raison de maintenir votre position Mme Beauchamp. Si ces jeunes veulent le pouvoir, qu'ils créent un parti et se présentent aux prochaines élections.
- yogomy
Lachez pas!! et dans possiblement quelques mois on apprendra qu'un autre prime de depart genereuse aura ete donnee....sans compte le gaspillage question comme ca.... Ya combien de frais de scolarite dans une prime de depart?
- Guest
Commentaire supprimé.
- Jssca B.

eye le grand exagere pas! 500\$ de plus par annee cest a peu pres 40-50\$ de plus par mois. Tes pas capable d'conomiser un petit 40-50\$/mois toi? Votre greve la, je vois ca comme une petite crise d'enfant gate devant ses parents, et si on cede a ce petit caprice, faudra ceder a pleins dautres. Mon rapport d'impots cette annee a mange la claque et moi en tant que contribuable qui paie ses taxes et son du a la societe, j'ai pas envie de financer VOS etudes a meme MON budget quand j'ai deja supporter les miennes, sans chialer.

- mylene_monteregie
Vous avez travaillé comme moi pour payer vos études lorsque c'était encore possible de le faire. D'ici 5 ans, ça sera impossible pour beaucoup d'étudiants de le faire sans s'endetter de façon encore plus malsaine qu'actuellement. La hausse est beaucoup plus importante que ce que vous prétendez. Les premiers à saliver lorsqu'il y aura des inscriptions à l'université seront les institutions financières. Ceci dit, comme contribuable qui "a mangé une claque" vous devriez être du côté du mouvement étudiant! L'argent que nous payons en impôts est gaspillé en grande quantité pour faire plaisir aux amis du pouvoir! Nous payons déjà beaucoup d'impôts et le gouvernement demande encore plus à nos enfants qui travaillent déjà trop (ou futurs enfants dans votre cas)!
- cath_1994
La hausse ne touchera pratiquement pas les étudiants qui sont à l'université puisqu'ils ont presque fini et les cégépiens ne la connaîtrons en majorité pas entièrement non plus. C'est pour la défense des générations future que nous élevons la voix. On parle de hausse annuelle mais la hausse on la paye 2 fois par an. Les droits de scolarité ne sont-ils pas payer a toute les sessions?? en 2017 la hausse sera complètement en place ce qui fait 1625\$ de plus par session + les hausses annuelles+le prix de base

monacoooTop 100
S'ils sont endettés c'est par l'achat d'une auto, un cellulaire, Ipad et plusieurs autres choses. Tant qu'aux frais de scolarité et bien ils sont déductibles de même que les intérêts sur leurs prêts sur leurs rapports d'impôts. Ensuite plusieurs étudiants quand ils ont fini leurs cours et qu'ils sont endettés ils déclarent faillite.

- cath_1994
Encore et toujours des préjugés et de la généralisation abusive.....de plus, les prêts et bourses ne sont pas effacer par la faillite à une certaine époque oui mais plus depuis des années!!!!
- mylene_monteregie
Je n'achète pas la cassette électoraliste de la ministre qui tente de saboter le mouvement actuel. La hausse proposée et la position actuelle du gouvernement est purement politique. Le premier ministre n'a rien à perdre, même si les libéraux sont convaincus que leur politique est néfaste pour le Québec, le premier ministre Charest (fier Conservateur) vise à plaire à certains électeurs qu'il risque de perdre au profit de la CAQ ainsi qu'à certains péquistes ou indécis qui penchent à droite. Les citoyens sauront faire la part des choses. Rendez-vous le 22 avril!
- abidou300
La Marois va allez se caché dans son trou avec ses artistes.Bravo Mme la ministre Beauchamp.
- Gabriel Jacques-meunier
pouvoir au peuple!
- HD Z Réduire
Je ne comprend pas les `travailleur' qui appuie la hausse des frais de scolarité Qui paie vraiment les frais de scolarité? Pour déjà une grande partie d'étudiant se sont leurs parents... Sté pourquoi on paie 45%++ d'impôt, des taxes et autres frais? Au final cette hausse c'est les parent qui vont la payer.

CYBERPRESSE: La FEUQ veut un organisme pour contrôler la gestion des université - Publié le samedi 14 avril 2012 à 15h36



Photothèque La Presse
Les délégués de la FEUQ se prononceront aussi sur diverses propositions et devront élire le pro-

chain comité exécutif. La présidente, Martine Desjardins, est candidate à sa propre succession. La Presse Canadienne, Montréal
Réunie en assemblée générale annuelle, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a rendu publique, samedi, une proposition visant à favoriser la reddition de comptes des universités.
La FEUQ souhaite la création d'une commission d'évaluation des universités du Québec. Cet organisme, qui serait composée d'étudiants, de professeurs, de dirigeants d'institutions et de fonctionnaires, assurerait le suivi de la gestion des universités afin d'éviter les débordements financiers.
Selon la FEUQ, cette mesure permettrait d'économiser d'importantes sommes, qui pourraient

ensuite être réinvesties dans la qualité de l'enseignement.
Cela empêcherait également le gouvernement d'avoir recours à une hausse des droits de scolarité pour combler les lacunes de financement du réseau universitaire.
Par ailleurs, les délégués de la FEUQ se prononceront aussi sur diverses propositions et devront élire le prochain comité exécutif.
La présidente, Martine Desjardins, est candidate à sa propre succession. Si elle ne fait face à aucun autre candidat, les délégués ont toutefois le choix de voter contre elle.
Les résultats seront connus dimanche.
La FEUQ réunit 15 associations étudiantes, ce qui équivaut à plus de 125 000 étudiants.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Améliorer la gestion universitaire: Commission d'évaluation indépendante - Publié le: samedi 14 avril 2012, 14H58 | Mise à jour: samedi 14 avril 2012, 15H08



© ELIZABETH LAPLANTE/AGENCE QMI
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

MONTREAL – Pour s'assurer d'une meilleure gestion des universités, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) propose au gouvernement Charest de créer une Commission d'évaluation des universités du Québec (CEUQ).

Cette commission, composée d'étudiants, de professeurs, d'administrateurs et de fonction-

naires, aurait notamment pour mandat de s'assurer que les fonds versés aux universités sont bien gérés.

«Les scandales financiers se sont accumulés, le gouvernement Charest n'est visiblement pas capable de mettre les universités au pas et les audiences des recteurs devant la Commission de l'Éducation ont été une véritable farce, a indiqué Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, samedi, par voie de communiqué. Il faut une commission indépendante qui s'assure du sain développement de notre système universitaire.»

Les économies réalisées grâce à un contrôle plus serré des dépenses aideraient à améliorer la qualité de l'enseignement, et ce, sans que les étudiants ou leurs familles soient pénalisés, estime la FEUQ.

«Au lieu d'endetter les générations futures comme le veut le gouvernement Charest, nous proposons une amélioration constante des universités», a indiqué Mme Desjardins. Selon la FEUQ, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), qui doit s'assurer de la gestion des universités, «est aussi un lobby qui défend les intérêts des dirigeants universitaires et non pas ceux des citoyens», peut-on lire dans le communiqué. Pour éviter d'éventuels conflits d'intérêts, la

FEUQ juge d'autant plus nécessaire la formation d'une commission indépendante.

«Au lieu d'endetter les étudiants et leurs familles, est-ce qu'on peut couper, de manière ciblée, dans le gras que les universités n'arrêtent pas d'accumuler? De toute évidence la CRÉPUQ ne peut pas jouer ce rôle de surveillance. Il faut une commission indépendante», a conclu Mme Desjardins.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

• myriam77Top 10 [Réduire](#)
POUR UNE FOIS
Vous visez juste. Une commission pour voir le fond. Et après, "on verra"...Tous les abus découverts pas une telle commission devra être crédité au fonds des universités pour pallier à la contribution de l'étudiant. Donc on augment tout en créant cette commission ou ce bureau de surveillance et quand on découvre de l'abus, le gouvernement serait tenu de verser aux frais scolaires les montants ainsi découverts. Là vous amenez une proposition qui a du sens.

Montrer 1 commentaire (Québec)

• Beaulieu Andre [Réduire](#)
Enfin

CYBERPRESSE: Charest souhaite la crise étudiante, dit Marois - Publié le samedi 14 avril 2012 à 12h45 | Mis à jour le samedi 14 avril 2012 à 17h28



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

«Au lieu d'amorcer un dialogue, [Jean Charest] diabolise les étudiants, il jette de l'huile sur le feu», a affirmé Pauline Marois, lors d'un point de presse samedi.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Jean Charest fait intentionnellement perdurer la crise étudiante pour en tirer des bénéfices politiques sur le dos des jeunes Québécois, a avancé cet avant-midi Pauline Marois.

«Au lieu d'amorcer un dialogue, il diabolise les étudiants, il jette de l'huile sur le feu», a-t-elle affirmé, qualifiant l'attitude du gouvernement de «lamentable».

«Il est en train de créer une crise pour se faire du capital politique», a ajouté Mme Marois.

Selon la chef péquiste, le gouvernement devra assumer la responsabilité des débordements qui peuvent survenir après plusieurs semaines de grève infertile.

Jean Charest doit «cesser son petit jeu» et «cesser de jouer au matamore» en acceptant de négocier avec le gouvernement. «Je lui dis aujourd'hui: s'il devait y avoir des débordements, et nous n'en souhaitons pas, c'est lui qui en sera le premier responsable.»

Mme Marois a toutefois affirmé qu'à son avis, le comportement des étudiants était «formidable» compte tenu du grand nombre d'entre eux qui sont en grève. «Bien sûr, quand il y a des débordements nous sommes en désaccord: intimidation, violence. Mais je crois que pour l'essentiel,

ça n'a pas été la façon de faire des étudiants jusqu'à maintenant.

Participant à une grande manifestation en après-midi, Amir Khadir a lui aussi accusé le gouvernement de laisser pourrir la situation à dessein.

«C'est le genre de stratégie politique de bas étage que beaucoup de partis traditionnels appliquent, de susciter des affrontements pour ensuite se poser en défenseurs de l'ordre, de la paix sociale».

Mis à part quelques débordements, le mouvement étudiant a fait preuve d'une «grande grande maturité», a-t-il évalué.

Le Parti québécois promet d'annuler la hausse de 75% des frais de scolarité sur cinq ans du gouvernement Charest, puis de négocier avec le mouvement étudiant quant au financement des universités. La chef péquiste a toutefois refusé de s'engager à geler les frais de scolarité. Québec solidaire, quant à lui, prône la gratuité complète des études.

LE DEVOIR: Pressions pour un retour en classe: L'UdeM et le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu vont reprendre les cours dès lundi – Samedi 14 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les bureaux montréalais de la ministre Line Beauchamp ont été saccagés par une quinzaine de personnes.

Mélissa Guillemette

La voix de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui demandait cette semaine aux établissements d'enseignement d'offrir les cours malgré le boycottage, semble avoir été entendue.

Le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu prend exemple sur le collège de Valleyfield, qui a imposé un retour en classe jeudi, un retour toutefois bloqué par les manifestants opposés à la hausse des droits de scolarité ces deux derniers jours.

Selon la directrice générale, Chantal Denis, le calendrier perturbé oblige la direction à agir dès maintenant pour permettre aux étudiants de terminer leurs cours le 17 juin. «Nous demandons, autant aux membres du personnel qu'aux élèves, que le retour se fasse dans le respect et le calme. Par contre, si nous devons faire face à la même situation que le cégep de Valleyfield, nous allons évaluer la situation lundi matin.»

L'association étudiante du collège fulmine, puisque la grève venait d'être reconduite jusqu'au 20 avril. «On trouve que c'est une décision antidémocratique», a dit le président, Jonathan Buchanan.

L'Université de Montréal a quant à elle envoyé un message à ses étudiants en début de soirée hier, les prévenant qu'«à compter du lundi 16 avril, les cours et les évaluations qui seront donnés, même devant un groupe partiel d'étudiants, ne seront pas repris ultérieurement».

Par ailleurs, la demande de l'Université à la cour pour que les étudiants n'aient plus le droit de manifester sur son terrain n'a pas été retenue.



Mais l'injonction obtenue mercredi pour que les étudiants assurent le libre accès aux locaux de l'université est maintenue jusqu'à vendredi prochain. La Fédération des cégeps implorait quant à elle hier les étudiants de revenir en classe, faute de quoi des «outils» pourraient être utilisés pour s'assurer que les étudiants puissent finir leur session. Si les directions des collèges reconnaissent que le mouvement étudiant agit avec respect et conviction, elles jugent que c'en est assez. «Les jeunes ont porté leurs revendications jusqu'où ils le pouvaient et nous respectons leur cheminement, a dit le président-directeur général de la Fédération, Jean Beauchesne. Force est d'admettre toutefois que le débat est dans une impasse. [...] Plus rien n'avance. La seule chose qui avance, c'est le temps.»

Démission exigée

La Fédération juge que les étudiants doivent porter leur cause d'une autre façon que par le boycottage des cours et leur demande donc de voter rapidement pour un retour en classe.

Le cégep André-Laurendeau, à Montréal, a même mené sa propre consultation électronique jeudi et hier auprès de ses étudiants «pour la reprise de tous les cours» dès lundi, bien que l'assemblée avait approuvé la grève jusqu'au 23 avril. Mais — surprise — même avec un taux de participation de 83 %, les étudiants se sont prononcés pour la grève à 47,5 %, contre à 45,6 %; 6,9 % ne se sont pas prononcés.

La direction a finalement choisi de ne pas imposer le retour en classe, du moins pour le moment, et tentera plutôt de convaincre les étudiants de le faire par eux-mêmes. «Ça ne nous donne pas un appui très solide et il y a aussi un risque réel de manifestations importantes, donc ça ne donnait pas un contexte favorable à une reprise, a expliqué en fin de journée le directeur général de l'établissement d'enseignement, Hervé Pilon. On ne veut pas reprendre les cours avec l'antiémeute derrière les étudiants.»

Mécontents de se retrouver coincés entre les étudiants et les directions d'école, plus de 1000 professeurs, majoritairement du cégep, ont signé une déclaration demandant la démission de la ministre Beauchamp. «Il faut qu'elle ouvre un dialogue pour qu'on puisse avoir un climat propice à un enseignement de qualité, a dit l'un de ces enseignants, Lilian Wolfelberger, professeur de science politique au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Elle refuse d'en assumer les conséquences et ce n'est pas à nous à porter ce fardeau. Si elle n'est pas la personne-ressource, qu'elle prenne la bonne décision et qu'elle démissionne.»

Environ 175 000 étudiants des niveaux universitaire et collégial sont encore en grève. Le mouvement étudiant entamera lundi sa dixième semaine de grève.

Vos réactions (42)

CYBERPRESSE: 10+1 questions avec Line Beauchamp - Publié le samedi 14 avril 2012 à 09h10



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Nathalie Collard, La Presse

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au premier plan médiatique et lui pose 10 questions en lien avec la couverture dont elle a été l'objet. La 11e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'est entretenue avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

1 Vos bureaux ont été saccagés hier. On assiste à une escalade de la violence depuis quelques jours. Tous les regards sont tournés vers vous afin que vous fassiez un geste pour calmer les esprits. Allez-vous le faire?

Il faut faire preuve de nuance quand on décrit la situation. Je remarque aussi qu'il y a de plus en plus d'étudiants qui suivent leurs cours. Lors des premiers votes de boycott, il y avait eu des actes de vandalisme importants et la majorité des individus arrêtés n'étaient pas des étudiants. Nous sommes fermes sur la question de la hausse des droits de scolarité. Cela dit, notre porte a toujours été ouverte pour discuter d'enjeux comme l'accessibilité aux études ou la question de la transparence de la gestion des universités. De leur côté, les leaders étudiants disent que la question, c'est celle du gel des droits de scolarité. Or ce n'est pas le bon sujet de discussion.

2 Est-ce qu'on peut s'attendre à ce que, au cours des prochaines heures, vous fassiez un geste pour calmer le jeu ou ouvrir votre porte aux étudiants?

Premièrement, il faut dénoncer le recours au vandalisme: on le dénonce sur les chantiers de construction, on le dénonce à l'école. Je défends un projet de loi sur l'intimidation à l'école, on ne peut pas me demander de céder à l'intimidation. Par ailleurs, je pense que nous avons bougé quelques jours avant Pâques. Nous avons été à l'écoute de plusieurs étudiants et familles de la classe moyenne en changeant les paramètres du régime des prêts et bourses. Or je n'ai rien vu bouger du côté des leaders étudiants. C'est éternellement la même chose: je veux un gel des droits de scolarité, je ne veux pas payer cette part que vous me présentez. Il faut que les étudiants comprennent qu'une décision peut être prise légitimement

du côté gouvernemental et que le gel des droits de scolarité n'est pas une option. Notre décision est ferme.

3 Attendez-vous que le mouvement de contestation étudiant s'essouffle?

Je constate qu'il y a de plus en plus d'étudiants qui sont en classe en train de suivre leurs cours. Que d'autres étudiants ont décidé de faire valoir leurs droits en ayant recours aux tribunaux par des injonctions. Nous sommes devant un boycott et des étudiants demandent d'avoir accès à leurs salles de cours et je pense que, de façon responsable, c'est ce qui doit se passer.

4 Un regroupement de professeurs de cégep exige votre démission. Que leur répondez-vous?

Je pense que le monde de l'éducation n'est pas monolithique et qu'il est très difficile, voire impossible, d'y faire l'unanimité.

5 Vous encouragez les institutions à offrir des cours malgré les votes de grève. Vous employez le mot «boycott» plutôt que «grève». Vous préférez parler de la hausse du financement des universités plutôt que de la hausse des droits de scolarité. Vous n'avez pas l'impression que cette attitude jette de l'huile sur le feu?

J'emploie des mots exacts qui décrivent la réalité. Je vous ferai remarquer qu'on est devant un mouvement de boycott et non une grève telle qu'on la conçoit, encadrée par des lois reliées au monde du travail. J'ai beaucoup de difficulté à comprendre qu'on puisse me dire qu'utiliser le mot «boycott» met de l'huile sur le feu pendant que certains groupuscules ont recours au vandalisme et à des gestes de violence. J'insiste pour qu'on relativise ce qui appartient à qui dans ce débat.

6 La bonification des prêts et bourses annoncée il y a quelques semaines n'a pas trouvé grâce aux yeux des étudiants. Le gouvernement a-t-il une autre offre à leur faire?

Je pense que vous décrivez la réaction des leaders étudiants. Or on ne s'attendait pas à ce que cette annonce leur plaise et ce n'était pas le but. Quand je vois les demandes d'information et les commentaires des contribuables, je pense que cette annonce montre qu'on a écouté les recommandations du comité d'évaluation du régime d'accessibilité aux études supérieures. Les leaders, eux, imposent un seul sujet: le gel des droits de scolarité.

7 Cette semaine, la Fédération des cégeps a dit que si les élèves ne retournaient pas en classe bientôt, la situation serait catastrophique. Qu'allez-vous faire pour éviter ce scénario?

On va s'assurer que les calendriers de cours se déploient et qu'on soit capables d'organiser le retour en classe. La vraie solution serait de permettre aux gens qui le souhaitent d'aller à leurs cours. Cela dit, on parle d'exceptions. Dans ces cinq ou six établissements, s'il n'y a pas de retour rapide, cela voudra dire un prolongement de la session d'hiver au début de l'été, en tout respect des conventions collectives des professeurs.

8 Que dites-vous aux étudiants qui s'opposent à la grève, mais qui ne votent pas dans les assemblées?

Je pense qu'il faut aller dans les assemblées, mais je pense aussi que le mouvement étudiant a la responsabilité que les débats se fassent sans intimidation, que le vote soit secret. Bon nombre de directeurs d'établissement disent que ça se passe correctement, mais j'entends aussi des témoignages d'étudiants qui se disent victimes d'intimidation.

9 Vous êtes une ministre populaire et aimée au sein de ce gouvernement. Avez-vous peur que cette histoire vous coûte personnellement sur le plan politique?

Je ne fais pas ce métier pour être aimée. Je prends mes responsabilités et je trouve mes gratifications personnelles ailleurs.

10 Cela doit quand même être difficile ces jours-ci. Vous ne devez pas pouvoir sortir de chez vous. Vivez-vous bien avec cette pression?

Je fais mon épicerie, je fais ma marche le matin et je dors bien. Je suis convaincue de ce que nous faisons et on ne me verra jamais plier devant l'intimidation. Jamais. Je ne veux pas donner l'impression d'un certain «je-m'en-foutisme» en disant que je dors bien. C'est un dossier qui m'occupe, à l'évidence, mais je suis aussi ministre d'autres réseaux et je continue à faire mon travail. Quand on fait ce métier-là, on sait que ça peut arriver.

L'important, c'est que la vraie vie continue, ça aide à prendre de bonnes décisions.

TWITTER +1 de Samuel Larochelle@SamuelLarochelle

Daniel Thibault (@danielthibault sur Twitter): L'intransigeance devant les étudiants vient-elle du fait qu'ils ne constituent pas une base électorale pour le PLQ?

Les gens veulent mettre ce débat dans un contexte électoral alors que la décision a été prise il y a plus d'un an, dans le budget de 2011, dans un cadre budgétaire de cinq ans pour les universités, et les yeux fixés sur l'avenir du Québec.

LE DEVOIR: Pressions pour un retour en classe: L'UdeM et le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu vont reprendre les cours dès lundi – Samedi 14 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les bureaux montréalais de la ministre Line Beauchamp ont été saccagés par une quinzaine de personnes.

Mélissa Guillemette

La voix de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui demandait cette semaine aux établissements d'enseignement d'offrir les cours malgré le boycottage, semble avoir été entendue.

Le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu prend exemple sur le collège de Valleyfield, qui a imposé un retour en classe jeudi, un retour toutefois bloqué par les manifestants opposés à la hausse des droits de scolarité ces deux derniers jours.

Selon la directrice générale, Chantal Denis, le calendrier perturbé oblige la direction à agir dès maintenant pour permettre aux étudiants de terminer leurs cours le 17 juin. «Nous demandons, autant aux membres du personnel qu'aux élèves, que le retour se fasse dans le respect et le calme. Par contre, si nous devons faire face à la même situation que le cégep de Valleyfield, nous allons évaluer la situation lundi matin.»

L'association étudiante du collège fulmine, puisque la grève venait d'être reconduite jusqu'au 20 avril. «On trouve que c'est une décision antidémocratique», a dit le président, Jonathan Buchanan.

L'Université de Montréal a quant à elle envoyé un message à ses étudiants en début de soirée hier, les prévenant qu'«à compter du lundi 16 avril, les cours et les évaluations qui seront donnés, même devant un groupe partiel d'étudiants, ne seront pas repris ultérieurement».

Par ailleurs, la demande de l'Université à la cour pour que les étudiants n'aient plus le droit de manifester sur son terrain n'a pas été retenue.

Mais l'injonction obtenue mercredi pour que les étudiants assurent le libre accès aux locaux de l'université est maintenue jusqu'à vendredi prochain. La Fédération des cégeps implorait quant à elle hier les étudiants de revenir en classe, faute de quoi des «outils» pourraient être utilisés pour s'assurer que les étudiants puissent finir leur session. Si les directions des collèges reconnaissent que le mouvement étudiant agit avec respect et conviction, elles jugent que c'en est assez. «Les jeunes ont porté leurs revendications jusqu'où ils le pouvaient et nous respectons leur cheminement, a dit le président-directeur général de la Fédération, Jean Beauchesne. Force est d'admettre toutefois que le débat est dans une impasse. [...] Plus rien n'avance. La seule chose qui avance, c'est le temps.»

Démission exigée

La Fédération juge que les étudiants doivent porter leur cause d'une autre façon que par le boycottage des cours et leur demande donc de voter rapidement pour un retour en classe.

Le cégep André-Laurendeau, à Montréal, a même mené sa propre consultation électronique jeudi et hier auprès de ses étudiants «pour la reprise de tous les cours» dès lundi, bien que l'assemblée avait approuvé la grève jusqu'au 23 avril. Mais — surprise — même avec un taux de participation de 83 %, les étudiants se sont prononcés pour la grève à 47,5 %, contre à 45,6 %; 6,9 % ne se sont pas prononcés.

La direction a finalement choisi de ne pas imposer le retour en classe, du moins pour le moment, et tentera plutôt de convaincre les étudiants de le faire par eux-mêmes. «Ça ne nous donne pas un appui très solide et il y a aussi un risque réel de manifestations importantes, donc ça ne donnait pas un contexte favorable à une reprise, a expliqué en fin de journée le directeur général de l'établissement d'enseignement, Hervé Pilon. On ne veut pas reprendre les cours avec l'antiémeute derrière les étudiants.»

Mécontents de se retrouver coincés entre les étudiants et les directions d'école, plus de 1000 professeurs, majoritairement du cégep, ont signé une déclaration demandant la démission de la ministre Beauchamp. «Il faut qu'elle ouvre un dialogue pour qu'on puisse avoir un climat propice à un enseignement de qualité, a dit l'un de ces enseignants, Lilian Wolfelsberger, professeur de science politique au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Elle refuse d'en assumer les conséquences et ce n'est pas à nous à porter ce fardeau. Si elle n'est pas la personne-ressource, qu'elle prenne la bonne décision et qu'elle démissionne.»

Environ 175 000 étudiants des niveaux universitaire et collégial sont encore en grève. Le mouvement étudiant entamera lundi sa dixième semaine de grève.

Vos réactions (45)

LE DEVOIR: Les fédérations lancent un appel au calme – Samedi 14 avril 2012

Mélissa Guillemette

Les fédérations étudiantes appellent leurs troupes au calme, après que le bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, eut été vandalisé.

Vers 8h30 hier matin, une quinzaine de personnes sont entrées par effraction dans le bureau de circonscription de la ministre, à Montréal. Selon le Service de police de la Ville de Montréal, les suspects ont causé des dommages matériels.

La plupart de ces personnes ont quitté les lieux avant que les policiers arrivent, mais sept personnes ont été arrêtées, dont deux journalistes (voir autre texte en page A 2). La veille, ce sont des locaux de l'Université de Montréal qui avaient été saccagés.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont toutes deux dénoncé les

actes de violence hier. «On tient à lancer un message clair aux étudiants: vous devez rester pacifiques, parce que c'est comme ça qu'on va réussir à faire passer le message et les appels du gouvernement ne doivent pas avoir raison de vous», a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les deux fédérations, tout comme la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), estiment toutefois que c'est l'attitude de Québec devant la contestation de la hausse des droits de scolarité qui attise les tensions.

Sur les ondes de RDI, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a condamné la violence sans accuser directement les étudiants. «On sait que des groupes se sont greffés au mouvement étudiant, des groupes plus radicaux, et qui font de la casse. On ne peut pas légitimer la violence pour quelque raison que ce soit.» Par la voie de

son attachée de presse, la ministre Beauchamp a également dénoncé les «actes de vandalisme».

L'opposition à l'Assemblée nationale appelle de nouveau le gouvernement libéral à négocier avec les étudiants en grève. «L'attitude du premier ministre est lamentable, a dit le chef du Parti québécois, Pauline Marois, en marge d'une conférence de presse. Il est complètement inflexible devant nos jeunes. [...] Il est en train de créer une crise pour servir ses intérêts politiques. Il devrait s'asseoir et trouver une voie de passage.»

Du côté de la Coalition avenir Québec (CAQ), on invite aussi le premier ministre à ouvrir un dialogue. «M. Charest doit convoquer les étudiants pour une rencontre de la dernière chance», a soutenu hier le chef de la CAQ, François Legault. Selon lui, ce serait l'occasion de discuter d'accessibilité aux études, notamment en regard d'une bonification à apporter à l'offre faite par Québec

sur le programme des prêts et bourses, des dépenses administratives trop élevées dans les universités, ainsi que d'une date de retour en classe. M. Legault maintient par ailleurs que les droits de scolarité doivent être augmentés. «On peut être ferme sans être fermé.» Avec la collaboration de Kathleen Lévesque

LE DEVOIR: La gratuité de l'université - Autopsie d'un principe perdu - Samedi 14 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Il y a 50 ans, alors que le Québec entreprenait son plus gros chantier à ce jour en éducation, la gratuité scolaire et des études supérieures s'est érigée comme pilier de la société.



Photo : - Archives Le Devoir

Mgr Alphonse-Marie Parent

Lisa-Marie Gervais

Le principe de la gratuité avait le vent dans les voiles dans les années soixante. Force est d'admettre qu'il a dévié de sa trajectoire 50 ans plus tard, alors qu'il a totalement disparu du discours des élites politiques et économiques. Autopsie d'un principe moribond.

Aussi tranquille fût-elle, la Révolution n'a que très peu transformé les positions des acteurs dans le débat sur la hausse des droits de scolarité. Le rapport dirigé par Mgr Alphonse-Marie Parent, vice-recteur de l'Université Laval, volumineux ouvrage en cinq tomes d'une commission royale d'enquête sur l'état de l'éducation dans les années 60, en témoigne. Hier comme aujourd'hui, les universités, toujours en quête de revenus, réclament que les frais de scolarité, qui «n'ont pas subi la même hausse que le coût général de la vie», représentent une plus grande part du budget des universités. Quant aux étudiants, ils ripostent que «les frais de scolarité constituent une entrave à la démocratisation de l'enseignement supérieur». Entre les deux, un État qui, reconnaissant l'importance des études supérieures, tentait d'en «favoriser l'accès» par un régime de prêts et bourses très semblable à l'actuel. Cela vous rappelle quelque chose?

Certes, rien n'a vraiment changé, à une exception près: le principe de la gratuité, qui avait le vent en poupe, s'est muté en concept moribond, rarement évoqué dans le débat sur le financement des universités, absent totalement du discours des gens d'affaires et du gouvernement. La gratuité serait reléguée aux oubliettes avec un bon nombre d'utopies si elle n'était pas revendiquée depuis 2001 par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) et, avant elle, par leurs prédécesseurs, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) et l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANNEQ). Là encore, l'idée a été momentanément mise au rancart par la Coalition large de l'ASSE (CLASSE), le temps de la grève, au profit d'un discours prônant le gel.

Le respecté sociologue Guy Rocher, qui a été membre de la commission Parent, confiait cette semaine au Devoir que la gratuité n'a rien d'une utopie. «Il s'agit d'un choix de société qui coûterait 1 % du budget du Québec», a-t-il rappelé. Selon la commission Parent, la gratuité était «souhaitable à long terme», même s'il a été recommandé que les frais exigés pour fréquenter l'université demeurent en raison des trop grands coûts de la réforme complète du système d'éducation qui s'opérait.

L'émergence du principe de gratuité

Ainsi, il y a 50 ans, alors que le Québec entreprenait son plus gros chantier à ce jour en éducation, la gratuité scolaire et des études supérieures s'est érigée comme pilier de la société. Il était même question d'un salaire étudiant «pour les plus nécessiteux». Par ce principe, on désirait notamment «démocratiser le savoir, éliminer toute barrière psychologique et financière à l'accessibilité et former des cadres scientifiques et professionnels dont le Québec [avait] un urgent besoin». Politiquement et économiquement, c'était l'éveil tranquille d'une province en pleine émancipation.

Ailleurs au Canada, sauf à Terre-Neuve où on envisageait d'introduire graduellement la gratuité universitaire, les universités, qu'elles fussent publiques ou privées, exigeaient des droits de scolarité semblables à ceux du Québec, soit environ 500 \$ (3700 \$ aujourd'hui). Aux États-Unis, où cohabitent les universités privées et les universités d'État, les droits variaient de la gratuité complète à des montants allant jusqu'à 1700 \$ (12 400 \$ aujourd'hui). Le portrait européen ressemblait en tous points à celui d'aujourd'hui: c'était la gratuité totale en Suède, en Union soviétique et en France (sauf pour le coût d'inscription) et des droits de scolarité dérisoires en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Belgique. Bien que les droits exigés y étaient très peu élevés à l'époque comparativement à aujourd'hui, c'était en Angleterre que les études supérieures coûtaient le plus cher, soit entre 180 et 225 \$ (entre 1300 et 1650 \$ aujourd'hui).

Ainsi, à l'international, la conjoncture était favorable à la gratuité. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a été adopté et ouvert à la ratification dès 1966, mais n'est entré en vigueur que dix ans plus tard. Le Canada en fait partie. Il stipule que «l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité», peut-on lire à l'article 13, alinéa 2c).

Jean-Pierre Proulx, journaliste et professeur retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, constate que le mot «notamment» du pacte onusien a pu laisser place à l'interprétation. «On peut s'appesantir sur ce mot, le Canada [et le Québec] à la suite d'un décret] est toujours lié à cette déclaration qui prône la gratuité comme idéal», note-t-il. Des munitions pour miner le concept?

Un changement économique...

Le philosophe et spécialiste des questions d'éducation Normand Baillargeon résume éloquemment le chemin parcouru de l'idée de gratuité, des années soixante à nos jours. «On est passés d'un moment historique au Québec, où un monseigneur de l'Église défend un projet pour moderniser l'éducation à une époque, une cinquantaine d'années plus tard, où ce projet nous est devenu complètement étranger.»

Pour Yvan Perrier, professeur de sciences politiques au cégep du Vieux-Montréal, le rôle et la mission des universités ont été carrément perdus de vue. «Les gens se sont mis à faire des appréciations très subjectives et ont perdu de vue le rôle du système scolaire. On parlait davantage du contexte nord-américain en nous positionnant sur le même front, sous prétexte que les droits étaient moins élevés au Québec. Mais on ne s'est pas demandé à quoi devait servir le système d'éducation universitaire», avance celui qui est cosignataire, avec Guy Rocher, de la lettre rendue publique par Le Devoir cette semaine.

Se répercutant sur les finances publiques, les crises économiques du début des années 80 et des années 90 ont desservi le rôle des universités, croit-il. «C'est à ce moment-là qu'on a vu le gouvernement prendre le virage de l'utilisateur payeur. S'est ensuivi un discours axé sur l'égoïsme social, une compétition entre les individus. Il y a des mesures de durcissement à l'égard des assistés sociaux. On commence à faire des distinctions entre les aptes et les inaptes au travail, et les aptes au travail doivent repenser à se requalifier pour retourner sur le marché du travail. C'est une vision marchande du système d'éducation qui apparaît, celle qui dit que c'est à l'individu d'assumer son investissement», explique M. Perrier, spécialiste des rapports entre l'État et les syndicats du secteur public. Selon Normand Baillargeon, la trajectoire de la gratuité a à ce point dévié d'abord pour des raisons externes, relatives au contexte économique. «Il y avait une vision moderne de l'éducation comme jouant un rôle crucial de formation et d'émancipation de l'individu par la raison [...] mais on la voyait aussi comme préparant au marché du travail. On avait et on a

encore cette vision romantique ou plutôt moderne de ce rapport à l'économie. On savait que ça allait conduire à des inégalités, mais on ne savait pas quelles allaient être les répercussions. Or les inégalités sont devenues monstrueuses. Même l'OCDE le reconnaît. Au Québec comme aux États-Unis, les salaires moyens stagnent depuis une quarantaine d'années tandis qu'un pour cent de la population s'enrichit, note l'auteur de Je ne suis pas une PME. L'éducation sert de moins en moins à consolider les liens politiques, mais à rendre possible l'économique.»

... et idéologique

Le débat philosophique sur la gratuité a été ultimement tranché dans l'arène politique, soutient Jean-Pierre Proulx. «En pratique, le gouvernement ne fait pas de philosophie, bien sûr. Il organise ses principes et

prend des décisions en fonction de la sacoche, surtout si le gouvernement au pouvoir partage une idéologie plus pragmatique.»

M. Baillargeon explique également le déclin de la gratuité par un autre constat: le consentement aux idéaux de la modernité, qu'il appelle l'ennemi intérieur. «C'est une chose que de reconnaître l'ennemi extérieur et son influence extrêmement grande, mais c'est une erreur de ramener tout à ça. Car il y a une part là-dedans qui concerne le consentement des individus à faire des choses. Comme les universités qui consentent, au nom de la rentabilité, à ouvrir des programmes bidon, a-t-il soutenu. Oui, il y a eu l'influence des think tanks, le démantèlement des accords de Bretton Woods, la financiarisation de l'économie. Mais je maintiens que, dans le cas de l'éducation, on aurait pu résister plus et mieux.»

Vos réactions

- Carole Dionne – Inscrite, 14 avril 2012 00 h 45

Quand y pense vraiment

Tous les services publics devraient être gratuits: garderie, transports en commun, santé, culture, routes et viaducs, etc. C'est facile de dire aussi que ce n'est qu'un geste politique de 1% du budget. Des grands énoncés de nos intellectuels m'aident à gérer mon quotidien. On ne peut plus vivre sans leur énoncés.

- Jeremy Bernatchez – Inscrit, 14 avril 2012 11 h 47

En fait, pour la gratuité scolaire, le coût aurait été de 750 millions en 2011-2012, selon le ministère des Finances. Le 1% il est là.

- Charles F. Labrecque – Abonné, 14 avril 2012 12 h 57

Vous avez toute à fait raison puisqu'un plus gros déficit gouvernemental Québec pourra réclamer une plus grande part de la péréquation, ainsi la riche Alberta payera pour nos services qu'eux ne donnent pas à leurs propres citoyens. Tel les garderies à \$7.00 l'assurance médicament, l'éducation à bon marché et peut-être gratuite. Vive le Québec libre.

- Pierre Brulotte – Inscrit, 15 avril 2012 21 h 17

Si vous payez pour la culture, je vous plains fortement! Je trouve qu'on devrait arrêter de parler de gratuité... Parce que rien n'est gratuit! C'est plutôt un choix de société, préfère-t-on payer collectivement un objet et pouvoir tous en profiter, ou se l'acheter pour soi-même et payer tous les frais, quitte à ne pas en avoir les moyens au final.

- Maxime Massarotto – Inscrit, 14 avril 2012 03 h 14

EXCELLENT article!

Ça fait du bien de voir enfin expliqué pourquoi on voulait garder les frais de scolarité bas! Et le pire, c'est que même si on s'en tient strictement à un point de vue financier, cette hausse des frais de scolarité fera perdre plus d'argent aux contribuables qu'elle ne leur en épargne (https://www.facebook.com/note.php?note_id=10151447946750650). Il semble que les seuls gagnants avec cette hausse de la part payée par les étudiants sont les institutions financières qui prêtent aux étudiants (avec intérêts) et les gens qui profitent de l'endettement de leurs employés pour maintenir la main-mise sur eux. En effet, quand vous êtes l'employeur d'une personne endettée, vous avez beaucoup de pouvoir. C'est scandaleux.

- Regine Pierre – Abonnée, 14 avril 2012 06 h 44

Des fausses prémisses

Si l'on veut sortir de l'impasse où le mépris du gouvernement a enfermé le débat, il faut commencer par mettre les vrais chiffres sur la table.

- 1. Les frais de scolarité ont augmenté depuis la fin des années 1990.

Pour contourner le gel des droits de scolarité imposé par le gouvernement, les universités ont inventé le concept de frais afférents qu'elles imposent aux étudiants en plus des droits de scolarité.

- 2. Les universités ont sabré dans les budgets d'aide à l'enseignement avec pour conséquences que les étudiants doivent maintenant payer davantage pour leur cours et que les professeurs ne peuvent pas donner les cours comme ils le voudraient.

3. Les conditions d'études sont extrêmement différentes d'une faculté à l'autre, ce qui explique la cassure entre les groupes d'étudiants. Les étudiants en médecine sont payés durant leurs stages et quand ils pratiqueront, ils gagneront autour de \$200 000. Les étudiants en éducation ne sont pas payés durant leurs stages et quand ils seront enseignants, ils gagneront tout au plus \$50 000.

- 4. Les étudiants ne sont pas des salariés. Ils doivent se contenter de petits boulots mal payés mais ils subissent la hausse du coût de la vie.

- Regine Pierre – Abonnée, 14 avril 2012 07 h 02

Des études de plus en plus longues et coûteuses

Ma génération a largement profité des idéaux des années 1960-70. Beaucoup d'entre nous ne seraient pas où ils sont s'ils n'avaient pas été portés par ces idéaux. Surtout la société québécoise n'aurait pas rejoint le club sélect des pays les plus développés. Avant le rapport Parent, le niveau de scolarisation du Québec était plus ou moins celui des pays européens à la fin du XIXe siècle. Grâce au principe de l'égalité d'accès à l'éducation qui s'est traduit par la gratuité scolaire jusqu'à l'université, le Québec a plus progressé en 50 ans qu'il ne l'avait fait jusqu'alors.

Aujourd'hui, les sociétés ont de plus en plus besoin de diplômés universitaires et les études universitaires sont de plus en plus longues et donc de plus en plus coûteuses pour les étudiants. C'est de ces enjeux dont les étudiants veulent parler avec le ministre Beauchamp. Ils n'étudient pas que pour eux-mêmes mais pour devenir des participants actifs dans l'évolution de notre société. Ils n'ont pas à porter seuls ce fardeau et leur famille n'ont pas à être seules à les supporter. Ce sont nos enfants qui supporteront tous ceux qui ont choisi de ne pas avoir d'enfants quand ils vieilliront et qu'ils n'auront personne pour s'occuper d'eux.

- Roland Berger – Abonné, 15 avril 2012 11 h 18

Oui, les familles de la classe moyenne ne doivent pas être pénalisées parce que leurs enfants ont le talent et le goût de faire des études au-delà du collège. Peut-on imaginer un instant que Jean Charest ait dû se priver de quoi que ce soit parce que ses enfants font des études universitaires?

Roland Berger

- François Ricard – Abonné, 14 avril 2012 07 h 16

L'Option Nationale

Dans son programme, l'Option nationale a inscrit la gratuité scolaire à tous les niveaux. Notre plus grande richesse est notre matière grise. Il faut tout mettre en oeuvre pour bien l'exploiter.

- Mathieu Gaulin – Abonné, 14 avril 2012 10 h 42

Idem pour Québec Solidaire.

- Gilles Thériage – Abonné, 14 avril 2012 07 h 35

Pourquoi faire autrement si on est pareil?

Je suis très à l'aise avec l'idée qui conduit à constater que «L'éducation sert de moins en moins à consolider les liens politiques, mais à rendre possible l'économique.»

Sur l'économie on pourrait sans doute utilement rappeler que le fondement de ces connaissances ont été largement détournées de leurs fins véritables depuis les coups de boutoir assénés par l'univers de la spéculation depuis plusieurs années.

Ce n'est pas innocemment ni par grandeur d'âme que les milieux d'affaires s'activent à intensifier leur présence et leur influence dans les institutions universitaires.

C'est particulièrement visible aux HEC par exemple. L'institution est déjà lié à la famille Desmarais pour ne pas dire sous sa coupe.

Et elle est en train de devenir l'exemple idoine d'un scabreux scandale en se transformant en instrument d'assimilation dans le mainstream soit-disant «International», au lieu de cultiver sa spécificité et d'exceller en tablant sur sa nature propre, ce qui constitue sa force véritable.

Et ce faisant cela illustre assez bien le propos du professeur Baillargeon.

- Elisabeth Doyon – Inscrite, 15 avril 2012 23 h 12

Bravo! Ma réponse est que la société québécoise en entier doit avoir un cours d'autodéfense intellectuelle d'urgence!

Comme si la société québécoise devrait servilement se plier au système international et copier ses voisins!

N'est-ce pas commode que de se dire société distincte lorsqu'on demande les pouvoirs sur l'Éducation... et cycliquement comme un rituel, laisser le parti libéral le pousser dans un modèle que nous avons refusé depuis très longtemps!

Il me semble qu'il serait beaucoup plus efficace et rentable que d'avoir la confrontation démocratique au niveau des débats... avec des paroles. Ce que nous avons c'est un cycle qui consiste en l'alternance de mesure dans un sens, leur déconstruction, construction dans l'autre sens etc.... Ce cycle est une massive perte de ressources en temps et en argent.

Le gouvernement Charest est l'incarnation de l'échec de notre modèle électif.

- Sanzalure – Inscrit, 14 avril 2012 07 h 42

Solidarité

- Il y a d'une part les «égoïstes» et d'autre part les «solidaires».
- Grâce à la structure en forme de pyramide, les égoïstes avaient le pouvoir sur les solidaires. Mais de nos jours, c'est la structure en réseau qui est en train de remplacer la structure pyramidale.
- C'est une opportunité pour les solidaires d'apprendre à agir en synchronicité et de ne plus dépendre des égoïstes qui vont se retrouver isolés et inutiles.
- Serge Grenier
- Jean_Yves – Abonné, 14 avril 2012 14 h 11
Vos solidaires sont des solidaires d'eux-mêmes m. Grenier.
Dans les faits ce sont des alliances de groupes d'intérêts qui jugent que leurs propres intérêts vont être mieux servis avec ces alliances...
Bref, un amoncellement d'intérêts personnels solidaire les uns des autres dans une mesure ou le plan de match mis en commun sert bien l'intérêt personnel de chacun...
 - Nasboun – Abonné, 14 avril 2012 07 h 50
autopsie
Vous l'avez un peu trop vite enterrer. Rien n'empêche sa résurrection. Il faudrait un peu d'engagement de la part des citoyens et des politiciens pour reprendre le flambeau. Mais on vit une époque trop cynique pour pouvoir voir au-delà des arbres.
 - democratiesscolairequebec – Inscrit, 14 avril 2012 08 h 01
L'ennemi peut provenir aussi du Québec
L'ennemi peut provenir aussi du Québec.
"Ainsi, à l'international, la conjoncture était favorable à la gratuité." Elle le sera encore si le nuisible (les nuisibles compagnies aux paradis fiscaux) paient correctement leurs impôts. Il ne revient nullement aux étudiants, aux élèves ainsi qu'à leurs parents de payer pour ces riches entrepreneurs multimilliardaires. Merci. Google : Alice Couture coffret.
 - M. Enseignant – Abonné, 14 avril 2012 09 h 05
Jugement
Comme le gouvernement aime bien les jugements depuis quelques semaines les étudiants devraient poursuivre le gouvernement sur le non respect du "Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies.". Il y a toujours un tribunal pénal International ça lui ferait une belle publicité!!!! Vous pouvez vous aussi poursuivre le gouvernement.
 - Ipalardy – Inscrit, 14 avril 2012 09 h 59
Tout Gratuit! YES!!!!!! Qui va payer?
Les Années 1960 avec leur beaux principes, Peace and Love, tout gratuit etc...
On a une dette colossale et on n'est plus capable de payer alors peut être que les gens sont forcés de revenir sur la planète polluée qu'ils ont créé!
 - Luciole – Inscrit, 14 avril 2012 15 h 20
Peut être que si on décidait "d'exploiter" nous même notre grand nord, on serait capables de payer nos justes dettes? Luce
 - Josée Dionne – Inscrite, 14 avril 2012 18 h 09
<http://www.storyofstuff.org/movies-all/story-of-br>
Dans un budget, il y a une question de choix, de priorités. Si le gouvernement arrêta de donner de l'argent aux entreprises, à donner nos ressources naturelles, il y aurait de l'argent à mettre dans l'éducation, la santé, ...
Quant à la dette, il faut comprendre qu'elle origine du système économique même et que c'est ce système là qu'il faut changer,

- non pas chercher à récupérer un dollars à droite et à gauche.
- Une explication très simple peut être visionnée ici : <http://www.youtube.com/watch?v=re-H5iXeqDo> (il est question du cas européen, mais la situation s'applique à l'Amérique du nord aussi).
- Josée Dionne – Inscrite, 14 avril 2012 18 h 12
<http://www.storyofstuff.org/movies-all/story-of-br>
Dans un budget, il y a une question de choix, de priorités. Si le gouvernement arrêta de donner de l'argent aux entreprises, à donner nos ressources naturelles, il y aurait de l'argent à mettre dans l'éducation, la santé, ...
Quant à la dette, il faut comprendre qu'elle origine du système économique même et que c'est ce système là qu'il faut changer, non pas chercher à récupérer un dollars à droite et à gauche.
Une explication très simple peut être visionnée ici : <http://www.youtube.com/watch?v=re-H5iXeqDo> (il est question du cas européen, mais la situation s'applique à l'Amérique du nord aussi).
 - Elisabeth Doyon – Inscrite, 15 avril 2012 23 h 23
Il serait tout à votre avantage de mieux comprendre les mécanismes des dettes nationales.
J'ai trouvé une vidéo/conférence de Myret Zaki, une journaliste du magazine économique Bilan qui présente l'autopsie de la dette grecque et par le fait même elle explique le mécanisme des dettes publiques. <http://www.youtube.com/watch?v=jKlmy1eDf7g>
Cette vidéo est longue, mais la partie de Mme Zaki se trouve au tout début.
Croyez-moi, les jeunes sont déjà très inquiets de la dette publique malgré la presse qui insinue le contraire.
 - Gilbert Talbot – Abonné, 14 avril 2012 10 h 48
Vous avez raison, il y avait un ver dans la pomme dès le départ.
Au moment de la Révolution tranquille, le Québec avait besoin de gens éduqués, d'ingénieurs, de scientifiques, de techniciens supérieurs et même de philosophes, de psychologues, de politologues, pour sortir le Québec de la Grande Noirceur duplessiste. Et on a cru que les besoins des étudiants coïncideraient avec ceux de l'entreprise privée, donc que l'éducatif et l'économique se rejoindraient dans un heureux mariage. «Qui s'instruit s'enrichit» disait le slogan d'alors en jouant sur le sens de l'enrichissement à la fois culturel et économique. La gratuité demeurerait l'idéal en vue, même si on ne pouvait pas le réaliser au moment de la refondation du système d'éducation. On nous disait que le système de prêts-bourses allait progressivement s'inverser : que la bourse deviendrait plus grosse et que le prêt diminuerait, jusqu'à son élimination complète. Et on y a cru. Je fus parmi les premiers à recevoir un prêt de cinq cents dollars en 1966, mais pas de bourse. À la fin des mes études du baccalauréat en philosophie, en 1972, je devais dix milles dollars en prêts étudiants, que j'ai remboursé pendant une dizaine d'années. C'est comme ça que l'idée de gratuité a été perdue de vue, que le prêt à augmenté plus que la bourse. Et c'est sur cette pente que nous sommes toujours : les gouvernements successifs ont remplacé l'idéal de la gratuité

- par celui du consommateur-payeur, une vision beaucoup plus économiste du rôle de l'éducation dans une société : une vision mercantile des cours est venue remplacer l'idée d'un droit fondamental pour tous les citoyens d'un pays.
- Que c'est triste, tout de même.
- Regine Pierre – Abonnée, 14 avril 2012 12 h 31
Vraiment triste!
 - Solange Bolduc – Abonné, 14 avril 2012 13 h 52
Dans "Le Québec à la minute de vérité, Michel Brunet écrit ceci: Les universités francophones du Québec ont commencé à se développer au début de la décennie 1950. Leur développement qui s'accéléra après 1960 n'a pas donné cependant tous les fruits que la collectivité aurait dû en profiter. La manque de prévoyance des générations antérieures et la politique à courte vue des dirigeants universitaires ont créé une situation dont nous commençons à peine à percevoir les effets malheureux. " Et il poursuit sur cette lancée : "
"Des programmes nouveaux furent lancés pour répondre aux modes du moment sans se soucier quelle était leur utilité véritable... ET "n'aurait-il pas été plus sage de consolider les programmes existants avant de succomber à la tentation d'imiter les grandes universités étrangères. " Il parle de la manière dont on embauchait les professeurs, étrangers" et à quel point l'argent manquait, comparativement à McGill, pour soutenir une formation des enseignants et de l'université elle-même....
C'est justement pour cela qu'il faut cesser de se comparer aux autres, et de faire ce qu'il faut faire afin de mieux faire progresser notre société distincte !
La marche des étudiants peut, au premier chef servir à cela !
 - Jean_Yves – Abonné, 14 avril 2012 14 h 41
M. Talbot vos 10,000\$ de dette a la sorti de vos études valent aujourd'hui, en dollars constant, 56,372\$ selon l'outil de conversion de la Banque du Canada.
Le moins que l'on puisse dire c'est que le coût de la fréquentation universitaire a grandement diminuée!
Aussi vous nous dites «qu'une vision mercantile de l'éducation supérieur est venue remplacer l'idée d'un droit fondamental» si je vous traduit bien. Mais y a t'il quelqu'un qui ne poursuit pas son parcours universitaire dans le but principal de faire plus de \$? De se tailler une position privilégiée en société?
Et le corps enseignant universitaire lui-même n'est pas en reste pour ce qui est d'avoir une vision mercantile de l'éducation avec son plus haut niveau de rémunération dans le monde des pays développés en parité au pouvoir d'achat!
 - Gilbert Talbot – Abonné, 15 avril 2012 01 h 28
J'ai entendu, quelque part - mais je ne peux pas assurer sa véracité - qu'un étudiant qui termine son baccalauréat peut s'endetter en moyenne de 40,000\$. J'imagine que ça peut varier énormément d'une discipline à l'autre et d'une université à l'autre. C'est énorme non comme endettement de départ dans la vie : sans compter qu,au départ, il faut aussi se nourrir, se loger, acheter une voiture, déménager là où on trouve son emploi etc. On peut comprendre pourquoi le niveau d'endettement augmente : la dette d'études y est certainement pour quelque chose, rendu à ce niveau-là.

Je vais peut-être vous surprendre, mais je crois vraiment qu'il y a encore des gens qui vont à l'université dont le but principal n'est pas de faire plus d'argent, mais de s'instruire d'abord.

D'après moi, le but premier de l'université n'est pas de trouver de bonnes jobs payantes, mais de former de bons citoyens, critiques de leur société.

- Jean Yves – Abonné, 15 avril 2012 13 h 34
Un sondage de la CCREPCU (Consortium canadien de recherche sur les étudiants du premier cycle universitaire) en 2007 donne pour un premier cycle universitaire aucun endettement pour 43% des étudiants et une moyenne de 24,000\$ pour les 57% ayant une dette, ce qui donne une dette moyenne pour l'ensemble des répondants de 13,763\$ en 2006.
Dans la même étude, pour la période de 2000 à 2006, on donne des augmentations de dette endetté pour toutes les provinces canadiennes sauf pour le Québec où cette dette diminue...
A partir de la page 5, <http://www.uqbec.ca/capres/Publications/FBM/Doc->
La FEUQ elle donnait en septembre 2011 un endettement moyen pour les deux tiers des étudiants de 14,000\$.
Philippe Hurteau de l'IRIS lui donne un endettement moyen par tranche d'âge: 5,208\$ pour les 17-19 ans, 10,359\$ pour les 20-24 ans et 15,006\$ pour les 25-30 ans.
Je pense donc qu'il est assez clair que l'endettement diminue en terme réel.

Mais je suis tout à fait d'accord avec le fait qu'il y a des gens qui fréquentent l'université pour plein d'autre raison que de faire plus d'argent. Certain par pure curiosité intellectuelle, plusieurs parce qu'ils ne trouvent pas vraiment sur quel branche se percher et que finalement l'université est lieu agréable pour retarder son entrée sur le marché du travail. Il y en a même une partie à la retraite pour qui l'université fait plutôt office de loisir...

Dans ces cas je ne me permet vraiment aucun jugement sur les démarches personnelles de chacun, la question à se poser je crois est jusqu'où qu'il doit retomber sur les autres citoyens de soutenir ce service qui accapare ici la plus grande part de la richesse collective après les É-U tout en offrant les plus hauts salaires au monde dans ces institutions?

- Jack Bauer – Inscrit, 15 avril 2012 13 h 39
Quelle sophisme flagrant... selon votre ligne de pensée tout partie de l'économie devrait être distribué par le gouvernement, tout cela sous la guise d'aider les québécois à 'sortir' de l'emprise capitaliste du parti au pouvoir, alors que l'éducation n'est même pas un droit..
- Roland Berger – Abonné, 14 avril 2012 14 h 54
L'idéal de la gratuité scolaire lancée par la Commission Mgr Parent n'a pas survécu au virage à droite du Parti libéral de Robert Bourassa (et ses 100 000 jobs), suivi en partie par René Lévesque et en totalité par Bernard Landry et Lucien Bouchard pour tirer la

droite vers l'indépendance, par Jean Charais et, bientôt, Pauline Marois.

Depuis ce virage et de plus en plus, les familles de la classe moyenne déjà endettées doivent se résigner à voir leurs enfants s'endetter avant de commencer à travailler dans l'espoir de connaître un meilleur sort que le leur.

En clair, la social-démocratie, fille amaigrie du socialisme, a été bannie du Québec par les maîtres de Sagard. La lutte des étudiants tient du combat de David contre Goliath.

Roland Berger
Jack Bauer – Inscrit, 15 avril 2012 13 h 40
Le modèle "social-démocrate" si vanté par les 'intellectuels' québécois est en fait désuet, et insoutenable, de comparer l'appareil étatique Québécois à des pays comme la Norvège n'est pas une comparaison valide.

Pierre Brulotte – Inscrit, 15 avril 2012 21 h 38
Et pourquoi ce modèle serait-il désuet ou la comparaison invalide? Les pays scandinaves sont la preuve que des modèles différents de «l'État néo-libéral» peuvent fonctionner parfaitement dans le contexte actuel.

spirit – Inscrit, 15 avril 2012 22 h 07
Un lien
Voici un lien qui nous propose une analyse plutôt savante sur le sens de l'éducation. Sens qui dévie à mesure que s'insèrent les paradigmes de la science économique dans la formation dispensée par les établissements d'éducation. Ça donne à réfléchir.
http://www.dailymotion.com/video/xf99d5_l-encercle

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: 61 jours de boycott: Des étudiants sont épuisés et à bout de souffle - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 22H55 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 23H13



Photo Agence QMI, Michel Desbiens

Sarah-Maude Lefebvre

Alors que la grève en est à sa 61e journée, l'inquiétude s'installe au sein des étudiants. Qu'ils soient pour ou contre le boycottage des cours, tous ne souhaitent qu'une chose : retourner en classe le plus rapidement possible.

Le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement sur la question des droits de scolarité est le plus long jamais répertorié au Québec.

Encore à ce jour, plus de 175 000 cégépiens et universitaires boycottent leurs cours.

Tant du côté du ministère de l'Éducation que des associations étudiantes, le ton continue de monter et aucun des deux camps ne laisse paraître des signes d'ouverture.

« **Le temps est long** »

« Ça m'inquiète. J'ai hâte que ça finisse. Je trouve que le temps est long et j'ai hâte de retourner à mes cours. Je me sens amorphe », lance Yann Savard, un étudiant du Collège Rosemont, à Montréal.

En grève depuis le 5 mars, ce dernier se dit « mitigé » face au conflit. Il participe de temps à autre à des manifestations, mais avoue ne pas être « un militant dédié à 100 % à la cause ».

Depuis le début du conflit, Yann Savard partage son temps entre son emploi d'animateur de fêtes d'enfants et sa troupe de théâtre.

« J'ai peur de perdre ma session. J'y pense souvent. Contrairement aux associations étudiantes qui veulent la gratuité scolaire, plusieurs étudiants n'attendent qu'une proposition acceptable du gouvernement pour retourner en classe », révèle-t-il.

Un « carré bleu » partagé

James Roy partage aussi cette inquiétude. Celui qui se définit comme un « carré bleu », c'est-à-dire contre la hausse, mais aussi contre la grève, craint de ne pas être en mesure de faire face à la musique lors de la reprise des cours.

« Je suis en grève depuis le 14 mars. J'ai fait un peu plus d'heures au bar où je travaille, mais je n'ai pas ouvert mes livres, dit-il. Les cours ont arrêté la veille d'un important examen. Le retour va être dur. »

Même s'il continue de militer au sein de son association étudiante, en dépit du fait qu'il soit contre la grève, James Roy avoue être à bout de souffle.

« Il y a un climat malsain qui s'installe. Une sorte de racisme basée sur la couleur du carré que tu portes. C'est lourd. J'ai hâte de retourner à l'école », affirme l'étudiant en soins préhospitaliers d'urgence du cégep de St-Hyacinthe.

Manquer de sommeil

Même les militants les plus acharnés de la cause étudiante commencent à être épuisés.

Laurent Deslauriers, qui a organisé plusieurs manifestations, marches et actions depuis le début du boycottage, avoue avoir « quelques heures de sommeil » à rattraper.

« La grève occupe toutes mes journées, et même mes fins de semaine, confie-t-il. Je suis fatigué. »

« Moi aussi, comme tout le monde, je voudrais être à l'école en ce moment, dit l'étudiant en urbanisme de l'UQAM. Mais avec toutes les semaines qu'on a déjà perdues, si on arrête maintenant, ça sera un beau gâchis. »

[Afficher 98 de 105 commentaires \(Montréal\)](#)



Yann Savard

Âge: 17 ans

Étudie en : Communications et médias au Collège Rosemont

En grève depuis: le 5 mars

« Avec cette grève, on s'est lancé dans le vide. On ne contrôle plus rien. On peut juste continuer en espérant que le gouvernement finisse par réagir. »



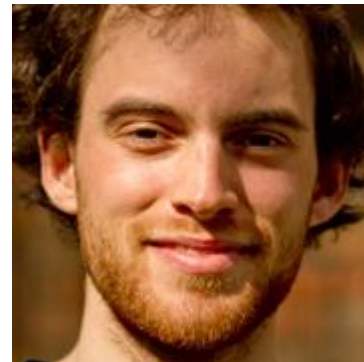
James Roy

Âge: 22 ans

Étudie en : Soins préhospitaliers d'urgence au cégep de Saint-Hyacinthe

En grève depuis: le 14 mars

« Ma routine me manque. Plus le temps passe, plus la grève devient démotivante. Je suis certain que plusieurs étudiants ont lâché le programme. C'est trop stressant. »



Laurent Deslauriers

Âge: 22 ans

Étudie en : Urbanisme à l'Université du Québec à Montréal

En grève depuis: le 12 mars

« Je ne suis pas souvent chez nous depuis le début de la grève. Je suis fatigué. Mais je conserve ma motivation, car je suis persuadé que le mouvement étudiant a raison dans ce débat. »

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le premier ministre Charest « encourage » la violence, dit la FECQ – Mise à jour le vendredi 13 avril 2012 à 21 h 34 HAE

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, et le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, estiment que les gestes de violence qui marquent de plus en plus le conflit sur les droits de scolarité s'expliquent par l'attitude du gouvernement.

« Selon nous, la situation est due en partie aux propos du premier ministre qui veut encourager le retour en classe. Selon nous, le premier ministre encourage ni plus ni moins la violence en forçant un retour des étudiants sur les bancs d'école », a affirmé M. Bureau-Blouin dans une conférence de presse donnée vendredi après-midi.

« On croit que le premier ministre devrait plutôt tenter de pacifier la situation plutôt que d'essayer de briser le mouvement de grève étudiant qui, faut-il le rappeler, a été choisi de manière démocratique », a-t-il poursuivi.

« On lui demande d'arrêter d'insister sur le retour en classe à tout prix, parce que, selon nous, la situation pourrait rapidement devenir hors de contrôle et mener à des violences encore plus grandes, ce qu'on souhaite éviter à tout prix », déclare le président de la FECQ.

La CLASSE dénonce l'attitude de la ministre Beauchamp

Un peu plus tôt, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a soutenu que les « scènes de confrontation » qui marquent le conflit étudiant en cours depuis neuf semaines sont imputables à l'attitude de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Dans une entrevue accordée au Réseau de l'information trois heures après que le bureau de circonscription de la ministre eut été [saccagé](#), M. Nadeau-Dubois affirme que « la radicalisation à laquelle on assiste dans le mouvement étudiant n'est que la réponse à une vague de répression de la part des administrations [des universités] et de la ministre ».

« Toutes les scènes de confrontation auxquelles on assiste actuellement, elles sont causées par la ministre, parce que c'est elle qui a refusé d'engager le dialogue avec nous », affirme-t-il. « C'est elle qui demande aux gens de briser les piquets de grève. La violence, elle est le fruit direct de l'attitude de ce gouvernement-là. »

M. Nadeau-Dubois faisait notamment référence aux actes de vandalisme qui se sont produits jeudi, pendant une [manifestation à l'Université de Montréal](#), dans le Hall d'honneur du pavillon Roger-Gaudry. Une fenêtre a été brisée, de la peinture a été répandue dans le grand amphithéâtre et des câbles Internet ont été sectionnés au pavillon 3200 Jean-Brillant.

« Il faut comprendre que de la radicalisation, il y en a des deux côtés. Ce qui s'est passé à l'Université de Montréal, c'est une réaction. Et c'est une réaction à une injonction qui a été imposée par l'Université de Montréal, qui vient carrément briser les possibilités de grève sur le campus », dit M. Nadeau-Dubois.



Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

« De notre côté, lorsqu'on décide de tenir les lignes de piquetage, c'est difficile de qualifier ça de violence. On parle de tenir des lignes de piquetage devant les portes, et de faire respecter un mandat de grève qui a été pris démocratiquement. C'est bien plutôt à Mme Beauchamp de demander aux gens de respecter les piquets de grève pour éviter des gestes de confrontation », affirme le porte-parole de la CLASSE.

« Jusqu'à tout récemment, les piquets de grève étaient symboliques, voire absents sur les campus, jusqu'à ce que, par exemple, au Collège de Valleyfield, l'administration décide unilatéralement de briser la décision démocratique et ça a donné les gestes de confrontation qu'on a eus », précise-t-il.

« Quand on parle de menaces de mort, de violence physique, il n'y a jamais personne qui a voulu en arriver là, il n'y a personne qui veut en arriver là. »

Gabriel Nadeau-Dubois

« Ça fait des semaines qu'on demande à la ministre Beauchamp d'avoir un dialogue, une négociation sur la question qui est en jeu, c'est-à-dire la hausse des frais de scolarité. Malheureusement, c'est elle qui refuse, et c'est à cause de l'attitude irresponsable de la ministre Beauchamp qu'on est dans un cul-de-sac. »

« Les gens sont en grève depuis neuf semaines et ne sont même pas entendus. Il n'y a même pas de dialogue. Il n'y a aucun groupe de la société qui serait ignoré de la sorte. [...] Il n'y a personne qui se ferait traiter comme ça par le gouvernement », plaide Gabriel Nadeau-Dubois.

Lorsqu'on lui demande s'il veut lancer un appel au calme aux grévistes étudiants, M. Nadeau-Dubois répond : « On appelle toujours au calme, au sens où on veut que ce conflit-là se règle dans le dialogue, et c'est lorsqu'il n'y a pas de dialogue, c'est lorsque les gens ne se parlent pas qu'ils commencent à se confronter ».

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a pour sa part pris la parole, vendredi, pour réclamer que les leaders étudiants, mais aussi « tous les leaders de la société en général » dénoncent les gestes de violence.

« On a besoin de l'appui des leaders, qu'ils soient d'accord avec nos positions ou qu'ils soient contre, mais qu'ils dénoncent la violence de façon à ce qu'on mette un holà à ça », demande le ministre.

M. Dutil n'attribue pas directement les « incidents violents » aux étudiants, mais plutôt à « des groupes qui se sont greffés au mouvement étudiant, qui sont des groupes radicaux et qui font de la casse actuellement ».

Vandalisme au bureau de la ministre : sept arrestations

À Montréal-Nord, le bureau de circonscription de la ministre québécoise de l'Éducation, Line Beauchamp, a été saccagé par une quinzaine d'individus vendredi matin, affirme le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Selon le porte-parole du SPVM, Daniel Lacoursière, le bureau de la ministre, qui se trouve dans un immeuble de bureaux situé sur le boulevard Henri-Bourassa, près du boulevard Lacordaire, a subi des « dommages importants ».

Les vandales, qui sont entrés vers 8 h 30 après avoir fracassé deux vitres, ont renversé du mobilier, défoncé des murs et brisé des téléviseurs. Après avoir commis leurs méfaits, ils sont sortis de l'édifice, où ils ont rejoint un groupe d'une quarantaine d'individus qui les attendaient à l'extérieur avant de quitter les lieux.

« Les manifestants présents à l'extérieur ont au départ empêché les policiers d'entrer dans l'édifice », affirme la police. « Une fois que les policiers ont pu pénétrer, ils ont trouvé à l'intérieur un journaliste. En tout, sept personnes ont été arrêtées pour introduction par effraction. Le journaliste a été libéré, l'enquête se poursuit ».

Le SPVM ajoute que vers 9 h 45, une manifestation a été déclarée illégale près de l'intersection des boulevards Pie-XI et Henri-Bourassa, après que les policiers eurent demandé à maintes reprises aux quelque 200 manifestants présents de se disperser.

« Un photographe se trouvait parmi ce groupe. Les policiers ont précédé à quelques arrestations, dont le photographe, pour attroupement illégal. Le photographe a été libéré inconditionnellement en avant-midi », indique le SPVM.

En entrevue au Réseau de l'information, M. Lacoursière a dit ne pas être en mesure de confirmer que les actes ont été commis par des étudiants qui débraient pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

Il a été révélé jeudi que les policiers enquêtent actuellement sur [trois dossiers de menaces](#) contre l'intégrité physique des ministres de l'Éducation, Line Beauchamp, et de la Justice, Jean-Marc Fournier.

Un homme de 33 ans a été arrêté à Montréal pour avoir proféré des menaces de mort à l'endroit d'un ministre libéral. Il a été relâché sous promesse de comparaître.

Deux autres enquêtes visant un homme de Montréal et une personne de la Montérégie sont aussi en cours. Ils auraient déposé des objets suspects devant les résidences des deux ministres.

On ne sait cependant avec certitude si ces gestes sont liés au conflit étudiant.

« Grève » ou « boycott » : le poids des mots

Les mots sont porteurs de sens et de légitimité, plaident les leaders étudiants, qui estiment que l'emploi du mot « boycottage » plutôt que celui de « grève » pour définir le mouvement étudiant, brise sa légitimité.

« Le code de sécurité routière définit le mot "accident". La loi sur les accidents de travail aussi. Ça ne veut pas dire que quand on déboule les marches, on n'a pas un accident pour autant. »

Marc-Antoine Cloutier, directeur général de Juripop

En début de semaine, le premier ministre Jean Charest a déclaré à propos de la contestation étudiante qu'il fallait parler de « boycottage » plutôt que de « débrayage ».

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a par la suite renchéri en affirmant que le mouvement étudiant n'était pas un mouvement de grève « au sens des lois qui encadrent le domaine du travail ». Elle en déduisait que les étudiants qui veulent assister à leur cours « sont en plein droit » de le faire. « Il faut qu'on mette tout en oeuvre pour qu'ils puissent exercer leur droit de recevoir leurs cours », poursuivait-elle.

Le directeur général de Juripop, un organisme qui donne des conseils juridiques à coûts modiques et qui conseille présentement les étudiants, voit les choses autrement. Marc-Antoine Cloutier trouve « spécial » que l'on veuille associer uniquement le droit de grève au milieu du travail.

« Il faut d'abord rappeler que les associations étudiantes sont encadrées par la loi sur l'accréditation des élèves et des étudiants », dit M. Cloutier. « Le gouvernement, par ses propres lois, donne aux étudiants un mandat de représentation. Et le mouvement de grève actuel est issu et est à la base de ces pouvoirs-là, en vertu de votes qui ont été tenus [...] Le droit de grève est un corollaire du droit d'association », ajoute-t-il.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Vandalisme étudiant](#)
[Les commentaires \(126\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : la Fédération des cégeps lance un cri d'alarme – Mise à jour le vendredi 13 avril 2012 à 21 h 05 HAE



La Fédération des cégeps a lancé un appel au retour en classe vendredi matin.

La Fédération des cégeps du Québec demande aux étudiants qui débraient pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans de rentrer en classe afin de sauver la session.

« Le débat sur la hausse des droits de scolarité à l'université est dans une impasse. Le gouvernement et les étudiants n'ont pas trouvé de terrain d'entente - ce que nous déplorons », a déclaré le président-directeur général de la Fédération, Jean Beauchesne.

« Pendant ce temps, les jours de cours perdus s'accumulent et il devient de plus en plus difficile pour les cégeps d'envisager une reprise des cours dans des conditions satisfaisantes, selon un calendrier réaliste », a-t-il poursuivi.

« Nous ne voulons pas statuer sur le débat, nous voulons sauver la session. Et il est grand temps que les cours reprennent. »

Jean Beauchesne, PDG de la Fédération des cégeps

M. Beauchesne rappelle que le règlement qui encadre les cégeps prévoit que les établissements doivent tenir 82 jours de classe et d'évaluation, et que les conventions collectives des professeurs leur accordent deux mois de congé.

« Avec le temps qui passe, la marge de manoeuvre des cégeps pour réaménager la session s'amoindrit. Dans plusieurs établissements, la limite est déjà atteinte ou le sera bientôt. Cette limite est non seulement d'ordre logistique, mais aussi d'ordre pédagogique », affirme la Fédération dans un communiqué. « Il y a des limites à ce qu'il est possible d'offrir comme formation et d'intégrer comme apprentissages dans un temps restreint, à un rythme accéléré ».

« Comme éducateurs, il est de notre responsabilité de permettre aux étudiants de ne pas perdre leur session et de ne pas décrocher. Il nous incombe également de fournir aux finissants les moyens d'obtenir leur diplôme afin qu'ils puissent poursuivre leurs études à l'université ou intégrer le marché du travail », ajoute M. Beauchesne.

La Fédération des cégeps indique que les cégeps « établiront chacun un scénario de reprise des cours selon leurs réalités et leur culture » au cours des prochains jours.

Selon la Fédération, 85 000 étudiants collégiaux sont en grève dans 22 cégeps, ce qui équivaut à 49 % de la population étudiante du réseau québécois.

« Le cri du coeur que lance la Fédération des cégeps, ça fait des semaines que le mouvement étudiant le lance », a rétorqué le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

« Ça fait des semaines qu'on demande à la ministre Beauchamp d'avoir un dialogue, une négociation sur la question qui est en jeu, c'est-à-dire la hausse des frais de scolarité. Malheureusement, c'est elle qui refuse, et c'est à cause de l'attitude irresponsable de la ministre Beauchamp qu'on est dans un cul-de-sac », a-t-il ajouté.

M. Nadeau-Dubois et le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, affirment que l'attitude du gouvernement dans ce conflit [explique les gestes de confrontation](#) qui marquent le conflit depuis peu.

Des professeurs demandent la démission de la ministre

Au Collège Ahuntsic, à Montréal, des professeurs qui affirment représenter un millier de leurs collègues ont demandé à la ministre de l'Éducation Line Beauchamp de démissionner si elle n'est pas en mesure de régler le conflit.



Des professeurs ont tenu un point de presse vendredi pour demander la démission de la ministre Beauchamp.

Ils soutiennent que l'appel de la ministre demandant aux établissements postsecondaires de tenir les cours malgré la grève les place dans une position intenable, car ils veulent respecter les piquets de grève des étudiants.

Selon les porte-parole du groupe, la ministre Beauchamp mise sur une judiciarisation du conflit et un essoufflement du mouvement étudiant pour forcer la reprise des cours, mais que cela crée un climat délétère qui n'est pas propice à l'enseignement.

Le bureau de circonscription de la ministre Beauchamp a été [saccagé](#) par une quinzaine d'individus vendredi matin à Montréal-Nord.

Jeudi, plus de 500 professeurs d'université ont publié [une lettre d'appui](#) aux étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité.

Selon la CLASSE, plus de 170 000 étudiants sont en grève. Certains débraient depuis la mi-février.

Pas de cours au Collège de Valleyfield

Les cours n'auront pas lieu vendredi au Collège de Valleyfield. La direction a une fois de plus décidé de les suspendre étant donné la présence de grévistes étudiants devant l'établissement.

La direction du Collège avait annoncé la reprise des cours jeudi, mais des centaines d'étudiants [se sont massés](#) devant l'établissement, forçant le report du projet une première fois. Les étudiants avaient promis de continuer à manifester.

En entrevue au Réseau de l'information, le directeur du Collège, Guy Laperrière, a dit que, selon ses informations, seule une soixantaine d'étu-

dants manifestaient sur le campus vendredi matin, mais qu'il importe néanmoins « d'éviter toute confrontation ».

M. Laperrière soutient qu'il ne « fait pas marche arrière », parce qu'il a toujours été évident que « l'opération visant le retour en classe » allait être « difficile », mais que son intention reste de reprendre les cours le plus vite possible.

Le directeur général du Collège indique qu'il tente de négocier avec les étudiants pour que les votes sur la reconduction de la grève se déroulent selon d'autres modalités, afin que davantage d'étudiants votent.

M. Laperrière maintient que beaucoup d'étudiants souhaitent la reprise des cours, mais que plusieurs ne se présentent pas lors des assemblées générales. Il évoque l'idée d'utiliser des moyens électroniques pour permettre à tous les étudiants de voter.

Un groupe d'étudiants arborant du vert, pour marquer leur désaccord avec la grève étudiante, se sont d'ailleurs aussi présentés vendredi devant le Collège de Valleyfield. Ils se tiennent à l'écart de ceux qui portent du rouge, la couleur adoptée par les grévistes.

Des requêtes devant les tribunaux et des reprises de cours

Au palais de justice de Rimouski, le juge Gilles Blanchet a pris en délibéré la [requête en injonction provisoire de l'étudiant de l'UQAR](#) Marc-André Jourdain. Après avoir entendu les plaidoyers des avocats de toutes les parties vendredi matin, le juge Blanchet a indiqué qu'il rendrait sa décision lundi matin à 9 h.

À Gatineau, [un juge a donné raison](#), jeudi, à une cinquantaine d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) qui demandaient une injonction. Les cours doivent reprendre lundi et les manifestations sont interdites à moins de 25 mètres des campus. Le juge a estimé que les étudiants avaient droit aux cours pour lesquels ils ont payé.

Au Cégep de Saint-Jean, les étudiants sont confrontés à une reprise forcée des cours, lundi. La direction du cégep se dit obligée de prendre une telle décision parce qu'une grève qui se prolongerait au-delà du 13 avril « ne laisserait plus de marge de manoeuvre au Cégep pour se conformer au Règlement sur le régime des études collégiales (RREC) tout en respectant les modalités de la convention collective des enseignants et des enseignants ».

La direction du Cégep André-Laurendeau, elle, a tenu un sondage pour demander aux étudiants s'ils désiraient que les cours reprennent dès lundi. Des 2944 étudiants sondés, 45,6 % ont voté pour la reprise des cours, 47,5 % ont voté contre, et près de 10 % se sont abstenus. La direction a annoncé qu'elle communiquerait avec le personnel et les étudiants dans les prochaines heures pour indiquer quelles mesures seront prises à la suite de ce sondage.

Jeudi, deux étudiants de l'Université Laval, [Laurent Proulx](#) et [Jean-François Morasse](#), ont obtenu une telle injonction.

L'Université de Montréal a pour sa part obtenu jeudi une injonction qui interdit à ses étudiants en grève de bloquer l'accès à l'ensemble de ses installations. L'UQAM [a obtenu une injonction similaire](#) la semaine dernière.

Par ailleurs, la faculté de musique de l'Université de Montréal a annoncé vendredi qu'elle devait annuler une douzaine de concerts et de récitals prévus au cours du mois d'avril « dans le contexte où les moyens de pression adoptés par le mouvement étudiant ont empêché la tenue des répétitions [...] depuis plusieurs semaines ».

[Les commentaires \(652\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL: Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu: Reprise des cours lundi - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 17H48 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 17H59

Mélanie Collet

Après le Collège de Valleyfield, c'est au tour du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu de décréter la reprise des cours malgré le prolongement de la grève générale votée jeudi par les étudiants.

La direction de l'établissement affirme prendre une décision difficile mais nécessaire. Alors que la grève dure maintenant depuis plus de 60 jours, elle permettra aux étudiants qui le souhaitent de retrouver les bancs d'école.

« Le vote de maintien de la grève au-delà du 13 avril aurait des conséquences graves pour le Cégep et ses élèves. Le comité de direction du Cégep a analysé la situation dans ses multiples aspects. Comme professionnels de l'éducation, il est de notre devoir de permettre aux élèves de terminer leur session et d'obtenir leur diplôme », annonce la directrice générale, Chantal Denis, par voie de communiqué.

Retour dans le calme ?

Jeudi matin, le Collège de Valleyfield a tenté la même opération en rouvrant ses portes malgré

le vote en faveur du prolongement de la grève. Les conséquences de cette décision ont été au rendez-vous : plus de 500 étudiants ont convergé devant les portes de l'établissement tôt en matinée, bloquant l'accès aux salles de classe et obligeant la direction à suspendre les cours.

À Saint-Jean-sur-Richelieu, ont affirme que la direction du Cégep prendra toutes les mesures de sécurité nécessaires afin que les activités reprennent leur cours normal dans le respect et la tolérance.

TVANOUVELLES: Collège Montmorency: Les étudiants resteront aux piquets - Première publication 13 avril 2012 à 17h19



Crédit photo : Agence QMI

Par Mathieu Courchesne | Agence QMI
Le Collège Montmorency a toujours l'intention de respecter le mandat de grève de son association étudiante malgré les appels à la reprise des cours lancés par la ministre Beauchamp.

«Nous avons une entente signée avec l'association étudiante qui prévoit une levée de cours au moins jusqu'au 17 avril et nous allons la respecter», a indiqué Marie-Soleil Fortier-Quintal, porte-parole du Collège Montmorency.

Il n'est donc pas question pour le moment de forcer le retour en classe des élèves.

Le porte-parole de l'association étudiante, Alexandre St-Onge-Perron, reste pour sa part méfiant en raison des événements des derniers jours. « Nous avons toujours eu une bonne relation avec la direction, mais, avec tout ce qui se passe présentement, on est inquiet », a-t-il dit.

Plus tôt cette semaine, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a rappelé aux établissements qu'ils ont l'obligation de prendre tous les moyens nécessaires pour donner leurs cours. Selon la ministre, le « boycott » des élèves n'est pas encadré par le Code du travail, ce qui permet aux cégeps et universités de franchir les piquets de grève sans problème.

«La situation va être évaluée au jour le jour», a souligné Mme Fortier-Quintal.

Les élèves du Collège Montmorency sont en grève depuis le 13 mars.

TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les associations blâment Jean Charest - Première publication vendredi 13 avril 2012 à 17h04



Crédit photo : Agence QMI

Par Étienne Laberge | Agence QMI
Les associations représentant les quelque 180 000 étudiants en grève blâment le premier ministre Jean Charest d'attiser les violences sur les campus en refusant d'ouvrir le dialogue sur la hausse des droits de scolarité.

Échauffourées entre étudiants, rixes avec les policiers, saccage dans les bureaux de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, tout ceci est la faute de Jean Charest selon le représentant de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin.

«Le premier ministre encourage ni plus ni moins la violence en forçant le retour en classe, a-t-il commenté en conférence de presse vendredi. Il

devrait plutôt tenter de pacifier la situation au lieu d'essayer de briser le mouvement de grève étudiant.»

Il faisait ainsi référence aux propos de Jean Charest et de Line Beauchamp, cette semaine, qui ordonnait aux directions de collèges et d'universités de forcer la réouverture de leur établissement.

Le porte-parole n'a pas écarté que la situation soit bientôt hors de contrôle, allant même jusqu'à craindre «une guerre civile».

La grève: démocratique

Par ailleurs, Marc-Antoine Cloutier, le fondateur de Juripop, un organisme connu pour épauler les moins nantis dans leurs déboires avec la justice et qui défend notamment les associations étudiantes aux prises avec des injonctions depuis trois semaines, a souligné que le mouvement de grève était parfaitement légal.

«Les associations étudiantes sont encadrées par la Loi sur l'Accréditation des élèves et des étudiants, a expliqué le fondateur de l'organisme. Le mouvement de grève est issu de ce pouvoir de représentation en vertu de vote en assemblée générale ou en référendum.»

Pour M. Cloutier, la ministre Beauchamp a tort de répéter que plusieurs étudiants ne désirent pas la grève, et par le fait même, la rendrait illégitime.

«Le gouvernement bafoue la loi en contraignant les étudiants à rentrer au bercail», a-t-il souligné.

Cette interprétation trouve un écho du côté de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

«On nie la démocratie étudiante en passant par les tribunaux pour casser le mouvement de grève», a-t-elle indiqué.

Les négociations entre étudiants et gouvernement sont toujours au point mort, 60 jours après le début du conflit.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Collège Montmorency: Respect du mandat de grève - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 16H52 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 17H01



Photo JOEL LEMAY/AGENCE QMI

Des étudiants du Cégep Montmorency, entre autres, durant la manifestation du vendredi 6 avril 2012.

MATHIEU COURCHESNE / AGENCE QMI

LAVAL - Le Collège Montmorency a toujours l'intention de respecter le mandat de grève de son association étudiante malgré les appels à la reprise des cours lancés par la ministre Beauchamp.

« Nous avons une entente signée avec l'association étudiante qui prévoit une levée de cours au moins jusqu'au 17 avril et nous allons la respecter », a indiqué Marie-Soleil Fortier-Quintal, porte-parole du Collège Montmorency.

Il n'est donc pas question pour le moment de forcer le retour en classe des élèves.

Le porte-parole de l'association étudiante, Alexandre St-Onge-Perron, reste pour sa part méfiant en raison des événements des derniers jours. « Nous avons toujours eu une bonne relation avec la direction, mais, avec tout ce qui se passe présentement, on est inquiet », a-t-il dit.

Plus tôt cette semaine, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a rappelé aux établissements qu'ils ont l'obligation de prendre tous les moyens nécessaires pour donner leurs cours. Selon la ministre, le « boycott » des élèves n'est pas encadré par le Code du travail, ce qui permet aux cégeps et universités de franchir les piquets de grève sans problème.

« La situation va être évaluée au jour le jour », a souligné Mme Fortier-Quintal.

Les élèves du Collège Montmorency sont en grève depuis le 13 mars.

Montrer 1 commentaire (Montréal)



CYBERPRESSE: Grèves étudiantes: Charest et Marois croisent le fer - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 15h29 | Mis à jour le vendredi 13 avril 2012 à 18h44



Photo fournie par le gouvernement du Québec
Lors d'un point de presse, M. Charest a affirmé que Mme Marois manquait de leadership en choisissant de rester silencieuse.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Hortolandia, Brésil

Séparés par des milliers de kilomètres, le premier ministre Jean Charest et la chef péquiste Pauline Marois ont croisé le fer, vendredi, s'accusant mutuellement de manquer de leadership face au mouvement de grèves étudiantes contre la hausse des droits de scolarité.

M. Charest a conclu une mission de quatre jours au Brésil en se livrant à une charge en règle contre Mme Marois dont il juge l'attitude antidémocratique.

Selon le premier ministre, Mme Marois manque de leadership en choisissant de rester silencieuse

face à l'intimidation et la violence qu'il constate dans le mouvement étudiant.

«Là où elle aurait dû parler, là où elle aurait dû se prononcer, elle a choisi d'être silencieuse, a-t-il dit lors d'un point de presse. Moi j'appelle ça de l'irresponsabilité, j'appelle ça un échec de leadership, c'est une abdication, c'est choisir la rue, au lieu de choisir la démocratie.»

Malgré des questions répétées, le premier ministre a refusé d'attribuer une quelconque responsabilité à Mme Marois dans la situation actuelle, qui a donné lieu à de vigoureuses manifestations d'étudiants au cours des derniers jours.

«Ceux qui sont des leaders politiques, comme Pauline Marois, qui sont silencieux là-dessus, franchement c'est une faute impardonnable», a-t-il dit, en marge de l'inauguration d'une usine de Bombardier Transport à 100 km au nord de Sao Paulo.

À Montréal, lors d'une conférence de presse, Mme Marois a condamné l'attitude inflexible de M. Charest, l'enjoignant à faire preuve de leadership en discutant avec les étudiants grévistes, qui protestent contre une hausse de 1625 \$ des droits de scolarité, sur une période de cinq ans.

«À mon avis, il devrait s'asseoir avec les étudiants et trouver une voie de passage, a-t-il dit. C'est sa responsabilité comme premier ministre. Il me semble qu'il devrait, comme premier ministre, assumer son leadership.»

La chef péquiste a accusé M. Charest de prolonger la crise pour se faire du capital politique.

«Il diabolise les étudiants et jette de l'huile sur le feu, a-t-elle dit. Jean Charest est en train de créer une crise pour se faire du capital politique. S'il devait y avoir des débordements, c'est lui qui en sera le premier responsable.»

Le Parti québécois a d'ailleurs réclamé vendredi des excuses de M. Charest, à la suite de l'arrestation d'un journaliste et d'un photographe de *La Presse*, lors d'une manifestation étudiante, qui ont été relâchés par la suite.

En début de semaine, M. Charest a soutenu que la question des droits de scolarité n'était pas un enjeu électoral. Il avait alors précisé qu'aucune élection n'était programmée, ce qu'il a répété vendredi.

«Le programme n'a pas changé», a-t-il dit.

D'autre part, M. Charest a affirmé qu'il fallait prendre au sérieux les menaces de mort proférées envers deux membres de son gouvernement, dont la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, ce qui a mené à l'arrestation jeudi d'un homme de 33 ans.

«La Sûreté du Québec prend en charge les enquêtes dans ce temps-là. On leur fait confiance, mais il faut prendre au sérieux ces choses-là», a-t-il dit.

LEDEVOIR.COM: Des cégeps dévoilent des scénarios de prolongation – vendredi 13 avril 2012, 15h28



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des étudiants hier manifestaient devant le Cégep de Valleyfield.

La Presse canadienne

À leur tour, des cégeps touchés par la grève étudiante ont dévoilé ce matin leur scénario de prolongation de la session, souvent les soirs, les fins de semaine, plus tard ce printemps. Mais ces scénarios moins pénibles ne seront possibles que si les étudiants reviennent bientôt en classe, ont-ils révénu.

Aujourd'hui, 85 000 étudiants de 22 cégeps du Québec étaient toujours privés de cours, certains depuis 30 ou 32 jours. C'est environ un cégep sur deux. Au total, avec les universités, ils sont environ 180 000 à boycotter leurs cours, dans certains cas depuis huit semaines.

La Fédération des cégeps du Québec a réuni cinq directeurs de cégeps, vendredi, pour lancer cet ultime appel aux étudiants: portez votre débat politique et social sur une autre scène et revenez suivre vos cours en attendant.

Les cégeps ont rappelé qu'ils n'ont guère le choix: en vertu de la loi, ils doivent dispenser leurs cours. Ils n'écartent donc pas la possibilité de prendre les moyens qu'il faudra pour assurer le libre accès aux collèges touchés, avec les tensions qui risquent de s'ensuivre. Mais les fédérations étudiantes disent alors craindre les actes de violence.

«L'alternative immédiate, ce sont des injonctions demandées par des étudiants et des parents, a dit le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. Ce n'est pas une alternative qu'on

souhaite, d'où l'appel pressant aux étudiants ce matin. En bout de piste, on prendra nos responsabilités. Nous, on n'est pas exempté des obligations du Régime d'études collégiales, on doit respecter ces obligations-là.»

Interrogé à savoir si les cégeps allaient dispenser leurs cours si le boycott étudiant se maintient au-delà de la date butoir fixée dans chaque cégep, M. Beauchesne a ouvert la porte à cette éventualité. «Si le boycott se maintenait, dans le coffre à outils des collèges, [on a] tous les moyens à la disposition pour qu'on reparte les cours. Ça fait partie des possibilités pour les collèges, effectivement.»

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, prévient qu'agir en ce sens risquerait de provoquer des affrontements. «On n'a pas eu d'information à l'effet que tous les collèges allaient vouloir rouvrir leurs classes tous en même temps. Mais pour l'instant, la stratégie reste la même: on va s'assurer que les mandats de grève soient respectés. Si c'est la stratégie qui était adoptée par les collèges, c'est vraiment une stratégie qui est très dangereuse, parce que là, ça va virer en guerre civile, là, vraiment. Et c'est ce qu'il faut éviter à tout prix», a-t-il dit.

La FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) reprochent au premier ministre Jean Charest d'«encourager la violence» en poussant les directions de cégeps et d'universités à rouvrir leurs portes malgré les votes de grève des étudiants.

«Nous, notre inquiétude maintenant, c'est que les gestes, disons que les violences s'exacerbent, deviennent de plus en plus présentes, dans un contexte où le premier ministre semble encourager ça», a soutenu M. Bureau-Blouin.

Dans certains cas, comme au Collège de Valleyfield, cela a causé des escarmouches entre étudiants favorables et opposés au boycott des cours. M. Beauchesne a indiqué qu'il recevait tous les jours des mises en demeure ou des courriels de la part de parents, d'étudiants qui veulent que les cours reprennent. Certains étudiants ont recours à des requêtes en injonction devant les tribunaux. Les cégeps se disent pris entre l'arbre et l'écorce et veulent sauver la session.

«Pour l'ensemble des 22 collèges où il y a une période de boycott, c'est à peu près généralisé: les mises en demeure, les courriels, les demandes de parents. Même à la Fédération des cégeps, j'en reçois à tous les jours des dizaines. Effectivement, c'est un phénomène qui prend de l'ampleur actuellement», a commenté M. Beauchesne.

Des étudiants protestataires de retour devant le Collège de Valleyfield

Par ailleurs, les quelques dizaines d'étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité devant le Collège de Valleyfield, aujourd'hui

d'hui, sont parvenus à y faire annuler les cours pour une deuxième journée de suite. La direction du collège avait annoncé cette semaine que l'enseignement reprendrait malgré le boycott décrété par des étudiants en grève. Cependant, jeudi et vendredi, des piquets de grève d'étudiants ont été dressés autour de l'immeuble et les professeurs n'ont pas voulu les franchir. Pour éviter des affrontements, la direction a de nouveau choisi d'annuler les cours.

Les deux blocus des étudiants se sont déroulés sous le regard attentif de policiers de la Sûreté du Québec (SQ) qui ont été déployés près du collège mais aucun incident significatif n'a été à déplorer. Mercredi, le premier ministre Jean Charest a sommé le mouvement étudiant de ne pas empêcher le retour en classe. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a quant à elle demandé aux directions des cégeps et des universités d'offrir leurs cours, que les étudiants y assistent ou non. Cette position de la ministre Beauchamp a irrité un important groupe de professeurs.

Vos réactions

- Michel Simard – Abonné, 13 avril 2012 12 h 23
Le point de non-retour
La grève étudiante met en relief que 2012 sera l'année charnière où les démocraties québécoise et canadienne pourraient basculer dans le népotisme.
L'administration libérale-conservatrice de Jean Charest s'emmure dans une attitude de confrontation et de contrôle policier. Les tenants libéraux-conservateurs du Quebec Liberal Party partisans de la restriction de l'accès aux études universitaires pour les seuls nantis, s'appuient sur le seul argument de l'autorité et le déni de la représentativité de la société civile.
L'administration réformiste-conservatrice de Stephen Harper s'apprête à détruire le fichier du registre des armes, faisant fi des ordonnances de la Cour, également en confrontation avec la société civile et les administrations provinciales.
Ces attitudes fermées, mesquines et anti-démocratiques s'intensifient depuis 3 ou 4 ans. Il est temps que les citoyens disent non à l'affaiblissement de la démocratie. 2012 pourrait passer pour l'année où la démocratie est devenue un mot abstrait sans réalité, dans ces contrées du nord.
- Fernand Lavigne – Inscrit, 13 avril 2012 21 h 29

Le problème M. Simard c'est que l'on abuse par l'instrumentalisation du principe de la démocratie pour arriver à ses fins. Au nom de la démocratie, on se donne tous les droits. Ou par la démocratie l'on se justifie des droits. La fin justifie, les moyens dit, l'adage. Les libertés abusives, au-delà de la manifestation civilisée, que s'accordent présentement les étudiants sont une suite logique des abus du passé. Nos gouvernements au Québec ont beaucoup trop souvent cédé devant la grogne populaire. D'ailleurs en politique, et c'est bien connu, on cède à un petit groupe afin de gagner quelques votes, pendant que l'on fait payer tout le monde.
D'une part, il faudra s'y faire, compte tenu du niveau d'endettement, les gouvernements devront cesser ce manège, d'autre part le public sera forcé de cesser de jouer à l'autruche par le cliché populaire « qu'on a qu'à faire....., toute la gamme de solutions miracles. »
Fernand Lavigne
Mazzade – Abonné, 13 avril 2012 13 h 45
ministre ministre
La ministre doit agir! C'est un mouvement à l'échelle de la société. Tout le monde s'alerte, mais peut-être quelle aime cette situation, croyez-vous que ce gouvernement n'a pas peur qu'on se remette à parler de corruption dans les médias? Les Cégeps ne

peuvent négocier avec les étudiants, ce n'est pas leur rôle.
Cette crise, qui est de très haute importance, en cache une autre...
• Pierre Germain – Inscrit, 13 avril 2012 14 h 25
Trop tard pour reculer
Si les étudiants reculent maintenant, ils vont tout, mais absolument tout perdre ce pourquoi il se battent depuis deux mois. Il n'est plus temps de reculer, c'est maintenant plus que jamais que leurs actions ont un impact.
• Pierre Germain – Inscrit, 13 avril 2012 14 h 27
Une once d'honneur?
Si Line Beauchamp avait une once d'honneur, elle démissionnerait tout de suite de son poste de ministre de l'Éducation.
• Jean-François Du Cresson de la Rochandière – Inscrit, 13 avril 2012 18 h 20
Elle ne démissionnera pas car elle est bien consciente que "ce n'est pas la rue qui gouverne"
• Ti-coq – Inscrit, 13 avril 2012 17 h 52
Édu.....
C'est un débat politisé, les étudiants servent de cobayes pour implanter une base politique.
Le pire, personne n'est gagnant, donc il y a des fanatiques pour pousser, quitte à payer avec l'argent de travailleurs.... encore une fois. En passant ce sont ceux que vous écœurez chaque jours..... !!!!!

CYBERPRESSE: Des professeurs réclament la démission de Line Beauchamp - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 13h48 | Mis à jour le samedi 14 avril 2012 à 09h20



Photo : Jacques Boissinot, La Presse Canadienne
Les enseignants, dont les représentants tenaient vendredi une conférence de presse au Collège Ahuntsic, à Montréal, reprochent surtout à la ministre Line Beauchamp de leur avoir transféré la responsabilité de mettre fin au conflit, en refusant le dialogue avec les étudiants et en exigeant la reprise des cours.

Pascale Breton, La Presse

(Montréal) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a plus la légitimité pour résoudre la crise avec les étudiants, affirment un millier de professeurs, signataires d'une pétition réclamant sa démission.

Les professeurs se trouvent coincés entre le respect de leur contrat de travail - qui les oblige à donner les cours - et le respect de la démocratie étudiante.

«Entre les deux, la ministre vient de transférer sur nos épaules un poids immense, le poids de décider si on traverse ou non les piquets de

grève», dénonce Sébastien Paquin-Charbonneau, professeur en sciences politiques au Collège Ahuntsic, l'un des porte-parole du groupe.

Jusqu'à présent, la ministre de l'Éducation a misé sur la judiciarisation du conflit et l'essoufflement du mouvement. Dans le contexte actuel, le climat n'est pas propice à l'enseignement, souligne pour sa part Lilian Wolfesberger, professeur en sciences politiques au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.

«On est arrivé à un point de rupture avec Mme Beauchamp, et simplement changer de personne va permettre d'ouvrir un dialogue», croit-il.

Les professeurs affirment que la position de la ministre crée un climat tendu et potentiellement dangereux, car il accroît les risques de dérapage.

Appel pour un retour en classe

Presque au même moment, la Fédération des cégeps a pour sa part lancé un appel pressant aux cégépiens afin qu'ils rentrent en classe. C'est la seule issue possible pour sauver le trimestre et assurer la qualité de la formation, affirme le président et directeur général de la Fédération, Jean Beauchesne.

«Nous ne demandons pas aux étudiants d'abandonner leurs revendications, nous leur demandons de revenir en classe», a-t-il déclaré.

Les mises en demeure et les injonctions pour forcer la reprise des cours sont un phénomène croissant, a aussi reconnu le PDG, qui reçoit beaucoup de demandes en ce sens chaque jour. Encore vendredi, une étudiante du cégep de Rosemont a obtenu une injonction pour la reprise de ses cours, elle qui veut s'inscrire en médecine.

Le cégep de Valleyfield a tenté de forcer les élèves à rentrer en classe bien qu'ils aient voté en majorité pour la grève. Cette décision qui a suscité une telle contestation que les cours ont finalement été annulés jeudi et vendredi. La direction du cégep Saint-Jean-sur-Richelieu a également annoncé vendredi la reprise des cours dès lundi prochain, malgré que les élèves aient voté en faveur de la grève.

La moitié des cégépiens sont toujours en grève, ce qui rend la situation de plus en plus difficile. Les cégeps travaillent à des calendriers de rattrapage, les soirs et le samedi, pour sauver le trimestre, ont expliqué cinq directeurs généraux, vendredi.

Dans certains cas, le trimestre pourrait se prolonger jusqu'à la fin juin. Des cours pourraient aussi être repris en août, quitte à repousser le trimestre d'automne.

Au cégep Saint-Laurent, où les élèves ont voté pour la grève en forte majorité, la direction veut rencontrer l'association étudiante pour la convaincre de reprendre le vote. «Nous allons mettre un accent particulier sur notre situation critique», a indiqué le directeur général, Paul-Émile Bourque.

Malgré les allusions du premier ministre Jean Charest et de la ministre Line Beauchamp quant à l'intimidation dont feraient l'objet les étudiants opposés à la grève, cela ne semble pas être le cas sur le terrain, a souligné le PDG de la Fédération des cégeps.

«On n'a pas de votes qui auraient été différents ou qui auraient été biaisés par des actes qui sont relativement isolés.»

Cet appel à la reprise des cours a toutefois suscité le mécontentement des étudiants, notamment de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: La Fédération des cégeps plaide pour le retour en classe - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 12H06 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 15H14



Photo Agence QMI / Archives
Jean Beauchesne, président directeur général de la Fédération des CEGEPS

Agence QMI

MONTRÉAL - Estimant que le débat sur la hausse des frais de scolarité est dans une impasse, la Fédération des cégeps demande aux étudiants de revenir en classe. Cette démarche est décriée par les étudiants qui veulent le maintien de la grève.

Dans un communiqué publié vendredi, la Fédération se désole que les étudiants et le gouvernement n'aient pas trouvé de terrain d'entente. Sans prendre position sur le conflit, elle affirme qu'il faut permettre aux 85 000 étudiants privés de cours en raison «du boycott» qui perdurent depuis plus de cinq semaines dans 22 cégeps de retourner en classe s'ils le désirent.

«Nous ne voulons pas statuer sur le débat, nous voulons sauver la session. Et il est grand temps que les cours reprennent», a dit le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne.

Selon le directeur, il y a des limites à ce qui peut être enseigné dans un temps restreint, à un rythme accéléré. Le temps est venu de tout mettre en œuvre pour réaménager la session afin de la sauver.

«Comme éducateurs, il est de notre responsabilité de permettre aux étudiants de ne pas perdre leur session et de ne pas décrocher. Il nous incombe également de fournir aux finissants les moyens d'obtenir leur diplôme afin qu'ils puissent poursuivre leurs études à l'université ou intégrer le marché du travail», a indiqué M. Beauchesne.

Les grévistes désapprouvent

La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a dénoncé vendredi la démarche de la Fédération des cégeps, affirmant qu'elle s'ajoute aux mesures qui sont mises en place de part et d'autre pour brimer le droit de grève des étudiants.

«Si la Fédération des cégeps a vraiment à cœur les sessions collégiales, ce n'est pas sur les étudiantes et étudiants qu'elle doit mettre de la pression, mais sur le gouvernement. C'est lui qui, en refusant de négocier, plonge les campus dans un climat de confrontation», a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. Les cégeps étudient les différentes options La Fédération des cégeps explique que dans les prochains jours, chaque établissement touché par les moyens de pression établira son plan d'action pour que les étudiants puissent réintégrer leurs cours.

«Il nous manque onze semaines de cours à donner, nous désirons que ça se passe dans une période de neuf semaines pour qu'à la Saint-Jean-Baptiste, la formation soit complétée», a expliqué Paul-Émile Bourque, directeur du Cégep de Saint-Laurent.

Réginald Lavertu, directeur du Collège Maisonneuve, présente un autre scénario : «On poursuit

la session actuelle une partie du printemps, on a ensuite des vacances de deux mois et on reprend au mois d'août avant le début de la session d'automne.»

La Fédération des cégeps ajoute qu'elle ne veut pas avoir à s'impliquer dans les injonctions et souhaite que les parents d'élèves ou les élèves eux-mêmes fassent les démarches.

Jean Beauchesne, président de la Fédération des cégeps, explique que les conditions doivent être sécuritaires pour les étudiants et le personnel. «C'est toujours ce qu'on fait depuis le début du boycottage. La plupart des collèges suspendent les cours chaque jour après avoir évalué que les conditions n'étaient pas favorables.»

La Fédération des cégeps est le regroupement volontaire des 48 collèges publics du Québec.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

• thisisjustwhatiwanttosau

Ce n'est pas rendre service aux étudiants de toujours les accommoder. Ce n'est pas ça qui se passe dans la vraie vie et dans le monde compétitif du travail. Il faut savoir s'assumer et se responsabiliser de ses actions. Commencez donc par regarder le registre des présences et aviser ceux qui ont trop manqué de cours qu'ils auront une mention "abandon" à leur bulletin. J'espère que le ministère de l'éducation jettera un oeil sur vos liste de présences pour s'assurer qu'il n'y a pas eu falsification de documents.

Montrer 1 commentaire (Québec)

• polivon

Dite à la ministre de sortir de sa tour d'ivoire et arrêtez elle JAMES CHAREST de faire du capital politique sur le dos des étudiants déjà 100 millions de dépenser de l'argent des contribuables il s'en fou 30% de plus sur la dette depuis 2003 dehors la collusion regarder RADIO CANADA ENQUETE

CYBERPRESSE: Les cégeps imploront les étudiants de rentrer en classe - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 11h36 | Mis à jour à 12h25



Photo archives La Presse
Le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, a indiqué qu'il recevait tous les jours des mises en demeure ou des courriels de la part de parents, d'étudiants qui veulent que les cours reprennent.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal
À leur tour, des cégeps touchés par la grève étudiante ont dévoilé vendredi leur scénario de prolongation de la session, souvent les soirs, les fins de semaine, plus tard ce printemps. Mais ces scénarios moins pénibles ne seront possibles que si les étudiants reviennent bientôt en classe, ont-ils prévenu.

Vendredi, 85 000 étudiants de 22 cégeps du Québec étaient toujours privés de cours, certains depuis 30 ou 32 jours.

La Fédération des cégeps du Québec a réuni cinq directeurs de cégeps, vendredi, pour lancer cet ultime appel aux étudiants. Portez votre débat

politique et social sur une autre scène et revenez suivre vos cours en attendant, ont-ils clamé.

Les cégeps ont rappelé qu'ils n'ont guère le choix: en vertu de la loi, ils doivent dispenser leurs cours. Ils n'écartent donc pas la possibilité de prendre les moyens qu'il faudra pour assurer le libre accès aux collèges touchés, avec les tensions qui risquent de s'ensuivre.

«L'alternative immédiate, ce sont des injonctions demandées par des étudiants et des parents, a dit le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. Ce n'est pas une alternative qu'on souhaite, d'où l'appel pressant aux étudiants ce matin. En bout de piste, on prendra nos responsabilités. Nous, on n'est pas exempté des obligations du Régime d'études collégiales, on doit respecter ces obligations-là.»

Interrogé à savoir si les cégeps allaient dispenser leurs cours si le boycott étudiant se maintient au-delà de la date butoir fixée dans chaque cégep, M. Beauchesne a ouvert la porte à cette éventualité. «Si le boycott se maintenait, dans le coffre à outils des collèges, (on a) tous les moyens à la disposition pour qu'on reparte les cours. Ça fait partie des possibilités pour les collèges, effectivement.»

Dans certains cas, comme au Collège de Valleyfield, cela a causé des escarmouches entre étudiants favorables et opposés au boycott des cours.

M. Beauchesne, a indiqué qu'il recevait tous les jours des mises en demeure ou des courriels de la part de parents, d'étudiants qui veulent que les cours reprennent. Certains étudiants ont recours à des requêtes en injonction devant les tribunaux. Les cégeps se disent pris entre l'arbre et l'écorce et veulent sauver la session.

«Pour l'ensemble des 22 collèges où il y a une période de boycott, c'est à peu près généralisé: les mises en demeure, les courriels, les demandes de parents. Même à la Fédération des cégeps, j'en reçois à tous les jours des dizaines. Effectivement, c'est un phénomène qui prend de l'ampleur actuellement», a commenté M. Beauchesne.

Encore vendredi, à Valleyfield, les quelque dizaines d'étudiants qui protestaient contre la hausse des droits de scolarité sont parvenus à y faire annuler les cours pour une deuxième journée de suite.

La direction du collège avait annoncé, cette semaine, que l'enseignement reprendrait malgré le boycott des cours décrété par des étudiants. Jeudi et vendredi, des piquets ont été dressés autour de l'immeuble et les professeurs n'ont pas voulu les franchir.

Pour éviter des affrontements, la direction a de nouveau choisi d'annuler les cours vendredi.

Aucun incident significatif n'a toutefois été rapporté.





Photo Olivier Pontbriand, La Presse
Jean Charest

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Sao Paulo, Brésil

Le premier ministre Jean Charest a déclaré hier que les cégeps et universités doivent tenir compte de plusieurs critères, dont la sécurité, avant de forcer le retour en classe.

M. Charest a nié qu'il nuancerait ainsi la position exprimée mercredi par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Mme Beauchamp a rappelé aux institutions que la loi les oblige à donner leurs cours. La ministre les a enjointes à prendre tous les moyens pour que les cours puissent être offerts.

Le Collège de Valleyfield, où les étudiants ont voté pour le boycott des cours, a dû renoncer à forcer un retour en classe, hier. Des échauffourées entre étudiants pour et contre le mouvement de grève ont obligé l'institution à annuler ses cours pour la journée.

En marge d'une mission au Brésil, M. Charest a affirmé que les institutions doivent prendre en compte plusieurs critères avant d'ordonner la reprise des cours malgré un vote d'étudiants favorable au débrayage.

Lors d'un point de presse, le premier ministre n'a cependant nommé que deux critères, soit la sécurité et la gestion de l'établissement.

«Nous laissons à chaque institution le soin de prendre les décisions qu'elles doivent prendre en fonction de plusieurs critères qui incluent la sécurité, qui incluent également la gestion de son établissement», a-t-il dit.

«On ne veut pas faire du cas par cas, mais nous donnons une direction générale en termes de ce que nous attendons.»

M. Charest a soutenu que Mme Beauchamp avait elle aussi énoncé ces critères mercredi. «Ce n'est pas plus nuancé, c'est la même chose», a-t-il dit.

Depuis neuf semaines, le gouvernement est aux prises avec un mouvement de grèves étudiantes en réaction à l'annonce d'une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

M. Charest a affirmé que, même dans les cas où le boycott des cours a reçu un appui majoritaire des étudiants, ceux qui souhaitent reprendre leurs classes doivent pouvoir le faire, sans être l'objet d'intimidation.

«Ils ont, ces Québécois, le droit de recevoir leurs cours et nous demandons que ce droit soit respecté», a-t-il dit.

Mercredi, le premier ministre avait affirmé qu'après le débat sur l'intimidation dans la construction, il ne souhaitait pas avoir à refaire un

exercice semblable à cause du mouvement étudiant.

M. Charest a cependant précisé hier qu'il ne fallait pas établir de parallèle entre l'intimidation d'étudiants et celle qui a été constatée sur les chantiers de construction.

«Prétendre ça, ce serait à mon avis dévier de la vraie question que j'ai soulevée hier, a-t-il dit. La question est la suivante: est-ce que oui ou non au Québec on doit faire des débats dans le respect et dans une volonté démocratique de respecter le choix des gens.»

M. Charest ne s'est pas montré ébranlé par un sondage Léger Marketing, commandé par une association étudiante, démontrant que 47 pour cent des Québécois sont insatisfaits de la gestion de Mme Beauchamp dans le dossier des grèves étudiantes, contre 31 pour cent qui en sont satisfaits.

L'étude, commandée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), indique aussi que 65 pour cent des 510 répondants croient que le gouvernement devrait négocier une sortie de crise avec les étudiants. «Ça ne vous surprendra pas de m'entendre dire qu'on ne fait pas ça à partir de sondages, surtout une affaire qui est débattue au Québec depuis 20 ans», a dit M. Charest.

JOURNALDEMONTRÉAL: Collège de Valleyfield: Les cours de nouveau annulés - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 7H24 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 7H30



Photo Agence QMI

Agence QMI

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD - La direction du Collège de Valleyfield a de nouveau dû lever les cours, vendredi matin, en raison de la présence de manifestants autour de l'établissement d'enseignement.

Des dizaines d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité étaient présents autour du Collège et en bloquaient les accès. Certains auraient passé la nuit sur place.

De nombreux policiers de la Sûreté du Québec étaient quant à eux postés devant l'institution.

Des manifestants portant le carré vert et qui désirent le retour en classe étaient aussi présents dans le secteur. Ils ont entre autres entrepris une marche autour du Collège, surveillés de près par les manifestants opposés à la hausse.

Le site internet du Collège a rapidement confirmé que les cours étaient annulés pour une deuxième journée consécutive.

« On n'est pas à une journée près »

Vendredi matin, le directeur général du Collège, Guy Laperrière, a indiqué que la priorité était toujours d'éviter une intervention policière.

« Qu'il y ait peu ou moins de manifestants, nous on a comme consigne ce matin de ne pas faire intervenir les forces policières pour faire ouvrir le Collège, a-t-il affirmé. On va plutôt essayer d'avoir un dialogue avec les étudiants parce qu'il faut mettre fin à ce mouvement-là, car nos étudiants risquent de perdre leur session. »

Pas de cours jeudi

Rappelons que plus de 500 étudiants de diverses régions ont convergé jeudi au Collège en réaction à la décision controversée de la direction de reprendre les cours, malgré la grève votée par les étudiants.

Le Collège n'a eu d'autres choix que de lever les cours afin d'éviter des débordements.

Le rassemblement de jeudi était une initiative de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV) et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Les organisateurs affirmaient agir en réaction à « la décision unilatérale de la direction de briser le mandat de grève adopté démocratiquement ».





Afficher 11 commentaires (Montréal)

- myriam77Top 10
AS-TON DES POLICIERS AU QUÉBEC?
parce que si cela est bon pour les étudiants, cela va être bon pour tout le monde. Est-ce que les étudiants ont tous les droits? Comme les indiens? On est toute une société de flanc mou. Mais que quelques travailleurs bloquent l'accès à une compagnie, pas pareil: le poivre de cayenne au camiob, les PR-24 et on frappe sur tout ce qui bouge.
- nigo_23
"le poivre de cayenne au camiob, les PR-24 et on frappe sur tout ce qui bouge." Ce que tu décris est justement la situation vécue par les étudiants depuis le début de la grève. Si tu penses vraiment que les étudiants sont épargnés par la police, révise tes sources, ou bien réfléchis ... Ces étudiants étaient présent pour faire un blocus pacifique pour manifester contre la décision anti-démocratique et irresponsable de la direction du CÉGEP de Valleyfield. Alors arrête avec tes histoires d'étudiants gâtés, ils ont reçus bien plus de coups de matraques que peuvent en avoir reçu tout autre groupe de travailleurs, qui eux sont épargnés par la police puisqu'ils ont la sympathie de la population.



- Mathieu
Jean Charest a été élu démocratiquement, ça n'empêche pas la CLASSE de vouloir contrer la volonté des Québécois. Si vous avez un problème vis-à-vis de la légitimité de J. Charest, allez voter à la prochaine élection. Laissez les étudiants étudier en paix, arrêtez vos méfaits, arrêtez les voies-de-faits, arrêtez l'intimidation, arrêtez les menaces, bref ar-

- tez de vous comporter en parfait petit criminel et pognez votre trou.
- Marianne Bissonnette
Tout d'abord, la CLASSE n'est pas l'unique militante. La FECQ, la FEUQ, la FAECUM... ça ne vous dit rien? «Pogner son trou», c'est une attitude de mouton. Sans devenir un criminel, puisque vous semblez percevoir les étudiants ainsi, on peut tenter de faire bouger les choses. Simple rappel: Maurice Duplessis avait également été élu, ce qui ne l'a pas empêché de plonger le Québec dans une phase de noirceur régressive. Le droit de vote des femmes ne s'est pas non plus acquis en allant ramasser des déchets sur le Mont-Royal. Dernière chose... aller voter aux élections... je suis certaine qu'ils le voudraient bien, simplement une bonne partie d'entre eux n'a pas l'âge et le reste est contrebalancé par une société vieillissante qui semble avoir oublié que l'on vit dans une société...
- Mathieu
Raisonnement intéressant, vous condamnez les soit-disants actions "anti-démocratique" de la classe dirigeante envers vous pour une cause qu'ils considèrent légitime, mais agissez de manière anti-démocratique envers la classe dirigeante (et le peuple), pour une cause que vous croyez légitime...
ps: je suis pas un mouton, je sais juste reconnaître quand une bataille est perdue, sans pour autant me déclarer vaincu. Je vous conseillerais de lire Germinal, de Emile Zola, au lieu de tout casser, ça vous permettrait de remettre les choses en perspective.
- goldikocks
Marianne, il faut choisir ses combats malheureusement tu as perdu le tien. La bataille devait être faite l'an passé lors du budget de 2011 mais il y a une erreur des mouvements des étudiants. Depuis la grande manifestation le mouvement des étudiants descend. Mauvaise stratégie; attaque sur le parti libérale; mandat trop large du mouvement; appui de Pauline Marois; vandalisme, non respect des tribunaux, intimidation etc... Tu as perdu l'appui de la population
Rendez-vous prochain sondage!

- Natou46
Pis d'après toi, pourquoi tu pense que les étudiants non pas la sympathie de la population??? Parce qu'on est pas mal écœuré de les entendre chialer pour la hausse des frais de solidarité. Hâte de voir ça cette belle gang de braillard quand ils vont faire face à de VRAIS responsabilités (travaillé, famille, ect.) ils vont ben capoter avec toute les taxes et impôt à payer....ils ont pas fini de manifester!!
- goldikocks
Il a été démontré que l'étudiant qui a été blessé à l'oeil il y a quelques semaines l'a été par un objet autre que celui des policiers. Tu parles de décisions anti-démocratiques mais tu oublies que les votes ne sont pas effectués selon les normes d'un bon vote démocratique. Quand les étudiants rentrent dans un immeuble privé et que les policiers te demandent de quitter les lieux que tu ne le fais pas. Tu peux t'attendre à recevoir des coups. Il y a 2 semaines des travailleurs d'Aveos ont reçu des coups et du poivre de cayenne et leur cause a beaucoup de mérite car ils perdent leurs emplois.
- nigo_23
Il a été "démontré"... ce n'est pas un reportage ou deux du divertissant Claude Poirier qui va me convaincre! Mais peu importe, ce n'est qu'un événement parmi tant d'autres... Il ne faut pas oublier que mon message n'avait pour but que d'instruire myriam77 et lui faire comprendre que les étudiants ne reçoivent aucune faveur des policiers!
Et pour les travailleurs d'Aveos, c'est en effet une cause qui a du mérite... tout comme celle étudiante puisque si elle ne l'était pas, il n'y aurait certainement pas + ou - 40% des québécois qui l'appuieraient
- goldikocks
Mais quand tu demandes aux 40 % si c'étaient eux qui devraient payer l'appui est plus bas.
- 129enazTop 50 Réduire
Cou donc, Marc Laviolette conduit-il un des autobus jaunes qui amènent les cagoulés à Valleyfield il est toujours là?

LA **TRIBUNE**: Les étudiants de l'UQTR proposent une solution - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 07h15



Photo: Sylvain Mayer

Une trentaine d'étudiants ont fait une marche au centre-ville de Trois-Rivières et une période d'étude silencieuse devant les bureaux de la députée Danielle St-Amand.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) L'Association générale des étudiants de l'UQTR a confié une mission à la députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand, hier. Elle lui demande de déposer à ses collègues ministres un document dans lequel se trouve une solution qui permettrait de dénouer l'impasse au sujet de la hausse des droits de scolarité. C'est du moins ce que croit fermement l'exécutif de l'association.

Il s'agit en fait de la même solution mise de l'avant par les étudiants de l'Université Laval, c'est-à-dire de bonifier le Fonds des services de santé pour y ajouter l'éducation post-secondaire.

Selon le président de l'AGÉ UQTR, Hugo Mailhot-Couture, «on parle d'une infime partie de la masse salariale des entreprises versant plus de 1 million \$ en masse salariale.» Cela représente, dit-il, un «pourcentage de beaucoup inférieur à la dernière hausse du salaire minimum qui pourrait générer beaucoup plus d'argent pour les universités que le ferait la hausse des droits de scolarité», a plaidé le président de l'AGÉ UQTR qui s'est entretenu en privé, en compagnie de deux de ses collègues, avec la députée en après-midi, hier.

Mme St-Amand s'est engagée à déposer le document auprès de ses collègues ministres. Elle a qualifié cette piste de solution de «fort intéressante» et de «fort constructive.»

«Est-ce que c'est la solution?», se questionne-t-elle toutefois en rappelant que «nous, au gouvernement, on maintient toujours qu'il faut hausser les droits de scolarité.»

«Mais il y a quand même un travail qui a été fait par les étudiants et des économistes, il faut le dire, qui mérite d'être examiné», a-t-elle déclaré en marge de la rencontre.

«Pour ma part, je crois toujours qu'il faut absolument faire cette hausse-là. On veut maintenir la qualité de notre éducation post-secondaire, universitaire et pour ça, évidemment, il faut des sous», plaide-t-elle en rappelant qu'avec les crédits d'impôt, la hausse est de 230 \$ par année et non 365 \$.

Le président de l'AGÉ UQTR reconnaît qu'une députée ne peut prendre la décision à elle seule. «C'est d'ailleurs dans cette optique-là que je réitère la demande à Mme Beauchamp de rencontrer les représentants des associations étudiantes parce qu'à mon sens, le dialogue est la seule manière de dénouer l'impasse dans laquelle on se trouve en ce moment», estime Hugo Mailhot-Couture.

Même s'il appert que Mme St-Amand et son gouvernement ont des objectifs qui semblent toujours irréconciliables avec ceux des étudiants, la députée a tenu à préciser que la volonté, tant du côté du gouvernement que de celui des étudiants est le retour en classe «et que cette impasse soit dénouée», dit-elle. «C'est dans ce sens-là qu'on a fait cette rencontre cet après-midi (hier)», dit-elle.

Quelques heures avant la réunion en question, une trentaine d'étudiants de l'UQTR ont tenu une nouvelle manifestation pilotée cette fois par l'Association des étudiants au doctorat en psychologie.

Ces derniers sont partis à pied de la bibliothèque de l'UQTR pour se rendre dans le plus grand silence devant les bureaux de la députée St-Amand, rue Royale, où ils ont tenu une période d'étude d'environ 20 minutes assis sur le sol. Escortés par deux voitures de patrouille de la Sécurité publique de Trois-Rivières, les manifestants silencieux ont ensuite emprunté les rues Des Forges, Notre-Dame et Bonaventure pour terminer leur manifestation au parc Champlain où, là encore, ils ont étudié en silence. Nombreux ont été les piétons qui leur ont envoyé la main tout au long du parcours.

La responsable de cette nouvelle manifestation, Arianne Hémond-Provencher, explique qu'il s'agissait d'une action symbolique et pacifique. «On voulait prouver que les étudiants, ça ne leur plaît pas nécessairement d'être en grève. Ce n'est pas qu'ils ne veulent pas étudier, ce n'est pas qu'ils ne veulent pas s'éduquer, au contraire. Malheureusement, c'est le seul moyen qui nous reste contre le gouvernement qui fait la sourde oreille», dit-elle.

UQTR: 10 associations et 1836 étudiants en grève

Études québécoises, 43 membres
Philosophie, 60 membres
Pratique Sage-Femme, 84 membres
Doctorat en psychologie, 273 membres
Psychologie, 491 membres
Psychoéducation, 468 membres
Géographie, 48 membres
Arts, 159 membres
Histoire, 78 membres
Biologie-Écologie, 132 membres

CYBERPRESSE: Les cours sont de nouveau annulés au Collège de Valleyfield - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 06h47 | Mis à jour le vendredi 13 avril 2012 à 09h28



PHOTO VALERIAN MAZATAUD, COLLABORATION SPÉCIALE

Les étudiants sont de retour ce matin au Collège de Valleyfield.

David Santerre, La Presse

(Salaberry-de-Valleyfield) Pour la deuxième journée consécutive, les étudiants contre la hausse des droits de scolarité ont forcé le Collège de Valleyfield à lever, en ce vendredi matin, les cours dont elle avait décrété la reprise pour jeudi.

Guy Laperrière, directeur de ce cégep qui a été le premier à voter pour la grève, avait annoncé plus tôt cette semaine que les cours devaient reprendre même si la grève a été approuvée par la majorité d'étudiants lors de votes secrets. Seul le premier vote a été fait à main levée, et la grève ne l'a emporté que par 12 voix de majorité.

Jeudi, près d'un millier d'étudiants, locaux et d'ailleurs, appuyés par des professeurs et des syndicalistes, avaient obtenu la levée des cours. Mais ils souhaitaient la levée jusqu'à lundi, jour de la prochaine assemblée générale, où la reconduction de la grève sera débattue. Ils accusent leur directeur de ne pas respecter la démocratie.

Ce matin, ils étaient moins nombreux - environ 400 -, mais toujours appuyés par des professeurs, des syndicalistes et des étudiants d'autres régions.

Un groupe de grévistes du cégep de Mont-Laurier, dans les Hautes-Laurentides, a même fait des heures de route la nuit dernière pour être sur place à l'aube. Des membres de la direction aussi sont arrivés très tôt, avant la majorité des manifestants. Ils sont entrés sous les protestations des étudiants qui étaient déjà présents.

Une centaine d'élèves favorables à la hausse des droits de scolarité, arborant le carré vert, étaient aussi sur place, en retrait.

«Nous avons une entente avec les rouges aujourd'hui, a expliqué l'une d'entre eux. Nous ne franchirons pas les piquets de grève. S'ils ne bougent pas, on ne forcera pas pour entrer. Et eux, en contrepartie, ne nous insulteront pas, ne nous traiteront pas de scabs.»

Les verts déplorent qu'il n'y ait que quelques dizaines d'élèves du cégep de Valleyfield parmi les rouges qui en bloquent l'entrée. Des élèves du

secondaire, qui sont en congé aujourd'hui dans la région, des profs et autres syndicalistes grossissent leurs rangs. Avant de décréter la levée des cours, la direction du cégep a tenté de négocier avec les élèves. «Ils voulaient qu'on s'engage à tenir le vote par omnivox (le système intranet de l'école) lundi pour lever les cours. On ne peut négocier ça

aujourd'hui, car le mode de vote ne peut que se décider en assemblée générale. On ne peut, en petit groupe aujourd'hui, décider pour tout le monde. L'assemblée est souveraine», a expliqué le président de l'association étudiante locale, Justin Arcand. Peu de temps après, la levée des cours a été décrétée. L'assemblée générale est prévue lundi à 8h.

TVA NOUVELLES: Collège de Valleyfield: Les cours de nouveau annulés - Première publication vendredi 13 avril 2012 à 05h37 - Mise à jour : vendredi 13 avril 2012 à 08h52

VIDEO: TVA Nouvelles



(Photo: Maxime Landry, TVA Nouvelles)

[Voyez les images captées par l'hélicoptère TVA Nouvelles ce vendredi matin](#)

La direction du Collège de Valleyfield tentait de nouveau d'ouvrir les portes de l'institution ce vendredi, au lendemain de la première tentative qui s'est soldée par l'annulation des cours. Or, le Collège a de nouveau dû lever ceux-ci.

Encore des manifestants

Ce matin, le blocus de l'édifice s'est poursuivi. Des dizaines de manifestants étudiants étaient présents autour du Collège et en bloquaient les accès. Certains auraient passé la nuit sur place. Des policiers de la Sûreté du Québec étaient quant à eux postés devant l'institution, en plus grand nombre qu'hier.

Par ailleurs, des manifestants portant le carré vert et qui désirent le retour en classe étaient aussi présents dans le secteur. Ils ont entre autres entrepris une marche autour du Collège, surveillés de près par les manifestants au carré rouge.

«On n'est pas à une journée près»

En entrevue sur les ondes de LCN ce matin, le directeur général Guy Laperrière a indiqué que la priorité était toujours d'éviter une intervention policière.

«Qu'il y ait peu ou moins de manifestants, nous on a comme consigne ce matin de ne pas faire intervenir les forces policières pour faire ouvrir le Collège», a-t-il affirmé.

«On va plutôt essayer d'avoir un dialogue avec les étudiants parce qu'il faut mettre fin à ce mouvement là, car nos étudiants risquent de perdre leur session.»

«On n'est pas à une journée près», a-t-il ajouté.

Le site Internet du Collège a finalement confirmé que les cours ont été annulés pour une deuxième journée de suite.

Pas de cours jeudi

Rappelons que plus de 500 étudiants de diverses régions ont convergé jeudi au Collège en réaction à la décision controversée de la direction de reprendre les cours, malgré la grève votée par les étudiants.

Le Collège n'a eu d'autre choix que de lever les cours afin d'éviter des débordements.

Le rassemblement d'hier s'est fait à l'appel de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV) et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Les organisateurs affirmaient agir en réaction à «la décision unilatérale de la direction de briser le mandat de grève adopté démocratiquement».



(Photo: Maxime Landry, TVA Nouvelles)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: L'argent des profs dans le béton - Publié le: vendredi 13 avril 2012, 24H42 | Mise à jour: vendredi 13 avril 2012, 24H45



Photo d'archives

Régys Caron
Québec a tellement sous-estimé l'accroissement des clientèles étudiantes dans les universités depuis dix ans que des centaines de millions de dollars normalement destinés à l'embauche de professeurs sont allés dans le béton.

L'accroissement de l'effectif étudiant à temps complet a été spectaculaire depuis 2000, passant

de 139 491 à 195 237 individus en 2011, révèle le dernier rapport de la Conférence des recteurs et principaux des universités (CREPUQ). C'est l'équivalent de la population étudiante de l'Université de Montréal multipliée par deux.

Cette croissance a déjoué les prévisions du ministère de l'Éducation qui, en 2000, prévoyait une baisse significative de la fréquentation dans les universités. « Il nous disait chaque année que ça allait baisser et c'était la raison de réduire le financement, alors qu'il savait que ça allait augmenter », expose Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'universités (FQPPU). Les estimations erronées du ministère de l'Éducation l'ont conduit à réduire les crédits voués à l'entretien et à la construction de bâtiments de même qu'à l'achat d'équipements. En dix ans, les subventions du MELS vouées aux immobilisations ont fondu de 20,7 %, tandis que les investissements des universités ont bondi de 108 %, atteignant 691 millions en 2010.

Nouveaux espaces

Contraintes d'aménager de nouveaux espaces, les universités ont dû puiser dans leurs budgets de fonctionnement, réservés notamment à la recherche et à l'enseignement, pour faire bascu-

ler des centaines de millions dans leurs fonds d'immobilisations. Plus de 2,06 milliards de dollars ont ainsi été détournés depuis dix ans des budgets de fonctionnement vers les immobilisations, estime la FQPPU.

L'accroissement de la clientèle étudiante n'en est pas l'unique cause. Les universités se livrent entre elles une concurrence féroce pour accueillir encore plus d'étudiants. Cela les amène à construire des pavillons à proximité d'autres universités. « Sherbrooke construit à Longueuil, l'Université de Montréal à Laval, l'UQO à Saint-Jérôme, l'UQR s'implante à Lévis, l'Université Laval est rendue à Montréal », signale Marie Blais, vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ).

« Dérive »

« Cette dérive (...) n'est pas sans hypothéquer lourdement la qualité globale de l'enseignement et de la recherche auxquels ces fonds sont principalement destinés (...) On peut y voir l'une des causes de l'appauvrissement de la mission académique des universités », estime la FQPPU.

LE DEVOIR: Injonctions, actions musclées et menaces de mort - Vendredi 13 avril 2012





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des étudiants favorables et défavorables à la grève ont manifesté hier devant le cégep de Valleyfield, empêchant ainsi la reprise des cours.

Lisa-Marie Gervais

Manifestement loin d'avoir atteint son comble après 60 jours de débrayage, la tension est encore montée d'un cran hier, dans le conflit opposant les étudiants et le gouvernement sur la hausse des droits de scolarité.

À bout de patience, les administrations des collèges et des universités et celle des étudiants opposés à la grève ont de plus en plus recours aux tribunaux pour mettre fin au conflit. Après l'UQAM, au tour de l'Université de Montréal d'obtenir une injonction interlocutoire provisoire jusqu'au 20 avril pour que les accès de l'établissement ne soient pas bloqués.

«C'est dommage que les administrations poursuivent avec l'argent des droits de scolarité. C'est comme si les étudiants payaient pour se faire traîner en cour! a déclaré au Devoir Stéfanie Tougas, présidente de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). On voit que les universités et les administrations ont tendance à se ranger derrière le gouvernement au lieu de défendre et de représenter ses membres.»

En vertu de cette injonction, obtenue après une négociation avec les associations étudiantes, le rectorat a dit vouloir permettre le libre accès aux salles de classe à tout étudiant qui veut assister à ses cours et a invité les enseignants à se présenter en classe pour donner leurs cours.

Le syndicat des professeurs de l'Université de Montréal, qui n'a pas été consulté ni avisé des démarches judiciaires, s'est indigné de cette directive. «Ça ne touche pas les professeurs directement mais indirectement, oui, ça touche à la tâche professorale. On trouve la démarche assez dure de la part de l'Université de Montréal, a indiqué le président, Jean Portugais. Cette façon de gérer par la force et l'imposition d'un contexte législatif va à l'encontre des valeurs de l'université.»

Des professeurs tentent actuellement de rassembler des appuis pour faire une déclaration commune afin de se dissocier de la position de la direction de l'Université de Montréal. Les étudiants ne se laisseront pas intimider, a promis Mme Tougas. «Ça va plutôt les encourager à monter le ton.» Hier, en assemblée générale, l'Association des étudiants en science politique et en études internationales de l'Université de Montréal a ajouté à son mandat de grève la réclamation de la démission du recteur, Guy Breton.

Autres recours aux tribunaux

Une injonction a également été obtenue mardi par le Conservatoire de musique de Montréal, dont les étudiants sont aussi en débrayage. Plusieurs étudiants opposés à la grève se sont également adressés aux tribunaux pour obtenir une garantie d'accès à leurs cours, notamment à l'Université du Québec en Outaouais et à l'Université Laval, où un deuxième étudiant a obtenu une injonction hier. L'audition d'une requête en injonction d'un étudiant de l'Université du Québec à Rimouski devait avoir lieu ce matin.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, déplore ces «tactiques d'intimidation via la judiciarisation». Elle reconnaît toutefois que tant du côté des étudiants anti-grève que pro-grève, les mises en demeure se multiplient. Cela contribue à faire monter la tension «plus que nécessaire», constate-t-elle. «Chaque fois on atteint un palier de tension plus élevé et chaque fois, on le dépasse. Est-ce que ça peut monter encore? Je le crains. J'espère qu'on va avoir une réponse du gouvernement du Québec autre que le retour en classe», a dit Mme Desjardins.

Du côté collégial, il est minuit moins une pour la Fédération des cégeps du Québec, qui reconnaît que le point de non-retour pour l'annulation de la session, fixé à la mi-avril, est imminent. Toutefois, la décision de recommencer ou non l'enseignement demeure délicate malgré le mot d'ordre de Québec. Accompagné de directeurs de collèges, le président-directeur général de la Fédération des cégeps devait tenir une conférence de presse ce matin pour faire le point sur sa situation critique.

Quant au collège de Valleyfield, où les étudiants sont en grève depuis le 20 février, il a dû renoncer à forcer un retour en classe, hier. Des échauffourées entre étudiants pour et contre le mouvement de grève ont obligé l'établissement à annuler ses cours pour la journée.

Menaces de mort

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, auraient été victimes de menaces de mort qui seraient liées au mouvement étudiant, selon les informations qu'a obtenues Radio-Canada hier.

Sans toutefois confirmer leur identité pour des raisons de confidentialité, la Sûreté du Québec (SQ) confirme qu'elle mène actuellement une enquête concernant trois menaces, deux à Montréal et une en Montérégie, proférées à l'endroit de «ministres du gouvernement du Québec».

Pour le moment, seul un homme de 33 ans a été arrêté par les policiers dans la nuit de mercredi à hier en lien avec l'une des menaces proférées à Montréal, celle-là sur Internet. Il a été relâché avec promesse de comparaître.

Quant à la nature des actes faisant l'objet d'une enquête, la porte-parole de la SQ Ingrid Asselin s'est contentée d'évoquer des menaces à «l'intégrité physique» des ministres, «mais pas d'agression». Selon Radio-Canada, il s'agirait à la fois de messages sur Internet et d'«objets» laissés au domicile des ministres Beauchamp et Fournier.

Ni le cabinet de la ministre de l'Éducation, ni celui du ministre de la Justice n'ont voulu faire de commentaires. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est pour sa part dissociée des événements. Son président, Léo Bureau-Blouin, croit qu'«il est temps d'apaiser les tensions» et que «le meilleur moyen de régler le conflit, c'est toujours de se réunir autour d'une table pour négocier»

Avec la collaboration de Karl Rettino-Parazzelli

Avec La Presse canadienne

Vos réactions (40)

LE DEVOIR: La sécurité avant toute chose, dit Charest – Vendredi 13 avril 2012

La Presse canadienne

Le premier ministre Jean Charest a déclaré hier que les cégeps et universités doivent tenir compte de plusieurs critères, dont la sécurité, avant de forcer le retour en classe.

M. Charest a nié qu'il nuancerait ainsi la position exprimée mercredi par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui rappelait aux établissements que la loi les oblige à donner leurs cours et qu'ils doivent prendre tous les moyens pour que les cours puissent être offerts.

«Nous laissons à chaque institution le soin de prendre les décisions qu'elles doivent prendre en fonction de plusieurs critères qui incluent la sécurité», a-t-il dit en marge d'une mission au Brésil.

Vos réactions

- Donald Bordeleau – Inscrit, 13 avril 2012 14 h 11
Monument des recteurs.
Pyramides pour recteurs.
Voici ce que l'on récolte après 10 ans de ce gouvernement.
Il ne faut pas oublier que c'est Jean-Marc Fournier qui en 2006 alors ministre de

l'éducation avait détourné des fonds destinés à l'enseignement et permis aux hauts dirigeants du réseau des universités du Québec d'obtenir des fonds de pension supplémentaires.

Le gouffre de l'îlot Voyageur va nous coutez à l'échéance près de 600 millions, encore un cadeau de Monsieur Fournier.

Les directives du gouvernement n'ont pas freiné les ardeurs des étudiants sur le terrain. À Montréal, des manifestants ont tenté de bloquer l'accès à l'Université Concordia, qui n'est pas en grève, mais ont rapidement été confrontés à des étudiants de l'institution qui avaient la ferme intention d'aller suivre leurs cours.

L'événement a donné lieu à des échanges de coups sous les yeux des policiers, qui ont mis quelques minutes avant d'intervenir. Aucune arrestation n'a été effectuée.

Les étudiants de l'Université de Sherbrooke ont également manifesté en grand nombre, certains rendant l'accès au campus difficile en matinée.

D'après La Presse canadienne

Pendant ce temps, on apprend aujourd'hui que les grandes universités du Québec sont dans le rouge et traînent de gros déficits.

Les universités Laval, Sherbrooke, du Québec (sauf Montréal), Bishop's, Concordia réussissent maintenant à équilibrer leur budget. Mais à l'inverse L'UQAM, McGill et l'Université de Montréal continue à être dans

le rouge. Donc, selon cette logique il y a des universités qui n'ont pas besoin d'argent frais pour fonctionner. Mais ou est la logique pour les autres universités.

Les universités québécoises traînent un déficit accumulé total de 453 millions et comme ceci : Université de Montréal (139 millions), Université Laval (96 millions), McGill (72 millions), UQAM (67 millions)

Ce n'est pas normal que la Ville de Longueuil ait dit oui à l'établissement de l'Université de Sherbrooke sur son territoire. Quelqu'un à la Ville de Longueuil aurait dû dire NON, c'est irresponsable et les universités de Montréal vont en subir les conséquences. Même chose au Ministère de l'Éducation.

Ou encore le nouveau campus de l'Université de Montréal à Outremont qui coutera près de 200 millions.

La clientèle universitaire est en baisse présentement. Après 2016, il faudra faire de regroupement des universités et même fermé des pavillons.

Les recteurs on souvent des rêves avec l'argent des étudiants qui sert déjà à ériger quelques pyramides universitaires.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Menaces contre les ministres Beauchamp et Fournier – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 23 h 46 HAE

Radio-Canada avec La Presse Canadienne Les policiers enquêtent sur trois dossiers de menaces contre l'intégrité physique des ministres de l'Éducation, Line Beauchamp, et de la Justice, Jean-Marc Fournier.

Un homme de 33 ans a d'ailleurs été arrêté à Montréal dans la nuit de mercredi à jeudi pour avoir proféré des menaces de mort sur Internet à l'endroit d'un ministre libéral.

L'homme a été relâché sous promesse de comparaître et à certaines conditions, confirme une porte-parole de la Sûreté du Québec (SQ), Martine Isabel.

Deux autres enquêtes sont encore en cours et concernent un homme de Montréal et une personne sur le territoire de la Montérégie.

Les menaces en question seraient liées aux grèves étudiantes, mais la SQ n'a pas voulu confirmer ce lien. Elle refuse également de confirmer l'identité des plaignants dans les dossiers d'enquête.

L'attachée de presse de la ministre Beauchamp, Héléne Sauvageau, n'a pas voulu faire des commentaires à ce sujet. Elle a précisé que la députée de Bourassa-Sauvé n'avait pas l'intention de le faire non plus.

La réaction a été la même au cabinet du ministre Fournier. « Nous ne confirmons rien [...] parce que cela fait l'objet d'une enquête policière, et dans les circonstances, on ne fera pas d'autres commentaires », a déclaré l'attaché de presse du ministre, David Couturier.

En complément



Vidéo - [Les explications de Karine Bastien](#)
[Les commentaires \(205\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Frais de gestion des universités québécoises : des chiffres et leur signification – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 20 h 32 HAE



Des étudiants en grève de l'UQO protestant contre la hausse des droits de scolarité.

Les dépenses des universités pour la gestion ont-elles augmenté de manière démesurée au cours des dernières années? Radio-Canada a examiné l'évolution de ces frais pour les grands établissements universitaires du Québec au fil des cinq dernières années.

Les étudiants du Québec qui s'élèvent contre les politiques gouvernementales en matière de droits de scolarité ont présenté [un nouvel argumentaire](#) mercredi pour justifier leur demande de gel. Les fédérations estiment que les universités devraient plutôt freiner l'augmentation de leurs dépenses, comme les salaires qu'elles paient à leurs gestionnaires. Selon les chiffres des fédérations, « couper dans le gras » permettrait de dégager sans difficulté 300 millions de dollars sur cinq ans, ce qui rendrait toute augmentation des droits de scolarité inutile.

En épluchant la masse de documents soumis chaque année par les universités au gouvernement, on constate que ces dépenses de gestion ont augmenté.

En cinq ans, la masse salariale pour la gestion à l'UQAM a augmenté de 16,2 %. À l'Université de Montréal, on parle de 28,1 %, de 36,9 % à Laval, de 37,1 % à Sherbrooke, et de 38,2 % à McGill.

Et à Concordia, ces dépenses salariales ont augmenté de 180 % en cinq ans, une donnée contestée par la direction de l'université.

Concordia explique que ce résultat provient principalement d'une nouvelle façon de comptabiliser ses dépenses dans les rapports annuels. Par exemple, à partir de 2006, Concordia a décidé d'inclure les employés de soutien au poste budgétaire de gérance, ce qui a fait passer le nombre d'employés de ce poste de 43 à 123.

Augmentation des dépenses-masse salariale-gestion sur cinq ans (2004-05 à 2009-10)

En pourcentages absolus	
Concordia	180 %
McGill	38,2 %
Sherbrooke	37,1 %
Laval	36,9 %
Montréal	28,1 %
UQAM	16,2 %

Au total, les coûts de masse salariale de gestion pour les six établissements se chiffrent à 286,8 millions de dollars pour 2009-2010.

La Fédération québécoise des professeurs d'université déplore l'augmentation des dépenses en gestion. L'étude réalisée par le syndicat va dans le même sens, et montre que les professeurs ont perdu du terrain par rapport aux gestionnaires.

Méthodologie La masse salariale de « direction » et de « gérance » tirée du fonds de fonctionnement et du fonds avec restrictions, tel qu'il est décrit dans le [Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel](#) préparé par le Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport, a été utilisée. Ces fonds regroupent l'essentiel des activités d'enseignement et de recherche des universités.

Au-delà des chiffres

Ces données seules ne révèlent pas toute la complexité qui entoure la gestion d'un grand établissement universitaire. Peut-on en conclure qu'il y a à bel et bien du gras à couper dans la gestion, comme l'avancent certains mouvements étudiants?

À ce sujet, Jean-Marie Toulouse, professeur émérite aux HEC de Montréal, estime que tirer des conclusions de ces chiffres sans analyse détaillée, y compris dans le cas de Concordia, serait une grave erreur qui a déjà été commise par le passé. « Il y a trop de chiffres. On se perd, on ne sait plus ce que les chiffres veulent dire », résume celui qui a présidé, en 2007, le comité sur la gouvernance des universités.

« Il n'y a pas de gras dans les universités, vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas. » — Jean-Marie Toulouse

Il précise que ces données dépendent d'un nombre infini de variables, mais que nulle université n'embauche d'employé ou de gestionnaire sans raison valable, « pour ne rien faire, pour lire le journal ».

M. Toulouse juge plus pertinent de mettre l'accent sur la reddition de comptes des établissements.

Fin mars, [une compilation obtenue par Radio-Canada](#) montrait que certains recteurs d'établissement québécois reçoivent plus de 500 000 \$ par année.

Rémunération et remboursement des frais des recteur/principal/directeur général des établissements universitaires en 2009-10

	Salaire de base	Autres éléments	Alloc.&frais remboursés	Total	Charges de fonctionnement (millions \$)
Université McGill	358 173,00 \$	131 379,00 \$	106 509,00 \$	596 061,00 \$	626,6 \$
Université de Montréal	364 204,00 \$	4 348,00 \$	2 385,00 \$	370 937,00 \$	610,5 \$
Université Laval	330 000,00 \$	1 751,00 \$	23 493,00 \$	355 244,00 \$	524,6 \$
Université Concordia	350 000,00 \$	815 973,00 \$	56 593,00 \$	502 666,00 \$	373,6 \$
UQAM	181 310,00 \$	2 853,00 \$	2 663,00 \$	186 826,00 \$	338,7 \$
Université Sherbrooke	276 577,00 \$	2 265,00 \$	3 857,00 \$	282 699,00 \$	319,3 \$
UQTR	170 913,00 \$	22 402,00 \$	15 475,00 \$	208 790,00 \$	120,6 \$
HEC	251 960,00 \$	55 511,00 \$	15 799,00 \$	360 270,00 \$	111,4 \$
Polytechnique	211 663,00 \$	41 489,00 \$	23 300,00 \$	278 452,00 \$	97,5 \$
UQAC	171 767,00 \$	24 485,00 \$	34 600,00 \$	230 852,00 \$	80,7 \$
École de technologie supérieure	161 418,00 \$	23 520,00 \$	9 236,00 \$	194 174,00 \$	76,5 \$
UQAR	162 225,00 \$	18 443,00 \$	19 769,00 \$	200 437,00 \$	63,8 \$
Institut national de la recherche scientifique	170 913,00 \$	3 018,00 \$	54 654,00 \$	228 585,00 \$	60,6 \$
UQO	162 225,00 \$	17 863,00 \$	12 537,00 \$	192 625,00 \$	58,9 \$
TELUQ	162 367,00 \$	15 021,00 \$	16 592,00 \$	193 980,00 \$	40,5 \$
Université Bishop	260 000,00 \$	28 128,00 \$	27 097,00 \$	315 225,00 \$	39,8 \$
UQAT	151 923,00 \$	17 182,00 \$	22 389,00 \$	191 494,00 \$	35,0 \$
Université du Québec (Siège social)	189 904,00 \$	3 091,00 \$	12 972,00 \$	205 967,00 \$	30,8 \$
ENAP	151 923,00 \$	4 932,00 \$	13 092,00 \$	169 947,00 \$	28,7 \$

Source: Rapports annuels des établissements déposés à l'Assemblée nationale en novembre 2011 par la ministre de l'Éducation

Les composantes du traitement comprennent le salaire de base, les autres éléments du traitement et les frais remboursés.
 Les principaux éléments de traitement autres que le salaire de base sont les exemptions de droit de scolarité des dépendants, la part de l'employeur à des régimes privés d'assurance imposable, l'utilisation d'un véhicule de l'université, les primes diverses, honoraires pour des cours d'appoint, les compensations de jours de vacances ou de maladie, et les allocations pour congés sabbatiques.
 Les principaux frais remboursés sont les allocations de fonction, les dépenses de voyage, congrès, réunions, les cotisations professionnelles, les activités de perfectionnement et les frais de représentation.

Rémunération de base des recteurs d'université au Canada 2005-2009

Établissement	2009		2005		Hausse %
	Rang	Salaire	Rang	Salaire	
McMaster University	1er	524 000 \$	1er	410 055 \$	27,8%
University of Waterloo	2e	485 040 \$	2e	383 000 \$	26,6%
University of Alberta	3e	479 000 \$	8e	301 000 \$	59,1%
York University	4e	478 073 \$	6e	347 347 \$	37,6%
University of Calgary	5e	442 000 \$	15e	287 000 \$	54,0%
Université de Montréal	13e	364 204 \$	20e	260 000 \$	28,6%
Université McGill	15e	358 173 \$	3e	369 250 \$	-3,0%

Source: Almanach de l'enseignement post-secondaire au Canada produit par l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

D'après un reportage de Benoît Giasson et Danny Croussette

Les commentaires (97)

CYBERPRESSE: Charest énonce des critères déterminant la reprise des cours - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 17h22 | Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 18h50



Archives La Tribune, Jessica Garneau
 En marge d'une mission au Brésil, M. Charest a affirmé que les institutions doivent prendre en compte plusieurs critères avant d'ordonner la reprise des cours malgré un vote d'étudiants favorable au débrayage.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne
 Sao Paulo, Brésil

Le premier ministre Jean Charest a déclaré jeudi que les cégeps et universités doivent tenir compte de plusieurs critères, dont la sécurité, avant de forcer le retour en classe.

M. Charest a nié qu'il nuançait ainsi la position exprimée mercredi par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Mme Beauchamp a rappelé aux institutions que la loi les oblige à donner leurs cours. La ministre les a enjointes à prendre tous les moyens pour que les cours puissent être offerts.

La Collège de Valleyfield, où les étudiants ont voté pour le boycott des cours, a dû renoncer à forcer un retour en classe, jeudi. Des échauffou-

rées entre étudiants pour et contre le mouvement de grève ont obligé l'institution à annuler ses cours pour la journée.

En marge d'une mission au Brésil, M. Charest a affirmé que les institutions doivent prendre en compte plusieurs critères avant d'ordonner la reprise des cours malgré un vote d'étudiants favorable au débrayage.

Lors d'un point de presse, le premier ministre n'a cependant nommé que deux critères, soit la sécurité et la gestion de l'établissement.

«Nous laissons à chaque institution le soin de prendre les décisions qu'elles doivent prendre en fonction de plusieurs critères qui incluent la sécurité, qui incluent également la gestion de son établissement», a-t-il dit.

«On ne veut pas faire du cas par cas, mais nous donnons une direction générale en termes de ce que nous attendons.»

M. Charest a soutenu que Mme Beauchamp avait elle aussi énoncé ces critères mercredi.

«Ce n'est pas plus nuancé, c'est la même chose», a-t-il dit.

En entrevue, Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de Mme Beauchamp, a précisé jeudi que la question de la sécurité doit être déterminée par les directions d'établissements.

«C'est au directeur général, aux autorités des établissements de décider si ça peut porter atteinte à la sécurité des gens», a-t-elle dit.

Depuis neuf semaines, le gouvernement est aux prises avec un mouvement de grèves étudiantes en réaction à l'annonce d'une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

M. Charest a affirmé que, même dans les cas où le boycott des cours a reçu un appui majoritaire

des étudiants, ceux qui souhaitent reprendre leurs classes doivent pouvoir le faire, sans être l'objet d'intimidation.

«Ils ont, ces Québécois, le droit de recevoir leurs cours et nous demandons que ce droit soit respecté», a-t-il dit.

Mercredi, le premier ministre avait affirmé qu'après le débat sur l'intimidation dans la construction, il ne souhaitait pas avoir à refaire un exercice semblable à cause du mouvement étudiant.

M. Charest a cependant précisé jeudi qu'il ne fallait pas établir de parallèle entre l'intimidation d'étudiants et celle qui a été constatée sur les chantiers de construction.

«Prétendre ça, ce serait à mon avis dévier de la vraie question que j'ai soulevée hier, a-t-il dit. La question est la suivante: est-ce que oui ou non au Québec on doit faire des débats dans le respect et dans une volonté démocratique de respecter le choix des gens.»

M. Charest ne s'est pas montré ébranlé par un sondage Léger Marketing, commandé par une association étudiante, démontrant que 47 pour cent des Québécois sont insatisfaits de la gestion de Mme Beauchamp dans le dossier des grèves étudiantes, contre 31 pour cent qui en sont satisfaits.

L'étude, commandée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), indique aussi que 65 pour cent des 510 répondants croient que le gouvernement devrait négocier une sortie de crise avec les étudiants.

«Ça ne vous surprendra pas ne m'entendre dire qu'on ne fait pas ça à partir de sondages, surtout



une affaire qui est débattue au Québec depuis 20|ans», a dit M. Charest.

LE DEVOIR: Les grèves se poursuivent malgré le mot d'ordre de Line Beauchamp – Jeudi 12 avril, 17h26



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des étudiants portant du vert se sont présentés ce matin au Collège de Valleyfield pour assister à leurs cours. Ils se sont butés à des grévistes arborant le rouge. L'établissement a finalement annulé les cours pour la journée.



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau

Des étudiants qui se sont présentés sur place pour assister à leurs cours, qui portaient du vert, se sont butés à des grévistes arborant le rouge.

À retenir

[Charest énonce des critères déterminant la reprise des cours](#)

La Presse canadienne

Le mouvement de grève étudiante amorce une nouvelle phase alors que se multiplient les injonctions visant à assurer l'accès aux cours aux étudiants, conformément au mot d'ordre émis mercredi par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'offrir des cours malgré les votes de grève. L'offre de cours a pour effet de confirmer que les étudiants boycottent ces cours et ne sont pas véritablement en grève au sens de la loi. Dès lors, la décision de retourner en classe en devient une de nature individuelle et ne repose plus sur la décision d'une majorité.

L'Université de Montréal, dont 17 000 des 40 000 étudiants sont en grève, a obtenu aujourd'hui de la Cour supérieure une injonction interdisant aux étudiants de bloquer l'accès aux terrains, pavillons et salles de cours ou de se livrer à de l'intimidation.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) a très mal accueilli cette décision, même si elle assure qu'elle s'y conformera en tous points. «Que la ministre serre la vis au point où le rectorat de l'Université de Montréal amène en Cour ses propres étudiants, c'est honteux!», a déclaré sa secrétaire générale, Stéfanie Tougas, dans un communiqué.

En tout, quelque 80 000 des 285 000 étudiants inscrits dans les universités du Québec, soit environ 28 pour cent, sont en grève. Au niveau collégial, le mouvement touche 22 des 48 cégeps de la province.

Les universités les plus touchées par le mouvement, outre l'Université de Montréal, sont les Universités du Québec à Montréal (23 000 étudiants en grève sur 37 000), en Outaouais (5000 grévistes sur 6000 étudiants), à Rimouski (les 3000 du campus de Rimouski) ainsi que les universités de Sherbrooke (6500 sur 37 000) et Laval (5000 sur 44 000).

«Il y a déjà un certain nombre d'établissements universitaires qui ont eu recours à l'injonction et l'ensemble d'entre eux font en sorte d'établir des mécanismes [...] qui vont assurer la sauvegarde de la session tout en

maintenant la qualité de la formation», a indiqué le président de la Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian.

Nouveau calendrier à l'UQAM

Parmi ces mécanismes, l'UQAM a préparé un nouveau calendrier qui prévoit de prolonger la session jusqu'au 22 juin et de reporter le trimestre d'été si jamais les étudiants décidaient de rentrer en classe avant le début de mai.

Du côté des tribunaux, une autre injonction a été obtenue par le Conservatoire de musique de Montréal, dont les étudiants sont en grève. L'UQAM était venue près de réclamer une injonction semblable récemment mais s'était entendue avec les représentants étudiants pour que l'accès ne soit pas entravé. Plusieurs étudiants opposés à la grève se sont également adressés aux tribunaux pour obtenir une garantie d'accès à leurs cours, notamment à l'Université Laval et à l'Université du Québec en Outaouais.

Point de non-retour imminent

Du côté collégial, la Fédération des cégeps du Québec (FCQ) reconnaît que le point de non-retour pour l'annulation de la session, fixé à la mi-avril, est imminent, mais la décision de recommencer ou non l'enseignement demeure délicate malgré le mot d'ordre de Québec.

«Les cégeps sont placés devant un dilemme, a expliqué la directrice des communications de la FCQ, Caroline Tessier. D'une part, ils doivent répondre aux besoins des étudiants qui ont voté contre le boycott des cours et qui souhaitent effectivement recevoir l'enseignement auquel ils ont droit mais, de l'autre côté, ils ont des obligations par rapport à la sécurité des personnes et des biens. C'est toujours en fonction de ces deux éléments que la situation est jugée par chacun des cégeps chaque jour.»

Cours annulés à Valleyfield



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau

Des étudiants portant du vert se sont présentés ce matin au Collège de Valleyfield pour assister à leurs cours. Ils se sont butés à des grévistes arborant le rouge. L'établissement a finalement annulé les cours pour la journée.

Ce matin, le Collège de Valleyfield a finalement annulé les cours pour la journée après avoir annoncé, cette semaine, qu'il les reprendrait malgré le boycott décrété par des étudiants en grève.

Le directeur général du Collège, Guy Laperrrière, et des élèves voulant retourner en classe ont été confrontés à des piquets de grève d'étudiants autour de l'immeuble et à des professeurs qui ne semblaient guère disposés à les franchir.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a promis que les étudiants se dresseraient devant chaque institution qui tenterait de suivre ce mot d'ordre là où les étudiants se sont majoritairement prononcés en faveur de la grève.

«On pense être en mesure de faire respecter les mandats de grève mais la directive de la ministre risque d'envenimer la situation, a-t-il dit. À Valleyfield, ça s'est globalement bien déroulé parce que le Collège avait invité les étudiants à ne pas franchir les piquets de grève, mais si cette situation se reproduit partout, on va vraiment se retrouver avec une crise politique majeure au Québec. Mais si c'est le jeu que veut jouer la ministre, on va se défendre.»

Concordia bloqué

Par ailleurs, à Montréal, des manifestants ont tenté de bloquer l'accès à l'Université Concordia mais ont rapidement été confrontés à des étudiants de l'institution qui avaient la ferme intention d'aller suivre leurs cours. L'Université Concordia n'est pas en grève.

L'événement a donné lieu à des échauffourées et des échanges de coups sous les yeux des policiers, qui ont mis quelques minutes avant d'intervenir. Cette intervention, qui a finalement nécessité l'utilisation de gaz irritants, n'a donné lieu à aucune arrestation.

Ailleurs, les étudiants de l'Université de Sherbrooke ont également manifesté en grand nombre, certains rendant l'accès au campus difficile en matinée.

Charest énonce des critères déterminant la reprise des cours

Par ailleurs, le premier ministre Jean Charest a déclaré aujourd'hui à Sao Paulo, au Brésil, que les cégeps et universités doivent tenir compte de plusieurs critères, dont la sécurité, avant de forcer le retour en classe.

M. Charest a nié qu'il nuançait ainsi la position exprimée hier par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Mme Beauchamp a rappelé aux institutions que la loi les oblige à donner leurs cours. La ministre les a enjointes à prendre tous les moyens pour que les cours puissent être offerts.

La Collège de Valleyfield, où les étudiants ont voté pour le boycott des cours, a dû renoncer à forcer un retour en classe, aujourd'hui. Des échauffourées entre étudiants pour et contre le mouvement de grève ont obligé l'institution à annuler ses cours pour la journée.

En marge d'une mission au Brésil, M. Charest a affirmé que les institutions doivent prendre en compte plusieurs critères avant d'ordonner la reprise des cours malgré un vote d'étudiants favorable au débrayage.

Lors d'un point de presse, le premier ministre n'a cependant nommé que deux critères, soit la sécurité et la gestion de l'établissement.

«Nous laissons à chaque institution le soin de prendre les décisions qu'elles doivent prendre en fonction de plusieurs critères qui incluent la sécurité, qui incluent également la gestion de son établissement», a-t-il dit.

«On ne veut pas faire du cas par cas, mais nous donnons une direction générale en termes de ce que nous attendons.»

M. Charest a soutenu que Mme Beauchamp avait elle aussi énoncé ces critères hier. «Ce n'est pas plus nuancé, c'est la même chose», a-t-il dit.

Vos réactions (54)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève des étudiants: Les ministres Beauchamp et Fournier menacés - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 17H14 | Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 23H59



Photo Agence QMI, Jean-François Desgagnés
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Éric Thibault

Des menaces ont été proférées à l'endroit de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, non seulement sur Internet mais à sa résidence de Montréal. La maison du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, a également été ciblée, dans la nuit de jeudi.

Afficher 44 de 45 commentaires (Montréal)

Afficher 18 commentaires (Québec)

- 1956
Les menaces montrent bien qu'ils sont rendus au bout du rouleau, que cette farce a assez duré, de plus ils ont peinturé une école, une église et des bâtiments divers, ils se sont tirailés entre étudiants à Concordia, vous voulez avoir la population de votre côté, mais là, vous faites votre possible pour que ceux qui vous appuyaient, vous flushent et commencent à vous tirer des tomates monacoo
- Le gouvernement devrait demander une injonction à un juge de la cour Supérieure pour mettre fin aux manifestations et si les étudiants n'obéissent pas jetez les leaders des associations étudiantes en prison comme on avait fait avec Laberge, Charbonneau et Pépin il y a plusieurs années. C'est la seule action à faire du gouvernement et la population va appuyer le gouvernement.
- Physics42
Le problème avec ce que tu dis, c'est que les "Leaders" étudiants ne sont en fait que des portes-paroles... Les décisions sont prises par démocratie directe au sein des assos. Si

Le Journal de Montréal a appris que des objets et des notes écrites intimant le gouvernement Charest à « négocier avec les étudiants », dans le dossier de la hausse des droits de scolarité, ont été retrouvés au cours de la nuit, près des domiciles des ministres Beauchamp et Fournier, respectivement situés à Montréal et en Montérégie.

« On parle de trois dossiers distincts de menaces visant l'intégrité physique de deux ministres du gouvernement du Québec », a prudemment rapporté le sergent Claude Denis, de la SQ, sans vouloir préciser davantage la nature des menaces proférées.

Internaute arrêté

Toujours durant la nuit de jeudi, les policiers de la SQ ont procédé à l'arrestation d'un Montréalais de 33 ans qui se serait livré à des menaces à l'endroit de la ministre Beauchamp en utilisant Internet, la veille. Le suspect a été interrogé et libéré sous promesse de comparaître à une date ultérieure pour répondre à des accusations criminelles.

« Comme il n'a toujours pas comparu, son identité ne peut être révélée pour l'instant. Il importe de rappeler que toute personne qui lance ce genre de menaces sur Internet s'expose à des accusations, quelle que soit l'intention derrière les propos tenus », a ajouté le sergent Denis.

Refusant de confirmer ou de commenter ces informations, les cabinets des ministres Beauchamp et Fournier ont tous deux référé le Journal à la Sûreté du Québec.

- tu veux vraiment jeter les "leaders" étudiants en prison, il va falloir que tu jette toute l'assemblée générale étudiante en prison. So much pour ton état démocratique, si le gouvernement fait ça, il perd TOUTE crédibilité mondiale et au lieu de parler de la répression en Syrie, ils parleront de la répression contre les étudiants au Québec. Tu aura beau demander autant d'injonction que tu veux, les gens sont en beau "Tabarnak" contre le gouvernement et quand t'as autant de monde qui commettent autant de méfaits, il faut que tu te questionne vraiment sur ta responsabilité face à tout ça...
- Les étudiants ne passent pas de rats de bibliothèques à foule enragée en trois mois sans aucune raison. Pense-y avant de lancer des commentaires de merde que celui-ci.
- 1956
t'es aussi aveugles qu'eux, tu vas faire tout un diplômé de mar.....
- Physics42
Au moins, j'vais être bien payé pour faire un métier que j'aime... pas comme toi et la majorité des baby-boomers frustrés de la vie qui essaient de déverser leur frustration sur les jeunes parce-qu'ils ont échoués lamentablement dans la vie.

- Smar
Wow, quel futur professionnel. Certains vont devoir travailler jusqu'à 67ans et des enfants rois qui ne paient pas d'impôts refuse une hausse de 300 dollars par années. Pauvre ti pit. L
- Physics42
Tu sais pourquoi on pas pas d'impôts? Parcequ'on gagne même pas assez pour vivre pi faut qu'on paye pour pratiquer notre première occupation... get your facts straight du con
- Benoit
Quel intelligence c'est étudiant, ils ont la brillante idée d'aller en prison pour avoir leur formation académique gratuite!
- Cl
33 ans, encore aux études, je comprends que ça doit lui taper sur les nerfs des augmentations de frais de scolarité!!! Mais de là à proférer des menaces!
- Negastiff
Vous n'avez rien compris... Fort à parier que c'est un PROF!!! Pendant tout ce temps, il peut avancer la finition de son sou-sol tout en étant payé par l'état donc par NOUS!
- polivon

- Avez---vous regarder RADIO CANADA hier soir la collusion de JAMES et sa gane redifusion samedi a 13 hres CHAREST se fait du capital politique sur le dos des étudiants et les internautes l appouvent donc au cautionne la corruption et la collusion comme NORMAN-DEAU disait c est pas pire que des pettes de vaches donc ca sent bon
- Yiago2
Oui, les étudiants sont au bout du rouleau! Ils en ont marre de se faire dire que leur voix ne compte pas, qu'ils ne sont rien et qu'ils ne méritent pas d'être entendu! Le gouvernement est entièrement responsable des dérapages s'il y en a!
- 1956
ben oui, c'est lui qui leur donne des mar-teaux, tu réfléchis comme une dinde

- coltsfan
on a pas dit que leurs voix ne comptent pas... ils ont été entendu, c'est juste qu'ils se sont fait dire NON... des gamins qui se sont fait dire non, c'est ça qui se passe!
- Smar
Comportement digne des futurs chefs des centrales syndicales. Pauvre Québec.
- polivon
BEAUCHAMP ET FOURNIER menace de mort coup monté chaud de boucane c est peut etre les révélations hier a RADIO CANADA ENQUETE REDIFUSION SAMEDI 13HRES c est encore la faute des autres les internautes c est CHAREST le premier ministre pas capable de parler aux étudiants et a genoux devant le fédéral c est un incapable ancien chef conservateur donc c est un vire capot

- Smar
Le Québec est à genoux devant le Fédéral. La péréquation, ça vous dit quelque chose?? Une chose est certaine, Charest n'est pas à genoux devant les étudiants.
- Nicole Laudouar [Réduire](#)
Euh, Ça me semble vague... Et ça pourrait être un peu exagéré?
Il ya de toutes manières tellement de personnes au Québec fâchés noir contre la ministre Beauchamps!
40% de la population trouve son attitude non démocratique!
C'est quasiment autant que ceux qui ont voté pour ce gouvernement... NON???

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Quelque 500 professeurs d'université signent une lettre appuyant les étudiants en grève – Mise à jour le jeudi 12 avril 2012 à 16 h 11 HAE



© PC/Ryan Remiorz

La manifestation du 22 mars à Montréal

Au moment où les injonctions devant les tribunaux se multiplient pour permettre le retour en classe dans les cégeps et les universités, plus de 500 professeurs d'université signent dans une lettre leur appui aux étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité. Selon les signataires de la missive envoyée aux journaux, des professeurs représentant plusieurs domaines d'étude et la plupart des établissements universitaires, la lettre énonce « une position générale, minimale, qui marque clairement la place des professeurs et professeurs aux côtés des étudiants », à un moment critique de la grève. « Elle entend ouvrir la voie à de futurs débats sur l'avenir de l'éducation », peut-on lire dans un communiqué.

Parmi les signataires, on retrouve notamment Gérald Larose (UQAM), Michel Seymour (Université de Montréal), Gilles Gagné (Université Laval), Yvon Rivard (Université McGill), Georges Leroux (UQAM) et Daniel Turp (Université de Montréal).

Les signataires expliquent que les professeurs ont pu paraître s'exprimer de façon dispersée depuis le début de la contestation étudiante, et qu'il était important de parler désormais d'une voix commune.

Les professeurs disent que la lettre continue à circuler dans les universités, afin de réunir un maximum de signatures pour « dénoncer l'indifférence de l'actuel gouvernement ainsi que sa conception à courte vue du financement des universités et de la place de l'éducation dans la société ».

Les demandes d'injonction se multiplient

De nombreux professeurs d'université et de cégep ainsi que plusieurs centrales syndicales s'étaient déjà montrés solidaires des étudiants en grève ces dernières semaines.

Mercredi, [l'Université de Montréal a obtenu une injonction interlocutoire provisoire](#) empêchant la tenue de manifestations qui empêcheraient les employés et les étudiants d'avoir accès à l'ensemble de ses installations.

À Gatineau, un groupe d'une cinquantaine d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) déposera vendredi [une demande d'injonction](#) en Cour supérieure pour forcer l'établissement à donner ses cours.

Parallèlement mercredi, les étudiants qui contestent la hausse des droits de scolarité [ont remporté une victoire au Collège de Valleyfield](#), où l'établissement a annoncé que les cours étaient « levés » pour une journée, en raison des piquets de grève. La direction avait annoncé plus tôt son intention de reprendre les cours dès jeudi matin, malgré le fait que les étudiants sont en grève.

La grève étudiante au Québec en est à sa 59e journée.

[Les commentaires \(157\)](#)

JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Collège de Valleyfield: La ministre reste muette - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 13H44 | Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 13H48



Photo Agence QMI, Jean-François Desgagnés
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp
Agence QMI
La ministre de l'Éducation Line Beauchamp n'a pas commenté la manifestation au Collège de Valleyfield.

Par contre, son cabinet a déploré le fait qu'on permette à ceux qui veulent manifester démocratiquement de le faire, mais qu'on ne permette pas à ceux qui veulent suivre leurs cours de le faire démocratiquement.

Le cabinet a ajouté aussi qu'on ne force pas les enseignants à franchir les piquets de grève pour aller donner leur cours s'ils veulent être payés.

Et les professeurs? Le syndicat a indiqué que la décision de la ministre et du Collège de Valleyfield est très malhabile et place les professeurs dans une situation très délicate.

Les professeurs ne se sentent pas à l'aise de franchir les piquets de grève quand il y a eu un vote démocratique les enseignants.

La convention collective des professeurs dit qu'un professeur doit respecter son obligation contractuelle et, qu'en cas de piquetage, ils doivent faire un effort raisonnable pour se rendre à leurs cours. D'un autre côté, la direction doit leur assurer un environnement sécuritaire.

Jean Trudel, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (CSN), explique que pour que les enseignants donnent leurs cours,

les conditions d'enseignement doivent être normales. «À certains endroits, on a vu que ce n'était peut-être pas ce qui se passait. Est-ce que c'est une bonne idée de mettre en place des conditions qui risquent d'envenimer les choses? Je n'en suis absolument pas certain. »

M. Trudel a ajouté aussi que la ministre devrait suspendre la décision d'augmenter les frais de scolarité le temps de faire un vrai débat, car, selon lui, le débat de 2010 était bidon et que la décision du gouvernement était déjà prise.

[Afficher 27 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

- 1956
elle reste muette car ça ne vaut pas la peine de parler avec des morons comme vous
- polivon [Réduire](#)
Hello les internautes qui votent libéral vérifier demain le sondage CHAREST augmente dans le sondage pauvres de nous encore CHAREST pour 5ans république de bananes on vote pour la collusion et la corruption la revue MCLEAN S a vue juste



Les étudiants ont entrepris de bloquer les entrées du Collège de Valleyfield dès l'aube. © Karine Bastien

Les étudiants qui contestent la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans viennent de remporter une victoire au Collège de Valleyfield, où la direction avait annoncé son intention de reprendre les cours dès jeudi matin, malgré le fait que les étudiants sont en grève.

L'établissement a annoncé sur son site Internet que les cours étaient « levés » pour la journée, une perspective qu'avait déjà laissé planer le directeur général du Collège, Guy Laperrière, en raison des piquets de grève étudiants.

Des centaines d'étudiants avaient entrepris de bloquer toutes les entrées de l'établissement pour empêcher le retour à la normale. De nombreux enseignants étaient également présents.



Les quelques étudiants qui se sont présentés sur place dans l'espoir d'assister à leurs cours ont été chahutés par des grévistes. Certains se sont présentés avec un drapeau vert, pour marquer leur opposition aux grévistes, qui se démarquent en arborant du rouge.

« Ce n'est pas avec des injonctions, ni des décrets administratifs qu'on va mettre fin à cette grève-là », a plaidé l'un des porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

« Il n'y a qu'une seule façon de mettre fin à ce conflit-là [...], c'est une négociation ouverte et honnête avec le mouvement étudiant. »

Gabriel Nadeau-Dubois

Si le directeur général du Collège affirme que la reprise des cours n'est que reportée, une autre porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, affirme que des grévistes continueront de manifester devant l'institution tant et aussi longtemps que l'établissement ne reviendra pas sur sa décision.

Entre-temps, les étudiants du Collège seront appelés à voter sur l'opportunité de reconduire la grève lundi prochain.

Les porte-parole de la CLASSE soutiennent que le Collège de Valleyfield a valeur de symbole dans ce conflit, puisqu'il a été fréquenté par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qu'il a été le premier où les étudiants ont voté pour la grève et que c'est à cet endroit que la CLASSE a été fondée.

Un membre du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, Mathieu Dion, était également présent sur place pour ce qu'il a qualifié de « journée symbolique ». Il affirme cependant que beaucoup d'étudiants « verts » ne voulaient pas venir parce qu'ils avaient peur de recevoir des menaces.

« La direction décide dans un sens de nous appuyer parce que la situation est critique et nous, on veut la même chose qu'eux. On veut retourner en classe, ça fait sept semaines, on se fait brimer dans nos droits pour re-

tourner à l'école. La direction vient de faire le premier pas, c'est aux étudiants de faire le deuxième pas », a-t-il dit.

Le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec souhaite entreprendre un recours collectif contre des associations étudiantes et des établissements qui les empêchent de suivre leurs cours.

La judiciarisation du conflit étudiant est une tendance lourde des dernières semaines. Jeudi, l'Université de Montréal a obtenu une [injonction](#) interlocutoire provisoire interdisant aux grévistes étudiants de bloquer l'accès à l'ensemble de ses installations.

Des professeurs solidaires des étudiants



Le président de la FNEEQ, Jean Trudelle.

Les manifestations étudiantes ne sont qu'un des problèmes auxquels est confronté le Collège de Valleyfield. Le directeur général de l'établissement avait souligné la veille que le refus des professeurs de franchir les piquets de grève risquait aussi de compromettre la reprise des cours.

Dans une entrevue accordée jeudi matin à Radio-Canada depuis le Collège de Valleyfield, le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec a indiqué que le syndicat n'a pas officiellement donné de mot d'ordre à ses membres.

Jean Trudelle souligne cependant que les enseignants « n'ont pas à mettre leur propre sécurité en péril et n'ont pas à franchir les lignes de piquetage ». Il presse lui aussi le gouvernement Charest de négocier avec les étudiants.

Le directeur général du Collège, Guy Laperrière, confirme que seuls les employés d'entretien et les gardiens de sécurité sont entrés dans les locaux de l'institution sous escorte policière jeudi matin, mais que les autres employés avaient la consigne de ne pas franchir les piquets de grève.

« Il faut être responsable et s'assurer que la sécurité est toujours en place », a-t-il expliqué. « Mais c'est un projet qu'on reporte, notre intention est vraiment de débiter les classes rapidement », maintient-il. M. Laperrière dit avoir pris sa décision de reprendre les cours dimanche.

D'autres mesures envisagées par le Collège



Le directeur général du Collège de Valleyfield, Guy Laperrière.

Il affirme n'avoir eu aucune discussion avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui a demandé mercredi aux établissements postsecondaires [d'offrir leurs cours normalement](#), peu importe que les étudiants y assistent ou non.

M. Laperrière dit cependant qu'il discute de la situation avec les directions d'autres institutions. « Tout le monde réfléchit à un plan, une solution. Il n'y en a pas actuellement. [...] Les communications sont interrompues, alors il revient aux directions d'écoles d'assumer leurs responsabilités ».

« Moi, j'ai décidé d'assumer la mienne, celle de donner des cours, celle de permettre aux étudiants qui veulent - ils sont fort nombreux - d'avoir accès à leurs classes », ajoute M. Laperrière. Il soutient que sa décision « ne vise pas à s'immiscer dans le débat actuel ».

« Je n'ai jamais dit cependant que ce serait facile. Je n'ai jamais dit que les étudiants pourraient rentrer ce matin comme si de rien n'était, comme si on rentrait dans un centre d'achat. Maintenant, ils ne seront pas là toute la semaine prochaine. Il va falloir trouver une solution », argue le directeur général du Collège.

M. Laperrière admet que sa volonté de reprendre les cours « pourrait ne pas aller très loin », mais précise qu'il « pourrait peut-être envisager

d'autres mesures, de façon à faire en sorte que les grévistes ne soient plus présents sur le terrain ».

Selon lui, les étudiants qui veulent avoir accès à leurs cours « sont toujours de plus en plus nombreux, de plus en plus inquiets, et de plus en plus au bord de l'abandon scolaire ».

Guy Laperrière affirme que les assemblées générales étudiantes qui se tiennent dans son Collège et dans d'autres institutions sont de moins en moins fréquentées « parce qu'il y a un certain nombre d'étudiants qui

abdiquent et abandonnent devant l'impossibilité de faire passer leurs opinions ».

« Quand il y a des étudiants qui sont favorables à la reprise des cours, je vous dirais qu'eux aussi passent un mauvais quart d'heure », dit-il. « La démocratie, ça s'exprime aussi au moment où on veut exprimer son droit de parole et au moment où on doit prendre son droit de vote ».

[Les commentaires \(431\)](#)

LE NOUVELLISTE: Des propos mal accueillis par l'AGÉUQTR - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h44



Photo: François Gervais

Hugo Mailhot-Couture

Vincent Gauthier, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Même si les propos de la ministre Beauchamp n'auront vraisemblablement aucun impact sur les activités de l'UQTR, puisque les cours se donnent tout de même depuis le début du mouvement étudiant, ils sont toutefois mal accueillis par l'Association générale des étudiants.

Pendant que Jean Charest parle d'intimidation de la part des étudiants, le président Hugo Mailhot-Couture croit plutôt que c'est la ministre de l'Éducation qui tente d'intimider le mouvement étudiant. «Il semble que la ministre veuille s'engager sur la voie de l'intimidation. Elle semble se mêler de quelque chose qui n'est pas vraiment de son ressort, soit l'administration des établissements de formation. Ça ressemble aussi à une dernière manœuvre d'un gouvernement qui semble désespéré en se dressant contre des votes démocratiques réalisés à la grandeur du Québec», ajoute le président de l'AGÉUQTR.

Hier, 1836 des 9700 étudiants de l'UQTR étaient toujours en grève. Mardi, l'Association de mathématiques et informatique s'est prononcée contre la hausse des droits de scolarité lors d'une assemblée générale, mais les étudiants ont également décidé de ne pas entamer de moyens de pression. D'autres associations départementales doivent tenir des votes au cours des prochains jours.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Collège de Valleyfield: La direction cède à la pression - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 7H27 | Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 7H33

VIDÉO: Les nombreux manifestants présents au Collège de Valleyfield, à Salaberry-de-Valleyfield, jeudi matin, ont eu raison de la direction. , 12 avril 2012 , Agence QMI

Mario Pitre / Agence QMI

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD - Plus de 500 étudiants de diverses régions ont convergé au Collège de Valleyfield, jeudi matin, en réaction à la décision controversée de la direction de reprendre les cours, à l'encontre de la volonté manifestée démocratiquement par les étudiants.

Les étudiants avaient la ferme intention de bloquer tout accès au Collège tant et aussi longtemps que la direction ne décrétrait pas la levée des cours jeudi, mais aussi vendredi et lundi, a signifié le président de l'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGCoV), Justin Arcand.

La situation était calme à 7 h et très peu de policiers étaient présents, alors que les manifestants

étudiants continuaient d'affluer sur les lieux, tout comme des professeurs et des syndicalistes.

Cependant, vers 7 h 30, la tension a grimpé d'un cran, alors que des étudiants voulant retourner en classe, et portant le carré vert, manifestaient de leur côté.

Les cours annulés

Peu avant 8 h, le directeur général Guy Laperrière a confirmé que les cours avaient finalement été annulés, considérant le nombre important de manifestants sur place, qui étaient plusieurs centaines.

Le directeur a dit avoir pris cette décision afin d'éviter toute confrontation.

«On va réévaluer la situation aujourd'hui pour voir ce qui en sera pour demain et lundi», a-t-il ajouté, tout en précisant que l'opération de reprise des cours était bel et bien en marche malgré tout.

À travers les slogans, les pancartes, bannières et drapeaux dénonçant cette décision et l'intransi-

gence du gouvernement Charest, on notait la présence d'étudiants et d'enseignants en provenance de plusieurs cégeps de la région de Montréal, et même de Sherbrooke.

«Par cette manifestation, on envoie un message clair à M. Laperrière, mais aussi à la ministre Beauchamp, que ce n'est pas à coup d'injonction, mais par la négociation que la situation va se régler. Elle doit cesser de pelleter ses responsabilités dans la cour des administrations d'établissement», a fait savoir le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

La manifestation s'est déroulée dans une ambiance tendue, mais un seul geste de violence a été répertorié sur les lieux lorsqu'une sympathisante du mouvement vert a réagi aux propos d'un vis-à-vis rouge à qui elle a asséné une solide droite. Les policiers l'ont rapidement prise à l'écart.

Manifestation étudiantes à Valleyfield: Photos



MARIO PITRE / LE SOLEIL DE VALLE

Le Collège de Valleyfield est en grève, le lundi 20 février 2012, pour protester contre la hausse des frais de scolarité



Jocelyn Malette



Jocelyn Malette



Jocelyn Malette

Manifestation d'étudiants contre la hausse des droits de scolarité qui s'est poursuivie ce matin devant le Collège de Valleyfield. Les manifestants ont bloqués les accès aux quelques élèves qui se sont présentés suite à la décision des dirigeants du Cégep de continuer à donner les cours.



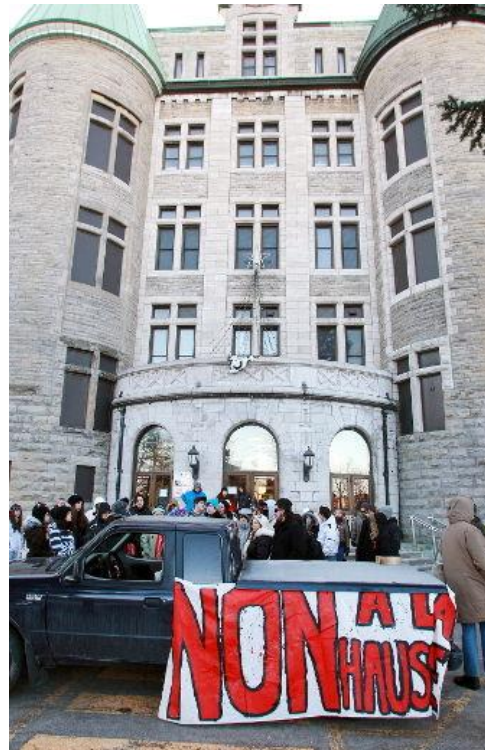
Jocelyn Malette



Jocelyn Malette



MARIO PITRE / LE SOLEIL DE VALLE



MARIO PITRE / LE SOLEIL DE VALLE
Le Collège de Valleyfield est en grève, le lundi 20 février 2012, pour protester contre la hausse des frais de scolarité

Montrer 1 commentaire (Québec)

- Citoyen [Réduire](#)
Très belle initiative!

Pour certains étudiants qui boycottent leur cours, mais il y a aussi des élève qui ont payé pour y avoir accès sans être bloqué

pour s'y rendre. Ils sont en droit d'avoir ce service qu'ils ont payé, rendu à eux!
Ne lâchez pas M. le Directeur!

[Afficher 33 commentaires \(Montréal\)](#)

LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: l'intimidation doit cesser, dit Charest - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h08



Photo: André Pichette, La Presse

Le premier ministre Jean Charest affirme que toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant doit cesser.

Jocelyne Richer, La Presse Canadienne, Québec

Le premier ministre Jean Charest sonne la fin de la récréation. Il affirme que toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant doit cesser et que personne ne doit empêcher les étudiants de cégep et d'université de retourner en classe.

Depuis Sao Paulo, au Brésil, M. Charest s'est même risqué à comparer la situation qui prévaut lors des votes pris par les étudiants au climat d'intimidation qui règne dans l'industrie de la construction.

«On ne doit pas céder le pas à l'intimidation», a dit le premier ministre en point de presse, en marge de la mission à caractère économique à laquelle il participe au Brésil.

Sinon, s'est-il demandé, «dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier?»

Il a ajouté que le Québec venait de faire «un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs», dans un autre secteur d'activité.

La semaine dernière, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait exhorté les étudiants à procéder par vote secret lors des votes de grève à reprendre, précisément pour éviter que certains se sentent contraints de suivre le mouvement de boycott des cours, qui dure depuis plus de deux mois, mettant chaque jour davantage en péril la session en cours.

Hier, la ministre Beauchamp a tapé le clou, s'adressant cette fois aux directions des universités et des cégeps, pour leur dire qu'elles devaient «tout mettre en oeuvre» pour que les étudiants désirant suivre leurs cours puissent le faire sans problème.

Les cours doivent se donner

Dans cet esprit, elle a dit appuyer le Collège de Valleyfield, qui a décidé de forcer le retour en classe dès aujourd'hui, même si une majorité des étudiants s'est prononcée en faveur du boycott.

Le message de la ministre est clair: les cours doivent se donner, qu'il y ait vote en faveur de la grève ou pas, point.

Dans un climat de confrontation, le ton a donc monté d'un cran, hier, entre le gouvernement et le mouvement étudiant.

Actuellement, 35 pour cent des étudiants, environ 178 000 jeunes, sont toujours dans la rue, tandis que les 65 autres pour cent poursuivent leurs cours comme avant le déclenchement du boycott.

Car il faut bien parler de boycott et non de grève, a insisté le premier ministre Charest, puisque le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants.

Les leaders du mouvement étudiant devront donc accepter que les étudiants poursuivent leur session «sans qu'on cherche à les bloquer dans leur droit le plus strict d'obtenir une éducation», a ajouté le premier ministre.

Selon la ministre Beauchamp, à ce stade-ci, la situation est devenue très préoccupante quand on pense aux délais requis pour récupérer le temps perdu d'ici la fin de l'été, compte tenu des conventions collectives des enseignants.

Il n'est toujours pas question, pour le gouvernement, de reculer sur le fond: les hausses des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans vont s'appliquer.

Pendant ce temps, hier, des leaders étudiants ont proposé une série de mesures pour «couper dans le gras» des budgets des universités, afin d'éviter cette hausse des droits de scolarité.

En conférence de presse, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités.

Ils proposent notamment de geler pendant cinq ans les fonds liés à l'informatique, aux communications, à l'administration et aux investissements immobiliers.

«Lorsqu'on gèle ces fonds, on se rend compte qu'on fait des économies qui nous permettent de réinvestir notamment au niveau de la recherche et de l'enseignement qui sont les éléments fondamentaux des universités», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les fédérations étudiantes demandent également une diminution des salaires des recteurs des universités, et réclament des coupes dans les budgets liés au personnel de gestion.

Ces différentes mesures permettraient de dégager un surplus supérieur à ce que représenterait la hausse des droits de scolarité, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des Québécois, selon eux.

Manifestations

Pour accroître la pression sur le gouvernement, les manifestations se poursuivent. Les étudiants avaient prévu tenir, hier, 12 manifestations en 12 heures.

Tôt en matinée, plusieurs dizaines d'étudiants s'étaient massés devant l'immeuble de la Banque Nationale sur la rue de la Gauchetière Ouest pour en bloquer l'accès. Les policiers ont eu recours à du gaz irritant pour disperser les manifestants. Un homme de 23 ans a été arrêté sur les lieux pour voies de fait à l'endroit d'un policier. Un autre manifestant a été blessé à la cheville en quittant les lieux à la course.

Une dame, qui a été victime d'un malaise à l'intérieur de l'immeuble, avait dû attendre que les policiers libèrent l'entrée de l'édifice avant d'être prise en charge par Urgences Santé.

Un peu plus tard dans la journée, des étudiants ont tenté de pénétrer à l'intérieur d'un édifice à bureaux sis aux intersections de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque. Un agent de sécurité, qui a tenté de leur bloquer l'accès, a été bousculé par les étudiants et a subi des blessures mineures. Celui-ci a déposé une plainte auprès du SPVM.

Des étudiants ont également tenu des manifestations à Québec. Des succursales de la CIBC et de la Banque Nationale ont été occupées en matinée.

CYBERPRESSE: Des étudiants forcent la levée des cours au Collège de Valleyfield - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 06h32 | Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 13h02



Photo Ivanoh Demers, La Presse

Les esprits ont commencé à s'échauffer quand un groupe d'étudiants arborant le carré vert se sont présentés sur les lieux.

David Santerre, La Presse

(SALABERRY-DE-VALLEYFIELD) Près d'un millier de manifestants ont bloqué à l'aube les accès au Collège de Valleyfield, ce qui a forcé la direction à annuler la reprise des cours qui avait été décrétée pour aujourd'hui. La reprise avait été imposée même si les élèves se sont prononcés à 57% en faveur du maintien de la grève lors du dernier vote de reconduction, le 2 avril.

Certains élèves sont arrivés aussitôt que 4h pour s'assurer d'occuper les lieux avant l'arrivée de qui que ce soit dans l'établissement. Au plus fort du blocage, ils étaient près d'un millier d'étudiants provenant de plusieurs régions environnantes, de professeurs contre la hausse et de syndicalistes.

Jeanne Reynolds, une porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), étudiante à ce collège. C'est aussi l'école où a étudié la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, le premier cégep à avoir décrété la grève et l'endroit où la CLASSE a été fondée. Il revêt donc un aspect symbolique important.

«Le mandat de grève a été voté démocratiquement. Ce ne sont pas des menaces qui vont nous faire rentrer. Il y a un vote de reconduction le 16 avril. On va rester ici tant que la direction ne décrètera pas la levée des cours jusque-là, comme ils l'ont fait depuis le début», explique Jeanne Reynolds.

Les esprits se sont échauffés vers 7h15 quand une trentaine d'étudiants arborant le carré vert, emblème de ceux qui appuient la hausse des droits de scolarité, se sont présentés sur les lieux.

Ils se sont fait huer copieusement et traiter de «scabs», mais ils n'ont pas bronché.

Le bouillant syndicaliste Marc Laviolette est de ceux qui ont rabroué en des termes lapidaires les étudiants pour la hausse.

«T'es qui toi?», lui a alors lancé un des verts.

«Je suis Marc Laviolette. Ce cégep-là je l'ai occupé quatre fois comme étudiant. Respecte la décision démocratique de tes confrères», a-t-il rétorqué.

«Je suis étudiante en technique infirmière. Ce n'est pas que ma session que j'ai peur de perdre, mais mon travail d'été à l'hôpital. C'est très important», a raconté une autre étudiante pour la hausse.

Le petit groupe est épaulé par le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, qui avait déplacé quelques troupes sur place.

Des parents d'élèves qui souhaitaient voir leur enfant retourner en classe étaient aussi présents, en retrait.

«Pensez-vous que le gouvernement va changer d'idée? On va tous se faire avoir de toute façon», a déploré la mère d'une étudiante en comptabilité.

Certains étudiants pour la hausse ont indiqué qu'ils souhaitaient malgré le blocus traverser la ligne de piquetage, dans le calme. Chose qu'ils n'auront pu faire puisque la direction a annulé les cours pour la journée.

Une demi-victoire pour les grévistes, qui ont tout de même décidé de maintenir le blocus tant et aussi longtemps que la levée des cours ne sera pas prolongée jusqu'à lundi.

«Il y a dans ce cégep une bibliothèque ouverte au public, une salle où doit avoir lieu aujourd'hui un spectacle (de Jean-Michel Anctil), et il s'y donne de la formation continue à laquelle notre directeur Guy Laperrière tient beaucoup et que nous n'avons pas entravée depuis le début. Cette fois, s'il ne recule pas sur la reprise des cours avant le 16 avril, nous allons bloquer tout ça», a lancé à ses confrères Justin Arcand, président de l'association étudiante du collège.

Les jeunes au carré vert ont finalement quitté en groupe, pendant que les rouges eux, les suivaient en scandant «scabs, scabs, scabs», ou «moi, moi, moi».

Les agents de la Sûreté du Québec, eux, observaient la scène, mais ne sont pas intervenus.

En retrait de cette cohue, des groupuscules d'étudiants. Apparemment sur place pour participer au blocage. Mais en y regardant bien, il y avait aussi des débats animés, mais respectueux sur la question des droits de scolarité.

Un groupe d'amies du collège discutait ferme. Trois pro-hausse, trois anti-hausse.

«Moi, je trouve qu'on est au point où cette grève est inutile. Ça fait huit semaines, et le gouvernement n'a pas bougé. Les grévistes ne veulent juste pas aller à l'école», lance Marie-Laurence Proulx, qui n'arbore toutefois pas le carré vert.

«Au contraire, après huit semaines, ce n'est pas le temps d'arrêter. Si on arrêtait maintenant, ça ne servira plus jamais à rien de se battre, pour quoi que ce soit», lui a lancé Jade Légaré en guise de réponse.

«Mais on s'aime quand même. Malgré nos opinions», a conclu Marie-Laurence. Comme quoi il est possible, malgré la hargne entre verts et rouges, de tenir un débat civilisé sur la question.

TVANouvelles: Collège de Valleyfield: Période charnière pour l'administration - Première publication jeudi 12 avril 2012 à 05h22 - Mise à jour : jeudi 12 avril 2012 à 16h20

TVA Nouvelles

VIDEO: Le directeur général du Collège de Valleyfield, Guy Lappérière, a commenté le déroulement de la journée de manifestation au Collège de Valleyfield.

«On va tenter d'ouvrir les portes encore demain, on ne revient pas en arrière. Ce matin, on a été très déçu de voir que les étudiants qui voulaient avoir des cours n'aient pas eu accès au collège. On est arrivé très tôt ce matin et, déjà, il y avait de nombreux manifestants qui nous empêchaient d'entrer.»

[Voyez la galerie de photos de cette manifestation](#)



(Photo: Maxime Landry, TVA Nouvelles)

Prolonger la session?

Pour l'instant, M. Lappérière explique que l'administration doit prendre plusieurs décisions délicates. On étudie différents scénarios: prolonger la journée scolaire jusqu'à 20h, prolonger la session jusqu'au 22 juin, reprendre des cours au mois d'août et, du coup, devoir décaler les prochaines sessions.

Le vote de reconduction qui aura lieu lundi sera décisif.

Jeudi rouge

Plus de 500 étudiants de diverses régions ont convergé au Collège de Valleyfield, jeudi matin, en réaction à la décision controversée de la direction de reprendre les cours, à l'encontre de la volonté manifestée démocratiquement par les étudiants.

À travers les slogans, les pancartes, bannières et drapeaux dénonçant cette décision et l'intransigeance du gouvernement Charest, on notait la présence d'étudiants et d'enseignants en provenance de plusieurs cégeps de la région de Montréal, et même de Sherbrooke.

«Par cette manifestation, on envoie un message clair à M. Lappérière, mais aussi à la ministre Beauchamp, que ce n'est pas à coup d'injonction, mais par la négociation que la situation va se régler. Elle doit cesser de pelletter ses responsabilités dans la cour des administrations d'établissement», a fait savoir le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. La manifestation s'est déroulée dans une ambiance tendue, mais un seul geste de violence a été répertorié sur les lieux lorsqu'une sympathisante du mouvement vert a réagi aux propos d'un vis-à-vis rouge à qui elle a asséné une solide droite. Les policiers l'ont rapidement prise à l'écart.

De nombreux manifestants se sont présentés ce jeudi matin au Collège de Valleyfield, à Salaberry-de-Valleyfield, afin de protester contre la [décision](#)

[de la direction de permettre la reprise des cours](#) malgré le mandat de grève.

Des centaines d'étudiants sont en effet débarqués sur le terrain de cette institution afin de bloquer tous les accès du vaste édifice. Dès 6h30, ils étaient déjà 250 manifestants sur place.

La situation était calme à 7h et très peu de policiers étaient présents, alors que les manifestants étudiants continuaient d'affluer sur les lieux, tout comme des professeurs et des syndicalistes.

Cependant, vers 7h30, la tension a grimpé d'un cran, alors que des étudiants voulant retourner en classe, et portant le carré vert, manifestaient de leur côté. Certains de ceux-ci ont été encerclés et un étudiant qui tentait de donner son opinion en direct sur LCN se faisait déranter.

Les cours annulés

Peu avant 8h, le directeur général Guy Lappérière a confirmé sur les ondes de LCN que les cours avaient finalement été annulés, considérant le nombre important de manifestants sur place, qui étaient plusieurs centaines.

Le directeur a dit avoir pris cette décision afin d'éviter toute confrontation. «On va réévaluer la situation aujourd'hui pour voir ce qui en sera pour demain et lundi», a-t-il ajouté, tout en précisant que l'opération de reprise des cours était bel et bien en marche malgré tout.

Peu après 8h, le calme était par ailleurs revenu entre les étudiants opposés à la hausse et ceux portant le carré vert. Une discussion avait lieu impliquant les deux groupes.

Respecter le mandat de grève

En entrevue sur les ondes de LCN après l'annonce de l'annulation des cours, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a indiqué que le mouvement ne s'arrêterait pas là.

«Nous, ce que l'on demande, c'est que la grève soit respectée jusqu'à son échéance, soit lundi prochain, pour permettre la tenue d'une assemblée générale où, démocratiquement, les gens du Collège pourront se positionner», a-t-il affirmé.

«Dans chacun des campus où on va tenter de mettre fin à la grève par la force, on va se mobiliser comme on l'a fait ce matin.»

Appel à la manifestation

Le rassemblement s'est fait à l'appel de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV) et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Les organisateurs disent agir en réaction à «la décision unilatérale de la direction de briser le mandat de grève adopté démocratiquement».

Rappelons que la direction du Collège a annoncé cette semaine sa décision de reprendre les cours à compter de jeudi matin, malgré le vote d'une grève illimitée par les étudiants le 2 avril dernier.

Éviter la confrontation

En entrevue sur les ondes de LCN à 6h ce matin, le directeur général du Collège, Guy Lappérière, avait indiqué que la priorité était d'éviter la confrontation. «On a demandé hier à nos étudiants de respecter la ligne de piquetage de façon à éviter la confrontation.»

«Je sens que j'ai pris une décision qui est très impopulaire, mais dans les circonstances, je devais la prendre et je peux vous assurer que d'autres la prendront au cours des prochains jours», a ajouté le directeur.

LE SOLEIL: Étudiants en grève: une minorité qui veut rester visible - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 13h20



Le Soleil, Yan Doublet
Un manifestant à sa sortie de la Banque Nationale, mardi, qui a été occupée par des étudiants en grève.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) Malgré le fait qu'ils ne représentent qu'une minorité, les étudiants en grève de l'Université Laval gardent le fort. Depuis le début de la semaine, les membres des six associations étudiantes qui se sont prononcées pour le moyen de pression ont choisi de ne pas retourner en classe. Parmi les irréductibles, les futurs physiciens se démarquent de leurs collègues en sciences pures puisque ce sont les seuls qui demeurent en grève.

Ainsi, les étudiants de sociologie, de création et d'études littéraires, d'histoire, de géographie, de foresterie et de physique ont déjà voté pour la reconduction de la grève. Ils représentent plus de 1100 étudiants de l'Université Laval sur les quelque 4800 toujours en grève.

La plupart la prolongent jusqu'à un nouveau scrutin prévu la semaine prochaine. Mais d'autres, comme les membres de l'Association de création et d'études littéraires de l'Université Laval (ACELUL), ont choisi de reconduire leur mandat jusqu'à ce que le gouvernement négocie avec les étudiants sur le gel des droits de scolarité. Le Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université Laval (RESUL) est allé encore plus loin, choisissant de maintenir les piquets de grève jusqu'à ce qu'une offre de Québec se dégage d'une table de négociation.

«Ça montre que l'offre bidon proposée par la ministre n'est pas cautionnée par les étudiants», lance le président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Martin

Bonneau, qui se dit heureux de voir que la mobilisation dans l'établissement se poursuit.

Le vice-président externe de l'ACELUL, Guillaume Fortin, croit qu'il est important que subsiste, à Québec, un «noyau dur» de personnes extrêmement mobilisées contre la hausse des droits de scolarité. «C'est la ville parfaite pour déranger l'État», soutient-il. Même s'il trouve décevant que les étudiants de la capitale nationale ne soient pas aussi militants que ceux de Montréal, il croit néanmoins que les quelques coups d'éclat à Québec démontrent qu'il y a toujours des irréductibles.

«C'est primordial de tenir le fort et de montrer qu'à l'Université Laval on est toujours en grève», croit Camille Fortin-Lajoie, de l'Association des étudiants et étudiantes en histoire (AEEH). L'étudiante de première année se dit par ailleurs «très fière» d'être parmi ceux qui refusent toujours de réintégrer les salles de cours.

Irréductibles physiciens

L'Association des étudiants de physique de l'Université Laval (ADEPUL) partage cette fierté, alors qu'elle amorce sa sixième semaine de grève. L'un de ses membres, Marianne Girard, trouve dommage que d'autres associations relevant des sciences pures n'aient pas suivi le mouvement. Elle croit que les étudiants en physique sont peut-être plus conscientisés parce que ce sont les seuls qui ne sont pas assurés d'avoir un emploi à la

fin de leur baccalauréat. Ils partageraient ainsi les mêmes craintes à l'égard de l'accessibilité aux études que les étudiants en sciences humaines.

La responsable des relations externes de l'ADEPUL, Sophie Dufour-Beauséjour, partage son opinion. Mais elle dit néanmoins avoir beaucoup d'appuis d'autres étudiants en mathématique, en chimie ou en biologie. «Ils nous disent merci de continuer le combat», relate-t-elle. «Mais c'est dommage parce que ça met beaucoup de poids sur les étudiants en grève», soutient-elle.

La semaine dernière, l'Association des étudiants en génie des eaux de l'Université Laval (AGEX) a voté pour un retour en classe. Elle était la seule autre relevant des sciences pures à être en grève. «Je trouve ça plate que les génies ne semblent pas se préoccuper [de la hausse]. C'est un baccalauréat qui aurait un grand impact dans la grève», déplore le vice-président des communications de l'AGEX, Alain Marcoux.

Par ailleurs, un deuxième étudiant de l'Université Laval, Jean-François Morasse, se présentera au palais de justice de Québec pour réclamer une injonction alors qu'il dit être privé de l'accès à ses cours en arts visuels. Laurent Proulx, qui a obtenu une injonction temporaire, sera quant à lui de retour devant les tribunaux aujourd'hui pour que celle-ci devienne permanente.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève | Sondage: Le travail de la ministre Beauchamp critiqué - Publié le: jeudi 12 avril 2012, 4H04 | Mise à jour: jeudi 12 avril 2012, 4H11



Photo Agence QMI, Jean-François Desgagnés
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Sami Bouabdellah / Agence QMI

Près de la moitié de la population se dit insatisfaite du travail de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, dans la gestion du dossier de la grève étudiante et de la hausse des droits de scolarité, indique un sondage Léger Marketing réalisé pour le compte de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Au total, 47 % des répondants au sondage se disent insatisfaits du travail de la ministre de l'Éducation dans ce dossier alors que 31 % sont satisfaits, révèle le sondage dont le «24 Heures» a obtenu copie.

«Ça démontre que l'attitude de la ministre doit changer au cours des prochains jours. Elle doit entamer un dialogue. La ligne dure ne passe pas», a affirmé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Afficher 81 commentaires (Montréal)

Afficher 4 commentaires (Québec)

- taxé par l'État
On peut faire dire n'importe quoi à un sondage en posant la question appropriée. La ligne dure est la seule valable dans ce conflit, plier c'est ouvrir la porte à toutes d'autres revendications, raisonnables ou non. Je fais partie de la population qui paie par ses impôts (tres élevés en passant) pour vos études alors respectez ceux qui paient
- polivon

Cher LINE c est plus facile d aller a SAGARD avec JAMES parler a DESMARAIS c est lui le patron donc les étudiants ne donnent pas a la caisse électoral des libéraux sort de ta tour d ivoire manque de leadership tout comme JAMES vive les étudiants ils nous montrent l incapacité de ce gouvernement de gouverner Gilles Laplante
On constate ici à quel point les québécois sont irrationnels. On est 47% insatisfait que la ministre tienne son bout et, en même temps, on est 47% en faveur de la hausse. Si on traduit ça dans la vraie vie, ça veut dire

qu'on est pour la hausse à la condition que la ministre ne l'applique pas. Les québécois sont-ils aussi cons où le sondage est-il trafiqué?

Phil Hayle Réduire

Ni l'un ni l'autre... ! Cela signifie que les Québécois ont compris que la hausse est nécessaire, mais qu'en même temps la Ministre a péché sur la forme. Elle a adopté une attitude intransigeante et cela passe mal dans l'opinion.

LE DEVOIR: Grève étudiante - Un certain climat de panique s'installe - Jeudi 12 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

À retenir

Les cours ont été annulés pour la journée au Collège de Valleyfield

Lisa-Marie Gervais

Tension accrue entre les policiers et les manifestants, retour en classe forcé dans un cégep, procédures judiciaires et intimidation. Alors que le conflit au sujet de la hausse des droits de scolarité approche son point de non-retour, les gestes de panique se multiplient de part et d'autre.

«Les cégeps sont en grève depuis longtemps et ce n'est pas étonnant de voir les administrations paniquer un peu. Mais la solution, ce n'est pas de mettre fin à la grève par la force, la solution c'est de s'asseoir à une table. La ministre tente de casser le mouvement par la force au lieu de constater que ce que tout le monde demande, c'est qu'il y ait une négociation», a dit Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Il fait allusion au retour en classe forcé du cégep de Valleyfield aujourd'hui, décrété unilatéralement par la direction générale malgré le fait que les étudiants aient reconduit la grève à 55 % le 2 avril dernier. «Il faut envoyer un message clair. Démontrer que ça ne fonctionnera pas, ni par injonction ni par décret», a dit M. Nadeau-Dubois. Même s'il a reconnu que les cours seront fort probablement annulés aujourd'hui, le directeur général du cégep, Guy Laperrrière, a indiqué que cette décision applicable est «nécessaire afin de préserver la session d'hiver».

Le retour des étudiants du cégep de Valleyfield, en grève depuis le 20 février, devait se faire tôt ce matin sous haute surveillance policière. La CLASSE dépêchera trois autobus d'étudiants qui formeront des piquets de grève. Les enseignants, qui ont voté unanimement une résolution dénonçant le geste de leur direction, sont contraints de retourner en classe. Ils se sont toutefois engagés à ne pas passer les piquets de grève. «On dénonce l'irresponsabilité du collège qui met en danger la sécurité de nos étudiants, a dit Mélanie Dutemple, professeure au cégep. On est en furie, c'est la démocratie qui est bafouée.»

Priorité aux cours

Appuyant la direction du cégep Valleyfield, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a lancé un appel hier à la poursuite des cours, appel qui a trouvé écho jusqu'au Brésil, où le premier ministre Jean Charest a aussi condamné l'intimidation à l'égard de ceux qui veulent étudier.

«Dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes soient intimidées parce qu'elles veulent aller étudier?» Il a ajouté que le Québec venait de faire «un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs», dans un autre secteur d'activité.

Pour Mme Beauchamp, le débrayage est illégal et ne peut donc pas être légitimité en vertu du Code du travail. «On est devant des gens dont certains décident de boycotter leurs cours, mais les autres, ils sont en plein droit de demander d'y avoir accès. C'est donc un rappel, et les injonctions gagnées par les étudiants le démontrent, en plus du possible recours collectif annoncé, on doit répondre en fonction de la loi», a-t-elle déclaré dans une entrevue télévisée à Radio-Canada, qu'elle a elle-même sollicitée.

La ministre rappelle que la majorité, soit 65 % des étudiants des universités et des cégeps, «suivent leurs cours dans des salles de classe et vont obtenir leur diplôme sans perturbation». Environ huit cégeps sont dans une situation critique en ce qui concerne le prolongement des sessions, mais il n'y a pas d'annulation pour l'instant, souligne-t-elle, à part des reports de sessions d'été.

Elle ne reconnaît pas non plus de coûts à cette grève qui dure depuis au moins huit semaines dans certains cas. «Il n'y a pas de coûts supplémentaires. Les professeurs sont disponibles pour donner les cours. Les sessions qui se termineraient au mois d'août, c'est en tout respect de la convention collective des professeurs. Ce n'est pas au chapitre des cours que ça présente des sommes importantes.»

Mme Beauchamp demeure ferme sur sa position: leur dialogue ne se fera pas sur la base du gel que réclament les étudiants. Ceux-ci n'entreviennent pas d'autres possibilités même s'ils souhaitent vivement discuter avec elle. «On est 180 000 personnes en grève. Elle ne faiblit pas. Elle va se poursuivre et le seul moyen de se sortir de l'impasse c'est de s'asseoir à table», a soutenu M. Nadeau-Dubois.

Marathon de manifestations

Tôt en matinée, plusieurs dizaines d'étudiants s'étaient massés devant l'immeuble de la Banque Nationale dans la rue de la Gauchetière Ouest pour en bloquer l'accès. Les policiers ont eu recours à du gaz irritant pour disperser les manifestants après avoir donné l'ordre de dispersion. Un homme de 23 ans a été arrêté sur les lieux pour voies de fait à l'endroit d'un policier. Un autre manifestant a été blessé à la cheville en quittant les lieux à la course. Un fâcheux événement s'est produit alors qu'une dame, qui a été victime d'un malaise à l'intérieur de l'immeuble, a dû attendre que les policiers libèrent l'entrée de l'édifice avant d'être prise en charge par Urgences Santé.

Un peu plus tard dans la journée, des étudiants ont tenté de pénétrer à l'intérieur d'un édifice à bureaux sis aux intersections de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque. Un agent de sécurité, qui a tenté de leur bloquer l'accès, a été bousculé par les étudiants et a subi des blessures mineures. Celui-ci a déposé une plainte auprès du SPVM.

L'Association facultaire étudiante des langues et communication de l'UQAM (AFLEC) ont organisé une grande manifestation générale illimitée. Le concept? En partance du square Victoria, 12 manifestations se sont succédé pendant 12 heures, dont une à vélo. Hier, des étudiants ont également tenu des manifestations à Québec. Des succursales de la CIBC et de la Banque Nationale ont été occupées en matinée.

L'appui de professeurs

Les étudiants ont reçu hier l'appui de 524 professeurs d'université, qui, dans une lettre ouverte, dénoncent la conception du gouvernement «à courte vue du financement des universités». «Aux revendications — légitimes et argumentées — des étudiantes et étudiants, nous apportons notre soutien, aujourd'hui comme demain, pendant comme après la grève, quelle qu'en soit l'issue», écrivent les professeurs. Ils saluent «l'esprit critique» et «la persévérance» des étudiants qui ont ouvert un espace de réflexion, selon eux. «Ils méritent d'être écoutés», déclarent les signataires provenant des universités de différentes régions du Québec, de Rimouski à l'Outaouais.

Avec La Presse canadienne

Vos réactions (178)

LE DEVOIR: Grève étudiante - Des idées pour mettre fin au «gaspillage»: Les fédérations étudiantes proposent de couper dans les budgets universitaires – Jeudi 12 avril 2012

Mélissa Guillemette

Les fédérations étudiantes proposent de geler certains budgets des universités afin de pouvoir maintenir le gel des droits de scolarité. Les recteurs n'accordent aucune valeur à leurs calculs et affirment que l'éducation se détériorerait si un tel plan s'appliquait.

Après avoir étudié les finances des universités québécoises, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) suggèrent de geler pendant cinq ans dix postes budgétaires universitaires qui ne seraient pas liés à l'enseignement, à la recherche ou aux services aux étudiants. Les impressions et photographies, les

communications, les honoraires de consultants et les frais de déplacement font partie du «gras» où il faut couper, selon les étudiants.

Les fédérations estiment que du «gaspillage» a cours dans ces postes budgétaires qui sont en croissance ces dernières années, et jugent que stopper cette croissance permettrait d'économiser 289,3 millions de dollars par année, soit plus que ce que représentera en 2017 la part de la hausse des droits de scolarité de 1625 \$.

La Fédération propose aussi d'harmoniser les salaires des membres de la haute direction de toutes les universités avec ceux du réseau de l'Université du Québec.

«On a fait finalement le travail qu'on demandait à la ministre [de l'Éducation, Line Beauchamp] de faire depuis très longtemps et on voit que le gel des droits de scolarité est possible sans aller taxer davantage la classe moyenne et sans brimer les services aux étudiants», a expliqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, juge que les étudiants ont tout faux. «Ce n'est certainement pas comme ça qu'on va pouvoir maintenir et accroître la qualité de la formation et de la recherche dans les universités québécoises, a-t-il répliqué. Ce gel [des budgets] mènerait à la

dégradation de la qualité de l'enseignement et de la recherche.» Il rappelle qu'une étude de la CREPUQ de 2010 a dévoilé que les universités québécoises composent avec un écart de financement de 620 millions par rapport aux autres universités canadiennes.

Rejet des recteurs

Oui, il peut y avoir des améliorations quant aux budgets — les universités sont d'ailleurs déjà engagées dans diverses mesures pour économiser —, mais «de dire qu'il y a du gras, c'est vraiment être complètement à l'extérieur de la réalité des choses», ajoute M. Zizian. Il est d'ailleurs surpris des propositions de la FEUQ, alors même que les étudiants demandent un enseignement «à la fine pointe de la technologie».

Québec solidaire (QS) a aussi présenté un plan hier pour éviter la hausse des droits de scolarité contestée: taxer les institutions financières. Le parti propose au gouvernement libéral de ramener la taxe sur le capital versé, abolie en 2011, pour engranger des revenus de 228 millions par an. Le parti propose que le taux de taxe soit de 0,6 %, alors qu'il était de 0,98 % en 2007.

QS hausserait même cette taxe pour arriver à la gratuité des études postsecondaires. «Le Québec en a les moyens parce qu'il a de très grandes banques, très riches, qui peuvent contribuer au développement du savoir, a affirmé la porte-parole du parti, François David. Elles peuvent le faire sans rien y perdre, ou si peu.»

L'après-grève s'organise

Les universités montréalaises font des plans pour que la session d'hiver se termine en règle après la grève étudiante.

Les étudiants de l'Université de Montréal ont reçu hier un message de la direction les informant qu'ils pourront annuler leur session, sans impact sur leur bulletin et sans remboursement, jusqu'au 18 avril. La direction prévoit que les cours pourront être repris jusqu'au 15 juin.

À l'UQAM, la Commission des études a décidé de reporter la session d'été. Au lieu de commencer en mai, elle débutera à la fin de juin pour laisser le temps aux étudiants de terminer leur session en cours jusqu'au 22 juin. L'Université Concordia n'a pas fait part de ses intentions, ce que l'Association des étudiants des cycles supérieurs dénonce.

LE DEVOIR: Les hôpitaux risquent de manquer de personnel: Les établissements pourraient être privés de centaines de finissantes en soins infirmiers – jeudi 12 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les étudiants ont poursuivi leurs actions de contestation hier en bloquant la circulation au centre-ville de Montréal et en forçant l'intervention des policiers.

La Presse canadienne

Québec — Les hôpitaux pourraient bien manquer de personnel cet été si la grève étudiante perdure.

C'est ce que déplore le syndicat des infirmières, qui exhorte le gouvernement Charest à agir «rapidement de façon responsable» pour régler la crise à la satisfaction des grévistes.

Le gouvernement «court un risque», celui d'être en pénurie de main-d'œuvre dans les hôpitaux, a martelé la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), Régine Laurent, dans une entrevue récente à La Presse canadienne.

Elle estime la cohorte annuelle habituelle des finissantes de 1000 à 1200. Elle soutient que, si rien n'est fait, les établissements du réseau seront privés de plusieurs centaines de finissantes, mais également des externes, des étudiantes de deuxième année qui gagnent une expérience essentielle en milieu de travail.

«Elles sont tout aussi importantes que les finissantes, et cela permet aux établissements de les fidéliser, de les retenir quand elles finiront leurs études», a-t-elle indiqué.

Elle a rappelé que son syndicat en conseil fédéral avait récemment réitéré son «appui à la lutte étudiante», même si ses membres pourraient être affectés par le manque de relève à courte échéance. «Je suis d'accord avec l'argumentation [de mes membres], selon laquelle on aime mieux souffrir maintenant et s'assurer qu'on aura du monde qui viendra nous remplacer plus tard, davantage de finissantes dans les cohortes, au lieu de risquer d'avoir moins de monde dans nos professions en raison de la hausse des droits de scolarité.»

Elle a reconnu toutefois qu'il est difficile de chiffrer la pénurie à venir, car ce ne sont pas tous les départements de sciences infirmières dans les collèges et les universités qui sont perturbés par les mouvements de protestation.

Les employeurs, c'est-à-dire les hôpitaux et les centres d'hébergement et de soins de longue durée, observent aussi la situation. La porte-parole de l'Association québécoise des établissements de santé et des services sociaux (AQESS), Catherine Bourgault-Poulin, a affirmé hier que les membres sont «préoccupés» par l'impasse et ses conséquences sur la gestion des effectifs.

«C'est certain que, plus ça avance, plus c'est préoccupant, puisque les vacances dans le réseau sont normalement du 15 mai au 15 septembre, donc le gros des embauches a lieu à compter du 15 mai», a-t-elle précisé.

«J'ai l'impression qu'il y aura des impacts. Quels seront-ils exactement?», a-t-elle demandé.

En effet, elle ignore combien d'emplois sont en jeu et sont à pourvoir. Son association reste par ailleurs prudente et ne souhaite pas s'engager sur le terrain politique. «On espère avoir le même nombre d'embauches que les années précédentes», a-t-elle dit, non sans souhaiter de vive voix une solution rapide.

Les gestionnaires du réseau partagent également ces inquiétudes. Le président de l'Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec, André Côté, a notamment rappelé que des établissements en région comptent beaucoup sur les cohortes d'étudiants des cégeps locaux pour combler leurs besoins de main-d'œuvre.

Selon lui, il est donc «possible» que les retards dans les sessions scolaires «causent certaines perturbations».

LE DEVOIR: En bref - Sam Hamad est interpellé au Brésil – Jeudi 12 avril 2012

La Presse canadienne

São Paulo — Le conflit sur la hausse des droits de scolarité a rejoint le gouvernement libéral jusqu'au Brésil, où Jean Charest et des ministres sont en mission cette semaine.

Alors qu'il était de passage hier à l'Université de São Paulo, le ministre du Développement économique, Sam Hamad, s'est fait apostropher par une personne mécontente de la décision des libéraux. Une brève altercation est survenue dans les corridors de l'établissement. Une vidéo a circulé sur

Vos réactions

- Viktoria13 – Inscrit, 12 avril 2012 12 h 16 Étudiants importés

C'est exactement le scénario évoqué ici que je crains depuis le début des hostilités entre les étudiants et la Beauchamp.

Pourquoi financer les études de nos propres citoyens quand nous pouvons importer sans frais des gens diplômés dont les études n'auraient rien coûté à l'état?

Dommmages collatéraux: accès de plus en plus réduit aux études au Québec, ayant à plus long terme un impact sur l'économie des Québécois et l'intensification des problèmes de société liés à la pauvreté. De plus, les immigrants diplômés auront été leurrés dans une société qui ne peut souvent pas se permettre de les intégrer ni de leur offrir l'occasion de pratiquer les professions qu'ils ont apprises dans leurs pays. N'oublions pas non plus qu'on appauvrit les pays d'origine de ces

YouTube, mais il n'a pas été possible d'obtenir de confirmation auprès de la personne qui l'a diffusée ni auprès du cabinet du premier ministre. Les images sont confuses, mais permettent d'apercevoir M. Hamad en train de marcher. Une voix hors champ, non identifiée, invective le ministre en l'accusant de vouloir trouver au Brésil des étudiants pour compenser la perte de ceux qui, au Québec, devront abandonner leurs études à cause de la hausse des droits de scolarité.

immigrants, puisque ces pays perdent leurs diplômés au profit du Québec, comme le Québec perd ses diplômés au profit des autres provinces et du reste de l'Amérique.

Tout le monde est perdant, mais le peu de gens à qui ça profite et qui détiennent le pouvoir de décision (le fameux 1%) sont à l'abri des impacts.

Vivement les élections!



photo agence qmi, jocelyn malette

Des étudiants ont manifesté contre la hausse des droits de scolarité au square Victoria. Les travailleurs ont marché entre les autos qui circulaient, bloqués l'accès aux travailleurs de la Tour de la Banque Nationale.

Sarah-Maude Lefebvre

Que les étudiants se le tiennent pour dit : les établissements d'enseignement de niveau universitaire ne donneront pas de « diplômes à rabais », peu importe combien de temps durera le boycottage.

Alors que la ministre de l'Éducation Line Beauchamp presse les cégeps et les universités de recommencer à donner leurs cours, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) tient à mettre en garde les étudiants qui persistent dans leurs moyens de pression.

« Il n'y aura pas de compromis par rapport à la qualité de la formation offerte. La position des universités est claire : il n'y a pas de formation à rabais », lance le président-directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian.

De l'école jusqu'en août

Hier, l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'Université de Montréal et l'Université de Sherbrooke ont présenté leurs différents « scénarios » quant à un retour en classe des étudiants.

À l'UQAM, on envisage un prolongement de la session d'hiver, jusqu'au 22 juin, si les étudiants mettent fin à leur boycottage d'ici le 7 mai. La session d'été, elle, s'étirera jusqu'au 3 août.

À l'Université de Montréal, on prévoit que la session se terminera le 15 juin pour les étudiants qui ont cessé leur boycottage dans les derniers jours. L'avenir de la session demeure incertain pour ceux qui sont toujours en grève.

« L'Université de Montréal ne peut garantir, malgré les mesures de rattrapage qui seront mises en place au moment du retour en classe, que tous les cours seront complétés pour la mi-juin. Tant que ces étudiants ne

seront pas retournés en classe, il nous est impossible d'être plus précis sur les conditions de récupération ou d'abandon de leurs cours », pouvait-on lire dans le communiqué envoyé par l'université, hier.

Des cours annulés, s'il le faut

L'université n'offre « aucune garantie » à ceux qui sont toujours en grève. Comme à l'Université de Sherbrooke, on envisage d'annuler des cours si le boycott s'étire encore sur une longue période et que les professeurs ne sont plus disponibles.

« Plusieurs cours ne sont offerts qu'au trimestre d'hiver et certains étudiants devront peut-être attendre pour reprendre un cours. Mais ils sont au courant de cette réalité. », fait valoir Lucie Laflamme, vice-rectrice aux études à l'Université de Sherbrooke.

« On ne peut annuler la session, mais on peut annuler des cours. Ce sont des solutions imparfaites, mais il faut les envisager », poursuit-elle.

De son côté, l'UQAM s'engage aussi à ne faire aucun compromis sur la qualité de l'enseignement.

« S'il manque 30 heures à un étudiant pour compléter son cours, on va s'assurer que toutes les heures soient reprises, quitte à ce que ça soit de soir, de fin semaine ou pendant les congés fériés », assure Jennifer Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

« Certains de nos chargés de cours ont des engagements pour l'été, pris il y a plus d'un an. Il faut considérer cela aussi dans nos mesures de rattrapage. On va faire au mieux de nos capacités, mais plus le temps avance, plus ça devient difficile. »

Plus de 176 000 étudiants des cégeps et des universités sont toujours en grève.



«C'est dangereux, ça va instaurer un climat de guerre civile sur les campus, une loi de la jungle où les plus forts vont franchir les piquets de grève. La décision d'entrer en grève ou non a été prise démocratiquement et doit être respectée collectivement.»

– gabriel nadeau-dubois, porte-parole de la classe

[Afficher 41 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

• myriam77

JE JE RÉPÈTE: CE N'EST PAS UNE GRÈVE, QUOIQU'EN DISENT LES ANNE MARIE DUS-SAULT DE CE MONDE

Ce n'est pas une grève au sens du code du travail, est-ce assez clair? Oui je sais, vos leaders jouent sur les mots, lesdits mots qui leurs ont été mit dans la bouche par les syndicats qui en veulent à Charest. Effectivement, on pourrait appeler cela "une grève" comme la grève de la faim. Dans ce cas là,

la grève signifie "une interruption". mais quand on fait la grève de la faim, on empêche pas les autres de manger.

Dans votre cas, vos leaders n'ont cessé de répéter que c'était "une grève" comme dans le cas des salariés. Et à cet effet, quand il y a une grève, les salariés font une ligne de piquetage. Et quand il y a une ligne de piquetage, on ne doit pas la traverser en principe.

Mais ce n'est une grève comme celle là que vous faites ou avez le droit de faire. Le Code du travail du Québec s'applique au Québec

pour des salariés, pas pour des étudiants, n'en déplaise à vos leaders.

Maintenant, vous allez devoir payer encore plus: en plus d l'augmentation, il va y avoir des inconvénients majeurs. Pour certains d'entre vous, ce sera une belle leçon de vie. Pour dédommagement, retournez voir vos leaders...

• Lyda [Réduire](#)

Toute cette merde et pourquoi? Pour une augmentation DE MOINS DE 6,25\$ par semaine.

ILS se préparent tout un avenir!



Crédit photo : Agence QMI

Par Mario Pitre | Agence QMI

La direction du Collège de Valleyfield a confirmé mercredi soir que le retour en classe se ferait jeudi matin, tel que décrété précédemment, dissipant les rumeurs d'un recul de la part des dirigeants de l'institution. Des

associations étudiantes ont pour leur part annoncé qu'elles bloqueront l'accès au collège dès 6 h du matin.

Dans une entrevue téléphonique à l'Agence QMI un peu après 21 h mercredi, le directeur du collège, Guy Laperrière, a réitéré la ferme intention de la direction de reprendre les cours jeudi matin.

De leur côté, l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont fait savoir par voie de communiqué qu'elles entreprennent leur intervention «en réaction à la décision unilatérale de la direction de briser le mandat de grève adopté démocratiquement».

«Le message est clair : ce ne sont ni les injonctions ni les décrets unilatéraux des administrations qui mettront fin à cette grève, a indiqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Le mouvement ne s'essouffle pas et il tiendra jusqu'au recul des libéraux, point à la ligne.»

La Coalition condamne vivement la tentative de la direction du Collège de Valleyfield d'ignorer le vote de grève pris démocratiquement et de forcer le retour en classe jeudi matin. Le 2 avril en assemblée générale, le vote de grève avait été adopté par une majorité de 88 voix lors d'un vote secret. Un nouveau vote était prévu lundi prochain, mais annulé en raison de la décision du Collège.

TVANOUVELLES: Grève étudiante: Sherbrooke: Solidaire... mais à quel prix ? - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 20h17



Crédit photo : TVA Nouvelles

Lucie Laflamme, vice-rectrice aux études

Par Jean-François Desbiens | TVA Sherbrooke

À l'Université de Sherbrooke, plus de 6500 étudiants sont toujours en grève. La direction est plutôt vague quant aux conséquences de ce boycott des cours. Elle se dit incapable de prévoir ce qui adviendra de leur session, qui doit prendre fin dans moins de trois semaines.

Il serait étonnant que le trimestre puisse se terminer comme prévu le 27 avril; selon la vice-rectrice aux études, la session devra vraisemblablement être prolongée.

Devant l'incertitude, des étudiants, qui se retrouvent malgré eux en grève, sont inquiets, certains se disent même angoissés.

C'est le cas d'une étudiante qui demeure à l'extérieur de la région. Elle ne bénéficie d'aucun

soutien financier de ses parents; l'été, elle travaille pour payer ses sessions d'automne et d'hiver.

Elle ne sait pas si le 1er mai, elle pourra quitter comme prévu; elle craint même que son emploi estival soit en péril, ce qui aurait des conséquences néfastes sur la suite de ses études.

Elle a aussi du mal à s'expliquer que la direction de l'Université ne fasse pas preuve de plus de transparence envers les étudiants et dénonce l'inaction du gouvernement pour dénouer l'impasse.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Dans un climat de confrontation - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 20H07 | Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 20H09

Régys Caron

Les associations étudiantes reprochent à la ministre de l'Éducation d'instaurer un climat d'affrontement sur les campus des cégeps et des universités.

« C'est une décision dangereuse et irresponsable de la part de la ministre de l'Éducation. Ça va amener des dérapages et des tensions que tout le monde veut éviter », a prévenu le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, après avoir pris connaissance de la déclaration de la ministre.

Un avis entièrement partagé par Gabriel Nadeau-Dubois, président de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Forcer un retour en classe, ça risque d'instaurer un climat de confrontation extrêmement dangereux sur les campus », a dit M. Nadeau-Dubois.

Les associations étudiantes promettent un débarquement en force au cégep de Valleyfield, qui a ordonné une reprise des cours à partir d'aujourd'hui en dépit du boycott enclenché par les étudiants depuis le 20 février.

« On va bloquer »

« On veut en faire un exemple et démontrer à Mme Beauchamp et aux administrations que ce n'est pas comme ça que le conflit va se régler. On va bloquer le cégep de Valleyfield, personne ne va y entrer et ça va être comme ça dans tous les campus où on va tenter de mettre fin par la

force à la grève », a promis le président de la CLASSE.

Les étudiants ne sont pas seuls dans leur bataille, se rassure Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). « À Valleyfield, les profs ont dit qu'ils ne franchiront pas les piquets de grève. »

Selon Mme Desjardins, les cégeps et les universités ne reprendront pas les cours dans un climat de tension. « La majorité des institutions ne veulent pas entrer en confrontation avec leurs étudiants », dit-elle.

La Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs et principaux des universités (CREPUQ) ont promis que les cours ne reprendront que dans un contexte de sécurité.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Collège de Valleyfield: La rentrée s'annonce chaotique - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 18H39 | Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 22H14



Collège du Valleyfield.

Mario Pitre

Mario Pitre / Agence QMI

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD – La direction du Collège de Valleyfield a confirmé mercredi soir que le retour en classe se ferait jeu-

di matin, tel que décrété précédemment, dissipant les rumeurs d'un recul de la part des dirigeants de l'institution.

Des associations étudiantes ont pour leur part annoncé qu'elles bloqueront l'accès au collège dès 6 h du matin.

Dans une entrevue téléphonique à l'Agence QMI un peu après 21 h mercredi, le directeur du collège, Guy Laperrière, a réitéré la ferme intention de la direction de reprendre les cours jeudi matin.

De leur côté, l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont fait savoir par voie de communiqué qu'elles entreprennent leur intervention «en réaction à la décision unilatérale de la direction de briser le mandat de grève adopté démocratiquement».

«Le message est clair : ce ne sont ni les injonctions ni les décrets unilatéraux des administrations qui mettront fin à cette grève, a indiqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Le mouvement ne s'essouffle pas et il tiendra jusqu'au recul des libéraux, point à la ligne.»

La Coalition condamne vivement la tentative de la direction du Collège de Valleyfield d'ignorer le vote de grève pris démocratiquement et de forcer le retour en classe jeudi matin. Le 2 avril en assemblée générale, le vote de grève avait été adopté par une majorité de 88 voix lors d'un vote secret. Un nouveau vote était prévu lundi prochain, mais annulé en raison de la décision du Collège.

TVANouvelles: Collège de Valleyfield: Des étudiants n'en peuvent plus de la grève - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 18h11

Par Véronique Prince | TVA Nouvelles
Après huit semaines de grève, c'est assez! affirme ce groupe d'étudiants. La session est menacée, les stages et les emplois d'été aussi. Pour eux, il est temps de retourner sur les bancs d'école.
«Si je ne suis pas capable de terminer mes prélabes pour rentrer à mon prochain cégep, ça pourrait mettre en péril ma session d'automne 2012» explique David Faubert-Cinq-Mars, étudiant au Collège de Bois-de-Boulogne.
Danick Bonnette, étudiant au Collège Ahuntsic, craint qu'il y ait beaucoup de problèmes et de ralentissement pour les étudiants en techniques et ceux qui ont des stages.
Gengis Grenier, étudiant au Collège de Valleyfield éprouve les mêmes craintes: «Les candidatures

pour la profession infirmière ont lieu cet été. Quand la session n'est pas terminée et que les cours préalables ne sont pas terminés, on perd beaucoup de semaines de travail.»
Les fédérations étudiantes leur demandent de tenir encore quelques jours.
Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, croit que les étudiants seront capables d'aller chercher davantage du côté du gouvernement: «Oui, ce sont des risques, oui ce sont des sacrifices de faire la grève.»
Martine Desjardins, de la FEUQ, déplore l'absence de la ministre: «Encore une fois, où est la ministre dans ce conflit là et pourquoi elle ne répond pas aux étudiants? Pourquoi elle refuse de s'asseoir? Ce serait si simple!»

La ministre a expliqué aujourd'hui qu'elle se plaçait définitivement du côté des étudiants qui veulent retourner en classe: «Moi mon rôle comme ministre, c'est que ceux qui veulent aller suivre leurs cours, puissent aller suivre leurs cours. Ils ont la loi de leur côté, les tribunaux leur donnent raison et, en ce moment, le vrai plan, c'est de s'assurer que les cours puissent se donner» explique-t-elle.
Jeudi, le Collège de Valleyfield va reprendre les cours et les activités pédagogiques, même si ça ne fait pas l'affaire de certains étudiants. Les grévistes, qui prévoient piquetage et manifestations, promettent que personne n'osera entrer dans l'établissement.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : Charest et Beauchamp haussent le ton – Mise à jour le mercredi 11 avril 2012 à 18 h 05 HAE

Le premier ministre Jean Charest ne cache plus son exaspération envers le mouvement étudiant, alors que les manifestations contre la hausse des droits de scolarité [se poursuivent](#) dans les rues du Québec.
Depuis São Paulo, au Brésil, où il est en visite, M. Charest a dénoncé toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant.
Le premier ministre Charest a indiqué que personne ne devait empêcher les étudiants de cégep et d'université de retourner en classe. Il a même comparé la situation qui prévaut lors des votes des étudiants au climat d'intimidation qui règne dans l'industrie de la construction.
« On ne doit pas céder le pas à l'intimidation », a affirmé le premier ministre, avant de se demander: « Dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier? »
M. Charest a rappelé que le Québec venait de faire « un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs », dans un autre secteur d'activité.
Beauchamp veut que les cours soient donnés
VIDEO: L'entrevue avec la ministre Line Beauchamp
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déclaré mercredi que les cégeps et les universités devaient offrir leurs cours normalement, peu importe que les étudiants y assistent ou non.

« Ma responsabilité est de rappeler aux directeurs d'établissements des universités et des cégeps que toutes les mesures doivent être prises pour que les cours puissent se donner », a-t-elle déclaré mercredi matin au Réseau de l'information, lors d'une entrevue qu'elle a elle-même sollicitée.
« Il y a des étudiants qui veulent entrer et suivre leurs cours, et ils y ont droit. La loi leur donne raison. » — Line Beauchamp
« Avant de décider qu'on annonce que les cours ne se donnent pas, il faut évaluer si on a accès ou pas à l'édifice, et il faut faire cette évaluation quotidiennement ou même à la demi-journée », a-t-elle précisé dans une seconde entrevue donnée ultérieurement.
La ministre soutient que la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décidée par son gouvernement équivaut en fait à une hausse de 230 \$ par année ou 115 \$ par session, si l'on tient compte d'un crédit d'impôt applicable.
Faisant écho à des propos tenus mardi par le premier ministre Jean Charest, la ministre affirme que les étudiants qui manifestent contre la hausse des droits de scolarité ne représentent que 35 % de la population étudiante, et ils exercent un boycottage plutôt qu'un débrayage.
« On n'est pas dans un mouvement de grève au sens des lois qui encadrent le domaine du travail. On est devant des gens - certaines gens, parce que ce n'est pas la majorité - qui décident de boycotter leurs cours, mais les autres sont en

plein droit de demander aux établissements d'avoir accès à leurs salles de classe et de recevoir les cours. »
« Il faut qu'on mette tout en oeuvre pour qu'ils puissent exercer leur droit de recevoir leurs cours », poursuit-elle. « Ce serait inacceptable et intolérable qu'on ne permette pas à un établissement de respecter la loi et respecter les responsabilités que donne la loi ».
Pas de négociations en vue
Interrogée au sujet d'une possible négociation avec les étudiants, la ministre Beauchamp se montre peu enthousiaste. Elle déplore que les leaders du mouvement cherchent constamment à refileur la facture à quelqu'un d'autre.
« Systématiquement, tout le temps, leur revendication est de dire: "Nous voulons le gel des droits de scolarité". Et à la fin, ce que ça veut dire, c'est que d'année en année, un étudiant universitaire paie toujours de moins en moins la partie de la valeur de son diplôme universitaire, et c'est là où nous, on dit non », dit-elle.
« Pour nous, ce ne sera jamais le bon sujet de discussion », poursuit la ministre Beauchamp.
« La question de la hausse des droits de scolarité, c'est une décision qui fait partie du cadre budgétaire du gouvernement, et sur ça, on sera ferme. On a ouvert la porte pour pouvoir parler d'accessibilité aux études, et on n'a pas voulu venir s'asseoir pour parler de ça. »
« Le contribuable québécois, c'est lui qui fait le plus gros de l'effort pour financer les universités.

Traditionnellement, au Québec, on a toujours demandé aux étudiants de payer une part de leur facture universitaire. Dans cinq ans, il est appelé à payer 17 % de la valeur de son diplôme universitaire », affirme-t-elle.

La ministre reconnaît que certains établissements font face à « un scénario de sessions très perturbées », mais soutient que le coût est nul pour le gouvernement jusqu'à nouvel ordre.

« Au moment où on se parle, il n'y a pas de coûts supplémentaires, parce que les professeurs sont disponibles pour donner leur cours. Quand je parle [...] de l'exemple ultime, d'une session qui se terminerait au mois d'août, c'est en tout

respect des conventions collectives des professeurs », affirme-t-elle.

Des fédérations mécontentes

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont dénoncé en après-midi le mot d'ordre envoyé par la ministre de l'Éducation aux administrations postsecondaires. Pour la FECQ et la FEUQ, cette directive ne fera qu'augmenter la tension et les conflits entre les étudiants.

« La directive de la ministre est irresponsable. Forcer le retour en classe des grévistes, ne fera que créer des tensions potentiellement dange-

reuses entre les étudiants. Au lieu d'envenimer la situation, la ministre devrait se mettre en mode solution. » — Léo Bureau-Blouin, FECQ

Les étudiants rappellent à la ministre que la grève a été votée de manière démocratique et qu'elle doit respecter la volonté des étudiants.

Dans une conférence de presse tenue mercredi avant-midi, les fédérations étudiantes universitaire et collégiale du Québec ont par ailleurs fait valoir que le réseau universitaire du Québec pouvait trouver en son sein la [marge de manœuvre nécessaire](#) pour assurer son financement sans qu'une hausse des droits soit imposée aux étudiants.

LEDEVOIR.COM: Grèves étudiantes: Jean Charest dit que l'intimidation doit cesser – Mercredi 11 avril, 17h54



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

« On ne doit pas céder le pas à l'intimidation », a dit le premier ministre en point de presse, en marge de la mission à caractère économique à laquelle il participe au Brésil (photo d'archives) La Presse canadienne

Le premier ministre Jean Charest sonne la fin de la récréation. Il affirme que toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant doit cesser et que personne ne doit empêcher les étudiants de cégep et d'université de retourner en classe.

Depuis Sao Paulo, au Brésil, M. Charest s'est même risqué à comparer la situation qui prévaut lors des votes pris par les étudiants au climat

d'intimidation qui règne dans l'industrie de la construction.

« On ne doit pas céder le pas à l'intimidation », a dit le premier ministre en point de presse, en marge de la mission à caractère économique à laquelle il participe au Brésil.

Sinon, s'est-il demandé, « dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier? »

Il a ajouté que le Québec venait de faire « un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs », dans un autre secteur d'activité.

La semaine dernière, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait exhorté les étudiants à procéder par vote secret lors des votes de grève à reprendre, précisément pour éviter que certains se sentent contraints de suivre le mouvement de boycott des cours, qui dure depuis plus de deux mois, mettant chaque jour davantage en péril la session en cours.

Aujourd'hui la ministre Beauchamp a tapé le clou, s'adressant cette fois aux directions des universités et des cégeps, pour leur dire qu'elles devaient « tout mettre en oeuvre » pour que les étudiants désirant suivre leurs cours puissent le faire sans problème.

Dans cet esprit, elle a dit appuyer le Collège de Valleyfield, qui a décidé de forcer le retour en classe dès jeudi, même si une majorité des étudiants s'est prononcée en faveur du boycott.

Le message de la ministre est clair: les cours doivent se donner, qu'il y ait vote en faveur de la grève ou pas, point.

Dans un climat de confrontation, le ton a donc monté d'un cran, aujourd'hui, entre le gouvernement et le mouvement étudiant.

Actuellement, 35 pour cent des étudiants, environ 178 000 jeunes, sont toujours dans la rue, tandis que les 65 autres pour cent poursuivent leurs cours comme avant le déclenchement du boycott.

Car il faut bien parler de boycott et non de grève, a insisté le premier ministre Charest, puisque le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants.

Les leaders du mouvement étudiant devront donc accepter que les étudiants poursuivent leur session « sans qu'on cherche à les bloquer dans leur droit le plus strict d'obtenir une éducation », a ajouté le premier ministre.

Selon la ministre Beauchamp, à ce stade-ci, la situation est devenue très préoccupante quand on pense aux délais requis pour récupérer le temps perdu d'ici la fin de l'été, compte tenu des conventions collectives des enseignants.

Il n'est toujours pas question, pour le gouvernement, de reculer sur le fond: les hausses des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans vont s'appliquer.

[Vos réactions \(43\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL: «Grève étudiante: De l'huile sur le feu»: L'appel au retour en classe forcé de la ministre Beauchamp ne fait que «jeter de l'huile sur le feu» du mouvement étudiant - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 17H47 | Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 19H11



Photo agence qmi, maxime deland
Plusieurs centaines d'étudiants manifestent contre la hausse des frais de scolarité dans les rues du centre-ville de Montréal sous surveillance policière.

Francis A-Trudel

C'est la réaction spontanée des leaders des fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ et FEUQ) et de la Coalition large de l'ASSE (CLASSE). Mercredi, la ministre de l'Éducation a vive-

ment incité les institutions sous le coup d'un mandat de grève à donner leurs cours aux étudiants désireux d'y assister.

Des propos «très mal reçus» par l'aile militante du mouvement.

«Ce sont des propos inacceptables, décrit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. Ça contribue à installer un climat de confrontation sur les campus. Tout le monde est perdant là-dedans.»

M. Nadeau-Dubois a tenu à rappeler à Mme Beauchamp qu'un conflit «se règle autour d'une table de négociations, pas dans les affrontements entre étudiants».

«Je trouve que l'attitude de la ministre est déplorable et irresponsable, déplore Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. En appelant à briser les mandats de grève, elle va créer des tensions et conflits entre étudiants, ça ne fait que jeter de l'huile sur le feu.»

Une expression reprise par son homologue au niveau universitaire. «Ça ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu, mais les étudiants ne se laissent plus bernier par de tels propos», affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUS.

Fouetter les troupes

Interprétée comme une tentative de division, la sortie de la ministre devrait plutôt solidifier l'action étudiante, croient les trois leaders.

«Ça va en fait cimenter ce qui se passe sur le terrain, lance Mme Desjardins. Les votes passent avec 70% des voix, nous sommes loin d'un vote extrêmement divisible. Ça va solidifier les mandats, les étudiants en ont ras-le-bol de ne pas être écoutés.»

«Elle envenime la situation, je devrais peut-être la remercier en fait», ajoute-t-elle.



«La seule conséquence que ça va avoir, c'est de motiver encore plus les gens et de les mettre encore plus en colère. C'est certain que la tension va monter sur les campus», prétend de son côté M. Nadeau-Dubois. Plutôt que de porter le coup de grâce au mouvement étudiant, la ministre vient de raviver l'ardeur des grévistes, assure M. Bureau-Blouin. «Ce sont des allégations qui fouettent les grévistes, quidonnent l'impression d'une nécessité de se battre et de poursuivre le combat.»

Grève encore pertinente

Jugée invalide par la ministre Beauchamp, n'étant pas encadrée par une loi du Travail, la grève garde toute sa pertinence aux yeux de Léo Bureau-Blouin.

«La ministre joue sur les mots, elle tente par tous les moyens possibles et unimaginables de dériver l'attention de la vraie question. Ce gouvernement a un déficit incroyable de crédibilité auprès du public», attaque-t-il.

«Nous sommes tout à fait conscient que nous ne sommes pas des travailleurs, concède Mme Desjardins. Nous avons choisi de façon solidaire de quitter les bancs d'écoles. Si c'est à coup d'injonctions et de règlements qu'elle pense tuer le mouvement, elle se trompe royalement.»

«Ça fait neuf semaines que la grève a cours, ça fait neuf semaines qu'elle est reconnue par tout le monde, et tout d'un coup, elle ne l'est plus», s'étonne le porte-parole de la CLASSE, qui promet de faire de «Valleyfield un exemple», demain. Le collège a fait cavalier seul en annonçant la tenue des cours entre ses murs jeudi, ignorant le mandat de grève voté par son association étudiante.

Dès 6 heures, jeudi matin, des étudiants d'un peu partout en province vont converger au cégep pour tenir une «ligne de piquetage dure». Des frictions sont à prévoir, alors que l'administration s'est montrée ferme, mardi, en assurant que les accès du collège allaient être disponibles.

Afficher 50 de 55 commentaires (Montréal)

CYBERPRESSE: Grèves étudiantes: Charest dit que l'intimidation doit cesser - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 17h35



Photo: André Pichette, La Presse

Il faut bien parler de boycott et non de grève, a insisté Jean Charest, puisque le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants.

Jocelyne Richer et Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Québec
Le premier ministre Jean Charest sonne la fin de la récréation. Il affirme que toute forme d'intimidation exercée par le mouvement étudiant doit cesser et que personne ne doit empêcher les étudiants de cégep et d'université de retourner en classe.

Depuis Sao Paulo, au Brésil, M. Charest s'est même risqué à comparer la situation qui prévaut lors des votes pris par les étudiants au climat d'intimidation qui règne dans l'industrie de la construction.

«On ne doit pas céder le pas à l'intimidation», a dit le premier ministre en point de presse, en marge de la mission à caractère économique à laquelle il participe au Brésil.

Sinon, s'est-il demandé, «dans quelle sorte de société on vit, si on accepte que des personnes sont intimidées parce qu'elles veulent aller étudier?»

Il a ajouté que le Québec venait de faire «un gros débat dans le domaine de la construction, on ne veut pas ça pour ailleurs», dans un autre secteur d'activité.

La semaine dernière, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait exhorté les étudiants à procéder par vote secret lors des votes de grève à reprendre, précisément pour éviter que certains se sentent contraints de suivre le mouvement de boycott des cours, qui dure depuis plus de deux mois, mettant chaque jour davantage en péril la session en cours.

Mercredi, la ministre Beauchamp a tapé le clou, s'adressant cette fois aux directions des universités et des cégeps, pour leur dire qu'elles devaient «tout mettre en oeuvre» pour que les étudiants désirant suivre leurs cours puissent le faire sans problème.

Dans cet esprit, elle a dit appuyer le Collège de Valleyfield, qui a décidé de forcer le retour en classe dès jeudi, même si une majorité des étudiants s'est prononcée en faveur du boycott.

Le message de la ministre est clair: les cours doivent se donner, qu'il y ait vote en faveur de la grève ou pas, point.

Dans un climat de confrontation, le ton a donc monté d'un cran, mercredi, entre le gouvernement et le mouvement étudiant.

Actuellement, 35 pour cent des étudiants, environ 178 000 jeunes, sont toujours dans la rue, tandis que les 65 autres pour cent poursuivent leurs cours comme avant le déclenchement du boycott.

Car il faut bien parler de boycott et non de grève, a insisté le premier ministre Charest, puisque le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants.

Les leaders du mouvement étudiant devront donc accepter que les étudiants poursuivent leur session «sans qu'on cherche à les bloquer dans leur droit le plus strict d'obtenir une éducation», a ajouté le premier ministre.

Selon la ministre Beauchamp, à ce stade-ci, la situation est devenue très préoccupante quand on pense aux délais requis pour récupérer le temps perdu d'ici la fin de l'été, compte tenu des conventions collectives des enseignants.

Il n'est toujours pas question, pour le gouvernement, de reculer sur le fond: les hausses des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans vont s'appliquer.

Pendant ce temps, mercredi, des leaders étudiants ont proposé une série de mesures pour «couper dans le gras» des budgets des universités, afin d'éviter cette hausse des droits de scolarité.

En conférence de presse, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités.

Ils proposent notamment de geler pendant cinq ans les fonds liés à l'informatique, aux communications, à l'administration et aux investissements immobiliers.

«Lorsqu'on gèle ces fonds, on se rend compte qu'on fait des économies qui nous permettent de réinvestir notamment au niveau de la recherche et de l'enseignement qui sont les éléments fondamentaux des universités», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les fédérations étudiantes demandent également une diminution des salaires des recteurs des universités, et réclament des coupes dans les budgets liés au personnel de gestion.

Ces différentes mesures permettraient de dégager un surplus supérieur à ce que représenterait la hausse des droits de scolarité, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des Québécois, selon eux.

Pour accroître la pression sur le gouvernement, les manifestations se poursuivent.

Les étudiants avaient prévu tenir, ce mercredi, 12 manifestations en 12 heures.

En matinée, à Montréal, ils se sont pointés à divers endroits au centre-ville.

Tôt en matinée, plusieurs dizaines d'étudiants s'étaient massés devant l'immeuble de la Banque Nationale sur la rue de la Gauchetière Ouest pour en bloquer l'accès. Les policiers ont eu recours à du gaz irritant pour disperser les manifestants. Un homme de 23 ans a été arrêté sur les lieux pour voies de fait à l'endroit d'un policier. Un autre manifestant a été blessé à la cheville en quittant les lieux à la course.

Une dame, qui a été victime d'un malaise à l'intérieur de l'immeuble, avait dû attendre que les policiers libèrent l'entrée de l'édifice avant d'être prise en charge par Urgences Santé.

Un peu plus tard dans la journée, des étudiants ont tenté de pénétrer à l'intérieur d'un édifice à bureaux sis aux intersections de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque. Un agent de sécurité, qui a tenté de leur bloquer l'accès, a été bousculé par les étudiants et a subi des blessures mineures. Celui-ci a déposé une plainte auprès du SPVM.

Des étudiants ont également tenu des manifestations à Québec. Des succursales de la CIBC et de la Banque Nationale ont été occupées en matinée.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: Frais de scolarité: Couper dans le budget des universités - Publié le: mercredi 11 avril 2012, 15H52 | Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 19H03





Photo Agence QMI / Archives

La FEUQ et la FECQ proposent également de réduire les salaires des recteurs des universités McGill, Sherbrooke et de l'Université de Montréal puisque, selon les fédérations, ils sont trop payés.

Sami Bouabdellah / Agence QMI

Deux associations étudiantes ont proposé, mercredi, de « couper dans le gras » des budgets universitaires pour dénouer l'impasse avec le gouvernement concernant la hausse des droits de scolarité.

Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), des économies de près de 300 millions \$ pourraient être réalisées en « gelant » pendant cinq ans les frais de communications, de déplacements, d'acquisition de matériel, de fournitures et les autres dépenses de fonctionnement des universités.

Le gouvernement pourrait aller chercher l'argent nécessaire au maintien de la hausse du financement universitaire, prévu dans le budget du ministre des Finances, Raymond Bachand.

Les associations étudiantes soutiennent que ces mesures n'affecteraient ni la recherche ni la qualité des services offerts aux étudiants.

Les salaires des dirigeants des universités « à charte » – dont McGill, Sherbrooke et l'Université de Montréal – pourraient également être indexés à ceux des établissements affiliés au réseau de l'Université du Québec, qui sont moins élevés.

Afficher 7 commentaires (Québec)

- 1956
Les institutions ne se retournent pas contre les étudiants, ils remplissent leur mandat, faut pas avoir l'intelligence forte pour dire des conneries comme ça!!!!
- Jfturmel22
La grève des étudiants pourrait être efficace si les politiciens agissaient dans l'intérêt des québécois francophones du québec, dans l'intérêt de la majorité, une telle grève pouvant être néfaste pour les québécois francophones, le problème est que le gouvernement libéral dirigé par une minorité d'anglophones résidant dans westmount peuvent comploter afin de priver les étudiants québécois francophones d'éducation afin que des anglophones de l'ontario et d'autres populations mondiales entrent au québec pour remplacer la population québécoise francophone pas assez scolarisée, dans cette perspective, ils se réjouissent probablement que les étudiants québécois francophones n'étudient pas, en grève, se disant qu'ils remplaceront ces étudiants par des étudiants étrangers ontariens notamment scolarisés ailleurs qu'au québec, ce pourquoi john james charest, portant deux prénoms de ces ancêtres john tiefenbaker et james murray possiblement, ayant agi afin d'éliminer la population québécoise francophone, a fait adopter une loi permettant aux étrangers de l'ontario notamment d'entrer au québec pour travailler ayant été éduqués à la place des québécois ailleurs, la solution au problème est d'empêcher ce fraudeur john james charest de se faire déclarer élu alors qu'il ne l'est pas dans la réalité aux prochaines élections supporté par l'argent des canadiens anglais pour faire ce qui déplaît à une majorité de québécois francophones et ce qui plaît à une minorité d'anglophones de montréal, dans cette perspective, la présence des étudiants dans les parages des anglophones de westmount pouvait être intelligent, il faudrait aussi que les étudiants aillent compter les bulletins de vote aux prochaines élections pour empêcher charest et ses ministres de se faire déclarer élus alors qu'ils ne le sont pas dans la réalité, pour empêcher qu'ils haussent les frais de scolarité pour priver les québécois francophones des études supérieures, tout en allant compter le nombre de personnes qui vont voter au vote par anticipation que les libéraux modifient avant de les dépouiller le jour du scrutin pouvant ajouter des centaines ou des milliers de votes dans ces urnes pour faire déclarer des libéraux élus alors qu'ils ne

le sont pas, john james charest est notamment déclaré défait le jour des élections, et élu après dépouillement des bulletins de vote par anticipation qu'il peut modifier pendant des jours avant le dépouillement le jour des élections, pouvant ajouter des votes dans les urnes.

Attilio Ciampini

On devrait demander aux étudiants de rembourser leur bourse maintenant. Leur refus d'aller aux cours est une insulte aux payeurs de taxes qui payent des impôts pour leur permettre d'étudier

1956

Bien dit Attilio, on paie pour eux par nos impôts, et il faudrait se la fermer, j'en ai pas pour mon argent de ce temps-ci avec les étudiants qui sèchent les cours que je paie, et lâchez moi avec votre: je paierai votre pension, ma pension, je l'ai payé toute ma vie de travailleur et vos pensions, vous la ramaserez quand vous allez travailler

SD1972

Bon et bien depuis le début je ne suis pas d'accord avec ce que font les jeunes étudiants ...par contre je dois admettre qu'il faut que de l'autre coté on arrête dans les universités de faire du gaspillage...salaire ...effets scolaires gaspillés...ordinateurs renouvelés comme bon nous emble etc....

par contre ca c'est un autre problème que nous les payeurs de taxes et parents devront revendiquer par la suite ...mais en attendant les jeunes c'est nous autres la population et parents qui devront encore payer plus pour ce que vous faites en ce moment...c'est pas vous !!! comprenez bien que ca sera nos taxes qui paieront pour ca ...et ne croyez pas que vous allez réussir...car ce qui se prendra d'une main ressortira de l'autre et vice versa...en fin de compte quelqu'un va payer et le gouvernement c'est en quelque sorte nous même ...donc qui va payer pour vos bêtises ??? ..:)

SD1972

ehehehh...jfturmel éééoh lalala...tu vis certainement ailleurs que parmi nous mon amis pour dire des niaiseries comme ca ...ca fait pas de sens ce que tu rencontres le jeune !!!...c'est sure que tu es jeune car tu dois écouter beaucoup trop de fil pour dire des choses semblables...svp fait honneur a tes compatriotes qui se battent pour les bonnes raisons ..pas pour ca

SuperDupont [Réduire](#)

C'est du gros pathétique... je vais demander à hydro de diminuer ma facture de 50%, le reste ils le trouveront dans des coupes à

droite et à gauche... Ce mouvement syndical me dégoûte de plus en plus....

Afficher 16 de 17 commentaires (Montréal)

- Guest
Commentaire supprimé.
- monger91Top 50
Donner leur le mandat et peut-être vous surprendront-ils. Sans votre grossière exagération qui ne fait que montrer votre manque de contenu, les étudiants (et bien du monde voir même vous) en décartant tous les budgets de l'état pourraient probablement trouver des pti millions ici et là! Ça frôle la certitude!!!!!!
- NOUVEAU1954
Je pense qu'ils feraient mieux que les imbéciles qui nous gouvernent..... Je pense qu'on devrait les écouter un peu plus souvent les jeunes.
- Bardou25Top 50
Bravo a Vous 2, la vous avez trouver une solution. jE VOUS APPUI A 110 % IES SALAIRES ET LES BONUS DE CES RECTEURS SONT TROP ALLÉCHANTS. La je vous donne mon vote.
- tivieux
Avec l'argent économisé, on pourrait tu baisé les impôts? On peut-tu vérifier le budget des étudiants. Je suis certain qu'on pourrait trouver des moyens d'économiser!
- myriam77Top 10
une chance que vous êtes là.
Le Québec ne pourrait pas vivre sans votre savoir. On coupe un peu ici et un peu là et le tour est joué. C'est si facile et personne n'y avait pensé. Et la . les réponses affluent sur mon E-mail. et se croyant des génies, la seule réponse bien souvent que l'on me donne: " on dit que je ne connais rien à rien. Eux connaissent tout. Pas ceux qui ne disent pas comme eux
En réponse au génie qui m'a écrit que les déficit ont commencé sous Jean Lesage, je le savais. Mais le gros déficit budgétaire se sont surtout fait sous les péquistes, ne vous en déplaite.
- libertemoncul
on nous exige !? c'est qui ton boss le grand !? c'est qui, qui paye ton salaire ? nous autres, les étudiants et la population ! donc avant d'exiger la persécution ! moi j'exige ton congédiement !
- GhostRiderRunTop 10
Il faudrait aussi emprisonner tous les politiciens corrompus et diminuer les budgets des partis politique.

- Et peut-être aussi mettre en place un gouvernement communisme qui punirait tous actes illégaux et de malversation par la répression. En commençant par notre bon Premier Ministre et ses acolytes politiques.
- monacooTop 100
 - De tous les gens que vous parlez ils ont tous été des étudiants et des diplômés des université alors.
- GhostRiderRunTop 10
 - On dirait qu'ils ont oublié qu'ils ont déjà été étudiants ou à moins qu'ils n'avaient pas besoin de travailler pour faire des études supérieures.
- GhostRiderRunTop 10
 - Raison de plus pour qu'ils agissent de bonne foi en négociant avec les étudiants et non en se servant des administration pour tenter de disloquer le mouvement étudiant.
- claudecTop 50
 - C'est facile de trouver où couper. Mais qui aurait le courage de poser ces gestes? Pour se faire les dents, on pourrait commencer par se pratiquer sur les BS, pas ceux qui en ont réellement besoin, mais les autres, les fraudeurs qui travaillent au noir, qui se disent inaptes au travail. Tout l'argent récupéré aux faux BS pourrait faire en sorte que cet argent pourrait hausser les prestations des gens réellement dans le besoin.

[mos](#)Top 100
 Pour ce faire il faut engagé des fonctionnaires pour inspecté les BS, donc on paie de gros salaire a des gens pour s'assurer que le gars qui gagne 500\$ par mois n'en fait pas 200 en dessous de la table... Ensuite il faut créer un table de concertation pour cibler les problèmes, ensuite il va falloir créer un protecteur des assistés sociaux, pour s'assurer qu'il n'y a pas d'abus, ensuite....

En gros le cout pour les "poigné " sera plus élevé que le coût de fermer les yeux. C'est triste a dire,mais c'est comme ca..

Couper, c'est de couper des salaires, c'est de mettre du monde au chômage et de souhaité qu'ils trouvent autre chose dans le privé...

[Sylvain Labonté](#)
 Une meilleur gestion de nos universités permettrait de dégager des sommes intéressantes pour leur financement, ça ne fait aucun doute. Mais il ne faut en rester là. Nos universités ont aussi besoin de se régénérer et d'avoir des apports extérieurs de financement. Les sources sont multiples. Que ce soit l'impôt sur les grandes sociétés, ces même sociétés qui profiteront de ces gens dont la formation aura culminé dans les hautes sphères des universités pour donner une valeur ajoutée indéniable à la croissance de leur entreprise. Ne doivent-elle pas contri-

buer davantage elles aussi ? Elles en sont pourtant les premières bénéficiaires !

monacooTop 100
 Très bonne idée de geler pendant 5 ans tous ce qui est énuméré dans l'article. Près de 300 millions plus la hausse de frais de scolarité se serait merveilleux pour les payeurs de taxes du Québec. Les étudiants seront suirement d'accord....

dickyrycky
 maudite de bon idee de coupe dans le gras, comme ca on va pouvoir reduire la dette.

Jean-Nicolas Bacon [Réduire](#)
 bof et rebof. les gens qui veulent se mettre au régime n'y arrive même pas alors pourquoi le gouvernement y arriverait? et puis, on coupe ou? les employés ou les services (encore une fois de plus).

je lis leur idée et geler pendant cinq ans les frais de communications, de déplacements, d'acquisition de matériel, de fournitures et les autres dépenses de fonctionnement des universités est une idée mais est-ce qu'on parle d'un gel des cout à la hausse prévu pour les 5 prochaines années ou un gel de ces dépenses point? je vois mal une université fonctionner sans matériel et fournitures...

LE DEVOIR: Les étudiants proposent de «couper dans le gras» des budgets des universités: Les hôpitaux s'inquiètent de manquer de personnel cet été – Mercredi 11 avril 2012, 15h17



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 Les policiers ont dispersé ce matin les quelques dizaines d'étudiants qui bloquaient l'entrée d'un immeuble de la Banque Nationale situé sur la rue de la Gauchetière Ouest, à Montréal.

La Presse canadienne
 Des leaders étudiants proposent une série de mesures pour «couper dans le gras» dans les budgets des universités, selon leur expression, afin d'accroître les investissements dans la recherche et l'enseignement universitaires, sans pour autant hausser les droits de scolarité.

En conférence de presse, ce matin, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités. Ils proposent notamment de geler pendant cinq ans les fonds liés à l'informatique, aux communications, à l'administration et aux investissements immobiliers.

Les fédérations étudiantes demandent également une diminution des salaires des recteurs des universités à chartre, pour les arrimer à ceux du réseau de l'Université du Québec. Les étudiants réclament aussi des coupes dans les budgets liés au personnel de gestion.

Ces différentes mesures permettraient de dégager un surplus supérieur à ce que représenterait la hausse des droits de scolarité, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des Québécois, font valoir les leaders étudiants.

Inquiétudes dans le milieu de la santé
 Par ailleurs, les hôpitaux pourraient bien manquer de personnel cet été si la grève étudiante perdure.

Vos réactions
 • Olivier Patoine – Abonné, 11 avril 2012 12 h 19

le gras n'est pas difficile à trouver au pays de Charest

C'est ce que déplore le syndicat des infirmières qui exhorte le gouvernement Charest à agir «rapidement de façon responsable» pour régler la crise à la satisfaction des grévistes.

Dans une entrevue récente à La Presse Canadienne, la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), Régine Laurent, soutient que si rien n'est fait, les établissements du réseau seront privés de plusieurs centaines de finissantes, mais également des externes, des étudiantes de deuxième année qui sont tout aussi importantes.

Les établissements de santé et des services sociaux observent aussi la situation. La porte-parole de leur association, Catherine Bourgault-Poulin, a affirmé que les membres sont préoccupés par l'impasse et ses conséquences sur la gestion des effectifs.

Les directeurs généraux et leurs adjoints partagent également ces inquiétudes. Le président de leur association, André Côté, a notamment rappelé que des établissements en région comptent beaucoup sur les cohortes d'étudiants des cégeps locaux pour combler leurs besoins de main-d'oeuvre.

Selon lui, il est donc «possible» que les retards dans les sessions scolaires «causent certaines perturbations».

D'autres manifestations
 Douze manifestations en douze heures: c'est le programme établi par les étudiants à Montréal pour aujourd'hui.

Le mouvement de contestation contre la hausse des droits de scolarité s'était ancré au Square Victoria tout au long de la journée.

Pendant ce temps, des groupes d'étudiants menaient des actions de perturbation à plusieurs endroits névralgiques de la métropole. La Grande Bibliothèque, l'édifice Loto-Québec, le magasin La Baie de la rue Sainte-Catherine, le complexe Desjardins ont notamment été visités par les manifestants.

La journée avait débuté tôt pour les étudiants, alors que plusieurs dizaines d'entre eux s'étaient massés, dès 7h, devant l'immeuble de la Banque Nationale sur la rue de la Gauchetière Ouest pour en bloquer l'accès.

Vers 9h45, les policiers ont eu recours à du gaz irritant pour disperser les manifestants. Un homme de 23 ans a été arrêté pour voies de fait à l'endroit d'un policier. Un autre manifestant a été blessé à la cheville en quittant les lieux à la course.

Une dame, qui a été victime d'un malaise à l'intérieur de l'immeuble, a dû attendre que les policiers libèrent l'entrée de l'édifice avant d'être prise en charge par Urgences Santé.

Des étudiants ont également tenu des manifestations à Québec. Des succursales de la CIBC et de la Banque Nationale ont été occupées par des étudiants.

Construction, corruption, petits amis, plan nard, pétrolière, gazière, subventions, impôt des entreprises à 15%, etc etc etc.

- Le conflit qui oppose étudiants et gouvernement n'est pas un problème économique, c'est un différent idéologique.
Le moment est critique pour les étudiants. Il ne faut surtout pas reculer maintenant!
Courage aux étudiants!
- Annabella Durocher – Inscrit, 11 avril 2012 12 h 31
Bravo à nos jeunes pour cette proposition
Ce travail de couper dans le gras était le travail de nos Ministres de l'éducation des dernières années. Ils avaient aussi comme devoir de bien s'assurer que le tout avait bien été fait.
Nos jeunes étudiants vous font une proposition Mme la Ministre de l'éducation.
 - Stratojet – Inscrit, 11 avril 2012 21 h 38
Le rôle des étudiants est d'apprendre un métier pour le futur. S'ils veulent gérer le Québec, alors qu'ils fassent comme Ruth Ellen Brosseau: qu'ils se présentent aux élections!
 - Michel Richard – Inscrit, 11 avril 2012 14 h 01
Si il y a du gras . . .
Coupez dedans. Pas de doute. Ce genre d'exercice doit être fait en continu. Par contre, je ne vois pas de lien avec le Plan Nord, ni les pétrolières, ni les gazières.
Si vous voulez réouvrir les conventions collectives du personnel universitaire, bonne chance.
Et si vous coupez la rémunération des recteurs de toutes les universités au niveau de ceux du réseau de l'Université du Québec, on se retrouvera peut-être avec des incompetents qui nous organiseront un autre îlot voyageur.
Même après la hausse des droits de scolarité, les besoins universitaires demeureront grands, et tout ce qui pourra être coupé dans le gras sera disponible pour les études et la recherche !
 - martin morissette – Abonné, 11 avril 2012 16 h 33
Depuis quand est-ce qu'il ya corrélation entre le salaire et la compétence ? Il y a tellement de gaspille d'argent dans la bourgeoisie des dirigeants de nos institutions que ça lève le coeur de quiconque s'y met le nez. On n'a qu'à penser à leur 'lunch' ou leurs réunions dans les restos chics avec les bouteilles de vins à 100\$. Et ce non seulement dans les universités mais aussi dans les directions des hopitaux, des commissions scolaires, des cégeps, des centres de recherches subventionnés, des CSSS, des ministères etc.
 - Michel Richard – Inscrit, 11 avril 2012 21 h 32
Il n'y a pas de corrélation parfaite, c'est sûr. Mais il y en a une, c'est aussi sûr.
Je répète: le gaspillage doit être éliminé de toute façon. Et la nécessité d'éliminer ce gaspillage existait avant le printemps 2012, existe pendant ce printemps, et existera après, peu importe ce qui arrive à la hausse des droits de scolarité.
 - Robert Devault – Abonné, 11 avril 2012 14 h 07
solution trop simple !
Avec cette bande au pouvoir, ces solutions, qui pourraient, en passant, s'appliquer tout aussi bien au domaine de la santé, sont tout simplement inacceptables parce qu'il faudrait vouloir dire prendre des décisions contre les petits "namis" du parti !
NE lâchez surtout pas, les jeunes !!! Venant d'un vieux de 65 ans conscient de la pourriture dans laquelle ces gouvernants tentent de nous faire vivre. Avec de telles propositions, la portion intelligente et honnête de la population ne peut faire que de vous appuyer !!!
 - Sylvain – Inscrit, 11 avril 2012 14 h 34
Pas dans ma cour
Geler les budgets informatiques et demander une réduction de salaire à certains employés des universités. Donc on demande encore une fois aux autres de payer à notre place.
Il ne faut pas mélanger les problèmes. Que les institutions ne soient pas gérées efficacement, c'est un problème qu'on peut aider à régler en s'impliquant au niveau politique et non en s'abstenant de voter. C'est toujours facile de vouloir couper dans le gras ou de vouloir faire payer les riches (qui ne sont pas si nombreux que ça en passant). Il demeure cependant discutable que les frais scolaires n'aient même pas été indexés au niveau de l'inflation depuis les 28 dernières années. Alors, au moment où on demande aux payeurs de taxes de contribuer davantage, les étudiants ont déjà bénéficié d'une baisse de leur frais depuis ces 28 dernières années. Est-ce une hausse ou un rattrapage?
 - Q1234 – Inscrit, 11 avril 2012 17 h 27
Lisez monsieur Guy Rocher en première page . Les riches sont peu nombreux mais possèdent beaucoup et de plus en plus. Lisez le dernier numéro de Revue Économique en collaboration avec Attac-Québec et vous verrez combien on peut aller chercher auprès de ceux qui place leur argent dans les paradis fiscaux, c'est amplement suffisant pour avoir la gratuité scolaire pour tous!
<http://www.quebec.attac.org/spip.php?article837>
 - Gilles Théberge – Abonné, 11 avril 2012 17 h 49
Le jour où l'on pourra compter sur une gestion rigoureuse des fonds publics, on pourra dégager des sommes suffisantes et inattendues d'une ampleur surprenante.
La gratuité de la scolarisation ce n'est pas un mythe, c'est simplement le résultat d'une décision éclairée.
Les frais de scolarité ne sont qu'un moyen imbécile d'hypothéquer à sa base, l'avenir de notre jeunesse, et de notre société.
 - David Pelletier – Inscrit, 11 avril 2012 20 h 27
Petite rectification: les droits de scolarité ne sont pas gelés présentement. Depuis septembre 2007, ils augmentent de 50\$ par session. En 2012, ils sont donc de 500\$ plus élevés qu'en 2007, soit une hausse de 25%. Selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, la hausse moyenne des prix au Québec a été de seulement 7% dans les cinq dernières années. Rien n'a augmenté autant que les frais de scolarité, pas même la nourriture (15%), ni même l'essence (21%). Quand le gouvernement demande aux étudiants de faire leur juste part, on peut franchement dire qu'ils l'ont fait! En comparaison, le salaire du recteur et des hauts dirigeants de l'Université de Montréal a augmenté de 40%. Trouvez le problème!
 - Bernard Gervais – Abonné, 11 avril 2012 16 h 59
Charest ne fera rien
Difficile d'être en désaccord avec une telle proposition, surtout depuis que certains médias nous ont récemment révélé combien gagnaient ces chers recteurs de nos universités.
Cependant, c'est rêver en couleur de s'imaginer que Charest va faire ce que lui demandent les étudiants, surtout si ces dirigeants universitaires sont de bons amis du Parti libéral !
 - Q1234 – Inscrit, 11 avril 2012 17 h 29
Continuez le combat, vous avez raison!
Les étudiants ont raison et leur cause est juste. Ils ont fait leurs devoirs: ils sont informés, ont fait des liens et des analyses, et ils ont raison.
Bravo! Vous nous donnez espoir!
Parent de 3 étudiants au secondaire et collégial.
 - Sylvain – Inscrit, 11 avril 2012 18 h 41 @1234
Je le répète, c'est un autre débat.
Je n'ai rien contre le fait de récupérer l'argent des paradis fiscaux. Les Etats-Unis s'y essaient également, ne serait-ce que pour tenter de diminuer leur (très) important déficit mais cet argent pourrait aussi bien être utilisé pour bonifier les services de santé, réduire le déficit, augmenter les pensions de vieillesse ou autre.
La gratuité scolaire n'existe pas actuellement et c'est un choix de société qui existe depuis longtemps et si on veut le changer, c'est un autre débat. Personnellement, j'ai payé mes études universitaires et je ne m'en porte pas si mal. Il y a un système de prêts et bourses pour aider ceux qui en ont besoin et il ne faut pas oublier qu'il n'y a rien de gratuit dans la vie. J'ai droit à des soins de santé ou des rentes parce que j'y contribue. Le système d'éducation est d'ailleurs déjà fortement subventionné. L'éducation à ce niveau n'est pas nécessairement un droit, elle se mérite aussi et si on regarde dans les autres pays on constate que plus les subventions sont importantes, plus il est difficile d'y accéder. Est-ce qu'on peut améliorer le système des prêts et bourses? Probablement et surtout au mérite. Il n'y a pas de mal à valoriser l'excellence. Lorsque j'étais aux études, j'ai cotoyé des confrères motivés qui avaient leur place. J'en ai cotoyé aussi qui perdaient leur temps ou le faisaient perdre à d'autres. Il n'y aura jamais de situation parfaite mais demander aux étudiants d'accepter une mise-à-niveau de frais qui datent de 1984 ne m'apparaît pas si exagéré.
 - Donald Bordeleau – Inscrit, 11 avril 2012 23 h 24
Bravo continuez le combat
Les Québécois sont les plus taxés au Canada selon Monsieur Jean Charest en 2003, maintenant depuis ce temps on est les plus taxés avec un ajout fiscale de toute sorte de 2500\$ par payeurs de taxe.
Cet un choix social de maintenir le gel.
Il faut prendre conscience que 83 % des étudiants non pas droit aux prêts et bourses
Le présent gouvernement du Québec est en train d'entraver gravement son potentiel économique et éducatif en augmentant le coût des études universitaires comme cela se produit présentement en Ontario.
<http://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/D>
La hausse des frais est contre les femmes qui en générale reçoivent un salaire de 25% moins que les hommes.
Le combat est l'accès à l'éducation et les étudiants sont de plus en plus pour la grève afin de limiter les dommages collatéraux de l'augmentation des coûts pour les suivants.
L'augmentation de frais de scolarité est le moyen le plus sûr d'assurer le maintien de la disparité entre riches et pauvres comme le suggère les jeunes libéraux.
 - Jason D' Aoust – Abonné, 11 avril 2012 22 h 15 @ Sylvain

Croyez-vous vraiment que les étudiants ne sont pas solidaires du reste de la société parce qu'ils ne veulent pas payer plus pour étudier?

Les étudiants sont financièrement solidaires des travailleurs d'aujourd'hui qui seront les retraités de demain. Le gel des droits de scolarité ne veut pas dire qu'ils ont également décidé de ne jamais payer d'impôts ou de ne plus payer la TVQ à la caisse. Je ne suis pas économiste, mais je ne pense pas que les paiements de retraites se font sur le mode de l'épargne. L'argent que je mets à la caisse de retraite n'est probablement pas celui qui me sera retourné lors de ma retraite. C'est la même chose pour vous: votre retraite, ce sont les travailleurs de demain qui vont la payer... et parmi eux, plusieurs étudiants présentement en grève.

Vous ne voyez pas que le gouvernement veut tout simplement diviser la population? On ne demande pas aux étudiants de payer plus, car la plupart n'ont pas l'argent pour

étudier à temps plein et payer des milliers de dollars en frais. On leur demande de s'endetter davantage. On leur demande d'hypothéquer leur futur.

Si le gouvernement du Québec annonçait demain que l'âge de la retraite passait à 67 ans (comme ailleurs au Canada) et que les travailleurs devraient doubler leur cotisations, les étudiants -- travailleurs de demain -- seraient les premiers à vous appuyer.

Sylvain, soyez donc un peu solidaire!
Donald Bordeleau - Inscrit, 11 avril 2012 23 h 07

Une partie de l'argent se retrouve dans la caisse du PLQ.

Selon les sociétés d'états et autres conseils comme les collèges ou universités, les membres du conseil reçoivent de \$ 30,000 et jusqu'à \$ 85,000 pour assister à quelques réunions.

Les postes rémunérés comme vous pouvez vous en douter sont occupés par des amis du pouvoir.

Par exemple le PDG de Concordia a donné au PLQ \$ 30,000 en 10 ans, un autre qui ne regarde pas la dépense est un champion des dons avec \$ 41,000. En fait 11 personnes du CA de Concordia ont donné plus de \$ 141,000 en retour au PLQ pour avoir été un heureux élu sur ce conseil. Les nominations sont à 90% des hommes car selon les probabilités ils sont plus fidèles pour donner leur petit \$ 3000 chaque année. C'est bien malheureux pour les femmes, mais heureusement Lisa Frulla a été nommé sur de tel conseil en occupant des sièges sur plusieurs Conseil d'administration.

En général, c'est le Parti Libéral de Monsieur Jean Charest qui récolte 95 % de dons.

Albert Descôteaux - Abonné, 12 avril 2012 13 h 11

Les membres des conseils d'administration des universités sont bénévoles. Renseignez-vous avant de colporter des faussetés.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Financement des universités : les solutions de la FEUQ et de la FECQ – Mise à jour le mercredi 11 avril 2012 à 15 h 07 HAE



La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, et le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) pensent que le réseau universitaire du Québec peut trouver en son sein la marge de manoeuvre nécessaire pour assurer son financement sans qu'une hausse des droits soit imposée aux étudiants.

Alors que s'est amorcée [la neuvième semaine de conflit](#) dans ce dossier, les deux regroupements proposent des solutions chiffrées pour aller chercher l'argent nécessaire au financement des universités, tout en maintenant le gel des droits.

Dans un point de presse commun, la FEUQ et la FECQ ont indiqué pouvoir dégager 289 millions de dollars sur cinq ans en « coupant dans le gras », comme le précisait en conférence de presse la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

« On demande à la ministre de revenir sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité et de mettre en oeuvre nos solutions. » — Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

Les fédérations publient, pour appuyer leurs dires, un document de recherche qui s'attaque à certains budgets des universités et met en évidence certaines cibles pouvant, selon elles, être comprimées dans le but de dégager les sommes nécessaires.

« Maintenir les universités abordables pour les étudiants, c'est possible, c'est le message que nous voulons envoyer à la ministre de l'Éducation. » — Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

Lire à ce sujet [la déclaration de la ministre de l'Éducation](#)

S'appuyant sur des données publiées par l'Association canadienne du personnel administratif universitaire, la FEUQ et la FECQ s'attaquent aux enveloppes utilisées pour financer l'informatique et les communications ainsi que l'administration et les services généraux, et, dans un deuxième temps, aux salaires de la haute direction des universités et du personnel de direction des établissements.

Masses salariale du personnel de gérance, par établissement

Établissement	Masse salariale totale du personnel de gérance (millions de \$)	Dépense par EETP (\$)
Université Bishop's	1,94	991,26
Université Concordia	33,34	1 355,81
École nationale d'administration publique	2,05	2 585,29
École de technologie supérieure	5,66	1 390,09
HEC Montréal	10,67	1 325,28
Institut national de la recherche scientifique	2,81	8 371,15
Université McGill	132,44	4 857,37
École Polytechnique	8,16	1 853,15
Université de Montréal	56,34	1 734,58
Université Laval	28,24	998,77
Université du Québec, siège social	3,76	N/A
Université du Québec à Chicoutimi	8,43	2 022,46
Université du Québec à Montréal	25,22	1 009,51
Université du Québec à Rimouski	7,46	2 083,24
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	3,76	2 301,13
Université du Québec en Outaouais	5,40	1 557,05
Université du Québec à Trois-Rivières	14,66	1 860,24
Université de Sherbrooke	16,94	997,48
Total	367,29	—
Moyenne (sauf INRS et UQ siège social)	—	1 807,67

Ces données proviennent de la FEUQ, dans un document intitulé *Les étudiants proposent : révisons les dépenses universitaires*. Elles se penchent sur les années 2003-2004 et 2008-2009.

Les fédérations font trois propositions principales :

- geler les dépenses de postes budgétaires non liés à l'enseignement ou à la recherche, ce qui selon elle représenterait une économie de 289,3 millions de dollars;
- ramener les salaires des recteurs universitaires au niveau du Réseau de l'Université du Québec, pour des économies évaluées à 6,9 millions
- réévaluer les dépenses en personnel de gérance à l'Université McGill.

« Les universités n'ont pas la légitimité d'exiger une nouvelle hausse des frais de scolarité quand on constate l'ampleur de la mauvaise gestion. Il est plus que temps que l'on serre la vis aux directions universitaires afin de s'assurer que l'argent du public et des étudiants soit bien géré. »

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

Les fédérations promettent deux autres annonces dans les jours qui viennent et assurent que la mobilisation demeure forte.

Fin mars, [une compilation obtenue par Radio-Canada](#) montrait que certains recteurs d'établissements québécois reçoivent plus d'un demi-million de dollars par année.

Le plan de sortie de crise de Québec solidaire



Amir Khadir, député de Mercier (Québec solidaire)
De son côté, Québec solidaire propose un plan de sortie de crise, tout en mettant la faute entièrement sur les épaules du gouvernement Charest dans ce dossier.
« Est-ce qu'il est normal que les banques fassent 25 milliards de profit et qu'on aille piger dans les poches de la classe moyenne? » — Amir Khadir
Le député de Mercier et porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, indique que le simple fait d'instaurer une taxe sur le capital des entreprises financières permettrait de faire respecter les objectifs de financement universitaire que le gouvernement libéral a lui-même fixés.
« Un taux de base à 0,3 % générerait les 228 millions de dollars que la hausse veut aller chercher dans les poches des étudiants et de leurs parents. La gratuité scolaire serait quant à elle at-

teinte avec un taux de base à 0,8 % appliqué progressivement. »
— Le député Amir Khadir
Il juge que malgré les inconvénients de la grève, la population doit socialement se lever et appuyer le mouvement de protestation étudiant face à un gouvernement qu'il qualifie de « tétu ».
Il réitère que la question du financement des universités est une question de choix de société.
Les engagements de Québec solidaire
Un gouvernement solidaire annulerait immédiatement les hausses de 500 \$ appliquées depuis 2007 ainsi que celles de 1625 \$ prévues durant les cinq prochaines années. Ce scénario de sortie de crise verrait les frais de scolarité universitaires être ramenés à zéro d'ici 2017-2018.
Position des autres partis de l'opposition à Québec sur les droits de scolarité:
Parti québécois :
Aussitôt au pouvoir, le Parti québécois abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel. L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que veut imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.
Coalition avenir Québec:
Pour une augmentation des droits de scolarité. [Prône certaines mesures d'atténuation.](#)

[Les commentaires \(145\)](#)

CYBERPRESSE: Grève étudiante: les hôpitaux risquent de manquer de personnel - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 14h50



Photo : Marco Campanozzi, archives La Presse

Selon la Fédération interprofessionnelle de la santé, si rien n'est fait, les établissements du réseau seront non seulement privés de plusieurs centaines de diplômées, mais aussi d'externes, des élèves de deuxième année qui sont tout aussi importantes.

Patrice Bergeron, La Presse Canadienne, Québec
Les hôpitaux pourraient bien manquer de personnel à l'été si la grève étudiante perdure.
C'est ce que déplore le syndicat des infirmières, qui exhorte le gouvernement Charest à agir «rapidement de façon responsable» pour régler la crise à la satisfaction des grévistes.
Dans une entrevue récente à La Presse Canadienne, la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), Régine Laurent, soutient que si rien n'est fait, les établissements du réseau seront privés de plusieurs centaines de diplômées en soins infirmiers, mais également d'externes, des élèves de deuxième année qui sont tout aussi importantes.
Les établissements de santé et des services sociaux observent aussi la situation. La porte-parole de leur association, Catherine Bourgault-Poulin, a affirmé que les membres sont préoccupés par l'impasse et ses conséquences sur la gestion des effectifs.
Les directeurs généraux et leurs adjoints partagent également ces inquiétudes. Le président de leur association, André Côté, a notamment rappelé que des établissements en région comptent beaucoup sur les cohortes d'élèves des cégeps locaux pour combler leurs besoins de main-d'oeuvre. Selon lui, il est donc «possible» que les retards dans le trimestre «causent certaines perturbations».

TVANOUVELLES: Débat sur les frais de scolarité: Québec solidaire suggère de hausser la taxe sur le capital - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 14h37



Crédit photo : Agence QMI

Une taxe sur le gain en capital des banques et des compagnies d'assurances permettrait d'aller chercher près de 225 millions \$ qui seraient versés aux universités, estime Amir Khadir.
Agence QMI
La gratuité scolaire pourrait être envisageable en 2017-2018, selon Québec solidaire.
Alors que les étudiants occupaient les sièges sociaux d'institutions financières à Montréal et à Québec mercredi, les deux porte-parole du parti,

Françoise David et Amir Khadir, ont proposé l'instauration d'une taxe sur le capital visant les grandes banques.
«Le gouvernement Charest demande aux étudiants et à la classe moyenne de faire leur part, mais en demande-t-il autant aux grandes institutions financières?» a lancé Mme David.
Selon les représentants de Québec solidaire, l'imposition d'une taxe aux entreprises financières à un taux de base de 0,8% permettrait d'atteindre un accès à une éducation postsecondaire libre de droits en seulement six ans.
Dans une moindre mesure, imposer une taxe sur le capital de 0,3 % aux sociétés financières permettrait un gel immédiat des droits de scolarité, générant les 228 millions \$ imposés par le gouvernement libéral, selon Amir Khadir.
Charest doit reculer
La candidate de Québec solidaire dans Gouin a soutenu que le gouvernement libéral n'a plus le choix de s'asseoir avec les étudiants à la table de négociations.

«Tout gouvernement qui fait la sourde oreille face aux demandes de la population lors d'une situation de crise est voué à se faire montrer la porte», a insisté Mme David.
M. Khadir a ajouté que «le premier ministre n'agit pas par fatalité, mais par choix. Imposer une hausse des droits de scolarité et refuser de discuter avec les étudiants est une décision idéologique».
Selon Françoise David, cette proposition «vient démontrer que la hausse dramatique et rapide des frais de scolarité n'est qu'un choix politique idéologique. Il est possible d'améliorer le financement des universités sans augmenter la contribution des familles et des jeunes de la classe moyenne, et ce, tout en gelant les frais de scolarité».
Plus tôt mercredi, [la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a réitéré qu'elle n'entendait pas céder à la demande des milliers de protestataires de geler les droits de scolarité](#)





Photo Agence QMI / Archives

Agence QMI

Les étudiants en grève de l'Université Concordia dénoncent publiquement la décision de leur institution de ne pas prévoir de périodes de récupération pour les grévistes, alors que d'autres uni-

versités québécoises ont adopté des mesures pour reprendre le temps de cours perdu à cause de la grève.

Selon le comité de grève de l'Association des étudiants des cycles supérieurs de l'Université Concordia et plusieurs associations départementales des étudiants de premier cycle touchées par la grève, l'établissement de reconnaître la tradition culturelle et historique des grèves étudiantes en ne proposant aucune solution pour assurer l'intégrité académique de l'université.

«En refusant de reconnaître la grève et l'importance du temps de cours, l'administration de l'Université Concordia rejette l'histoire, la culture et la tradition des grèves étudiantes au Québec», a dit Tom McGurk, président de l'Association des étudiants des cycles supérieurs de Géographie dans un communiqué.

«Ce n'est pas parce qu'elle est une institution anglophone que l'Université peut prétendre évoluer dans une bulle isolée et nier la culture et l'histoire qui l'entourent», a dit Gabrielle Bouchard, étudiante de premier cycle à l'Institut Simone de Beauvoir.

Les grévistes demandent à l'université de reconnaître la décision collective des étudiants qui ont un mandat de grève et de mettre en place des mesures pour reprendre les cours après la grève.

TVANouvelles: Reprise des cours: Beauchamp veut que «toutes les mesures» soient prises - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 12h25 - Mise à jour: mercredi 11 avril 2012 à 23h00



Crédit photo : TVA Nouvelles

«Mon rôle comme ministre est de m'assurer que ceux qui veulent suivre leurs cours puissent le faire. Ils ont la loi de leur côté, les tribunaux leur donnent raison», de souligner Line Beauchamp.

Par Régys Caron | Agence QMI

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a demandé mercredi aux cégeps et aux universités de dispenser les cours aux étudiants qui souhaitent y assister. Et tant pis pour les absents.

«Les établissements sont appelés à prendre toutes les mesures pour que les cours puissent se donner, a-t-elle dit. Nous ne sommes pas devant une grève qui est encadrée par une loi du travail.»

La ministre a précisé qu'elle s'était entretenue mardi avec les responsables de la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) pour faire le point sur le conflit qui perdure depuis plus de cinq semaines dans certains établissements.

Jusqu'à 25 cégeps et plusieurs facultés dans les universités ont été paralysés depuis que des associations ont voté pour le boycott des cours en février et mars, les professeurs ayant choisi de respecter la volonté des étudiants.

Line Beauchamp a rappelé aux établissements que la loi exige qu'ils doivent prendre les mesures nécessaires pour dispenser les cours.

«La directive de la ministre est irresponsable, a commenté Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Forcer le retour en classe des grévistes ne fera que créer des tensions potentiellement dangereuses entre les étudiants.»

Un avis entièrement partagé par Gabriel Nadeau-Dubois, président de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). «Forcer un retour en classe, ça risque d'instaurer un climat de confrontation extrêmement dangereux sur les campus», a-t-il affirmé.

Les cours ne pourront reprendre sur les campus que si les conditions propices sont réunies, ont prévenu de leur côté les réseaux collégial et universitaire. «Il faut s'assurer de parler à nos enseignants, d'avoir des ententes et que la sécurité existe », a rapporté le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. Chaque établissement devra évaluer la situation au jour le jour.

Les cégeps où le boycott des cours dure depuis février n'auront pas le temps de reprendre les cours manqués avant l'été, selon Mme Beauchamp. La session d'hiver 2012 pourrait donc reprendre vers la mi-août et la session d'automne pourrait être retardée. Toutefois, les étudiants qui continueront de boycotter leurs cours (ils sont environ 180 000) pourraient perdre leur session, a prévenu la ministre, qui estime qu'ils devront assumer les conséquences de leurs actes. «Je suis là pour m'assurer que les diplômes décernés conservent leur valeur et leur qualité», s'est-elle justifiée.

Mme Beauchamp « doit prendre acte de l'ampleur de la mobilisation et accepter de nous rencontrer plutôt que de trouver des subterfuges pour arrêter la grève », a déploré Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

«Doit-on rappeler à la ministre le nombre historique d'étudiants en grève? Doit-on réitérer que la question de l'accessibilité à l'enseignement supérieur est un enjeu social?», a demandé Jean Trudelle, le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), qui considère que Line Beauchamp jette de l'huile sur le feu.

La ministre a répété mercredi que les étudiants qui voulaient suivre leurs cours avaient le droit de recevoir la formation à laquelle ils se sont inscrits.

Le cégep de Valleyfield avait pris les devants, mardi, en ordonnant la reprise des cours dès jeudi, «afin de préserver la session d'hiver 2012». Mais les associations étudiantes ont promis de débarquer en grand nombre pour protester contre l'attitude de la direction de l'établissement.

«On veut en faire un exemple et démontrer à Mme Beauchamp et aux administrations que ce n'est pas comme ça que le conflit va se régler. On va bloquer le cégep de Valleyfield, personne ne va y entrer et ça va être comme ça dans tous les campus où on va tenter de mettre fin par la force à la grève», a déclaré le président de la CLASSE.

Québec solidaire et les fédérations proposent leur solution

Outre la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec qui proposent de [couper 300 millions de dollars dans les budgets des universités](#) plutôt que de geler les frais de scolarité, Québec solidaire suggère son propre plan de sortie de crise.

Son porte-parole, [Amir Khadir propose de rétablir un faible pourcentage de la taxe sur le capital](#) — moins de 1% — abolie par le gouvernement Charest. La somme que rapporterait cette taxe permettrait de geler la hausse sur les droits de scolarité.

TVANouvelles: Hausse des frais de scolarité: 300 millions de coupes pour les universités? - Première publication mercredi 11 avril 2012 à 12h16



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) proposent de couper 300 millions de dollars dans les budgets des universités plutôt que de geler les frais de scolarité.

En décortiquant les budgets des universités québécoises, les étudiants ont trouvé pas moins de 300 millions qu'on pourrait économiser en gelant certains services qui n'ont pas de lien avec l'enseignement ou la recherche.

On propose donc de geler des frais de déplacement, de reprographie et d'impression, d'achat de matériel et de fourniture et aussi de couper certains frais liés aux services de communications.

La FEUQ et la FECQ demandent aussi à ce qu'on diminue les salaires des recteurs des universités McGill, Sherbrooke et de l'Université de Montréal puisque les présidents jugent qu'ils sont trop payés.

Collège de Valleyfield

La direction du Collège de Valleyfield exige le retour des étudiants sur les bancs ce jeudi.

Les portes-paroles de la FEUQ et de la FECQ ont l'intention de manifester leur désaccord parce qu'ils trouvent qu'il s'agit d'un moyen trop important compte tenu de la situation.

Selon Martine Desjardins de la FEUQ, les administrations ne devraient pas se retourner contre leurs étudiants, mais devraient se retourner vers le ministère de l'Éducation mettre encore plus de pression sur le ministère. Pour elle, ce n'est pas normal que l'on se retourne vers nos étudiants et leur dire qu'on ne croit plus en ce qu'ils ont fait depuis les dernières semaines.

«C'est déplorable de voir des cégeps comme Valleyfield qui tente de briser des mouvements de grève en forçant la reprise des cours. Moi je pense que ça se règle avec la discussion, concertation. Je pense que l'attitude au collège peut créer des tensions, plus de violence et plus de conflits entre étudiants» explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Des manifestations sont à prévoir au Collège de Valleyfield demain.

LA TRIBUNE: UdeS : la prolongation du trimestre semble inévitable - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 11h50



Archives La Tribune, Jocelyn Riendeau

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) La prolongation du trimestre semble maintenant inévitable pour mettre en place des mesures de rattrapage dans certaines facultés, soutient la direction de l'Université de Sherbrooke. L'institution a entamé des pourparlers avec ses syndicats pour la suite des choses.

À l'heure actuelle, les étudiants des facultés d'éducation physique, d'éducation et de lettres et sciences humaines boycottent toujours leurs cours pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Sans connaître la date du retour en classe, L'UdeS doit donc encore jongler avec beaucoup d'inconnu. D'autres assemblées générales sont prévues cette semaine.

Mardi, les quelque 2000 étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines ont reconduit la grève, tout comme les étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communications, qui sont environ 280.

Quelques centaines d'étudiants rentrent cependant au bercail : outre la faculté de théologie et d'études religieuses, des étudiants en environnement ont aussi opté pour la reprise des cours.

CYBERPRESSE: Universités: les étudiants proposent de «couper dans le gras» - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 11h47 | Mis à jour le mercredi 11 avril 2012 à 14h43



Photo Le Soleil

En conférence de presse, mercredi, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités. La Presse Canadienne, Montréal

Des leaders étudiants proposent une série de mesures pour «couper dans le gras» dans les budgets des universités, selon leur expression, afin d'accroître les investissements dans la recherche et l'enseignement universitaires, sans pour autant hausser les droits de scolarité.

En conférence de presse, mercredi, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont indiqué avoir identifié des compressions possibles de 300 millions \$ sur cinq ans dans les budgets des universités. Ils proposent notamment de geler pendant cinq ans les fonds liés à l'informatique, aux communications, à l'administration et aux investissements immobiliers.

«Lorsqu'on gèle ces fonds, on se rend compte qu'on fait des économies qui nous permettent de réinvestir notamment au niveau de la recherche et de l'enseignement qui sont les éléments fondamentaux des universités», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les fédérations étudiantes demandent également une diminution des salaires des recteurs des universités à chartre, pour les arrimer à ceux du réseau de l'Université du Québec. Les étudiants réclament aussi des coupes dans les budgets liés au personnel de gestion.

Ces différentes mesures permettraient de dégager un surplus supérieur à ce que représenterait la hausse des droits de scolarité, sans pour autant accroître le fardeau fiscal des Québécois, font valoir les leaders étudiants. Pour leur part, les étudiants de l'Université Concordia ont dénoncé les agissements de l'administration qui continue d'ignorer le mouvement de grève.

Les membres de dix programmes ont voté pour la grève en assemblée générale il y a plus d'un mois, mais l'administration insiste pour que les cours aient lieu malgré tout.

Jusqu'à maintenant, la session se poursuit et seuls quelques cours ont été annulés en raison des moyens de pression. Les membres des associations de programme estiment que les étudiants qui manifestent ont perdu près de 40 pour cent des heures de cours prévues initialement.

«Par sa politique de déni, l'université est aussi en opposition avec la position de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec qui assure qu'aucun compromis ne serait fait sur la qualité de l'éducation», a expliqué Gabrielle Bouchard, une étudiante de premier cycle à Concordia.

La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a donné mercredi matin son appui inconditionnel aux étudiants de Concordia.

Son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, a déclaré que la CLASSE, dont les associations étudiantes de Concordia sont membres, allait appuyer les

étudiants en manifestant notamment autour et sur le campus de l'université.

«La communauté universitaire de Concordia fait face à une attitude intransigeante et antidémocratique de la part de son administration. C'est une attitude qui est difficilement compréhensible si on la compare à celle des autres institutions», a fait valoir M. Nadeau-Dubois.

Selon la CLASSE, 12 930 étudiants de dix programmes différents sont en grève à Concordia. L'université est confrontée à la première grève étudiante de son histoire.

CYBERPRESSE: Grève: Beauchamp encourage un retour forcé en classe - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 10h35 | Mis à jour le jeudi 12 avril 2012 à 06h13

TOMMY CHOUBINARD, La Presse (Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demande aux cégeps et aux universités de prendre «toutes les mesures nécessaires pour que les cours se donnent». Qu'importe si des étudiants et des élèves boycottent. Elle appuie le Collège de Valleyfield qui force le retour en classe aujourd'hui, une première.

> En photos: perturbations au centre-ville de Montréal

La direction a décidé de reprendre les cours même si une majorité des 2000 cégépiens ont voté pour la poursuite de la grève, qui en est à sa neuvième semaine.

«C'est totalement inacceptable», a tonné mercredi Gabriel Nadeau-Dubois, président de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Des élèves vont bloquer les entrées du cégep ce matin. «Si le gouvernement de Jean Charest veut mettre le feu aux poudres, augmenter la tension dans les campus, il est sur la bonne voie», a-t-il soutenu. Le Collège a «rehaussé les mesures de sécurité».

Son directeur, Guy Laperrière, ne se fait pas d'illusions: «c'est très peu probable» que des cours aient lieu aujourd'hui. Il espère toutefois que le calme reviendra les jours suivants pour permettre de terminer le trimestre.

Selon Line Beauchamp, la décision du Collège «respecte l'encadrement légal auquel il est assujéti. Toutes les mesures doivent être prises pour que les cours se donnent».

Mardi, la ministre a rencontré la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Elle leur a rappelé qu'en vertu de la loi, les établissements doivent offrir les cours, même si des

étudiants et élèves décident de ne pas y assister. Car ceux qui veulent les suivre ont des droits, a-t-elle soutenu. «Les résultats des injonctions prises par des étudiants vont tous dans ce sens. Et on est aussi devant la possibilité qu'un recours collectif soit intenté.» «On n'est pas devant une grève encadrée par des lois comme dans le domaine du travail. C'est plutôt un mouvement de boycott», a-t-elle ajouté.

Les universités ne peuvent offrir les cours visés par un boycottage pour le moment, car elles ne peuvent garantir la sécurité du personnel en raison des piquets de grève, a expliqué le président de la CREPUQ, Daniel Zizian. Les établissements évaluent au quotidien les mesures à prendre pour que les cours puissent être offerts. L'Université de Montréal a d'ailleurs déposé une injonction hier pour demander le libre accès aux immeubles. Elle avait fixé au 10 avril la date butoir pour garantir que le trimestre puisse être terminé d'ici au 15 juin.

La Fédération des cégeps estime qu'elle répond déjà à l'appel de la ministre en préparant, comme la CREPUQ, des scénarios de reprise de cours d'ici à la fin du mois de juin. Mais «autour de la semaine prochaine», «même avec tous les samedis, les soirées et les matinées», les établissements ne parviendront pas à respecter l'obligation de donner 82 jours de cours et d'évaluation durant le trimestre, a souligné sa directrice des communications, Caroline Tessier. Selon elle, des cégeps pourraient emboîter le pas au Collège de Valleyfield. D'autres envisagent de reporter le début du trimestre d'automne pour permettre de terminer celui de cet hiver au cours du mois d'août.

«Comme la ministre, on est préoccupés par les effets du boycottage s'il perdure encore longtemps. Cependant, les cégeps sont devant un dilemme. D'un côté, ils doivent tenter de répondre aux besoins des élèves qui souhaitent recevoir l'enseignement auquel ils ont droit. Et de l'autre, ils doivent remplir leur obligation quant à la sécurité des personnes et des biens», a expliqué Mme Tessier.

Line Beauchamp a rappelé que, selon la loi, les enseignants des cégeps «doivent être disponibles» pour donner les cours. Mais leur sécurité doit être assurée, réplique la CSN, qui représente les enseignants du Collège de Valleyfield. Et «s'il y a des piquets de grève, on ne va pas les forcer pour rentrer au travail», a indiqué le porte-parole de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), France Désaulniers. Selon le président Jean Trudelle, les enseignants se retrouvent «entre l'arbre et l'écorce»: «S'ils respectent les directives de leur employeur et dispensent leurs cours, ils font fi d'une décision prise de façon démocratique par leurs étudiants.» Il estime que l'attitude «hautement irresponsable» de la ministre «risque de générer des affrontements». Rappelons que la CSN s'est prononcée contre la hausse des droits de scolarité.

Environ 178 000 étudiants et cégépiens, soit 35% du nombre total, sont toujours en grève générale illimitée. Line Beauchamp a toutefois précisé qu'une majorité d'étudiants d'une majorité d'établissements suivent leurs cours normalement. Elle reste toujours aussi «ferme» sur la hausse des droits de scolarité.

LE QUOTIDIEN: Des enseignants montrent leur appui - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h56



Une trentaine d'enseignants ont manifesté leur appui aux étudiants qui luttent contre la hausse des droits de scolarité, hier après-midi, sur le pont Dubuc à Chicoutimi.

Sophie Turbide, Le Quotidien

(CHICOUTIMI) Une trentaine d'enseignants des cégeps de la région se sont mobilisés pour une première fois, hier après-midi, en manifestant sur le pont Dubuc à Chicoutimi. Ils ont ainsi montré leur appui aux étudiants qui luttent contre la hausse des frais de scolarité.

Ce sont des professeurs de différents programmes qui étaient présents sur l'accotement du pont à l'heure de pointe. «Notre but n'est pas de perturber la circulation, explique une enseignante en philosophie au Cégep de Jonquière, Julie Gauthier. Nous souhaitons seulement montrer publiquement notre appui aux étudiants.»

Les enseignants n'ont pas bloqué la voie aux automobilistes, mais ont tout de même ralenti la circulation. «Les gens voulaient savoir ce qui se passait et ralentissaient près des manifestants», souligne le porte-parole de la Sécurité publique de Saguenay, Bruno Cormier.

Cette première démonstration de solidarité de la part des professeurs ne sera pas la dernière puisque d'autres actions sont prévues dans les semaines à venir. «Nous allons continuer avec ce genre de manifestations ou avec d'autres gestes symboliques, soutient Mme Gauthier. Nous nous réunissons ainsi dans le but de sensibiliser la population quant à la lutte contre la hausse des frais de scolarité.»

CYBERPRESSE: UQAM: fin de trimestre le 22 juin? - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h25



Émilie Bilodeau, La Presse

L'Université du Québec à Montréal a tenu une réunion d'urgence mardi après-midi. La commission des études a convenu que la date limite pour un retour en classe sera le 7 mai.

Si la grève prend fin à cette date, le trimestre se prolongera jusqu'au 22 juin.

L'administration a également affirmé que si les étudiants reprennent les cours la semaine prochaine (16 avril), le trimestre s'échelonnait jusqu'au 3 juin.

CYBERPRESSE: Retour en classe forcé au Collège de Valleyfield - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h18



Photo: Robert Skinner, La Presse

Des étudiants ont manifesté le 29 mars dernier contre la hausse des droits de scolarité lors de la Grande Mascarade.

Émilie Bilodeau, La Presse

La direction du Collège de Valleyfield sonne la fin de la récréation et force le retour en classe des élèves afin de préserver le trimestre d'hiver. Dès

demain jeudi matin, les 2000 cégépiens devront reprendre les cours, bien que la majorité d'entre eux ait voté pour le prolongement de la grève.

Le directeur général du Collège de Valleyfield, Guy Laperrière, affirme qu'il se trouve devant un mur et qu'il a la responsabilité de permettre aux élèves de poursuivre leurs études. «On ne peut pas se permettre d'annuler le trimestre parce qu'on n'est pas en mesure d'accueillir deux cohortes l'automne prochain. Physiquement, c'est impossible. On doit aussi respecter la convention collective des enseignants. Ils ont leurs vacances et on va respecter ça», a indiqué M. Laperrière à *La Presse*.

Cette décision du collège enrage la CLASSE, qui promet d'envoyer plusieurs grévistes pour bloquer les accès de l'établissement demain matin. «C'est tout à fait inacceptable. L'administration n'a pas à nous dire de revenir en classe. La meilleure façon, si elle veut que nous retournions en classe, c'est de faire pression sur le gouvernement», a affirmé Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition et élève en arts et lettres au Collège de Valleyfield.

Selon le syndicat des enseignants, la direction du collège avait signé une entente avec l'association des étudiants. Les grévistes laissaient libre cours à la circulation dans le cégep en échange de la levée des cours. «Le collège a rompu l'entente sans avertissement. Le syndicat a été averti avant même l'association des étudiants», a dit Vincent Fortier, le président du syndicat des enseignantes et enseignants.

Au lieu de se terminer le 20 mai, le trimestre durera jusqu'au 22 juin.

LE DEVOIR: La lutte des étudiants est juste, dit Guy Rocher: L'un des penseurs du système d'éducation québécois prône l'abolition des droits de scolarité – Mercredi 11 avril 2012



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir

Le principe de la gratuité scolaire est toujours d'actualité, estime le sociologue Guy Rocher.

À retenir

[À lire: la lettre ouverte de Guy Rocher et Yvan Perrier \(PDF\)](#)

Lisa-Marie Gervais

Le sociologue Guy Rocher a choisi son camp: c'est dans la rue avec les étudiants qu'il trouve sa place depuis le début du mouvement de grève. Et au-delà du gel des droits de scolarité, c'est pour le principe de la gratuité scolaire qu'il milite, une lutte qu'il qualifie de «juste», a-t-il confié en entrevue au Devoir. «La gratuité est souhaitable, a rappelé M. Rocher. En adoptant ce principe de départ, ça nous impose de repenser les politiques tout autrement. Tant qu'on est dans le débat du gel et du dégel, on reste sur une discussion de chiffres qui tournent en rond.»

Dans une lettre qu'il cosigne avec Yvan Perrier, enseignant en sciences politiques au cégep du Vieux-Montréal, M. Rocher soutient que les droits de scolarité constituent une mesure «régressive». «Seuls les étudiants en provenance de milieux aisés peuvent l'envisager. Pour les autres, ils assumeront difficilement les augmentations qu'on veut leur imposer», peut-on lire.

M. Rocher rappelle d'ailleurs que l'élimination des droits de scolarité est la position qu'avait adoptée la commission Parent en 1965, grande commission dont il faisait partie et qui a mené à la création des cégeps et du ministère de l'Éducation. Pour des raisons conjoncturelles, étant donné les grandes dépenses du gouvernement, qui s'apprêtait à réformer tout le système, l'argent n'a pas été consacré à cette gratuité. «Mais on espérait qu'à plus ou moins long terme, la gratuité soit appuyée. Sauf que tranquillement, le gouvernement a plutôt adopté la perspective néolibérale du consommateur-payeur», déplore ce professeur de l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public.

Pas une utopie

Envers et contre tous ses détracteurs, la gratuité n'est pas une utopie, scande-t-il. Même qu'elle n'aurait coûté que 750 millions en 2011-2012, soit 1 % du budget du gouvernement du Québec, selon les données du ministère des Finances. Il en appelle à revoir les politiques gouvernementales du Québec. «Il n'y a pas plusieurs endroits où on peut aller chercher des fonds. C'est dans les fonds publics. Et quand je vois les dépenses que l'on projette de faire pour le Plan Nord et dont on est loin d'être certains que ça va rapporter, j'ai l'impression qu'on fait des dons énormes à des compagnies. Comment peut-on en même temps faire de tels dons à des entreprises qui s'en prennent à nos ressources naturelles et refuser aux étudiants l'investissement pour assurer leur avenir à l'université? Ce sont là des choix politiques.»

Mais la gratuité est-elle possible à l'aune de la mondialisation? «C'est vrai qu'on vit dans un monde élargi de compétition, mais il y a d'autres pays qui vivent dans le même monde que nous et qui ont adopté de tout autres politiques», souligne-t-il en faisant allusion à la Scandinavie, où la gratuité est une idée plus répandue. «J'ai l'impression que la Finlande a lu le rapport Parent et qu'elle l'a appliqué!»

Le principe de gratuité des années 60 avait certes pour objectif la démocratisation et l'accessibilité aux études supérieures. Mais près de 50 ans plus tard, cela est toujours d'actualité, affirme M. Rocher. «Le Québec n'est pas la province la plus en avance en ce qui concerne la fréquentation universitaire», croit-il. «Quand je regarde les chiffres de la hausse, ce qui m'inquiète c'est qu'on nous propose de revenir, en 2017, à ce qui coûtait en droits de scolarité en 1968. Mais comment pense-t-on qu'on avance en revenant à la situation de 1968? Et c'est dangereux de transposer en dollars constants. C'est un important retour en arrière», a dit ce grand défenseur de l'État-providence.

Un gouvernement aveugle

Au lieu de s'enliser dans une impasse, le gouvernement aurait mieux fait de tenir un débat plus large sur le financement des universités pour révaloriser leur rôle, croit Guy Rocher. «C'est ça qui nous manque. C'est l'absence de dialogue avec une grande partie des citoyens du Québec que sont les étudiants. Par son attitude, le gouvernement entretient un climat malsain et c'est lui qui va finir par payer à la longue.»

Le professeur s'étonne de la mauvaise analyse que font les ministres, et leurs conseillers, concernant le projet de la hausse des droits de scolarité. «J'ai peur qu'au gouvernement, on ait mal apprécié l'importance de ce mouvement. Par exemple, la grande marche des 200 000 personnes le 22 mars aurait dû ouvrir les yeux au gouvernement», a-t-il noté.

La proposition de bonifier les prêts faite par Québec la semaine dernière n'est que de la poudre aux yeux. «Le gouvernement n'est pas assez naïf pour croire qu'après 52 jours de grève, les étudiants allaient bien recevoir leur proposition. [...] Ce gouvernement a des stratégies de myopie, ou bien il pense pouvoir casser le mouvement. C'est probablement une autre erreur de ce gouvernement. C'est comme ça que j'interprète l'impasse», a-t-il expliqué.

D'ailleurs, hormis ses revendications, le printemps étudiant actuel ne ressemble pas aux mouvements qui l'ont précédé, «par son étendue et sa constance de frappe», remarque Guy Rocher. «Je suis très impressionné par le fait qu'il y a en ce moment, dans le milieu étudiant, un assez grand nombre de personnes qui partagent le même point de vue, la même opposition, la même résistance aux politiques actuelles. À cet égard, c'est novateur, a-t-il conclu. C'est révélateur d'un changement d'attitude dans une partie de la jeunesse, qui voit dans la hausse des droits de scolarité autre chose que seulement la hausse des droits, mais qui voit aussi des politiques sociales et une conception de la société à changer.» Une société qui aurait tout intérêt, selon lui, à être de cette «lutte juste» qui n'est pas celle de la «juste part».

Vos réactions (194)

LE DEVOIR: La «catastrophe» guette certains cégeps – Mercredi 11 avril 2012

La Presse canadienne

L'étau se resserre pour huit cégeps dont les étudiants sont toujours en grève, selon le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beuchesne, qui qualifie la situation de «catastrophique».

Il a précisé hier qu'à moins d'un règlement d'ici quelques jours, l'effet domino sera inévitable pour les sessions de plusieurs cégeps de la région de Montréal, notamment ceux du Vieux-Montréal, de Saint-Laurent et de Maisonneuve.

Le mouvement étudiant n'est cependant pas près de s'essouffler, selon la Fédération étudiante collégiale du Québec. Plusieurs votes ont été tenus hier et les cégepiens ont choisi de reconduire la grève à André Laurendeau, dans l'arrondissement de LaSalle à Montréal, tout comme certains programmes à l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Chicoutimi, a plaidé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. «On est confiants que si nous tenons encore une semaine ou deux, on pourrait avoir, avec le prochain Conseil des ministres, une nouvelle annonce de la part du gouvernement», a-t-il dit.

Jean Beuchesne a indiqué que la gravité de la situation varie d'un cégep à l'autre, selon le calendrier scolaire en vigueur et le nombre de semaines de débrayage. «Sur 22 collèges où il y a boycottage de cours, on peut dire qu'il y en a 12 à 14 où la situation varie de préoccupante à très préoccupante», a soutenu M. Beuchesne, ajoutant que sur les 180 000 cégepiens, quelque 85 000 sont toujours en grève.

Du côté des universités, plus des deux tiers des étudiants suivent leurs cours normalement, et pour le tiers de grévistes restant, le retour en classe sera évalué au cas par cas, a précisé le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Daniel Zizian. «Déjà, des universités ont annoncé qu'il y aurait prolongation de la session compte tenu du nombre de jours de boycottage. Ce qu'on tente de faire, c'est de permettre la diplomation, et ce, sans compromis sur la qualité de la formation», a-t-il dit, ajoutant qu'il n'y a pas lieu de considérer le congé pascal comme date butoir.

Vos réactions

- Leluxe Dechoisir – Inscrit, 11 avril 2012 09 h 53
Droits et privilèges
Rétablissons les faits: ce n'est pas une grève étudiante, c'est un boycott. Ce n'est pas un droit de gréver, mais bien un droit d'exprimer son opinion en public comme tout bon citoyen a droit de le faire. Les directions d'établissements scolaires ont donné le privilège aux étudiants de pouvoir boycotter mais elles ont le pouvoir légal de demander le retour en classe. Charest est avocat de

formation et sait que la loi est de son bord, malheureusement pour les étudiants. Oui, il sait que la province perd de l'argent. Mais ce n'est son argent à lui. C'est l'argent des contribuables. Il sait aussi utiliser les médias à bon escient: quand donner, quand couper, quand déclencher des élections. Ce ne sera pas pour ce printemps. Les esprits sont échauffés. Technique de manipulation des masses: utiliser le momentum. C'est un principe de l'époque Byzantine je crois. Quand même pas jeune comme principe, mais combien efficace.

Julie Savoie – Inscrite, 11 avril 2012 13 h 09
Votre commentaire sur le fait qu'il s'agit d'un boycott n'est pas jeune non plus : il a été ressassé de multiples fois un peu partout. Mais répéter un mensonge n'en fait pas une vérité : il s'agit bien d'une grève. Je vous invite à consulter Le Petit Robert de la langue française, où l'on y définit ainsi le mot grève : "Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendication ou protestation. Grève des étudiants." (édition 2007)
Bonne lecture.

LE DEVOIR: Grève étudiante - Des profs appréhendent le retour en classe: Ils devront évaluer les étudiants, malgré le manque d'enseignement – Mercredi 11 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Un camionneur attend patiemment que des étudiants en grève libèrent l'accès au port de Montréal. Cette nouvelle perturbation économique aura duré environ une heure hier matin.

Lisa-Marie Gervais

Sur quoi noter un étudiant qui n'a eu que la moitié de ses cours? Annie Lalancette, chargée de cours au Département de géographie et d'urbanisme de l'Université Concordia, se le demande. «Je suis prof et je n'en ai aucune idée. Je n'ai donné que 7 cours sur 13. Frederick Lowy [le principal de l'Université] dit que tous les profs ont la liberté académique d'évaluer les étudiants, mais comment on fait quand certains n'ont pas eu la matière?» interroge-t-elle.

La doctorante note que le seul accommodement que les professeurs ont eu, c'est une extension de cinq jours de la remise des notes. «J'ai deux choix comme prof. Ou je donne [une demi-session] de cours et j'évalue les élèves sur ça et je sacrifie la qualité du diplôme académique de Concordia, ou bien je leur dis de s'arranger en envoyant la matière par Internet et je fais une évaluation sur ça. Mais là, ça dévalorise l'enseignement en classe. On n'a plus besoin des profs.»

Des levées de cours ont eu lieu dans certaines universités, mais à Concordia, l'administration a insisté auprès des enseignants pour que tout se déroule normalement, même dans les départements où il y avait grève. «Dans notre département, la direction a pris la ligne dure contre les étudiants. On n'a eu aucun support. On nous dit d'être créatifs, mais ça met tellement de pression sur le dos des profs», a renchéri Véronique Bussières, qui étudie et enseigne au même département que sa camarade Annie. «Certains profs en viennent à se fâcher contre la grève, non pas

parce qu'ils sont contre les principes, mais à cause de la position dans laquelle ça les met, déplore-t-elle. Ils sont pris en sandwich et ce sont eux qui finissent par payer.»

L'administration de Concordia aurait fait savoir à tout le corps professoral que des vérifications auraient lieu dans le cas où les étudiants ont trop de «A». «Ils vont vérifier nos évaluations si nos élèves réussissent, mais si tout le monde coule, ils ne feront rien», dénonce Annie Lalancette.

Si les inquiétudes à l'égard de la session sont partagées par plusieurs dans les réseaux collégial et universitaire, certains enseignants bénéficient toutefois de plus de compréhension. Caroline Proulx, enseignante de français au collège Ahuntsic, reconnaît que la direction collabore. Cela n'empêche pas l'inquiétude de régner au sein du corps enseignant. «On est inquiet parce que pour nous, la transmission des connaissances est fondamentale. Mais on ne fera pas de cadeaux au gouvernement», a dit Mme Proulx, engagée dans Profs contre la hausse.

En clair: il n'est pas question pour les enseignants de démonter trop de souplesse, comme accepter de donner des cours la fin de semaine ou de sabrer leurs deux mois de vacances. Cela enlèverait la pression sur le gouvernement, a-t-elle indiqué. «Nous, ce qu'on veut, c'est que le gou-

vernement soit obligé de négocier. Et pour l'instant, c'est difficile de prévoir quoi que ce soit pour la reprise des cours. C'est le flou total, constate Mme Proulx. On est content de voir notre jeunesse se mobiliser, mais on a hâte de les voir en classe. Mais pas à n'importe quel prix.»

Charest minimise la contestation

Fraîchement débarqué au Brésil, le premier ministre Jean Charest a minimisé hier le mouvement de protestation des étudiants. «Le mouvement étudiant n'est pas monolithique. Il y a une majorité d'étudiants qui ont continué à suivre leurs cours.»

Il a aussi soutenu que le mouvement ne peut être qualifié de grève. «Ce n'est pas une grève. Le gouvernement du Québec n'est pas l'employeur des étudiants et les étudiants ne sont pas des employés du gouvernement du Québec.»

La hausse des droits de scolarité n'est pas un enjeu électoral, a également déclaré le premier ministre, qui regrette que d'autres considèrent que cette question pourrait être débattue en campagne électorale. «On ne voit pas ça comme un enjeu électoral, d'ailleurs, il n'y en a pas d'élection.» (La Presse canadienne)

Vos réactions

- Slo Mo – Inscrit, 11 avril 2012 01 h 56
Autrement dit
Le message de Charest c'est : " On a pas besoin de vous, les grévistes."
En cette ère de mondialisation, il eut été souhaitable que les gens envisagèrent un modèle social plus équitable envers les gens issus de milieux modestes.
Face au débat sur la hausse des frais de scolarité, ces modestes viendront nous dire qu'il la font, leur part, et que les étudiants sont gâtés de pouvoir payer si cher leur éducation (s'ils le peuvent..)
C'est à n'y rien comprendre. Frustration, envie? Affirmation de soi? Incompréhension? Ignorance? Qu'est-ce qui motive les gens qui en arrachent à refuser l'égalité des chances dans la vie?
- EKim Pellerin – Inscrite, 11 avril 2012 13 h 23
Exactement !
- RobertB – Inscrit, 11 avril 2012 07 h 00
Bin voyons!
Les profs, faites comme chez moi au secondaire, notez les élèves sur les compétences acuises et non pas sur les connaissances. Vous ferez ainsi plaisir à tous ses jeunes où la notion d'effort est très relative et à Pauline Marois, maman de cette belle Réforme toute croche et garochée où les premières vicitmes sont maintenant au cegep.
Après tout, il semble que vous appuyez la grève; donc notez ce qu'ils ont appris sur le terrain.
- Raven – Inscrit, 11 avril 2012 09 h 56
+1 Je suis entièrement d'accord avec vous.
- Lise Moga – Inscrite, 11 avril 2012 15 h 07
La normalisation des résultats scolaires n'a-t-elle pas cette fonction de réduire les écarts... entre le savoir et l'ignorance.
- Donald Bordeleau – Inscrit, 11 avril 2012 23 h 26
Nous avons des recteurs bien complaisants avec le patronat et le gouvernement. De plus depuis 2006, les recteurs ont été gavés avec un fond de pension amélioré payé sur le budget d'opération des universités en su du fond de pension des fonctionnaires. La sagesse populaire nous enseigne que << Quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage >>.

C'est vrai dans le débat actuel sur les hausses, quand on veut se débarrasser d'acteurs politique gênants, même s'il s'agit de notre jeunesse que nous avons éduquée nous-mêmes, on utilise des sophismes en guise d'éteignoir comme qu'ils sont des radicaux paresseux, égoïstes et plainards, qui apportent le désordre.

- Sanzalure – Inscrit, 11 avril 2012 07 h 48
De la poudre aux yeux
Minimiser ce qui se passe en prétextant que le gouvernement n'est pas l'employeur des étudiants et que nous ne sommes pas en campagne électorale, c'est la preuve que Jean Charest est complètement dépassé par les événements et qu'il prend la population pour des idiots.
D'autre part, pour diriger une école, il faut au moins aimer les enfants. En se comportant comme elles l'ont fait, plusieurs administrations ont fait la preuve qu'ils n'aiment pas les jeunes et n'en ont rien à foutre de ce qui va leur arriver dans la vie. À mon avis, ces administrations devraient être renvoyées et remplacées par des personnes qui sont d'abord au service des jeunes et du partage de la connaissance.
Serge Grenier
- François Dugal – Abonné, 11 avril 2012 08 h 16
La diplomation
L'obsession de la diplomation à tout crin de la part des directions scolaires aplanira toutes les appréhensions.
Le respect des objectifs pédagogiques, connaît pas.
- I poisson – Inscrit, 11 avril 2012 13 h 15
Augmenter les frais de scolarité n'est qu'une première étape.
Avant de rentabiliser la qualité de l'enseignement (lire: diminuer).
Généraliser les cours par internet fait partie de la seconde étape.
Pour le reste, il y a des chargés de cours, des auxiliaires
L'obtention d'un diplôme universitaire ne prouvera rien de plus que son détenteur avait les ressources financières suffisantes pour son obtention.
L'argent des étudiants sert déjà à ériger quelques pyramides universitaires. Les ges-

tionnaires auront la paix dans ces temples, comme celui de l'UdeM à Outremont.
"Qui appauvrit les étudiants, s'enrichit", nouvelle version d'un viel adage
jean brunet – Inscrit, 11 avril 2012 08 h 21
Opinion
+ Robert B
Gilbert Talbot – Abonné, 11 avril 2012 11 h 01
Faut faire avec.
Ce n'est pas la première fois que les cégeps et universités sont face à une grève ptolongé. À chaque fois où la grève a duré longtemps, il y a eu rattrapage, mais il faut reconnaître, et tout le monde va être d'accord, le rattrapage n'a jamais égalé une session complète. Donc, il faut s'ajuster en fonction de la situation : ajuster ses cours, résumer davantage, demander plus de travail hors cours, refaire les examens en conséquence. Ce n'est pas un cadeau pour les profs et surtout pas pour les étudiants, qui se voient écourter leur temps de travail estival, pour payer leur scolarité justement.
EKim Pellerin – Inscrite, 11 avril 2012 13 h 20
Un peu de nuance !
@ RobertB: Les pisse-vinaigres, ça mène où ?
Tout-à-fait d'accord avec les commentaires de Sanzalure et Slo Mo, et je répondrais à Slo Mo que l'aigreur célèbre le malheur ... «si mon malheur est répandu, il me semble que c'est moins pire» ...
Noir ou blanc, bon/mauvais, peut-on plutôt se concerter et construire avec volonté et foi ?
Bonne journée !!
Slo Mo – Inscrit, 11 avril 2012 20 h 34
Oui pour la répartition du malheur, c'est logique. Ça serait pas le premier cas de nivellement vers le bas, spécialité au Québec (pourquoi se comparer avec les pays scandinaves quand on peut se comparer aux É.-U.)
Après tout, ils l'ont tu l'affaire, les Américains!?!
Quand on se fait dire qu'on est pas le plusse meilleur pays au monde, ça fait pas toujours plaisir... Ça implique des efforts et des décisions... Pas tentant pour un Québec immature, accro au lait maternel canadien.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: Québec fait bande à part - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 07h13



Le Soleil, Steve Deschênes

Manifestation étudiante au parc de la Francophonie, le 4 avril

Pascale Breton, La Presse

Pendant que des votes pour la grève sont reconduits dans plusieurs associations étudiantes, principalement dans la région de Montréal, le mouvement trouve peu d'écho à Québec.

Quelque 4700 étudiants de l'Université Laval sont actuellement en grève, mais ils sont minoritaires sur le campus. Les étudiants des cycles supérieurs ont d'ailleurs choisi de retourner en classe cette semaine.

Au collégial, aucun cégep n'a emboîté le pas du mouvement de grève. Même les élèves du cégep de Limoilou, traditionnellement plus contestataires, se sont prononcés contre la grève générale. Ils avaient toutefois approuvé la levée des cours pour participer à la manifestation nationale du 22 mars.

«C'est vrai qu'on n'est pas en grève, mais la mobilisation est là», soutient d'ailleurs le coordonnateur de l'Association générale des étudiants du cégep de Limoilou, campus de Québec, François St-Laurent.

Comme d'autres, il est d'avis qu'une plus grande mobilisation des cégépiens et étudiants de Québec aurait peut-être changé le cours de la con-

testation, qui entame maintenant sa neuvième semaine, et fait reculer le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans.

«Si la région de Québec sort, c'est comme si un député conservateur se prononçait pour l'avortement. C'est un message très fort», croit M. St-Laurent.

Il reste du travail à faire du côté de Québec, reconnaît le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. «Quand on réussit à avoir une mobilisation importante à Québec, c'est qu'il s'agit vraiment d'une mobilisation d'envergure que nul ne peut ignorer. C'est le défi des associations étudiantes et du mouvement de contestation générale à long terme de créer quelque chose de plus fort à Québec», croit-il.

Des sondages d'opinion sur la hausse des droits de scolarité - dont l'un commandé récemment par La Presse - ont d'ailleurs démontré que la hausse récolte plus d'appuis dans la région de Québec.

Lors d'une assemblée générale, les étudiants en administration de l'Université Laval se sont même prononcés pour la hausse des droits de scolarité, éclipçant du coup l'hypothétique question de la grève.

À contre-courant

Sur plusieurs sujets d'actualité, la région de Québec s'est souvent positionnée à contre-courant, souligne pour sa part Martin Bonneau, président de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), qui représente les étudiants de premier cycle.

On a pu remarquer cette différence à quelques reprises lors des élections générales, rappelle M. Bonneau. «Le profil électoral de la région de Québec a toujours été bien distinct. Est-ce que ça explique ce qui se passe? Je ne sais pas.»

Même s'ils sont minoritaires, le président de la CADEUL croit toutefois que les étudiants de Québec ne sont pas près de mettre fin à leur grève. L'annonce du gouvernement sur la bonification de l'aide financière aux études, la semaine dernière, les a choqués.

Hier, les étudiants en physique et en sociologie ont d'ailleurs voté pour la poursuite de la grève. Plusieurs autres associations se prononceront au cours de la semaine.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Valleyfield : La grève cassée par la direction - Publié le: mardi 10 avril 2012, 23H08

Francis A-Trudel

La direction du Collège de Valleyfield a pris une décision audacieuse, hier : elle ouvrira ses portes dès demain, et ce, malgré le mandat de grève en vigueur entre ses murs.

« Ce n'est pas une décision des étudiants, c'est une décision du collège, confirme le directeur général Guy Laperrière. Nous sommes capables de livrer une session pour le 22 juin si on reprend les classes demain. Nous n'avions plus le choix, il fallait bouger. »

Même si un vote de grève devait se tenir lundi prochain, la direction affirme qu'elle ne pouvait « plus attendre une décision démocratique des étudiants » dans un contexte où ils sont « moins nombreux à voter à mesure que le conflit se prolonge ».

À prévoir

La direction s'attend à une réaction « assez virulente » de la part « d'un noyau dur d'étudiants ». L'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGÉCoV) est

affiliée à la Coalition large de l'ASSÉ. Elle représente 1 965 membres.

La sécurité pourrait être renforcée sur le campus. «On ne veut pas faire (le retour) dans la confrontation ni dans la violence, affirme M. Laperrière, mais on va s'assurer que les accès du collège soient disponibles.»

Selon lui, l'initiative pourrait inspirer d'autres institutions. Toutes les heures de formation perdues depuis le 20 février seront reprises, assure-t-il.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève: Moins d'infirmières à cause de la grève ? - Publié le: mardi 10 avril 2012, 23H03 | Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 23H14

VIDÉO: Manque d'infirmières, 10 avril 2012, Journal de Montréal Sarah-Maude Lefebvre

Plusieurs étudiantes en soins infirmiers risquent de voir leur entrée sur le marché du travail retardée en raison du boycott étudiant, une situation qui pourrait avoir des conséquences importantes sur le système de santé.

Alors que la session dans plusieurs cégeps risque d'être retardée ou carrément annulée, les étudiants en soins infirmiers commencent à « angoisser ».

« Si la session est annulée, je ne pourrai pas me présenter cet automne à l'examen de l'Ordre des infirmières du Québec. Je devrais peut-être attendre l'examen suivant en mars. C'est inquiétant à la fois pour moi et pour le système de santé », indique Anne-Julie Gagnon, une finissante en soins infirmiers du cégep Édouard-Monpetit.

Des impacts dès cet été

Le prolongement de la session, s'il y a lieu, aura également des impacts à court terme. Chaque été, plusieurs finissants en soins infirmiers postulent comme candidats à l'exercice de la profession d'infirmière dans les établissements de santé.

Ils sont d'une aide précieuse en cette période estivale où plusieurs infirmières partent en vacances.

« J'ai obtenu un poste comme externe en périnatalité à l'Hôpital Charles LeMoyné, cet été. Les infirmières y sont hyper occupées. Si nous ne sommes pas là pour leur donner un coup de main, ça va être l'enfer », témoigne une autre étudiante, Cassandra Lapalme.

« C'est leur décision »

L'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) estime qu'un peu plus de 2 000 étudiants terminent actuellement leur cours en soins infirmiers.



G. desrosiers, OIIQ

Environ la moitié d'entre eux fréquentent des cégeps qui sont toujours en grève à l'heure actuelle.

Même si la présidente de l'OIIQ dit comprendre « l'inquiétude » qu'engendre la grève, elle rappelle que ce sont les étudiants qui se sont mis dans cette situation.

« Si les étudiants sont en grève, c'est leur choix, affirme Gyslaine Desrosiers. Ils connaissent les conséquences de la grève. »

Pour l'instant, l'OIIQ n'est pas en mesure de déterminer les impacts qu'aura le boycott étudiant sur le système de santé.



« Mais, c'est sûr que ça aura des conséquences, insiste Mme Desrosiers. Les étudiants en soins infirmiers sont d'une aide extrêmement appréciée durant la saison estivale. S'ils ne sont pas disponibles cet été, ça peut créer des bouleversements. »

Pour ce qui est de l'examen d'admission à l'Ordre, Mme Desrosiers demeure inébranlable : « Nous recevrons en septembre les étudiants ad-

missibles, qui ont fini leur scolarité. Nous recevrons à l'examen de mars, ceux qui seront prêts en mars. On ne peut rien y faire. »

Plus de 178 000 étudiants des cégeps et universités boycottent toujours leurs cours.

Afficher 4 commentaires (Québec)

• Sébastien Fiset

Bonjour à tous, mon nom est Sébastien Fiset, étudiant en soins infirmiers au cégep de l'Outaouais.

Ce que plusieurs de mes collègues en étudiantes en soins infirmiers oublient de divulguer au grand public sont les déterminants de la santé public que l'on apprend dès la première session (étant la base de tout soins de santé).

La fondation du système de santé est construite sur des déterminants qui impactent de divers façons l'environnement social d'une communauté, exemple: la richesse d'une personne favorise sa survie. Là où il y a une contradiction entre les dires de certains étudiants en santé, c'est que 2 des plus importants déterminants sont 1: l'accès à l'éducaton et 2: le niveau de scolarisation.

Oui, une pénurie à très court terme sera créée SEULEMENT SI la session est annulée, ce que Line Beauchamp (ministre de l'éducation) affirme non-envisageable. Et oui, que la session soit ralongée de quelques semaines affectera l'externat, mais rapellons-nous que l'externat n'est pas nécessaire pour recevoir le diplôme et que l'étudiante ASSISTE une infirmière dans ses tâches mais jammais ne la remplacera. Donc oui, la rêve étudiante et nuisible au système de santé À TRÈS COURT THERME.

Par contre, que 7000 étudiants/années ne puisse pas accéder à un niveau d'éducation supérieur à un impacte à long terme beaucoup plus sévère. Contredire cette argument vien à contredire la base des soins infirmiers. Que 2 déterminants majeur de la santé public soit réduit, on ne parle pas seulement d'une pénurie d'infirmière (parce que moins pourrions aller à l'université) mais aussi d'une dégradation de la santé de la population en général.

Je trouve dommage que de revoir le débat du «mes besoins» vs «les besoins de la société» se propager jusqu'aux infirmières qui ont de leur devoir de faire passer les besoins de la société et de leur patients avant les leurs.

J'aimerais aussi rapeller qu'une étudiante ayant graduée peut travailler comme CP dans les milieux hospitaliers jusqu'à ce qu'elle passe l'examen de l'OIIQ.

Si vous désirez continuer à parler de la question, je vous invite à me rejoindre au fiset_palace@msn.com

J'apprécierais aussi que mon commentaire soit porter plus visiblement comme réplique à cet article pour que le public voit les 2 côtés de la médaille et puisse se bâtir une opinion fondée sur les 2 vision du débat.

Merci à tous

• Frederic Grondin

Je crois que comme étudiant Sébastien, tu devrais retourner de ton propre chef sur les bancs d'école, si ta connaissance des soins infirmiers est aussi bonne que ton français, je doute que je t'engagerais.

Vouloir justifier une grève en se basant sur des déterminants de la santé ce n'est pas très fort. Les déterminants que tu énumères se rapportent à la santé publique et ne sont pas la base des soins de santé en encore moins les bases de la profession infirmière.

Puisqu'avant de parler de niveau d'éducation, il faut parler de sécurité et de qualité des soins, chose que tu sembles oublier assez facilement. Comme futur infirmier tu devrais placer le patient au cœur de tes priorités, même si tu le mentionnes, cela demeure théorique. Au niveau pratique, le manque de CEPI provoquera à coup sûr une surcharge de travail pour les infirmières en postes. Cette surcharge de travail est beaucoup plus nocive pour les patients à court terme que le risque que certains étudiants ne se rendent pas à l'université par manque d'argent !!!

Ligigi10

Bien dit. C'est pourquoi les institutions peuvent difficilement annuler des sessions. Les gens semblent oublier trop rapidement ou ne pas avoir une vision plus globale de la situation, dans le sens que les étudiants, c'est les travailleurs de demain. En retardant leur diplomation, oui, ça créer un problème pour l'étudiant, mais SURTOUT pour le gouvernement qui va se voir en problème. En santé, ce sera un manque plus visible puisque la population est vieillissante et requière de plus de soin. Je ne vais pas t'apprendre beaucoup par contre en te disant que, à ce que j'ai pu remarquer, les médias d'information comme le Journal de Québec ne semblent pas trop favoriser ceux qui sont contre la hausse...

• [MarieClaude Réduire](#)

L'étudiante sur la photo ne sera pas externe, mais bien CEPI.

Afficher 16 commentaires (Montréal)

• [MarieClaude](#)

Hello ! Il n'y a pas beaucoup d'étudiantes en soins infirmiers qui ont voté la grève. En fait, elles subissent le mouvement de boycottage. Elles sont plusieurs à terminer leurs études après quelques années passées à étudier très fort comme plusieurs autres techniques du collégial dont les employeurs devront se passer. Il est grand temps que ce mouvement se termine car il nuit plus qu'autre chose à la société. Nous assistons présentement à un vrai lavage de cerveaux faits par les leaders des associations de chaque institution. Si les étudiants reconduisent la grève, dans bien des cas, on leur informe sur un seul côté de la médaille. La preuve: c'était quoi le discours en début de boycottage : IL N'Y A JAMAIS EU DE SESSION ANNULÉE. Et bien maintenant les leaders appuient cette conséquence. Deux discours et même plus parfois...

• [reflechirestgratuit](#)

si les étudiants se sont basés uniquement sur ce que les leaders des associations leur ont dit et qu'ils n'ont pas cherché à aller s'informer d'avantage, alors je crois que c'est leur problème et qu'ils ont agi selon ce qu'ils croyaient être le mieux pour eux, sans réellement chercher à comprendre les vrais conséquences possibles et maintenant ils se plaignent que ça va trop loin. C'est drôle tout le monde chiale contre les étudiants, mais personne ne mentionne que la ministre et notre cher premier ministre (qui préfère voyager au Brésil durant la plus grand crise étudiante du Québec) ne sont pas ouverts au dialogue, outre en proposant des solutions visant à endetter encore plus la jeunesse et du même coup enrichir nos chères banques.

Déjà que nous laissons en héritage à nos enfants un pays endetté et une terre polluée, nous allons de surcroit les faire commencer leur vie d'adulte avec une plus grande dette personnelle? Et oui, c'est ça que nous leur offrons; une belle société de consommation où même l'éducation se paye à crédit et où il est normal de s'endetter!

• Kihadissa

Pour reprendre tes paroles C quoi que tu comprend pas, les étudiants veulent la gratuité scolaire, et on ne peu plus ce le permettre, on a une méchante dette et des services médiocres, cela me dérange pas que nos impots paye 64%, les étudiants en paye présentement 12,7% et cela sera de 16% dans 5 ans et je crois que payer 16% de son education ce n'est pas la fin du monde.

• [reflechirestgratuit](#)

selon ce que j'ai pu comprendre vous êtes vous aussi allé à l'université, alors qui a payé pour vos études? bientôt la génération Y représentera 45% de la population active, alors je crois qu'ils payeront leur juste part avec leurs impots, en plus de bénéficier de moins de service que présentement, étant donné qu'avec le vieillissement de la population les frais médicaux seront en pleine croissance. Si le tarif des garderies à 7\$ était augmenté de 75% il n'y aurait pas de grogne selon vous? Je préfère que mes impots servent à instruire notre population que de servir à faire la promotion d'un budget annuel par exemple.

• Kihadissa

De plus si j'aurais fini mes études avec une dette de 4000 de plus cela aurait augmenté mon remboursement de mon prêt étudiant d'une vingtaine de dollars et vous arreter pas de dire que ceux qui vont à l'université vont gagner plus et vont payer plus d'impôt alors je crois pas que 20\$ va faire une grosse différence hein... et en plus les interets sont deductible d'impôt. Je suis d'accord avec toi et je préférerais que mes impots puisse payer plus encore que le 2 tier mais je ne crois pas que l'on peu ce le permettre. je ne crois pas n'on plus qu'ils vont être capable de supporter le fardeau fiscale que la santé et les pensions vont leur apporter. A moins d'une réforme majeur et d'une meilleur gestion ce fardeau va être très dur à porter. Beaucoup veulent plus de service et a moindre cout mais qui va payer ? si les rentrer d'argent du gouvernement ne suffisent plus cela va aller sur la dette, et les étudiants, vous et moi allons payé encore longtemps. pour les garderies ils n'auront pas le choix aussi car les techniciennes en garderie sont sous payé et si leur salaire augemente il va falloir que quelqu'un paye aussi.... dernier point mes etudes, j'ai un pret de 25k que je rembourse grace au salaire que j'ai pu avoir a cause de mes etudes et croyiez je paye en masse d'impôt pour rembourser ce que les contribuables on payé pou mes études et je vais payé aussi pour les BB Boomer.... dernier point, êtes-vous entrain de dire que si la population va pas à l'université elle ne sera pas instruite, plusieurs universitaire ne travail même pas dans leur domaine et certain gagne moins que quelqu'un sur la construction donc l'université s'est important oui mais pas obligatoire, c'est un choix, en tant

que contribuable si la personne ne travail pas dans son domaine nous avons payé pour rien, mais je suis prêt à prendre ce risque pour donner la chance à tout le monde. Mais il ne faut pas non plus regarder ceux qui n'ont pas été à l'université de haut car plusieurs gagnent très bien leur vie et payent en masse d'impôt eux aussi pour un accès à l'université qu'ils n'ont jamais utilisé, espérons que peut-être leur enfant en profitera.....si c'est leur choix....

- réfléchir gratuitement pour vous l'université sert juste à avoir un meilleur salaire? dans ce cas je crois qu'on ne fait pas partie du même débat...
- Kihadissa Non pas seulement un meilleur salaire vous m'avez mal compris, ou je me suis mal exprimé. Les étudiants n'arrête pas de dire que les universitaires feront un meilleur salaire et qu'ils vont payés plus d'impôt que les autres. Avoir un bon salaire est relatif, il faut surtout être heureux et fier de ce que l'on fait. J'ai même dit que certains universitaires ont peine à gagné le salaire moyen donc cela ne garantit pas qu'une personne qui a été à l'université va avoir automatiquement un meilleur salaire que quelqu'un qui n'y a pas été. Si les étudiants vont à l'université seulement pour avoir un meilleur salaire et bien plusieurs seront déçu !! Je veux seulement dire que si vous voulez une belle retraite après avoir travaillé toute une vie, il va falloir que vous contribuiez à vos REER alors s'ils veulent avoir une éducation supérieure ils peuvent sûrement y contribuer eux aussi. L'université n'est pas obligatoire pour réussir sa vie, que cela soit monétairement ou professionnellement. Il est possible d'avoir une carrière valorisante sans avoir été à l'université. je me répète mais nous en payons et payerons une bonne partie et c'est très bien, on leur demande seulement de mettre l'épaule à la roue car le Québec s'enfoncé.....
- réfléchir gratuitement je suis d'accord avec vous, j'ai fait 8 ans d'université et mon copain qui a un secondaire 5 gagnent presque 3 fois mon salaire. C'est pour ça que l'université doit rester accessible, car elle constitue un choix. Donc, les gens devraient avoir le choix entre aller à l'université, faire un DEP, un DEC ou entrer directement sur le marché du travail. En augmentant les frais drastiquement, plusieurs jeunes ayant le potentiel et le goût d'aller à l'université se verront donc choisir une autre direction pour leur carrière, en raison de ce bat pour le futur....IRONIE

son du découragement dû à l'endettement. Dans quelques années, lorsque la balance démographique sera négative, nous assisterons à une pénurie de main d'oeuvre dans les secteurs clés de notre société et le gouvernement se prépare bien mal à cette pénurie. Qui va souhaiter s'endetter et faire 3 ans d'université pour aller soigner les aînés dans les hôpitaux, à faire des shifts de fou, travailler les fins de semaine, à Noël, etc? Qui va faire 4 ans d'université et s'endetter pour aller travailler à un faible salaire (pour l'énorme tâche qu'ils ont à accomplir) dans les écoles primaires et secondaires? Selon une étude faite par le gouvernement, plus de la moitié des décrocheurs universitaires bénéficiaires de prêts ont abandonné leurs études avant l'obtention du diplôme, car ils croulaient sous la pression en voyant le montant de leur endettement et ont préféré rentrer plus rapidement sur le marché du travail pour épounguer leur dette.

100peurs
Comme l'étudiant qui est pour la hausse et qui se fiche de ceux qui ne seront pas en moyen d'aller aux études supérieures et bien je me dit... que celui qui est contre la hausse doit aussi se fier de ceux qui pleurniche actuellement pour une question de mois lol. Dans 30 ans d'ici l'impact de cette grève n'amènera pas d'énormes conséquences dans leur vie, contrairement à l'augmentation des frais de scolarités. La plupart des professeurs en soins infirmiers qui chignent actuellement pour leurs vacances seront retraités et leurs propres enfants ne seront plus à l'école. De fait, il est mieux de favoriser cette grève scolaire plutôt qu'une grève à venir EVIDENTE des infirmières qui ne feront pas assez de salaires. Juste l'augmentation du permis de l'OIIQ annoncée à 2012 JE PENSE qu'on l'oublie en plus lolll.

lyd_z05
c'est drôle, je suis également en soins infirmier et je vois notre position de grève comme un important rapport de force avec le gouvernement, c'est des programmes comme le notre qui ont un poids d'importance dans la grève étudiante! ça me désole de voir que des futures infirmières qui sont sensé être altruiste et pensé à la collectivité regarde cet enjeu d'une façon si individualiste, et qu'elles voient leur externat comme une chose bien plus importante que les revendications pour les générations future. A mon avis, même si c'est un des seuls de mon

programme, ce mouvement étudiant vaut beaucoup plus la peine que mon externat à st-justine cet été. Il faut faire des sacrifices pour ce qu'on veut, alors si les filles en soins sont vraiment contre la hausse des frais (comme elle le disent dans mon cégep), pourquoi refusent-elles les conséquences individuelle d'une grève historique d'une si grande importance. c'est vraiment triste de voir la relève infirmière ne pensé qu'à leur propre intérêt.

sincèrement, une étudiante en soins infirmiers qui se demande vraiment ce qu'elle fait dans un programme beaucoup plus individualiste qu'elle ne le pensait.

Ge41
Nous sommes aucunement individualistes, on a entièrement le droit d'être contre cette grève tout simplement parce que pour nous ce n'est pas une cause que je trouve autant importante au point de nuire à mes études ! Ils ont le droit de manifester comme ils le veulent pour la hausse des frais de scolarité, et cela ils pourraient très bien le faire sans empêcher ceux qui le veulent d'aller à l'école. Si je manifeste pour la cause du cancer et ce que je vais empêcher les autres de faire ce pourquoi ils ont payé et ce qu'ils aiment ? NON ! Alors je vois pas pourquoi ceux qui sont contre doivent écopé pour les autres ! Je suis la première à penser toujours aux autres et vouloir aider les autres et c'est pourquoi j'ai choisi le métier d'infirmière et que j'ai plus que hâte de pouvoir aller prendre soins des gens cette été et cette grève m'en empêche alors personnellement je suis contre et cela ne fait aucunement de moi une personne individualiste !

100peurs
test
yogomy
Ca me fait rire! dans quelques années ce sont ces infirmières, qui à leur tour iront fort possiblement en grève :) je me demande si la population sera aussi clément à leur endroit qu'en ce moment

100peurs
Surtout qu'ils imposeront très bientôt l'obligation d'entamer les études universitaires aux infirmières lol

[Camille Devost](#)
« Si les étudiants sont en grève, c'est leur choix, affirme Gyslaine Desrosiers. Ils connaissaient les conséquences de la grève. »
Moi j'ai voté contre la grève... ;)
129enaz [Réduire](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANouvelles: Sur les bancs de l'école cet été / Prolongation de la session: Au cégep cet été - / Publié le: mardi 10 avril 2012, 21H24 | Mise à jour: mercredi 11 avril 2012, 24H21 / Première publication mercredi 11 avril 2012 à 07h40



Crédit photo : archives Agence QMI

Les étudiants du cégep du Vieux Montréal pourraient devoir poursuivre leur session d'hiver 2012 pendant l'été ou même pendant l'automne en raison de la grève qui se prolonge

Par Régys Caron | *Journal de Montréal*

Les cégeps à risque

Les étudiants d'au moins sept **cégeps** risquent de devoir poursuivre leur session d'hiver 2012 pendant l'été ou même pendant l'automne en raison de la **grève** qui se prolonge.

Ces étudiants pourraient devoir demeurer sur les bancs d'école jusqu'à la fin du mois de juin et y revenir dès le début du mois d'août. Ce scénario est notamment envisagé aux cégeps Maisonneuve, Marie-Victorin, Saint-Laurent et Vieux-Montréal, situés dans la métropole, ainsi qu'au Centre collégial de Mont-Laurier et aux cégeps de Valleyfield et de Saint-Félicien, où les étudiants ont entrepris leur boycottage en février.

«La pression devient forte; l'étape charnière sera la mi-avril, soit la fin de semaine prochaine», a convenu hier la porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier. La pression est d'autant plus forte que les cé-

geps ne peuvent compter sur la collaboration des professeurs pour concevoir les scénarios de reprise de cours.

Impasse

«On ne négociera pas de calendrier de reprise de cours tant que les étudiants ne seront pas de retour en classe», a indiqué le président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), Jean Trudelle.

«Une fois que les étudiants reviendront, il faudra procéder rapidement, c'est pourquoi on aurait souhaité dès maintenant échanger avec nos enseignants», a rétorqué Caroline Tessier.

Le report des vacances des enseignants pourrait s'avérer nécessaire, reconnaît Mme Tessier, auquel cas les syndicats des enseignants devraient être consultés. Leur consentement ne serait toutefois pas nécessaire, ajoute-t-elle.

«Légalement, ça prend une consultation, mais pas nécessairement une entente», a précisé la porte-parole de la fédération.

Afficher 10 commentaires (Québec)

• Caze69

Un autre commentaire et solution simple. Tu manifeste, ben pas de repise d'été. Assume tes gestes et décisions d'étudiant qui se pense adulte et tu va te reprendre l'an prochain. Tu viens de perdre ta sessions, tu ne passe pas go et tu réclame rien. Pour ce qui assiste a leur cours, bravo et votre session n'est pas perdu, passer go et continuez a avancer.....

• Lcmck

Et en plus ceux qui ratent leur session et qui ont obtenue des bourses devront je l'espere les rembourser.

• réflexion

Dommage pour eux qui doivent reprendre les cours cet été. Mais chapeau aux étudiants ils ont manifestées leurs opinions jusqu'au bout nous quand nous sommes pas content nous chialons chialons sans rien faire eux au moins ils se levés debout bravo.

• Caze69

Des cours de rattrappages en été,,c'est excellent. la seule chose que je déplore est que, a cause des agissements de ses enfants roi qui s'imaginent tout permis, il y a des travailleurs (enseignants) avec des familles, des vacances de prévus et du temps de qualités avec leur proches qui vont devoir annuler pour donner une chance a ces manifestants de ne pas perdre leur session a cause d'eux-mêmes.

• Blanchemarie

Pas de pitié, pas de cours d'été, vous devez rembourser votre bourse. On ne payera pas les proffs ils sont déjà payé en ce moment à rien faire. Retour à l'automne jeunes gens, comme ça lorsque le gouvernement rehaussera encore les frais de scolarité, dans quelques années, les étudiants y réfléchiront à deux fois, je l'espère c'est pas tous des lumières même si ils sont à l'université

• Lydya

Tout ce brouhaha pourquoi ? Pour une augmentation de MOINS DE 6,25\$ par semaine. C'est vraiment très sérieux leur affaire ! J'suis complètement impressionné par cette masse d'intelligence! Ça me dépasse!

• Elodie Brousseau

Moi je trouve ça beau de voir les gens carriériste entre 35-50 ans qui ont complètement oublié leur passé, qui ne sont jamais allés à l'école, qui ne ce sont jamais endettés. Bravo de supporter les jeunes, vos enfants. Merci de nous laissés une dette de province plus élevé que jamais, des valeurs économiques pourries et une rage de bétonner le Nord du Québec.

Rappelez vous, nous prendrons bien soins de vous en travaillant jusqu'à l'âge de 70ans. Nous Payerons nos taxes et nos impôts

Environ **85 000 étudiants** de 22 cégeps poursuivaient leur grève hier. Les étudiants du cégep de Matane ont voté pour un retour en classe, tandis que ceux des collèges de Gaspé, Montmorency, Sherbrooke (lettres et sciences humaines) et André-Laurendeau ont opté pour prolonger le conflit.

Les cégeps à risque:

Maisonneuve
Marie-Victorin
Matane
Rosemont
Saint-Félicien
Mont-Laurier
Saint-Laurent
Valleyfield
Vieux-Montréal

comme vous l'avez fait sans rien revendiquer.

Demain nous serons peut-être heureux pour ceux qu'ils le sont et sont qui ne le sont pas. Lydya

Dans les anné '60, les gens contestaient pour des changements alors que vous, vous contestez pour l'inverse soit: garder les acquis pour lesquels vous blâmez les boomers depuis plusieurs années déjà.

Alors branchez-vous! Ou vous voulez des changements ou vous voulez garder l'étatisme in extremis, les acquis qui oblige les gouvernements à emprunter constamment pour payer l'épicerie - faites vos choix l'avenir vous appartient et les dettes du gouvernement vous appartiendront également. Alors comme vous dites, vous devrez travailler jusqu'à au moins 70 ans.

Pour une fois depuis longtemps, le gouvernement Charest ÉCOUTE la majorité de la population plutôt que de se mettre à genoux devant quelques ANARCHISTES.

• And Giroux

Regardés comme il le faut la photo des étudiants vous allez voir comme ils ont l'air innocent n'est ce pas . Quel qualité de travailleurs aux pics et a la pelle as_t'ils parmi eux , plusieurs Caze 69 j'aime bien tes commentaires mais lorsque tu parle des enseignants qui vont manquer leurs vacances planifiées et bien ils y en as plusieurs qui soutiennent ces étudiants ROI . (quand ils disent qu'ils sont le pouvoir Allo) Pas de pouvoir ,de vouloir et surtout pas de savoir Ha HA HA 1956

Sur les bancs d'école cet été, c'est une très bonne idée, ils vont apprendre c'est quoi se faire amener en bateau par quelques menteux de têtes, L'éducation au Quebec n'est pas une obligation mais un devoir morale, si t'es pas content, débarque et va travailler pour des peanuts, comme ça tu vas apprendre la valeur de l'argent, et quand tu vas retourner étudier, tu verras l'importance de ne pas sortir pour des raisons futiles, et tu verras de quoi tu avais de l'air quand tu suivais des pelleteux de nuages.....

Afficher 20 commentaires (Montréal)

• myriam77

LES PROFS !!

J'en ai deux dans ma famille. Ils savent tout, connaissent tout, ils ont inventé le monde. Mais pas capable de faire de l'argent. Pas capable d'administrer un bon budget. Mais qu'and c'est le temps de faire les cons dans la rue avec les étudiants, ils ne sont pas batable.

• myriam77

Les universitaires et les cégépiens N'avez crainte, les jeunes du sec V feront très bien l'affaire pour vous remplacer à partir du 15 juin. D'OnC, ceux qui auront rester

dans la rue perdront peu-être leur cession, sinon, ils vont avoir du rattrapage cet été et ne pourront travailler. Les leaders étudiants disent qu'ils reste encore 180,000 étudiants dans la rue. je ne mettrais pas un gros deux là dessus. D'ailleurs, vous accroire n'importe quoi, chers leaders. Les professions les plus névralgiques sont à leur cours. Le reste: science politique ou sciences sociales. Qu'il y en ait 100,000 qui coulent ou 20, 000, le Québec ne peut en engager que 12,000. Donc les leaders font des peurs avec rien. C'est un penser y bien: sociologues, philosophe, psychologues,...Le Québec en a trop des ces professions.

• jo1009

Des psychologues, il y en auraient trop? Oui, c'est sans doute pour ça que les gens sont malade psychologiquement et que le Québec a le plus haut taux de suicide.

• PJT1979

C'est drôle comment lwa membre de LA CLASSE est l'organisation la plus radicale et la plupart de ses membres font des études en... cinema, arts, histoire,musique.... toutes ces disciplines ayant tellement de perspective d'emploi chez Walmart.....on dirait qu'ils savent qu'ils n'ont pas tellement d'avenir donc tout le temps du monde a perdre !!!!!

• abidou300

Ce sont les prochains ministres du P.Q ! Ha ha (La Classe)

• coco189

Encore aujourd'hui grosse manifestation au centre ville, ils sont 200 c'est un mouvement populaire, les autres sont en cours j'imagine.

• lauriers

ils ne profiteront pas des largesses gouvernementales eux autres!!!

• doos12

C'est drôle les profs quand vient le temps d'enseigner a l'exterieur de leur cedula sont moins solidaire

• coco189

So so soà leur vacances. Ils sont avec les étudiants pour préserver leur acquis!!!Le reste il n'en ont rien à cirer!!! C'est eux qui éduquent nos jeunes, voyez le résultats!!!

• Patrick Lefebvre

Pourquoi allonger la session? Qu'ils annulent a la place. Les "grevistes" tenterons de reprendre leurs cours a janvier 2013...

• monacooo

Vous avez raison la ministre Beauchand devrait fermer les universités et CEGEPs jusqu'à sept 2012.

• Danny Mansour

Quelqu'un pourrait expliquer aux étudiants brandissant le drapeau rouge arborant l'effigie du « CHE » que ce dernier était un tueur sanguinaire et que la révolution castroïde a tué, emprisonné et bâillonné des milliers de citoyens cubain, privant tout un

peuple de leurs droits et libertés.

Danny Mansour, Longueuil.

cocoi189

Oui faudrait leur expliquer, les conditions de vie dans un pays communiste, pas mal moins rose qu'ils pensent. L'égalité pour tous niveau par le bas, vous étudiez pour améliorer votre sort !!!

• myriam77

JE VIENS DE LIRE

Ceux de sciences humaines, lettres, etc. vont continuer la grève. Exactement ce que je disais. Mais pas les techniques, ou les professions les plus payantes. OUF

• myriam77

J'AI BIEN PEUR ...

Je ne crois pas que l'on va donner un diplôme amoindri à des docteurs, pharmaciens, etc. Et ils sont à leur cours pour la plupart. Donc côté santé, on devrait être

correct. Je ne vois pas un ORDRE de spécialistes quelconque accepter des nouveaux non instruits adéquatement. Là n'est pas leur fonction.

Mais le pire, ce sont ceux qui en sont à leur dernière année. Je vous donne l'exemple que j'ai vécu personnellement. En technique au CEGEP, les cours de techniques les plus importants se donnent à la fin de notre diplomation. C'est là que l'on apprend à être de bon comptable. Au début de nos trois ans de CEGEP, on a des cours de philo, français, etc. Des cours importants mais jamais comme ceux que l'on suit en dernier. La même chose à l'université. je ne voudrais pas être un employeur qui doit choisir.

• monacooo

Pôvres étudiants pendant que vous irez à vos cours durant l'été vos dirigeants vont se faire griller au soleil en pensant à vous.. Et ils di-

ront entre on les a eu en leur faisant peur.....

tiveux

Ouin, les bars ne feront pas beaucoup d'argent cet été :(

• GhostRiderRun

Le temps est à la solidarité car Charest joue contre vous en pensant régler ce conflit par votre abandon afin de pouvoir être réélu à la prochaine élection. Ce qui serait un geste anti-démocratique pour toute la population.

Le Québec est à genoux !

tendre1954

ha ha ha ha ha bravo le fantôme tu est tres intelligent toi

• monacooo [Réduire](#)

Les étudiants vont aller à l'école pendant que les payeurs de taxes vont se faire bronzer au Soleil..

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les étudiants demeurent mobilisés, le gouvernement ne bouge pas – Mise à jour le mardi 10 avril 2012 à 23 h 30 HAE



Des étudiants bloquent une entrée du port de Montréal.

La journée de mardi a été marquée par d'autres manifestations et coups d'éclat des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité, notamment à Montréal, où le port et les bureaux du ministère de l'Éducation ont été pris pour cibles.

Une centaine d'étudiants en grève membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont occupé symboliquement le terrain devant les bureaux du ministère de l'Éducation, rue Fullum.

Par ce geste, les étudiants ont dit vouloir inciter le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à négocier avec eux. Ils disent avoir des propositions à faire à la ministre pour améliorer le financement des universités sans hausser les droits de scolarité.

Des professeurs ont rejoint le groupe d'étudiants en milieu d'après-midi.

Plus tôt, quelques dizaines d'étudiants ont bloqué deux entrées du port de Montréal pendant plus d'une heure, dans une nouvelle action de perturbation économique pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Certains ont bloqué l'entrée du port de la rue Bossuet, tandis que d'autres se sont rendus vers l'entrée de la rue de Boucherville.

Peu après 11 h, des policiers dépêchés sur place ont indiqué aux manifestants qu'ils devaient quitter les lieux. Des étudiants qui bloquaient l'accès de la rue de Boucherville se sont déplacés et sont allés rejoindre l'autre groupe. Sous la pression des policiers, ils ont ensuite quitté les lieux.

Il s'agissait de la troisième perturbation au port de Montréal depuis le début du mouvement de grève.

Par ailleurs, des étudiants ont observé un sit-in au coin de la rue Saint-Denis et du boulevard de Maisonneuve, bloquant ainsi la circulation. Une centaine d'autres étudiants ont pour leur part effectué un chemin de croix près de l'Université de Montréal.



Des étudiants ont effectué un chemin de croix à Montréal © Marc Verreault

Retour en classe pour certains, poursuite de la grève pour d'autres

Les cours ont repris mardi au cégep de Matane et au Collège d'Alma, qui ont voté la semaine dernière pour mettre fin à la grève. Des milliers d'étudiants aux 2e et 3e cycles de l'Université Laval à Québec avaient fait de même et sont aussi retournés en classe mardi matin. En tout, 4800 étudiants sont toujours en grève à l'Université Laval.

Selon la FEUQ, le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a décidé mardi de ne pas reconduire la grève (54 %), mais continue toutefois de militer contre la hausse.

Les étudiants des collèges Montmorency, de Maisonneuve et du cégep André-Laurendeau ont quant à eux voté pour la poursuite du boycottage des cours.

Au cégep de Valleyfield, la direction a décidé de reprendre les cours dès jeudi matin, malgré le vote des étudiants pour la poursuite de la grève. Les porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont qualifié la décision de tentative de briser la grève, et annoncé qu'une grande manifestation se tiendrait jeudi devant le Collège de Valleyfield, en guise de réponse.

Une quinzaine de votes ont été pris dans les universités québécoises mardi. À l'Université de Montréal, les étudiants des cycles supérieurs en sciences politiques, en kinésiologie et en linguistique ont voté en faveur de la reconduction de la grève. Ceux du 1er cycle en kinésiologie et éducation physique ont également voté pour poursuivre le boycottage des cours. Au total, plus de 15 000 étudiants de cette université sont toujours en grève.

Les étudiants de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke se sont [prononcés](#) également pour la poursuite de la grève. Les 6000 étudiants du cégep de Sherbrooke se prononceront quant à eux mercredi.

Environ 178 000 étudiants sont toujours en grève dans l'ensemble de la province.

Pas de cours d'anthropologie pour Laurent Proulx À l'Université Laval, un professeur d'anthropologie a [refusé](#) de donner son cours mardi après-midi, malgré l'injonction [accordée](#) la semaine dernière à un étudiant, Laurent Proulx. Le professeur a justifié sa décision par la trop grande présence des médias.

Jean Charest demeure inflexible

Par ailleurs, de passage au Brésil mardi, le premier ministre Jean Charest a soutenu que la hausse des droits de scolarité n'était pas un enjeu électoral. « Les décisions sur les droits de scolarité ont été annoncées non pas dans le budget de cette année [en mars] mais dans celui de 2011. Alors ça n'a jamais été, pour nous, un enjeu électoral », a-t-il dit lors d'un point de presse.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, avait déclaré lundi que le dossier de la hausse des droits de scolarité n'était « plus juste une question économique », mais « une question électorale ».

Jean Charest a aussi minimisé le mouvement de protestation des étudiants contre la hausse des droits de scolarité, qui en est à sa neuvième semaine de grève.

« Le mouvement étudiant n'est pas monolithique, a-t-il dit. Il y a une majorité d'étudiants qui ont continué à suivre leurs cours. »

Le premier ministre a aussi soutenu que le mouvement ne peut être qualifié de grève, puisque les étudiants ne sont pas des fonctionnaires. « Le gouvernement du Québec n'est pas l'employeur des étudiants et les étudiants ne sont pas des employés du gouvernement du Québec », a-t-il dit.

Des étudiants veulent intenter un recours collectif

Entre-temps, des étudiants regroupés au sein du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec comptent intenter un recours collectif contre toutes les institutions ou les organismes pouvant être tenus responsables de la grève.

Les universités, les cégeps, les associations étudiantes et les syndicats pourraient notamment être visés, indique leur porte-parole, Simon Talbot. « On va essayer de ratisser le plus large possible et vraiment trouver toutes les personnes qui sont responsables de cette grève-là », a-t-il expliqué mardi à RDI.

Selon lui, les institutions ont leur part de responsabilité puisqu'ils demandent à leurs professeurs de ne pas franchir les piquets de grève des étudiants et de ne pas enseigner s'il n'y a pas assez d'étudiants dans les classes.

M. Talbot affirme que le recours collectif arguerait que la grève va priver les étudiants d'un enseignement qu'ils ont pourtant payé et les privera aussi d'heures de travail durant l'été, en raison des sessions qui devront être prolongées.

Session compromise?

La grève en est à sa 57e journée et certaines institutions ont déjà dit qu'au-delà du 10 avril, elles ne pourraient garantir que le trimestre pourrait être complété.

Selon le PDG de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, « chaque jour qui s'ajoute rend la situation difficile pour sauver la session ou les cours pris par les étudiants ».

En entrevue dimanche à RDI, M. Zizian a expliqué que les deux tiers des étudiants suivaient leurs cours normalement, et qu'un certain nombre d'associations avaient voté pour une reprise des cours depuis la grande manifestation du 22 mars dernier.

Selon M. Zizian, les étudiants membres des associations ayant entrepris leur mouvement de grève à la mi-février sont dans la situation la plus difficile. Il a donné l'exemple de l'UQAM, qui a calculé qu'une reprise des cours mardi reporterait la fin de la session au 27 mai.

Considérant que des locaux et des ressources seront alors requis pour la session printemps-été, cela pourrait poser problème. Des cours pourraient être annulés ou suspendus, c'est-à-dire repris dans une session ultérieure.

« Il n'y aura aucun compromis de la part des établissements universitaires à l'égard de la qualité de la formation », a résumé le PDG de la CREPUQ.

« Les universités souhaitent pouvoir compléter la session dans des délais raisonnables, mais si on n'est pas en mesure de le faire compte tenu des

éléments pédagogiques qui doivent être mis dans le cours, le cours sera soit annulé soit suspendu, c'est-à-dire repris à une autre session ».

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, affirme que la grève a coûté 100 millions de dollars jusqu'à présent au gouvernement. M. Zizian estime cependant qu'il est trop tôt pour faire de telles estimations.

Mme Desjardins juge que l'impact économique de l'annulation de la session est trop élevé pour cette éventualité se produise. Elle évoque notamment le besoin criant de nouveaux diplômés dans l'industrie touristique et au sein de plusieurs entreprises.

Nouveau scénario à l'UQAM La commission des études de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) s'est prononcée mardi en faveur d'un scénario prévoyant un retour en classe le 7 mai et un prolongement de la session jusqu'au 22 juin. Si les étudiants revenaient en classe la semaine prochaine (16 avril), la session serait prolongée jusqu'au 3 juin.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Le Cégep de Valleyfield a décidé de reprendre les cours, rapporte Mélanie Bourgeois.](#)



- Vidéo - [Le compte rendu de Jacques Bissonnet](#)



- Vidéo - [Entrevue avec le PDG de la Fédération des cégeps du Québec, Jean Beauchesne.](#)

[Les commentaires \(782\)](#)

TVANOUVELLES: Collège de Valleyfield: Reprise des cours jeudi malgré le vote - Première publication mardi 10 avril 2012 à 21h39



Crédit photo : Agence QMI

Manifestation devant le Collège de Valleyfield en février dernier.

Par Mario Pitre | Agence QMI

La direction du Collège de Valleyfield a annoncé mardi sa décision de reprendre les cours et les activités pédagogiques à compter de jeudi matin, malgré le vote d'une grève illimitée par les étudiants.

« On voit les jours avancer et l'échéancier de cours rétrécir à vue d'œil, alors on veut s'assurer que la session d'hiver soit complétée comme il se doit », a fait savoir le directeur général du Collège, Guy Laperrière, qui parle d'une « décision de gestion raisonnable ».

M. Laperrière estime que sa décision peut être provocatrice pour certains, et être perçue comme une excellente décision pour d'autres. « On a reçu de nombreux courriels d'étudiants et de parents désespérés, que ce soit à l'idée de perdre un emploi d'été ou devant l'incertitude de signer un bail pour l'automne. »

Selon le directeur général, le syndicat des enseignants a été informé de cette décision, et la direction a demandé à ses membres de se présenter à

leurs cours. On ignore cependant si ceux-ci accepteront de franchir la ligne de piquetage. La CLASSE a vivement condamné par voie de communiqué «la tentative de l'administration du Collège de Valleyfield d'ignorer le vote de grève pris démocratiquement et de forcer le retour en classe jeudi matin». «Cette tentative de briser la grève votée démocratiquement est absolument inacceptable. Si on veut mettre fin à la grève, il n'y a qu'une seule solution : annuler la hausse des frais de scolarité», a déclaré Jeanne Rey-

nolds, co-porte-parole de la Coalition et étudiante au Collège de Valleyfield. Pour protester contre cette décision, la CLASSE a annoncé que des grévistes de partout au Québec convergeront vers Valleyfield jeudi matin. «Ce ne sont ni les injonctions ni les décrets unilatéraux des administrations qui mettront fin à cette grève. Le mouvement ne s'essouffle pas et il tiendra jusqu'au recul des libéraux, point à la ligne» a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE.

JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles: Collège Lionel-Groulx: Un seul cours est maintenu cet été - Publié le: mardi 10 avril 2012, 18H28 | Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 18H38 / Première publication mardi 10 avril 2012 à 21h35



Crédit photo : Agence QMI
Une centaine d'étudiants principalement du Cégep Lionel-Groulx à Ste-Thérèse, manifestaient vendredi après-midi, 6 avril 2012.
Par Josianne Yelle | Agence QMI

Mis à part un cours de physique, la Direction des études du Collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, a été contrainte d'annuler les cours de sa session d'été.

Cette situation, causée par la grève étudiante et ses effets probables sur le calendrier scolaire, a été officialisée par la direction, le 6 avril dernier. Les étudiants qui avaient prévu s'inscrire à un cours sont donc invités à rencontrer leur aide pédagogique individuel (API) afin d'évaluer les choix qui s'offrent à eux, tels des cours en commandite dans un autre collège ou des cours au cégep à distance.

Pour ce qui est de la session actuelle, le directeur des communications de l'établissement, Yves Marcotte, a indiqué que l'administration du collège élaborait différents scénarios en fonction de la date de retour en classe des étudiants.

Au Québec, la loi prévoit un minimum de 82 jours d'enseignement par session et, jusqu'à présent, «les étudiants ont manqué entre 20 et 25 jours».

La reprise des cours les samedis, les soirs ainsi que les mercredis après-midi, une période généralement consacrée aux activités sportives et socio-culturelles, est l'un des scénarios envisagés.

Aucune date butoir n'a été annoncée relativement à l'annulation de la présente session.

Les étudiants du Collège Lionel-Groulx devraient se rencontrer le 18 avril prochain afin de déterminer, à la suite d'un avis de motion, s'ils comptent tenir un nouveau vote de grève.

CYBERPRESSE: Les droits de scolarité ne sont pas un enjeu électoral, dit Charest - Publié le mardi 10 avril 2012 à 20h00



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Les étudiants ont rejeté la semaine dernière les offres du gouvernement sur un élargissement du programme de prêts et la mise en place d'un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Sao Paulo

La hausse des droits de scolarité n'est pas un enjeu électoral, a déclaré mardi le premier ministre Jean Charest, qui a maintenu la ligne dure contre le mouvement de grèves étudiantes.

M. Charest a dit regretter que d'autres, qu'il n'a pas identifiés, considèrent que cette question pourrait être débattue dans le cadre d'une campagne électorale.

«On l'a jamais, nous, abordé de cette façon-là et on ne l'aborde pas de cette façon-là», a-t-il dit lors d'un point de presse. «On ne voit pas ça comme un enjeu électoral, d'ailleurs, il n'y en a pas d'élection. Il n'y a pas d'élection de prévue ou de programmée.»

En marge d'une annonce au Brésil, où il amorce une mission, M. Charest a rappelé que la hausse des frais de 1625 \$ sur cinq ans était dans les cartons du gouvernement depuis plusieurs mois.

«Les décisions sur les droits de scolarité ont été annoncées non pas dans le budget de cette année (en mars) mais dans celui de 2011, a-t-il dit. Alors ça n'a jamais été, pour nous, un enjeu électoral.»

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a déclaré lundi que le dossier de la hausse des droits de scolarité n'était «plus juste une question économique; c'est une question électorale».

La semaine dernière, lors des débats à l'Assemblée nationale, M. Charest a souligné à plusieurs reprises que la chef péquiste, Pauline Marois, et plusieurs de ses députés arboraient le carré rouge symbolisant les revendications des étudiants.

Le quotidien *Le Soleil* a aussi rapporté que des libéraux estimaient que les positions tranchées du gouvernement et de l'opposition péquiste auraient l'avantage de polariser l'électorat lors d'un éventuel scrutin printanier.

Le gouvernement de M. Charest en est à la quatrième année de son troisième mandat. Des étudiants souhaitent élargir leur mouvement de protestation à l'occasion d'une manifestation, samedi prochain, qui doit marquer le neuvième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. Charest.

Fraîchement débarqué dans la capitale économique du Brésil, M. Charest a minimisé le mouvement de protestation des étudiants contre la hausse des droits de scolarité, qui en est à sa neuvième semaine de grève.

«Le mouvement étudiant n'est pas monolithique, a-t-il dit. Il y a une majorité d'étudiants qui a continué à suivre leurs cours.»

Le premier ministre a aussi soutenu que le mouvement ne peut être qualifié de grève, puisque les étudiants ne sont pas des fonctionnaires.

«Ce n'est pas une grève, a-t-il dit. Le gouvernement du Québec n'est pas l'employeur des étudiants et les étudiants ne sont pas des employés du gouvernement du Québec.»

Les étudiants ont rejeté la semaine dernière les offres du gouvernement sur un élargissement du programme de prêts et la mise en place d'un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Malgré les appels à la négociation, M. Charest a maintenu que l'offre du gouvernement était suffisante et il s'attend à ce que les étudiants retournent en classe.

«On a fait un effort, a-t-il dit. L'effort du gouvernement du Québec et de la société québécoise est très important pour appuyer nos étudiants. Il faut en tenir compte.»

JOURNALDEMONTRÉAL: Collège de Valleyfield: Retour forcé en classe - La direction du Collège de Valleyfield a pris une décision audacieuse, aujourd'hui: elle ouvrira ses portes dès jeudi, et ce, malgré le mandat de grève en vigueur entre ses murs - Publié le: mardi 10 avril 2012, 17H26 | Mise à jour: mardi 10 avril 2012, 18H46



photo agence qmi, MARIO PITRE

Des étudiants manifestent devant le Collège de Valleyfield
Francis A-Trudel

«Ce n'est pas une décision des étudiants, c'est une décision du collège, confirme le directeur général Guy Laperrière. Nous sommes capables de livrer une session pour le 22 juin si on reprend les classes demain. Nous n'avions plus le choix, il fallait bouger.»

Même si un vote de grève devait se tenir lundi prochain, la direction affirme qu'elle ne pouvait «plus attendre une décision démocratique des étudiants» dans un contexte où ils sont «moins nombreux à voter à mesure que le conflit se prolonge».

La direction s'attend à une réaction «assez virulente» de la part «d'un noyau dur d'étudiants». L'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGÉCoV) est affiliée à la Coalition large de l'ASSÉ. Elle représente 1965 membres.

La sécurité pourrait être renforcée sur le campus. «On ne veut pas faire (le retour) dans la confrontation ni dans la violence, affirme M. Laperrière, mais on va s'assurer que les accès du collège soient disponibles.»

Selon lui, l'initiative pourrait inspirer d'autres institutions. Toutes les heures de formation perdues depuis le 20 février seront reprises, assure-t-il.

[Afficher 45 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Retour en classe : la date butoir approche pour les étudiants grévistes - Mise à jour le mardi 10 avril 2012 à 17 h 23 HAE



Des milliers d'étudiants manifestant devant le parlement au début mars. La situation se corse dans les universités et cégeps du Québec, où le mouvement de grève se poursuit, malgré l'inflexibilité du gouvernement. Tant à l'Université Laval qu'à l'UdeM, à l'UQAM, à Rimouski ou à Sherbrooke, on jongle avec divers scénarios de retour en classe qui sont tous, pour l'instant, hypothétiques. À la Fédération des cégeps, on s'inquiète entre autres d'un certain durcissement dans la position des étudiants.

L'UQAM évoque plusieurs scénarios pour l'après-grève

À l'UQAM, où quelque 27 000 étudiants sont en grève, on ne parle toujours pas d'annulation de session. « On met tous les efforts pour valider le semestre », affirme Jenny Desrochers, directrice des communications par intérim de l'université.

L'UQAM maintient le calendrier élaboré par sa commission des études. Des scénarios de retour en classe mis de l'avant pour le trimestre d'hiver, plusieurs sont caducs. N'en restent que deux : du 16 avril au 3 juin 2012 ou du 7 mai au 22 juin 2012. Une reprise encore plus tardive demandera un retour à la table à dessin.



Des étudiants bloquant les accès au pavillon Athanase-David de l'UQAM en février.

Entre-temps, l'UQAM s'affaire à régler certains problèmes logistiques, dont le manque anticipé de locaux. Les cours intensifs d'été de l'École des sciences de la gestion, seule faculté à ne pas être en grève, pourraient en effet compliquer la donne pour les étudiants qui seraient à terminer leur session d'hiver.

« C'est un véritable casse-tête pour trouver des salles de cours. Sur certaines plages horaires, on n'a pas de marge de manoeuvre. » — Jenny Desrochers, UQAM

La chose est d'autant plus compliquée qu'en période estivale, de nombreux locaux de l'université sont souvent loués pour divers événements et colloques.

L'autre problème concerne les professeurs et chargés de cours. « Beaucoup de nos chargés de cours, dont le contrat vient à échéance à la fin de la session d'hiver [les 20 ou 27 avril, selon les facultés], sont des professionnels qui ont déjà des engagements dans leurs milieux respectifs après la fin de la session », fait valoir Jenny Desrochers.

Chose certaine, pas question du côté de l'université de réduire les heures de cours. Par exemple, les étudiants suivant des cours réguliers visant l'obtention de trois crédits devront toujours compléter 45 heures de cours, quitte à aller en classe les fins de semaine et pour de plus longues heures. Quelque 27 000 étudiants sont en grève à l'UQAM. Plusieurs associations de poids y sont en grève depuis la mi-février, dont celles de sciences humaines et de droit.

L'UdeM sur un pied d'alerte

À l'Université de Montréal (UdeM), on suit la situation de jour en jour. L'université a récemment envoyé un communiqué aux étudiants spécifiant qu'elle ne pouvait garantir que le semestre d'hiver se terminera le 15 juin s'ils ne reprennent pas les cours d'ici le 10 avril. Aucun scénario ou échéancier précis n'a toutefois établi.

« Il est difficile d'élaborer un calendrier puisque la situation varie d'un département à l'autre », explique Flavie Côté, porte-parole de l'UdeM.

Néanmoins, l'institution maintient pour l'instant la date du 1er mai pour le début de la session d'été.



Des centaines d'étudiants en grève de l'Université de Montréal lors d'une manifestation à la mi-mars.

L'université devra notamment discuter des possibilités de rattrapage des heures perdues avec ses enseignants et chargés de cours. Quelque 20 000 étudiants sont actuellement en grève à l'Université de Montréal.

Les stages compliquent la donne à Sherbrooke

À l'Université de Sherbrooke, où près de 7000 étudiants sont en grève, la direction est encore à plancher sur ses scénarios de retour en classe. Ils devraient être prêts pour la semaine prochaine.

Il faut dire que le mouvement de grève y est encore récent, mis à part pour les 2000 étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines.



Plus de 2000 étudiants ont manifesté à Sherbrooke au début d'avril. Mais quels que soient les scénarios, ils devront s'élaborer autour du respect, incontournable, des engagements pris avec les employeurs qui accueilleront, dès la première semaine de mai, en stages, des milliers d'étudiants de l'université.

La vaste majorité des étudiants de 1er cycle sont en effets inscrits à des stages coopératifs, une approche qui fait la particularité de l'Université de Sherbrooke, mais compliquera tout allongement éventuel de la session.

L'Université Laval communique ses mesures de rattrapage aux étudiants

À l'Université Laval, la direction a fait parvenir une lettre à ses étudiants la semaine dernière pour l'informer des mesures de rattrapages choisies.

La direction de l'université envisage deux types de situations. Dans le cas d'une grève d'une à six semaines, l'université statue que la récupération des activités se fera à l'intérieur des limites de la session d'hiver 2012, soit jusqu'au 27 avril. Si la durée de la grève dépasse six semaines, une semaine de cours s'ajouterait au calendrier universitaire par semaine supplémentaire de grève.



Des étudiants de l'Université Laval s'apprêtent à partir de Québec pour la grande manifestation du 22 mars, à Montréal.

L'université précise que la reprise des activités pourrait prendre plusieurs formes, comme l'allongement d'une heure par séance de cours, des travaux individuels supplémentaires ou encore l'ajout de cours à des moments convenus comme le jour, le soir, les fins de semaine ou les jours fériés.

De plus, des plans de rattrapage devront être élaborés par les enseignants pour tous les cours ayant fait l'objet d'une grève de trois semaines et plus. La direction a d'ailleurs appelé les étudiants à faire preuve de flexibilité et de disponibilité dans le cadre de ces mesures de rattrapage.

Du reste, la direction a indiqué que chaque département devra communiquer au vice-rectorat aux ressources humaines la liste des cours manqués depuis plus de six semaines et vérifier pour chacun la disponibilité des enseignants après le 27 avril.

Environ 17 000 étudiants sont actuellement en grève à l'Université Laval.

Campus paralysé à Rimouski

À l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), la direction a rendu public le 2 avril son [plan de retour en classe](#), advenant la fin du mouvement de contestation, l'un des premiers à se former au Québec.



Un piquet de grève d'étudiants devant l'Université du Québec à Rimouski.

Au terme d'une consultation auprès, notamment, du corps professoral, la direction a élaboré deux scénarios, l'un en fonction d'une reprise des cours le 9 avril, l'autre d'une reprise le 16 avril. Ces scénarios ont un impact sur le début du trimestre d'été. Les cours auront par ailleurs lieu sept jours sur sept et seront plus longs.

Quelque 2500 des 3000 étudiants du campus de Rimouski sont en grève depuis le 24 février. Une levée des cours a rapidement suivi, le 27 février. Le mouvement de contestation, n'a cependant jamais gagné le campus de Lévis, qui accueille lui aussi 3000 étudiants.

Le durcissement des positions étudiantes inquiète les cégeps

Quelque 23 cégeps sont touchés par le mouvement de grève, une douzaine le sont depuis février. Les sessions ne sont pas encore compromises, mais les scénarios de reprises se font de plus en plus complexes pour les 86 000 étudiants touchés.

Selon la directrice des communications de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier, la situation, du point de vue logistique, sera périlleuse dès la mi-avril, surtout pour les sept établissements qui font l'objet du boycott étudiant depuis cinq semaines et plus. Pour les étudiants de ces cégeps, une reprise aujourd'hui ferait en sorte que leur session se terminerai à la mi-juin.

Les établissements touchés par la grève planchent sur un plan de reprise, ce qui pourrait se traduire notamment par des cours donnés les fins de semaine. Certains envisagent même la possibilité de poursuivre et terminer la session à l'automne, mais prévient Mme Tessier, ce serait complexe

: « Ça nous apparaît presque impraticable d'avoir deux sessions en même temps avec le double des étudiants. »



Des étudiants en grève assistent à un cours en plein air au cégep Édouard-Montpetit dans le cadre de la grève.

La session pourrait aussi se prolonger au début du mois d'août. Mais tout ce qui concerne un horaire d'été doit être fait en consultation avec les professeurs, qui, par convention, ont droit à deux mois de congés rémunérés entre le 15 juin et le 1er septembre.

Plusieurs votes de reconduction de grève sont en cours cette semaine et la semaine prochaine dans les cégeps et Caroline Tessier s'inquiète d'un certain durcissement dans la position étudiante.

Ainsi, plutôt que de tenir chaque semaine un vote pour reconduire ou non la grève, une dizaine de cégeps, ainsi qu'une quarantaine d'associations universitaires, ont décidé de poursuivre la grève tant et aussi longtemps que le gouvernement se refuse à modifier sa position.

Selon différents libellés adoptés, les associations étudiantes, qui représentent près de 80 000 étudiants, n'entendent tenir un tel vote qu'après des négociations avec Québec, voire une offre de gel des droits de scolarité, sinon la tenue d'états généraux sur la gratuité.

Un texte de Johanne Lapierre et Bernard Leduc
Les commentaires (56)

CYBERPRESSE: Grève: la situation devient «catastrophique» pour certains cégeps - Publié le mardi 10 avril 2012 à 17h20 | Mis à jour le mardi 10 avril 2012 à 17h45



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

En matinée, un groupe d'étudiants a bloqué deux des accès au Port de Montréal.

La Presse Canadienne, Montréal

L'étau se resserre pour huit cégeps dont les élèves sont toujours en grève, selon le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, qui qualifie la situation de «catastrophique».

Il a précisé aujourd'hui mardi que, à moins d'un règlement dans les prochains jours, l'effet domino sera inévitable sur le trimestre de plusieurs cégeps de la région de Montréal, notamment ceux du Vieux-Montréal, de Saint-Laurent et de Maisonneuve.

Le mouvement étudiant n'est cependant pas près de s'essouffler, selon Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Plusieurs votes ont été tenus mardi, et les cégépiens ont choisi de reconduire la grève à André-Laurendeau, dans l'arrondissement de LaSalle, à Montréal, tout comme certaines facultés de l'Université de Sherbrooke et de l'Université du Québec à Chicoutimi.

«On a bon espoir que, si nous tenons encore une semaine ou deux, on pourrait avoir, avec le prochain conseil des ministres, une nouvelle annonce de la part du gouvernement», a-t-il dit.

M. Beauchesne a indiqué que la gravité de la situation varie d'un cégep à l'autre, selon le calendrier scolaire en vigueur et le nombre de semaines de débrayage.

«Sur 22 collèges où il y a boycottage des cours, on peut dire qu'il y en a de 12 à 14 où la situation varie de préoccupante à très préoccupante», a soutenu M. Beauchesne, ajoutant que quelque 85 000 des 180 000 cégépiens sont toujours en grève.

Du côté des universités, plus des deux tiers des étudiants suivent leurs cours normalement. En ce qui concerne les grévistes, la rentrée en classe sera évaluée au cas par cas, a précisé le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), Daniel Zizian.

«Déjà, des universités ont annoncé qu'il y aurait prolongation du trimestre compte tenu du nombre de jours de boycottage. Ce qu'on tente de faire, c'est de permettre l'obtention des diplômes, et ce, sans compromis sur la qualité de la formation», a déclaré M. Zizian.

Il n'y a pas lieu, à son avis, de considérer le congé pascal comme une date butoir. Il a cependant souligné que certains établissements avaient averti que, une fois cette période passée, il leur serait plus difficile de mettre en oeuvre les mesures de rattrapage des cours.

Quant aux menaces d'annulation du trimestre, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a rappelé que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait elle-même déclaré le 24 mars qu'aucune mesure de ce type n'était à prévoir.

«Elle est en train de jouer avec les administrations des cégeps et des universités, qui attendent une résolution claire de la part du Ministère, mais aussi avec les étudiants, et on demande donc à la ministre de clarifier la situation», a dit Mme Desjardins. Il est tout aussi pressant, a-t-elle ajouté, que le gouvernement s'attaque au problème du financement des universités.

Par ailleurs, la facture que devront éponger les universités en raison de la grève continue de s'alourdir et se chiffre à 104 000 \$ l'heure, selon les estimations de la FEUQ. Dans un communiqué, elle attribue ces coûts à «l'entêtement du gouvernement de Jean Charest».

Mardi après-midi, les étudiants ont symboliquement occupé le terrain du ministère de l'Éducation, rue Fullum, à Montréal. Ils ont soutenu que, au 56e jour de grève, il est plus que temps de se faire entendre par la ministre Beauchamp. Les étudiants ont déclaré avoir plusieurs propositions à lui faire.

En matinée, la libre circulation à deux des accès au Port de Montréal avait été perturbée par un autre groupe de protestataires. Des dizaines d'étudiants se sont d'abord réunis à la station de métro Préfontaine, dans Hochelaga-Maisonneuve, avant de se rendre à la station Langelier pour ensuite gagner le Port de Montréal à pied.

Ce n'est pas la première fois que des étudiants perturbent les activités du Port de Montréal. Ils l'avaient fait les 22 et 28 mars ainsi que le 5 avril derniers.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: aucune négociation n'est prévue - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h55



Photothèque Le Soleil, Erick Labbé
Line Beauchamp
Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Il n'y a pas eu de miracle de Pâques: aucune rencontre n'est encore prévue pour dénouer la crise entre Québec et les étudiants en grève.

> Question du jour: Que devraient faire les étudiants?

Les parties ne se sont pas parlé depuis quatre jours. Les derniers appels téléphoniques remontent à jeudi et n'ont pas permis de rapprochement. Dimanche, la situation était plutôt confuse. Les associations étudiantes disaient attendre des nouvelles du cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, où l'on affirmait plutôt que la balle était dans le camp des étudiants.

Aucune discussion ne peut avoir lieu parce que les étudiants persistent à réclamer le gel des

droits de scolarité ou encore la gratuité scolaire, a expliqué l'attachée de presse de Mme Beauchamp, Héléne Sauvageau.

Selon le gouvernement Charest, sacrifier le trimestre n'est pas une option pour le moment. Il retient toujours le scénario de le prolonger et de faire reprendre les cours le soir et le week-end.

Lors du précédent conflit, en 2005, le gouvernement Charest avait vite brandi la menace d'annuler le trimestre, qu'il n'avait finalement pas mise à exécution. Il préfère cette fois évoquer les «grandes perturbations» et les «semaines d'enfer» qui attendent les étudiants qui devront reprendre les cours. «On ne parle pas d'annulation du trimestre», a confirmé Mme Sauvageau.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: la «date butoir» en cinq questions - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h44



Photo Robert Skinner, archives La Presse
Les étudiants poursuivent leurs manifestations.

Pascale Breton, La Presse

Q: Qu'entend-on par «date butoir» ?

> Question du jour: Que devraient faire les étudiants?

R: C'est une date fixée par certains cégeps et universités. Si les étudiants et élèves ne sont pas rentrés en classe à cette date, les établissements ne

peuvent garantir que le trimestre d'hiver pourra être sauvé sans répercussions, notamment sur les vacances estivales.

Q. Est-ce que toutes les universités sont touchées?

R. Non. Tout dépend de la date à laquelle les étudiants ont décrété la grève. L'Université de Montréal et l'Université de Sherbrooke ont fixé le retour en classe pour le 10 avril. L'Université du Québec à Montréal a un scénario qui prévoit un retour le 16 avril pour une fin de trimestre le 3 juin. Par ailleurs, certaines facultés et certains départements n'ont pas été touchés par la grève.

Q. Qu'en est-il des cégeps?

R. La loi prévoit 82 jours de cours et d'évaluation au collégial. Pour le moment, 18 cégeps - sur les 23 toujours en grève - ont voté un débrayage depuis plus d'un mois. Pour ceux-là, le compte à rebours est commencé, et le trimestre risque de se prolonger au-delà du 15 juin, date du début des vacances estivales.

Q. Que risque-t-il d'arriver?

R. L'administration doit s'entendre avec les professeurs sur un calendrier de rattrapage. Certains cours peuvent être condensés, d'autres seront donnés le soir et parfois même le week-end. Cela entraîne toutefois des dépenses supplémentaires.

Q. À qui revient alors la facture?

R. C'est aux administrations des universités et des cégeps de payer les coûts supplémentaires.

LE SOLEIL: Grève: opinions partagées chez les étudiants étrangers - Publié le mardi 10 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 10 avril 2012 à 09h34



Photo Le Soleil, Pascal Ratthé
Les étudiants étrangers interrogés, qui paient entre 5000 \$ et 8000 \$ par session, ont des opinions partagées vis-à-vis de la grève étudiante au Québec.

Olivier Parent, Le Soleil

(Québec) Alors que 4928 étudiants boycottent toujours leurs cours à l'Université Laval et que l'annulation du trimestre en inquiète plus d'un, Le Soleil s'est rendu sur le campus pour prendre le pouls des étudiants étrangers, au nombre de 4000 parmi la population étudiante.

Ce qui frappe en questionnant les étudiants étrangers sur la hausse des droits de scolarité, c'est la petite gêne dont la plupart font preuve. Pas

question de «s'immiscer dans les affaires nationales» si on n'est que de passage au Québec : on préfère souvent suivre le débat «de loin». Même ceux qui rêvent de s'établir au Québec craignent de se prononcer sur la hausse projetée par le gouvernement Charest.

Candice Houtekier, une Française de 19 ans qui en est à sa deuxième année à Québec, est l'une de ces «étrangères» plus assumées, bien que déchirée sur la question. Elle fait partie de ceux qui paient en euros l'équivalent des droits de scolarité québécois.

Dès le début de la mobilisation étudiante, Candice s'est positionnée pour la grève pendant les quatre premières semaines de vote, comme la majorité de ses confrères en histoire de l'art.

«Les professeurs nous ont assurés qu'on n'allait pas rater notre session, donc jusque-là, tout allait bien.» Mais la semaine dernière, ces mêmes professeurs ont annoncé qu'ils ne pourraient poursuivre la session après la mi-mai, en raison d'engagements à l'étranger. «Ils nous lâchent, quoi», dit une Candice «embêtée».

«On est partagés entre le désir de continuer la grève pour obtenir ce qu'on veut et ne pas pouvoir se permettre de rater notre session, parce que ce sera des coûts supplémentaires», explique-t-elle. «Si je perds ma session, ça va me coûter 5500 euros», calcule-t-elle, en incluant les billets d'avion, les frais liés à leur report et le loyer. Elle envisage maintenant de faire valoir sa cause lors de la prochaine assemblée générale de son programme.





Le Soleil, Pascal Rathé

Le Français Nicolas Planet rejette l'admiration qu'ont certains Québécois pour les universités de son pays.

Son copain, Nicolas Planet, trouve pour sa part que le conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest «prend des proportions énormes». «C'est un mouvement intelligent, c'est bien de se battre pour ses valeurs», analyse-t-il, tout en prédisant une fin imminente du mouvement

de grève. «Le problème, c'est que ce sont les étudiants qui vont payer à la fin.»

L'étudiant français rejette l'admiration qu'ont certains étudiants devant les universités de son pays, qui, rappelle-t-il, sont aux prises avec de nombreuses grèves de professeurs et comptent «beaucoup trop» d'étudiants. Selon lui, il est difficile de surpasser la qualité de l'éducation postsecondaire du Québec.

Rodrigue - qui a préféré taire son nom - est l'un des rares étudiants étrangers à manifester une certaine amertume vis-à-vis des grévistes, qui auront chamboulé sa session. «Par solidarité, on est obligés [de se rallier] à ceux qui se battent pour l'avenir», lâche le doctorant en littérature et arts de la scène et de l'écran, privé de ses cours depuis six semaines.

Le Camerounais paie environ 5000 \$ par session en droits de scolarité. Une facture qui grimpe jusqu'à 8000 \$ pour d'autres étudiants interrogés. Depuis son arrivée au Québec il y a trois ans, Rodrigue ne s'habitue pas à la hausse constante du coût de la vie. Et s'étonne de voir que «les gens ne manifestent pas pour ce genre de choses». «Vous, là, c'est chaque semaine que ça augmente!» lance-t-il, pince-sans-rire. C'est ce qui l'a d'ailleurs poussé à se joindre aux protestations contre la hausse. «Un gouvernement du XXIe siècle, dans une démocratie, ne se lève pas un bon matin en disant de se plier à ça», lance-t-il, en dénonçant l'«orgueil» de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

«Nous, étudiants étrangers, on est comme dans un étou. On n'a pas vraiment de poids. Je ne peux pas me permettre de laisser passer une session, mais il faut faire entendre sa voix», résume Éric Mehou-Loko, un étudiant en administration des affaires originaire du Bénin.

LE DEVOIR: Étudiants - Des semaines de grève en vue ? : Une offre de dialogue était attendue de la part de la ministre Beauchamp, mais elle ne viendra pas - Mardi 10 avril 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Des manifestants réunis à la place Émilie-Gamelin, à Montréal, écoutaient hier les discours des leaders de la grève, mais aussi ceux de dirigeants syndicaux et d'artistes opposés à la hausse des droits de scolarité. La grève étudiante en est maintenant à sa neuvième semaine.

Marco Bélair-Cirino

Les leaders étudiants appellent les dizaines de milliers d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité à se serrer les coudes alors qu'ils s'engagent dans une neuvième semaine de grève générale illimitée.

Alors que le conflit s'enlise, des représentants étudiants attendaient durant le congé de Pâques un appel téléphonique de la part de la garde rapprochée de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, mais en vain.

«On a contacté le cabinet la semaine dernière. Ils nous ont dit qu'on aurait des réponses avant mardi [aujourd'hui], donc au courant des prochaines heures. On espère être capables dans le meilleur des mondes d'avoir une rencontre mardi [aujourd'hui], ou sinon mercredi ou jeudi», répétait hier en début d'après-midi le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Pourtant, un appel du Devoir à l'attachée de presse de la ministre Line Beauchamp aura suffi pour tuer dans l'oeuf tout espoir de résolution de conflit à brève échéance: le gouvernement se refusera à engager le dialogue avec les représentants étudiants aussi longtemps qu'ils revendiqueront l'abolition de la hausse de droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans pourtant au cœur de ce bras de fer historique.

D'ailleurs, quelque 170 000 étudiants refusent de plier l'échine devant le gouvernement libéral, faisant le pari qu'une prolongation de la grève le contraindra à revenir sur sa décision de majorer les droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans à compter de 2012-2013.

«Je pense que si on est capable de faire durer cette grève-là encore quelques semaines, la porte, on va l'ouvrir au complet», a souligné l'un des deux porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, 56 jours après que les premiers étudiants se sont mis en grève.

D'ailleurs, plus de la moitié des 170 000 étudiants en grève ont fait le choix de se pencher en assemblée générale sur un retour en classe seulement au lendemain d'une offre du gouvernement. «On a un bloc de grévistes somme toute significatif, entre 80 000 et 100 000 personnes, qui ne discutent même pas de terminer la grève tant qu'il n'y aura pas d'offre sur la hausse des frais», a-t-il rappelé, précisant dans un même élan que «ces gens-là ne sont pas à la veille de retourner en classe».

Mais les étudiants opposés au conflit ont néanmoins la liberté de prendre le pouls de leurs confrères en «posant la question de la reconduction [de la grève]» lors d'une assemblée générale «même si, au préalable, on avait décidé de l'écarter pour le moment», a indiqué M. Nadeau-

Dubois alors que plusieurs voix s'élevèrent afin d'étriller cette grève «sans fin».

Le leader étudiant s'exprimait lors d'un point de presse tenu en marge du «Grand rassemblement populaire: vers un printemps québécois» auquel ont participé hier après-midi environ 1500 personnes (selon les organisateurs) sous une pluie intermittente.

Tous s'étaient réunis place Émilie-Gamelin, métamorphosée en «place Tahrir», berceau, espèrent-ils, d'un «Printemps québécois», pour entendre des gens de tous horizons vilipender le dégel des droits de scolarité.

«Élargir la lutte»

La CLASSE convie la population à prendre part à une nouvelle démonstration de force samedi prochain afin de souligner le neuvième anniversaire de l'élection du gouvernement de Jean Charest. Le coup d'envoi de la «Grande manifestation populaire» sera donné à 13h au parc Jeanne-Mance.

«Alors que se poursuit la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec, pour nous il était impensable de rater cette date-là. [...] Ça va être l'occasion, je pense, pour l'ensemble de la population de venir dire: "Non seulement on est en appui aux étudiants, aux étudiantes, mais il est temps de contester de façon plus générale la direction que prend le Québec depuis les huit dernières années"», a souligné Gabriel Nadeau-Dubois.

Cours «annulés» ou «suspendus»

Les étudiants en grève depuis la mi-février s'enfoncent dans une «situation difficile», a de son côté fait valoir hier le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian. Il s'est toutefois refusé à fixer une date butoir, après laquelle leur trimestre serait «annulé» ou encore «suspendu».

«Chaque jour qui s'ajoute rend la situation difficile pour sauver la session ou les cours boycottés par les étudiants», s'est-il contenté d'affirmer sur le plateau de RDI. «C'est du cas par cas», a-t-il spécifié, précisant au passage que les deux tiers des étudiants des universités sont actuellement dans la dernière ligne droite de leur trimestre d'hiver «et vont terminer leur session dans les prochains jours, dans les prochaines semaines».

Confronté au discours des étudiants selon lequel une annulation du trimestre engendrerait des coûts et des problèmes de logistiques insurmontables pour les universités, M. Zizian a expliqué que les directions d'établissement n'hésiteront pas à «soit annuler, soit suspendre, c'est-à-dire reprendre à une autre session» des cours si nécessaire. «Aucun compromis [ne sera fait] à l'égard de la qualité de la formation», a-t-il juré. Par ailleurs, M. Zizian s'est refusé à chiffrer les coûts des «mesures de reprise» que devront adopter les universités advenant un retour en classe des étudiants en grève dans les prochains jours.

Front commun

Gabriel Nadeau-Dubois a essayé une volée de bois vert de certains membres de la CLASSE ne digérant pas de le voir vendredi dernier aux côtés de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, et de celui de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, pour décrier d'une même voix l'offre de la ministre Beauchamp de bonifier le régime de prêts ainsi que le «pacte de solidarité» historique «signé» entre la CLASSE et les fédérations en vue des négociations avec le gouvernement.

D'ailleurs, une motion de blâme a été déposée contre Gabriel Nadeau-Dubois lors du dernier congrès de la CLASSE pour dénoncer ce «front commun étudiant», mais battue, ce qui a entraîné le départ de Mathilde Létourneau, révélait La Presse hier matin. «C'est sûr qu'avec une grève aussi longue, il y a des inquiétudes, elles sont légitimes», a admis M. Nadeau-Dubois hier. «Les mandats ont été adoptés avec des majorités très claires en faveur du pacte de solidarité avec les fédérations en ce qui concerne les négociations et la réponse unanime à la ministre.»

Le mouvement étudiant doit miser sur une pluralité d'actions s'il prétend faire plier le gouvernement, a ajouté Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. «On a peut-être une frange un peu plus radicale du mouvement étudiant [mais], tous les moyens sont bons pour faire de la pression sur le gouvernement.»

Vos réactions (73)

- Carole Dionne - Inscrite, 10 avril 2012 01 h 06
La bonne façon de voir les choses
Que les étudiants qui veulent aller à l'école puissent le faire librement. La même chose pour ceux qui boycottent. Le débat entre étudiants est mal évalué. Étudiant, ce n'est pas un travail. Les étudiants ne peuvent bloquer l'accès aux autres. Cela est la véritable démocratie. On emploie le mot "grève" car ainsi les étudiants peuvent parler de ligne de piquetage et on ne traverse pas les lignes de piquetage. Mais ce n'est pas une grève. Donc il ne peut pas avoir de lignes de piquetage comme au sens du code du Travail, désolé
- Maco - Abonné, 10 avril 2012 09 h 33
Ouf!
Ouf!
Faire des études ce n'est pas du travail? Les travaux de sessions qu'ils ont à faire ..., ce n'est pas du travail, ça!
Avec pareil raisonnement, nous allons replonger dans la noirceur.
D'ailleurs, je crois que nous y sommes déjà, car certains ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.
- Carole Dionne - Inscrite, 10 avril 2012 11 h 53
Franchement...
Zigonner sur le mot "travail". faut vraiment avoir pas grand chose à dire . Vous pouvez bien être en " grève"
- Francis Paradis - Inscrit, 10 avril 2012 12 h 20

Arrêtez de tout confondre! Bien que le Code du Travail ne s'applique pas au cas présent, ça ne fait pas de cette grève un simple boycott. Une grève n'est pas forcément légiférée par le gouvernement. Cherchez dans le Robert si vous n'êtes pas convaincu.

Même sans être circonscrite par la Loi, la démarche est tout à fait légale. Les piquets de grève peuvent être formés même si les groupes de pression ne sont pas des travailleurs. Informez-vous avant de dire n'importe quoi.

- Roland Berger - Abonné, 10 avril 2012 12 h 23
« Les étudiants ne peuvent bloquer l'accès aux autres. Cela est la véritable démocratie », écrit Madame Dionne. C'est là consacrer la primauté des droits individuels sur les droits collectifs, primauté garantie par la Charte des droits de Trudeau. Ainsi, tout anglophone ou allophone du Québec peut bloquer l'accession à l'indépendance politique parce qu'il ne veut pas vivre dans un Québec libre.
Roland Berger
- marc.collin - Inscrit, 10 avril 2012 12 h 55
faudrait dire ça à ceux qui ont mis des saute-elles au hec et dénigré les étudiants qui se rendaient à leurs cours....
- Félix Perras - Inscrit, 10 avril 2012 13 h 58
Demandons à un professeur pour voir s'il est possible pour lui d'évaluer ou tout simplement d'enseigner en supposant que la moitié de sa classe est en grève et que l'autre non. La réponse qu'il fournira évidemment est "non". Ce que tu proposes n'est pas une "bonne façon de voir les choses" mais plutôt une façon très limitée de voir les choses. Référencier les problèmes dans leur ensemble est essentiel si l'on veut des résultats cohérents.
- LBC - Inscrit, 10 avril 2012 18 h 13
Définition de "boycott" : fait de ne plus commercer avec une société, un groupe, un pays, afin d'exercer une pression sur lui.
Pour dire que les étudiants font du boycottage, il faudrait que ceux-ci arrêtent d'étudier dans nos universités, tout en allant poursuivre leurs études dans des écoles d'autres régions/provinces, tout cela pour mettre nos institutions dans le trouble, économiquement parlant. Ils sont donc bel et bien en grève, puisque les études peuvent être considérées comme un travail.
- Q1234 - Inscrit, 10 avril 2012 19 h 01
Quand une société méprise ses jeunes, c'est qu'elle est rendue bien basse. Nous devrions vouloir ce qu'il y a de mieux pour les jeunes, nous devrions les appuyer, ils parlent de valeurs, de société plus juste et équitable, d'environnement et font preuve de créativité époustouflante. Ils sont loin d'être centrés sur leur nombril, ils pensent à la société plus humaine pour tous, pour les générations à venir. Charest pense à lui et ses amis, donne nos richesses aux entreprises qui partiront quand elles auront extirper tout ce qu'elles veulent de nos terres. Elles n'auront pas de scrupules à fermer sauvagement, à mettre des milliers de travailleurs au chômage. Et les banques qui nous volent. Qui a plus de bon sens?
Moi je vote pour les étudiants et les étudiantes.
- François Nicolas Tetreault - Abonné, 10 avril 2012 05 h 22
Résister qui rend la chose difficile
Cette maladie est le fruit de l'indécision : procrastination.
Cher Premier ministre Charest vous êtes en train de vous stigmatiser les deux pieds dans

le béton avec ce conflit pécunier qui se transforme petit à petit en confrontation générationnelle . Votre ministre de l'Éducation du Sport et Loisirs vous sert de bouclier .Line Beauchamp à sérieusement hypothéqué son avenir politique . Vous vous êtes gardé le ministère de la jeunesse sous votre autorité parce que vous vous dites près de la jeunesse . Les heures et les jours passent et cela me semble de plus en plus un gros mensonge ? si non il serait peut-être temps , de convoquer les leaders étudiants le temps d'une brève rencontre . Un changement de stratégie s'impose . La mobilisation de la Jeunesse vous à probablement surpris tous dans votre gouvernement . Vous étiez habitué à plus de molesse de la part du peuple endormi que nous étions jadis . Jamais la police de Montréal n'a autant fait d'heures supplémentaires . c'est pour l'instant la seule médiation que vous avez envoyé à la jeunesse Québécoise : coup de matraques , poivre de cayenne et panier à salade avec des jeunes qui malheureusement vont se retrouver avec des dossiers judiciaires pour quelques années à venir . Au point où sont rendus les finances du Québec , le gel des frais pour 2012-13 me semble le meilleur compromis social . Personne n'en souffrira et la paix sociale reviendra . Les étudiants reprendront les cours . La convocation d'un sommet sur ce sujet avec les gens du milieu dans un futur immédiat (été 2012) ne serait qu'un règlement positif de ce conflit . Personne n'en fera la différence . Le prix de l'essence va froler le 1.60 le litre cet été selon certains spécialiste et on voit aucune résistante s'organiser . Si on peut se payer , un amphithéâtre à Québec , un îlot voyageur à Montréal , une route pour les mines de diamants , alors pourquoi pas investir dans la matière grise ? E

- Rock Dumais - Abonné, 10 avril 2012 10 h 46
La démocratie va en souffrir. Je verrais mal un premier ministre prendre une décision personnelle d'aller à l'encontre d'une loi votée par l'Assemblée Nationale.
Jean Charest n'a donné aucune directive aux différents corps policiers. Ils savent prendre leurs propres décisions pour protéger la population et les biens de la Société.
La fonction de premier ministre y perdrait également. Pourquoi faire preuve de mollesse alors que 61% de la population l'appuie. Je n'aime pas qu'un premier ministre cède au chantage; Ça ce ne serait pas digne d'un chef d'état
Rock Dumais, abonné
- Bernard Pottier - Inscrit, 10 avril 2012 11 h 17
@Pragmatique, la hausse ne relève pas "d'une loi votée par l'Assemblée Nationale", mais d'un décret.
Ce qui est d'ailleurs tout à fait cohérent avec la ligne idéologique d'un parti qui considère que la reine ne négocie pas avec ses sujets.
Et qu'en répétant un mensonge ad nauseam il devient une vérité.
- François Nicolas Tetreault - Abonné, 10 avril 2012 11 h 41
@Rock Dumais :
1) si vous faites référence au sondage publié par crop Le Soleil LaPresse du 30 mars dernier : une majorité de Québécois (61%) sont d'accord avec la hausse de 1625\$ en cinq ans, contre une minorité (39%) en désaccord.
toutefois Dans la même proportion (61% contre 39%), les Québécois estiment que le gouvernement devrait s'asseoir avec les étudiants. Mais la plupart d'entre eux (57%)



- pensent que les étudiants devraient faire certains compromis.
- 2) vous me permettez de douter des chiffres avancés par Gesca/LaPresse dont le parti pris Libéral est bien connus de tous .
- hugues2 – Inscrit, 10 avril 2012 11 h 49
Beauchamp doit déjà être en train de se chercher un autre job à moins qu'elle devienne surintendante à Sagar? ;-)
La paix sociale doit revenir, ce que Charest appelait l'instabilité politique, lors du dernier référendum, est en train de s'amplifier au Québest.
On est certain d'une chose, si ce conflit ne se règle pas, il y aura un fort prix politique à payer pour les Libéraux du Québec.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 14 h 14 @ Bernard Potier.
Vrai mais je pense que ça toujours été ainsi, non? Les frais maximims sont fixés par décret par le ministère de l'éducation. Si c'est le cas, les libéraux ne sont pas différents de leurs prédécesseurs
Rock Dumais, abonné
 - Georges Paquet – Abonné, 10 avril 2012 05 h 55
Des objectifs fuyants.
Les déclarations des leaders étudiants ne nous permettent plus de situer par ordre d'importance les nombreux objectifs de ceux qui maintiennent leur décision de ne pas se rendre à leurs cours.
1- La gratuité scolaire, puisque l'éducation est un droit. Aucun député de l'Assemblée nationale ne soutient cette demande.
2- Le gel des frais de scolarité pour encore une dizaine ou une vingtaine d'années. Aucun député de l'Assemblée nationale ne soutient cette demande.
3- La démission du premier ministre. Le jeu démocratique ne se mène pas de cette façon. On a déjà compté plus de 200,000 signatures dans ce sens, et elle n'ont donné aucun résultat.
4- S'asseoir à une table de négociations avec le gouvernement. C'est le monde à l'envers. Dans toute la logique ouvrière et syndicale, la négociation précède toujours la grève. Le contraire ne se produit pas souvent.
5- Créer une situation navrante pour tout le monde, désastreuse pour plusieurs étudiants, et en rendre les autres responsables. Je crains que les citoyens payeurs de taxes et les parents payeurs de frais divers, ne trouvent pas l'idée géniale.
6- Éviter à tout prix que les leaders étudiants, qui ont démontré leurs ambitions politiques et leur dextérité tactique, ne perdent la face et ne subissent trop tôt dans leurs carrière politique une défaite humiliante.
7- Maintenir l'apparence d'une manifestation spontanée de l'ensemble des étudiants. Il est déjà trop tard pour cela.
 - Rémi Lesmerises – Inscrit, 10 avril 2012 09 h 35
1- La gratuité scolaire: Québec solidaire, et donc Amir Khadir, soutiennent ce point, et aux dernières nouvelles, il est encore député à l'Assemblée nationale...
2- Le gel des frais: Le PQ veut maintenir le gel le temps qu'on trouve une façon de financer de façon plus intelligente le système de l'éducation. Que je sache, le PQ forme l'opposition officielle...
3- Même si sur ce point je suis d'accord sur l'impossibilité d'y parvenir, cela ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas tout faire pour y arriver. Avec un taux d'insatisfaction de plus de 70% dans la population, un gouvernement devrait avoir la sagesse de céder sa place, ou du moins de la remettre en jeu.
4- Il y a déjà eu de multiples demandes de la part des étudiants au courant de l'automne et du début de l'hiver pour rencontrer le gouvernement. À chaque fois ils se sont heurtés à une porte close. Il faut se renseigner avant d'affirmer n'importe quoi.
5- Cette situation navrante pour tout le monde provient exclusivement de l'attitude arrogante et fermée du gouvernement libéral. Une ouverture et une invitation de la part du gouvernement (il faut se rappeler que c'est lui qui a ouvert les hostilités avec une augmentation de 75% en 5 ans...) aurait depuis longtemps réglé la crise.
6- Les leaders étudiants, même s'ils ne sont pas parfaits, font de leur mieux avec le peu d'expérience et de moyens disponibles. Ils s'opposent à une machine politique bien rodée, faite pour faire avaler n'importe quoi au peuple. Il n'y a qu'à voir la saveur de votre discours...
7- Nul n'a parlé de manifestation spontanée. Cela faisait des mois que ça se préparait, après avoir épuisé tous les autres moyens pour faire réagir le gouvernement.
 - Maco – Abonné, 10 avril 2012 10 h 25
Je ne vous demande pas pour quels partis vous travaillez.
1- De quelle source tenez cela? Vous êtes très bien informé ou vous dites n'importe quoi.
2 - De quelle source tenez cela? Vous êtes très bien informé ou vous dites n'importe quoi.
3- Vous êtes défaitiste. Que ça n'est pas fonctionner ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire. Ça veut dire qu'il faut recommencer. On voit de quel bord vous êtes.
4 - À quelle loi naturelle faites-vous référence? Vous prenez vos désirs pour des réalités, ceci est navrant.
5 - Que le gouvernement est fait cela, c'est tout à fait navrant. Je ne vous le fais pas dire. En passant, que dites-vous de tous ces prêts sans intérêt consentis aux entreprises? En fait, je n'ai aucune hésitation à payer pour un étudiant. Pas pour une entreprise.
6 - Charest et cie a bien perdu la sienne, et ils sont encore là (vous vous rappelez, la pétition de 200 000 signatures pour qu'il démissionne). Vous tenter de rendre responsable que les étudiants. Bel essai... raté. D'ailleurs, n'est-ce pas la tactique employée par le gouvernement; faire porter le blâme (tous les blâmes), aux étudiants. Demander aux «agents» libéraux de «semmer» cette idée dans la population.
7 - Maintenir votre apparence d'objectivité est, en soi, un combat perdu d'avance. Les étudiants ne veulent qu'une chose, avoir l'opportunité de faire des études sans endettier leur avenir. Ce n'est pas comme les entreprises qui pompent des prêts sans intérêts et qui ne les remboursent pas. Étudier, apprendre, acquérir de nouvelles connaissances peut avoir un effet pervers; on devient plus critique. Est-ce là ce que l'on veut vraiment éviter; avoir un peuple moins «critiqueux». En effet, avoir un peuple moins éduqué peut être avantageux pour ceux qui veulent les contrôler. C'est plus facile de dire que telle ou telle chose ne se fait pas (comme le point 4). Du haut de vos connaissances acquises à grands frais, vous contrôlerais
 - Gilbert Talbot – Abonné, 10 avril 2012 10 h 52
Ou vous ne connaissez rien au monde étudiant et syndical, ou vous voulez nous induire en erreur :
 - 1 et 2: Il y a au moins Amir Khadir, député de QS dans Mercier à l'Assemblée nationale, qui soutient le droit à l'éducation gratuite pour tous jusqu'à l'université. Pour le PQ c'est moins clair, mais il appuie la grève étudiante en cours. Madame Marois a dit clairement qu'elle abolira toute hausse votée par le PLQ, si elle prend le pouvoir aux prochaines élections.
3. La démission du gouvernement et la tenue d'élections est demandé par pétition et par beaucoup de groupes pour de multiples raisons, pas seulement par les étudiants.
4. Dans les négociations avec le gouvernement, la négociation dépasse toujours la date de fin des contrats et elle se poursuit souvent en temps de grève, même lorsque le gouvernement impose décrets et lois spéciales.
5. À ma connaissance, la lutte étudiante reçoit toujours l'appui d'une bonne partie de la population québécoise.
6. Les leaders étudiants font preuve d'une grande capacité d'argumentation, défendent fort bien leurs dossiers et ont un bel avenir devant eux.
7. Il y aura encore cette semaine plusieurs manifestations et samedi, une très grande, à moins que le gouvernement n'ouvre la porte à la négociation.
 - François Ricard – Abonné, 10 avril 2012 11 h 35
J.-M. Aussant et l'Option nationale sont pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.
M. Aussant s'est d'ailleurs prononcé contre cette hausse des frais de scolarité et a aussi déclaré comment l'ON s'y prendrait pour financer l'éducation.
M. Aussant est toujours député et chef de son parti.
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 30
À Monsieur Ricard
Et Amir Khadir aussi, député de Québec solidaire dûment élu.
Roland Berger
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 47
Dites moi quel est le poids politique de Amir Kadir, de Québec Solidaire et de M. Aussant (il n'a pas été élu député de son parti)
Rock Dumais abonné?
 - François Ricard – Abonné, 10 avril 2012 06 h 06
Au parc Jeanne-Mance samedi
Toute la population y sera.
Ma femme et moi comptons bien y être.
Il est temps qu'une étude en profondeur soit faite du secteur de l'éducation. Il en va de l'exploitation de notre plus grande richesse, notre matiè;re grise.
S'il vous plaît, étudiants, tenez bon!
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 48
Que votre femme et vous preniez l'air samedi, félicitations; excellent pour la santé mais je doute que "toute la population" y soit...
Rock Dumais, abonné
 - Régine Pierre – Abonnée, 10 avril 2012 07 h 11
Madame Beauchamp
Comment faut-il vous le dire? Nous en avons assez de votre mépris envers nos jeunes. La moindre des choses serait que vous acceptiez de les écouter. Vous êtes en train de leur faire perdre leur session universitaire et de compromettre leur avenir. Vous manquez à tous vos devoirs. Vous avez perdu toute crédibilité en tant que Ministre de l'éducation.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 10 h 48
La job de Mme Beauchamps est d'avoir des écoles ouvertes et des professeurs pour en-

- seigner. La job des étudiants est de se rendre à leurs cours et d'étudier.
Rock Dumais, abonné
- Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 31
À Monsieur Dumais
C'est ce que répétait ad nauseam Camille Samson et ses créditistes. Quel retour en arrière
Roland Berger
 - Sanzature – Inscrit, 10 avril 2012 07 h 32
Vivent les étudiants et les étudiantes !
Je suis très fier de ces jeunes qui se tiennent debout et j'ai plutôt honte des adultes qui ne prennent même pas la peine de les écouter.
Serge Grenier
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 10 h 54
On ne fait que ça les écouter à tous les bulletins de nouvelles depuis 56 jours et on n'en peut plus. Vous vouliez sans doute dire "écouter" dans le sens "d'obéir"? Pourquoi, je vous prie, l'Assemblée Nationale devrait elle obéir à ce groupuscule au détriment des 61% qui l'approuve?
Rock Dumais, abonné
 - Julie Savoie – Inscrite, 10 avril 2012 14 h 29
@ Rock Dumais
Franchement, votre 61% vient d'un sondage, forme très malléable pour prendre le pouls d'une société selon le résultat que l'on souhaite ; il faut être naïf pour y accorder beaucoup de crédit.
Et les bulletins de nouvelles, je vous suggère aussi de vous en méfier. Ce qui y passe, c'est ce que certains décident de laisser passer. Les vraies revendications des étudiants, vous les trouverez sur internet, et non, elles n'ont pas été entendues par beaucoup. Car l'une d'entre elle demande que l'on s'assure que les universités ont vraiment besoin de cet argent. Si ce n'est pas le cas, ce que certains pensent, c'est toute la population qui s'approprie à payer pour des futilités. Voulez-vous vraiment que vos impôts soient encore utilisés à des fins douteuses? Car je vous rappelle que la hausse des frais de scolarité s'accompagne aussi d'un investissement supplémentaire du gouvernement, de l'ordre de 430 millions par année d'ici 5 ans. Pourquoi tout cet argent? La réponse du gouvernement à cet égard n'est pas satisfaisante (par exemple, 50 à 100 millions sont destinés au "positionnement concurrentiel des établissements universitaires sur les scènes canadienne et internationale", c'est-à-dire, entre autres, à de la publicité, puisque les universités doivent "augmenter le nombre d'étudiants étrangers" (voir "Un plan de financement des universités équitable et équilibré", en ligne, page 12). Voulez-vous vraiment payer pour ça?
 - Jean-Claude Vincent – Abonné, 10 avril 2012 07 h 34
Un homme d'état ?
On ne pouvait pas vraiment s'attendre que l'intendant des Desmarais prenne l'allure d'un homme d'état dans ce conflit avec la partie la plus allumée de la jeunesse québécoise
Une ouverture au dialogue était essentielle dans ce dossier. Il aura cependant comme dans tous les autres dossiers gouvernés par sondage .
Il est évident qu'il se colle sur l'espoir que l'appui de 61% de la population pour la hausse des frais de scolarité pourra faire redécoller son parti moribond chez la majorité francophone de l'électorat, sans égard aux dommages irréversibles que causerait une perte de session.
 - Fort de l'appui indéfectible de l'électorat anglo-allo son seul espoir de garder le pouvoir est de convaincre environ 30% des Québécois francophone de traduire en votes l'appui qu'ils lui donnent dans ce conflit.
Je ne serais même pas surpris qu'il déclenche des élections sur cet enjeu . Ce serait une astuce conforme à l'ensemble de son oeuvre .
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 10 h 26
Une ouverture à un dialogue nécessite la collaboration de l'un et de l'autre. L'opposé d'un monologue. Les porte parole étudiants voient la chose d'une seule façon: Ou bien le dégel ou bien la gratuité. Ce n'est pas possible après que l'Assemblée Nationale ait voté le dégel, Les étudiants ne veulent pas discuter, ils veulent dicter. Si vous croyez que seuls les anglophone l'appuient à ce sujet, on ne lit pas les mêmes journaux. Les étudiants ne veulent pas qu'on les entende; ils veulent qu'on leur obéisse. Pour les entendre, on les a déjà assez entendus. Prendre la population en otage à 104 000\$ par jour; ça va faire.
Rock Dumais, abonné
 - Michel Savard – Inscrit, 10 avril 2012 15 h 37
@ M. Rock Dumais
M. Dumais, toutes vos interventions sur ce blogue sont, on ne peut plus, justes et empreintes du gros bon sens !
Je suis entièrement d'accord avec vous et je suis sûr qu'une grosse partie de la population le serait également !
Évidemment, ce n'est pas ici, au Devoir, que vous aurez le bon son de cloche en ce qui concerne le peuple ; plusieurs ici préfèrent plutôt des pelleteux de nuages tels Amir Khadir !
Misère...!
 - Killian Meilleur – Inscrit, 10 avril 2012 18 h 09
Primo: Il n'est aucunement question de « dégel », puisque les frais n'ont fait qu'augmenter depuis 2007.
Secondo, ce qui est fondamentalement contesté, c'est la décision absolument unilatérale, et ce depuis l'annonce de la sur-hausse il y a deux ans, de NE PAS DISCUTER de leur décision de hausser les frais. Vous avez entendu parler de la fois où les leaders étudiants ont été convoqués, et où ils ont claqué la porte de l'entretien? C'est parce que le discours était le même que maintenant : Hausse et rien d'autre, sans appel, sans discussion.
Nos dirigeants refusent catégoriquement d'argumenter et de voir remise en question une de leurs décisions... Et n'acceptent présentement qu'une rencontre sur des termes qui excluraient catégoriquement la décision de hausser les frais.
Depuis quand des dirigeants, dans une société démocratique, ne sont-ils plus redevables de la moindre de leurs décisions devant leurs administrés???
 - Jean Lapointe – Abonné, 10 avril 2012 08 h 15
Où est Jean Charest?
Le Huf... Post nous informait hier que Jean Charest était parti au Brésil pour parler de son Plan Nord.
Des lecteurs ont tout de suite réagi en disant avec raison qu'ils trouvaient inacceptable que le premier-ministre s'absente alors que le boycott des cours par des milliers d'étudiants se poursuit ici au Québec.
 - Mais je n'ai rien vu dans les journaux ce matin à ce sujet.
Où est donc Jean Charest?
Est-il au Brésil ou à Québec?
Ne devrait-il pas être à Québec afin de dénouer la crise?
C'est lui le responsable de cette crise. C'est à lui de la dénouer.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 10 h 15
Charest na rien fait pour les faire sortir de classe. Les profs sont là Rien n'empêche les étudiants de retourner en classe.
Alors la responsabilité...vous la voyez au mauvais endroit.é
 - marc.collin – Inscrit, 10 avril 2012 12 h 58
@Rock Dumais, à ce que je sache au hec, des étudiants ont tout fait pour empêcher d'autre étudiant d'aller en cours...
 - Marc Donati – Abonné, 10 avril 2012 09 h 20
@ George Paquet
1-La gratuité scolaire: Amir Khadir et Jean-Martin Aussant soutiennent la gratuité scolaire.
2- Le gel des frais de scolarité: Le PQ est, je crois, ouvert à l'idée.
3-La démission du premier ministre: elle est souhaitable, et ce n'est pas en restant assis chez soi qu'elle se produira.
4-S'asseoir à une table de négociations avec le gouvernement: si vous aviez suivi l'actualité étudiante ces 20 dernières années, vous auriez su qu'il y a eu des dizaines de rencontres entre le gouvernement et les leaders syndicaux. Des négociations avaient lieu l'an passé, et le gouvernement les a interrompu en imposant la hausse. Les leaders étudiants ont donc quitté la table et entamé le processus de grève.
5-Les étudiants se battent pour certains parents payeurs de taxes qui paient leur frais de scolarité, et ensuite pour eux, car ils seront parents un jour. Au Québec, 37% des compagnies jouissent d'exonération d'impôts. L'invasion fiscale atteint des dizaines de milliards de dollars et nous donnons pratiquement nos ressources naturelles au plus offrant. C'est là qu'on ira chercher l'argent, pas chez la classe moyenne!
Vos points 6 et 7 se passent de commentaires.
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 34
Merci à Monsieur Donati d'avoir pris la peine de souligner les sophisme de Monsieur Paquet.
Roland Berger
 - Carole Dionne – Inscrite, 10 avril 2012 09 h 45
Chers étudiants, resaisissez-vous...
Ce n'est pas une grève au sens du code du travail, est-ce assez clair? Oui je sais, vos leaders jouent sur les mots, lesdits mots qui leurs ont été mit dans la bouche par les syndicats qui en veulent à Charest. Effectivement, on pourrait appeler cela "une grève" comme la grève de la faim. Dans ce cas là, la grève signifie "une interruption". mais quand on fait la grève de la faim, on empêche pas les autres de manger.
Dans votre cas, vos leaders n'ont cessé de répéter que c'était "une grève" comme dans le cas des salariés. Et à cet effet, quand il y a grève, les salariés font une ligne de piquetage. Et quand il y a ligne de piquetage, on ne doit pas la traverser en principe.
Mais ce n'est une grève comme celle là que vous faites ou avez le droit de faire. Le Code du travail du Québec s'applique au Québec pour des salariés, pas pour des étudiants, n'en déplaît à vos leaders.

- Maintenant, vous allez devoir payer encore plus: en plus d l'augmentation, il va y avoir des inconvénients majeurs. Pour certains d'entre vous, ce sera une belle leçon de vie. Pour dédommagement, retournez voir vos leaders...
- Sylvain Auclair – Abonné, 10 avril 2012 11 h 25
La notion de grève est bien antérieure aux lois du travail. Pendant tout le XIXe siècle et une bonne partie du XXe, les grèves étaient illégales, et c'est l'armée qu'on envoyait aux grévistes, qui n'étaient pas très gentils avec les briseurs de grève. Malgré tout, elles sont restées un bon moyen de faire avancer la cause de ceux qui les faisaient.
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 35
Madame Dionne, appelé le mouvement étudiant comme vous voulez, mais il s'agit d'une protestation contre l'idéologie néolibérale du gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest.
Roland Berger
 - M. Enseignant – Abonné, 10 avril 2012 14 h 58
Je croyais que les étudiants avaient interrompu leurs cours... mais c'est bien une interruption eh bien c'est bien une grève. Merci de vous contredire en un seul paragraphe cela nous éclaire sur la profondeur de vos propos. Mis à part les leçons de vie quels sont vos arguments pour la hausse ? La journée où les jeunes se diront j'ai payé mes études que les autres paient leurs soins de santé. À ce moment là vous irez voir votre narcissisme et votre faible sens de la solidarité voir si elles vont payer... Se sera une belle leçon de vie!
 - homocalculus – Inscrit, 10 avril 2012 10 h 13
Étudiants contre le gouvernement
Vu l'actuel affrontement croissant des deux "belligérants", et comme il semble que ni l'un ni l'autre ne semble avoir le "pouvoir de trancher définitivement" et, vu qu'il s'agit d'un problème sociétal plus qu'un simple problème "budgétaire", pour régler le problème, il faudrait, o.p.c., aller vers un référendum, de telle sorte, que le "problème sociétal serait réglé par la société" !
L'enjeu, selon moi, en vaudrait la peine et serait réglé une fois pour toutes...
Le coût d'un tel référendum a déjà (et le sera...) été dépassé actuellement ! Faut en sortir de cet important..."niaisage" !
La population est finalement le "juge ultime" d'un tel dossier.
Amen
HOMOCALCULUS, mau-
rice.bernard@videotron.ca
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 39
Un rappel : Le débat a déjà eu lieu sous le gouvernement libéral de Jean Lesage et la population a alors choisi de voir dans la gratuité scolaire une condition essentielle de l'épanouissement économique, culture et linguistique du Québec. Jean Charest, aussi premier ministre d'un gouvernement libéral (conservateur celui-ci) a choisi de détourner la population de l'objectif qu'elle s'était alors fixé.
Roland Berger
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 10 h 36
À lire absolument
La plupart d'entre vous qui lisez Le Devoir, vous ne devez pas lire souvent Le Journal de Montréal mais il y a dans l'édition d'aujourd'hui, page 23 un article de Benoît Aubin fort intéressant sur les ambitions politiques de Gabriel Nadeau-Dubois, leader de la CLASSE dans lequel il est clair qu'il n'a rien à faire avec le gel ou le dégel des frais scolaires. Je ne commenterai pas. Je préfère que vous vous fassiez une idée par vous-mêmes. Ça ne changera pas l'idée d'aucun extrémiste ou anarchiste mais ça peut donner un éclairage différent à ceux qui observent le débat de façon plus objective et moins émotive. Bonne lecture
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 44
Vous nous dites que Gabriel Nadeau-Dubois aurait des ambitions politiques, tout comme Jean Charest avait des ambitions politiques dans les années 1970 alors qu'il faisait son droit à l'Université de Sherbrooke. Le premier serait un gros méchant anarchiste et le second, un homme responsable au-dessus de tout soupçon ?
Roland Berger
 - Maco – Abonné, 10 avril 2012 13 h 37
On ne lit pas le Journal De Montreal pour une bonne raison. Avec une goutte d'eau, il arrive à décrire un océan. Du «jaunisme».
 - M. Enseignant – Abonné, 10 avril 2012 14 h 59
Bonne chance lire le journal de Montréal pour se faire une idée par nous-même... bonne chance on nous donne l'idée que l'on doit croire. Pour l'objectivité on repassera.
 - France Marcotte – Abonnée, 10 avril 2012 16 h 27
On en est à l'étape de discréditer les gens? D'habitude c'est le fond du baril. Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt?
 - André Michaud – Inscrit, 10 avril 2012 10 h 45
Fausse cause!
En dollar absolu (c'est-à-dire : quand on tient compte de l'indexation au coût de la vie), il coûte moins cher d'aller à l'université aujourd'hui qu'en... 1968.
Non seulement les frais de scolarité n'ont pas été gelés, ils ont été réduits.
Les leaders étudiants en jouant les "Guevara caviar" feront PERDRE beaucoup aux étudiants..en temps et en argent...car il est évident que le gouvernement ne peut plier sans perdre totalement la face..et les élections!
Cette grève est non seulement totalement inutile mais elle pénalisera les étudiants..
Si les leaders s'étaient concentré sur l'étalement de la hausse ils auraient eu plus de chance de gagner quelque chose, mais en réclamant trop il perdront tout!
Il est ridicule de considérer que les universités n'annuleront pas une session avec trop peu de cours pour être pris au sérieux! Sinon les cours perdraient toute valeur, ce serait n'importe quoi!!
Il est encore temps de sauver la session (\$\$) en retournant étudier aujourd'hui..il faut y penser sérieusement.
 - Minimarco – Inscrit, 10 avril 2012 11 h 12
Mon dieu, mais vous êtes la preuve matérielle que les valeurs prédatrices et l'individualisme ont bien pris d'assaut la belle province.
Pourquoi vous ne vous servez pas des chiffres après 1968? Serait-ce parce que l'on REGRESSE et que vous ne voulez pas l'admettre?
On ne se bat pas pour l'argent madame, la mienne je vous la donne si vous voulez; on se bat pour des valeurs, pour la solidarité, pour une idée; cette idée est l'opposition à la marchandisation de l'éducation et à la corruption d'un gouvernement qui n'est pas concerné par sa population et que ne voit pas plus loin que ses "réalités" politiques et économiques, et pour votre information je ne suis pas un leader étudiant, encore moins un universitaire.
On voit clairement que vous avez rien compris du discours étudiant, on veut une amélioration dans la gestion financière des universités, allez voir ceci
http://www.youtube.com/watch?v=eOU7am_A2Fc&fea
J'espère vous saurez RÉELLEMENT considérer notre point de vue, avec des arguments sérieux, pas de la démagogie politiciériste.
 - François Ricard – Abonné, 10 avril 2012 11 h 43
" Il coûte moins cher d'aller à l'université aujourd'hui qu'en 1968"
Sur quelles études vous basez-vous? Proportionnellement parlant, il y avait beaucoup moins d'étudiants universitaires qu'aujourd'hui...parce qu'il en coûtait relativement beaucoup pour étudier à cette époque. Je sais. J'y étais.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 13 h 19
@ François Ricard
Statistiques Canada Voir Le Devoir , page 3 texte de Maria Lise Gervais .Moi aussi j'y étais.
 - Francis Paradis – Inscrit, 10 avril 2012 22 h 02
Il est faux qu'il coûtait plus cher pour s'inscrire en 1968.
D'abord, la hausse des frais afférents et des divers frais n'a pas été gelée, contrairement à celles des droits de scolarité. Donc, en arrivant au même sommet que 1968 pour les droits de scolarité uniquement, et que l'on y ajoute les autres frais courus, il coûtera plus cher d'aller à l'université en 2017 qu'en 1968.
Ceci dit, le coût de la vie a aussi augmenté plus rapidement que le salaire minimum. Donc les étudiants se sont, pour la plupart, appauvris.
Et en effet, en 1968, l'université était réservée aux élites. De nos jours, dans une économie du savoir, l'université est de plus en plus une nécessité pour avoir un emploi payant.
 - Gabriel Biron – Abonné, 10 avril 2012 10 h 53
6 millions annuellement, c'est logique cela?
Saviez-vous les associations "syndicales" étudiantes ont un budget annuel de 6 millions\$ pris à même les frais de scolarité et ont vient nous dire à nous payeurs de taxes " payez plus encore"
Allez ouste aux études vous parlerez quand vous commencerez à travailler Pour le moment vous êtes des cannibales d'y système et des bébés égoïstes qui ne méritent qu'une bonne fessée
 - Filip Matzen – Inscrit, 10 avril 2012 12 h 35
Vous ne prenez pas au sérieux cette cause Monsieur. C'est avec une mentalité comme sa que le Québec n'avancera jamais et vivra sur un régime conservateur et un peuple mou.
Filip Delarocka, Québec
 - Roland Berger – Abonné,, 10 avril 2012 12 h 47
Des associations étudiantes qui ont de l'argent. Scandale pour qui voudrait les voir bien dociles.
Roland Berger
 - Maco – Abonné, 10 avril 2012 13 h 53
Pour tous les étudiants ou seulement qu'un seul?
Mais, juste en passant, considérer lu «bonus» de départ de président (4 millions, plus ou moins quelque centaine de milliers de dollars, sans tenir compte de son salaire de 1,9 million ... tient, on va faire un chiffre rond : 7 millions) de SNC-Lavalin après s'avoir fait mettre à la porte. Ou le salaire du PDG de la

- Banque National ... 8 millions. Et ça, c'est pour une seule personne. 15 millions, que pour deux personnes! Voulez-vous toujours continuer à faire ce genre de calcul ?
- Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 14 h 18
Intéressant
Juste pour bien comprendre car c'est tout nouveau pour moi, est-ce que ces 6 millions sont librement consentis par les étudiants eux mêmes ou cela vient-il d'un "pot" dont les contribuables paient 83%.
Rock Dumais, abonné
 - Gilbert Talbot – Abonné, 10 avril 2012 11 h 03
La petite histoire révélatrice du Collège d'Alma.
Les étudiants du collège d'Alma avait voté majoritairement pour la grève étudiante, mais un juge a prononcé une injonction provisoire qui les obligeait à reprendre les cours, suite à la plainte d'une étudiante qui réclamait son droit personnel à recevoir ses cours.
Le climat s'est détérioré et le lendemain matin les portes du cégep ont été barricadés par des étudiants, un appel à la bombe factive a été lancé, mais surtout le climat pour étudier a été complètement vicié. Des appels ont été lancés pour que le verdict soit respecté, par l'association étudiante elle-même. Et on a cherché vraiment à continuer la lutte par des moyens pacifiques. Ce matin, on annonçait qu'une dizaine d'étudiants et deux profs de philo se mettaient en grève de la faim.
On attend aujourd'hui le verdict sur l'injonction à savoir si elle deviendra ou non permanente.
 - Roland Berger – Abonné, 10 avril 2012 12 h 48
L'injonction découle de la Charte des droits de Trudeau : Les droits individuels doivent primer sur les droits collectifs.
Roland Berger
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 14 h 20
Je pense personnellement que la grève a davantage perturbé les cours que le simple fait d'une étudiant qui réclame le droit d'assister à des cours pour lesquels elle a payé, non?
Rock Dumais, abonné
 - Gilbert Talbot – Abonné, 10 avril 2012 23 h 36
@M. Dumais,
Non au cégep on ne paie pas de frais de scolarité. Pas encore du moins, mais ça viendra, soyez rassuré, si on réélit le PLQ.
 - Jean-Michel BD – Abonné, 10 avril 2012 12 h 10
L'instinct de troupeau
Ce qui me frappe c'est le grégarisme non dissimulé de la CLASSE. En refusant de faire front commun, l'association ne fait que radicaliser davantage ses positions, ce qui accentue la déconnection avec la population. Normalement on parle de la fameuse "division pour mieux régner" exercée par les ennemis d'un mouvement. Avec ce conflit nous sommes forcé de constater que la division du mouvement s'opère de l'interne sans que quiconque ne s'offusque.
En tant que porte-parole, M. Nadeau-Dubois doit nécessairement faire beaucoup de sacrifices personnels. Bien que je ne suis pas d'accord avec lui dans ce conflit, je dois reconnaître qu'il est un excellent communicateur et leader. La motion de blâme adoptée contre lui est ni plus ni moins qu'un manque total de respect et d'autorité à l'égard de son rôle. Un geste vicieux qui mériterait d'être à son tout blâmé.
Étant près d'un anarchisme utopique, voire messianique, il n'est pas étonnant que la CLASSE en arrive à de tels comportements
- abjects. Il est assez ironique d'entendre par la suite la CLASSE dénoncer la fermeture du gouvernement quand l'instinct pervers de meute se trouve plutôt du côté de ses militants.
- Jean De Julio-Paquin – Inscrit, 10 avril 2012 13 h 01
Exigeons des élections
Je crois que les manifestations étudiantes à venir et celle du 22 avril prochain doivent revendiquer des élections générales le plus vite possible. Le gouvernement Charest n'est plus en mesure de rien régler. Allons aux urnes!
 - Gilbert Talbot – Abonné, 10 avril 2012 23 h 37
D'accord ! Allons aux urnes ce printemps pour que ce gouvernement dégage au plus vite.
 - Steve Smis – Inscrit, 10 avril 2012 13 h 22
Une seule façon de voir
Je suis encore surpris que le moindre commentaire, aussi juste soit-il, a contre sens des étudiants sont condamnés voir lapidé.
La plupart des gens ici sont allés aux études supérieur, j'y retourne n'importe quant si je compare la charge de travail que j'ai avec un vrai travail. De plus, je travaillais pendant les études. Les études sont un droit mais aussi un privilège.
Ne pas assister aux cours est un choix de refus et non une grève. Refuser d'utiliser son droit et ses privilèges m'indique que les enfants rois en sont rendu à l'apogé de leur raison: je dit non, vous devez nous obéir sinon je pique une crise infinissable. Beurk OUI au référendum, que la société vote car c'est elle qui choisi. Pas un petit pourcentage qui monopolise les médias.
Les débats d'idées doivent ce tenir, pendant ce temps, il faut régler les problèmes d'argent qui fuit de partout car le bateau coule.
Gen Y
 - Rémi Lesmerises – Inscrit, 10 avril 2012 17 h 24
Si bateau fuit, c'est que les libéraux y ont mis la hache depuis leur arrivée. Et ne vous en faites pas, les fuites ne sont pas perdues, elles vont directement dans les poches des amis du gouvernement. Il est faux de croire que l'éducation est un privilège, c'est un droit reconnu par le Canada, il a même signé une Charte qui promeut la gratuité scolaire (une autre entente reniée, comme Kyoto). Et c'est justement pour ça que les étudiants luttent. Le débat sémantique entre grève et boycott est stérile et démontre à quel point l'argumentaire de vous, les pro-hausse, est pauvre et anémique. Alors que nous cherchons des solutions (et en trouvons!), vous nous rebâchez les oreilles avec vos "enfants-rois" et autres bêtises, insultes encore là dénuées de tout argumentaire valable.
Ce type de commentaire est tout simplement inutile, attise le clivage intergénérationnel et devrait être absent du langage de toute personne instruite.
 - bernac – Inscrit, 10 avril 2012 14 h 46
Vous avez dit dictature de la majorité?
Certainement! je pense que dans le cas d'une grève (ou d'un boycott), un certain leadership est requis pour faire avancer un dossier. Cela prépare très bien les étudiants à fonctionner dans un monde dominé par des ploutocrates et des oligarques, ce qu'ils sont appelés à devenir.
On ne doit pas perdre de vue cependant que subventionner les universités c'est subventionner la classe moyenne et les riches et que , comme pour les écoles et collèges privés, il n'est pas équitable de le faire à plus de, disons, 60%. Dans cette perspective, il
- faut limiter l'augmentation des droits de scolarité à 40% du coût moyen des études universitaires, soit 40% de 20,000\$ ou 8,000\$, mais sur une période de 10 ans.
- Donald Bordeleau – Inscrit, 10 avril 2012 20 h 24
Abus des universités dans l'administration.
Pendant ce temps, on apprend aujourd'hui que les grandes universités du Québec sont dans le rouge et traînent de gros déficits.
Les universités Laval, Sherbrooke, du Québec (sauf Montréal), Bishop's, Concordia réussissent maintenant à équilibrer leur budget. Mais à l'inverse L'UQAM, McGill et l'Université de Montréal continue à être dans le rouge. Donc, selon cette logique il y a des universités qui n'ont pas besoin d'argent frais pour fonctionner. Mais ou est la logique pour les autres universités.
Les universités québécoises traînent un déficit accumulé total de 453 millions et comme ceci : Université de Montréal (139 millions), Université Laval (96 millions), McGill (72 millions), UQAM (67 millions)
Ce n'est pas normal que la Ville de Longueuil ait dit oui à l'établissement de l'Université de Sherbrooke sur son territoire. Quelqu'un à la Ville de Longueuil aurait dû dire NON, c'est irresponsable et les universités de Montréal vont en subir les conséquences. Même chose au Ministère de l'Éducation.
 - Donald Bordeleau – Inscrit, 10 avril 2012 20 h 33
Les éteignois
Le présent débat sur le mouvement étudiant, il importe de rafraîchir la mémoire de ceux et celles qui, pour des raisons politiques ou économiques fort douteuses, tentent de diaboliser les tenants à l'éducation gratuite en utilisant des sophismes comme éteignois.
Nous avons des recteurs bien complaisants avec le patronat et le gouvernement. De plus depuis 2006, les recteurs ont été gavés avec un fond de pension amélioré payé sur le budget d'opération des universités en su du fond de pension des fonctionnaires. La sagesse populaire nous enseigne que << Quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage >>.
C'est vrai dans le débat actuel sur les hausses, quand on veut se débarrasser d'acteurs politique gênants, même s'il s'agit de notre jeunesse que nous avons éduquée nous-mêmes, on utilise des sophismes en guise d'éteignoir comme qu'ils sont des radicaux paresseux, égoïstes et plaignards, qui apportent le désordre.
Ne nous laissons pas abuser par la coalition éteignoir du gouvernement, des recteurs (pont d'Or) et du patronat version 2012 qui veulent imposer une vision de l'éducation qui n'est plus la notre depuis 50 ans.
Ce pont d'OR est une gracieuseté du charmant Ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, celui-là même qui a été à l'origine du gouffre financier de l'Ilot Voyageur. Ce PPP avec BUSAC était sans risque pour Monsieur Michel Couillard ou a été impliqué le frère Bob de notre PM Monsieur Jean Charest.
 - Leluxe Dechoisir – Inscrit, 11 avril 2012 11 h 11
Dure, dure, la réalité politique
Le droit de vote? une loi. Le droit à l'accessibilité? une loi. Le droit à l'égalité d'emploi? une loi. Je crois que vous comprenez le principe.
Peu importe ce que les étudiants diront, crieront, piétineront, danseront, et j'en passe, Charest demeure un avocat qui utilise la loi à l'avantage de ses idéaux politiques et per-

sonnels. Tout comme les étudiants. Sauf qu'il est le premier ministre. Il a le porte-feuille. C'est platte hein? Comme papa ou maman qui dit: non, tu n'auras pas de nouveau vélo cet été, tu en as déjà un. Quand tu auras un travail et de l'argent, tu pourras décider. En politique, pour décider, on vote. Malheureusement, le boycott étudiant n'est qu'un pépin de pomme que le ministre crache bien vite. Je suis prof au cégep et je lis les commentaires dans ce journal depuis le début de ce boycott puisque j'ai maintenant le temps de le faire. Je m'aperçois que c'est un débat or-

gasmique pour les sociologues et les philosophes et les intellos de ce monde. Il y a quand même du positif dans ce débat. Les idées font évoluer une société; pour le reste, il y a la loi. Maintenant veuillez m'excuser, je dois préparer un cours d'été parce que je ne sais pas si je serai payé si les étudiants piétinent plus longtemps et que la direction annule la session, faute de locaux, de temps et de ressources. Voyez-vous, je suis précaire à mon cégep. J'ai payé mes études universitaires à travail-

ler à temps partiel et en ayant un minimum de prêts. Les profs précaires à contrat ne seront plus payés si la session est annulée. C'est le lot d'un pourcentage important de profs. On est chez-nous à ne rien faire ou presque mais on préférerait revenir pour payer notre hypothèque et l'épicerie pour nos enfants. J'imagine que nos priorités changent quand on a des personnes à charge. Peut-être serai-je obligé de me réendetter comme je l'ai fait en tant qu'étudiant? On appelle cela être rétrogra

RADIO-CANADA / MAURICIE: Grève étudiante : des étudiants pourraient se retrouver sans aide financière – Mise à jour le lundi 9 avril 2012 à 23 h 51 HAE



L'aide financière aux études prendra fin avec le calendrier pédagogique régulier, ce qui amènera des problèmes pour les étudiants québécois qui verront [leur session prolongée en raison de la grève](#).

Selon la direction du Cégep de Drummondville, certains risquent de se retrouver sans le sou.

En grève depuis le 29 février, Antoine Moujeot-Casaubon, un étudiant en musique, se demande comment il survivra financièrement avec le conflit qui perdure.

« Je n'aurai pas beaucoup de temps devant moi pour me trouver un emploi et vers la fin de la session, durant la période où j'ai besoin de tout mon temps pour mes examens, bien je n'aurai pas tout ce temps-là pour mes examens, car je devrais travailler pour pouvoir manger et payer mon appartement », déplore-t-il.

Selon la direction du Cégep de Drummondville, des cas similaires risquent de se multiplier ici comme ailleurs.

C'est que la fin de la session régulière est prévue pour le 25 mai, mais elle devrait s'étirer au moins jusqu'au 14 juin. Donc, pendant cette période, les étudiants n'auront pas droit à l'aide financière du ministère de l'Éducation.

Les commentaires (54)

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 10 avril 2012 à 10 h 24 HAE

Mais est-ce que les étudiants manifestants pensaient vraiment qu'ils seraient traités de la même manière que les professeurs? Qu'ils allaient recevoir eux aussi leur argent sans étudier alors que les professeurs sont payés pour enseigner sans enseigner? C'est injuste mais ils n'ont qu'à demander aux professeurs qui les encouragent de cesser de manifester et de vouloir recommencer à enseigner!

Envoyé par [Zoé Carboneau](#) de Québec, 10 avril 2012 à 08 h 55 HAE

@Eric Bilodeau

L'ajout d'un " ;) " n'enlève en rien l'attaque personnelle et l'immaturation de votre commentaire. Traiter un inconnu de "jeune homme d'écurie éduqué" ? Franchement, grandissez un peu ! Vous manquez de crédibilité...

Pour avoir fait parti d'un association étudiante, je peux vous affirmer que j'ignore ou vous avez bien pu étudier, mais dans un association "normale", les dirigeants ne distribuent pas les fonds comme ils le veulent, et l'argent est géré de façon très serrée puisqu'elle ne pleut pas. Si vous avez participé à des magouilles, c'est votre

affaire, mais dans les associations normales, ce n'est pas le cas. Ca se verrait tout de suite...

Bref, vous pouvez parler pour vous, mais votre commentaire n'englobe pas toutes les associations étudiantes.

Et tâchez de murer un peu : c'est facile de se cacher derrière un écran d'ordinateur pour insulter des gens... j'ose espérer que dans la vraie vie, vous n'êtes pas aussi mal élevé !

Envoyé par [J-C. Rioux](#) de Pointe à Calhoun, 10 avril 2012 à 08 h 53 HAE

Les leaders étudiant eux, ils ne suivent que un ou deux cours par session et ne perdent donc pas grand chose si la session est annulée. L'un d'entre eux les suit même par correspondance, alors il ne peut pas perdre sa session.

En plus, ils sont payés jusqu'à 6000\$ par année pour leur travail de "leader".

Eux, enfants de riches pour la plupart, ils s'en foutent des étudiants qui auront des problèmes financiers, ou qui vont perdre leur travail d'été. Réveillez-vous, allez voter pour mettre fin à cette stupidité et exigez le vote secret!

Envoyé par [Gilles Hervieux](#) de Cornwall, 10 avril 2012 à 07 h 26 HAE

Ils sont tout de même chanceux d'être payés durant la grève.

Les compagnies ne procéderont pas de même

« Les prêts et bourses se terminent normalement avec la session régulière, on pourrait donc se retrouver avec des cas où des étudiants ne recevraient plus de prêts et bourses durant la période régulière » explique la directrice générale du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages.

Devant ce constat, la direction de l'établissement planche sur une solution pour venir en aide à ses étudiants, qu'ils soient ou non associés au mouvement de grève.

« On pense à un fonds d'aide administré par le collège qui pourrait donner un coup de pouce financier via les Services aux étudiants. On fait des scénarios et on regarde si d'autres organisations pourraient nous appuyer », indique Mme Bourdages.

Pour le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, il ne fait aucun doute que la grève continuera, entre autres parce que les étudiants sont en colère contre les dernières propositions de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. « Cela a vraiment frustré encore plus les gens de se faire rire au visage comme cela, de se faire proposer quelque chose d'encore pire que la hausse des frais de scolarité et de se faire présenter cela comme un compromis », affirme-t-il.

La grève des 1900 étudiants du Cégep de Drummondville se poursuit jusqu'au 13 avril.

En complément



• Vidéo - Le reportage de Jean-François Dumas

façon lorsqu'ils feront des grèves d'adultes, dans le monde du travail.

Les ouvriers paient pour leurs grèves, paient pour leurs études.

Et paient pour leurs pauvres jobs d'éléphant blanc.

Ma façon de voir enfin!..

Envoyé par [Michel Caron](#) de St-Félicien, 10 avril 2012 à 07 h 01 HAE

Bonjour,

Pourquoi une aide financière additionnelle?

Dès le début, il ne fallait pas la tête à Papineau pour comprendre que le conflit serait long.

Même s'il ne le voulait pas au début, j'ai fait comprendre à mon fils les conséquences de cette grève sur ses revenus l'été prochain et je l'ai convaincu qu'il était préférable qu'il se trouve un travail durant le conflit plutôt que de jouer au xbox toute la journée une marche de temps en temps (manifestation).

Mes conseils ont dû portés car il a également convaincu plusieurs de ces amis de faire de même.

J'aurais aimé savoir ce qu'Antoine a fait durant les semaines de grève pour évaluer s'il fait pitié ou non.

Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme 9 avril 2012 à 22 h 48 HAE

"le mouvement étudiant s'essouffle!"
Je dois dire que les québécois sont habitués à ne pas avoir de suite dans les idées, de ne pas aller au bout de leurs convictions, mais je ne sous-estimerai pas la détermination des étudiants dans ce conflit sociétaire. Il pourrait bien y avoir quelques surprises à venir, accompagné de quelques grincements de dents.
, Quand les étudiants comprendront qu'ils n'auront plus le choix d'aller jusqu'au bout, ils reprendront une vigueur que bien peu de citoyens sont à même d'imaginer et il en sera de même pour leurs actions.
L'entêtement irresponsable du gouvernement à discréditer les étudiants et à ne pas recevoir leurs doléances, nous mènera sur des chemins sur lesquels bien peu auraient souhaités marcher.
Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 9 avril 2012 à 22 h 36 HAE
J'aimerais savoir ce qui advient des argents donnés aux étudiants qui boycottaient les cours? Vont-ils rembourser le gouvernement? Seront ils diminués des sommes de l'an prochain? Si ils ont reçus leur prêts ou bourses alors qu'ils n'étudiaient pas, alors ce ne serait qu'équitable qu'ils finissent leur session sans montant supplémentaire.
Faut quand même pas charrier: être subventionnés pour boycotter ce pourquoi ils sont subventionnés!
T'as choisi de boycotter, alors maintenant arrange toi avec ta décision.
S.D.
Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme, 9 avril 2012 à 22 h 25 HAE
Je suis un pro-gréviste, car je suis un étudiant moi-même et oui je bénéficie d'un prêt et bourse du gouvernement dont le dernier versement se fera le 1er Mai. Alors le 1er Juin, il n'y aura rien dans les coffres, je dois donc travailler à temps plein pour vivre parce que y paraît que j'ai le droit de vivre moi aussi, un étudiant.
Comme je l'ai déjà mentionner, retarder la session ne fera que mettre une bonne partie des étudiants dans une situation économiquement pénible. Ceci étant dit, les employeurs qui se fient sur l'apport des étudiants comme main d'oeuvre pour l'été se verront aussi brimer dans leurs activités, certains même essaie de trouver des solutions de rechange pour remplacer d'avance ces salariés de bas niveau pour lesquels ils sont subventionnés grassement pour embaucher.
La seule solution demeure l'annulation pur et simple de la session pour tout les étudiants qui sont présentement en grève pour leur bien et celle de la collectivité. J'expliquerai dans mon prochain commentaire.
Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme, 9 avril 2012 à 22 h 17 HAE
La grève doit se poursuivre afin de préserver l'aspect qualitatif des sessions en jeux jusqu'à ce que le gouvernement annule la session.
Les étudiants ne pourront pas réussir leurs sessions et ceux qui le feront, le feront au risque d'avoir des notes médiocres. Dur pour la cote R et aussi pour le dossier scolaire face à un employeur.
Exemple: Une étudiante en soins infirmiers qui obtiendrais 64% à un cours de techniques serait bien mal vue par un employeur du système de la santé et que dire d'un patient.
Il serait préférable de reconduire les cours à une date ultérieure pour le bien de tous.
Envoyé par [Eric Bilodeau](#) de bois-des-filion, 9 avril 2012 à 21 h 38 HAE
Ceux qui ont déclenché la grève, travaille dans l'organisation et on un certain coussin financier.

Facile pour les têtes dirigeantes des associations étudiantes!!! Ils ont des millions ensemble.
On rentre dans une phase... L'argent va manquer cruellement pour les autres. Mais les têtes dirigeantes ont peu de souci. Ils n'ont qu'une idée faire plier les contribuables via le gouvernement...
Envoyé par [Michel Savard](#) de Québec, 9 avril 2012 à 21 h 34 HAE
Il y a une autre dépense à laquelle plusieurs étudiants grévistes n'ont pas pensé et elle touche ceux qui doivent louer un appartement .
Pour une prolongation de quelques semaines, ces étudiants devront louer leur appartement pour au moins un mois de plus et avec la nourriture, le transport, etc... ils devront déboursier, d'ici la fin de juin, pratiquement le triple de la hausse de 325\$ qui leur est demandée pour l'an prochain !
Méchant bon calcul ...
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 9 avril 2012 à 20 h 56 HAE
Pourquoi cette nouvelle n'est-elle pas intégrée à l'autre? Il me semble qu'ici, elle passe complètement (ou presque) inaperçue alors qu'elle devrait être connue.
Tout ce qui paraît en défaveur de la grève est relégué au second rang. C'est assez arbitraire et difficile à justifier.
Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 9 avril 2012 à 20 h 50 HAE
Ils pensaient que le gouvernement était pour reculer et ils sont entrain de se faire prendre à leur propre jeu politique. Dubois-Nadeau commence à paniquer face à la contestation à l'intérieur même du mouvement étudiant suite à la manière où vont les choses et surtout face à l'indifférence de la population en général qui embarque pas.
Envoyé par [Peuplus 55 Jean](#) de Québec, 9 avril 2012 à 19 h 44 HAE
qu'ils sechent et j'espere que le gouvernement ne reculera pas c'est fini le temps de faire payer toujours les autres a leur place ,bien fait pour eux
Envoyé par [Gaetan Tremblay Gaetan](#) de Québec, 9 avril 2012 à 19 h 12 HAE
Nouvelle un peu incomplète, non? Pourquoi les journalistes ne posent-ils pas la question directement au ministère de l'éducation? C'est eux qui décident si l'aide financières sera prolongées ou non.
Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 9 avril 2012 à 18 h 59 HAE
Les étudiants qui étais contre aurait du aller davantage cherché des injonctions.
Envoyé par [Mroulou Mike](#) de Québec, 9 avril 2012 à 18 h 47 HAE
Mais si ils gagnent, ils auront sauver 1600\$.....lol
Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 9 avril 2012 à 18 h 46 HAE
Pour tout les étudiants finissant en technique
Eux, n'ont jamais été vraiment intéressé par toutes ces manifestations.
Pour la majorité d'entre eux des emplois très rémunérateurs les attends dans cinq semaines.
Ici à Québec, les étudiants l'on compris cela et se sont comporté en conséquence.
Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 9 avril 2012 à 18 h 38 HAE
Non seulement les versements pour l'année scolaire prenne fin avec la fin « normal » des cours mais tout ceux qui sont en grève et qui devront (par ce que il est vraisemblable que certain cégep devons carrément annulé la session) terminé plus tard le ferons sur leurs propre frais.
Ce qui es choquant c'est que certain étudiants étais conscient de l'éventuel problème et malgré leur vote contre la grève ils n'étais pas majori-

taire et eux vont en bavé. Certain ont demandé des injonctions au grand dam des association étudiante et d'une partie de la population, qui ne comprennent pas la différence avec l'action d'employé syndiqué.
Un syndiqué en grève ne reçoit pas de salaire (sauf un peut du syndicat) donc celui qui est contre la grève ne perd pas...il ne gagne pas.
Ici des personne ont « payé » pour des cours qu'ils sont en droit de recevoir, les manifestant non pas le droit de les empêché de bénéficier de se qu'ils ont payé.
Envoyé par [Serge Jette](#) de la minerve, 9 avril 2012 à 18 h 35 HAE
Je crois que la télévision accorde beaucoup trop de visibilité à un groupe de contestataire qui veulent que les contribuables leur donne leur chemise lorsque ces personnes seront avocats notaire ou autre il ne se gêneront pas pour arracher la chemise de ceux qui auront payes leur formation allez vous assoir avec nos gouvernants et écoutez attentivement leur propositions vous agissez comme des enfants gâtés bon nombres d'entre vous se promène avec des automobiles serrez vous la ceinture comme ceux qui paye votre scolarité.
Serge Jette
Envoyé par [Pierre Delisle](#) de Brossard, 9 avril 2012 à 18 h 23 HAE
Oups! Fallait y penser avant! Dans la vie, les lunches gratuits sont rares.
Envoyé par [Robert Vaughn Robert](#) de Québec, 9 avril 2012 à 18 h 08 HAE
C'est normal que des « grévistes » qui, en bout de ligne, ont fait une « grève » pour absolument rien, perdent tous les avantages auxquels ils auraient pu escompter s'ils n'avaient pas fait cette « grève » inutilement.
Quand on prétend avoir un droit de grève, il faut assumer les conséquences et non pas exiger d'être traité après coup comme si, finalement, ce n'était pas une grève mais plutôt de simples manifestations de mécontentement.
Ils pourront toujours vendre leurs banderoles en tissus à la friperie du coin.
Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 9 avril 2012 à 17 h 42 HAE
Ça s'appelle "faire face aux conséquences de nos choix". Ils ont voulu sécher leurs cours, il y a un prix à payer. Leur décision, leur problème.
Envoyé par [Robin Dubois](#) de Québec, 9 avril 2012 à 17 h 40 HAE
Pourquoi pas un recours collectif contre les associations étudiantes?
Envoyé par [Gilles Champagne](#) de Drummondville, 9 avril 2012 à 17 h 23 HAE
Le fond de "boycotage" devrait être assez important pour payer ceux qui ne le pourront.
Ou autre alterantive, Les syndicats CSN FTQ etc.
Est-ce l'effet "Boomerang"
Envoyé par [Christian Sheink](#) de Gatineau, 9 avril 2012 à 17 h 07 HAE
Les étudiants devraient être assez matures pour réaliser qu'il faut savoir assumer les conséquences de nos actes et décisions. Au bout du compte, ça risque de coûter très cher à tous ces grévistes. Dommage pour ceux qui sont contre la grève, mais qui en subissent les conséquences.
Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 9 avril 2012 à 17 h 05 HAE
Ben tres simple , qu'il coule son année et recommence l'an prochain , ou qu'il demande a Dubois de lui preter de l'argent ...
Envoyé par [Denis Lavigne](#) de Brossard, 9 avril 2012 à 16 h 55 HAE
Felicitation Mr Charest de vous tenir debout devant cette bande de bébés gâtés .Il faut que les quebecois vivent selon leurs moyens .
C'est assez d'endetter le futur de nos enfants



Les étudiants entament leur 9e semaine de grève contre la hausse des droits de scolarité.

Malgré la réduction de la marge de manoeuvre des universités et des cégeps pour sauver la session, environ 179 000 étudiants poursuivent leur grève au Québec.

Quelques centaines de personnes se sont réunies au parc Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal, dans le cadre d'un grand rassemblement populaire intitulé « Vers un printemps québécois », et une douzaine d'autres à la place d'Youville, à Québec. Les étudiants souhaitent que cet événement soit le point de départ d'une mobilisation plus large de la population québécoise pour se faire écouter du gouvernement.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a annoncé la tenue d'une grande manifestation samedi, le 14 avril, date du 9e anniversaire de la prise de pouvoir du gouvernement Charest. La manifestation, à laquelle la CLASSE invite tous les citoyens insatisfaits du gouvernement Charest, doit réunir des groupes syndicaux, communautaires et féministes.

Dénonçant un gouvernement libéral qui « saccage littéralement les acquis sociaux de la Révolution tranquille », puis un gouvernement fédéral qui sabre dans les institutions culturelles et la fonction publique, Gabriel Nadeau-Dubois estime que la conjoncture qui règne au Québec est une « occasion que les étudiants ne peuvent pas rater ».

« Cela va être l'occasion pour l'ensemble de la population de venir dire : " non seulement on est en appui aux étudiants et étudiantes, mais il est temps de contester de manière plus générale la direction que prend le Québec depuis les dernières années ". » — Gabriel Nadeau-Dubois

« Les valeurs qui animent les Québécois sont des valeurs de justice sociale, d'égalité des chances, et c'est ce que l'on veut rappeler aujourd'hui. On espère que cela va initier tout un mouvement de contestation partout au Québec », a de son côté déclaré Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en point de presse, lundi.



Un grand-père appuie le mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité lors d'une manifestation à Montréal le 9 avril.

Session compromise?

Selon le PDG de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, « chaque jour qui s'ajoute rend la situation difficile pour sauver la session ou les cours pris par les étudiants ».

En entrevue à RDI, M. Zizian a expliqué que les deux tiers des étudiants suivaient leurs cours normalement, et qu'un certain nombre d'associations avaient voté pour une reprise des cours depuis la manifestation du 22 mars dernier.

Selon M. Zizian, les étudiants membres des associations ayant entrepris leur mouvement de grève à la mi-février sont dans la situation la plus difficile. Il a donné l'exemple de l'UQAM, qui a calculé qu'une reprise des cours mardi reporterait la fin de la session au 27 mai. Considérant que des locaux et des ressources seront alors requis pour la session printemps-été, cela pourrait poser problème.

Des cours pourraient être annulés ou suspendus, c'est-à-dire repris dans une session ultérieure.

« Il n'y aura aucun compromis de la part des établissements universitaires à l'égard de la qualité de la formation », a résumé le PDG de la CREPUQ.

Négociations en vue?

La FECQ affirme par ailleurs souhaiter entrer en négociations le plus rapidement possible avec la ministre de l'Éducation. « On a contacté le cabinet la semaine dernière, ils nous ont dit qu'on aurait des réponses avant mardi, donc au courant des prochaines heures. On espère être capables, dans le meilleur des mondes d'avoir une rencontre demain, sinon mercredi ou jeudi », a précisé Léo Bureau-Blouin. Le président de la FECQ soutient qu'il est possible d'accéder aux demandes des étudiants sans augmenter le fardeau fiscal des contribuables.

Pour la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, les questions du financement et de la gestion des universités, ainsi que de l'aide financière, doivent toutes être sur la table. Cela dans le but d'améliorer la qualité des universités, ce qui est l'objectif énoncé par le gouvernement, rappelle-t-elle.

Mme Desjardins affirme que la grève a coûté 100 millions de dollars jusqu'à présent au gouvernement, un montant que n'a pas confirmé le PDG de la CREPUQ, qui estime qu'il est trop tôt pour faire de telles estimations. N'empêche, pour la présidente de la FEUQ, « ce n'est plus juste une question économique; c'est une question électorale ».

Les dirigeants étudiants se disent toujours persuadés que le mouvement de grève se poursuivra cette semaine. « Les gens se disent : il y a déjà des impacts sur notre session, donc tant qu'à être en grève, on va le faire jusqu'au bout pour qu'on ait des résultats, pour qu'on ait une grève gagnante », a déclaré le président de la FECQ.

Pour le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, il ne fait aucun doute que la grève continuera, entre autres parce que les étudiants sont en colère contre les dernières propositions de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. « Cela a vraiment frustré encore plus les gens de se faire rire au visage comme cela, de se faire proposer quelque chose d'encore pire que la hausse des frais de scolarité et de se faire présenter cela comme un compromis », affirme-t-il.

La semaine dernière, le gouvernement Charest a annoncé qu'il comptait élargir son programme de prêts étudiants et mettre en place un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Les trois principales organisations étudiantes, la FECQ, la FEUQ et la CLASSE, ont rejeté de façon unanime l'annonce faite par le gouvernement et ont invité les étudiants à poursuivre la grève. Elles ont affirmé qu'elles feraient désormais front commun en vue d'éventuelles négociations avec le gouvernement pour le faire reculer sur la hausse des droits de scolarité, tout en continuant de mener des actions parallèles sur le terrain.

L'idée d'une médiation

En entrevue à RDI, l'ex-ministre libéral Claude Castonguay a réitéré son appel à une médiation, afin d'éviter qu'il y ait un gagnant ou un perdant, « ce qui ne réglera rien à long terme ».

Selon M. Castonguay, la récente annonce du gouvernement Charest ne touchait pas le problème principal soulevé par les associations étudiantes. L'ex-ministre estime que le gouvernement devrait suspendre l'augmentation des droits de scolarité pour un semestre et que les étudiants devraient abandonner l'idée d'un gel, afin d'en arriver à une entente.

Pour l'ex-président de la FEUQ, maintenant chercheur à l'École nationale d'administration publique, Jean-Patrick Brady, il faudrait un débat de fond sur l'ensemble des problématiques touchant le réseau universitaire. M. Brady estime toutefois que les revendications de l'aile la plus radicale de la CLASSE empêchent un rapprochement avec le gouvernement à l'heure actuelle.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - Le reportage de Davide Gentile
[Les commentaires \(619\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève: Méthodes dénoncées - Publié le: lundi 09 avril 2012, 19H56 | Mise à jour: lundi 09 avril 2012, 22H10



© Agence QMI

Benjamin Fagnant, Frédéric Bleau, Louis-Félix Picard et William Brideau.
 Agence QMI

Des finissants en génie mécanique au Cégep de Saint-Jérôme sortent de l'ombre pour dénoncer la manière dont sont tenus les votes de grève.

Les quatre jeunes reprochent à leur association étudiante, affiliée à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), d'avoir tenu des votes à main levée pour demeurer en grève. « Ce sont des votes à main levée, a expliqué un étudiant. Ça fait qu'il y a beaucoup d'influence extérieure. Il y a de l'intimidation ». Les finissants, qui souhaitent « un vote juste et équitable pour tout le monde », demandent que la méthode de vote soit revue pour permettre de s'exprimer en toute confidentialité.

« L'idéal, ce serait vraiment un vote secret ou un vote électronique, a expliqué Louis-Félix Picard. Comme ça, ça permettrait d'avoir un taux de participation supérieur. » Selon lui, les opinions de la population évoluent et cela pourrait avoir une influence, si un nouveau vote avait lieu. « L'opinion des gens en ce moment a peut-être changé par rapport au début, donc je pense que les étudiants de Saint-Jérôme méritent de pouvoir voter à nouveau pour vraiment avoir le pouls exact de ce qui se passe », a affirmé William Brideau.

Dépôt d'une motion

William Brideau a déposé une motion, qui sera débattue vendredi prochain, pour reconsidérer la grève.

« Tout le monde devrait avoir la chance d'exprimer ce qu'il veut faire là-dessus et être capable de voter, a soutenu l'étudiant. Et ce n'est pas le cas en ce moment. »

Pour la CLASSE, tout n'est pas aussi simple.

« Au niveau de la Coalition, on n'a pas le pouvoir, en fait, de lancer un appel à la consultation, a expliqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Ce sont les associations étudiantes locales, dans leurs assemblées, qui doivent décider de ça. »

Un choix difficile

Les quatre étudiants, qui ne se positionnent pas pour ou contre le mouvement, font partie de programmes techniques et travaillent ou effectuent des stages en même temps qu'ils étudient. Ils se trouvent aujourd'hui face à un dilemme.

« Je travaille là, parce que je sais que quand ça va recommencer, je ne pourrai pas travailler l'été, a dit l'un des quatre étudiants. Donc, toutes les fois qu'il y a des assemblées, il faudrait que je prenne un congé. »

Ils appréhendent la suite des choses, à quelques jours de l'échéance d'annulation de leur session.

« On ne veut pas perdre notre session non plus, a dit Louis-Félix Picard. Parce que, si on la perd, on perd un an. Et un an de salaire, ça ne vaut pas l'augmentation non plus. »

Afficher 7 commentaires (Montréal)

- [Martin Riopel](#)
Ben voyons donc !! Qu'est-ce qu'ils ont à se plaindre, ces quatre étudiants ? Des votes à mains levées, c'est tellement la démocratie d'un syndicat...
Si j'étais Gabriel Nadeau-Dubois, je les convoquerais dans mon bureau pour leur donner de petites tapes sur les mains pour les inciter à ne plus dénoncer les méthodes de votes à mains levées, parce que c'est ça la vraie démocratie... (j'espère que vous aller saisir l'ironie de mon commentaire)
- myriam77
NO COMPRENDO, AMIGOS
Quand ils votent à l'assemblée nationale, ce n'est pas pour leur bien être, etc mais pour la population en général. Par contre l'étudiant doit voter en toute bonne conscience pour le bien-être de l'étudiant et se serait mieux s'il était secret. POINT Quand on vote à mains levées et que calcul donne 1411 pour la grève et 1402 contre la grève, il faut avouer que cela est trop facile de jouer avec les chiffres. S'il y a 2000 pour la grève et 500 contre, on doit le voir à l'oeil nu. Donc,

il faudrait que les étudiants déterminent un seuil où on doit demander un vote secret. Je suis pour la démocratie mais il ne faut pas exagérer. Si facile de se tromper à mains nues.

• PJT1979

L'heure de vérité approche.... encore une semaine et la baloune de LA CLASSE va se degonflée aussi vite qu' elle a commencer.... c' était drôle au début.... maintenant cela tire à sa fin , le vote de cette semaine seront perdus par ceux qui veulent la greve.... juste a regarder ce qui se passe partout... Alma, Québec, etc.... et pour les autres qui veulent continué la greve.... est ce que vous allez rembourser les bourses et pret etudiants que vous avez reçu dernièrement (cette année) apres tout vous n' avez pas etudiés.... alors par ici la monnaie.... a moins que vous n' ayez pas le courage de vos conviction.... il reste toujours le BS pour vous aider !!!!

• Marjolaine_D

À titre informatif, n'importe quel étudiant dans n'importe quelle association étudiante peut déposer une proposition afin que le vote

sur la grève soit secret. Il suffit d'en faire la demande et l'assemblée débat sur le sujet. Rien de plus facile. Ce « débat » sur les votes secrets n'en est pas un.

• [Andrée Anne Lacasse](#)

AHHH!!! Parce qu'à l'Assemblée Nationale ils font des votes secrets eux????? NON!!! Si le gouvernement veut que ça se passe comme ça, ben qu'il commence par donner l'exemple!

• 129enaz

Vous vous comparez a l'Assemblée Nationale.....

• 100peurs [Réduire](#)

et v'lan dans les dents..... bravo

Montrer 1 commentaire (Québec)

• Monsieur chose [Réduire](#)

C'est la façon de plusieurs jeunes aujourd'hui, ils sont rois donc utilisent la méthode forte, l'intimidation, ils règnent en seigneur partout et n'allez surtout leur dire qu'ils ont tort. On croirait qu'ils ont 150 ans d'expérience de vie, qu'ils ont la science infuse et pourtant ils ne savent rien

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Nadeau-Dubois: Pas de carrière politique pour le porte-parole de la CLASSE - Publié le: lundi 09 avril 2012, 17H05 | Mise à jour: lundi 09 avril 2012, 17H12





Photo Agence QMI / Archives

Gabriel Nadeau-Dubois

Marie-Josée Roy / Agence QMI

Bien qu'actuellement en vue sur toutes les tribunes, Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), rejette pour l'instant toute possibilité de carrière dans le domaine de la politique.

«La politique m'intéresse très peu, a fait savoir le jeune homme, en marge de l'événement citoyen *Nous?*, qui se tenait au Monument-National, samedi. Plus je fréquente le milieu politique, plus ça me dégoûte. Je pense que les grands pas qui ont été faits, collectivement, au Québec, c'est grâce aux luttes populaires dans la rue et aux mouvements sociaux et syndicaux. Je pense que c'est ainsi qu'on va faire changer les choses, davantage qu'en s'impliquant dans une logique politique qui, comme on le sait, est viciée et corrompue.»

Afficher 4 commentaires (Québec)

- Lcmck
Tu ferais un maudit bon péquiste avec toutes tes idéologies tordue au pire tu va etre un minable représentant syndicale.
- Ligi10
Ce n'est pas un scoop, ça fait longtemps qu'il l'a mentionné. En passant, ceux qui le traite de syndicaliste et toutes ces conneries-là en raison de sa position par rapport à la hausse des frais de scolarité, vous êtes vraiment bornés! Il peut penser ainsi pour l'éducation et avoir une pensée plus libéral pour le reste. Ça tient pas debout votre "insulte". Franchement, c'est vous qui devriez retourner à l'école (ou y aller).
- Altibo99
Un petit clisse de syndicaleux élevé par la CSN qui va nous faire chier pour des décennies à être payé par nos taxes et vos cotisations syndicales. + les enveloppes brunes. Réveillez-vous les étudiants vous êtes (FRAMÉS) par les vautours.
Pas dur à voir ça
- Patrick Réduire
J'aime mieux avoir des étudiants sensés qui voient plus loin que le bout de leurs nez qu'un leader syndicaliste étudiant comme lui qui nous mènerait en faillite

Afficher 14 commentaires (Montréal)

- tivieux
Je le verrais plutôt comme un syndicaliste. C'est un manipulateur. Il a le tour d'endormir les jeunes.
- Tanio
Tivieux, le vrai manipulateur n'est pas celui que tu crois. Le vrai manipulateur, c'est le gouvernement Charest qui est mort de rire en ce moment. Il essaie de nous faire croire que l'éducation coûte trop cher, mais pendant ce temps, il pige des MILLIARDS dans la poche des contribuables pour subventionner ses petits amis dans les minières du Grand

Nord... T'as entendu parler de ça, le Plan Nord? Une belle connerie.

- tivieux
Tu ne peux pas imaginer le nombre d'emplois que ça va créer. C'est des impôts de plus qui va rentrer dans les coffres du Gouvernement. Sors de ta ville et va dans les régions où il ya des mines et tu vas voir l'effet.
- Bardou25
Ne vous inquiétez pas pour lui. Les syndicats ont pour lui une place de choix. Les syndicats sont tres reconnaissants avec les personnes qui les servent bien.
- Tanio
Bardou, les Libéraux aussi sont très généreux envers les personnes qui les servent bien... Regarde le scandale de la construction routière et regarde tout l'argent des contribuables qui s'en va directement dans les poches des amis de Charest, dans les minières du Grand Nord... Laisse donc Gabriel Nadeau-Dubois tranquille.
- JoceBois
Je n'ai aucune admiration pour ce jeune et ses deux comparses. On croirait qu'ils vivent sur une autre planète! C'est au moment des élections provinciales qu'ils doivent mobiliser leurs troupes à aller voter, c'est tellement évident et démocratique. Croient-ils vraiment pouvoir exiger une soumission du gouvernement alors qu'ils n'ont aucune idée d'ensemble de ce que représente la gestion des finances de l'état? Ils ne savent probablement pas faire leur propre budget!
- Tanio
Allez voir sur le site internet de la CLASSE et vous allez peut-être découvrir que ces jeunes sont mieux organisés que vous ne le croyez, JoceBois.
Mais vous avez raison, l'important est d'aller voter massivement aux prochaines élections. Le temps est venu de se débarrasser de Charest, qui a pigé des milliards dans les poches

«C'est le chemin que j'ai choisi cette année, que les étudiants ont choisi, et je crois qu'on va assister à une recrudescence de ce type de luttes dans les prochaines années. Si le mouvement étudiant pouvait servir d'étincelle à ça, ce serait déjà une contribution importante à l'avenir du Québec», a poursuivi Gabriel Nadeau-Dubois.

Celui que plusieurs considèrent comme la grande vedette de la présente grève étudiante affirme par ailleurs n'avoir reçu aucune invitation à rejoindre quelques regroupements syndicaux ou entreprises de communication que ce soit.

«Je n'ai pas eu d'offres et, si j'en avais, je les refuserais. Ça viendra peut-être après la grève», a simplement avancé l'universitaire, qui complète en ce moment une Majeure en histoire et en philosophie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université de Montréal.

Toujours en grève

En ce qui a trait à la grève qui se poursuit depuis maintenant deux mois, Gabriel Nadeau-Dubois affirme que ses troupes n'ont pas l'intention d'abandonner le combat. Ses camarades et lui ont d'ailleurs rejeté à l'unanimité la proposition amenée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, jeudi dernier, et qui consistait en une bonification du régime de prêts et bourses.

«On va multiplier les actions et les manifestations, a précisé le représentant de la CLASSE. Le simple fait que Mme Beauchamp apporte une proposition est certainement une preuve que la grève fonctionne. Pour une fois, le mouvement étudiant est uni : nous n'accepterons aucune hausse des frais de scolarité, et on sera en grève jusqu'à ce que ça devienne une réalité. Le gouvernement va devoir terminer les sessions un jour, alors il devra reculer.»

Et si le premier ministre Jean Charest et son équipe restent sur leurs positions, qu'advient-il du mouvement étudiant?

«On a des congrès chaque semaine pour évaluer le plan d'action, a répondu Gabriel Nadeau-Dubois. On verra en temps et lieu. Mais si on se fie à ce qui s'est passé en 2005, et dans toute l'histoire du mouvement étudiant, et si on se fie au fléchissement du discours libéral depuis les deux dernières semaines, tout indique qu'on est en train de gagner.»

des contribuables pour les distribuer à ses petits amis de la construction routière...

- monacoo
Je verrais ce M.Nadeau ministre de l'éducation ou chef de police. Quand pensez-vous lecteurs.
- Tanio
Ministre de l'éducation? Pourquoi pas.. Mais le milieu politique québécois n'est pas digne de gens comme Gabriel Nadeau-Dubois. Puis les élections arrivent à grands pas (juin ou septembre)... Le plus urgent est de se débarrasser de Jean Charest avant qu'il n'ait vidé les poches des contribuables au profit de ses petits amis.
Le plus urgent est de se débarrasser de ce gouvernement corrompu qui est mort de rire en ce moment. Charest essaie de nous faire croire que l'éducation coûte trop cher, mais au même moment, il vole 20 milliards dans les poches des Québécois pour subventionner un Plan Nord complètement pourri... 20 milliards! C'est NOTRE argent qui vient de disparaître à cause de Charest et son stupide Plan Nord, sans compter le scandale de la corruption dans la construction routière. Il faut le dire et le redire et le redire encore: nous avons tous intérêt à faire notre juste part pour en finir avec Charest.
- monacoo
Je ne sais pas si ce Nadeau-Dubois se rend compte de ce qu'il fait perdre aux étudiants monétairement. Je ne comprends pas que personne ne le brasse.
- Tanio
Les étudiants sont parfaitement conscients des conséquences de leurs gestes. Ils sont prêts à faire des sacrifices et à regarder plus loin que leurs petits nombrils, parce qu'ils savent une chose: certains débats de société sont plus importants que le rendement monétaire immédiat.
Celui qui devrait se faire brasser en ce moment, c'est Jean Charest. Il essaie de nous

- faire croire que l'éducation coûte trop cher, mais au même moment, il pige 20 milliards dans les poches des contribuables pour subventionner un Plan Nord complètement pour-ri!
- [Denis Besner](#)
Candidat idéal au parti Québec Solidaire. Ce qui se ressemble s'assemble.

- 129enaz
Chef du PQ élu lors de la prochaine chicane interne du parti
- Tanio
Les "chicanes internes" du PQ, c'est peut-être du passé.
En tout cas, Pauline est en train de faire un grand ménage. Quand je vois la façon dont

Louise Beaudoin et Pierre Curzi sont revenus au bercail... Et quand je vois la façon dont la grande Pauline est en train d'effectuer un virage sur le plan énergétique et environnemental, j'avoue que j'ai envie de donner une nouvelle chance au PQ.

RADIO-CANADA / GATINEAU: Les étudiants en grève de l'UQO lancent un appel aux citoyens – Mise à jour le lundi 9 avril 2012 à 15 h 13 HAE



Les manifestants ont marché jusqu'à l'UQO.

Les étudiants en grève de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) lancent un autre appel à la mobilisation générale. Ils invitent mardi parents, enfants et organismes communautaires à se joindre à eux dès 11 h 30.

Les étudiants doivent décider mercredi s'ils renouvellent ou non leur mandat de grève.

Quant aux étudiants de l'UQO qui s'opposent à la grève, ils se rencontreront mardi pour décider s'ils tenteront d'obtenir une injonction.

Ils avaient envoyé une mise en demeure à la direction de l'UQO la semaine dernière pour forcer un retour en classe. Les étudiants envisageaient alors une injonction en cas de refus.

Une manifestation générale samedi

De son côté, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) [invite la population à participer samedi le 14 mars à une autre manifestation](#). Cette date marque le neuvième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest.

Les étudiants veulent élargir le débat entourant la hausse des droits de scolarité.

« On voit dans la hausse des droits de scolarité quelque chose de bien plus grand, une brèche pour la privatisation et la tarification des services publics en général. »
Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

En attente du gouvernement

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) souhaite quant à elle entrer en négociations le plus rapidement possible avec le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Les commentaires (6)

Envoyé par un utilisateur non divulgué, 9 avril 2012 à 21 h 20 HAE

Ce commentaire a été retiré par le modérateur car il ne respectait pas la [nétiquette](#).

Envoyé par [Sarah Fortier Farah Sarah](#) de Québec, 9 avril 2012 à 12 h 46 HAE

En tant qu'étudiante entêtée, je continuerai de prendre la rue et de manifester pour que le niveau d'accessibilité actuel soit maintenu, et je manifesterai l'an prochain pour des gains, et ce jusqu'à la gratuité.

«Éduques-toi, c'est la seule chose qu'on peut pas t'enlever» m'a répété ma mère, réfugiée palestinienne.

C'est pas de l'ego. Même si personnellement j'ai beaucoup trop de dette d'étude (35000\$), j'arrive au terme de mon doc. et ce n'est pas pour moi que je milite. C'est pour les enfants de mes amis que je vois grandir dans un monde où tout est privatisé, où les pensions de vieillesse fondent, où trouver un emploi permanent relève presque du miracle. Je ne veux pas leur laisser une carte de crédit comme héritage.

L'humain est un animal politique/social (Aristotele/selon les traductions) et je crois fermement que les stratégies de survie les plus efficaces et justes sont les stratégies collectives, et non les stratégies individuelles ou familiale-nucléaire.

Envoyé par [Sabina Fichorst](#) de Ottawa, 9 avril 2012 à 11 h 08 HAE

J'en ai marre des étudiants entêtés, au lieu de se tenir dans la rue et faire des commeries et faire le temos aux autres, ils devraient retourner étudier et faire comme tous ceux et comme moi qui ont payés nos études et on s'en ait bien sorti quand même. Il me semble que la patience a atteint ses limites. Retourner étudié et foutez-nous la paix avec votre solidarité qui ne donne rien, ce n'est certaine,ent pas la bonne attitude, vous êtes bien mal parti dans la vie, et je le ceois sincèrement. Votre place est aux études pas avec votre gros ego.

L'association a contacté le cabinet la semaine dernière. On leur a répondu qu'ils auraient une réponse avant mardi.

« On espère être capables, dans le meilleur des mondes d'avoir une rencontre mardi, sinon mercredi ou jeudi. »

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

La proposition de Québec de bonifier l'aide financière aux études postsecondaires est loin de satisfaire les étudiants qui comptent poursuivre leurs moyens de pression. Ils continuent également d'exiger le gel des droits de scolarité.

Des négociations conjointes

Les étudiants tiennent par ailleurs à souligner que les trois principales organisations étudiantes, soit la CLASSE, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), [ont accepté de former un comité de négociation conjoint](#).

Elles continuent toutefois d'organiser des activités en parallèle, comme le rassemblement populaire de lundi midi, puisque leurs revendications sont différentes.

La session en jeu

La CLASSE rejette par ailleurs la possibilité que la session scolaire soit annulée. Selon le regroupement, il s'agit plutôt d'une menace que le gouvernement brandit pour faire plier les étudiants.

Une telle éventualité est toutefois impossible, selon la CLASSE, pour des raisons économiques et logistiques. D'abord, une cohorte d'étudiants n'irait pas sur le marché du travail, ce qui causerait des répercussions économiques importantes.

« Vous avez aussi une cohorte d'élèves du secondaire qui entrent au cégep, donc deux cohortes en même temps. Il manque déjà de locaux, il n'y a pas assez de professeurs. La session doit se terminer. »

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

La CLASSE reconnaît toutefois que le maintien de la session causera un défi logistique aux administrations d'établissements et qu'elle coûte- ra cher.

« C'est plutôt notre rapport de force, de dire au gouvernement: "Dépêchez-vous de discuter avec nous, de régler le conflit, avant que ça vous coûte trop cher." »

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

En complément



- Audio - Carl Bernier s'entretient avec Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

LE SOLEIL: Grève étudiante: une unité historique - Publié le 10 avril 2012 à 05h00

Annie Mathieu, Le Soleil (Québec) En plus d'avoir fracassé le record de la plus longue grève, les étudiants des différentes associations ont laissé de côté leurs dissensions pour s'unir contre le gouvernement de Jean Charest. En raison de ces deux particularités, la grève étudiante de 2012 passera vraisemblablement à l'histoire.

Le professeur en science politique du Collège Maisonneuve Benoit Lacoursière est auteur d'un livre portant sur le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006. Dans celui-ci, M. Lacoursière fait état des divisions qui ont toujours existé au sein des étudiants lors des différentes grèves pendant cette période.

Or, le politologue soutient ne jamais avoir vu trois associations nationales comme la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) se serrer les coudes comme elle le fait depuis maintenant 57 jours. «C'est assez nouveau cette soi-

disant unité. Avant, ça n'existait un peu près pas», affirme-t-il.

Bien qu'il y ait eu un malentendu la semaine dernière sur l'emploi du terme *front commun* par les associations étudiantes qui ont rapidement rectifié le tir, M. Lacoursière estime néanmoins qu'elles «rangent dans la même direction». «Les grandes différences existent toujours mais paraissent moins», constate-t-il. Par exemple, la CLASSE milite en faveur de la gratuité scolaire et est derrière les grands coups d'éclat, comme le blocage du pont Champlain.

Diviser pour négocier

Conséquence de l'unité des étudiants? Le gouvernement refuse de négocier avec quiconque, ce qui ne fait que prolonger le bras de fer entre les deux parties. Lors des grèves précédentes,

Québec a toujours écarté le groupe le plus militant pour trouver une oreille davantage attentive auprès des associations plus modérées.

En 2005, c'est ce qu'il s'est produit lorsque le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Marc Fournier, a dialogué qu'avec la FEUQ et la FECQ, laissant de côté la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) - l'ancêtre de la CLASSE - qui refusait de condamner les actes de violence perpétrés par certains de ses membres. «Je pense que les associations veulent éviter que cela se reproduise», souligne M. Lacoursière.

Ce dernier croit aussi que si le gouvernement comptait sur un essoufflement des troupes, il s'est trompé. Même chose s'il espérait que la campagne de peur concernant l'annulation de la

session force les étudiants à battre en retraite. «Québec pousse la limite, comme s'il la testait», estime l'auteur, qui se dit surpris de la mobilisation étudiante après huit semaines de grève. Avant le début du congé pascal, 178 512 étudiants des cégeps et des universités de la province n'avaient toujours pas réintégré leurs salles de cours.

Benoit Lacoursière estime que le gouvernement n'aura pas le choix de bouger puisque ultimement, c'est lui qui assumera la facture de la prolongation de la session. La semaine à venir sera déterminante à cet égard d'autant plus que les associations étudiantes devront voter pour la reconduction de leurs moyens de pression. «Québec doit se trouver une sortie de crise où il ne perdra pas la face», conclut le professeur.

CYBERPRESSE: La paperasse freinerait la poursuite des études - Publié le lundi 09 avril 2012 à 08h32



Photothèque La Presse

Mathieu Perreault, La Presse

Un chercheur torontois a réussi à augmenter de 23% la participation aux études postsecondaires simplement en aidant les parents à remplir une demande d'aide financière.

Il s'agit d'un exemple d'«approche culturelle» visant à faciliter l'accès aux études postsecondaires. Plusieurs chercheurs pensent que les barrières culturelles sont plus importantes que les obstacles financiers, et qu'il vaut donc mieux investir dans des approches culturelles plutôt que dans l'aide financière.

Pour son étude, Philip Oreopoulos, économiste à l'Université de Toronto, s'est allié à des économistes des universités Harvard et Stanford, ainsi qu'à 156 bureaux des consultants fiscaux H&R Block. Ces derniers offraient à leurs clients qui avaient un enfant susceptible d'aller au collège

ou à l'université de remplir gratuitement une demande d'aide financière aux études, en plus de préparer leur déclaration de revenus. Résultat: l'accès aux études postsecondaires a bondi de 23%.

«Le simple fait de remplir une demande d'aide financière semble souvent insurmontable pour ceux qui en bénéficient le plus, les pauvres et la classe moyenne basse, dit M. Oreopoulos. Les clients de H&R Block proviennent souvent de ces milieux. Une fois que l'enfant savait qu'il avait droit à une bourse ou à un prêt, s'inscrire devenait plus facile.» L'étude paraîtra dans quelques mois dans la revue *Quarterly Journal of Economics*.

L'économiste torontois fait aussi une étude dans des écoles secondaires de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Il bénéficie de trois périodes de classe pour aider tous les élèves à remplir une demande d'admission au collège ou à l'université la plus proche, ainsi qu'une demande d'aide financière, que leurs parents doivent ensuite compléter avec leurs données fiscales. Au Canada anglais, le collège est équivalent à la portion professionnelle du cégep québécois.

Dans leur livre *Nudge*, l'économiste Richard Thaler et le juriste Cass Sunstein citent le cas de la commission scolaire San Marcos, au Texas, qui a réussi à augmenter de 11% l'accès aux études postsecondaires de ses élèves en les obligeant à remplir une demande d'admission à l'université voisine pour avoir leur diplôme.

Ces résultats sont comparables à l'écart qui existe entre les plus pauvres et les plus riches au Canada. Dans une étude à paraître dans la revue *Children and Youth Services Review*, l'économiste Ross Finnie de l'Université Queen's montre que la différence d'accès aux études postsecondaires entre les enfants de familles gagnant moins de 25 000\$ par année et de celles gagnant plus de 100 000\$ par année est de 10% chez les hommes et de 20% chez les femmes, si on tient compte de l'éducation.

Ces études ne signifient pas que l'aide financière aux études est inutile, mais plutôt qu'elle doit viser les pauvres et la classe moyenne inférieure - c'est-à-dire qu'elle doit prendre la forme de prêts et bourses plutôt que de droits de scolarité très bas, selon MM. Oreopoulos et Finnie.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: pas de front commun malgré les apparences - Publié le lundi 09 avril 2012 à 08h28 | Mis à jour le lundi 09 avril 2012 à 13h50



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse
Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, et Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, ont participé à la conférence de presse de vendredi dernier.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Si une déclaration commune des associations étudiantes a pu laisser croire qu'elles font maintenant front commun contre le gouvernement Charest, elles demeurent dans les faits toujours aussi divisées.

Vendredi, les têtes d'affiche du mouvement étudiant étaient réunies pour une conférence de presse à Montréal. Une conférence «historique», puisque c'était la première fois que les fédérations étudiantes et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) marchaient sur leur orgueil et organisaient un événement commun, malgré les tensions qui existent entre elles.

Mais quelques dizaines de minutes après le début de la conférence, un communiqué de presse diffusé par les trois grandes organisations étudiantes a dû être retiré de la Toile et des fils de presse. Pourquoi? L'expression «front commun» contenue dans le titre a fait grincer des dents dans le mouvement.

«On n'a jamais voté pour ça», a écrit l'une des déléguées au congrès de la CLASSE dans Facebook. «Lorsque nous avons vu le communiqué, quelques heures après le vote, plusieurs d'entre nous avons été choqués de lire le titre front commun.» La militante en question préfère taire son nom.

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, le communiqué laissait croire à «la mise sur pied d'un véritable front commun, ce qui n'était pas exact». Il admet avoir ressenti «un malaise» en voyant le terme «front commun» dans le communiqué.

Il refuse toutefois de préciser si le mouvement étudiant forme actuellement un front commun. «Ça dépend de ce qu'on entend par front commun», a-t-il affirmé en entrevue. Les organisations se sont entendues sur

la nécessité de négocier à trois et de poursuivre la grève. «Sur ces deux points-là, il y a front commun.»

Mathilde Létourneau, bras droit de Gabriel Nadeau-Dubois depuis le début de la grève étudiante, a démissionné quelques heures après la fameuse conférence de presse.

«On a une façon de lutter et de voir la lutte complètement différente», a dit Mme Létourneau en entrevue.

Semaine du 02 avril 2012

CYBERPRESSE: Remboursement en fonction des revenus: en vigueur ailleurs au pays - Publié le dimanche 08 avril 2012 à 09h58

Mathieu Perreault, La Presse

En Ontario et dans plusieurs autres provinces, un programme de remboursement des prêts étudiants en fonction du revenu vise les pauvres et la classe moyenne basse.

Le programme aidera un célibataire sans enfant qui a un revenu annuel de 40 000\$ et une dette de 25 000\$. Une famille qui compte deux enfants et qui a une dette de 25 000\$ aura aussi droit au programme d'aide si son revenu annuel n'excède pas 65 000\$. Il est basé sur le principe que le remboursement de la dette d'études ne devrait pas dépasser 20% du revenu après impôts.

Le gouvernement paie, en tout ou en partie, les intérêts pendant cinq ans. Ensuite, si la situation financière ne s'améliore pas, le gouvernement aide au remboursement du capital du prêt. De cette manière, au bout de 15 ans, les participants au programme n'ont plus de dette.

«On trouve que c'est un programme formidable, explique Sam Andrey, directeur de l'Association étudiante universitaire de l'Ontario (OUSA). Il y a certains détails qu'on voudrait améliorer, dont un meilleur reflet de la fiscalité des différentes provinces dans le programme fédéral. Je sais que les programmes de remboursement en proportion du revenu ont parfois mauvaise presse. Mais comme notre programme met une durée limitée au-delà de laquelle le prêt sera remboursé par le gouvernement, il n'y a pas de problème.» En moyenne, selon M. Andrey, les prêts sont remboursés en sept ans, mais la durée est plus longue pour les étudiants participant au programme de remboursement selon le revenu.

Ce programme est offert partout au pays - sauf au Québec - pour la portion fédérale des prêts étudiants. Il est apparu en 2009 pour remplacer les anciens programmes d'aide au remboursement, qui n'étaient pas offerts aux gens gagnant

plus de 20 000\$ par année (comme le programme québécois jusqu'à maintenant). La plupart des provinces ont harmonisé le remboursement des prêts étudiants provinciaux avec celui du fédéral.

Le problème, c'est que la moitié des personnes admissibles au programme n'en profitent pas et donc se passent de sommes pouvant atteindre plusieurs milliers de dollars par année. «Ça peut paraître bizarre, mais nous croyons que les étudiants sont mal informés ou alors pensent qu'il s'agit de règles compliquées, dit M. Andrey. Nous travaillons à mieux faire connaître le programme.»

Le Québec efface parfois la dette étudiante, mais il agit au cas par cas au lieu d'avoir des règles claires. En 2010-2011, des dettes étudiantes d'un total de 54 millions ont été radiées par le gouvernement québécois.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève étudiante: L'état se resserre sur le gouvernement - Publié le: samedi 07 avril 2012, 11H11 | Mise à jour: samedi 07 avril 2012, 12H42



© Michel Desbiens / Agence QMI

Léo Bureau Blouin, président de la FECQ, Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois co porte-parole de la CLASSE.

Agence QMI

MONTRÉAL - L'entêtement du gouvernement libéral dans le dossier de la hausse des droits de scolarité n'est plus une question économique, mais idéologique, dénoncent les associations étudiantes.

«On nous dit qu'on veut financer les universités, mais on est prêt à perdre jusqu'à 100 millions \$ dans ce conflit-là, a déploré Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), en entrevue samedi. C'est clair que ce n'est pas une question économique, mais une question idéologique, politique. On fait de la petite politique sur les étudiants et les générations à venir. C'est inacceptable.»

Après plus de 50 jours de grève, les trois grandes associations étudiantes ont rejeté à l'unanimité vendredi la proposition de Québec visant à mettre fin à la grève étudiante. La FEUQ, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) feront désormais front commun pour s'opposer à la hausse de 1625\$ sur cinq ans des droits de scolarité.

Les étudiants estiment que la bonification du programme des prêts proposée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'est qu'une perte de temps de la part du gouvernement de Jean Charest. Ils décrivent cette idée «réchauffée», semblable à celle suggérée lors de la grève étudiante de 2005.

«On a craché au visage du mouvement étudiant, a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. Devant un affront comme celui-là, ça méritait une réponse à la hauteur, une réponse forte.»

Il admet que les associations ont parfois des divergences d'opinions, mais que le but de la grève demeure de faire reculer le gouvernement sur la hausse des droits de scolarité.

Martine Desjardins croit que l'éducation n'est tout simplement pas une priorité pour le gouvernement de Jean Charest.

Les libéraux seront suivis de près

Plusieurs étudiants de la CLASSE se réunissaient samedi au cégep Saint-Laurent à Montréal pour discuter d'un plan d'action pour les prochains jours. De nouveaux moyens de pression pourraient être annoncés.

La motivation des étudiants est à la hausse, croient les leaders étudiants, et le mouvement est prêt à augmenter la pression sur le gouvernement.

«Nous faisons partie d'une génération qui a décidé de se battre pour quelque chose de plus grand. Les conséquences de la grève sont moins importantes que les conséquences d'une hausse des frais de scolarité», a soutenu Gabriel Nadeau-Dubois.

Et les rumeurs d'élections ne font qu'animer les ardeurs du mouvement étudiant.

«Si les libéraux prévoient aller en élection, ils trouveront des étudiants partout sur leur chemin», a prévenu Martine Desjardins.

Le gouvernement libéral devra régler ce conflit s'il compte entamer des élections, a renchéri Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Les manifestations se poursuivront la semaine prochaine, ont souligné les trois leaders étudiants, sans toutefois préciser les actions prévues. Cependant, ils ont prévenu les ministres Line Beauchamp et Raymond Bachand ainsi que le premier ministre Jean Charest que les étudiants n'hésiteront pas à perturber leurs conférences et discours, partout à travers la province.

Session en danger?

Le président directeur de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, a espéré également la fin du boycottage des cours le plus rapidement possible.

«Il n'y a pas de date butoir précise. Il faut comprendre que le calendrier scolaire est établi collège par collège, a expliqué M. Beauchesne. Il y a 18 collèges qui ont plus de quatre semaines de boycottage. Il devient extrêmement difficile de respecter les exigences du règlement d'étude collégiale et c'est un incontournable.»

Il a ajouté que le scénario est étudié quotidiennement et que les enseignants sont prêts à aider les étudiants à terminer leur session. «Il faudra faire un appel à la collaboration avec les enseignants. On doit penser à enseigner le samedi et étirer les journées», a-t-il dit.

Jean Beauchesne a souligné que la session prochaine pourrait être affectée.

Afficher 48 commentaires (Québec)

Afficher 12 commentaires (Montréal)

- Jean_Roy
On ne peut pas les blâmer. Ils ont été habitués ainsi. Ce sont toujours les autres" qui doivent payer ou on empile sur la dette. Je peux comprendre que les étudiants se disent pourquoi est-ce que le "gravy train" devrait s'arrêter maintenant ? Et pour se justifier, on se drape derrière les grands principes humanitaires. Des classiques qui se jouent depuis toujours. Ce qui est plate, c'est qu'un jour, "les autres", c'est nous autres. Joyeuses Pâques.
- Pascal-Marc Savard
Peut-être un jour vous allez comprendre, probablement lorsque vous cesserez de penser qu'à votre propre petite personne. Moi, Moi, Je le discours traditionnel du petit québécois bien enfoui dans son nid et qui accepte difficilement que certains de ses congénères viennent braser la cage pour améliorer les choses. De grâce sortez de votre nid, de votre état de somnolence et venez vous battre avec nous pour un Québec meilleur sans corruption, sans malversations !!
Joyeuses Pâques
- monacoo
Quand j'entends dire pour un Québec meilleur. A voir agir les étudiants on va en avoir tout un Québec meilleur.... Pôvre M.Savard vous êtes une brebis égaré svp. entrez dont dans votre enclos au plus vite....
- Luc Nocente
Bravo!
- Savoir Ancien
Moi selon les grands principes humanitaires, je milite pour couper votre pensions et pas de soins de santé gratuit a ceux qui s'attaque

aux enfants. Pourquoi les jeunes payerait pour ca en plus de la dette que vous léguer tivieux
Tu étudies où ? dans une tente ou bien dans un bâtiment payé par nos taxes. Quand tu va à l'hôpital, tu te fais soigné avec les meilleures équipements disponible, Quand tu voyage que ce soit en véhicule, en autobus, est-ce que les routes sont asphalté. Tu pense-tu qu'avec les taxes que le Gouvernement perçois que nous sommes capables de tout payer cela. Les fonds de pension de nos fonctionnaires, nos députés etc. nous coûtent une beurré. Tu penses-tu que votre éducation nous coûte rien? Un moment donné on ne peut pas tout payé, alors on achète à Crédit. Les personnes qui sont derrière vos manifestations (les Syndicats), ce sont eux qui ont causé tout cela avec leurs revendications et leur façons de prendre la population en otages. Si nos chers Gouvernements (que ce soit les libéraux, les péquiste ou autres parties) gouvernerais selon le bon sens et non selon le nombre de votes qu'ils peuvent avoir, ça irait bien. Mais ce n'est pas le cas, car nos politiciens veulent être élus pour 2 termes pour qu'ils puissent avoir leur fonds de pension doré.. Au lieu de texté ContreLaHausse
Joyeuse grève à nous ;) monho27
L'etau se reserre, vous vivez vraiment dans votre petit monde de farfadets, réveillez-vous, le gouvernement ne reculera pas, c'est sur et certain. En plus, il est en train de gagner des points en vous tenants tête et il est trop tard pour reculer avec tout l'argent que cette grève a déjà couté.

Alors continuer de rêver pauvres petits étudiants parce que c'est la seule chose que vous pouvez faire!
Vous allez tous retourner en classe pendant l'été la tête entre les deux jambes, sans pouvoir vous ramasser de l'argent avec votre job d'été et vous allez être encore plus dans le trou. BRAVO!!
rilu
Je me demande si les étudiants vont avoir le cœur de se rendre voter contre Charest. c'est beau chialer mais faut aller voter, on a le gouvernement qu'ont mérite
Bardou25
A Pascal-Marc Savard,
Arrette, tu es trop fort pour nous ? Nous devons tous nous prosterner devant cette personne . Il est supérieur à nous pauvres Québécois incultes et pas instruits.
Pascal-Marc Savard
Si tu le vois ainsi !!!
GhostRiderRun Réduire
La vision étudiante est noble et pose un fondement nouveau sur le cheminement de la structure québécoise. Ils disent qu'au prix ou sont les études mieux vaut favoriser l'accessibilité car cela jouera contre la culture québécoise.
Il n'est pas seulement question d'idéologie ou de politique mais question de pragmatisme dans l'échelle des valeurs qu'ont peut se donner. Mais le gouvernement Charest ne vas pas dans ce sens car il ne voit pas le côté pratique d'une réforme car il ne voit que le côté social associé à l'économie et sa structure de fonctionnement selon le capitalisme de prestige.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les 3 regroupements étudiants s'unissent pour contester les mesures de Québec – Mise à jour le samedi 7 avril 2012 à 9 h 44 HAE



Léo Bureau-Blouin de la FECQ et Gabriel Nadeau-Dubois de la CLASSE | Radio-Canada avec La Presse Canadienne

Les trois principales organisations étudiantes, la FECQ, la FEUQ et la CLASSE, rejettent de façon unanime l'annonce faite jeudi par le gouvernement Charest sur l'aide financière aux études et invitent les étudiants à poursuivre la grève.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) disent qu'elles feront désormais front commun en vue d'éventuelles négociations avec le gouvernement pour le faire reculer sur la hausse des droits de scolarité. Selon une analyse de la FEUQ, la bonification de l'aide financière promise par le gouvernement Charest coûtera beaucoup plus cher que les 21 millions de dollars annoncés. La fédération critique aussi la hausse des montants qui seraient prêtés aux étudiants. « En gros, la mesure triple l'endettement des étudiants de la classe moyenne, une situation semblable à ce qu'avait proposé le gouvernement en 2005 », écrit-elle. Enfin, la FEUQ souligne que le remboursement proportionnel au revenu ne règle pas le problème de l'accessibilité aux études.

[Analyse par la FEUQ des mesures proposées par le gouvernement Charest](#)

Les organisations ont indiqué qu'elles exigeront d'être toutes trois à la table de négociations avec Québec si des négociations sont entreprises. La CLASSE a tenu à préciser que les plans d'action sur le terrain demeureront parallèles.

Les leaders étudiants ont indiqué se sentir plus près que jamais de parvenir à leur objectif, alors que, disent-ils, des discussions ont été entamées avec le ministère de l'Éducation pour organiser une rencontre avec la ministre Line Beauchamp au début de la semaine prochaine. Les organisations ont toutefois prévenu qu'il n'y aura pas de négociations si la seule concession de Québec concerne les prêts étudiants.

Jeudi, Québec a annoncé qu'il allait élargir son programme de prêts étudiants et mettre en place un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Selon les trois organisations étudiantes, l'offre de Québec va contribuer à l'endettement des étudiants. La FECQ, la FEUQ et la CLASSE disent que l'offre de la ministre Beauchamp est « insultante » et « inacceptable ».

« On crache au visage du mouvement étudiant avec une offre comme celle-là [...] Lorsqu'on crache au visage du mouvement, le mouvement étudiant répond », a déclaré le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Selon lui, cela ne fera que mobiliser davantage les étudiants dans leur lutte.

La ministre Beauchamp réagit

La ministre Line Beauchamp a réagi au point de presse des dirigeants étudiants en précisant que le gouvernement avait fait une annonce jeudi et non une proposition à leurs demandes.

« Ce ne sont pas des propositions, mais bel et bien des mesures concrètes afin d'aider les étudiants », a déclaré la ministre dans un communiqué.

Mme Beauchamp a précisé que des appels téléphoniques avaient eu lieu avec les porte-parole des trois regroupements étudiants jeudi, mais qu'il ne s'agissait pas de négociations. Elle a aussi précisé qu'aucune rencontre avec les leaders étudiants n'était prévue.

Elle a répété que le gouvernement entendait demeurer ferme sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)

- Hyperlien - [Les étudiants maintiennent la pression en ce Vendredi saint](#)



Vidéo - Les associations étudiantes rejettent l'offre de Québec, explique Louis-Philippe Ouimet.

[Les commentaires \(1112\)](#)

CYBEPRESSE: Grève étudiante: rejet massif de l'offre de Québec - Publié le samedi 07 avril 2012 à 08h49



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
Des étudiants ont manifesté contre la hausse des droits de scolarité lors du Vendredi saint à Montréal.

Pascale Breton et Tommy Chouinard, La Presse

Le gouvernement Charest a annoncé des bonifications au régime de prêts juste avant le congé pascal, mais il n'a pas convaincu les représentants des étudiants en grève de rentrer en classe.

Jeudi, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son collègue des Finances, Raymond Bachand, ont proposé un accès élargi aux prêts et l'instauration d'un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu (RPR).

Cette annonce «montre notre bonne foi et notre volonté de régler les inquiétudes liées à l'accessibilité des études», a fait valoir Mme Beauchamp. Mais le gouvernement reste «ferme» sur la hausse des droits de scolarité de 75% en cinq ans, a-t-elle ajouté.

Dorénavant, aucune contribution parentale ne sera prise en compte dans le calcul de l'aide financière jusqu'à un revenu familial de 60 000\$ - c'est autour de 30 000\$ à l'heure actuelle. Les étudiants dont les parents ne gagnent pas plus de 100 000\$ auront droit à un prêt qui permettra «généralement» de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire (en 2016-2017, il sera de 4525\$ dans certains cas).

Québec estime que plus de 50 000 étudiants auront droit à des prêts additionnels. Les bourses, elles, restent inchangées.

Facture refilée aux universités

Les bonifications, qui seront en vigueur à l'automne, coûteront 21 millions de dollars à terme, en 2016-2017. Québec refile la facture aux universités en réduisant d'autant leur financement. Elles devront se tourner vers le mécénat et la philanthropie pour compenser, a indiqué Line Beauchamp. Un défi, reconnaît la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, qui se dit prête à y faire face.

Rappelons que Québec avait déjà annoncé une bonification de 118 millions des prêts et bourses d'ici à 2017-2018.

Le remboursement proportionnel au revenu (RPR) sera par ailleurs mis en place à l'automne 2013. Le gouvernement n'a donné aucun détail. Il fera une proposition au comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

Rejet en bloc

Les associations étudiantes ont rejeté en bloc hier la proposition de la ministre de l'Éducation sur la bonification du régime de prêts et ont appelé les étudiants à poursuivre la grève. En point de presse en fin d'après-midi, les leaders des trois grandes associations étudiantes à l'origine du mouvement contre la hausse des droits de scolarité, la FEUQ, la FECQ et la CLASSE, ont qualifié d'insultante la proposition formulée jeudi par le gouvernement Charest.

Les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ainsi que de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont déclaré qu'ils feront désormais front commun pour faire fléchir le gouvernement sur la question des droits de scolarité.

Ils ont affirmé se sentir plus près que jamais de la victoire, alors que des discussions ont été entamées avec le ministère de l'Éducation pour organiser une rencontre avec la ministre Beauchamp au début de la semaine prochaine.

Les mesures annoncées par le gouvernement constituent essentiellement une «opération de relations publiques» à quelques jours de la date butoir pour sauver le trimestre d'hiver sans empiéter sur les vacances estivales, estiment les différentes organisations étudiantes.

Réactions de l'opposition

Le Parti québécois estime que le gouvernement agit dans «l'improvisation» et «sert du réchauffé». Québec avait déjà proposé le RPR en janvier 2005. Il avait abandonné l'idée deux mois plus tard, préférant créer un programme de remise de dette.

À l'époque, Québec avait précisé que son programme de remboursement proportionnel au revenu coûterait 60 millions par année. Il voulait rendre admissibles seulement les diplômés qui ont un revenu d'emploi de moins de 25 620\$ par année - 15% de ceux qui bénéficient de prêts. Il proposait en gros de rembourser en tout ou en partie les intérêts sur la dette jusqu'à ce que le revenu du diplômé dépasse le seuil fixé ou durant une période maximale de 10 ans.

La Coalition avenir Québec, qui appuie la hausse des droits de scolarité et qui milite pour le principe de remboursement proportionnel au revenu, trouve néanmoins «bâclée» l'annonce du gouvernement. Il lui reproche de ne viser que les prêts, ce qui augmentera l'endettement étudiant.

- Avec La Presse Canadienne

Bonification des prêts étudiants

50 000 Nombre d'étudiants estimé par le ministère de l'Éducation qui auront droit à des prêts additionnels en fonction de la proposition faite jeudi par la ministre Line Beauchamp. Le nombre d'étudiants touchant des bourses restera inchangé.

LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: Québec, le «microcosme» - Publié le samedi 07 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 07 avril 2012 à 16h03

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) Mercredi soir, les 11 000 membres de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES) ont choisi de mettre fin à leur grève générale illimitée. Ainsi, hier, il ne restait plus que 4928 étudiants de l'Université Laval en grève sur les quelque 44 000 que compte l'institution d'enseignement, selon les compilations du site Inter-

net www.bloquonslahausse.com. Cela représente environ 5 % de la clientèle de l'université.

À titre comparatif, à l'Université du Québec à Montréal, fréquentée par environ 41 000 étudiants, un peu plus de la moitié d'entre eux sont toujours en grève. Le portrait est similaire à l'Université de Montréal alors qu'à Concordia, c'est plus du quart des étudiants inscrits qui n'ont pas ouvert leurs livres depuis plusieurs semaines.



Dans d'autres régions, près de 7000 étudiants de l'Université de Sherbrooke boycottaient toujours l'école hier alors qu'à l'Université du Québec en Outaouais, un peu plus de 6000 d'entre eux - soit la quasi-totalité des étudiants de l'établissement - ont quitté les bancs d'école depuis le début du mouvement.

Par ailleurs, aucun cégep de Québec n'a voté pour la grève générale illimitée alors que 92 291 cégépiens de la province ont déserté leur établissement scolaire pour protester contre la hausse des droits de scolarité.



Le Soleil, Steve Deschênes

L'influence des médias, notamment des radios, est l'une des raisons évoquées par des représentants d'associations étudiantes pour expliquer la faible popularité de la grève à Québec.

Plusieurs hypothèses

Le président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Martin Bonneau, croit qu'il ne faut pas penser pour autant que les étudiants de l'établissement sont en faveur de la hausse des droits de scolarité. «On fait notre mobilisation avec des outils différents», dit-t-il.

Même s'il reconnaît que la CADEUL «peut toujours souhaiter plus de participation», il rappelle que plus de 20 000 étudiants ont pris part à la levée de cours nationale du 22 mars. Il fait également valoir que plus de 30 autobus ont quitté la région vers Montréal au cours de cette même journée pour se joindre aux manifestants de la métropole.

«La région de Québec se dé-marque sur toutes sortes de dossiers», avance timidement Martin Bonneau pour expliquer le peu d'étudiants en grève. Une opinion partagée par le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. «Il y a un microcosme politique à Québec, une espèce d'isolement», soutient-il, citant en exemple le maire Régis Labeaume qui a décidé de quitter l'Union des municipalités du Québec. Ce dernier évoque également les radios de la région «qui jouent en notre défaveur».

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, abonde dans le même sens. «Il y a un contexte médiatique particulier à Québec. Plusieurs médias très influents font un travail important pour dénigrer notre mouvement», soutient-il. L'attaché politique de l'Association des étudiants du Cégep de Sainte-Foy, Michaël Bellemare, affirme quant à lui sentir l'influence des radios «très écoutées» par les étudiants. «Les arguments comme ceux qu'"ils se plaignent le ventre plein" sont repris», illustre-t-il. Rencontrée dans un café, Catherine Ménard, étudiante à la maîtrise en droit, évoque quant à elle les conditions économiques des étudiants de Québec. «Il y a beaucoup de gens ici dont les parents ont un certain revenu et une sécurité d'emploi», soutient-elle.

Le professeur en psychologie au Collège François-Xavier-Garneau Eric Kirouac croit également que les étudiants de Québec ont moins de difficulté à joindre les deux bouts que ceux de Montréal. Puisqu'ils viennent des quatre coins de la province, ces derniers doivent souvent payer leur loyer en plus des droits de scolarité, explique-t-il.

Même si elles ont du mal à expliquer le phénomène, les associations étudiantes nationales s'entendent néanmoins pour dire qu'elles devront travailler pour renverser la vapeur. «Québec est une ville extrêmement importante. C'est là que les décisions politiques sont prises!» souligne le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Il promet que son regroupement se relèvera les manches pour mieux organiser la mobilisation.

«Dans un monde idéal, la région de Québec aurait été un bastion de la lutte étudiante», lance Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE. «Mais on ne jette pas la serviette. Avec la conjoncture actuelle, les ingrédients sont réunis pour qu'il y ait une nouvelle mobilisation à Québec», conclut-il, optimiste.

Les associations nationales boudées

En désaccord avec la façon dont la grève de 2005 s'est conclue, nombre d'associations étudiantes de la région ont tourné le dos à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et à la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie, l'ancêtre de l'actuelle Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Au collégial, il n'y a que le Cégep de Sainte-Foy qui est affilié à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Le peu d'engouement pour la grève à Québec s'explique peut-être par cette désaffection aux associations nationales, soutiennent leurs dirigeants. «On a remarqué que c'était très difficile de faire passer les votes de grève à Québec», souligne la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. «Peut-être que c'est parce qu'ils ne sont pas avec nous», s'interroge-t-elle. Pour le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, cela ne fait aucun doute: les associations ont beaucoup plus de mal à s'organiser sans être membre d'un grand regroupement. «Il y a une espèce d'isolement qui se crée», soutient Léo Bureau-Blouin de la FECQ.

Le président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Martin Bonneau, est en désaccord avec cette hypothèse. La CADEUL est membre d'une nouvelle association qui a vu le jour après 2005 et qui compte trois autres membres, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ). «Être dans une association nationale ou dans la TaCQE ne change rien. C'est sur le terrain que ça se joue», soutient-il.

LE DEVOIR: Front commun des étudiants contre le gouvernement: Même s'ils rejettent en bloc sa proposition, les étudiants gardent espoir de dialoguer avec le ministre – Samedi 07 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Malgré le congé du Vendredi saint, les étudiants n'ont pas fait relâche. Dans Outremont, certains ont notamment parcouru un «chemin de croix de l'éducation», s'arrêtant à la résidence et au bureau de circonscription du ministre des Finances, Raymond Bachand.

Lisa-Marie Gervais

Déterminés, les étudiants le sont. Et plus unis que jamais, ont-ils voulu démontrer hier dans un point de presse qui a réuni les trois organisations

étudiantes, fait rare depuis le début du mouvement de grève. «Les propositions faites hier par le ministre, c'était pour diviser le mouvement et discréditer les leaders étudiants. Alors aujourd'hui, on répond en force. On a consulté nos associations et tout le monde a répondu "présent"», a dit Martine Desjardins de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), en ajoutant que «le petit jeu» de la ministre n'a pas fonctionné. Même la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), parfois qualifiée de coalition «radicale» qui préfère faire cavalier seul, a adopté une résolution pour refuser de négocier si l'ensemble des organisations ne sont pas présentes. Ainsi, les événements de 2005, où la CLASSE (la CASSEE à l'époque) avait été écartée des discussions avec le gouvernement, ne se répéteront pas. «La seule chose qui va se répéter, c'est qu'on va assister à un recul du gouvernement», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Tout comme ils l'avaient fait spontanément au moment de l'annonce jeudi, les étudiants ont à nouveau rejeté la proposition de la ministre de bonifier le régime des prêts et bourses, notamment en instaurant un système de remboursement des prêts proportionnel au revenu. «C'est important de rencontrer le ministre pour lui expliquer à quel point l'annonce qu'elle a faite ne convient pas. L'endettement étudiant n'est pas une solution à l'accessibilité aux études et c'est avec un vrai dialogue qu'on va mettre fin au conflit», a dit Léo Bureau-Blouin, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«104 000 \$ de l'heure»

Les quelque 175 000 étudiants en grève ont perdu, ces derniers jours, l'appui de certains établissements, dont le cégep de Rimouski et celui d'Alma. Pourtant, ils refusent de voir un essoufflement du mouvement. «Qu'on soit 175 000 ou 190 000 en grève, on est quand même au cœur de la plus grande grève de l'histoire du mouvement étudiant au Québec», a rappelé M. Nadeau-Dubois. La session est-elle en péril? Non, répond Mme Desjardins. «Avoir deux cohortes sur les bancs d'école, physiquement et économiquement, c'est peu probable, a-t-elle soutenu. La pression est là. Des recteurs m'ont dit qu'ils avaient fait des appels au cabinet de la ministre pour lui dire de revenir sur sa décision parce que les coûts sont [grands].»

D'après un calcul prudent fait par la FEUQ, la grève aurait coûté à ce jour environ 95 millions en salaires versés inutilement et 25 millions en effectifs policiers à travers la province, pour un total de 120 millions. «C'est 104 000 \$ de l'heure!», a lancé Mme Desjardins. Malgré le congé du Vendredi saint, les étudiants n'ont pas fait relâche. Dans Outremont, certains ont notamment parcouru un «chemin de croix de l'éducation», s'arrêtant à la résidence et au bureau de circonscription du ministre des Finances, Raymond Bachand. Avec La Presse canadienne

Vos réactions

- Marcel Bernier – Inscrit, 7 avril 2012 01 h 54
Une détermination sans faille...
Voilà le secret de la réussite d'une revendication, en soi, légitime et reposant sur une soif de justice sociale.
Comme citoyen, je suis fier de cette génération montante qui se laissera de moins en moins emberlificoter par des discours creux et trompeurs, ayant vécue un processus d'émancipation collective.
- Roland Berger – Abonné, 7 avril 2012 10 h 06
Puisse-t-il cette admirable détermination s'incruster dans l'imaginaire des Québécois quand viendra le moment de se donner un pays bien à eux.
Roland Berger
- Claude Simard – Abonné, 7 avril 2012 02 h 14
AlphaNET
Pourquoi y a-t-il seulement 408 personnes qui ont regardé ce vidéo si percutant sur la hausse ;
<http://www.youtube.com/watch?v=21L5todTGWo&fea>
et 268 270 ce vidéo relié au même sujet ;
<http://www.youtube.com/watch?v=DaYgl-Qxiy1&fea>,
Comme disait un de mes amis en sociopolitique à l'UQAM; - " C'est pas par ce qu'on a envoyé un télescope intelligent dans l'espace du nom de HUBBLE que l'on devient subitement plus HUMBLE .
- Antoine Doyon – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 26
Très amusant comme mauvaise foi. Comparé un vidéo d'un blogueur connu qui commente toutes sortes de sujet et qui lance des généralités à un des milliers de vidéos contre la hausse en prenant en plus comme exemple le moins populaire de la gang.
- Mathieu Bouchard – Abonné, 7 avril 2012 11 h 26
Si tu y crois, fais plus de pub pour le clip le moins populaire. C'est ce que je suis en train de faire.
L'état naturel des choses c'est que les gens soient attirées par les performances sensationnalistes comme l'espèce de lutteur de la WWE qui est dans son personnage, dans ton 2ième clip. Pour apprécier le 1er clip, ça prend justement une éducation au sens critique.
Alors en premier lieu, pour apprécier le 1er clip, il faut avoir développé ce sens critique dont parle le 1er clip ; et ensuite, la différence entre les réactions aux deux clips sont très grandement amplifiées par la bouche-à-oreille et la bédelle de recommandations de Google-Youtube qui part du principe « plus c'est connu, plus on le fait connaître », une sorte de réaction en chaîne très explosive.
Pour vous consoler, le nombre de vues inclut aussi tous les gens qui ont pas enduré le clip jusqu'à la fin, mais ça, Google-Youtube te le dira pas. Et on voit qu'il y a environ le tiers qui disent pas aimer, vs aimer ; ça aussi, c'est biaisé, parce qu'à force d'utiliser Youtube, on se doute bien que les gens qui ai-

ment pas quelque chose aiment moins voter que les gens qui aiment. Donc, 35 % de « n'aiment pas », ça veut habituellement dire qu'une grosse majorité désapprouve !

- Yves Claudé – Inscrit, 7 avril 2012 02 h 47
Unité et solidarité / Répression ou compromis ? (1)
Dans le tournant décisif de ces prochains jours, plus que jamais, les mots unité, solidarité et responsabilité, devront prendre des formes concrètes, vivantes, variées et imaginatives, au sein du mouvement étudiant, mais aussi dans la population qui doit être consciente de ce que pourrait signifier la victoire ou la défaite d'une partie significative de la jeunesse du Québec.
La "carotte et le bâton"...
Si le pouvoir personnifié par Monsieur Charest et ses acolytes a tendu la main au mouvement étudiant, on a pu constater que la carotte offerte, sous forme de promesse d'endettement, était plutôt avariée. Il n'est pas besoin, d'autre part, d'être grand stratège pour deviner ce que tient l'autre main... ! A la faveur de ce qu'il considère comme un appui dans l'opinion publique, le « garnement » (selon le détournement textuel de Sol...) ne s'est certainement pas abstenu d'élaborer divers scénarios que d'aucuns pourraient sans doute qualifier de "répressifs", voire de "machiavéliques". C'est ce dont un certain Victor Serge prévenait ceux et celles qui d'aventure décident d'affronter le pouvoir, dans son classique «Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression» (1925).
* suite dans: Unité et solidarité / Répression ou compromis ? (2)
- Yves Claudé – Inscrit, 7 avril 2012 02 h 48
Unité et solidarité / Répression ou compromis ? (2)
Que l'on se rassure, il ne s'agit pas, comme en 1970, et selon une autre expression du même délinquant textuel, de récidiver avec les "mesures de naguère"... Mais il faut quand même s'attendre à ce que les policiers soient contraints de faire des heures supplémentaires, et que d'autre part, avocats et juges à la solde du pouvoir soient mis à contribution dans une opération de "retour à la normale". Nul doute que le scénario d'Alma ne soit l'objet d'une planification juridico-politique visant à sa généralisation à l'échelle de la province, opération dans laquelle les enseignants risquent fort d'être les otages d'un décret, voire d'une loi spéciale que l'on pourrait d'avance qualifier d'inique.
Face à des scénarios fort malvenus, mais néanmoins probables, les acteurs de l'institution scolaire, directions, cadres, enseignants, employés ... et étudiants, auraient à prendre position d'une manière à la fois éthique et pratique ... Les autres citoyens ne manqueraient pas d'être également interpellés. Quant aux divers agents de l'État, éventuellement conscrits dans une stratégie répressive gouvernementale, ils ne seraient pas en mesure d'écarter de leur conscience

la question de la légitimité du détournement politique de leur fonction.
Le gouvernement aurait-il, malgré tout, dans ses "cartons", une véritable solution de compromis permettant de résoudre le conflit actuel ?

- Yves Claudé
Roland Berger – Abonné, 7 avril 2012 10 h 08
Le gouvernement aurait-il, malgré tout, dans ses "cartons", une véritable solution de compromis permettant de résoudre le conflit actuel ?
- Yves Claudé
Ce gouvernement n'a pas le contrôle de ses « cartons ». On lui a dit de mettre les étudiants à genoux pour restreindre les études universitaires aux enfants des nantis.
Roland Berger
- Solange Bolduc – Abonné, 7 avril 2012 10 h 11
Il me semble bien que si le Gouvernement possédait une véritable solution de compromis qu'il l'aurait annoncé avant que la situation ne se dégrade davantage. Ce qu'il cherche, je crois, c'est de mettre les jeunes à leur place : la place des étudiants c'est d'étudier, celle du gouvernement c'est de gouverner. Les étudiants n'ont qu'à bien se tenir: obéir!
C'est ça la démocratie du gouvernement Charest...et avec la place qu'il accorde au juridique dans le débat et l'argent qu'il met dans le temps payé aux policiers, il croit pouvoir gagner son pari de les remettre à leur place.
Autoritarisme quand tu nous gouvernes, tu tentes de détruire l'enthousiasme et les idées d'une jeunesse qui sait s'exprimer. Mais tu ne veux pas l'écouter, c'est toi le bosse ! Et quel bosse destructeur de la beauté de notre monde : les jeunes ! Leur effervescence est belle à voir!
- Olivier Bamville – Inscrit, 7 avril 2012 04 h 37
237 000 étudiants du collégial et de l'université sont en classe, en train d'étudier.
Il est là, en classe, le véritable front commun. Il y a 417 000 étudiants au collégial et à l'université au Québec. 180 000 boycottent leurs cours et 237 000 ne les boycottent PAS.
Il commence à être temps de cesser de parler de "LES étudiants" pour décrire les boycotteurs, non?
Wah wah – Inscrite, 7 avril 2012 10 h 12
Bonjour Olivier,
malheureusement nous ne pouvons faire une conclusion si réductrice: Il y a des étudiants faisant parti des associations en grève qui ont voté contre la grève... mais l'inverse existe aussi!
Des 237 000 étudiants qui sont en cours, il y en a qui ont voté pour la grève, croyant que la hausse était une mauvaise décision du gouvernement. Ils sont cependant obligés d'aller en cours malgré leur position (et de faire parti de ces chiffres réducteurs)

- Alors sait-on vraiment où se situe la majorité idéologique?
Un mouvement qui s'essoufle si peu montre bien la force, les convictions et la solidarité qui l'habite. Vous ne croyez pas?
À votre question, je répond qu'il est vrai qu'il serait temps de cesser de parler "des étudiants". Nous devrions dire des citoyens. Premièrement parce qu'ils en sont, mais aussi parce que des citoyens travailleurs les appuient dans leur boycott/grève/revendications tel que moi-même et bien d'autres.
- Antoine Doyon – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 37
C'est une grève au même titre qu'une grève de la faim n'est pas un boycottage d'aliment. Ce serait un boycottage si massivement les étudiants ne s'étaient pas inscrits à l'université. Toutefois, c'est une grève de leur rôle d'étudiants et la preuve c'est que ça dérange drôlement les administrations et le gouvernement. D'autres parts, même si une majorité des étudiants sont en classe, il faut comprendre que dans aucune grève de l'histoire la majorité des étudiants étaient en grève. Considérant que le 22 mars 75% des étudiants étaient en grève, que 95% des associations étudiantes ont une position contre la hausse, que le calcul des 417 000 inclut les étudiants à distance et que le cégep d'Alma s'empressera de retourner en grève dès que l'injonction provisoire tombera. J'affirme que l'ont peut très facilement parler des étudiants..
 - Lagace Jean – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 44
La politique spectacle. 237 000 étudiants qui étudient, c'est de la routine. C'est plate! Mais 2000 porteurs de pancartes qui gesticulent dans les rues et bloquent la circulation, alors ça, c'est amusant. Et s'ils riculent le premier ministre en plus, alors là, ça devient un combat et qui sait, peut être que ça va laisser des écorchures chez les gestionnaires. La forme et le fond. Tout va à la forme. Le fond, réduit à gratuité et gel. Toute tentative pour sortir de ce catéchisme sera dénoncée comme une dérive servile au pouvoir. Le pouvoir qui est l'ennemi ici. Pourquoi est-ce comme ça quand, pourtant, nous vivons dans un régime envié, je ne sais pas. Pourquoi cette complaisance idiote des médias à l'endroit de ce qui n'est rien d'autre qu'une dictature de la pensée, je ne sais pas non plus.
 - Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 10 h 53
Si je comprends bien M. Barnville, si les étudiants contestataires réussissent à, à tout le moins, atténuer cette hausse de 75% en 5 ans, les étudiants qui sont actuellement assis sur leur derrière à réciter ce que l'enseignant leur dit, plutôt que d'être debout, bénéficieraient eux aussi d'une hausse atténuée ou de pas de hausse du tout. À moins que vous ne proposiez qu'ils la subissent et que ceux qui se tiennent debout en soient exemptés. Tant qu'à être dans l'individualisme à outrance. Mais ce comportement, M. Barnville, a un nom. Il s'appelle la lâcheté. Et quand tous bénéficient de quelque chose, on appelle ça une grève, pas un boycott. Ainsi, je boycotte la Presse et toutes les sociétés de Power Co-proaction et Power Financière.
Par ailleurs, il est évident que l'extrême-droite du Parti de la destruction du Québec (QLP) a téléguidé ses blogueurs pour désinformer la population. La décision de Jean Charest va contribuer à la réduction de la fréquentation universitaire de la future population active du Québec, au déclin de notre économie et à l'augmentation de la dette du Québec. God bless the British Empire.
 - Minimarco – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 59
Il y a aussi ceux que comme moi, voudraient les boycotter, mais qui doivent respecter la démocratie. Dans mon établissement de plus de 6000 étudiants la grève n'a pas eu sa place, mais on est plus de mille étudiants à s'être prononcés en faveur de la grève.
Il est facile, de généraliser mon ami, d'utiliser la démagogie, comme le fait le gouvernement Charest d'ailleurs, de se servir des préjugés (boycotteurs) et de soulever les gens en faisant appel à leurs pulsions, leurs sentiments et leurs préjugés, non à la raison.
 - Anne-Sophie Alain – Inscrit, 7 avril 2012 04 h 39
Déception
J'aimerais souligner que la CLASSE a été l'instigatrice de cette mesure de ne pas négocier si une autre association était marginalisée. Cela me déçoit énormément que l'on retrouve encore ces préjugés répétés dans cet article: «même la classe»!
Cette mesure faisait partie des points à adopter en assemblée générale pour pouvoir faire partie de la Coalition large (donc fut rédigée bien avant la grève).
Faites vos devoirs.
 - JinYe – Inscrit, 7 avril 2012 12 h 11
Pas contente des formulations des journalistes ou pas contente que nos représentants soient unis, madame?
 - Socrate – Inscrit, 7 avril 2012 05 h 04
Trop peu, trop tard
Il est un peu curieux prétendre vouloir augmenter l'accessibilité à l'Université avec 30% de décrochages au Secondaire. Cherchez l'erreur.
Voire même prétendre à la gratuité avec des Tanguy à perpétuité qui ne pourront même pas rembourser leurs Bourses en coulant leurs cours, comme cela arrive parfois. L'expérience malheureuse a déjà été tentée à Paris à la Fac de médecine, sans aucunes restrictions aux admissions. Avec le résultat plutôt glorieux que 80% des élèves coulaient leurs cours avant leur diplôme.
À supposer donc que ce ne sont probablement pas les journalistes du Devoir ou d'Ailleurs qui accepteront volontiers de combler le manque à gagner des HEC pour le seul plaisir de blablater, il ne servirait certes de rien de se gonfler d'air médiatique tout comme les diodons pour faire peur aux politiques étant donné que l'Argent est rare presque partout aux dernières nouvelles. Surtout dans la poche des politiciens et de l'État Père Noël dont on peut supposer la fin très prochaine sans équations de Maxwell.
 - M. Enseignant – Abonné, 7 avril 2012 20 h 26
Quelles sont vos sources ? Quel est le taux de décrochage de cette cohorte ? Quel est le taux d'échec des facultés de médecine d'ailleurs et en France ? Cette cohorte était-elle la première d'une réforme ? Était-ce le fait d'une seule université de plusieurs? 80% d'échec avec 200% d'augmentation fait encore plus de médecins non? Un argument simpliste et frolet le sophisme !
 - Lise Moga – Inscrite, 9 avril 2012 14 h 47
@Socrate Mais la logique de l'équilibre dépenses/recettes a-t-elle sa place dans un débat où chacun se croit "tous les québécois".
 - Georges Paquet – Abonné, 7 avril 2012 05 h 44
Dire les choses comme elles sont...
Remarque comment ils sont nombreux les journalistes à se camper du côté des préjugés et des imprécisions afin semble-t-il de ne pas déplaire aux leaders étudiants. Ainsi, ils utilisent l'expression, "les étudiants" manifestent, voulant faire croire que tous les étudiants sont dans la rue, alors que la majorité est à suivre ses cours et à préparer les examens. Les journalistes utilisent également l'expression trompeuse décrivant les dernières déclarations des ministres Beauchamp et Bachand comme des "proposition" que les leaders étudiants pouvaient accepter ou refuser, comme s'ils étaient en négociations, alors qu'il s'agit, pour qui a bien écouté de décisions, comme l'augmentation des frais de scolarité dans 5 ans, est une décision.
La vérité, qui serait bonne à dire, c'est que les leaders étudiants, qui se sentent maintenant minoritaires, ne veulent pas perdre la face. Ce serait un malheur qui arriverait beaucoup trop tôt pour ces jeunes pleins d'ambitions plus politiques que scientifiques.
 - Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 12 h 07
Nous remercions le non-Québécois de venir prêcher la bonne nouvelle néo-conservatrice à ces barbares qu'est la tribu des Québécois.
 - Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 15 h 01
La vérité, qui serait bonne à dire, c'est que le mouvement étudiant a réussi à mettre le gouvernement au pied du mur. C'est Charest et Beauchamp qui ont peur de perdre la face.
 - Lise Moga – Inscrite, 9 avril 2012 14 h 50
En effet: "ces jeunes pleins d'ambitions plus politiques que scientifiques."
 - Pierre Cossette – Inscrit, 7 avril 2012 06 h 23
Au pouvoir nos étudiants...
nos jeunes nous démontrent par quatre qu'on peut mener une bataille intelligemment en refusant la provocation, en tenant le cap ils réussiront à faire reculer ce gouvernement. Si nos médias de masse montraient tous les abus des policiers qui frappent dans les côtes de nos étudiants sans ménagement, et comment les médias indépendants sont traités cette grève serait réglée depuis des lustres. Tous les bœni oui oui qui participent à cette mascarade contre nos générations montantes sont en train d'éprouver la honte de leur absence de solidarité face à nos enfants. Votre victoire est proche les masques se lézardent et tombent, petite prédiction le gouvernement aura reculé avant le 22avril.org parce qu'il ne voudra pas avoir 300,000 personnes dans les rues de Montréal. Vous êtes un exemple des changements profonds qui se profilent et nos horizons vont s'élargir grâce à votre lutte merci pour votre engagement, on y arrive avec votre espoir contagieux.
 - Polo09 – Inscrit, 7 avril 2012 06 h 31
Voilà
En 2005 le gouvernement charest avait fait des promesses aux étudiants, suite à la grève, et il n'avait pas tenu sa parole. On est obligé d'en tenir compte du côté étudiant. Mais le plus gros problème de cette grève c'est de savoir si le bluff du gouvernement n'est qu'un bluff. En effet depuis toujours dans les grèves étudiantes on s'est posé la question à savoir si on va annuler une session. Selon le déroulement de cette grève au devrait avoir la réponse, cette réponse sera marquante pour le futur. En effet si le gouvernement, après s'être braqué, revient sur sa parole tous les étudiants sauront désormais que la grève donne toujours son résultat parce que le gouvernement a mis son jeu sur la table et que tout le monde sait dorénavant qu'il bluffe.

- Regine Pierre – Abonnée, 7 avril 2012 07 h 13
Mensonges et vérités
Depuis le début de la grève le gouvernement a misé sur les préjugés envers les étudiants (ils sont gâtés, capricieux...) et sur une méconnaissance de leurs conditions réelles et il a menti à la population.
Il est faux de prétendre que les frais de scolarité n'ont pas augmenté. Depuis 15 ans, les universités ont trouvé des moyens de soutirer plus d'argent aux étudiants en leur chargeant ce qu'elles ont appelé des frais afférents. En outre, elles ont coupé dans les budgets des profs pour l'enseignement et les ont obligés à refiler la facture aux étudiants. Récemment, mon université a encore sabré dans les budgets qui étaient dévolus à l'amélioration de l'enseignement.
Au-delà de cela, seule une faible proportion des frais de scolarité payés par les étudiants sont investis dans leur formation. En sciences de l'éducation, par exemple, 80% des cours et 100% de la formation pratique sont donnés par des chargés de cours qui sont là pour perpétuer l'idéologie du ministère de l'éducation. Les futurs enseignants ne reçoivent pas la formation pour laquelle ils paient.
- merry bouchard – Inscrite, 7 avril 2012 12 h 35
Je vous appuie à 100%.
(Étudiante BES Maths)
- Nunu – Inscrit, 7 avril 2012 07 h 19
Courage,
Lâchez pas. Le têtù va devoir plier.
- michel lebel – Inscrit, 7 avril 2012 07 h 27
La dérive
Les étudiants font leur choix. Le gouvernement a fait le sien. Au bout du compte, le grand perdant sera toute la société québécoise. Une situation bien triste, qui témoigne de la grande confusion des valeurs dans notre société. Une société tout simplement à la dérive, où tout finit. L'éducation sortira-t-elle valorisée à la fin inéluctable de ce conflit? Non! La dérive sociale ne fera que continuer.
- Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 11 h 03
Le grand perdant est en effet la société québécoise parce que le gouvernement de la Parti de la destruction du Québec (QLP) prend toujours les décisions les plus néfastes à notre nation. Ici, la fréquentation universitaire des froggies va baisser de manière importante, l'économie québécoise sera moins forte et la dette va augmenter. La qualité de l'enseignement universitaire ne va pas s'améliorer non plus. Vive le Québec Libéral Party.
- Michel Leclair – Abonné, 7 avril 2012 11 h 11
Je vous invite fortement à écouter les paroles de la chanson de Léo Ferré "Avec le Temps". Je pense que vous y reconnaîtrez.
- Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 15 h 22
Le débat de société lancé par les étudiants n'a rien de triste, au contraire.
Aux États-Unis, plusieurs citoyens n'ont pas encore fini de rembourser leurs prêts étudiants... quand ils arrivent à l'âge de la RETRAITE! Est-ce vraiment ce que nous voulons, pour nous et nos enfants?
Quant à nos voisins de l'Ontario, ils viennent de décider de BAISSER leurs frais de scolarité. Ils viennent de comprendre que l'endettement étudiant n'est pas payant pour la société.
- Le gouvernement Charest ne pourra pas indéfiniment manipuler l'opinion publique et entretenir la confusion. Il est grand temps de se débarrasser de ce gouvernement corrompu.
- Georges Paquet – Abonné, 7 avril 2012 07 h 49
Et le "bullies" québécois!
Quel spectacle navrant que de voir ces "bullies" étudiants en cavale, pratiquer allégrement l'intimidation que des parents inquiets, des directions d'institutions et la société en générale s'évertuent à prévenir et à corriger.
- André Michaud – Inscrit, 8 avril 2012 10 h 23
Les gens qui ont une "cause" croient qu'il faut obliger leurs concitoyens à penser comme eux! C'est comme une sorte de mission divine pour eux!
Donc tous les moyens sont bons; intimidation, vandalisme.. Ils sont de ceux qui croient que LEUR fin justifie les moyens..pour le bien être des concitoyens inconscients...
Où est le respect des concitoyens dans tout cela? Pourquoi respecter des inconscients qui ne NOUS comprennent pas?
- Jean Bourgeois – Inscrit, 7 avril 2012 08 h 03
Charest va déclencher des élections là-dessus
et comme c'est Marois qui va gagner, elle va devoir faire dans son premier mandat ce qu'elle a promis soit abolir la hausse des droits de scolarité. Et comme la CLASSE n'en veut pas, elle va devoir en plus mettre cela gratis pour tout le monde. Ce sera le début difficile du gouvernement du parti québécois. Comme elle ne pourra taxer le riche qui ira s'enrichir sous d'autres cieux et le gagne petit qui a à peine de quoi végéter, elle devra retaxer la classe moyenne. Alors, la classe moyenne aura gagné sur les frais de scolarité de leurs petits amours mais perdra en impôts additionnels à payer. Puis, lorsqu'ils auront leur diplôme en poche, nos étudiants ne voudront pas vivre dans cette nouvelle république de bananes et iront s'enrichir ailleurs. Pauvre de nous.
- merry bouchard – Inscrite, 7 avril 2012 12 h 43
On voit bien que vous faites vos classes dans les enclos des libéraux. Une fois bien apprises, vous venez prêchez devant l'électorat.
- Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 15 h 32
Monsieur Bourgeois,
C'est vrai que la classe moyenne en a déjà très lourd sur les bras... Mais gageons que Pauline Marois saura beaucoup mieux gérer l'argent des contribuables que ne le font les Libéraux.
- Sanzalure – Inscrit, 7 avril 2012 08 h 06
À double tranchant
Je calcule que pour chaque personne qui participe à une manifestation, il y en a une dizaine d'autres qui auraient aimé y être, mais ne pouvaient pas.
Donc, s'il y avait plus de deux cent mille personnes dans les rues le 22 mars, ça veut dire qu'il y avait plus de deux millions de personnes du côté des étudiants.
Et le 22 avril, s'il y avait cinq cent mille personnes dans les rues de la province, ça voudrait dire qu'il y a cinq millions de personnes du côté des étudiants.
Elle est où la majorité silencieuse ?
Une chose est claire, elle n'est pas avec Charest !
La TRÈS vaste majorité de la population soutient les étudiants.
- En déposant des demandes d'injonction, les directions d'écoles on non seulement fait preuve d'un grave manque de solidarité mais elles ont on plus failli à leur devoir de s'occuper de nos enfants. Elle devront éventuellement en répondre devant la population entière.
En recevant les demandes d'injonction, la Cour supérieure a pris parti contre les étudiants et contre la population qui soutient les étudiants. Et elle a cloué un autre clou dans le cercueil de notre confiance en la «Justice». Je n'ai pas peur pour les étudiants, mais je crains que certaines directions d'école et plusieurs juges soient dans la m... pas à peu près.
«For the times, they are a-changin'».
Serge Grenier
Olivier Barnville – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 47
Les sondages vous contredisent. C'est 60 % (près de 5 millions de personnes) en faveur du gouvernement et 40 % (un peu plus de 3 millions) en faveur de la minorité étudiante qui boycotte ses cours.
- Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 12 h 15
Les sondages indiquent que plusieurs Québécois sont en faveur d'une hausse des droits de scolarité. Mais est-ce que les questions posées faisaient état d'une hausse de 75% e 5 ans. Et le débat public a été envahi par la propagande trompeuse et mensongère du Parti de la destruction du Québec (QLP) dont plusieurs agents télécommandés. Le QLP a-t-il indiqué quelle serait la réduction d'impôt réelle attribuable à la hausse excessive des droits de scolarité? Le QLP a-t-il décrit les finances réelles des universités et à qui est consacré exactement leur financement. Non, à la place il se contente de sa propagande.
L'argument de Jean Charest que tout le monde doit faire sa part, car les étudiants et parents font déjà leur part et que le gouvernement refuse de faire sa part en donnant des cadeaux de luxe alors que les besoins élémentaires de la société ne sont pas comblés. Que M. Barnville vienne nous expliquer où le gouvernement libéral-conservateur trouve les 200M\$ pour la promenade de Champlain et 250M\$ pour un amphithéâtre, alors qu'il pompe les étudiants des classes modestes qui voudraient contribuer à la richesse collective.
- merry bouchard – Inscrite, 7 avril 2012 12 h 49
@olivier Barnville
60% et 40% des 613(ou 1000) personnes sondées.
Ce n'est qu'un sondage (non scientifique d'ailleurs) Donc ce ne sont pas 5 millions vs 3!
Ne tombez pas dans le jeu des nombres.
- Sanzalure – Inscrit, 9 avril 2012 07 h 13
Le principal sondage, c'est les élections et 40% de la population n'y participe pas. Alors tous les chiffres sont faussés. Je n'ai aucune confiance dans les maisons de sondage qui elles aussi ne tiennent pas compte des 40% qui ne répondent pas.
Serge Grenier
Lise Moga – Inscrite, 10 avril 2012 14 h 01
@ Serge Grenier "La TRÈS vaste majorité de la population soutient les étudiants."
Votre affirmation est-t-elle due à une étude scientifique, où à un rêve récurrent!
- Q1234 – Inscrit, 7 avril 2012 09 h 02
Solidarité! Étudiants, parents, professeurs, syndicats, grand-parents!

- Ils ont bien raison les étudiants. C'est un entêtement de la ministre et du gouvernement qui n'a rien à voir avec l'argent. Comme Harper, ils prennent des décisions idéologiques. Les étudiants ne sont pas dupes et leurs parents non plus. S'endetter n'est pas la solution, sauf pour les banques, mais pas pour les familles, ni les générations à venir. Ils en ont de l'argent pour payer 104,000\$ de l'heure! J'en suis à penser que la ministre Beauchamp devrait démissionner, elle n'est pas à l'écoute de ces citoyens et citoyennes, elle ne cherche qu'à opposer les étudiants et la classe moyenne alors qu'elle devrait chercher à résoudre le conflit elle l'attise! Elle répète toujours le même enregistrement et donne l'effet qu'elle ne peut réfléchir.
- Lise Moga – Inscrite, 10 avril 2012 14 h 10
Mais les contribuables NE VEULENT PAS payer la note de vos revendications, à raison de 75%.
 - Solange Bolduc – Abonné, 7 avril 2012 09 h 17
Une force de caractère incontestable ! Et une relève qui promet !
Je ne veux surtout pas privilégier une plus que l'autres parmi les têtes composant les trois associations étudiantes. Mais une chose me saute aux yeux, c'est la force de caractère de Martine Desjardins : femme déterminée, articulée, intelligente.
Tant qu'aux deux autres, Nadeau-Dubois a un charme indéniable, une timidité et une sensibilité qui joint quasiment celle d'un artiste. Quand il s'exprime, c'est toujours juste, intériorisé ! Le côté batailleur chez lui est moins affiché que chez Mme Desjardins, ce qui ne l'empêche pas de bien défendre ses idées, et d'être très déterminé.
Tant qu'à Léo-Bureau-Blouin, articulé, le plus fin renard de tous, c'est ce qui fait son charme. Aussi très articulé, chaque fois qu'il s'exprime je le vois comme un futur et brillant politicien.
Ce qui tend à démontrer qu'avec ces trois jeunes leaders, la relève est loin de faire défaut, et surtout que les trois sont très convaincants, et se complètent bien.
Ces jeunes leaders nous changent de l'abandon de la politique avec nos faces plates ou statiques de Charest et Beauchamp, et tant qu'à Bachand, c'est le plus grand des moux, des suiveux!
Nos politiciens élus ne savent même plus quoi faire pour continuer àurrer le monde. S'ils écoutaient les étudiants ils auraient peut-être de nouvelles idées pour que la grève cesse, et qu'il y ait plus de justice sociale ? Ils préfèrent jouer au paternalisme désuet qui caractérisait nos curocrates à l'époque duplessiste : La jeunesse, taisez-vous et écoutez !
Un beau trio que ces trois leaders !! Une relève qui promet !
 - Guylisle – Abonné, 7 avril 2012 11 h 29
Quatre jeunes inspirants!
Vous avez raison madame et j'ajouterais la jeune femme qui représente la CLASSE. Ces jeunes me rappellent ma propre jeunesse alors que j'étais au collège classique...qui, malheureusement, n'était réservé qu'à un faible pourcentage d'étudiants (les filles étaient alors presque exclues). Et je dois concéder que ces jeunes d'aujourd'hui sont pal mal plus éloquents que la plupart de ceux de ma génération justement parce qu'ils ont accès aux études supérieures en plus grand nombre que la génération de l'époque d'avant 1968. Et dire que le gouvernement actuel veut nous ramener à cette époque!
 - Guy Vézina, RACINE
Minimarco – Inscrit, 7 avril 2012 09 h 23
Désolant
Le gouvernement Charest a attendu de façon naïve que le mouvement de grève s'essouffle et ne pas ayant réussi à aliéner la population à sa démagogie peu habile, il essaye de contenter les étudiants avec des « négociations » qui ne règlent en rien le grand problème, qui englobe la mauvaise gestion des établissements d'éducation, permettant à des « pachas » de continuer à s'empiffrer avec l'argent des contribuables. On peut citer le cas de l'université Laval, dont le recteur a reçu une augmentation de non moins que 100 000\$, de plus, on parle de quelques « petites primes » qu'il se serait versé en plusieurs tranches pour ne pas susciter l'intérêt de la population.
Une VRAIE solution est nécessaire, M. Charest vous avez brûlé votre dernière chandelle, maintenant il est temps de faire preuve d'un peu d'humilité et de sagesse, que votre gouvernement accepte de négocier avec les étudiants. On commet tous des erreurs, c'est la condition humaine, mais M. Charest, essayez plutôt de représenter les aspects positifs de l'être humain, arrêtez de faire et refaire ce qui ne marche pas.
 - Kris13104 – Inscrit, 7 avril 2012 09 h 56
réelle utilité?
L'argument le plus surprenant dans le débat qui s'instaure autour de l'augmentation des frais de scolarité des études supérieures est d'avancer que ces étudiants vont gagner des salaires supérieurs à ceux des jeunes n'ayant pas été à l'université.
À aucun moment il est évoqué que les études supérieures servent aussi à approfondir des connaissances, à accroître la qualité de la société par une plus grande conscience du monde. La connaissance semble n'être considérée que dans une approche financière, ce qui est aberrant. À titre de comparaison, dans les pays scandinaves qui possèdent la plus grande proportion mondiale de bacheliers (68% de la population en 1ère année universitaire) pour aucun frais d'enseignement hormis une contribution à la couverture sociale, un système de bourses d'entretien et non de prêts étant ouvert à la majorité des étudiants, l'éducation est au fondement du système social: tous les citoyens doivent avoir accès à un enseignement gratuit, et de qualité équivalente, quels que soient leurs revenus. La gratuité de l'enseignement pour tous est inscrite dans la loi, et est effective de la maternelle jusqu'à la fin des études. Comment font-ils, sinon en ayant une justice fiscale autrement plus égalitaire.
De plus, affirmer que tous les diplômés gagnent davantage que tous les sans diplômés n'est pas certain, par contre, beaucoup des diplômés ont une implication sociale beaucoup plus importante que les non-diplômés, ce qui est utile pour la progression du pays.
Enfin, les diplômés les mieux rémunérés contribuent par leurs impôts davantage que les autres citoyens au financement de la communauté.
 - Pierre Floyd – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 01
Ca sent la fin du mouvement...
Pour que la CLASSE se joigne à ce stade-ci du conflit à la FECQ et la FEUQ, c'est un signe que le mouvement de boycott étudiant s'essouffle et qu'il faut rallier les troupes car avec environ 35% des étudiants dans la rue alors 65% ont réintégré ou n'ont jamais quitté l'école, le rapport de force s'amenuise de jour en jour et ce n'est pas la réunion des
 - trois rois mages qui permettra la résurrection d'une cause qui de toutes façons était perdue d'avance...
Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 12 h 19
On voit que M. Floyd aime vivre dans une société sclérosée et dominée par la corruption.
Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 15 h 41
Ça sent la fin du gouvernement Charest
Mise au pied du mur par le mouvement étudiant, la ministre Beauchamp s'obstine... mais elle n'en a plus pour très longtemps à son poste de ministre.
Pierre Floyd – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 01
Ca sent la fin du mouvement...
Pour que la CLASSE se joigne à ce stade-ci du conflit à la FECQ et la FEUQ, c'est un signe que le mouvement de boycott étudiant s'essouffle et qu'il faut rallier les troupes car avec environ 35% des étudiants dans la rue alors 65% ont réintégré ou n'ont jamais quitté l'école, le rapport de force s'amenuise de jour en jour et ce n'est pas la réunion des
 - merry bouchard – Inscrite, 7 avril 2012 13 h 16
1) Ce n'est pas à ce stade-ci que la CLASSE s'est jointe à la FECQ et à La FEUQ
2) Ce n'est pas un boycott car il s'agit bien d'une grève : Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendication ou protestation. ex. « Grève d'étudiants », « détenus qui se mettent en grève dans les prisons », etc. (Dictionnaire Petit Robert 2012)
3) D'où sortez-vous ces pourcentages? Puisque parmi ceux qui sont en classe, il y a ceux qui veulent être en grève et vis versa.....
5) Vous postez à tous les forum les mêmes deux trois phrases qui véhiculent les mêmes idées et ce depuis le début de la grève. Grosso modo, vous prédisez la fin depuis le début.
 - André Michaud – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 07
Perte d'appuis
De plus en plus les leaders étudiants sont comparés aux boss syndicaux et perdent leurs appuis...ce qui arrive quand on s'estime au-dessus des lois!
Déjà plus de 60% des étudiants sont retournés étudiant. Ceux pour qui leur année et les investissements reliés, sont plus importants qu'une grève qui débouchera sur un cul de sac et la perte d'une session... eux semblent savoir mieux compter et ne pas vouloir gonfler inutilement leur dette.
Le jusqu'au boutisme des leaders, leur prétention d'avoir une mission sociale presque divine, et leur mépris des élus des citoyens...les rend de plus en plus arrogants et impopulaires.
 - Michel Simard – Abonné, 7 avril 2012 12 h 22
André Michaud, partisans de l'ordre et de l'immobilisme, sous-entend que les étudiants qui sont en lasse sont tous en faveur de la hausse excessive des droits de scolarité, alors que rien n'est plus faux.
Je crois que l'on devrait proposer, au cours des cinq prochaines années, la réduction de 75% des retraites versées aux fonctionnaires et ex-fonctionnaires. Ceux-ci n'ont contribué en rien à la création de la richesse de notre nation et cela permettrait d'équilibrer les finances publiques ou de verser un peu plus dans les enveloppes brunes aux petinamis.

- merry bouchard – Inscrite, 7 avril 2012 13 h 56
Je vais rectifier sans votre autorisation votre commentaire; et je m'en excuse,
De plus en plus, nos ministres sont comparés aux boss des multinationales et perdent leurs appuis.. ce qui arrive quand on s'estime au-dessus des lois!
Déjà plus de 60% des étudiants sont retournés étudier, Ceux pour qui des injonctions leur ont subtilisé leur droit démocratique, ceux pour qui on a endormi leur valeurs sociales.
- Le jusqu'au boutiste des ministres, leur prétention d'avoir une mission politique suprême et leur mépris des électeurs et des citoyens les rend de plus en plus corrompus et richissimes.
- Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 15 h 59
Ceux qui sont de plus en plus arrogants et impopulaires en ce moment : Jean Charest et Line Beauchamp.
Plus de 178 000 étudiants sont ENCORE en grève et beaucoup d'autres aimeraient bien continuer jusqu'au bout, ils continueront de toutes façons et ils ont bien raison.
Visiblement, les Libéraux n'ont plus pour très longtemps au pouvoir. Vivement les élections.
- Jean Lapointe – Abonné, 7 avril 2012 10 h 36
Pour la tenue d'Etats généraux sur l'éducation universitaire.
«Dans ces circonstances, un moratoire sur la hausse des droits de scolarité (gel temporaire) et la tenue d'États généraux sur l'éducation universitaire et post-secondaire est une proposition de sortie d'impasse tout à fait raisonnable.»
<http://profscontrelahaussse.org/billets/denide-dem>
Voilà ce qui peut être fait.
Ou des élections.
Ce gouvernement n'a plus aucune crédibilité ni aucune légitimité.
Avec un taux d'insatisfaction de plus de 75%, si l'on en croit les sondages, ce gouvernement ne peut se permettre maintenir sa décision à moins qu'«il cherche le trouble.»
- Pierre Germain – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 47
La ligne d'arrivée est en vue!
Allez les étudiants! On ne lâche pas, la ligne d'arrivée est en vue!
Le gouvernement sait que maintenant, chaque nouvelle journée de grève représente pour lui des millions car il devrait rémunérer les profs de cégep en sus de ce qui est prévu à leur contrat de travail. De même, le casse-tête des horaires à fabriquer et des locaux à trouver va aller en grandissant pour les universités et les cégeps. Finalement, il est impensable d'avoir deux cohortes parallèles en septembre. En plus, si les cours sont annulés, il faudra rembourser la session des étudiants.
C'est un scénario d'enfer que Line Beauchamp ne peut cacher par ses sourires bênets.
- Socrate – Inscrit, 7 avril 2012 11 h 23
Bourses
En proposant aux journalistes du Devoir ou d'Ailleurs de bien vouloir contribuer disons jusqu'à hauteur de 10,000\$ en des Fondations privées destinées à des Bourses distinctes déductibles d'impôts pour des étudiants ciblés tout comme pour les anciens SPEQ, comme cela se fait couramment aux

États pour soulager les Universités, sans doute que nos Petits Chaperons Rouges (CPR) qui tentent mordicus d'éviter les usages de leur vieille grand-mère déguisée en progressiste rétrograde pourraient peut-être bénéficier d'un quelconque soulagement dans leur fiscalité à leur tour. Mais comme cela ne se fera certes pas dans la rue, je laisse le soin aux politiciens concernés de bien vouloir en discuter en catimini s'il y a lieu.

• Stratojet – Inscrit, 7 avril 2012 11 h 27
Syndicat, Grève ???

Mettons les choses au point: si tu n'est pas au travail, tu ne peux faire la grève. Quand j'entend la CSN faire de commentaires comme s'ils étaient l'interlocuteur du gouvernement, il y a de quoi être inquiet. Ils n'ont pas été élus aux dernières nouvelles.

- Jean Charest sait qu'il perdra aux prochaines élections ou sera minoritaire au mieux; il va donc déclencher les élections là-dessus

-Ce faisant, il va forcer notre Pauline (qui promet la gratuité en béton pour tous) à se commettre sur les frais de scolarité, clairement. Il va donc mettre le singe sur ses épaules.

- Avec l'élection probable du mouvement Wild Rose en Alberta, tout à coup, la péremption canadienne va être contestée par les provinces de l'Ouest. Donc, moins de \$\$ pour le Québec qui se paie des programmes que même l'Alberta ne s'offre pas: garderie, congé parental, bas frais de scolarité etc.

-Pourquoi parler de cela: cocktail explosif dont le PQ va se régaler en faisant croire à notre bon peuple québécois que le Canada est contre notre "modèle québécois".
Je vous le dis à vous mes amis: cela promet. SI vous n'avez jamais vu à quoi ressemble une paix sociale perturbée, vous serez aux premières loges.

• M. Enseignant – Abonné, 7 avril 2012 20 h 38

Pour ce qui est de l'Alberta elle promet la gratuité en 2025. Je ne me souviens pas que Charest est proposé la même chose. SVP avant de dire que Québec offre des avantages que l'Alberta ne peut se payer svp

faites vos classes !
http://www.cbc.ca/news/canada/albertavote_s2012/sto

• Benoit Corbeil – Inscrit, 7 avril 2012 11 h 29
40 ans après la Révolution tranquille, le Bonhomme 7 heures joue les morts-vivants

On finit tous par grandir et constater que le "Bonhomme 7 heures" c'est de la frime. Comme la menace d'une annulation massive de la session d'hiver dans les universités et CEGEP.

Allez hop! On annule la session d'hiver à l'université et on continue tout cela à l'automne prochain. Évidemment, il faudra payer les enseignants une deuxième fois, car ils ont déjà obéi à l'ordre de se présenter en classe depuis février. Ça coûtera combien tout cela?

Imaginez aussi que les universités se voient privées à l'automne de seulement 50% des nouveaux arrivants habituels des CEGEP. Une perte toute simple de l'ordre de 200 à 250 millions de beaux dollars pour nos universités, n'est-ce pas, honorables ministres? Vous dites que ce ne serait que partie remise parce que ces absents s'inscriraient à l'hiver? Dans ce cas, vous irez expliquer aux responsables universitaires comment ils arriveront à gérer un chevauchement de deux cohortes avec un bassin de locaux d'enseignement déjà trop serré.

Imaginez également que les responsables de CEGEP soient forcés d'assurer l'enseignement à tous ces annulés de l'hiver tout en accueillant les dizaines de milliers de nouveaux arrivants du secondaire! Ils vont les mettre où?

La réalité, c'est que plus le temps avance et plus la pression "interne" augmentera sur ce gouvernement et son premier ministre gonflés par l'orgueil et la suffisance. La pression "interne", c'est celle de son propre électorat mais également celle de gens qui se croient en marge de cette chicane d'ados.

Eh oui! Lorsque monsieur et madame untel - aussi indifférents ou solidaires du "Cheuf" soient-ils- vont comprendre que l'obstination idéologique des Charest, Beauchamp et Bédard déboucheraient à l'automne prochain sur 2 choses: Leurs grands ados au CEGEP du soir et du week-end faute de place ou, pire, à la maison à ne rien faire pour une session, ...ça va rugir dans les chaumières libérales et les autres.

Il y a de ces sit

• Bibiane – Inscrite, 7 avril 2012 12 h 32
Annulation

Tout cela va mal se terminer en plus de créer des dépenses publiques (et personnelles) monstres. Les deux parties se regardent en chiens de faience. Et on est censé retourner en cours au plus tard le 16 avril? Il n'y a même pas de vote prévu pour les associations en grève illimitée. Ça va finir tard et on peut même commencer à envisager l'annulation de notre session.

• Chantal Carrière – Inscrit, 7 avril 2012 17 h 11

Dans l'histoire du Québec, aucune grève étudiante n'a jamais provoqué l'annulation d'une session. C'est certain que la session d'hiver va déborder sur la session d'été, mais il ne faut pas paniquer.

Courage, les choses vont se dénouer bientôt. Le sacrifice en vaut la peine pour tous les Québécois. Nous ne voulons quand même pas finir comme les Américains? Plusieurs d'entre eux n'ont pas encore fini de rembourser leurs prêts étudiants... au moment de prendre leur RETRAITE!

• Daniale F – Inscrite, 7 avril 2012 16 h 39

Le peuple élu...qui vote pour lui-meme.
On nous avait prédit la fin du monde pour 2012...ne serait-ce pas plutot la fin d'un monde...le Kapitalisme vit ses derniers mois. Ce Kapitalisme qui n a rien a voir avec la démocratie.

Cette génération-la est-elle en train de faire la démonstration que les valeurs ont plus de valeur que les principes de nos Princes et Princesses machiavéliquement élu(e)s.

Le printemps québécois n est pas aussi violent que le printemps arabe que l on a pourtant salué et porté aux nues mais il est justement plus crédible.

• homocalculus – Inscrit, 7 avril 2012 20 h 04
Affrontement politico-étudiants

On reconnaît là l'entêtement du p.m.; on n'a qu'à se rappeler les 2 ans avant qu'il se "décide" à créer une commission d'enquête sur le crime organisé dans la construction...!

Pourrions-nous avancer que La ministre de l'éducation Line Beauchamp soit "soumise" aux volontés de son BOSS (Ti-Jean) et soit, dans son for intérieur, un peu favorable aux étudiants, ayant été elle-même bénéficiaire des faibles droits de scolarité jadis ? Soumise au p.m. et à la "ligne de parti" et ne voulant surtout pas perdre la face..., elle serait contrainte à faire une forme de "prostitution in-

tellectuelle"... Un peu fort direz-vous , mais, cela, à mon sens, sent mauvais!

Ce n'est pas un seul problème de droits de scolarité ici, mais plutôt un problème sociétal. On veut des jeunes instruits ou pas ? Une nation pas ou peu instruite est une nation soumise et très vulnérable. Nous l'avons été assez longtemps, non ?

Si on construit un pont entre Mtl et Rive sud, tous les payeurs de taxes vont payer, même ceux des régions éloignées qui ne viendront pas à Montréal de leur vie !

C'est quoi un "investissement" ? Ce n'est pas une "Dépense" ! Le B-A/BA en comptabilité! Amen

HOMOCALCULUS, maurice.bernard@videotron.ca

- Roland Berger – Abonné, 7 avril 2012 23 h 09

Les gains des assis

Lors de mes années de syndicalisme, que de fois j'ai vu des membres du syndicat s'élever contre la grève tout en planifiant l'achat d'une voiture neuve ou un voyage à l'autre bout du monde que leur permettrait la victoire de ceux et celles qui allaient au front. Y a-t-il chez les étudiants hors boycott un grand nombre de ses assis ?

- Roland Berger
- canislatrans – Abonné, 8 avril 2012 03 h 30

lachez pas les jeunes
Cette mesure n'a rien à voir avec la capacité du gouvernement de payer. Tout ce que l'équipe de pantins des desmarais et cie veulent ,c'est de garder les moins bien nantis dans l'ignorance afin de mieux les exploiter.

- Vincent dostaler – Inscrit, 9 avril 2012 03 h 58

L'endettement étudiant et l'entêtement de Lise

Imaginons que votre propriétaire augmente votre loyer ou que votre banque augmente vos paiements d'hypothèque de 75%. Si vous payez 950\$ il l'augmente à 1,662.50\$. Évidemment vous vous empresserez de contester cette augmentation avec la conviction profonde que cela est déraisonnable.

Après avoir refusé toute discussion et suite à vos pressions soutenues le propriétaire ou le

banquier s'adresse enfin vous. Il vous offre alors de faciliter le paiement de cette augmentation en vous donnant accès à des prêts avantageux!... Cela vous convaincra-t-il d'arrêter de contester?

C'est ce que Mme Beauchamp souhaite de la part des étudiants face à l'augmentation des frais de scolarité!

Regardons maintenant qu'il s'agit d'investir des années d'efforts à vous préparer à apporter la meilleure contribution possible à la société dans laquelle vous évoluez. Et ce, à un moment où cette même société est confrontée à des problèmes majeurs qui vont jusqu'à menacer sa survie. Cette société ne devrait-elle pas faire le maximum pour vous permettre de poursuivre votre formation?

Dans certains pays, on paie les étudiants pour les aider à compléter leurs études!

Je milite pour la gratuité scolaire et les tentatives pitoyables de Mme Beauchamp pour détourner l'attention en parlant de prêts étudiant (donc d'endettement plutôt que d'accès réel et généralisé à l'éducation) me répugnent!

Vincent Dostaler, Montréal, 8 avril 2012
Jocelyn Boily – Inscrit, 9 avril 2012 11 h 25
hypocrisie libérale
5 avril 2012

Hypocrisie libérale

Le gouvernement libéral de Jean Charest envisage de provoquer des élections générales sur le thème du gel/dégel des droits de scolarité. Par contre il faut se rappeler que cette guérillas avec les étudiants a été provoquée de toute pièce par le premier ministre du Québec lui-même en infligeant aux étudiants une hausse exceptionnelle de 75% sur les coûts actuels de scolarité.

Dans cette guerre improvisée les libéraux veulent détourner l'attention de la population des vraies problèmes qu'ils ont créés. En effet ils essaient de nous faire oublier les mauvais traitements infligés à nos aînés dans les différents établissements publics dont les centres hospitaliers de soins longues durées (CHSLD). Ils veulent éviter toutes discussions sur les nombreux scandales qui les touchent incluant les pots de vin et autres

malversations dans le monde de la construction.

Dans cette pagaille qu'ils ont créée avec les milliers d'étudiants, ils dévient du vrai problème qu'est la mauvaise gestion des fonds publics universitaires. De ce fait il ne faut pas oublier que c'est Jean-Marc Fournier qui en 2006 alors ministre de l'éducation avait détourné des fonds destinés à l'enseignement et permis aux hauts dirigeants du réseau des universités du Québec d'obtenir des fonds de pension supplémentaires.

Voyant dans quel merdier ils se sont enfoncé le ministre des finances Raymond Bachand et la ministre de l'éducation Lyne Beauchamps viennent de sortir de leur cocon et d'annoncer des fonds supplémentaire pour les étudiants. Par contre ils n'ont pas annoncé une surveillance plus étroite des fonds publics engloutis dans le financement des universités.

Oui des élections mais il faudra parler de la mauvaise gestion libérale depuis qu'ils sont au pouvoir.

Lise Moga – Inscrite, 10 avril 2012 16 h 17
@Chantal Carrière

"C'est vrai que la classe moyenne en a déjà très lourd sur les bras... Mais gageons que Pauline Marois saura beaucoup mieux gérer l'argent des contribuables que ne le font les Libéraux."

Ceci est la croyance de ceux qui n'ont pas vécu...

En 1982, le PQ s'est permis de couper de 20%, le salaire d'une catégorie de travailleurs pour payer l'épicerie de la population québécoise et ... une grosse semaine plus tard, ce parti se votaient une augmentation salariale, parce qu'eux étaient dignes de ne pas participer à cet objectif.

En 1996, ILS SIPHONNAIENT les caisses de retraite de leurs employés pour monayer les retraites préventives d'employés envoyés préventivement à la retraite pour obtenir le déficit zéro.

Qu'est-ce que ce parti nous réserve encore pour combler toutes leurs promesses???

CYBERPRESSE: La mobilisation étudiante est mondiale - Publié le samedi 07 avril 2012 à 00h00 | Mis à jour le samedi 07 avril 2012 à 08h57



Photo : Bret Hartman, Reuters
Mardi, la police a aspergé de gaz poivre des étudiants qui protestaient contre la hausse des droits au Santa Monica College, en banlieue de Los Angeles. Le lendemain, ils sont sortis dans la rue.

André Noël, La Presse

Loin de se limiter au Québec, la mobilisation étudiante contre la hausse des droits de scolarité est mondiale. Depuis plusieurs mois, le mouvement de protestation a donné lieu à des manifestations dans des pays aussi

différents que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la République tchèque, Taiwan, les Philippines, la Corée du Sud, le Chili et l'Ukraine.

«Depuis 1995, 14 des 25 pays dont les données sont publiées ont réformé leur système de droits de scolarité: la plupart de ces réformes ont donné lieu à un accroissement des droits de scolarité moyens dans les établissements d'enseignement tertiaire [les universités]», note l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) dans son dernier rapport sur l'éducation.

Le financement public des universités a diminué dans la majorité des 34 pays membres de l'OCDE. Il est passé de 74 % en 1995 à 67 % en 2008. Une baisse comblée en bonne partie par la hausse des droits de scolarité, ce qui ne se fait pas sans heurts.

Voici un tour d'horizon.

États-Unis

Des manifestations, parfois violentes, ont éclaté, notamment en Californie. Mercredi, la police a aspergé de gaz poivre des étudiants qui protestaient contre la hausse des droits au Santa Monica College, en banlieue de Los Angeles.

En mars, des milliers d'étudiants ont manifesté contre la hausse dans 30 campus. Plusieurs d'entre eux se sont aussi regroupés devant le Capitole à Sacramento, capitale de l'État. «Get up, get down, the student movement is in town!», ont-ils scandé.

Depuis cinq ans, le financement public des universités a diminué de 12 % aux États-Unis et de 20 % en Californie. En 30 ans, la proportion du financement par l'État est passée de 52 % à 10 % à la célèbre université de Berkeley, qui a produit pas moins de 23 Prix Nobel.

Après la Seconde Guerre mondiale, des millions d'étudiants ont envahi les universités et les collèges américains, alors bien subventionnés. Depuis

1980, les droits de scolarité ont augmenté de près de 600 %. «L'éducation supérieure publique a toujours été une porte d'entrée pour la classe moyenne, mais cette porte se referme: quelle imbécillité!», s'exclame Robert Reich, professeur de politique publique de Berkeley sur son blogue.

Grande-Bretagne

Une journée de protestation s'est déroulée partout dans le pays le 14 mars. Elle était organisée par la National Campaign against Fees and Cuts (campagne nationale contre les droits de scolarité et les compressions budgétaires). Des manifestations, parfois ponctuées d'accrochages avec la police, se sont multipliées l'automne dernier. «Scrap Tuition Fees» (abolissez les droits de scolarité), «Free Education», indiquaient les pancartes. La National Union of Students envisage d'autres manifestations l'automne prochain.

République tchèque

Des milliers d'étudiants tchèques ont envahi les rues de Prague le 29 février pour protester contre la réforme des universités publiques qui, selon eux, transformera les institutions selon un mode d'entreprise. La réforme vise l'augmentation des droits pour accroître le financement des universités publiques, ce qui marquerait la fin de l'éducation supérieure gratuite.

Taiwan

Une manifestation regroupant des étudiants, des professeurs et des membres d'organisations syndicales s'est déroulée le 26 mars devant le ministère de l'Éducation. Eux aussi protestaient contre la hausse des droits. «L'éducation n'est pas à vendre!», indiquaient les pancartes. «Les universités ne sont pas des entreprises», a clamé un leader étudiant.

Philippines

Les étudiants ont manifesté un peu partout dans le pays, notamment dans l'île de Mindanao, contre la hausse des droits. La Ligue des étudiants phi-

lippines avait intitulé cette journée de protestation le «Jour de rage contre la crise de l'éducation».

Chili, Corée du Sud, Ukraine, Irlande

L'année dernière a été marquée par plusieurs manifestations dans le monde contre la hausse des droits. Des milliers d'étudiants chiliens ont manifesté à Santiago, le 18 novembre 2011, avec l'appui des autorités universitaires.

À Séoul, les étudiants coréens se sont colletés à la police, qui avait interdit la manifestation.

À Kiev, les étudiants ont manifesté le 28 février devant le parlement ukrainien : ils protestaient aussi contre la diminution du nombre de boursiers.

À Dublin, 40 000 étudiants ont marché dans les rues de la capitale irlandaise: ils s'opposaient à la réintroduction des droits, abolis depuis longtemps.

En revanche, certains pays ont réduit les droits de scolarité. L'Autriche les a même supprimés pour la majorité des étudiants.

En Hongrie, les droits ont été instaurés en 1997, puis abolis deux ans plus tard.

Des droits de scolarité parmi les plus élevés de l'OCDE

Avec la hausse projetée - environ 3700 \$ en 2016 -, le Québec rejoindrait les pays de l'OCDE qui imposent les droits les plus élevés. «Les établissements publics facturent des droits de scolarité moyens supérieurs à 1500 dollars américains dans un tiers des pays dont les données sont diffusées, mais n'en facturent pas dans huit pays de l'OCDE», note l'OCDE dans son rapport.

LEDEVOIR.COM / LESOLEIL.COM: Les associations étudiantes rejettent la proposition de Québec: Des étudiants organisent par ailleurs un «chemin de croix de l'éducation» à Montréal – Vendredi 06 avril 2012, 16h57 / Publié le vendredi 06 avril 2012 à 16h30 | Mis à jour le vendredi 06 avril 2012 à 17h24



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les porte-paroles de la CLASSE, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, ont déclaré qu'ils feront front commun avec les représentants de la FEUQ et de la FECQ pour faire fléchir le gouvernement sur la question des droits de scolarité.

La Presse canadienne

Les associations étudiantes rejettent en bloc la proposition de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, sur la bonification du régime de prêts et appellent les étudiants à poursuivre la grève.

En point de presse cet après-midi, les leaders des trois associations étudiantes nationales ont qualifié d'insultante la proposition formulée hier par le gouvernement Charest.

La ministre Beauchamp avait annoncé la bonification du programme de prêts étudiants, tout en instaurant un régime de remboursement proportionnel au revenu des futurs diplômés. Par contre, le gouvernement du Québec demeure inflexible sur l'enjeu fondamental de la grogne étudiante: pas question de renoncer aux hausses de 1625 \$ en cinq ans des droits de scolarité.

Les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ainsi que de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étu-

dante (CLASSE) ont déclaré qu'ils feront désormais front commun pour faire fléchir le gouvernement sur la question des droits de scolarité.

Ils ont affirmé se sentir plus près que jamais de la victoire, alors que des discussions ont été entamées avec le ministère de l'Éducation pour organiser une rencontre avec la ministre Beauchamp au début de la semaine prochaine.

Un «chemin de croix de l'éducation» à Montréal

Plus tôt dans la journée, des étudiants ont continué de manifester contre la hausse des droits de scolarité.

Des dizaines d'entre eux avaient organisé un «chemin de croix de l'éducation» dans les rues de l'arrondissement Outremont, à Montréal. La manifestation avait débuté vers midi au métro Édouard-Montpetit pour se terminer devant les bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand.

Cette initiative de l'Association des étudiants de Polytechnique visait à démontrer que le gouvernement Charest est en train «de tuer l'accessibilité aux études», selon sa présidente Patricia Boivin.

Au moins deux autres manifestations étudiantes étaient aussi organisées, l'une à Sainte-Thérèse dans les Laurentides et l'autre à Saguenay.



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau

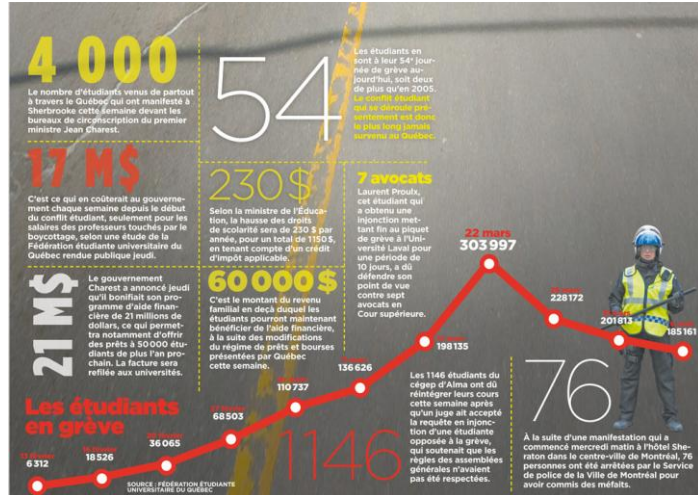
Le «chemin de croix de l'éducation»...

Vos réactions

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Étudiants | frais de scolarité: Moins d'étudiants en grève: Le nombre de grévistes passe sous la barre des 200 000 - Publié le: vendredi 06 avril 2012, 21H42 | Mise à jour: samedi 07 avril 2012, 24H52



Statistics



Depuis la manifestation nationale du 22 mars dernier, alors que plus de 300 000 étudiants avaient déserté leurs salles de classe, le nombre de grévistes diminue constamment.

Hier, 185 161 étudiants des cégeps et des universités étaient toujours en grève selon la FEUQ, ce qui est bien en deçà de la moyenne des 200 000 grévistes que le mouvement étudiant maintenait depuis la mi-mars.

Plus en colère que jamais

D'autres votes à venir dans les prochains jours pourraient diminuer encore le nombre d'étudiants en grève.

Les associations étudiantes affirment pour leur part que la mobilisation est plus « importante que jamais » et que la bonification du régime des prêts et bourses annoncée par Québec n'a fait qu'attiser la « colère » des étudiants.

« L'annonce de Québec prouve que notre grève fonctionne », croit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« La pression que nous exerçons sur lui met le gouvernement au pied du mur. Je suis convaincu que les étudiants redoubleront d'efforts dans les prochains jours, car la grève est efficace. »

[Afficher 76 de 77 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 5 commentaires \(Québec\)](#)

Sarah-Maude Lefebvre

Même si les leaders étudiants assurent que le mouvement de grève est toujours très fort, le nombre d'étudiants qui boycottent leurs cours est passé sous la barre psychologique des 200 000, cette semaine.

CYBERPRESSE: Front commun des étudiants contre l'offre de Québec - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 16h27 | Mis à jour le vendredi 06 avril 2012 à 19h58



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

Une centaine d'étudiants ont manifesté vendredi devant les bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand.

Émilie Bilodeau, La Presse

(Montréal) Le mouvement étudiant unit ses forces et rejette en bloc les mesures adoptées par le gouvernement du Québec. Les deux fédérations - collégiale et universitaire - et la CLASSE ont déclaré côte à côte qu'ils allaient poursuivre leur combat contre la hausse des droits de scolarité.

«On assiste à un moment historique. On décide de tous s'unir et de serrer les coudes parce qu'on pense qu'ensemble, tout est possible», a déclaré Léo Bureau-Blouin, le porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), lors d'un point de presse vendredi.

Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a été le plus cinglant à l'endroit de la ministre de l'Éducation qui a annoncé jeudi qu'elle bonifiait le programme de prêts et bourses. «Lorsqu'on crache au visage du mouvement, le mouvement étudiant répond», a-t-il dit.

Les trois organisations étudiantes ont aussi dénoncé l'instauration du remboursement proportionnel au revenu qui a été annoncée jeudi. «Il a été démontré que la conséquence de cette mesure est l'endettement. Ce n'est pas une solution, c'est un problème», a dit Martine Desjardins, porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Elle a réitéré la proposition des étudiants de mettre en place l'impôt progressif sur le revenu.

Les représentants de la CLASSE, de la FECQ et de la FEUQ ont affirmé qu'ils feraient front commun et qu'ils augmenteraient leurs moyens de pression dans le but de faire plier le gouvernement. Ils ont également dit que les actions pourraient «se corser» dans les jours à venir.



Ouverture pour des négos?

Les organisations étudiantes ont également annoncé que le bureau de la ministre avait ouvert la porte à un dialogue, jeudi. Ils espèrent pouvoir mettre une rencontre avec la ministre à leur agenda avant la fin du congé pascal. En revanche, ils exigent que toutes les organisations soient présentes à une éventuelle table de négociations. Le mouvement étudiant voudrait aborder la question de la gestion et du financement des universités, en plus de l'accessibilité. L'attachée de presse de Line Beauchamp, Hélène Sauvageau, a confirmé que deux des trois organisations étudiantes étaient entrées en contact

avec son bureau. Elle a toutefois rappelé que les étudiants devront assouplir leurs demandes s'ils veulent obtenir une rencontre avec la ministre. «Nous, on est ferme sur la hausse des droits de scolarité. Eux, ce qu'ils demandent encore aujourd'hui, c'est le gel des droits de scolarité. Là-dessus, il n'y a aucune discussion possible», a-t-elle dit à La Presse. Même si le gouvernement répète le même message, les organisations ne se découragent pas. «On a vu ce que ça a donné en une semaine. On est passé d'une fin de non-recevoir à une proposition bidon hier. Alors on doit poursuivre, la victoire est proche», a souligné Mme Desjardins.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève étudiante: La CLASSE, la FEUQ et la FECQ rejettent en bloc l'offre de Québec - Publié le: vendredi 06 avril 2012, 16H25 | Mise à jour: vendredi 06 avril 2012, 20H51



Photo Michel Desbiens / Agence QMI

Léo Bureau Blouin, président de la FECQ, Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE.

Elizabeth LAPLANTE / Agence QMI

Pour la toute première fois, les trois grandes associations étudiantes se sont réunies, vendredi, afin d'annoncer qu'elles rejettent à l'unanimité la mesure prise par Québec visant à mettre fin à la grève étudiante et qu'elles poursuivront leur lutte au cours des prochaines semaines.

«Nous avons la ferme conviction que nous arrivons à un moment crucial et que nous sommes plus près que jamais de la victoire», a soutenu Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), lors d'un point de presse tenu devant les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation.

La FECQ, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont d'ailleurs invité les étudiants à poursuivre leurs manifestations.

«Nous jugeons cette annonce insuffisante et nous jugeons également qu'elle cause plus de problèmes qu'elle n'en règle», a précisé le président de la FECQ.

Afficher 40 commentaires (Québec)

• Simon Carrier

- Jean Jacques Samsons avait raison, laisser les sécher. Et annoncer leurs que leur session a été annulé, pas quelle le sera. Les étudiants ne sont pas conscient de toute les implications d'une grève. Depuis des années et des années qu'ils font une grève a chaque année. Il est temps qu'ils perdent quelque chose, ils n'ont jamais rien perdu jusqu'à maintenant. Rappelons que 46% des jeunes vont à l'université et 28% des jeunes en ressource SANS diplôme. Donc, 18% des jeunes ont été admis et ont quitter les études. Ailleurs au Canada, c'est 37% qui y vont et 30% qui en ressource avec un diplôme.
- Jesuisaucentre
Tu veux qu'on laisse sécher nos enfants pour qu'il s'endette à apprendre un métier...
Tu dis n'importe quoi! Tu changeras bien d'idée quand tu auras des enfants!
Pauvre idiots!
- RIP, écoute et parle

S'il faut que tu fasses tes études en prenant une année de plus car tu dois travailler un peu plus pour payer tes études, tu le feras, rien n'est gratuit dans la vie, pas plus aux vieux, aux riches à faire leur part, vous aussi, comme ça vous allez apprendre la valeur de l'argent et l'effort qu'on doit y mettre pour la gagner

Ligigi10

ON pourrait aussi vous montrer c'est quoi la valeur d'avoir des gens avec une profession qui vous permet d'être soigné (médecin, infirmière, psychologue), d'être défendu lorsque vous ne pouvez le faire vous même (avocat, juge, notaire, etc), et ainsi de suite. Oui augmenter les frais, mais jusqu'à un certain point et en autant que l'argent soit investi en se sens. Comme on peut le constater, la hausse des frais de scolarité qu'il y a eu depuis 2-3 ans nous a permis de constater que dans le milieu universitaire supposément sous financé, presque aucun changement n'a été fait pour engager des nouveaux profs. Le recteur, par contre, ne s'est pas gêné pour se prendre une bonne partie de ce

Les trois associations étudiantes ont mentionné qu'elles allaient dorénavant se concerter en vue des négociations avec le gouvernement Charest. Questionnée à savoir si on pouvait s'attendre à des actions plus musclées de la part des étudiants, advenant une réponse non satisfaisante de la part du gouvernement, la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds a souligné que les étudiants étaient très impatients en ce moment et que «oui, il se peut que les actions commencent à se corser et qu'il y ait de plus en plus d'enthousiasme».

Offre du gouvernement

Devant cette grève étudiante qui perdure, les ministres de l'Éducation et des Finances, Line Beauchamp et Raymond Bachand, ont tenté de calmer le jeu, jeudi, en annonçant de nouvelles mesures visant à offrir «un meilleur soutien à la classe moyenne».

Déterminé à ne pas reculer sur sa hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, Québec entend élargir le programme de prêts et de mettre sur pied, dès septembre 2013, un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Les trois associations étudiantes ont rejeté en bloc cette annonce vendredi, la qualifiant «d'insultante».

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a d'ailleurs tenu à rappeler à la ministre que la seule façon d'offrir l'accessibilité aux études, c'est de bloquer la hausse des frais de scolarité.

La ministre Beauchamp réagit

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réagi au point de presse des associations étudiantes peu après sa conclusion.

«Les associations étudiantes désirent rencontrer le gouvernement afin de nous indiquer à qui refile la facture, a affirmé Mme Beauchamp, dans un communiqué. Dans ces conditions, il n'est nullement question de discussion. Le gouvernement du Québec reste ferme sur la hausse des droits de scolarité. Les étudiants doivent faire leur juste part.»

La ministre a également précisé que les mesures annoncées jeudi seront mises en application.

«Ce ne sont pas des propositions, mais bel et bien des mesures concrètes afin d'aider les étudiants, a-t-elle expliqué. Le réel enjeu est celui de l'accessibilité aux études et l'annonce faite hier (jeudi) démontre notre volonté de soutenir les étudiants. J'en appelle maintenant à la communauté étudiante de tenir des discussions respectueuses et d'exiger le vote secret lors d'assemblée générale afin que toutes et tous puissent s'exprimer de la façon la plus démocratique qui soit.»

Mme Beauchamp a aussi indiqué qu'aucune rencontre n'est prévue à court terme entre les membres de son cabinet et les représentants étudiants.

montant pour augmenter son salaire (Université Laval). Je vous demanderais comment vous réagiriez si vous étiez dans une situation où le prix augmente de 75%. En ce moment, vous me diriez que c'est normal, que vous ne feriez rien, puisque vous ne voulez pas que je vous signifie que c'est exactement ça qui se produit pour les étudiants. Mais probablement que vous seriez révolté, et que si vous aviez un peu de conviction et que la démocratie vous tient à coeur, vous vous manifesteriez.

Leonce Hamelin

bien que tu ne le sache pas tu vas payer encore plus cher si le gouvernement change d'idée alors bravo charest et change pas tant qu'a toi tu doit etre sur le bs pour penser comme ca
Physics42
46% des jeunes vont à l'université et 28% en ressource SANS diplôme
--> 100-28=72% ressortent AVEC un diplôme.

- Ailleurs au Canada 37% des jeunes vont à l'université et 30% ressortent AVEC un diplôme?
- Comment cela peut-il être un argument?
- Niklasroy
 - Grève chaque années???...Il n'ont jamais rien perdu jusqu'a maintenant??...Ils doivent perdre quelque chose??...euh...vos source ne semble pas crédible.
 - Fern223
 - Leur petits carrés rouge que les étudiants portent, représente très bien les finances du Québec, nous sommes dans le rouge et tous le monde doit faire sa part.
 - nathm
 - Ce qui implique aussi que les hauts dirigeants des universités doivent faire leur part. Ainsi, les particuliers et l'État ne seront pas plus dans le ``rouge`` et nous défendrons le droit à l'éducation..
 - Rodal
 - Je suis d'accord.
 - Fern223
 - Si ils veulent perdre leurs sessions tant pis pour eux, il faut que Charest résiste aux pressions des étudiants, et en plus des augmentations des frais de scolarités, qu'il leurs fasse payé pour la casse aussi, cela a asser durée, bande de petits cons.
 - Phil R
 - Bande de petits ingrats. Qu'ils perdent leurs sessions, qu'ils perdent tout. Si au moins c'était possible de prendre cette tranche de la génération "Y" et l'envoyer dans un camp de réhabilitation sociale. Leur faire comprendre le concept de Droits/ obligations/ responsabilités.
 - Jesuisaucentre
 - Cher Phil,
 - Il se battent pour un monde plus égal, pour une égalité des chances d'aller à l'université! Tu dis n'importe quoi!
 - C'est étudiants là, c'est nos enfants, nos frères, nos soeurs, nos cousins(es)... Voyons donc, tu dis des obscénités...
 - Toutes leur vies ils vont contribuer aux systèmes...
 - RIP, écoute et parle
 - Trouve moi une société égale dans ce monde et tu auras mon appui, malgré toute la bonne volonté, tous les combats, il y aura toujours des injustices, il y aura toujours des pauvres, des riches et des moyens, que ce soit les animaux ou les hommes, c'est de valeur pour ceux qui ne peuvent pas, mais c'est la vie.
 - Ligigi10
 - C'est de valeur, mais aucune société n'est parfaite. Mais on peut tendre vers ce que l'on croit être raisonnable. La génération Y, comme le dit si bien Jesuisaucentre, ce sont nos enfants, nos frères, nos soeurs, nos cousins(es). Ils ont appris pour être ce qu'ils sont par l'exemple qu'ils ont eu, et de tout l'environnement qui les entoures. Ce n'est pas parce qu'ils font les choses différemment de vous qu'ils devraient aller dans un camp de réhabilitation sociale. Dans cet optique, vous aussi, vous devriez y aller parce que vous ne pensez pas comme moi!
 - Niklasroy
 - Hey réveil...les étudiants perturbent leur propre session...ils sont pas "ingras". Le mouvement défend les intérêts des générations future, ont appel ca de l'altruisme!! Camp de réhabilitation social !! non mais!! le fait de manifester et de faire partie d'un mouvement comme celui-ci est un acte de socialisation en soi. Ils font un sacrifice, les ingrass ce sont eux qui reste chez eux et qui
- débatère au sujet des étudiants. Comme si vouloir de meilleur condition social fait de quelqu'un un ingrass. Si les femmes et les noirs ont le droit de votes, si ont a une certaine sécurité d'emploi, c'est parce que certains "ingras" ont défendu ces DROITS.
- nathm
- La Ligue des droits et libertés doit également être réhabilitée? Tout comme les étudiants, les professeurs et maints autres citoyens, cette ligue défend le droit à l'éducation.
- RIP, écoute et parle
- Ça veut pas dire de tout donner gratuit, vous pensez que la société vous doit tout????
- Cela s'appelle de l'ingratitude
- nathm
- Les études universitaires ne sont pas gratuites. Comme bien d'autres citoyens, je considère qu'une hausse de 75% des droits de scolarité n'est pas nécessaire, car les 600 millions de dollars que nous investissons dans nos universités ne sont pas toujours gérés adéquatement. LES HAUTS DIRIGEANTS DES UNIVERSITÉS DOIVENT ÉGALEMENT FAIRE LEUR PART.
- Voici quelques-unes des propositions à envisager:
1. Réduire plutôt qu'augmenter les dépenses en publicité. Par exemple, en réduisant de 50% les investissements liés à la promotion de nos universités, nous économiserons 50 millions de dollars en 5 ans.
 2. Élimination des généreux régimes supplémentaires de retraite auxquels ont accès, depuis 2006, plusieurs hauts dirigeants des institutions d'enseignement. Lors de leur retraite, je crois qu'ils réussiront à vivre convenablement avec 70% de 200 000\$ ou de 400 000\$.
 - 2.1 Ne plus accorder de primes de départ aux hauts dirigeants des institutions d'enseignement.
 - 2.2 Élaboration ou révision du barème salarial des hauts dirigeants de nos institutions d'enseignement, afin que les salaires ne varient pas d'une manière disproportionnée d'une institution universitaire à l'autre. Sans modifier les salaires actuels, nous devons nous assurer que pour une même charge de travail, un recteur d'une université anglaise n'ait pas le double du salaire d'un recteur d'une université francophone.
 3. Obliger les citoyens qui ne payent pas les frais de scolarité encourus par une formation universitaire non complétée de rembourser à l'aide de l'impôt.
 4. Empêcher les institutions universitaires de construire de nouveaux pavillons, suivant des impératifs de concurrence entre des institutions publiques, puisque nous avons déjà plus de places que d'étudiants dans nos universités.
 5. Engager des professeurs chercheurs et des professeurs qui se dédient à l'enseignement. Puisque la majorité du salaire des professeurs universitaires est liée à leurs recherches, en modifiant cette logique qui fait en sorte que tous les professeurs d'université doivent faire de la recherche une priorité, nous payerons un peu moins cher les professeurs qui se consacrent principalement à l'enseignement et nous augmenterons la qualité de l'enseignement universitaire.
 6. Empêcher les hauts dirigeants de voyager inutilement partout sur la planète. Par exemple, il est inacceptable qu'une directrice d'un collège effectue un voyage au Maroc, à l'aide de fonds publics, pour recruter des étudiants. Grâce à la technologie, ces dépenses sont inutiles.
7. Diminuer plutôt que d'augmenter le budget du régime de gestionnaires.
- etc.
- Il est donc possible, en gérant mieux les fonds publics, de ne pas augmenter de 75% les droits de scolarité de nos universitaires.
- RIP, écoute et parle
- Je suis d'accord avec toi à 200%, mais honnêtement crois-tu que ces bonzes dans leur tour dorée sont prêts à perdre tout ce pac-tote?
- Ils marchent de conivence avec les élus et quand tu quittes la politique, tu t'en vas dans ces tours d'ivoires, alors ils ne sont pas pour abolir cela, c'est leur job future, malheureusement on retourne à la case départ
- nathm
- Pour défendre le droit à l'éducation, il faut absolument essayer de mettre en place certaines de ces mesures. Or, il est vrai que le gouvernement libéral a déjà démontré qu'il ne considère pas qu'une saine gestion des fonds publics s'avère nécessaire. Preuve en est que pour promouvoir son plan nord, son budget et son augmentation drastique des droits de scolarité, le gouvernement utilise d'une manière éhontée nos fonds publics. La solution est toujours la même: augmenter les coûts des services et/ou nos impôts.
- Ces représentants étatiques arguent qu'ils doivent négocier avec les jeunes de cette augmentation de 75% des droits de scolarité, bien que la remise en question d'un droit nous concerne tous. Ce débat est orienté par nos élus, bien que la majorité des professeurs et maints citoyens n'acceptent pas ce projet broche à foin.
- Physics42
- Absolument, on perds 3-4-5 cohortes d'Ingénieurs, de travailleurs sociaux, d'enseignants, de médecins, de scientifiques juste parce-qu'ils disent haut et fort leur opinion?
- Monsieur, avec tout le respect que je vous dois (aucun), veuillez agréer mes sincères salutations.
- RIP, écoute et parle
- tu as raison, sauf qu'on en perd pour l'Ontario et les USA, et c'est possiblement ce que tu feras quand tu auras eu ton diplôme payé avec nos impots
- Physics42
- Pas du tout. Je suis de ceux qui veulent redonner au gens qui m'auront soutenu dans les études. Mais comme c'est parti, les gens qui me soutiennent me disent que je suis un pleurnichard qui veut refiler la facture aux "contribuables". Je comprend parfaitement pourquoi certains désirent quitter cette province parce-qu'ils ont l'impression de vivre dans un gros "Câlisse" de village. Un gros vilage ou le "vrai monde" n'en a rien à cirer de ceux qui veulent améliorer leurs conditions de vie. Ceux dont le travail et les idées vivent à travers les générations en ont plein le cul de se faire marteler que la population ne veut plus d'eux, qu'elle ne veut pas payer pour eux. Demandez-vous pas pourquoi les gens comme moi quittent la province.
- Pelletierjoe
- J'ai hâte de voir les étudiants mettre fin au Power trip de ces "pense-bons"... Les congés sont terminés...
- slash372
- Le titre de l'article devrait être " Les leaders des associations étudiantes rejettent l'offre" car je crois qu'aucun étudiant a été consulté dans un si cour laps de temps.
- Rodal
- En effet, ils n'ont pas consulté les étudiants. Ils se comportent comme des syndicalistes.

- RIP, écoute et parle
C'est sur, une poignée qui parle pour la majorité, et ils appellent ça démocratique myriam77
- QUE VOULEZ-VOUS
Ils ont pris goût aux médias. Ils ne sont pas pour arrêter immédiatement. Jamais des leaders d'un tel conflit n'ont aussi souvent paru dans les médias électroniques.
- gillesprovost
PENSES-TU QUE JAMES N AIME PAS LES CLICHÉS FAUX FRISÉS MENTEUR J AI JAMAIS VUE DES JEUNES ADULTES AUSSI BRILLANTS ET TRES BIEN ARTICULER VOTER ENCORE LIBÉRAL ET NOUS SERONS DÉPOUILLÉS DE TOUT
- RIP, écoute et parle
Tu as raisons myriam, ce sont des futurs politiciens, ils ont cela dans le sang et ils aiment le pouvoir que cela procure, et comme les politiciens, ils se battent pour des causes qui n'en valent pas la peine et qui aide le Québec à rester dans le rouge économique, et cela au nom de la justice sociale.....
- polivon
FAIRE SA PART C EST NOUS LA CLASSE MOYENNE QUI PAYE POUR NOS ENFANTS J AI EU 3 FILLES A L UNIVERSITÉ ET JAMAIS LE GOUVERNEMENT MA AIDER J AI PAYÉ POUR MA DERNIERE FILLE JUSQU A 51ANS DONC LES ÉTUDIANTS ONT RAISON S ARRÊTER DES JUGER ET DONNER LEUR L APUIE CONTRE UN PARTIE CORROMPUE ET SCANDALE PAR DESSUS SCANDALE JE NE PEUX PAS CROIRE LES QUÉBÉCOIS CROIENT ENCORE JAMES CHAREST LES RECTEURS AVEC LEURS GROS SALAIRES PLUS BONNUS PLUS FOND DE RETRAITES PAYER A 100% ET TOUT L ARGENT QUE VOUS VOUDRIEZ DONNER A CHAREST ET SA GANE NE POURRAIT SUFFIR C EST UNE GAGNE D IMCOMPÉTENT 30% SUR LA DETTE DE PLUS QUI EST ÉLU JUSTE POUR LES PETITS AMIS L I LOT DU VOYAGEUR 650MILLIONS TRAIN DE LEST 900 MILLIONS CAISSE DE DÉPÔT 10MILLIARDS DE PLUS QUE TOUTE LES AUTRES CAISSES DE DÉ-

Afficher 17 commentaires (Montréal)

- GhostRiderRun
Bravo aux leaders étudiants de ces associations qui ont su voir en ces offres une tentative de diviser les étudiants et de leur servir un discours qui reprend la même formule en tentant d'améliorer une formule de minoune des prêts et bourses.
Ils ont tenté de leur vendre une minoune retappée sur la carrosserie dont la mécanique fait grand défaut. Ça c'est du grand art de la part de politiciens verveux. Ils prennent les étudiants pour des poubelles de fin de mois.
Le gouvernement Charest s'est mis les pieds dans les plats avec sa fausse manoeuvre qui a aggravée encore plus la situation, mais à quel école a-t-il donc été pour prendre les étudiants pour des demeures ?
Les élections s'en viennent mon petit Jean et cela ne fera pas bonne figure sur ton bulletin électoral.
- 129enaz
Que demander de plus en ce Vendredi Saint ,alleluia, on "scrape" l'année scolaire de centaines de milliers de nos membres , on est fiers de notre accomplissement.Les étudiants d'aujourd'hui on s'en cali.....on pense a ceux du futur....et on se regarde le nombril , on va encore passer a tivi

POTS LACHER QUÉBÉCOIS IL VA ETRE RÉÉLU

- RIP, écoute et parle
hey machiniste, on t'as reconnu, va te coucher
- Gaetan022
moi j ai peut etre une solution a leur greve que le gouvernement ne fait pas leur hausse comme prevue mais qu'ils exigent que les nouveaux diplomes est les autres élèves doivent payer leurs prêts ici au Québec qu'ils n'aillent pas ailleurs comme ceux des infirmières est docteur ou autrent s'exilent dans d'autres pays après avoir payé ce qu'ils doivent à la société comme ça il manqueraient moins de personnel pour enrichir le Québec non mais sais toujours nous autrent nous les payeur d'impôt qui paye leur étude pour leur prêt est bourse ils peuvent aussi se perfectionner ici sais pas pour rien que les autres pays viennent les chercher. quelque vous en pensez..
- Physic42
C'est une merveilleuse idée, mais avant de parler de hausse et de mesures comme celles-ci, je crois qu'un grand ménage du printemps s'impose dans l'administration des universités.
Pourquoi le gouvernement veut nous faire payer alors qu'il n'est même pas capable de baser ses arguments sur autre chose que le principe flou qu'est la "juste part".
- RIP, écoute et parle
Parce que pour le gouvernement, la juste-part, c'est de dépenser notre argent sans compter. Trouve moi un monsieur tout le monde qui budgéterait de cette façon et il serait en faillite dans 3 mois. C'est pour cela que le gouvernement est injuste envers tous, vous et moi, mais pas envers ceux qui les enrichissent pour des contrats. C'est une roue qui tourne, je te donne, tu me redonnes, on dépense à qui mieux mieux et on s'enfoncé dans le rouge. On commence à ressembler à la Grèce, et ça, ça me fait peur. Un jour il y en a qui vont vouloir se faire rembourser.....
- Physic42

Le triumverrat (sic) des associations étudiantes
Bérurier
Les nombrils, à mon sens, ce sont plutôt ceux qui se désolidarisent du mouvement en pensant à leurs intérêts personnels (moi, mon diplôme, ma carrière, mon droit de circuler librement sans être importuné dans la rue avec ma voiture, etc.). De plus, il ne faudrait pas oublier que que les votes de grève ont été pris en assemblée (Je sais qu'il y a eu des irrégularités à certains endroits...).

monacooo
Étudiants si vous ne voulez pas payer ou vous endetter pour vos études et bien faites comme moi arrêtez vos études et allez travailler au pic et à la pelle.....

[Pascal-Marc Savard](#)
Futé comme idée, je comprend pourquoi le Québec va aussi mal!! Toi tu considères cela comme une solution, moi je considère cela comme de la lâcheté. Je préfère me battre que d'abdiquer

monacooo
Si le Québec va mal comme tu dis mon petit Savard et c'est que le gouvernement est la vache à lait de tout le monde. Ce que les étudiants font présentement va coûter une fortune au gouvernement. Tu dois sûrement être un étudiant pour écrire des com-

Pourtant, il serait très facile pour un gouvernement Québécois de redresser la province et de ramener le sentiment de cohésion sociale. Il suffit d'avoir un vrai projet. Pas un projet qui dilapide nos ressources naturelles au profit d'investissements étrangers.

ZLING-KÉTARL
JE SUIS ROYALEMENT ÉCOEURÉ D'ENTENDRE BRAILLER CES ENFANTS GATÉS, QU'IL FASSENT LEUR PART (MINIME) COMME TOUT LE MONDE, SINON IL Y A AUSSI DES UNIVERSITÉS EN ONTARIO ET AU NEW-BRUNSWICK PAS MAL PLUS CHER QU'AU QUÉBEC QUI ON LE SAIT SONT LES MOINS CHERES AU CANADA.

FrancoisH
Moi je suis contre cette hausse exagérée des droits de scolarité parce qu'elle augmente encore plus l'injustice entre les jeunes des parents riches et les autres jeunes. Pour un jeune dont les parents riches payent tout ou presque, la hausse dérange peu. Même que ça va faire son affaire parce qu'il va y avoir moins d'étudiants à l'université et donc plus de chances de trouver un emploi à la fin de ses études. Pour les jeunes moins favorisés, c'est une autre paire de manches. Plusieurs travailleurs à faibles revenus chialent parce qu'ils ne veulent pas payer pour les études d'un jeune qui va devenir avocat, journaliste, ingénieur ou médecin. Moi je me dis que plus un étudiant devra payer pour ses études, plus les entreprises et le gouvernement devront payer en salaire pour attirer ces professionnels et pour inciter les jeunes à choisir comme carrière ces professions exigeant beaucoup d'études. D'une manière ou d'une autre, la société va payer le même prix pour avoir ces professionnels.

gillesprovost
JACQUES SAMSON EST UN VIEUX DE 75ANS LIBÉRAL TOUTE SA VIE ON N A DÉJÀ PERDU 58MILLIONS ET LA MINISTRE ET JAMES QUI SON SOUPÇONNÉ DE COLLUSION ET DE CORRUPTION ET DIT A SAMSON DE PRENDRE SA RETRAITE ET VOLE LA JOB D UN ÉTUDIANT VIVE LES ÉTUDIANTS CONTINUÉS VOUS DONNEZ L EXEMPLE QUÉBÉCOIS QUI ACCEPTE LES MAGOUILLES DE JAMES mentaires de ce genre. La ministre Beauchand devrait fermer les universités pour la balance de l'année. Pas de salaires à payer aux profs qui commencent à manifester eux aussi avec les étudiants. Car les étudiants ne veulent pas y aller eux-même aux études. Information ce Nadeau-Dubois a-t-il un salaire. Quand pense M.Savard. SVP. de bons commentaires comme réponse.....

[Denis Besner](#)

J'ai peut-être une piste de solution gagnante pour les deux parties.Vous voulez être traités en adulte et pensé en possédé la maturité,voilà ma solution.Des septembre 2013 (car avec le gouvernement des changements ça prend du temps) je privatise tous les établissements post-secondaires(j'en vois déjà tombés en bas de leur chaise) CÉGEP & UNIVERSITÉS. Attendez j'arrive.Selon les dernières statistiques le cout moyen d'un étudiant du post-secondaire jusqu'à l'obtention de son BAC est de \$ 90,000 pour un échéancier normal de 5 ans ce qui représente \$ 1800. mensuellement.Ce montant vous serait remis mensuellement par cheque émis à votre nom ainsi que votre établissement scolaire que vous auriez choisie couvrant ainsi vos frais scolaire pour le mois et ainsi de suite pendant 10 mois/année.Système assez facile à gérer je crois,fini les conflit,de frais de scolarité,des prêts & bourses etc.etc. Évi-

- demment le tout ajuster selon le cout de la vie. Ainsi vous devenez des clients du système et non des bénéficiaires, méchante différence.
- [Pascal-Marc Savard](#)
Idée simpliste issue d'un courant de pensée tombée en désuétude depuis environ 50 ans. Sinon vivre au 21e siècle comment trouvez-vous cela?
 - [Denis Besner](#)
C'est exactement ce que je pensais. Aucune maturité, aucun sens des responsabilités. Vivre la dépendance c'est beaucoup plus simple par ton commentaire tu viens de m'en donner la confirmation
 - 129enaz
Les élections s'en viennent mon petit Jean et cela ne fera pas bonne figure sur ton bulletin électoral.....
La balle est dans votre camp Pauline ne les décevez surtout pas (même s'ils ne savent pas écrire deux mots en français sans faire de faute) !
J'espère que vos promesses étaient autre chose que de la bullshit de politicienne et que si vous êtes élue vous allez décréter un gel des frais de scolarité
 - [Pascal-Marc Savard](#)
En parlant de ne pas savoir écrire!! Je considère que tu es un bon exemple de l'échec du système d'éducation au Québec :
1) Élections s'en viennent (ent) ;
 - 2) vous êtes (êtes) ;
3) même (même) ;
4) décréter (décréter) ;
5) vos [...] étaient (sont) autre chose = rarement vu une phrase aussi mal écrite que cela, je te jure j'ai l'impression de lire le texte d'un enfant de 8 ans.
6) Argumentaire ridicule, cohérence zéro et conclusion insignifiante voire inexistante!!
Bref, trois fautes d'orthographe BASIC sans compter les innombrables erreurs de structure, de cohérence et autres. Tu sais faire autant de fautes en si peu de mots cela relève de l'exploit. En matière d'illettrisme, je te considère comme un candidat de classe intersidérale, avant de faire des généralités grossières regarde donc ce qui se passe chez vous... Je te jure que tu as rien à envier à personne à ce niveau.
129enaz
Les élections s'en viennent mon petit Jean et cela ne fera pas bonne figure sur ton bulletin électoral..... JE REPRENDS LE TEXTE DE GHOST RIDER RUN (un autre apôtre des associations étudiantes), si tu prenais le temps de lire tu t'en serais aperçu !
En passantet je reprends ton texte " phrase aussi mal écrite devrait s'écrire phrase aussi mal écrite"
Retourne donc à tes livres avec ton BASIC assimilé
 - monacooo
 - Il doit avoir un clavier anglais. Des fautes tout le monde en fait mon petit Savard. Ceux ou celles qui se pensent parfaits, des fois ces personnes sont des porcs frais.....
66996699
129 enaz
ou as-tu pris cette nouvelle? Dans ton cerveau... dans tes fantômes... donnez-nous avec précision au moins ou tu as entendu cela et peut-être même que tu l'as vu... alors dis-le-nous... quelle ville... etc... quand tu lances un fait: prouve-le... fais pas comme le libéral party avec tomassi...
129enaz
Question d'un étudiant masqué à ses leaders d'associations étudiantes: Si je suis obligé de reprendre ma session, vais-je être obligé de payer à nouveau? Et si oui, vous êtes-vous tout simplement moqué de moi?
PS: Si vous daignez me répondre, pas de phrases types, toutes préparées d'avance, vos grands principes syndicaux ne remplaceront pas mon manque à gagner!
Marjolaine_D
Si la session est annulée, le gouvernement et/ou les institutions scolaires sont dans l'obligation de rembourser les étudiants. Raison de plus pour que le gouvernement n'annule pas la session.
129enaz [Réduire](#)
Merci pour votre précision, mais ça me fait une belle jambe!

LE NOUVELLISTE: «Une carte de crédit aux étudiants» - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 07h38

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
(Trois-Rivières) De son côté, l'Association générale des étudiants de l'UQTR estime que les mesures annoncées hier par le gouvernement visent tout simplement à accroître l'accessibilité à l'endettement étudiant et que le gouvernement crée ainsi un système à deux vitesses puisque le remboursement des prêts proportionnels aux revenus créera deux catégories d'étudiants.

Selon l'AGÉUQTR, les diplômés avec un bon revenu pourront payer leur dette d'études beaucoup plus rapidement que les diplômés à faible revenu.
«Le gouvernement vient d'offrir une carte de crédit aux étudiants», estime le président de cette association, Hugo Mailhot-Couture.
Toujours selon l'AGÉUQTR, la seconde mesure adoptée par le gouvernement ne modifie que le système de prêts et accentue l'accessibilité à l'endettement.
«C'est à croire que le gouvernement est de connivence avec les banques. L'étudiant n'est plus qu'un client des universités, il est maintenant un client des institutions financières», s'indigne le président de l'AGÉUQTR».

LE DROIT: Les grévistes du Cégep de l'Outaouais loin d'être impressionnés - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h30



Etienne Ranger, LeDroit
Les grévistes du Cégep de l'Outaouais ont manifesté devant le Musée canadien des civilisations, en fin d'après-midi, sans perturber la circulation.

Justine Mercier, Le Droit

Le président de l'association étudiante du Cégep de l'Outaouais, Jérémie Carrier, est loin d'être impressionné par les modifications au régime des prêts étudiants proposées hier par le gouvernement du Québec. Il n'est donc aucunement question de devancer le vote de reconduction de grève prévu pour vendredi prochain.
M. Carrier estime que l'annonce faite hier par les ministres Line Beauchamp et Raymond Bachand est peu susceptible de faire changer de camps les étudiants du Cégep qui se sont jusqu'à présent prononcés en faveur de la grève.
« Je trouve que c'est absolument insuffisant quand on considère que l'éducation est un droit, a réagi M. Carrier. Ça ne devrait pas être marchandisé. [...] C'est encore la classe moyenne qui va payer. Si le gouvernement dit qu'il va hausser les prix de l'électricité, c'est un incitatif à la réduction de la consommation, alors pourquoi ce ne serait pas le cas avec l'éducation? C'est sûr que ça va toucher l'accessibilité. »
Malgré l'annonce faite hier par le gouvernement, l'association étudiante du Cégep de l'Outaouais n'a pas l'intention de devancer le vote de reconduction de la grève prévu pour le 13 avril, a fait savoir M. Carrier. Hier, le cégep a suspendu ses cours pour une 18e journée consécutive.
Du côté de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), on ne déplacera pas non plus le vote prévu pour mercredi. Le vice-président de l'association générale des étudiants de l'UQO, Thomas Vallin, a indiqué hier que les bonifications au régime de prêts et bourses annoncées par Québec pourraient « changer la donne », estimant que certains étudiants s'étant prononcés en faveur de la grève pourraient être satisfaits de ces modifications et donc voter pour un retour en classe.

LESOLEIL.COM: Bonification des prêts et bourses: un défi important pour les universités - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour à 11h25



Le président de la CREPUQ, Daniel Zizian

Annie Mathieu, Le Soleil (Québec) Alors qu'elles héritent de la facture de la bonification de 21 millions \$ du programme de prêts et bourses, les universités québécoises devront redoubler d'effort pour amasser plus de dons auprès des anciens diplômés et des entre-

prises. Même si elle salue l'initiative, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) admet que les institutions feront face à un «défi important». Dans le Plan de financement des universités québécoises, le gouvernement avait déjà demandé aux 18 établissements universitaires québécois de faire une plus grande place à la philanthropie. Selon le président de la CREPUQ, Daniel Zizian, Québec a réclamé que le montant en provenance des dons passe de 111 à 165 millions\$. «Là, on vient d'ajouter un 21 millions \$. C'est clair que c'est un défi important», a reconnu M. Zizian, ajoutant que les universités feront tout pour le relever.

La manière demeure cependant imprécise. «On va travailler avec tous les outils disponibles pour atteindre les objectifs qui vont être fixés», a-t-il fait valoir, citant en exemple de nouvelles campagnes de collecte de fonds. Selon Daniel Zizian, de plus en plus d'anciens étudiants versent de l'argent aux universités qui les ont formés. «Il y a une tradition qui s'installe lentement mais sûrement», souligne-t-il. Le président rappelle par ailleurs que le remboursement des prêts proportionnel au revenu est une mesure qui a été proposée par la CREPUQ lors de la Rencontre des partenaires en éducation en 2010.

LESOLEIL.COM: Les droits de scolarité comme enjeu électoral: Marois pressée d'en découdre - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour à 07h36



Photothèque Le Soleil

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, ne voit aucun risque à ce que son parti, qui mène dans les intentions de vote, fasse de la question des droits de scolarité l'un des enjeux d'une éventuelle campagne électorale.

Jean-Marc Salvat, Le Soleil (Québec) Pauline Marois se montre pressée de porter la réplique au chef libéral jusqu'en campagne électorale dans le dossier des droits de scolarité. «Si M. Charest veut aller en campagne sur ce thème, nous sommes tout à fait prêts à y aller sur ce thème, a déclaré la chef péquiste au Soleil, jeudi. Nous avons pris une position à laquelle nous croyons et on n'en changera pas.»

La direction du Parti québécois est convaincue que Jean Charest cherche des raisons et des prétextes pour déclencher des élections générales au printemps, qu'il travaille fort à faire monter son parti dans l'électorat francophone. On y croit tellement qu'on annoncera sous peu le report du 28 avril au 5 mai de la Conférence nationale des présidents de circonscriptions et de régions, a appris Le Soleil. Cette instance militante se réunira à Québec et pourrait permettre à Pauline Marois de dévoiler le programme électoral de son parti, si le besoin s'en faisait sentir. Le PQ a pris bonne note que le Parti libéral du Québec tiendra un conseil général les 4, 5 et 6 mai à Montréal. Si Jean Charest le décidait, cette réunion pourrait servir de rampe de lancement à la campagne électorale. Chaque camp se surveille.

Un atout

Sur la colline parlementaire, des libéraux pensent que leur patron a en main un atout électoral avec le dossier des droits de scolarité. Ce qui est sûr, à ce stade-ci, c'est que le premier ministre ne se gênerait pas pour aborder ce thème pendant la campagne électorale, s'il convoquait les Québécois aux urnes d'ici le 24 juin. Il l'aborderait même s'il n'en faisait pas le prétexte à un déclenchement comme tel, et même si le conflit était réglé d'ici là.

Le chef libéral voudrait opposer le «leadership» dont son gouvernement ferait preuve à l'«opportunisme» du Parti québécois. Il est faux de prétendre que les libéraux sont dans le leadership politique et les péquistes dans l'opportunisme avec ce dossier, corrige la péquiste Marie Malavoy. «Ça fait un an qu'on a inscrit dans notre programme politique la proposition d'un gel des droits de scolarité à leur niveau actuel, jusqu'à la tenue d'un sommet sur le financement des universités.» Pauline Marois et Marie Malavoy ne voient aucun risque à ce que le Parti québécois, qui domine dans les intentions de vote, fasse lui-même de cette question l'un des enjeux d'une éventuelle campagne printanière. Même si les libéraux ne possédaient toujours pas, dans les derniers sondages, les appuis nécessaires pour se lancer en campagne, les caquistes croient aussi à un déclenchement ce printemps. Ils constatent que le gouvernement de Jean Charest fait tout pour «s'ouvrir une fenêtre». Un député de François Legault note, sarcastique, que de toutes les décisions prises par ce gouvernement depuis des années, la hausse des droits de scolarité est l'une des rares à recueillir un appui supérieur à 50 % chez les Québécois.

LE DEVOIR: Échec d'une première tentative de sortie de crise: Les étudiants disent non à la proposition de Québec mais reconnaissent l'ouverture au dialogue - Vendredi 06 avril 2012



Photo : Clément Allard - Le Devoir

Line Beauchamp et Raymond Bachand ont proposé hier d'améliorer le programme des prêts et bourses.

Antoine Robitaille, Lisa-Marie Gervais Sitôt connue, la proposition du gouvernement d'améliorer le programme de prêts et bourses a été balayée par les trois grandes organisations étudiantes. Mince espoir, toutefois, car bien que les leaders étudiants n'aient

pas du tout apprécié cette «fin de non-recevoir» qu'ils ont qualifiée «d'opération de relations publiques» et de «procédures préélectorales», ils ont néanmoins promis d'y réfléchir et de la soumettre à leurs membres. «L'accueil est assez froid, mais on va prendre le congé pascal pour analyser ça», a déclaré le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la réaction est déjà plus ferme: c'est non. «Nos associations étudiantes ont déjà toutes adoptées des mandats et des positions pour ou contre. Et personne ne parle de RPR [remboursement proportionnel au revenu]. C'est non», a expliqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui dit néanmoins voir une ouverture au dialogue. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) soumettra la proposition à ses membres à son congrès en fin de semaine. Disant vouloir alléger le fardeau de la classe moyenne, les ajustements annoncés hier matin par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et celui des Finances, Raymond Bachand, coûteront 21 millions supplémentaires, une facture refilée aux universités. Ainsi, une première mesure permettra, dès l'automne 2012, l'accès à un prêt couvrant les dépenses de matériel scolaire et les droits de scolarité à un étudiant venant d'une famille dont le revenu est inférieur à 100 000 \$. Par ailleurs, aucune contribution parentale ne sera prise en considération jusqu'à un revenu familial de 60 000 \$. D'autre part, le gouvernement veut mettre en place pour l'automne 2013 un nouveau régime de remboursement des prêts en proportion du revenu (RPR). Contrairement à la méthode actuelle, qui répartit le montant du prêt à rembourser sur un certain nombre d'années, le nouveau mécanisme tiendra compte de la capacité de payer de l'étudiant nouvellement arrivé sur le marché du travail. En clair: on évite au travailleur à petit



salaires de consacrer au remboursement de son prêt une trop grande part proportionnellement à son revenu.

Cette dernière mesure, jusqu'ici très floue, avait déjà été suggérée par plusieurs, notamment Claude Montmarquette et Luc Godbout, tous deux fellows au CIRANO. Pour M. Godbout, c'est une nette avancée. «On vient s'assurer que si tu n'as pas un gros salaire, la part consacrée au remboursement de ton prêt ne soit pas trop grande», a-t-il résumé. «Dans l'ancien système, on ne s'occupait que de ta condition de vie pendant les études. Mais là, on s'y intéresse aussi après», a-t-il souligné.

Plusieurs pays, dont les États-Unis, l'Afrique du Sud et l'Allemagne ont de tels programmes de remboursement différé. La Suède a été le premier pays à mettre un tel régime en place, malgré la gratuité scolaire, rappelle M. Godbout. «Ça montre que les frais de scolarité, ce n'est qu'une des multiples dépenses que l'étudiant doit assumer. Et même s'il n'y en a pas, ils ont quand même le RPR pour d'autres dépenses», a-t-il souligné.

Rejet de l'endettement

La CLASSE dénonce les effets dévastateurs du RPR, notamment en Australie, où l'endettement étudiant a bondi de 120 %. Le gouvernement de ce pays ne s'est effectivement pas empêché d'accompagner la mesure d'une forte hausse des droits de scolarité. L'endettement ne doit pas être la solution, insiste Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. «C'est déjà ce qui décourage des milliers de personnes d'entreprendre des études universitaires.»

Martine Desjardins constate des irrégularités dans le calcul du gouvernement. «En 2005, cette mesure avait été proposée et on la chiffrait à 60 millions. Là, on dit que ça va coûter 21 millions, ça ne correspond pas», a-t-elle noté. Selon un calcul hypothétique fait par les chercheurs de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, le seul coût du RPR est évalué à 20 millions.

En revanche, la proposition a été saluée notamment par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, son pendant jeunesse, ainsi que par la direction de l'Université du Québec et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

En Chambre en matinée, la critique du Parti québécois Marie Malavoy s'est dite «scandalisée» de voir que le gouvernement servait du «réchauffé» aux étudiants. La députée a déposé un communiqué daté du 12 janvier 2005 par lequel le ministre de l'Éducation de l'époque, Pierre Reid, annonçait que les étudiants auraient «accès à un programme de remboursement proportionnel au revenu dès l'automne 2005». Le programme n'a finalement jamais vu le jour, car celui qui a remplacé M. Reid, Jean-Marc Fournier, l'a aboli.

Bien que la proposition du gouvernement soit similaire à celle faite par François Legault, le chef de la CAQ a qualifié hier de «quasi insultante pour les étudiants» la formule mise en avant par le gouvernement. «Nous, on a annoncé un régime pour bonifier les prêts et les bourses avec un financement qui vient de l'abolition des crédits d'impôt de 121 millions de dollars. Ce que le gouvernement annonce aujourd'hui, c'est un programme de 21 millions qui n'offre aucune bonification des bourses pour la classe moyenne», a-t-il dénoncé. Le RPR proposé par la CAQ ferait en sorte que les étudiants n'auraient à consacrer, pendant 10 ans, que 5 % de leur revenu au remboursement. Après 10 ans, la dette serait effacée.

Malgré cette proposition chiffrée que la ministre Beauchamp a pourtant présentée comme une «décision», les étudiants, qui ne démontent pour l'instant pas de l'idée d'un gel, refuseront-ils de négocier? «On est en train de voir s'il y a une possibilité d'une rencontre, a dit Martine Desjardins. On a appelé à son bureau et on attend de ses nouvelles.»

Avec la collaboration de Mélissa Guillemette

Vos réactions

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec élargit son programme de prêts étudiants aux familles de la classe moyenne – Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 22 h 55 HAE

Vidéo: Québec bonifie le programme de prêts, mais les leaders étudiants sont peu impressionnés, explique Josée Thibault.

Le gouvernement du Québec va élargir son programme de prêts étudiants et va mettre en place un régime de remboursement proportionnel au revenu, a annoncé le ministre des Finances.

Raymond Bachand a fait cette annonce aux côtés de sa collègue de l'Éducation, Line Beauchamp, lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte jeudi matin.

M. Bachand a annoncé qu'à compter de septembre 2012, le régime de prêts n'exigera «aucune contribution parentale [...] jusqu'à un revenu familial de 60 000 \$». Les prêts pourront couvrir les droits de scolarité, le matériel scolaire et les frais de subsistance.

«Un étudiant dans cette situation, qui est inscrit à 30 crédits pour une année, qui demeure chez ses parents et n'a aucun revenu, recevra une aide totale de 7400 \$ par année», a précisé la ministre Beauchamp.

Les enfants des couples gagnant jusqu'à 100 000 \$ auront aussi accès au programme, mais seulement pour couvrir les droits de scolarité et le matériel scolaire. Selon le gouvernement, ce montant sera de 4525 \$ pour 30 crédits en 2016-2017, l'année où la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sera complète.

À l'heure actuelle, les enfants dont les parents gagnent plus de 60 000 \$ n'ont pas droit à des prêts étudiants. Québec estime que cet élargissement «majeur» de son programme de prêts pourrait profiter à environ 50 000 étudiants supplémentaires.

Les étudiants qui ont terminé leurs études pourront quant à eux rembourser leurs prêts en fonction de leur revenu à compter de l'automne 2013. Le ministre Bachand argue que l'idée de rembourser les prêts «à un rythme qui dépend de la capacité financière» de chacun est une mesure «très progressiste».

Cet élargissement du programme de prêts n'entraînera «aucun coût additionnel pour le contribuable québécois», a affirmé le ministre Bachand. «On parle d'un coût qui s'échelonne graduellement jusqu'à 20-21 millions de dollars par année. Ce qu'on demande, c'est aux universités d'augmenter leurs efforts pour aller chercher de la philanthropie», a-t-il dit.

Vidéo: Patrice Roy s'entretient avec la ministre Beauchamp.

La ministre Beauchamp affirme que le gouvernement est «pleinement conscient» que les leaders étudiants rétorqueront que la modification annoncée au programme de prêts ne répond pas à leurs demandes.

«Les leaders étudiants veulent nous amener autour d'une table pour parler de la gratuité du diplôme universitaire ou encore du gel des droits de scolarité. Les étudiants veulent qu'on parle de leur contribution en disant: "ma facture, je ne veux pas la prendre, réfléchissez-la à quelqu'un d'autre". Pour nous, ce ne sera jamais une bonne base de discussion. L'étudiant universitaire doit faire sa juste part», a-t-elle fait valoir.

Le ministre Bachand a dit que le gouvernement est passé à l'action, même sans avoir discuté au préalable avec les étudiants. «Nous avons entendu, nous avons attendu, et il n'y a personne pour s'asseoir avec nous pour discuter, donc nous avons décidé comme nous devons le faire», a-t-il affirmé.

«Nous nous attendons à ce que les étudiants retournent en classe, pour ceux qui ne sont pas déjà en classe, car la majorité y est déjà», a pour sa part déclaré le premier ministre Jean Charest à son entrée à l'Assemblée nationale.

ILLUSTRATION DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE À UN ÉTUDIANT(1) DE NIVEAU UNIVERSITAIRE DE PREMIER CYCLE, SELON LE REVENU DE SES PARENTS – EN 2016-2017 (en dollars) Source : Ministère de l'Éducation du Québec

	15 000 \$			35 000 \$		
	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total
Avant le budget 2011-2012	3 335	2 440	5 775	2 093	2 440	4 533
Après le budget 2011-2012	4 960	2 440	7 400	4 960	2 440	7 400
Mesure annoncée – avril 2012	4 960	2 440	7 400	4 960	2 440	7 400
Bonification – avril 2012	–	–	–	–	–	–

	45 000 \$			60 000 \$		
	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total
Avant le budget 2011-2012	193	2 440	2 633	–	2 900	2 900
Après le budget 2011-2012	3 060	2 440	5 500	210	2 440	2 650
Mesure annoncée – avril 2012	3 060	4 340	7 400	210	7 190	7 400
Bonification – avril 2012	–	1 900	1 900	–	4 750	4 750

	85 000 \$			100 000 \$		
	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total
Avant le budget 2011-2012	–	–	–	–	–	–
Après le budget 2011-2012	–	1 140	1 140	–	–	–
Mesure annoncée – avril 2012	–	4 525	4 525	–	4 525	4 525
Bonification – avril 2012	–	3 385	3 385	–	4 525	4 525

Note : Estimation de l'aide financière aux études selon les paramètres qui s'appliquent pour l'année d'attribution 2011-2012. (1) Illustration pour un étudiant à temps plein (30 crédits) n'ayant aucun revenu et demeurant chez ses parents.

Des propositions accueillies froidement

La présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a réagi froidement à l'annonce. Si elle salue l'élargissement du programme, elle n'en croit pas moins que le problème de l'endettement des étudiants demeurera entier. Elle assimile l'annonce gouvernementale à une «procédure préélectorale».

«Je ne pense pas que ça va être suffisant pour convaincre les étudiants», a indiqué le président de la Fédération des étudiants collégiaux du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. «On ne propose pas de modifications aux droits de scolarité, [il n'y a] rien sur la mauvaise gestion univer-

sitaire, on propose d'augmenter la dette des étudiants et de leur famille, et ça, ce n'est pas très intéressant ».

Vidéo: Patrice Roy s'entretient avec les porte-parole de la CLASSE et de la FEUQ.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, souligne pour sa part que le discours du gouvernement est empreint de contradictions.

« L'endettement des étudiants et étudiantes, ce n'est pas une solution, c'est un problème. Les gens ne vont pas à l'université parce qu'ils sont effrayés à l'idée d'une dette de 20 000 \$, 25 000 \$, 30 000 \$. La ministre nous propose un endettement supplémentaire comme une solution à l'accessibilité », déplore-t-il.

« D'un côté, on impose, sans consultation préalable, une hausse des frais de scolarité de 75 %, de manière obligatoire, et de l'autre côté, on demande aux entreprises une contribution philanthropique, et donc volontaire, qu'on estime à 20 millions de dollars », ajoute Gabriel Nadeau-Dubois.

Le porte-parole de la CLASSE soutient que les annonces du gouvernement ne répondent pas aux raisons pour lesquelles les étudiants sont en grève, mais que le sujet sera néanmoins présenté par les associations étudiantes à leurs membres en assemblée générale.

Entre-temps, les quelque 200 000 étudiants québécois qui débraient pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décrétée par le gouvernement Charest [continuent de manifester](#) dans plusieurs villes du Québec, jeudi, malgré le risque que leur session soit compromise.

Certains étudiants en sont à leur 52e journée de débrayage, soit autant que lors de la précédente grande grève, en 2005. Ce conflit, qui portait sur des compressions au programme de prêts et bourses, s'était terminé par une entente négociée.

[L'opposition à Québec critique les changements apportés par le gouvernement](#)

D'autres réactions en bref

Selon la **Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec** (CREPUQ), les mesures annoncées par le gouvernement « contribueront à assurer davantage l'accessibilité à une formation de qualité ». Le financement du nouveau mécanisme de remboursement des prêts sera cependant puisé à même le Plan de financement des universités québécoises, note-t-elle, de sorte que les universités devront « faire un effort supplémentaire pour compenser cet impact ».

La **Centrale des syndicats du Québec** (CSQ) se dit « extrêmement déçue » des « propositions » du gouvernement parce qu'elles « ne tiennent pas compte des revendications » des étudiants au sujet de la gestion et du financement des universités. L'approche du gouvernement, dit-elle, constitue « davantage une bonne nouvelle pour les banques plutôt que pour les étudiantes et les étudiants puisque ce sont les banques qui bénéficieront d'une hausse de l'endettement étudiant par l'augmentation des prêts ».

La **Confédération des syndicats nationaux** (CSN) souligne que l'annonce du gouvernement « démontre qu'il est possible de discuter de solutions différentes de celles décidées sans débat ». Elle croit toutefois qu'il faut « distinguer dans l'accessibilité l'impact des prêts et bourses et celui des droits de scolarité ». La CSN demande au gouvernement de suspendre la hausse des droits de scolarité pour laisser place à un débat constructif sur le sujet.

« Moi je pense que M. Charest doit faire preuve de leadership. Il doit inviter les étudiants à discuter. », a pour sa part déclaré le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault. « Mais je pense qu'il y a deux choses qui doivent être mis sur la table: une bonification des prêts et bourses, mais aussi, une façon de mieux gérer les fonds des universités. »

Pas question de bouger sur les droits de scolarité

À l'Assemblée nationale, mercredi, la ministre Beauchamp n'avait donné aucun signe qu'elle était prête à revoir la hausse des droits de scolarité, que le ministre Bachand a annoncée dans son budget de mars 2011.

« Nous sommes fermes sur la question de la hausse des droits de scolarité. D'ailleurs nous avons des appuis. Nous avons un fort appui dans l'opinion publique, on a des appuis à l'Assemblée nationale du Québec », a-t-elle dit.

La ministre de l'Éducation avait aussi souligné qu'en tenant compte d'un crédit d'impôt applicable aux droits de scolarité, la hausse serait en fait de 230 \$ par année au cours des cinq prochaines années, pour un total de 1150 \$.

Mme Beauchamp a par ailleurs [mis de la pression](#) sur les étudiants en arguant que le réaménagement de la session des grévistes deviendra de plus en plus compliqué si le conflit persiste après Pâques.

« Il n'y a pas de date précise », pour sauver la session, a pour sa part soutenu le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Daniel Zizian. « Ça dépend de chacun des départements, mais plus on avance, plus il y a de risque effectivement que des cours soient suspendus, c'est-à-dire reportés à une autre session, ou annulés. »

« À la limite extrême, on pourrait reporter une fin de session vers la mi-août, mais ça aurait un impact sur la session d'automne. Mais c'est sûr que ce n'est pas ce scénario-là qu'on envisage », affirme de son côté Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

De son côté, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) a pressé le gouvernement de faire une proposition aux étudiants pour mettre fin à la grève et éviter que la session soit compromise.

La FNEEQ croit qu'un moratoire d'un an sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'un véritable débat public sur l'éducation seraient accueillis favorablement par les étudiants et pourraient mettre fin à leurs moyens de pression.

Les professeurs de cégep et les chargés de cours de la FNEEQ se disent prêts à faire preuve de souplesse pour que leur session soit sauvée, mais ils tiennent aussi à ce que leur convention collective soit respectée. Si les grèves persistent au-delà de la mi-avril, il sera extrêmement difficile de trouver des compromis.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - Anne-Marie Dussault s'entretient avec les représentants de la CLASSE, de la FEUQ et de la FECQ.



- Vidéo - Entrevue avec la ministre de l'Éducation Line Beauchamp



- Vidéo - Est-ce que la bonification des prêts étudiants va améliorer l'accessibilité aux études? Entrevue avec Léo Bureau-Blouin.

[Les commentaires \(719\)](#)

TVANouvelles: Grève étudiante: L'Estrie contre la hausse demande un moratoire et des États généraux - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 19h37



Crédit photo : TVA Nouvelles

Par Josée Cloutier | TVA Sherbrooke
 «Le gouvernement doit passer en mode solution, ouvrir le débat.» C'est ce qu'ont déclaré ce matin les membres du regroupement *L'Estrie contre la*

hausse, une coalition citoyenne formée composée de parents, de professeurs, de syndiqués, et même d'un ancien recteur.

Un règlement rapide est impératif pour éviter une crise sociale majeure. Dans ce contexte, un moratoire est demandé sur la hausse des droits de scolarité pour favoriser le retour en classe. La tenue d'États généraux sur l'éducation postsecondaire est souhaité.

Selon la coalition, les enjeux du débat actuel dépassent le simple affrontement entre étudiants et gouvernement. Le rehaussement du régime de prêts et bourses selon le revenu, proposé par la ministre Line Beauchamp, n'est pas vu comme LA solution; ils lancent un appel au dialogue démocratique.

«La ministre a dit: «On va mettre plus d'argent dans les prêts et bourses», elle reconnaît par le fait même qu'il y a des problèmes d'accessibilité.» souligne l'ancien recteur de l'Université Bishop, Robert Poupart.

Des étudiants ont réagi en manifestant en milieu d'après-midi devant les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation à Sherbrooke. Ils ont voulu signifier que cette proposition était inacceptable.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: L'opposition critique les changements apportés aux prêts et bourses par le gouvernement – Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 16 h 51 HAE



La députée du Parti québécois Marie Malavoy

L'opposition à l'Assemblée nationale critique la décision du gouvernement du Québec d'élargir l'admissibilité aux prêts et bourses de même que la modulation du remboursement de leur dette une fois les études terminées.

Le Parti québécois a estimé jeudi que le gouvernement servait du « réchauffé » à la population québécoise. « En 2005, Pierre Reid, alors ministre de l'Éducation et maintenant député d'Orford, avait proposé exactement la même chose », a déclaré la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur et de prêts et bourses, Marie Malavoy. « Ce programme n'avait jamais vu le jour, car il a été aboli deux mois plus tard par son successeur, Jean-Marc Fournier, actuel leader du gouvernement. »

« Le gouvernement impose ses conditions aux étudiants au lieu de s'asseoir avec eux pour écouter leurs propositions, a ajouté Mme Malavoy. Ce n'est pas de cette manière qu'il va dénouer l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Comme d'habitude, ça sent l'improvisation du côté du gouvernement! »

La députée de Taillon demande au gouvernement de daigner rencontrer les étudiants afin de mettre un terme à la crise.

Les commentaires (26)

Envoyé par [Neodemogratis Stéphane](#) de Québec, 9 avril 2012 à 11 h 43 HAE

Et que faire de ceux qui sont allés en communication et en art et lettre.... attendez et remboursez?

Envoyé par [Jonathan Anonyma](#) de Québec, 7 avril 2012 à 10 h 47 HAE

Si nous on ce fient aux prochains élections le parti Québécois sera réélus, ces derniers souhaitent que l'on aie 50 % de redevance sur nos ressources, un bon moyen de poursuivre le gèle des frais de scolarité. 200 milliards d'endettement c'est beaucoup mais 3000 milliards \$ c'est encore plus ;) C'est ce qu'hydro Québec a perdu en vendant pour quelques centaines de millions de \$ leur droit d'exploitation pétrolier sur l'île d'Anticosti. C'est surprenant qu'un gouvernement qui prône les énergies sale tel que les gaz de schiste ne soient pas plus en colère que ça envers leur belle petite firme adoré.

Envoyé par [Alfreda Maynio](#) de Brésil, 7 avril 2012 à 08 h 42 HAE

qui va payer pour les 247 milliard de dette dans le futur on paye déjà la hausse alors pourquoi la rehausser encore

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 7 avril 2012 à 08 h 11 HAE

Le PSS (Péquisse Socialiss Syndicaliss) disent n'importe quoi pour montrer qu'ils existent encore .

Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 6 avril 2012 à 23 h 31 HAE

Marois commence à être dans ses petits souliers. Bien discrète ces derniers temps. Elle va avoir de quoi jongler car elle fera inévitablement des faux pas. Elle ne peut pas cautionner le gel et elle le sait. Ça va patiner bientôt dans ce camp!!!!

Envoyé par un utilisateur non divulgué, 6 avril 2012 à 12 h 19 HAE

Ce commentaire a été retiré par le modérateur car il ne respectait pas la [netiquette](#).

Envoyé par [Erick Gagnon](#) de Québec, 6 avril 2012 à 10 h 49 HAE

Tout le monde court en rond et certains arrivent même à se mordre la queue... Le dossier des droits de scolarité ramène à la surface les conséquences des choix politiques que le Québec a fait ces 20-30 dernières années : voilà les faits que le gouvernement souhaite à tout prix garder dans l'ombre.

Des infrastructures qu'on a pas les moyens d'entretenir. Des services qu'on a plus les moyens de

Québec solidaire abonde dans le sens de l'un des principaux regroupements étudiants, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), en stipulant que le gouvernement n'offre que la possibilité aux étudiants et à leur famille de s'endetter. « La classe moyenne croule déjà sous les dettes, estime le co-porte-parole du parti et député de Mercier, Amir Khadir. L'augmentation des frais de scolarité ne fera qu'empirer cette situation. Les mesures annoncées touchant les prêts et bourses ne sont que des pansements qui ne régleront pas l'hémorragie que le gouvernement a lui-même provoquée. Ce qu'il propose est un mirage. »

En finançant ces nouveaux prêts et bourses à même l'argent des universités, M. Khadir estime que le gouvernement prouve par le fait même qu'il y a de l'argent disponible dans le système d'Éducation. « Si le gouvernement estime que de l'argent est disponible, pourquoi ne pas réduire la hausse prévue? demande-t-il. Ça serait plus simple et efficace que de gonfler la bureaucratie du système d'aide financière aux études. J'en conclus que le gouvernement maintient la hausse pour ne pas perdre la face et par choix idéologique. »

À Sherbrooke, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a estimé que le geste du gouvernement Charest était insuffisant. « Il doit y avoir deux choses qui doivent être mises sur la table : une bonification des prêts et bourses, mais aussi une façon de mieux gérer les fonds dans les universités », a-t-il déclaré.

Les quelque 200 000 étudiants québécois qui débraient pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décrétée par le gouvernement Charest ont continué de manifester dans plusieurs villes du Québec, jeudi, malgré le risque que leur session soit compromise.

Certains étudiants en étaient à leur 52e journée de débrayage, soit autant que lors de la précédente grande grève, en 2005. Ce conflit, qui portait sur des compressions au programme de prêts et bourses, s'était terminé par une entente négociée.

maintenir. Des ressources naturelles que l'on brade à bas prix. Des programmes gouvernementaux que l'on coupe. Des caisses de retraites qui seront bientôt vides. Du fossé toujours grandissant entre les riches... et les autres.

La hausse des droites de scolarité : une autre façon de pelleter les contrecoups du passé dans la cour des générations suivantes.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 6 avril 2012 à 08 h 33 HAE

Je m'attendais à beaucoup plus de commentaires négatifs. Plusieurs militants libéraux doivent déjà être en congé pour Pâques!

Envoyé par [Michel Bisson](#) de St-Georgs, 6 avril 2012 à 08 h 03 HAE

Mme MArois s'est engagée à annuler cette hausse des frais de scolarité, donc pourquoi Charest n'attend pas après les prochaines élections pour s'en prendre aux jeunes.,

Il ne cherche que la diversion.Pendant ce temps là les gens ne parlent pas de corruption, gaz de Chistes,dilapidation du grand Nord , de fonds de pension lourdement déficitaire,de traficaiton des livres comptables, de dépassements de coûts des systèmes informatiques et autres malversations libérales...



Ce débat est un cadeau en or pour Charest... Qui a une fois de plus réussi à monter les uns contre les autres..

Faut cesser de tomber dans son panneau

Envoyé par [Le ray Ray](#) de Québec, 6 avril 2012 à 07 h 05 HAE

avec le PQ j ai toujours l impression de voir un vieux film des années 1970....

Envoyé par [Patrice Cousin](#) de sherbrooke, 6 avril 2012 à 00 h 00 HAE

Si le PLQ était contre la hausse des frais de scolarité, le PQ serait pour!

Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal, 6 avril 2012 à 09 h 02 HAE *en réponse à Patrice Cousin de sherbrooke*

Surtout qu'ils y ont vigoureusement coupé en 1996 sous mam'Marois en tant que ministre de l'éducation! Ah le "forum de la jeunesse"...

Envoyé par [Équitée Robert](#) de Québec, 5 avril 2012 à 23 h 08 HAE

Au-delà de tous les pour et les contre au sujet des frais de scolarité, j'aimerais bien savoir ce qui se passe avec tout l'argent public qui se dépense dans les universités. J'aimerais aussi savoir d'ou vient l'argent du privé. J'aimerais aussi

savoir ce que l'on donne en retour etc. etc. Dans l'état actuel des choses, une commission d'enquête serait peut-être de mise car personne au gouvernement ne semble vouloir toucher à ses questions de près ou de loin. Les étudiants on raison de vouloir savoir ce que l'on fera des montants faramineux qu'ils payeront en impôts d'ici trois ou quatre ans.

Envoyé par [Jean Hemond](#) de Quebec, 6 avril 2012 à 14 h 27 HAE *en réponse à Équitée Robert de Québec*

En effet la prise de contrôle universelle par les grandes corporations est très bien enclenchée. Cela débute par la recherche et le savoir. "proprietary technology" le nouveau dur des entreprises. Tout est breveté maintenant! Il va sans dire que le recul de l'accès libre sur le savoir technique, l'information et la science, ceux qui sont monnayables, y incluant sa transmission; inquiète fort peu nos élites.

Nous contribuons en bout de ligne, comme consommateurs, payeurs de taxes et citoyens à 100% de cette situation. Mais le contrôle via les diverses sources de financement des états est volontairement molasse.

Comment rééquilibrer cette situation qui pourrait bien vite continuer de dégénérer en monopoles sectoriels absolus et irréversibles? Il faut poser maintenant les bons gestes. Si non nos universités deviendront bien vite des clubs de loisirs pour érudits en savoirs utiles mais non rentables. C'est une avenue peut-être?

Envoyé par [FERNAND BOUTIN](#) de QUÉBEC, 5 avril 2012 à 18 h 00 HAE

un bel effort mais sans discussion avec les étudiants. trop de prêts pour la classe moyenne et la bourse trop faible

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa, 5 avril 2012 à 17 h 53 HAE

Nous avons tous hâte quand la Nouvelle Reine sortira des ténébres!

Pour le moment, elle passe la chapeau au moins importants de la clique.

Envoyé par [Jacques Poulin](#) de montreal, 6 avril 2012 à 08 h 45 HAE *en réponse à Marc Pell de Ottawa*

Votre commentaire est loin d'etre claire.

Mme Marie Malavoy est une dame très digne, et probablement ministrable, on veut des gens comme elle au pouvooir. Et ca s'en vient.

CYBERPRESSE: Remboursement proportionnel au revenu: qu'est-ce que c'est? - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 16h48

Émilie Bilodeau, La Presse

En plus de la bonification du programme de prêts et bourses, le gouvernement a annoncé aujourd'hui jeudi l'implantation du remboursement proportionnel au revenu (RPR). Ce mode de remboursement existe déjà en Australie, en Suède, en Angleterre et dans quelques États des États-Unis. Mais comment s'appliquera-t-il ici, au Québec?

Le calcul de la dette à rembourser ne se fera qu'à la fin des études, explique Claude Montmarquette.

«Par exemple, prenons un diplôme de cégep et celui d'un baccalauréat à l'université. Il faudra regarder ce que vous aurait donné comme revenu le cégep et ce que vous donne comme revenu un baccalauréat. S'il y a un différentiel, vous

commencez à rembourser le prêt», dit le président du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations et auteur d'une étude sur les RPR.

Ainsi, un étudiant qui ne trouverait pas d'emploi à la fin de ses études ne serait pas forcé de rembourser son prêt.

M. Montmarquette croit que le RPR assure l'accès aux études postsecondaires, et ce, surtout pour les enfants provenant de familles moins nanties. «Ça permet aux étudiants de choisir la discipline qui leur plaît au lieu de la discipline qui leur permet de s'enrichir».

Éric Martin, lui, est farouchement opposé à ce mode de remboursement.

«On ne comprend pas pourquoi il faut se mettre à créer des espèces d'algorithmes hyper compli-

qués où il va falloir individualiser le profil des gens. Les gens vont commencer leur vie active avec une dette comme une hypothèque. On va miner la santé financière des étudiants dans la pire époque pour endetter les gens», explique l'auteur d'une recherche sur le RPR pour l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques.

Avec son annonce faite hier, le gouvernement ouvre la porte à une hausse «sans limites» des droits de scolarité, croit M. Martin.

Il rappelle qu'en Angleterre, par exemple, l'éducation universitaire était gratuite jusqu'à l'adoption du RPR en 1998, et que les coûts se sont alors mis à augmenter «énormément».

LE NOUVELLISTE: Les étudiants de l'UQTR rejettent l'offre de Québec - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 14h35



Photo: François Gervais

Hugo Mailhot-Couture

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) L'Association générale des étudiants de l'UQTR estime que les mesures annoncées aujourd'hui par le gouvernement visent tout simplement à accroître l'accessibilité à l'endettement étudiant et que le gouvernement crée ainsi un système à deux vitesses puisque le remboursement des prêts proportionnels aux revenus créera deux catégories d'étudiants.

Selon l'AGÉUQTR, les diplômés avec un bon revenu pourront payer leur dette d'études beaucoup plus rapidement que les diplômés à faible revenu.

«Le gouvernement vient d'offrir une carte de crédit aux étudiants», estime le président de cette association, Hugo Mailhot-Couture.

Toujours selon l'AGÉUQTR, la seconde mesure adoptée par le gouvernement ne modifie que le système de prêts et accentue l'accessibilité à l'endettement. «C'est à croire que le gouvernement est de connivence avec les banques. L'étudiant n'est plus qu'un client des universités, il est maintenant un client des institutions financières», s'indigne le président de l'AGÉUQTR.

LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: Beauchamp bouge sur l'accessibilité pour calmer le jeu: Québec met en place un nouveau mécanisme de remboursement proportionnel au revenu – Jeudi 05 avril, 15h32



Photo : La Presse canadienne (photo) Jacques Boissinot
Line Beauchamp et Raymond Bachand ont tenu une conférence de presse ce matin pour annoncer dans le dossier des droits de scolarité la mise en place d'un nouveau mécanisme de remboursement proportionnel au revenu.

Antoine Robitaille, Le Devoir avec La Presse canadienne

Québec — Le gouvernement Charest a décidé de «poser un geste» afin de sortir le Québec de la crise étudiante suscitée par sa décision de hausser les droits de scolarité universitaire de 1625 \$ sur cinq ans.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le ministre des Finances, Raymond Bachand, ont annoncé ce matin la mise en place d'un mécanisme de «remboursement proportionnel au revenu» (RPR) afin d'améliorer l'accessibilité aux études. «Il était de notre responsabilité de poser un geste», a soutenu Mme Beauchamp, insistant sur le fait que le gouvernement avait «écouté» et «entendu» plusieurs voix de la communauté étudiante.

La ministre a expliqué que ce n'était pas là une position de négociation, mais une «décision du gouvernement» visant à calmer les inquiétudes «légitimes» à l'égard de l'accessibilité aux études exprimées par «plusieurs voix de la communauté étudiante» et dans la classe moyenne. Elle coûtera à terme 21 millions qui seront puisés à même le Plan de financement des universités québécoises. Le gouvernement déposera une propo-

sition qui sera soumise, pour consultation, au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

Le gouvernement fait cette ouverture au moment où les grèves entrent dans une phase critique au-delà de laquelle des sessions pourraient être annulées. Mme Beauchamp a insisté sur le fait que le débat doit «retourner dans la communauté étudiante», que les votes soient repris à main levée, «sans intimidation».

Il y a une semaine, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, avait proposé la mise en place d'un RPR, proposant de le financer grâce à l'abolition du crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité. Line Beauchamp a expliqué que le gouvernement n'en fera pas autant puisque ce crédit d'impôt «fonctionne bien pour la classe moyenne» actuellement. Raymond Bachand a souligné que la Commission jeunesse du PLQ avait l'été dernier proposé une mesure similaire.

Accueil froid

L'annonce a été accueillie sans grand enthousiasme. L'opposition péquiste, qui se range résolument dans le camp des étudiants depuis le début du conflit, a jugé que l'annonce du gouvernement sentait «totalement l'improvisation».

La porte-parole en éducation, la députée Marie Malavoy, a rappelé que le gouvernement s'était déjà engagé, en 2005, à instaurer un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel au revenu et qu'il n'y avait jamais eu de suite.

Le porte-parole de Québec solidaire et député de Mercier, Amir Khadir, a déploré que l'annonce n'était «rien d'autre qu'une proposition pour endetter davantage les étudiants». Il a promis de déposer un «plan de sortie de crise» la semaine prochaine.

Dans les milieux étudiants, l'enthousiasme n'était pas davantage au rendez-vous.

La présidente de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a dit juger que Québec n'accroissait pas l'accessibilité aux études avec cette annonce, mais choisissait plutôt «de faire exploser l'endettement étudiant, pour ceux qui n'avaient pas accès au programme de prêts et bourses».

«On a passé à côté d'une belle façon d'améliorer l'accessibilité aux études. Ce qui est proposé ne répond pas aux besoins des étudiants», a-t-elle tranché.

Elle rejette aussi la demande de la ministre Beauchamp sur la reprise des votes, car, selon elle, il ne lui revient pas «de dicter comment doivent se tenir les votes démocratiques dans les associations étudiantes. Nous avons des règlements généraux pour le faire et on fait confiance à la jeunesse pour prendre cette décision-là par elle-même».

Vos réactions

TVANOUVELLES: Annonce de Québec: Synonyme d'endettement, croient les étudiants - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 15h22 - Mise à jour : jeudi 5 avril 2012 à 20h44



Credit photo : Agence QMI

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp
Agence QMI

L'annonce de [nouvelles mesures visant à améliorer l'accès aux études postsecondaires](#) n'a pas eu l'effet escompté sur les étudiants, jeudi. Ils ont été nombreux à balayer du revers de la main la bonification du programme de prêts et la mise en place par Québec d'un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Si la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a assuré qu'elle consultera ses membres sur cette première ouverture de Québec, elle a néanmoins déploré les mesures annoncées par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

«La ministre nous présente une augmentation de l'endettement étudiant comme une solution, alors qu'il s'agit plutôt d'un frein important à l'accessibilité aux études», a affirmé, dans un communiqué, Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

«Nous avons une foule de mesures concrètes et équitables à proposer à la ministre de l'Éducation afin de financer les universités québécoises sans affecter leur accessibilité. Nous demandons simplement à Mme Beauchamp de faire preuve d'ouverture d'esprit et d'écoute», a ajouté Gabriel Nadeau-Dubois, également porte-parole de la CLASSE, qui réclame l'abolition de la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité.



Credit - Agence QMI)

Plus d'un millier d'étudiants ont entrepris une marche de protestation contre les dernières offres faites par les ministres Bachand et Beauchamp, jeudi soir le 5 avril 2012 à Montréal.

Même son de cloche du côté de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. «Ce que le gouvernement est en train d'offrir finalement, c'est l'augmentation de l'endettement étudiant, a-t-elle dénoncé. Notre cheval de bataille c'est effectivement l'accessibilité aux études, mais encore faut-il des mesures qui vont permettre cette accessibilité-là. On a reçu 70 millions \$ supplémentaires d'un programme des prêts et bourses du gouvernement canadien, pour-

qu'est-ce qu'on ne les investit pas au niveau du programme de prêts et bourses?»

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval a aussi déploré ces nouvelles mesures qui, selon elle, sont synonymes d'endettement étudiant et non d'accessibilité aux études.



(Crédit - Agence QMI)

Les pressions ont porté fruits

De son côté, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a souligné qu'une telle annonce prouve «que les pressions étudiantes ne donnent pas rien. [...] Ça a ébranlé le gouvernement qui, jusqu'à il y a quelques semaines, disait qu'il n'était pas question de revenir sur les décisions, qu'il n'était pas question de s'asseoir avec les associations étudiantes», a-t-il mentionné en entrevue.

Si les étudiants ont pour la plupart déploré le manque d'envergure de l'annonce de Québec, les universités ont pour leur part bien accueilli les mesures supplémentaires annoncées par les ministres des Finances et de l'Éducation.

«On note que le financement de 21 millions \$ du nouveau mécanisme de remboursement des prêts proportionnel au revenu, mesure proposée par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) lors de la Rencontre des partenaires en éducation, ainsi que de la bonification de l'aide financière, sera puisé à même le Plan de financement des universités québécoises. Les universités devront donc faire un effort supplémentaire pour compenser cet impact», a souligné la CREPUQ, dans un communiqué.



(Crédit - Agence QMI)

D'où proviendra l'argent?

Du côté de l'Assemblée nationale, la Coalition Avenir Québec (CAQ) de François Legault a déploré que le gouvernement n'ait pas précisé de quelle façon il compte financer sa proposition.

«Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour 21 millions \$ qui, selon lui, seraient financées par les universités à partir de dons privés. Or, le gouvernement avait déjà annoncé l'an dernier que les universités devaient augmenter de 111 à 165 millions \$ les dons effectués aux universités d'ici 2016-2017, sans indiquer toutefois si c'est le gouvernement qui devra assumer la facture pour les universités qui ne parviendraient pas à respecter ces augmentations sans précédent des dons privés», a souligné la CAQ, dans un communiqué.

Tant le Parti québécois que la CAQ ont rappelé que la mise en place d'un régime de remboursement proportionnel au revenu avait déjà été suggérée en 2005 par le gouvernement Charest. La proposition n'avait finalement jamais vu le jour.

Prêts pour les négociations

Les trois leaders des principaux regroupements étudiants en grève se disent prêts à rencontrer la ministre face à face, à la table de négociation, mais la ministre a émis des réserves.

Elle a expliqué en entrevue à LCN qu'elle avait proposé aux leaders des regroupements étudiants en grève de discuter il y a longtemps, mais qu'elle ne souhaitait pas revenir sur le sujet de la hausse des frais de scolarité et qu'elle restait ouverte sur le sujet de l'accessibilité aux études supérieures.

La ministre a aussi tenu à remettre les chiffres en ordre.

«Nous avons le meilleur régime d'aide aux études en Amérique du Nord. [...] 500 millions de dollars sont donnés en bourses chaque année, et ça, ce n'est pas à rembourser.»

Pour la CLASSE, le message est clair. Elle souhaite qu'il n'y ait aucun sujet proscrit de ces négociations. Pour elle, la conversation doit être ouverte. «La seule condition que l'on met à un dialogue avec madame Beauchamp c'est qu'il n'y ait pas de condition, a dit Gabriel Nadeau-Dubois en entrevue à LCN. Nous voulons un dialogue sur l'enjeu, sur la raison pour laquelle il y a actuellement la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec. Cette raison-là c'est une décision qu'a prise Mme Beauchamp, une décision injuste, d'augmenter de 75% les frais de scolarité. Il faut discuter de ça, de ce qu'on fait avec l'argent qu'il y a déjà dans nos universités.»

Léo Bureau-Blouin abonde dans le même sens. «On demande à la ministre de s'asseoir avec nous pour qu'on se mette en mode solution.»



(Crédit - Agence QMI)

Québec tend la main aux étudiants

Sans renoncer à la hausse des droits de scolarité, Québec a annoncé jeudi des mesures qui, selon le gouvernement, «amélioreront l'accessibilité aux études postsecondaires».

Alors que la grève étudiante en est à son 52e jour, les ministres de l'Éducation et des Finances, Line Beauchamp et Raymond Bachand, ont tenté de calmer le jeu jeudi en annonçant de nouvelles mesures visant à offrir «un meilleur soutien à la classe moyenne».

Ainsi, le gouvernement offrira, dès septembre 2013, un système de remboursement respectant la capacité financière des étudiants. Le ministre des Finances demandera à ses fonctionnaires de voir ce qui se fait ailleurs en la matière. La proposition d'un modèle de régime de remboursement sera soumise pour consultation au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

Plus de prêts

Déterminé à ne pas reculer sur sa hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, Québec propose aussi d'élargir le programme de prêts. Les familles dont le revenu annuel est inférieur à 60 000 \$ se verront accorder dès septembre un prêt additionnel pour pallier la hausse. «Un étudiant dans cette situation, qui est inscrit à 30 crédits pour une année, qui demeure chez ses parents et n'a aucun revenu, recevra une aide totale de 7 400 \$ par année», a indiqué la ministre Beauchamp.

De leur côté, les familles dont le revenu annuel est inférieur à 100 000 \$ pourront également toucher une aide financière, aussi sous forme de prêts, pour le paiement des frais de scolarité et du matériel scolaire. En 2016-2017, ce montant sera de 4 525 \$ pour 30 crédits.

Tous ces nouveaux prêts seront administrés par les institutions financières, et non par le gouvernement. En ce sens, le ministre Bachand a tenu à souligner que les contribuables n'auront pas à financer ces bonifications. Les sommes requises, d'environ 21 millions \$, seront puisées à même le Plan de financement des universités québécoises.

«Notre annonce d'aujourd'hui témoigne de notre bonne foi à vouloir améliorer l'accessibilité aux études universitaires pour les étudiants de la classe moyenne», a indiqué la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Elle a par ailleurs demandé la reprise des votes dans les associations étudiantes concernant les mandats de grève, en exigeant que ces votes soient secrets. «On doit sans intimidation permettre aux étudiants qui veulent retourner en classe d'aller suivre leurs cours», a mentionné Mme Beauchamp.

Gabriel Nadeau-Dubois a tenu à rappeler qu'il n'appartenait qu'aux étudiants de choisir le mode de votation lors des assemblées générales. «Il n'y a personne d'autre, à part les étudiants et étudiantes, qui ont le droit de décider la manière dont ils désirent voter. Je rappelle à madame Beau-

champ que dans les instances de son propre parti, les votes sont pris à main levée, donc je crois qu'elle n'a pas de leçon de démocratie à nous donner.»

Pour Martine Desjardins, «tripler l'endettement étudiant comme elle [la ministre Beauchamp] le propose, c'est inadmissible.» Elle rappelle que

«65% des étudiants ont 14 000 \$ de dettes à l'heure actuelle» et que d'ajouter à ce fardeau financier n'aidera en rien les étudiants qui débiteront éventuellement leur vie professionnelle.

CYBERPRESSE: L'offre aux étudiants ne règle rien, dit la CAQ - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 14h42 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 17h12



Photo: Robert Skinner, La Presse
L'offre du gouvernement est « bâclée » et relève de la « gestion de crise », croit François Legault. Il se demande comment elle sera financée.

Paul Journet, La Presse

(Québec) Même s'il propose lui-même une forme de régime de remboursement proportionnel au revenu (RPR), François Legault se désole de l'offre du gouvernement Charest aux étudiants.

À partir de l'automne 2013, Québec bonifierait de 21 millions de dollars le programme de prêts et bourses.

La facture serait refilée aux universités, ont annoncé ce matin la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le ministre des Finances, Raymond Bachand ([lire notre compte rendu ici](#)).

Cela ne règle rien aux problèmes de l'accessibilité des études supérieures et de la gestion des universités, croit M. Legault.

Le fait que le gouvernement bonifie seulement les prêts «va augmenter l'endettement étudiant», estime-t-il.

[La CAQ appuie la hausse des droits de scolarité, de 1675 \\$ en cinq ans.](#) Mais elle propose de l'assortir d'un RPR qui protégerait selon elle l'accessibilité.

Les étudiants devraient rembourser leur prêt en y consacrant 5 % de leur revenu annuel. Si le prêt n'est pas entièrement remboursé après 10 ans, on effacerait la créance. Les étudiants qui décrochent un emploi bien payé rembourseraient donc entièrement leur prêt.

On effacerait par contre une partie de la dette de ceux qui demeurent dans une situation financière précaire après leurs études. Cette mesure coûterait à terme entre 40 et 50 millions de dollars par année, estime la CAQ.

La CAQ suggère aussi de modifier l'admissibilité aux bourses. Le revenu plafond pour être admissible passerait de 30 000 dollars à 60 000 dollars par année.

Ces deux mesures coûteraient au total 120 millions de dollars. Elles seraient « autofinancées », dit M. Legault, grâce à l'abolition du crédit d'impôt non remboursable de 120 millions pour les droits de scolarité.

Appel au dialogue

L'offre du gouvernement est « bâclée » et relève de la « gestion de crise », croit M. Legault. Il se demande comment elle sera financée.

« On ne voit vraiment pas comment il peut y arriver avec 21 millions dollars », dit-il. [En janvier 2005, le gouvernement Charest avait promis de mettre en place un RPR.](#) Il avait abandonné cette idée quelques mois plus tard.

Éric Caire, porte-parole de la CAQ en matière d'Éducation, juge « scandaleux » que les libéraux aient abandonné cette promesse, puis la ressortent subitement pour essayer de dénouer la crise.

La CAQ demande néanmoins aux étudiants - tout comme au gouvernement - de se rencontrer dès que possible. « Au lieu de manifester, ils doivent s'asseoir avec le gouvernement Charest et discuter, négocier. Ça ne donne rien de rester braqués. »

Pour améliorer la gestion des universités, M. Legault propose des « contrats de performance ». « Un pourcentage maximum d'argent irait à l'administration des universités pour éviter les folies de parachutes dorés, comme à Concordia, ou les folies comme l'îlot Voyageur », a-t-il rappelé.

LESOLEIL.COM: Les étudiants rejettent l'offre de Beauchamp - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 13h21 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 23h35



Photothèque La Presse
«C'est une fin de non recevoir», a lancé Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), ajoutant que le mouvement de grève allait se poursuivre.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) L'annonce de la bonification du programme de prêts et bourses et d'un nouveau mécanisme de remboursement proportionnel au revenu n'émeut pas les étudiants qui dénoncent «l'entreprise de relations publiques» du gouvernement Charest.

Les associations étudiantes poursuivent leur grève entamée il y a sept semaines, mais soumettront tout de même les propositions à leurs membres au cours du congé pascal. Elles espèrent par ailleurs obtenir une rencontre avec la ministre de l'Éducation au retour des vacances.

«On est en train de faire de la petite politique sur un dossier crucial pour l'avenir du Québec. Franchement, c'est insultant pour les étudiants», a déploré la présidente de la Fédération étudiante

universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, abonde dans le même sens. «C'est une entreprise de relations publiques! [...] Ce n'est pas en annonçant un endettement supplémentaire que l'on va encourager les gens à aller à l'université!» a-t-il soutenu, ajoutant que les mesures annoncées ne répondaient pas aux demandes des 190 000 étudiants qui sont en grève.

Selon Martine Desjardins, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son collègue des Finances, Raymond Bachand, ont annoncé jeudi matin qu'ils reniaient les ententes prises en 2005 avec les associations étudiantes selon lesquelles les plafonds de prêts seraient maintenus. Le programme de remboursement proportionnel au revenu, qui existe ailleurs dans le monde, risque de faire bondir l'endettement étudiant, soutient M. Nadeau-Dubois. «Le meilleur exemple, c'est en Australie où il y a eu une augmentation de l'endettement de près de 120 %», a-t-il illustré.

«Je pense qu'elle [la ministre Beauchamp] a essayé de s'en sortir en proposant ça», a soutenu Marjolaine Boutin, une étudiante au deuxième cycle en ethnologie à l'Université Laval qui manifestait jeudi après-midi devant la bibliothèque Gabrielle-Roy.

Également du nombre, Cassandra Lambert-Pellerin poursuivait son tricot : une immense courtpeinte carrée de couleur rouge. «On espère qu'elle va cesser de grandir», s'est exclamée l'étudiante, ajoutant qu'elle ne mettrait cependant pas de côté ses aiguilles tant et aussi longtemps que le gouvernement n'accepterait

pas de négocier sur la hausse des droits de scolarité.

«Ce n'est pas fini»

«C'est une fin de non-recevoir. Ce n'est pas fini», promet également Martine Desjardins de la FEUQ. Mais comme chaque semaine, les associations consulteront leurs membres au cours du congé pascal pour la reconduction des moyens de pression afin que Québec revienne sur sa décision de hausser les droits de scolarité.

«On est bon joueur», a souligné le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. M. Nadeau-Dubois croit que l'annonce du gouvernement risque de donner de l'eau au moulin des grévistes pour que ceux-ci poursuivent leurs actions. «Ça risque de stimuler les gens qui sont en grève puisque ça démontre que nos moyens de pression donnent des résultats», a-t-il affirmé.

Les trois représentants étudiants assurent par ailleurs qu'ils demeurent ouverts à discuter avec la ministre de l'Éducation, pourvu que celle-ci n'impose pas de conditions. «Ce qu'on veut, c'est de discuter de frais de scolarité, d'aide financière aux études, de gestion universitaire et de financement des universités. On veut l'ensemble du portrait, et ce matin, tout ce qu'on a discuté, c'est d'endettement étudiant», a regretté Mme Desjardins, ajoutant que la FEUQ tentait d'obtenir une rencontre avec Mme Beauchamp.

«On est ouvert, on demande un dialogue avec le gouvernement. Par contre, faut que ce soit une discussion sans condition», a réitéré M. Nadeau-Dubois. M. Bureau-Blouin espère quant à lui que le gouvernement convoquera les étudiants mardi, soit au retour du congé.

Pascale Breton, La Presse

La bonification du programme de prêts et bourses proposée par le gouvernement risque d'aggraver le problème d'endettement étudiant et ne constitue en fait qu'une opération de relations publiques, dénoncent les organisations étudiantes.

Tant les fédérations étudiantes que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) estiment que ce n'est pas suffisant pour mettre fin à la grève, qui dure maintenant depuis sept semaines.

Les organisations promettent toutefois de sonder leurs membres sur leur désir de se prononcer ou non sur l'offre du gouvernement.

«Nous avons notre congrès en fin de semaine et nous allons adopter notre position officielle sur la recommandation ou pas de cette offre», a indiqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Mais la CLASSE estime que la bonification de 21 millions apportée au régime de prêts et bourses est «une opération de relations publiques bien plus qu'un réel dialogue honnête avec les associations étudiantes».

Même réaction du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui croit que l'offre est «loin d'être suffisante».

«C'est une imposition de quelque chose sans faire de véritables calculs. Ça nous a pris une heure pour réaliser que leurs calculs ne fonctionnent pas. On est en train de jouer à un jeu dangereux, un jeu électoraliste», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Les mesures proposées ne règlent rien et aggravent l'endettement des étudiants, a ajouté Mme Desjardins, en rappelant que la FEUQ s'est déjà prononcée contre un régime de remboursement proportionnel au revenu, en 2005.

Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'annonce d'aujourd'hui est un signe que le gouvernement est acculé au mur et que les étudiants doivent maintenir la pression.

Le 10 avril est en effet une date butoir dans plusieurs universités et cégeps. Si la grève perdure après cette date, les trimestres d'hiver ne pourront être prolongés sans empiéter sur les vacances estivales, ce qui entraînera des coûts importants et des maux de tête pour les administrations.

Les étudiants doivent continuer la lutte, croit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. «Si la ministre est prête à réduire le financement des universités, c'est qu'elle est prête à discuter des droits de scolarité à l'université, qui sont le noeud du problème.»

La FECQ va tout de même réunir ses associations en assemblée téléphonique extraordinaire ce soir pour discuter de la question. Elle se donne le congé pascal pour réfléchir à la proposition.

«Mais je ne pense pas que ça va être jugé suffisant par nos membres », avance M. Bureau-Blouin.

Les trois organisations étudiantes ont par ailleurs réitéré qu'elles souhaitent rencontrer la ministre pour discuter de la situation, ce qui n'a pas été fait à ce jour.

Autres réactions

La conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) reçoit pour sa part positivement l'offre soumise par Québec.

«Toute mesure qui vise à accroître l'accessibilité est une bonne nouvelle», souligne le président et directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian. Il rappelle que la CREPUQ a toujours répété que «toute hausse des droits de scolarité doit nécessairement être accompagnée d'une bonification du programme de prêts et bourses».

En revanche, les universités font face à un important défi, reconnaît M. Zizian. Le gouvernement Charest leur demande en effet d'aller chercher auprès des entreprises et des particuliers 20 millions de plus que ce qui avait été prévu dans le plan de financement des universités.

«On entend faire les efforts supplémentaires qu'il faut pour aller dans le sens de ce qui est annoncé par le gouvernement, indique M. Zizian. Chaque établissement va regarder comment il peut faire.»

De son côté, le Mouvement des parents contre la hausse dénonce les mesures annoncées hier, dans lesquelles il ne voit qu'un endettement supplémentaire.

Les mesures «accentuent la privatisation» du système d'éducation et renvoient «les plus démunis au crédit et à l'endettement à vie», dénonce le Mouvement, qui promet d'être présent au grand rassemblement qu'organise la CLASSE lundi prochain au parc Émilie-Gamelin, à Montréal.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: Annonce de Québec: Synonyme d'endettement étudiant - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 15H03 | Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 18H08



Photo Agence QMI / Archives
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, et Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Agence QMI

L'annonce de nouvelles mesures visant à améliorer l'accès aux études postsecondaires n'a pas eu l'effet escompté sur les étudiants, jeudi.

Ils ont été nombreux à balayer du revers de la main la bonification du programme de prêts et la mise en place par Québec d'un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Si la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a assuré qu'elle consultera ses membres sur cette première ouverture de Québec, elle a néanmoins déploré les mesures annoncées par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

« La ministre nous présente une augmentation de l'endettement étudiant comme une solution, alors qu'il s'agit plutôt d'un frein important à l'acces-

sibilité aux études », a affirmé, dans un communiqué, Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE.

« Augmenter l'endettement n'encouragera certainement pas les gens à aller à l'université! » a ajouté la porte-parole, dont la Coalition réclame l'abolition de la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité.

Même son de cloche du côté de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. « Ce que le gouvernement est en train d'offrir finalement, c'est l'augmentation de l'endettement étudiant, a-t-elle dénoncé. Notre cheval de bataille c'est effectivement l'accessibilité aux études, mais encore faut-il des mesures qui vont permettre cette accessibilité-là. On a reçu 70 millions \$ supplémentaires d'un programme des prêts et bourses du gouvernement canadien, pourquoi est-ce qu'on ne les investit pas au niveau du programme de prêts et bourses? »

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval a aussi déploré ces nouvelles mesures qui, selon elle, sont synonymes d'endettement étudiant et non d'accessibilité aux études.

Les pressions ont porté fruit

De son côté, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a souligné qu'une telle annonce prouve « que les pressions étudiantes ne donnent pas rien. [...] Ça a ébranlé le gouvernement qui, jusqu'à il y a quelques semaines, disait qu'il n'était pas question de revenir sur les décisions, qu'il n'était pas question de s'asseoir avec les associations étudiantes », a-t-il mentionné en entrevue.

Si les étudiants ont pour la plupart déploré le manque d'envergure de l'annonce de Québec, les universités ont pour leur part bien accueilli les mesures supplémentaires annoncées par les ministres des Finances et de l'Éducation.

« Les mesures supplémentaires de bonification du système de prêts et bourses présentées aujourd'hui contribueront à assurer davantage l'accessibilité à une formation de qualité, donnée par des enseignants de haut niveau et dans un environnement académique stimulant ce qui constitue une priorité pour les chefs d'établissements », a indiqué, dans un communiqué, la présidente désignée du Conseil d'administration de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Luce Samoisette.

Prêts pour les négociations

Les trois leaders des principaux regroupements étudiants en grève se disent prêts à rencontrer la ministre face à face, à la table de négociation.

Pour la CLASSE, le message est clair. Elle souhaite qu'il n'y ait aucun sujet proscrit de ces négociations. Pour elle, la conversation doit être ouverte. « La seule condition que l'on met à un dialogue avec madame Beauchamp c'est qu'il n'y ait pas de condition, a dit Gabriel Nadeau-Dubois en entrevue à LCN. Nous voulons un dialogue sur l'enjeu, sur la raison pour laquelle il y a actuellement la plus grande grève étudiante de l'histoire du

Québec. Cette raison-là c'est une décision qu'a prise Mme Beauchamp, une décision injuste, d'augmenter de 75% les frais de scolarité. Il faut discuter de ça, de ce qu'on fait avec l'argent qu'il y a déjà dans nos universités. »

Léo Bureau-Blouin abonde dans le même sens : « On demande à la ministre de s'asseoir avec nous pour qu'on se mette en mode solution. »

Afficher 14 commentaires

- **tivieux**
En plus de la bonification, faudrait ajouter la gratuité, un Iphone, un Ipad, payer leur loyer et leur bouffe, un peu d'argent de poche pour la fin de semaine, un voyage dans le sud à Noël et au Spring Break, Carte d'autobus gratis, etc. Je suis certain que c'est pas assez pour nos pauvres étudiants.
- **tijos5**
Les états qui offre la gratuité scolaire sont ceux qui s'en sortent le mieux face à la récession, tandis que aux États-Unis, le pays où le niveau d'accessibilité à l'éducation est le plus bas, il y présentement déficit de plus de 1000 milliard annuellement. il est désolant de voir à quel point la population est ignorante face aux effets néfastes de cette hausse non seulement pour les étudiants, mais pour la société entière, car les étudiants sont le plus grand investissement du Québec pour l'avenir.
- **Bérurier**
J'ai l'impression que vous exagérez. Juste la gratuité, ça va être correct.
- **tomkloss**
L'éducation est déjà gratuite. Suffit d'aller à la bibliothèque municipale et ouvrir un livre. Coût d'une carte d'abonné dans une bibliothèque = 0\$
- **Ramona5**
Comme la majorité d'étudiants, je veux assister à mes classes sans l'intimidation d'une minorité très radicalisée. Les nouveaux frais sont raisonnables et avantageux pour des étudiants vraiment pauvres comme moi. Les étudiants avec plus d'argent devront contribuer plus pour bénéficier aux autres moins riches.
- **Marie-Elaine Mineau**
HEY LES CONTRIBUABLES FRUSTRÉS!
Quand allez-vous comprendre que les étudiants ne sont pas vos ennemis: ce sont plutôt les politiciens et leurs amis des multinationales qui nous crossent tous éhontément, nous pompent nos ressources naturelles, et qui font en sorte que NOUS SOMMES ÉTRANGLÉS PAR LES IMPÔTS. Ces "élites" nous jouent les uns contre les autres, mais

nous sommes tous ou de classe modeste ou de classe moyenne et si nous avions les COUILLES des étudiants, si nous sortions tous dans la rue, le gouvernement aurait peur de nous et cesserait de nous crosser sans vergogne. Votre haine des jeunes, supposément "enfants-rois", vous aveugle. Ils sont nous et nous sommes eux. C'est Charrem et sa gang de corrompus les ennemis.

• **tomkloss**
"NOUS SOMMES ÉTRANGLÉS PAR LES IMPÔTS."

Je ne pense pas que les sommes presque inexistantes, qui leur sont retournées à 95%, prélevées auprès des étudiants comme impôt les étranglent...

• **Marie-Elaine Mineau**

Faudrait apprendre à lire tomkloss: je ne suis pas étudiante. Dans mon commentaire, le "nous", c'est les contribuables.

• **tomkloss**

Faudrait apprendre à lire, Marie-Elaine Mineau. Dans mon affirmation, il n'est allégué nulle part que vous êtes une étudiante.

• **Marie-Elaine Mineau**

Alors pourquoi critiquez-vous la phrase "NOUS SOMMES ÉTRANGLÉS PAR LES IMPÔTS" comme s'il était question des impôts des étudiants? C'était qui, le "nous", pour vous? Je vous suspecte de n'avoir lu que les majuscules. Et je suspecte que c'est également ainsi que vous lisez les journaux.

• **tomkloss**

Quand on ne connaît pas quelqu'un, on ne se prononce pas sur ses habitudes. Et, si on veut pas qu'on lise juste les majuscules, on ne les utilise pas. C'est drôle de voir le monde s'offusquer quand ils essaient de changer de sujet et on les ramène au débat.

• **Bardou25**

Les leaders étudiants ne veulent pas s'asseoir avec la ministre pour discuter? Car ils ont la vérité infuse. Alos, QUI NE DIT MOT CONSENT. Ça fait plus d'un an qu'il ne veut pas parler avec la ministre. Cette augmentation est dans le budget de 2011. Ça leurs a prit du temps avant de se réveiller. Ou encore attendaient ils d'avoir leurs allocations de \$ 6000 dans leurs comptes de banque avant de boycotter?

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Éducation | Grève: 104 000 \$ de l'heure - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 12H03



Photo Agence QMI, Michel Desbiens

Le conflit qui frappe le milieu postsecondaire coûte cher aux contribuables québécois.

Sarah-Maude Lefebvre

Le boycottage étudiant coûterait 104 000 \$ de l'heure aux contribuables québécois. Et la facture pourrait bientôt atteindre la somme de 100 M\$ depuis le début du conflit.

Selon une note économique rendue publique, hier, par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la grève étudiante coûterait en moyenne 17 millions de dollars par semaine au gouvernement, seulement en salaires pour les professeurs et les chargés de cours des universités et cégeps touchés par le boycottage.

En se basant sur le coût moyen des enseignants par élève tel qu'établi par le ministère de l'Éducation, la FEUQ a calculé que la facture s'élève à 3 M\$ par jour dans les cégeps. Dans les universités, le coût du boycottage serait de plus de 2 M\$ par semaine.

25 M\$ pour les policiers

Cette note économique révèle aussi que l'encadrement des policiers lors des manifestations se chifferrait à 25 M\$ depuis le début des protestations.

« Cela veut donc dire que la grève étudiante coûte 104 000 \$ l'heure au gouvernement, seulement en salaires », croit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Tant du côté des services policiers que des universités et cégeps, on a refusé, de confirmer ou d'infirmer les chiffres avancés par la FEUQ.

Salaires versés par semaine aux chargés de cours

Université de Montréal
643 470 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)
568 176 \$
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
177 822 \$

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

19 758 \$
Université Laval
209 328 \$
Université Sherbrooke
128 160 \$
Université Concordia
96 120 \$

[Afficher 81 de 82 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

LA TRIBUNE: Droits de scolarité : un moratoire est demandé - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 11h51



Imacom, Jessica Garneau

Claude Plante, La Tribune

(Sherbrooke) La Coalition citoyenne Estrie contre la hausse y va d'une solution de sortie de crise en proposant un moratoire sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'États généraux sur l'éducation postsecondaire.

Le groupe a soutenu en conférence de presse jeudi avant-midi que ce moratoire permettrait de mettre fin du boycott des cours par les étudiants et ainsi la reprise de la session en cours.

Les porte-parole de la coalition ajoutent que dans le contexte actuel la négociation est impossible.

Estrie contre la hausse est un regroupement de citoyens, de parents, de professeurs, de travailleurs, de représentants syndicaux, communautaires et politiques ainsi que du Diocèse de Sherbrooke.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Les étudiants se sentent incompris - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 11H14 | Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 22H59



Photo Agence QMI, Michel Desbiens

Les étudiants ne se sentent pas écoutés par le gouvernement.

Sarah-Maude Lefebvre

Insatisfaites de la bonification de 21 M\$ au programme de prêts et bourses, les associations étudiantes accusent Québec de « détourner le débat » du véritable enjeu de la grève étudiante, soit l'augmentation des droits de scolarité, en plus de mettre en place un système qui ne fera qu'augmenter l'endettement des étudiants.

À peine quelques minutes après que Québec ait annoncé des modifications au programme de l'aide financière, les commentaires d'étudiants indignés ont commencé à fuser sur les réseaux sociaux, hier.

« Ils aggravent la situation... ils s'en rendent compte ? », pouvait-on lire sur la page d'une association étudiante.

« La solution du gouvernement pour dénouer la crise étudiante : on prend 20 millions dans le budget des universités pis on le donne aux institutions bancaires », a aussi ironisé un autre étudiant.

Une manifestation spontanée a aussi été organisée, en fin de journée hier, au centre-ville de Montréal pour dénoncer cette « fausse solution à la hausse des droits de scolarité ».

Augmentation de l'endettement ?

De leur côté, les associations étudiantes ont unanimement décrié les modifications apportées à l'aide financière, affirmant que cela ne ferait qu'accroître l'endettement des étudiants.

« Les 21 M\$ que coûtera l'élargissement de l'accessibilité au programme de prêts correspondent à ce que la hausse des frais de scolarité rapportera aux universités l'an prochain. À choisir entre l'accessibilité à l'aide financière et l'accessibilité aux études, je choisis la deuxième option », a fait valoir Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

« On ne vient pas aider les familles moyennes, dénonce-t-elle. On vient augmenter le nombre de prêts accordés aux étudiants et donc, leur endettement. Vraiment, la ministre Beauchamp propose des mesures cosmétiques dans le seul but de détourner le débat du vrai enjeu. »

« On est déçu de voir qu'il n'y a rien dans cette annonce sur les frais de scolarité. Ça ne calmera pas la grogne des étudiants. Mais ça montre que la grève a un impact et qu'elle fait réagir le gouvernement. Ça vaut la peine de continuer dans cette voie », souligne Léo Bureau-Blouin, porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FEUQ).

Afficher 21 de 23 commentaires

• [Robert Desharnais](#)

Ma petite fille a obtenu une bourse d'étude, et afin d'aider ses parents à joindre les 2 bouts elle s'est trouvée un emploi d'été et cela contribue à payer ses études. Le hic c'est qu'elle a été avisée que si elle dépassait un certain montant de gain en travaillant l'excédent sera diminué de sa bourse! Que faire travailler une partie de l'été et aviser son patron qu'elle ne sera plus disponible dès qu'elle aura atteint le montant autorisé ou tout simplement rester chez elle! Belle façon d'encourager une étudiante qui a le cœur de travailler.

Comme elle demeure à près de 60 km de l'université elle a dû acquérir une vieille voiture, pour se rendre à l'université, louer un logement avec 3 autres filles, défrayer les coûts de la voiture et des repas, payer ses volumes et défrayer les frais chargés par l'université. L'augmentation de 75% est catastrophique pour des centaines d'étudiants et les parents qui doivent absorber les augmentations que Charest et sa gang a mises en place. LACHEZ PAS LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS, NOUS SOMMES DERRIÈRE VOUS.

• Dominic Fortugno

Ce plan est complètement débile! Je suis sûr que présenter ce genre d'offre dans un cours du MBA ou du HEC résulte en un échec sco-

laire! Diminuer le financement des universités pour augmenter l'endettement étudiant, favorisant par le coin les intérêts des banques, ils nous prennent vraiment pour des caves!

• GhostRiderRun

T'as raison !

• Gab S

La ministre sert un plat rechauffé aux étudiants, une vraie honte !

Au lieu de trouver des solutions, il me semble qu'on se moque des étudiants en leur proposant une « solution » qui va sans aucun doute les endetter davantage !

• [Pierre Barabé](#)

typiquement un raisonnement conservateur. Les riches deviennent plus riches...



- uheep
Quelle démagogie! Je suis ouvrier, fils d'ouvrier, donc loin d'être riche et pourtant je ne suis pas du côté des étudiants.... et je ne suis pas conservateur non plus.
- 129enaz
Les leaders étudiants (des moulins a paroles) appellent a la désobéissance civile, au chaos , ces irresponsables , se foutent éperdument de la majorité de leur membres qui ont payé leur cotisation a l'association des étudiants et veulent ÉTUDIER , qu'on les écarte du débat, ils ruinent l'avenir de toute une génération pour satisfaire leur petite personne !
- namth
La lutte sociale que mènent de front les étudiants, des professeurs et maints autres citoyens est dans l'intérêt collectif. Les étudiants souhaitent étudier, retourner à l'école, mais pour y parvenir le gouvernement libéral doit accepter de négocier. Je considère que la modification du programme d'aide financière est un gain, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'une hausse de 75% des droits de scolarité n'est pas nécessaire. Par exemple, en réduisant de moitié les sommes que les universités investissent en publicité (20 MILLIONS DE DOLLARS PAR ANNÉE), le gouvernement pourrait économiser 50 millions de dollars en cinq ans. Dans la même perspective, il peut réduire l'augmentation prévue (1625\$ de plus par année) d'un autre 15%, puisque ces fonds supplémentaires sont dédiés à la promotion. Bref, c'est le gouvernement qui est irresponsable et qui nuit à la réussite scolaire des étudiants en s'entêtant à défendre l'intégralité d'un projet inique qui remet en question le droit à l'éducation.
- tijos5
Se battre pour bloquer une hausse de frais de scolarité qui s'effectue sur une base de 5 n'est pas très du genre «satisfaire leur petite personne»
Un vote de grève se fait de façon démocratique, quand la majorité a parlé dans n'importe lequel des cas il suffit de le respecter.
Cette augmentation réduira de 7000 le nombre d'étudiant universitaire par année.

selon les études du parti libéral, alors il est ridicule de croire que ce mouvement est égoïste, au contraire, les injonctions demander par certain étudiants qui ne pensait qu'a leur intérêts personnels même au détriment de la démocratie sont réellement une honte pour cette supposé démocratie.

Bardou25
Voilà le résultat ? quand le gouvernement est seul assis a la table. UN PEU DE COURAGE LES LEADERS ÉTUDIANTS, ALLER VOUS ASSÉOIR AVEC LA MINISTRE, POUR AU MOINS QU'ELLE NE PARLE PAS SEULE, ELLE NE VOUS MANGERA PAS . Apres ca, sica ne convient pas , vous pourrez critiquer la ministre.

Polo307
Au plq on aime les Yes man, la ministre veut discuter avec du monde qui pense comme elle, c'est culturel.
La ministre parle de démocratie, on a vu cela au plq quand est venu le temps de parler de corruption. Mais encore la au plq la démocratie c'est pour les autres.
Sont bien bons pour faire la morale au plq, faut dire que ce sont toujours les plus corrompus qui sont les plus moralisateurs.
En terminant les étudiants lachez pas, laissez faire la bande de morron qui ne sont que les perroquets du pouvoir, il ne faut pas leur en vouloir, ils sont incapable de penser par eux-mêmes.

[Pascal-Marc Savard](#)
Pas besoin d'y aller, elle nous propose de s'endetter au profit des banques. Probablement un autre chum de Charest qui dirige une banque.

[Stali](#)
Oupsss... j'en vois un avec une cigarette... wow... c'est dispendieux de fumer de nos jours!

[Louis Who](#)
tres ordinaire comme offre !!! On dirait que le gouvernement ecoute pas et ce fou de ce que les etudiants demande Une rencontre messemble c'est pas compliquer a comprendre mdm Beauchamp

• Guest
Commentaire supprimé.

Houde101

Domage que même après tout ce temps et la documentation disponible qu'il y ait encore des gens au Québec qui croit que l'on peut se payer la gratuité partout et en plus offrir des services qu'aucun autre états en Amérique ne se paye même si il en ont plus les moyens que nous avec une des plus grosses dettes per capita d'Amérique .
Si cela ne change pas le révei lsera brutal pour nous et surtout nos enfants
Regarder la Grèce
Jean-Louis
Bardou25
Regarder qui parle de respect et d' insultes ?
Wow , on devient suceptible ?
• Guest
Commentaire supprimé.

Gab S
En classe ou pas, il faut se battre ! Pensons aux milliers d'étudiants endettés, Les banques et les gouvernements pompent le cash des étudiants ! ASSEZ !
Fiere
Vous arrive-il d'écrire sans insulter! Un peu de respect envers votre personne.

• GhostRiderRun
Cela est devenu une patate chaude pour le gouvernement à la venue des élections. Pour montrer qu'il n'a pas peur, il a décidé de rester dans la même ligne d'idée pour ne pas avoir l'air de perdre la face. Mais quelques fois, vaut mieux avoir l'air de perdre la face que de perdre sa dignité.

• GhostRiderRun
M. Charest est en train de tuer la jeunesse et l'enseignement et c'est pour cette raison qu'il ne peut reculer car il ne fonctionne que par sa propre vision des choses.

• GhostRiderRun [Réduire](#)
M. Charest est sans coeur en prétendant vouloir se donner un enseignement de calibre international en augmentant les frais de scolarité de la sorte.
Le Québec est dans une culture à part pour ce qui est de l'enseignement dont les programmes ne sont pas compatibles avec le calibre international. Il devrait lui-même comprendre cela puisqu'il est allé à l'université.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Droits de scolarité; Beauchamp tente de dénouer l'impasse - Publié le: jeudi 05 avril 2012, 10H47 | Mise à jour: jeudi 05 avril 2012, 10H56

VIDEO: Travaux de l'Assemblée Nationale , jeudi le 5 Avril 2012 , au parlement de Québec. Point de presse de Line Beauchamp et Raymond Bachand qui annoncent des mesures supplémentaires afin d'assurer l'accessibilité aux études postsecondaires. , 5 avril 2012 , Journal de Québec Régys Caron

Québec annonce une amélioration du régime d'aide financière aux étudiants dans le but de dénouer l'impasse qui perdure depuis plus de 50 jours dans les cégeps et les universités.

Le gouvernement élargit l'accès aux prêts étudiants en portant de 60 000 à 100 000 dollars par année le plafond de revenu familial au-delà duquel l'aide financière n'est plus accessible. Un étudiant dont les parents gagnent 50 000 dollars chacun sera admissible, à compter de septembre 2012, à un prêt «permettant généralement de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire», a expliqué Line Beauchamp.
De plus, la contribution parentale sera prise en compte, dans le calcul du prêt à être consenti, à compter d'un revenu familial de 60 000 au lieu de 28 000 dollars dans le régime actuel. Raymond Bachand estime que les mesures annoncées ce matin permettront «d'accorder des prêts additionnels à plus de 50 000 étudiants, pour la plupart issus de la classe moyenne». Aucun ajout n'est prévu au régime de bourses qui a déjà été bonifié de 15,6 millions de dollars à 547,5 millions en 2012-2013.

De plus Québec instaure un programme qui permettra aux ex-étudiants de rembourser leur dette d'études en proportion de leur revenu. Le mécanisme à être défini avec les institutions financières sera mis en place à l'automne 2013 après avoir été soumis à une consultation publique.

Diviser

Les mesures annoncées ce matin coûteront 21 millions d'ici 2016-2017 et la facture sera refilée aux universités, ont précisé Mme Beauchamp et son collègue, le ministre des Finances M. Raymond Bachand. Les universités verront leur financement majoré de 967 millions de dollars (moins 21 millions) d'ici 2016-2017 pour atteindre 3,5 milliards.

Québec espère ainsi diviser le mouvement étudiant qui s'oppose à la hausse des droits de scolarité de 1625 dollars d'ici cinq ans.

Les étudiants ne sont pas tous en grève pour la même raison, a signifié Line Beauchamp. Il y a ceux qui préconisent un gel des droits de scolarité et ceux qui veulent maintenir l'accessibilité aux études supérieures. La ministre a directement fait appel aux étudiants préoccupés par l'accessibilité aux études pour faire cesser le mouvement de grève. «Le débat relève de la communauté étudiante. Je demande que les votes (pour ou contre la grève) soient repris sans intimidation», a dit Mme Beauchamp.

«On s'attend à ce que les étudiants retournent en classe», a déclaré pour sa part le premier ministre Jean Charest. Les associations étudiantes réagissent à la décision gouvernementale plus tard en journée.

Afficher 18 commentaires

- myriam77
UN DEUXIÈME PAS DU GOUVERNEMENT
Où est le premier pas des étudiants? À part de marcher dans les rues, je n'ai pas vu leur

premier pas pour dénouer l'impasse. Et Par le biais de la CEQ doit être mort de rire.
• citoyen
Malheureusement les étudiants sont vraiment tête de cochon.

Pour eux c'est leur manière ou manger de la mardo.
Leur manière étant soit la gratuité total ou enlever la hausse de 1625\$.



Le gouvernement est clair, la hausse va se maintenir, mais au moins ils aident vraiment au niveau des prêts et bourses.

• Batracien22

Tu me fais rire...

• myriam77

DEPUIS QUAND UN CRAPAUD RIT?

Si on ne donne pas aux étudiants ce qu'ils veulent, c'est inacceptable pour eux. Cher crapaud, vous allez faire tout une personne dans la futur société québécoise: c'est mon idée ou rien du tout. Continuez à sauter comme un crapaud

• Physics42

Offrons la possibilité aux étudiants de s'endetter encore plus... les intérêts qu'ils verseront aux banques sont clairement un investissement dans leur avenir !

À tout problème, il y a une banque qui peut te prêter de l'argent ici!

J'ai de la difficulté à rembourser ma carte de crédit et ils m'offrent d'augmenter ma marge à 1200\$, quelle aubaine! Faut croire que je suis riche non? Si le gouvernement pense que je suis capable de déboursier ce montant, je dois faire immensément beaucoup d'argent :)

Vive les banques, vive le néo-libéralisme, vive les injustices sociales, vive le Québec !

• myriam77

PIS TOI, PHYSIC

Penses-tu que nous les grandes personnes, on s'endette pour le fun? Facile de critiquer mais les premiers consommateurs ce sont les étudiants qui finissent leur BAC et crois moi, j'ai eu 3 enfants qui ont un BAC.

Donc si je comprends bien votre argument: je me suis un peu endettée pour faire étudier mes enfants et là je vais encore payer et m'endetter pour vous faire étudier. Continues ton université...



• Physics42

Le premier consommateur de l'éducation c'est l'état. Pour chaque dollars investit dans l'éducation, c'est quatre dollars qui nous reviennent en taxes et impôts.

Mon argument c'est que:

1. Le gouvernement essaie de régler la crise en augmentant l'endettement étudiant.

2. Ne croyez pas le gouvernement quand il vous dit que nous essayons de refile la facture aux contribuables.

Les solutions sont tout autres et ça commence par une réorganisation de l'administration des universités Québécoises. Si le gouvernement avait fait preuve de transparence et avait démontré que la hausse était inévitable, au lieu de prendre cette solution comme étant acquise, j'aurais été le premier à accepter l'augmentation.

Malheureusement, le gouvernement se base sur la CRÉPUQ (vous savez, ceux qui s'octroient des hausses de salaires de 100k\$ en un ans ou ceux qui se donnent des bonis de départ de quelques millions), sur la moyenne canadienne (et non pas celle de l'OCDE) qui inclue le grand nombre d'écoles privés au Canada.

Je suis contre cette hausse, car je ne veux pas que mon argent serve à engraisser le système administratif corrompu des universités.

Il n'y a aucun organisme gouvernemental au Québec qui décide lui-même de son financement. Si on laisse le gouvernement augmenter les frais de scolarité, on laisse les rec-

teurs des universités décider eux-mêmes du budget qui leur est accordé.

Avant de dire que tout ce qu'on veut c'est vous refile la facture, je vous suggère de vous informer sur le sujet. N'oubliez pas que nous sommes aussi des citoyens et que nous avons droit de faire valoir notre opinion.

P.S. La journée que le gouvernement me démontre qu'il ne gaspillera pas notre argent en publicités, par exemple, je vous jure que je serai pour la hausse.

myriam77

D'ACCORD POUR L'ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉ

Mais plutôt que de refuser toute augmentation, vous pourriez faire une ouverture sur un échelonnement plus long et SURTOUT avoir un droit de regard sur toutes les dépenses des administrations universitaires. Même plus, pas seulement un droit de regard, le droit de vérifier tous les livres, les contrats, etc. Et le doit de mettre cela dans les journaux. On entend pas Pôline dire des choses comme cela. Elle attend son tour pour placer elle aussi ses petits amis.

Physics42

Nous ne refusons pas toute augmentation, nous refusons cette augmentation.

Vous ne le savez peut-être pas mais ce que vous dites ça ressemble beaucoup à la plateforme de la FEUQ:

4.1.1. Les dépenses de fonctionnement

Le premier constat du budget est fait sur les finances universitaires, dans une section nommée : « Des difficultés que l'on ne peut nier », le gouvernement affirme que nos universités sont mieux dotées que les autres universités canadiennes « en ce qui a trait à la recherche subventionnée et aux immobilisations ». Le budget affirme toutefois, comme base sur laquelle justifier le plan de financement, que « les universités québécoises dépensent moins que celles du reste du Canada pour le fonctionnement ».

Or, en l'absence d'une étude des besoins réels, de laquelle les manques du système pourraient être ressortis, comment pouvons-nous affirmer que le fait que les universités québécoises dépensent moins soit un facteur annonciateur d'un problème à combler ?

La FEUQ n'est pas à priori contre une amélioration du système, mais la proposition actuelle, n'identifie aucunement les besoins des universités, et ne réfère pas à une étude crédible sur le sujet. Le seul point de comparaison qui est proposé est l'étude de la CRÉPUQ sur le sous-financement universitaire, que nous étudierons dans une section subséquente de ce document.

Denis Gravel

Les enfants dont les parents avec des salaires de \$60 000 n'étais pas admissible pour des prêts universitaire. Ils ne demandais pas de bourse mais la possibilité pour leurs enfant d'avoir un prêts étudiants. Le gouvernement les ont entendu et on répondu oui à leurs demande sans plus.

Voilà une autre partie du problème de réglé. A connaître le talent de politicien de Monsieur Charest je suis presque certain qu'il lui reste une carte à jouer pour dénoué l'impasse et permettre aux étudiant de sauvé la fesse. Mais il semble que les étudiants ne soit pas encore prêt à saisir cette chance. Alors le temps passe...

vers l'avant

Aux étudiants qui n'ont jamais mis les pieds ailleurs au pays et à l'étranger écoutez, augmentez et comparez les frais de scolarité

alors peut-être que vous allez comprendre. Vivre selon ses moyens ne se compose pas seulement de notre budget personnel si petit qui soit.

Sacrifiez et respect de l'autorité, respect des politiciens ÉLUS et de ceux qui paye voilà des valeurs qui se sont perdu avec la culture que tout est gratuit. C'est pourquoi, nous sommes la province la plus endettée. Et en plus de ça, ce sont souvent les memes qui reve à l'indépendance, présentement seul l'Alberta a les moyens de se l'offrir car eux doivent être tanné de payer la péréquation qu'on recoit d'eux!

Payons ensemble à tout ceux qui croit que tout est gratuit!!!!

NON RIEN N'EST GRATUIT

[Renault Fontaine](#)

c'est au quebec qui le moin cher de partout ailleurs payer et farmer votre boite enfants gater

machiniste

VIVE CHAREST ET SA GAGNE ILS VONT ALLER A SAGARD POUR PAQUES DESMARAIS LES ATTENDS CORRUTION COLLUSION J'ESPERE QUI VA ETRE L POUR UN AUTRE SANS CA ETRE LA FAUTE DES AUTRES

ouais, pis après

Et après, c'est quoi ta solution pour régler le conflit? Changer de parti politique, ça pourrait être pire et mieux, tout dépendant du chef et de ses couilles à se tenir debout

And Giroux

J'espère juste une choses ne pas lacher, ces étudiants ils faut leurs bottés le cul tout simplement. Le vandalisme qu'il ont occasionnés et bien ils y as du monde qui doit payer, car si ils ne paient pas et bien attendés vous que ceux qui n'ont pas de médecin et bien la rue pour nous et vive les vitrines, la peinture mais nous ca seras de la peinture noir, a plus tard.

LabeaumeForPresident

Je suis contre la liberté d'expression. Merci de publier mon commentaire. À bas les manifs, vive le communisme chinois et sa dictature.

Jesuisadroite

On fait juste augmenter le taux d'endettement de nos enfant, et ce, avant même qu'ils aie eu leur premier vrai emploi...

Woohoo les jeunes, au lieu de vous endettez de 25-30000\$ pour votre bacc, maintenant ça va être 50 000\$

Quel beau cadeau!

Jesuisaucentre [Réduire](#)

À oui!

Hey les jeunes! Si vous allez au DEP ou au CÉGEP, c'est des peanuts à payer, mais si vous vous allez à l'université, ben là faut s'endettez...

Tout le monde est égaux, mais les étudiants à l'université le sont moins!

On est vraiment un pays de crétins! On donne nos ressources naturelle sans les transformer ici... Les riches sont riches... Les entreprises paie un taux d'imposition ridicule... On donne notre électricité aux alumineries et aux papetière... Mais "batinse" on double les frais de scolarité aux ti-jeunes qui travaille 15-20h par semaine...

Vous diriez quoi si le prix de l'électricité augmentait de 75%, si les poste de péages revenait sur les route, si la taxe sur l'essence doublait, et ce, sous prétexte qu'il faut faire votre part...

Vous feriez quoi!!

C'est étudiant là on les a mis au monde, faudrait peut-être les écouter!!!

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : Québec élargit son programme de prêts aux familles de la classe moyenne – Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 10 h 36 HAE

Le gouvernement du Québec va élargir son programme de prêts étudiants et va mettre en place un régime de remboursement proportionnel au revenu, a annoncé jeudi matin le ministre des Finances.

Raymond Bachand a fait cette annonce aux côtés de sa collègue de l'Éducation, Line Beauchamp, lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte jeudi matin.

M. Bachand a annoncé qu'à compter de septembre 2012, le régime de prêts n'exigera « aucune contribution parentale [...] jusqu'à un revenu familial de 60 000 \$ ». Les prêts pourront couvrir les droits de scolarité, le matériel scolaire et les frais de subsistance.



La ministre de l'Éducation Line Beauchamp et le ministre des Finances Raymond Bachand.

Les enfants des couples gagnant jusqu'à 100 000 \$ auront aussi accès au programme, mais seulement pour couvrir une partie des droits de scolarité et le matériel scolaire.

Québec estime que cet élargissement « majeur » de son programme de prêts pourrait profiter à environ 50 000 étudiants supplémentaires pourront ainsi

Les étudiants qui ont terminé leurs études rembourseront leur prêts en fonction de leur revenu. Le ministre Bachand argue que l'idée de rembourser les prêts « à un rythme qui dépend de la capacité financière » de chacun est une mesure « très progressiste ».

Cet élargissement du programme de prêts n'entraînera « aucun coût additionnel pour le contribuable québécois », a affirmé le ministre Bachand. « On parle d'un coût qui s'échelonne graduellement jusqu'à 20-21 millions

de dollars par année. Ce qu'on demande, c'est aux universités d'augmenter leurs efforts pour aller chercher de la philanthropie », a-t-il dit.

La ministre Beauchamp affirme que le gouvernement est « pleinement conscient » que les leaders étudiants rétorqueront que la modification annoncée au programme de prêts ne répond pas à leurs demandes.

« Les leaders étudiants veulent nous amener autour d'une table pour parler de la gratuité du diplôme universitaire ou encore du gel des droits de scolarité. Les étudiants veulent qu'on parle de leur contribution en disant : "ma facture, je ne veux pas la prendre, reférez-la à quelqu'un d'autre". Pour nous, ce ne sera jamais une bonne base de discussion. L'étudiant universitaire doit faire sa juste part », a-t-elle fait valoir.

Pas question de bouger sur les droits de scolarité

À l'Assemblée nationale, mercredi, la ministre Beauchamp n'a donné aucun signe qu'elle était prête à revoir la hausse des droits de scolarité, que le ministre Bachand a annoncée dans son budget de mars 2011.

« Nous sommes fermes sur la question de la hausse des droits de scolarité. D'ailleurs nous avons des appuis. Nous avons un fort appui dans l'opinion publique, on a des appuis à l'Assemblée nationale du Québec », a-t-elle dit.

La ministre de l'Éducation a souligné qu'en tenant compte d'un crédit d'impôt application aux droits de scolarité, la hausse serait en fait de 230 \$ par année au cours des cinq prochaines années, pour un total de 1150 \$.

Mme Beauchamp invite les leaders étudiants à des négociations sur le programme de prêts et bourses, mais ces derniers rétorquent à l'unisson qu'ils veulent parler des droits de scolarité et non pas du programme de prêts et bourses.

La ministre de l'Éducation a mis de la pression sur les étudiants en arguant que le réaménagement de la session des grévistes deviendra de plus en plus compliqué si le conflit persiste après Pâques.

« Il n'y a pas de date précise », pour sauver la session, a pour sa part soutenu le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Daniel Zizian. « Ça dépend de chacun des départements, mais plus on avance, plus il y a de risque effectivement que des cours soient suspendus, c'est-à-dire reporté à une autre session, ou annulés. »

« À la limite extrême, on pourrait reporter une fin de session vers la mi-août, mais ça aurait un impact sur la session d'automne. Mais c'est sûr que ce n'est pas ce scénario-là qu'on envisage », affirme de son côté Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

LESOLEIL.COM: Beauchamp annonce des mesures pour soutenir financièrement les étudiants - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 10h05 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 23h39



Photo PC

Line Beauchamp était accompagnée de son collègue des Finances Raymond Bachand.

Jean-Marc Salvé, Le Soleil

(Québec) Le gouvernement Charest pense fracturer le mouvement d'opposition à la hausse des droits de scolarité avec la bonification annoncée hier du régime de prêts et bourses. Il espère isoler les leaders des associations étudiantes.

« Je demande que les votes soient repris au sein des communautés étudiantes, que ces votes soient secrets et qu'ils soient tenus de façon démocratique et sans intimidation, a déclaré la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Le débat doit maintenant se faire au sein de la communauté étudiante. »

Pour tenter de dénouer l'impasse, Line Beauchamp et son collègue des Finances, Raymond

Bachand, ont annoncé un élargissement des critères d'admissibilité aux prêts pour les étudiants et la mise en place, à l'automne 2013, d'un « mécanisme de remboursement proportionnel au revenu ».

Les deux ministres cherchaient aussi à démontrer à l'opinion publique que leur gouvernement n'est pas intransigent, même s'il demeurera inflexible sur la hausse des droits de scolarité. « Nous sommes fermes et convaincus que l'étudiant universitaire doit faire sa juste part », a juré Line Beauchamp.

À ceux qui l'avaient oublié, la députée péquiste Marie Malavoy s'est fait un malin plaisir de rappeler que le gouvernement Charest avait déjà promis d'instaurer un programme de « remboursement des prêts proportionnel au revenu ». C'était en 2005. De « l'improvisation » et « du réchauffé ! » a dit l'élue de Taillon.

Pour le PQ, les problèmes d'accessibilité aux études supérieures et d'endettement resteront les mêmes avec ces mesures. Il déplore que le gouvernement impose ses conditions aux étudiants au lieu de s'asseoir avec eux pour écouter leurs propositions.

La Coalition avenir Québec appuie la hausse des droits de scolarité, mais dit comprendre la déception d'étudiants. La proposition du gouvernement ne vise que les prêts et non les bourses, a fustigé François Legault. Les libéraux n'abordent même pas le problème de la gestion des univer-

sités, notamment des « parachutes dorés » dont bénéficient certains dirigeants, a-t-il dit.

« C'est irresponsable et scandaleux » d'annoncer qu'un comité étudiera une proposition datant de 2005, a renchéri Éric Caire.

Période « critique »

Le gouvernement libéral affirme que les mesures présentées jeudi accroîtront l'accessibilité aux études universitaires pour les étudiants de la classe moyenne.

Selon les informations qu'il a fournies, les étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$ (dans le cas de deux parents gagnant 50 000 \$ chacun, par exemple) bénéficieront d'un prêt permettant de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire. En 2016-2017, le montant de ce prêt s'élèvera à 4525 \$ pour 30 crédits.

Désormais, aucune contribution parentale ne sera prise en considération jusqu'à un revenu familial de 60 000 \$, insiste-t-on. Quelque 50 000 étudiants de plus seraient concernés par ces mesures.

Celles-ci totaliseront 21 millions \$. Elles seront financées par une ponction dans l'enveloppe de 967 millions \$ supplémentaires que devaient toucher les universités en 2016-2017.

Line Beauchamp a noté que la période est devenue « critique » pour l'obtention d'un diplôme au sein des établissements où le « boycott » se poursuit depuis plusieurs semaines.

LE DROIT / LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: des mesures pour calmer le jeu - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h56 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 10h20 / Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h57

La Presse Canadienne, Québec

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a tenté de calmer le mouvement étudiant en annonçant jeudi la mise en place d'un nouveau mécanisme de remboursement proportionnel au revenu.

Le gouvernement va aussi améliorer le soutien financier accordé aux étudiants québécois.

Le remboursement proportionnel au revenu sera en vigueur à partir de 2013.

La bonification du régime de prêts permettra aux étudiants, venant de familles dont le revenu est de moins de 100 000 \$, d'obtenir un prêt couvrant la totalité des frais de scolarité et du matériel scolaire.



Archives La Tribune

Line Beauchamp

En 2016-2017, ce montant sera de 4525 \$ pour 30 crédits.

Accompagnée de son collègue des Finances Raymond Bachand, Mme Beauchamp a affirmé que ces mesures avaient été réclamées par la communauté étudiante. Les sommes requises, d'environ 21 millions \$, seront puisées à même

le Plan de financement des universités québécoises.

Les universités seront appelées à compenser cet impact en faisant davantage appel au mécénat des entreprises et à la philanthropie.

Mme Beauchamp a répété que le gouvernement est déterminé à maintenir la hausse tant décriée de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité.

La ministre a réclamé que l'accès aux établissements d'enseignement soit garanti par les étudiants grévistes.

La semaine dernière, Mme Beauchamp avait exigé que les étudiants renoncent au gel des frais de scolarité comme condition pour entamer des discussions sur l'amélioration de l'accessibilité aux études. Cette exigence avait été rejetée par les étudiants.

Le mouvement de protestation étudiant en est à sa septième semaine.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : les manifestations se poursuivent, la ministre Beauchamp garde sa «porte ouverte» - Mise à jour le jeudi 5 avril 2012 à 9 h 18 HAE



Manifestation contre la hausse des droits de scolarité à Sherbrooke

Alors que les manifestations contre la hausse des droits de scolarité se poursuivaient au Québec mercredi, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réaffirmé sa volonté de discuter de la bonification de l'aide financière aux études avec les associations étudiantes.

La ministre évoque cependant des négociations sur le programme des prêts et bourses et non sur la hausse des droits de scolarité.

« J'ai clairement indiqué que ma porte est ouverte pour discuter de la question de l'accessibilité aux études, plus particulièrement : "Est-ce qu'on doit apporter des modifications au régime de prêts et bourses?" », a-t-elle déclaré mercredi avant-midi à Québec.

« Moi, ma réponse, c'est : ma porte est ouverte pour avoir un dialogue là-dessus. Je pense qu'il y a un bon nombre d'étudiants - parce que le mouvement étudiant est divisé - de contribuables et de parents qui se disent : "S'il y a une piste de solution, c'est dans l'aide financière aux études" », ajoute-t-elle.

Aux yeux de Mme Beauchamp, si le conflit persiste après Pâques, le réaménagement de la session deviendra de plus en plus compliqué. Mme Beauchamp envoie le message qu'il faut régler ce conflit avec les étudiants, avant d'atteindre un point critique.

Certains cégeps et départements d'universités sont en grève générale illimitée depuis sept semaines dans certains cas, une situation qui pourrait compliquer la reprise de la session.

Le nombre de Québécois qui sont incapables de rembourser leurs prêts étudiants a bondi de 72 % de 2008 à 2010, révèlent les plus récentes données de l'Aide financière aux études, consultées par Radio-Canada.

La Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) presse de son côté le gouvernement Charest de faire une proposition aux étudiants pour mettre fin à la grève et éviter que la session soit compromise.

La FNEEQ croit qu'un moratoire d'un an sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'un véritable débat public sur l'éducation seraient accueillis favorablement par les étudiants et pourraient mettre fin à leurs moyens de pression.

Les professeurs de cégep et les chargés de cours de la FNEEQ appuient les étudiants dans leur lutte. Ils sont prêts à faire preuve de souplesse pour que leur session soit sauvée, mais ils tiennent aussi à ce que leur conven-

tion collective soit respectée. Si les grèves persistent au-delà de la mi-avril, il sera extrêmement difficile de trouver des compromis.

Les manifestations se poursuivent

Pendant ce temps, des manifestations d'envergure contre la hausse des droits de scolarité se sont déroulées dans la province.

En après-midi, plusieurs milliers d'étudiants de partout au Québec ont marché dans les rues de Sherbrooke, la circonscription du premier ministre Jean Charest. Selon les sources, il y avait entre 4000 et 10 000 manifestants.

À Montréal, des étudiants réunis au carré Saint-Louis, à l'invitation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), ont marché jusqu'à l'Université de Montréal. La manifestation, dont les organisateurs ont tenu l'itinéraire secret, s'est déroulée dans le calme.

En matinée, la police de Montréal a arrêté au moins une soixantaine d'étudiants qui manifestaient au centre-ville.

Des groupes de manifestants partis plus tôt des squares Victoria et Phillips plus tôt ont été interpellés à l'angle des rues Charlotte et De Bullion, et à l'angle de la rue Hôtel-de-Ville et du boulevard René-Lévesque.

Ces arrestations ont été effectuées peu après qu'un groupe d'étudiants soit entré à l'intérieur de l'hôtel Reine Elizabeth, boulevard René-Lévesque, avant d'en ressortir une dizaine de minutes plus tard. Ils sont ensuite entrés au Centre Eaton.

La police de Montréal, qui avait déployé son groupe d'intervention tactique dans les environs, a déclaré la manifestation illégale vers 8 h 20. Elle soutient que des méfaits ont été commis tant à l'hôtel qu'au centre Eaton. Personne n'aurait cependant été blessé.

Injonction concernant l'accès à l'UQAM

Une juge de la Cour supérieure du Québec a émis une injonction mercredi après-midi interdisant aux étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité d'empêcher l'accès aux édifices de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

L'injonction émise, valide jusqu'au 19 avril, est le fruit d'une entente entre les associations étudiantes et l'UQAM, selon les avocats des deux parties.

Elle prévoit que l'on s'abstienne de gêner l'accès ou la circulation près des pavillons, des résidences et des immeubles appartenant à l'UQAM.

On doit aussi s'abstenir d'intimider ou de menacer les employés, les professeurs, les cadres et tous ceux qui ont affaire à l'UQAM. L'injonction prévoit aussi que l'on n'incite pas des personnes à obstruer l'entrée ou la circulation à l'UQAM.

L'UQAM avait demandé plus tôt à la Cour supérieure de lui accorder une injonction interlocutoire provisoire pour forcer ses milliers d'étudiants en grève à cesser de perturber ses activités.

Plusieurs universités essaient par ailleurs de planifier la reprise des cours, en tentant de réduire les conséquences qu'elle aura sur la tenue de la session d'été.

Selon la CLASSE, plus de 194 000 étudiants de 184 associations étudiantes sont actuellement en grève au Québec.

Certains d'entre eux débraient depuis maintenant 51 jours et passeront jeudi le cap qui avait été atteint lors de la grève de 2005.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - La FNEEQ demande au gouvernement de faire preuve d'ouverture, rapporte Mélanie Bourgeois.



Vidéo - Entrevue avec Jean Beauchesne, PDG de la Fédération des cégeps, et Daniel Zizian, PDG de la CREPUQ.



Vidéo - Jacques Bissonnet fait le point sur les manifestations de mercredi.



Vidéo - La circonscription de Jean Charest est envahie par 4000 manifestants.

[Les commentaires \(150\)](#)

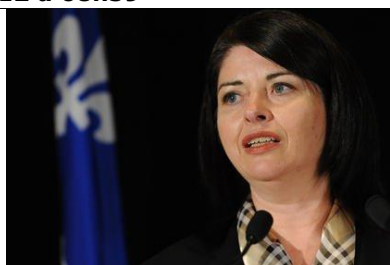
LA TRIBUNE: Le sort de la session reste incertain - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 09h05



Imacom, Claude Poulin

Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) Le décompte est commencé pour le sort des sessions à l'UdeS et au Cégep de Sherbrooke, mais le brouillard est toujours aussi dense. Les interrogations pleuvent pour les institutions, mais aussi pour leurs professeurs et leurs étudiants. Bon nombre de professeurs et de chargés de cours sont préoccupés, viennent les syndicats les représentant à l'UdeS. Le vice-président à la convention collective du Syndicat des chargées et des chargés de cours de l'UdeS (SCCUS), François Perron, souligne que « tout travail supplémentaire ne serait pas obligé ». « Si une faculté décide de reprendre quatre cours supplémentaires, c'est comme un nouveau contrat, que le chargé de cours est libre ou non d'accepter. » Le SCCUS représente 2400 membres.

LA TRIBUNE: Les étudiants doivent faire leur juste part, maintient Line Beauchamp - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 08h59



Archives La Tribune
Line Beauchamp

Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) « Les étudiants sont appelés à faire leur juste part. » La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a répété cette déclaration, mercredi, interrogée par *La Tribune* au terme d'une manifestation nationale dans le fief du premier ministre Jean Charest. Elle a rejeté la possibilité de s'asseoir avec les étudiants tant qu'ils resteront campés sur leur position. « Ils reviennent à nous demander de ne pas payer leur part. Ça ne peut pas être le bon sujet de discussion. »

À quand une sortie de crise? Comment dénouer l'impasse si le gouvernement refuse de discuter avec les fédérations étudiantes? Pourquoi ne pas aller s'asseoir avec eux? « C'est évident que plus le temps passe, plus ça entraîne d'importantes perturbations. Aller m'asseoir avec les étudiants, ce serait interprété comme si j'accepte d'aller parler de leur niveau de contribution. Je le répète : je ne peux pas aller m'asseoir en disant que ce sont les gens de la classe moyenne qui vont ramasser la facture. »

CYBERPRESSE: Québec élargit son programme de prêts pour études supérieures - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 08h46 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 12h18



Photo PC

Line Beauchamp et Raymond Bachand. Tommy Chouinard et Paul Journet, La Presse (Québec) Le gouvernement Charest a annoncé jeudi une bonification de 21 millions de dollars du programme de prêts et bourses dans l'espoir de convaincre les étudiants en grève de reprendre les classes. Il refile la facture aux universités. **> En vidéo: [les écoles secondaires sont maintenant ciblées](#)** Québec entend également instaurer un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu à compter de l'automne 2013, une

idée proposée par l'aile jeunesse de son parti puis par la Coalition avenir Québec. En conférence de presse, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son collègue des Finances, Raymond Bachand, ont présenté deux modifications au programme de prêts et bourses. Aucune contribution parentale ne sera dorénavant prise en compte dans le calcul de l'aide financière jusqu'à un revenu familial de 60 000\$. Et les étudiants dont le revenu des parents ne dépasse pas 100 000\$ auront droit à un prêt permettant «généralement» de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire (en 2016-2017, le prêt atteindra 4525 \$).



Ces bonifications seront en vigueur dès l'automne 2012. Elles feront en sorte que des prêts additionnels seront accordés à plus de 50 000 étudiants annuellement, estime le gouvernement. Elles coûteront 21 millions de dollars à terme, en 2016-2017.

Le gouvernement a décidé de réduire d'autant le financement des universités, qui devront se tourner vers le mécénat et la philanthropie pour compenser.

Il n'était pas question «d'ajouter un fardeau à la classe moyenne», a fait valoir Mme Beauchamp.

«Je pense que les contribuables font leur part.» À terme, en 2016-2017, le financement des universités sera tout de même rehaussé de 947 millions - ce qui comprend les revenus tirés de la hausse des droits de scolarité, a renchéri Raymond Bachand.

Quant au remboursement proportionnel au revenu (RPR), le gouvernement fera une proposition au comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études. Des consultations auront lieu.

Line Beauchamp est consciente du fait que cette annonce ne satisfera pas les associations étudiantes qui demandent le gel des droits de scolarité; la FEUQ et la CLASSE ont déjà envoyé des signaux en ce sens. Mais elle estime que le gouvernement démontre sa «bonne foi» pour assurer l'accessibilité des études.

Elle estime que le gouvernement s'est montré ouvert au dialogue dans les derniers jours. Le 27

mars, le premier ministre Jean Charest a pour la première fois ouvert la porte à une bonification du programme de prêts et bourses. Selon Mme Beauchamp, le gouvernement avait la responsabilité de présenter des bonifications pour tenter de «dénouer la situation». «C'est un geste responsable qui répond à une inquiétude» de la population, a-t-elle dit.

Mais sur la hausse des droits de scolarité de 75% en cinq ans, «nous sommes fermes», a-t-elle réitéré.

Rappelons que Québec a déjà annoncé une bonification de 118 millions de dollars des prêts et bourses d'ici à 2017-2018.

Réaction froide des étudiants

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, accuse le gouvernement de faire une manœuvre «préélectorale». «Le gouvernement ajoute des prêts. Ça ajoute de l'endettement», a-t-elle déploré. Elle accueille froidement l'instauration d'un RPR.

Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, reproche au gouvernement de présenter «un endettement supplémentaire» comme une «solution à l'accessibilité» des études.

Le PQ dénonce l'improvisation

Pour le Parti québécois, cette annonce «ressemble totalement à de l'improvisation». La critique en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a rappelé que le 12 janvier 2005,

le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, avait annoncé l'instauration d'un RPR dès l'automne suivant dans l'espoir de calmer la grogne soulevée par les compressions de 103 millions de dollars dans le régime de prêts et bourses. Son successeur, Jean-Marc Fournier, avait finalement mis de côté cette proposition pour créer un mode de remboursement différé des dettes d'études - qui restera toujours en place.

Selon Mme Malavoy, le gouvernement libéral «fait semblant d'ouvrir une porte, mais il sert du réchauffé».

QS fustige Line Beauchamp

Ce n'est «rien d'autre qu'une proposition pour endetter davantage les étudiants», a fustigé Amir Khadir. Selon lui, la ministre Beauchamp leur a offert rien de plus qu'un «chocolat de Pâques». Selon le député de Québec solidaire, le gouvernement libéral veut faire croire qu'il n'a pas d'autre choix pour financer les universités. Or, en éliminant la taxe sur le capital pour les institutions financières, on dégagerait 550 millions, souligne-t-il.

M. Khadir invite les étudiants à «rester ferme» pour faire «plier» le gouvernement, comme pour la demande d'une enquête sur l'industrie de la construction.

TVA NOUVELLES: Bonification du programme de prêts: Québec tend la main aux étudiants - Première publication jeudi 5 avril 2012 à 08h25 - Mise à jour : jeudi 5 avril 2012 à 19h50



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles et Agence QMI

Sans renoncer à la hausse des droits de scolarité, Québec a annoncé jeudi la mise en place d'un régime de remboursement proportionnel au revenu ainsi que l'élargissement du programme de prêts, des mesures qui, selon le gouvernement, «amélioreront l'accessibilité aux études postsecondaires».

Alors que la grève étudiante en est à son 52e jour, les ministres de l'Éducation et des Finances, Line Beauchamp et Raymond Bachand, ont tenté de calmer le jeu jeudi en annonçant de nouvelles mesures visant à offrir «un meilleur soutien à la classe moyenne».

Ainsi, le gouvernement offrira, dès septembre 2013, un système de remboursement respectant la capacité financière des étudiants.

Le ministre des Finances demandera à ses fonctionnaires de voir ce qui se fait ailleurs en la matière. Ce nouveau régime de remboursement proportionnel au revenu sera par la suite soumis à des consultations.

Déterminé à ne pas reculer sur sa hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, Québec propose aussi d'élargir le programme de prêts. Les familles dont le revenu annuel est inférieur à 60 000\$ se verront accorder dès septembre un prêt additionnel pour pallier la hausse.

«Un étudiant dans cette situation, qui est inscrit à 30 crédits pour une année, qui demeure chez ses parents et n'a aucun revenu, recevra une aide totale de 7400\$ par année», a indiqué la ministre Beauchamp.

De leur côté, les familles dont le revenu est inférieur à 100 000\$ pourront également toucher une aide financière, aussi sous forme de prêts, pour le paiement des frais de scolarité et du matériel scolaire. En 2016-2017, ce montant sera de 4525\$ pour 30 crédits.

Tous ces nouveaux prêts seront administrés par les institutions financières, et non par le gouvernement.

«Notre annonce d'aujourd'hui témoigne de notre bonne foi à vouloir améliorer l'accessibilité aux études universitaires pour les étudiants de la classe moyenne», a indiqué la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Elle a par ailleurs demandé la reprise des votes dans les associations étudiantes concernant les mandats de grève, en exigeant que ces votes soient secrets.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rapidement rejeté cette première ouverture de Québec, réclamant une fois de plus l'abolition de la hausse imposée par le gouvernement Charest.

«Bonifier l'AFE (aide financière étudiante) alors qu'on hausse les frais est une fumisterie, les étudiants ne tombent pas dans le panneau du gouvernement», a écrit la CLASSE sur son compte Twitter.

Moins d'une heure après cette annonce, plus d'une centaine de manifestants prévoyaient participer, en fin d'après-midi jeudi, à une manifestation spontanée visant à dénoncer la mise en place d'un régime de remboursement proportionnel au revenu comme solution à la hausse des droits de scolarité.

À 17h, ils étaient environ 300 au parc Émilie-Gamelin et le chiffre s'est rapidement gonflé. À 18h25, on estimait qu'ils étaient 1 200.

Une marche a ensuite été entamée jusqu'au Palais de justice où des dizaines d'étudiants se sont assis rue Saint-Antoine pour protester contre la judiciarisation de certains dossiers.

Discussions en vue?

Si les leaders du mouvement étudiant se disent prêts à rencontrer la ministre pour négocier, Line Beauchamp émet quelques réserves.

«Nous avons ouvert la porte [aux discussions], mais le vrai débat ne peut pas être "Je ne veux pas payer ma facture et je vais vous dire à qui vous devez la refiler"», soutient la ministre de Beauchamp. Elle expliquait en entrevue à LCN qu'elle avait proposé aux leaders des regroupements étudiants en grève de discuter il y a longtemps, mais qu'elle ne souhaitait pas revenir sur le sujet de la hausse des frais de scolarité, mais qu'elle restait ouverte sur le sujet de l'accessibilité aux études supérieures.

La ministre a aussi tenu à remettre les chiffres en ordre. «Nous avons le meilleur régime d'aide aux études en Amérique du Nord. [...] 500 millions de dollars sont donnés en bourses chaque année, et ça, ce n'est pas à rembourser.» Line Beauchamp rappelle que l'étudiant québécois moyen est actuellement endetté de 14 000\$ alors qu'au niveau canadien, il s'agit de 24 000\$.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: l'Alliance des professeurs saute dans la mêlée - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 06h00 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 11h43



Pascale Breton, La Presse
 La grève étudiante cible maintenant le secondaire. Des enseignants et de futurs enseignants ont affiché de grands carrés rouges dans les cours de 36 écoles secondaires de la Commission scolaire de Montréal ce matin.
 Dès l'aurore, des dizaines d'enseignants de l'Alliance des professeurs, accompagnés d'étudiants en enseignement de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Montréal, ont installé de grands cartons rouges aux abords des écoles.
 L'idée est de sensibiliser les élèves du secondaire -et leurs parents- à l'impact de la hausse des droits de scolarité.
 Les élèves qui sont actuellement au secondaire sont ceux qui absorberont la totalité de la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouver-

nement Charest, soit une augmentation de 325\$ par année pendant cinq ans, indique le président de l'Alliance des professeurs, Alain Marois.
 «Pour nous, la hausse des droits de scolarité fait en sorte qu'on va avoir encore plus de problèmes de recrutement», souligne-t-il en rappelant les difficultés actuelles à recruter des enseignants qualifiés.
 Les organisateurs de ce coup d'éclat se défendent toutefois de vouloir dicter l'opinion des élèves dans le débat, ni de les influencer de quelque façon que ce soit.
 Il est seulement question d'installer des carrés rouges à l'extérieur des écoles, déclare le président de l'Association des étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, Jonathan Giguère.

«Ça fait parler les gens. Il n'est pas question d'endoctriner qui que ce soit. Il n'est pas question de parler aux étudiants. (...) Si eux décident de se mobiliser par la suite, ils le feront entre eux.»
 Le 22 mars dernier, lors d'une grande manifestation qui a réuni entre 100 000 et 200 000 personnes dans les rues de Montréal pour protester contre la hausse des droits de scolarité, des élèves de quelques écoles secondaires de la région métropolitaine étaient présents. Certains avaient aussi organisé des piquets de grève devant leur école.
 En date de jeudi matin, quelque 196 000 étudiants des universités et des cégeps étaient toujours en grève. Pour certains, le débrayage en est à sa septième semaine.

LESOLEIL: Les libéraux envisagent des élections sur les droits de scolarité - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 05 avril 2012 à 07h30



Le Soleil, Steve Deschênes

Jean-Marc Salvat, Le Soleil
 (Québec) Des élections générales déclenchées sur le thème du gel/dégel des droits de scolarité? L'idée commence à séduire des libéraux. Personne n'en est vraiment là, mais cette perspective apparaît dans certaines discussions avec des libéraux - avec ceux qui pensent que le gouvernement de Jean Charest pourrait peut-être river leur clou au Parti québécois et à la Coalition avenir Québec grâce à ce dossier.
 Si la situation devait se corser sur le terrain, si le bras de fer avec une partie des étudiants québécois devait se poursuivre, la question d'un déclenchement sur ce thème se posera avec plus d'acuité, a-t-on dit en substance au *Soleil*, mercredi.
 Ce qui est sûr, à ce stade-ci, est que le premier ministre Jean Charest ne se gênerait pas pour l'aborder pendant la campagne électorale s'il convoquait les Québécois aux urnes d'ici le 24 juin. Il l'aborderait même s'il n'en faisait pas le prétexte à un déclenchement comme tel, et même si le conflit était réglé d'ici là.
 Le chef libéral voudrait que les Québécois distinguent le «leadership» dont son gouvernement ferait preuve dans cette affaire - leadership qu'il opposerait à l'«opportunisme» du Parti québécois.
 Les échanges à l'Assemblée nationale en ont donné un aperçu, mercredi. À ce moment-là, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait déjà, à travers les journalistes, cherché à se montrer belle joueuse. Elle venait, dans le choix des mots, de tendre un peu plus la main aux étudiants, tout en restant ferme sur la hausse des droits de scolarité.

Elle refuse d'apparaître comme celle qui aura fermé la porte à toute discussion. Elle a dit qu'elle était prête à discuter de l'«accessibilité aux études supérieures», une façon plus empathique de rappeler que les prêts et bourses peuvent être ajustés, que les seuils d'admissibilité peuvent être revus.

«Je veux aujourd'hui clairement indiquer que ma porte est ouverte pour discuter de l'accessibilité aux études, plus particulièrement du régime de prêts et bourses. Ma porte est ouverte pour qu'on parle de l'aide financière aux études supérieures», a-t-elle insisté.

Line Beauchamp a par la suite plongé dans les échanges acrimonieux de la période des questions; des échanges qui valent la peine d'être exposés pour que chacun puisse soupeser la validité de cette hypothèse selon laquelle le gel/dégel pourrait être un thème de campagne.

Le «carré rouge» de Marois

Le premier ministre a relevé que la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, arborait, comme tous les jours depuis plusieurs semaines, le «carré rouge» des étudiants. «Je veux que les Québécois le sachent. Je veux que les Québécois sachent de quel côté elle s'est campée dans toute cette histoire», a lancé Jean Charest. La question de Mme Marois portait sur... les soins aux personnes âgées.

Line Beauchamp a dénoncé le fait que les porte-parole du Parti québécois (PQ) n'ont jamais condamné certains «gestes de vandalisme, de désordre public ou de désobéissance à des décisions de tribunaux».

«Quel est le choix de la chef de l'opposition? C'est d'être gouvernée par la rue et l'opportunisme politique. Avec le Parti québécois, c'est la rue qui gouverne, c'est l'opportunisme politique. Avec le Parti libéral du Québec, c'est la démocratie, le peuple et le leadership politique.»

Pauline Marois et sa députée Marie Malavoy ont répété qu'un gouvernement du Parti québécois annulerait la hausse de 75% décrétée par les libéraux avant de convoquer un sommet sur le financement des universités.

«Aujourd'hui, nous sommes dans une impasse, a déclaré Mme Malavoy. La situation est bloquée. Les étudiants continuent à manifester dans tous les coins du Québec. La ministre demeure imperturbable. Aujourd'hui, nous lui demandons d'ouvrir le dialogue. Nous lui demandons de s'ouvrir l'esprit. Nous lui demandons de commencer à discuter. C'est elle qui est dans une logique d'affrontement. Nous voulons une logique du dialogue.»

Au Parti québécois, on ne voit pas en quoi le thème du gel ou du dégel des droits de scolarité pourrait être porteur pour les libéraux de Jean Charest.

L'opposition trouve calamiteuse la gestion des universités. Mais, à l'instar des caquistes, bien des péquistes sont par ailleurs convaincus que le chef libéral cherche à tout prix à déclencher des élections d'ici l'été. Ils trouvent qu'il y travaille très fort.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les prêts étudiants non remboursés ont bondi de 72 % de 2008 à 2010 - Mise à jour le mercredi 4 avril 2012 à 23 h 52 HAE



L'Université de Montréal

Exclusif - Le nombre de Québécois qui sont incapables de rembourser leurs prêts étudiants a bondi de 72 % de 2008 à 2010, révèlent les plus récentes données de l'Aide financière aux études.

En 2008, Québec a conclu que 1082 ex-étudiants ne pourraient jamais rembourser leurs prêts; en 2010, ce sont plutôt 1863 dossiers qui ont été abandonnés par le gouvernement.

La dette de ces étudiants atteint 10 000 \$ en moyenne.

Les commentaires (27)

Envoyé par [Olivier Legault Olivier](#) de Québec, 4 avril 2012 à 10 h 18 HAE

J'ai un peu de difficulté avec le calcul présenté dans cet article. 2 points à faire attention

1. 1082 comptes en 2008 et 1863 comptes en 2010. L'augmentation est donc de 72% et non de 80%. (1863/1082 = 1.72%)

2. L'augmentation de 72% ne considère que les comptes en défauts. De façon absolu, sur les 270 000 étudiants universitaires, c'est une variation de 0.3 % de 2008 à 2010 ((1863-1082)/270 000 = 0.3%).

Il ne faut pas sauter trop vite aux conclusions...

Envoyé par [Magali Delcourt](#) de Montréal

4 avril 2012 à 08 h 59 HAE

L'augmentation de la dette moyenne d'un étudiant soutenue par prêts et bourses ne fait qu'empêcher sur la capacité de celui-ci à rembourser celle-là et contribuer à l'économie activement en possédant un pouvoir d'achat et d'investissement potentiel. Avec la précarité d'emplois toujours croissante, l'augmentation incessante du coût de la vie et non des salaires, comment peut-on considérer augmenter la charge financière d'un étudiant?

Et les intérêts payés sur les prêts? Qui les empoche? À moyen et long termes, la gratuité scolaire est plus payant à la fois pour les étudiants et la société (lire le gouvernement) puisque la participation à l'économie est positive plutôt que négative, comme c'est actuellement le cas pour beaucoup beaucoup d'étudiants.

Envoyé par [Jean-Marc Gratton](#) de Repentigny, 4 avril 2012 à 08 h 55 HAE

@ Alexandre Roy Alexandre de Québec

Oui, ces mille personnes sont tous des incompetents qui vivent au-dessus de leurs moyens...

Voyons! Pensez-y, toutes ces personnes n'ont peut-être pas eu la chance d'avoir un travail bien rémunéré (ou rémunéré à la hauteur de leurs attentes) en sortant de l'université. Même si on rembourse comme on le peut, les intérêts montent et ils ne sont pas si préférentiels que cela. Une dette de 18 000\$ et plus pour le quart des étudiants qui utilisent les prêts, ça ne se rembourse pas tout seul. Ils continuent de payer le loyer, la nourriture, qui eux aussi augmentent. On ne peut tous les défendre, mais les traiter de mauvais gestionnaires de leur argent, ça va peut-être un peu trop loin.

Envoyé par [Richard Lavigne](#) de Laval

4 avril 2012 à 08 h 54 HAE

Bonjour,

Je crois que l'endettement des étudiants s'aggrave et de toute façon coûtera des millions au trésor.

Il y a 50 ans, ce phénomène n'était pas si grave car ceux qui fréquentaient les écoles profitaient des sacrifices de leurs parents.

Moi, j'ai travaillé pour continuer l'université et étudié des années aux cours du soir.

Je suis contre l'endettement, surtout pour les intérêts.

Orenons le faux \$30 millions que les libéraux veulent dépenser pour un registre des armes à épauler afin de faire un contrôle surtout des honnêtes gens.

Plus, avec les sommes récupérées, baissions les coûts et frais.

Réduire les coûts des administrateurs, charge à 100% pour les étudiants étrangers, réduire la recherche (si le gouvernement veut payer la recherche, il s'agit de ne pas inclure la recherche dans les coûts de l'éducation).

quelques qui font épargner des millions et millions.

Envoyé par [Pierre Bouttangne P.André](#) de St-Joseph, 4 avril 2012 à 08 h 52 HAE

Une chose est bonne si le jeune ne réussit pas dans le temps voulu, il devrait payer, mais pas pendant le temps régulier.

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 4 avril 2012 à 08 h 51 HAE

Une dette de 10 000\$, c'est "remboursable" pour peu qu'on veuille - et qu'on y mette du sien. Je suggère un cours de "budget 101" au secondaire, et que toute personne qui demande un prêt soit obligée de suivre un cours de "budget 201" avant d'avoir ledit prêt.

Envoyé par [Pierre Bouttangne P.André](#) de St-Joseph, 4 avril 2012 à 08 h 50 HAE

Ils n'ont plus d'argent simple à comprendre, on les endette et en plus ils vont enlever la cenne donc on aura même plus d'économie, ils nous prennent tous ces improvisateurs politiques.

Envoyé par [Pierre DuBois](#) de Laval, 4 avril 2012 à 08 h 47 HAE

Chiffres impressionnants. J'aurais toutefois aimé que l'on précise la population visée en nombres réels. Ce sont 1082 et 1863 étudiants sur combien au total? Est-ce que les non-payeurs constituent une infime partie de la population étudiante?

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 4 avril 2012 à 08 h 46 HAE

Si le gouvernement n'est pas payé pour un prêt étudiant, il va se payer sur le crédit d'impôt pour la solidarité sociale et sur les retours d'impôt. Il faut vraiment que le cas soit extrême pour que le gouvernement abandonne.

Envoyé par [Marc Perron](#) de Westbury, 4 avril 2012 à 08 h 45 HAE

Le gouvernement du Québec garantit les prêts étudiants auprès des institutions financières; lorsque celles-ci ne peuvent obtenir de remboursement auprès d'un étudiant qui a terminé ses études, elles renvoient le dossier à Québec, qui tente de récupérer son dû.

Bon an mal an, Québec tente ainsi de se faire rembourser quelque 100 millions de dollars en prêts. Le gouvernement en récupère une bonne partie, mais certains cas sont tout simplement abandonnés.

Le taux d'endettement des Québécois est notamment en croissance, en raison notamment d'une baisse des taux d'intérêt qui rendent le crédit plus accessible. Le coût des loyers a aussi beaucoup augmenté dans les grands centres, ce qui frappe souvent les étudiants de plein fouet.

Québec réagit

De son côté, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp minimise l'importance des faillites des étudiants et soutient au contraire que la situation s'est radicalement renversée. Selon elle, le ralentissement économique de 2009 peut expliquer l'augmentation du nombre de faillites à l'époque.

« Entre le chiffre que vous donnez qui date de 2009 et le chiffre de 2011, par exemple, c'est maintenant une baisse du nombre de faillites déclarées d'environ de 30 %, de 28 %. On s'aperçoit que l'explication du chiffre que vous donnez est sûrement liée au fait que nous étions dans l'année qui suivait la crise financière et économique », a-t-elle déclaré.

D'après un reportage de Michel Pepin

Le gouvernement devrait prélever les sommes dû à la source comme pour les pensions alimentaires. De cette façon ils n'auront pas le choix d'être responsable. Quand tu étudies en histoire ou en musique par exemple et bien tu dois vivre avec le risque d'avoir un emploi moins bien payé. Nous n'avons pas à assumer les risques de ces étudiants qui ne paient pas leur dettes.

Envoyé par [Robert Martin](#) de Laval, 4 avril 2012 à 08 h 34 HAE

Incapables de rembourser ou ne veulent pas rembourser...faudrait faire la différence.

Envoyé par [Jean-Francois Asselin](#) de Saint-tite, 4 avril 2012 à 08 h 28 HAE

LES étudiants ne disent-ils pas justement qu'ils pourront redonner beaucoup à la société après avoir obtenu leur diplôme universitaire? Ici on indique plutôt que ça coûte cher à la société d'envoyer des gens gratuitement à l'université et ils nous coûtent cher même après!

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 4 avril 2012 à 08 h 27 HAE

@Marc Loricair.

D'un côté, on leur dit "endetter vous pour vos études, c'est une bonne dette, un investissement pour votre avenir et ne demandez surtout pas à la collectivité de vous aider."

Et lors qu'il le font on leur répond "vous avez été stupides de vous endetter."

Et on ignore allègrement qu'il en coûterait moins cher à la collectivité en terme de retombées économiques d'assumer la gratuité scolaire et que l'endettement des ménages est la cause de la dernière crise économique.

Bravo! Question stratégie de l'autruche, on ne voit pas mieux.

Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 4 avril 2012 à 08 h 27 HAE

La dette moyenne est de 10 000 \$ selon le reportage.

J'aimerais voir les finances de ces personnes qui ne sont pas capables de rembourser leur prêt, surtout ceux qui ont une dette égale ou inférieure à la moyenne. J'ai remboursé un prêt de 5 000\$ l'an passé sans problème. J'ai jamais mis les pieds dans une université (donc peu d'éducation) pis je gagne un salaire sous les 30 000 \$. Faudrais-tu rendre obligatoire un cours en gestion de budget pour les jeunes du secondaire afin d'avoir leur diplôme?

Envoyé par [Père Léon](#) de Montréal, 4 avril 2012 à 08 h 23 HAE

Sachez qu'actuellement que 27% des dettes étudiantes aux États-Unis sont en défaut de paiement et qui va payer la banque d'après vous?

Envoyé par [Claude Kamps](#) de laprairie, 4 avril 2012 à 08 h 21 HAE
 Un étudiant qui ne réussit pas à avoir un diplôme universitaire est au même niveau de salaire qu'un élève de secondaire 5 si il n'a pas fait une 3e année de CEGEP technique, pour avoir au moins cet arme là.
 Malheureusement peu de ces cheminements existent, le système n'est fait qu'en vue de la réussite, alors que la vie est pas comme cela...
 Quel est la proportion des ménages de classe petite et moyenne, qui sont pas capable de rembourser les prêts qui s'accumulent pour la voiture, TV54p, le frigo 3 portes, le salon 10 pièces,

etc... En plus du coût de la vie énorme... sous Charest...
 Envoyé par [Nixianne BAUDOY](#) de Québec, 4 avril 2012 à 08 h 18 HAE
 Quand est ce que le salaire sera proportionnel au cout de la vie ?
 Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 4 avril 2012 à 08 h 15 HAE
 Ca me paraît tout à fait logique. Ce n'est pas parce que tu as fait l'Université que tu es assuré d'un emploi, encore moins d'un excellent salaire. Demandez-le à des notaires, des avocats, des philosophes, des historiens, des anthropologues... L'Université ne garantit pas un em-

ploi...là aussi, il y a des chômeurs, des bas salariés... Demandez le à plein d'artistes..
 Emilien Marcoux, Plessisville
 Envoyé par [Père Léon](#) de Montréal, 4 avril 2012 à 08 h 15 HAE
 Je trouve étrange qu'on ne fasse pas le lien dans l'article entre les frais de scolarité et l'endettement étudiant.
 Envoyé par [Marc Loricaire](#) de Saint-Clinclin, 4 avril 2012 à 08 h 11 HAE
 Peut-on vraiment leur reprocher? Ils font comme tout le monde, ils s'endettent jusqu'à ce qu'ils ne soient plus capable de rembourser. La pomme ne tombe jamais loin de l'arbre qu'on dit.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève: Des étudiants se radicalisent - Publié le: mercredi 04 avril 2012, 21H36 | Mise à jour: mercredi 04 avril 2012, 21H52



Photo QMI

Plus de 75 manifestants ont été arrêtés hier matin au centre-ville de Montréal



Les locaux de l'UQAM libres d'accès

Six des sept associations de l'UQAM ont accepté de ne plus bloquer l'accès aux locaux de l'université. Une entente est survenue hier, juste avant qu'un juge ne se penche sur le dossier.

L'université avait déposé hier une requête en injonction provisoire, demandant à la justice de mettre fin au blocage de ses locaux par ses étudiants en réponse à la hausse des droits de scolarité.

À l'exception de la faculté de gestion, elles sont toutes en grève pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

L'entente aura finalement été prise hors cour et la juge n'a eu qu'à l'entériner.

En cas de non-respect de l'injonction, valide jusqu'au 19 avril, les manifestants risquent 50 000 \$ d'amende et un an de prison, indique le document.

La grève continue

« Les levées de cours vont continuer et nous allons toujours encourager les étudiants à (boycotter) les classes », a déclaré le président de l'Association des étudiant(e)s de la faculté des sciences de l'éducation à l'UQAM.

Le vice-président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Yanick Grégoire, invite maintenant le gouvernement Charest à négocier avec les étudiants pour mettre fin aux levées de cours.

« Le nœud du problème, c'est l'accessibilité aux études, a-t-il déclaré. Personne ne fait la grève de gaité de cœur. »

Sarah-Maude Lefebvre

Les associations étudiantes ont de moins en moins de contrôle sur leurs troupes au fur et à mesure que le conflit s'enlise et craignent

que certains étudiants expriment leur colère par des « actes d'éclat regrettables ».

Les trois grandes associations ont confié au Journal que le mouvement étudiant est en train de se « radicaliser », alors que la colère grandit à l'endroit du gouvernement québécois.

« Même si plus de 200 000 personnes ont manifesté pacifiquement dans les rues, le 22 mars dernier, le gouvernement refuse toujours de s'asseoir avec nous. C'est très frustrant et insultant pour les étudiants, alors que certains en sont à leur huitième semaine de grève », affirme Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Difficile de calmer le jeu

Depuis quelques jours, les manifestations spontanées ainsi que les actes d'éclat et de vandalisme se multiplient. Encore hier, une cinquantaine d'étudiants ont été arrêtés au terme d'une manifestation qui a débuté à l'hôtel Fairmont, à Montréal.

Ces initiatives, qui sont souvent l'oeuvre d'étudiants, ont lieu en marge des manifestations organisées par les associations.

« Les réseaux sociaux jouent un grand rôle dans ces actions spontanées », dit à ce sujet Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Or, ces actions vont se multiplier et vont être de plus en plus perturbatrices si la ministre de l'Éducation continue à s'entêter. C'est difficile de garder le contrôle sur tout le monde : les étudiants sont à bout », poursuit-il.

Même son de cloche du côté de la FEUQ et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) qui attribuent la faute au gouvernement qui « refuse toujours de nous parler. »

« C'est l'attitude du gouvernement qui met de l'huile sur le feu. Il faut qu'il ouvre les discussions pour éviter que la situation ne dégénère », croit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Hors de contrôle

Malgré plusieurs appels au calme, les associations étudiantes craignent qu'il ne survienne des événements « hors de leur contrôle », alors que les sessions des cégeps et des universités semblent de plus en plus compromises et que la « colère gronde ».

« Les étudiants ont tout essayé pour se faire entendre, mais en vain. Qu'on ne s'étonne pas après si les étudiants brassent la cage. C'est hors de notre contrôle et de notre volonté. C'est inévitable », lance M. Nadeau-Dubois.

« On en appelle toujours aux actions pacifiques, mais les étudiants sont de plus en plus fâchés. Même si on cherche à calmer le jeu, c'est de plus en plus difficile », se désole Mme Desjardins.

Vandales



Photo Agence QMI

Durant la nuit de mardi à mercredi, le bureau du député de Laval-des-Rapides Alain Paquet a été la cible de vandales.





Des milliers d'étudiants manifestant devant le parlement au début mars. La situation se corse dans les universités et cégeps du Québec, où le mouvement de grève se poursuit, malgré l'inflexibilité du gouvernement. Tant à l'[Université Laval](#) qu'à l'[UdeM](#), à l'[UQAM](#), à [Rimouski](#) ou à [Sherbrooke](#), on jongle avec divers scénarios de retour en classe qui sont tous, pour l'instant, hypothétiques. À la [Fédération des cégeps](#), on s'inquiète entre autres d'un certain durcissement dans la position des étudiants.

L'UQAM évoque plusieurs scénarios pour l'après-grève

À l'UQAM, où quelque 27 000 étudiants sont en grève, on ne parle toujours pas d'annulation de session. « On met tous les efforts pour valider le semestre », affirme Jenny Desrochers, directrice des communications par intérim de l'université.

L'UQAM maintient [le calendrier élaboré par sa commission des études](#). Des quatre scénarios de retour en classe mis de l'avant pour le trimestre d'hiver, deux sont caducs. N'en restent que deux : du 9 avril au 27 mai 2012, ou du 16 avril au 3 juin 2012. Une reprise encore plus tardive demandera un retour à la table à dessin.



Des étudiants bloquant les accès au pavillon Athanase-David de l'UQAM en février.

Entre-temps, l'UQAM s'affaire à régler certains problèmes logistiques, dont le manque anticipé de locaux. Les cours intensifs d'été de l'École des sciences de la gestion, seule faculté à ne pas être en grève, pourraient en effet compliquer la donne pour les étudiants qui seraient à terminer leur session d'hiver.

« C'est un véritable casse-tête pour trouver des salles de cours. Sur certaines plages horaires, on n'a pas de marge de manoeuvre. » — Jenny Desrochers, UQAM

La chose est d'autant plus compliquée qu'en période estivale, de nombreux locaux de l'université sont souvent loués pour divers événements et colloques.

L'autre problème concerne les professeurs et chargés de cours. « Beaucoup de nos chargés de cours, dont le contrat vient à échéance à la fin de la session d'hiver [les 20 ou 27 avril, selon les facultés], sont des professionnels qui ont déjà des engagements dans leurs milieux respectifs après la fin de la session », fait valoir Jenny Desrochers.

Chose certaine, pas question du côté de l'université de réduire les heures de cours. Par exemple, les étudiants suivant des cours réguliers visant l'obtention de trois crédits devront toujours compléter 45 heures de cours, quitte à aller en classe les fins de semaine et pour de plus longues heures. Quelque 27 000 étudiants sont en grève à l'UQAM. Plusieurs associations de poids y sont en grève depuis la mi-février, dont celles de sciences humaines et de droit.

L'UdeM sur un pied d'alerte

À l'Université de Montréal (UdeM), on suit la situation de jour en jour. L'université a récemment envoyé un communiqué aux étudiants spécifiant qu'elle ne pouvait garantir que le semestre d'hiver se terminera le 15 juin s'ils ne reprennent pas les cours d'ici le 10 avril. Aucun scénario ou échéancier précis n'a toutefois établi.

« Il est difficile d'élaborer un calendrier puisque la situation varie d'un département à l'autre », explique Flavie Côté, porte-parole de l'UdeM. Néanmoins, l'institution maintient pour l'instant la date du 1er mai pour le début de la session d'été.



Des centaines d'étudiants en grève de l'Université de Montréal lors d'une manifestation à la mi-mars.

L'université devra notamment discuter des possibilités de rattrapage des heures perdues avec ses enseignants et chargés de cours. Quelque 20 000 étudiants sont actuellement en grève à l'Université de Montréal.

Les stages compliquent la donne à Sherbrooke

À l'Université de Sherbrooke, où près de 7000 étudiants sont en grève, la direction est encore à plancher sur ses scénarios de retour en classe. Ils devraient être prêts pour la semaine prochaine.

Il faut dire que le mouvement de grève y est encore récent, mis à part pour les 2000 étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines.



Plus de 2000 étudiants ont manifesté à Sherbrooke au début d'avril.

Mais quels que soient les scénarios, ils devront s'élaborer autour du respect, incontournable, des engagements pris avec les employeurs qui accueilleront, dès la première semaine de mai, en stages, des milliers d'étudiants de l'université.

La vaste majorité des étudiants de 1er cycle sont en effets inscrits à des stages coopératifs, une approche qui fait la particularité de l'Université de Sherbrooke, mais compliquera tout allongement éventuel de la session.

L'Université Laval communique ses mesures de rattrapage aux étudiants

À l'Université Laval, la direction a fait parvenir une lettre à ses étudiants la semaine dernière pour l'informer des mesures de rattrapages choisies.

La direction de l'université envisage deux types de situations. Dans le cas d'une grève d'une à six semaines, l'université statue que la récupération des activités se fera à l'intérieur des limites de la session d'hiver 2012, soit jusqu'au 27 avril. Si la durée de la grève dépasse six semaines, une semaine de cours s'ajouterait au calendrier universitaire par semaine supplémentaire de grève.



Des étudiants de l'Université Laval s'appropriant à partir de Québec pour la grande manifestation du 22 mars, à Montréal.

L'université précise que la reprise des activités pourrait prendre plusieurs formes, comme l'allongement d'une heure par séance de cours, des travaux individuels supplémentaires ou encore l'ajout de cours à des moments convenus comme le jour, le soir, les fins de semaine ou les jours fériés.

De plus, des plans de rattrapage devront être élaborés par les enseignants pour tous les cours ayant fait l'objet d'une grève de trois semaines et plus. La direction a d'ailleurs appelé les étudiants à faire preuve de flexibilité et de disponibilité dans le cadre de ces mesures de rattrapage.

Du reste, la direction a indiqué que chaque département devra communiquer au vice-rectorat aux ressources humaines la liste des cours manqués depuis plus de six semaines et vérifier pour chacun la disponibilité des enseignants après le 27 avril.

Environ 17 000 étudiants sont actuellement en grève à l'Université Laval.

Campus paralysé à Rimouski

À l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), la direction a rendu public le 2 avril [son plan de retour en classe](#), advenant la fin du mouvement de contestation, l'un des premiers à se former au Québec.



Un piquet de grève d'étudiants devant l'Université du Québec à Rimouski.

Au terme d'une consultation auprès, notamment, du corps professoral, la direction a élaboré deux scénarios, l'un en fonction d'une reprise des cours le 9 avril, l'autre d'une reprise le 16 avril. Ces scénarios ont un im-

pact sur le début du trimestre d'été. Les cours auront par ailleurs lieu sept jours sur sept et seront plus longs.

Quelque 2500 des 3000 étudiants du campus de Rimouski sont en grève depuis le 24 février. Une levée des cours a rapidement suivi, le 27 février. Le mouvement de contestation, n'a cependant jamais gagné le campus de Lévis, qui accueille lui aussi 3000 étudiants.

Le durcissement des positions étudiantes inquiète les cégeps

Quelque 23 cégeps sont touchés par le mouvement de grève, une douzaine le sont depuis février. Les sessions ne sont pas encore compromises, mais les scénarios de reprises se font de plus en plus complexes pour les 86 000 étudiants touchés.

Selon la directrice des communications de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier, la situation, du point de vue logistique, sera périlleuse dès la mi-avril, surtout pour les sept établissements qui font l'objet du boycott étudiant depuis cinq semaines et plus. Pour les étudiants de ces cégeps, une reprise aujourd'hui ferait en sorte que leur session se terminerai à la mi-juin.

Les établissements touchés par la grève planchent sur un plan de reprise, ce qui pourrait se traduire notamment par des cours donnés les fins de semaine. Certains envisagent même la possibilité de poursuivre et terminer la session à l'automne, mais prévient Mme Tessier, ce serait complexe : « Ça nous apparaît presque impraticable d'avoir deux sessions en même temps avec le double des étudiants. »



Des étudiants en grève assistent à un cours en plein air au cégep Édouard-Montpetit dans le cadre de la grève.

La session pourrait aussi se prolonger au début du mois d'août. Mais tout ce qui concerne un horaire d'été doit être fait en consultation avec les professeurs, qui, par convention, ont droit à deux mois de congés rémunérés entre le 15 juin et le 1er septembre.

Plusieurs votes de reconduction de grève sont en cours cette semaine et la semaine prochaine dans les cégeps et Caroline Tessier s'inquiète d'un certain durcissement dans la position étudiante.

Ainsi, plutôt que de tenir chaque semaine un vote pour reconduire ou non la grève, une dizaine de cégeps, ainsi qu'une quarantaine d'associations universitaires, ont décidé de poursuivre la grève tant et aussi longtemps que le gouvernement se refuse à modifier sa position.

Selon différents libellés adoptés, les associations étudiantes, qui représentent près de 80 000 étudiants, n'entendent tenir un tel vote qu'après des négociations avec Québec, voire une offre de gel des droits de scolarité, sinon la tenue d'états généraux sur la gratuité.

Un texte de Johanne Lapierre et Bernard Leduc

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)

Les commentaires (52)

Envoyé par [Yvan Dubois](#) de Québec, 5 avril 2012 à 11 h 28 HAE

Lorsque la session sera perdue pour les étudiant, le gouvernement aura perdu combien de nos \$\$ cette année. Une session complète aux CEGEPS et Université c'est combien de nos sous que l'on aura dépensé pour rien? Est-ce que quelqu'un pourrait me donner un chiffre.

J'aimerais comparer ce que ça va me couter vs ce que je vais y gagner comme contribuable.

Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 5 avril 2012 à 10 h 39 HAE

Comment le bloc de béton pourra-t-il sauver la face? Évidemment avec ses conseiller Lebeau et Marcoux ça va être facile. "Eduardum occidere nolite bonum est" Et vous M. Marcoux en péril?

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 5 avril 2012 à 10 h 30 HAE

Tout sceux qui sont aleur cours passent et tout ceux qui traient coulent facil a résoudre le probleme et j'espere que le gouvernement ne reculeras pas

Envoyé par [Réal Thibeault](#) de Saint-Jérôme, 5 avril 2012 à 10 h 26 HAE

J'aimerais avoir la vraie raison pour laquelle on ne peut commenter sur l'article du jour "Québec élargit son programme de prêts aux familles de la classe moyenne"

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/04/04/008-date-butoir-sessions-universites-cegeps.shtml>

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 5 avril 2012 à 09 h 37 HAE

Mon fils me fesais al remarque hier que ceux qui ont a coeur leur cours(médécins , avocat , comptable architecte , ingénieur etc .) sont en classe et que ceux qui font des manifestations

sont ceux en science social , science politique , art plastique etc etc

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 5 avril 2012 à 08 h 05 HAE

C'est pas le gouvernement qui boycotte - ce sont les étudiants.

Envoyé par [Robert De l'Etoile](#) de Ste-Thérèse, 5 avril 2012 à 07 h 59 HAE

Ce n'est pas plutôt pour le gouvernement que la date butoir approche?

Cessons d'en mettre sur le dos des étudiants.

Envoyé par [Normand Huot](#) de France, 5 avril 2012 à 07 h 35 HAE

Quelque sois votre décision rentrer terminer votre session ou de poursuivre la grève, vous nous avez donné l'exemple par votre détermination, votre discipline, votre imagination, que l'on peut changer les choses en étant solidaire devant toutes ces injustices et inégalités sociale. Je vous dis bravo les jeunes. Normand Huot retraité

Envoyé par [Steve Sawyer](#) de drummondville, 5 avril 2012 à 07 h 04 HAE
Voici ce que, comme nation, nous avons ratifié et que nous nous apprêtons maintenant à renier.
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
art. 13 -L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;
source:

<http://www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm>

Lâchez pas les étudiants, votre cause est noble.
Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal, 4 avril 2012 à 23 h 26 HAE

J'ai l'impression que les partisans libéraux ne comprennent.

Ce ne sont pas les syndicats ou les séparatistes qui sali le PLQ.

Le peuple est écœuré de vous autres! Votre désir de tout mettre dans les dents n'est pas partagé par nous, et on ne veut pas mettre dans les dents un dégel aux étudiants, on veut des négociations.

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 4 avril 2012 à 22 h 58 HAE

Francis Coutu

Votre farce sur les herbes ne ferait certainement pas rire le Frère Marie Victorin , le plus grand herboriste que le Québec ait connu.

Vous devriez lire le volume : les plantes nous parlent , le traitement psychologique pourrait se faire à l'inverse.

Et quand vous en aurez fini la lecture, prêtez le donc à la personne qui trouve drôle votre farce que je trouve déplacée.

Envoyé par [Haddock's favorite Capitaine](#) de Québec, 5 avril 2012 à 00 h 53 HAE en réponse à [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE

Peut-être serait-il plus pertinent de parler de la philosophie des nuages soporifiques?

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 5 avril 2012 à 08 h 11 HAE en réponse à [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE

Y'en a qui n'ont pas le sens de l'humour. Quant au livre dont vous parlez, monsieur L, sachez que je l'ai déjà lu... à l'université! Mdr.

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 4 avril 2012 à 22 h 39 HAE

Des élections au printemps.... Envoye fort charest. Clown irresponsable. Pour la première on va pouvoir jauger le poids électoral des étudiants. Parce que vous pouvez être certain que ce printemps, le mot d'ordre de la CLASSE et de la FEUQ sera: "Allez voter!"

Je rêve. Il n'y aura pas d'élection de printemps. Suicide politique garanti. Dommage....

Envoyé par [Johanne Piette](#) de Laval, 4 avril 2012 à 22 h 15 HAE

À tous les parents et les jeunes soucieux de leur session et de leur avenir: La jurisprudence est maintenant établie, prenons des moyens légaux pour forcer l'établissement d'enseignement de prodiguer les cours auxquels votre enfant a droit. Il faut prendre des injonctions et des recours en dommages contre le collège ou l'université pour forcer la reprise des cours sur une base individuelle. Plus tard, un recours collectif contre les associations étudiantes et les établissements d'enseignement devrait nous permettre de récupérer nos pertes.

Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 4 avril 2012 à 23 h 10 HAE en réponse à [Johanne Piette de Laval](#)

Prenez donc des recours contre les associations et fédérations étudiantes. Les cégeps et les universités sont pris en otage comme les étudiants qui veulent avoir leurs cours. Prenez-vous en aux responsables, pas aux victimes.

Envoyé par [Haddock's favorite Capitaine](#) de Québec, 5 avril 2012 à 00 h 48 HAE en réponse à [Johanne Piette de Laval](#)

@Ferafriser

Vous avez totalement raison en ce qui a trait aux associations étudiantes. Elles dépensent l'argent, que les étudiants doivent gentiment fournir contre leur gré, à outrance et ce, pour des conneries.

Après tout, la collecte de ces cotisations rapporte aux alentours de deux cent mille dollars juste à l'association étudiante de mon Cégep. Comment le dépensent-ils? Ai-je vraiment besoin de vous faire un dessin? De plus, lorsque j'ai passé en revue les états financiers, non conformes soit dit en passant, de mon association étudiante, j'ai décelé plusieurs irrégularités et autres sommes qui semblaient être cachées dans d'autres comptes. Exemple, des sommes faramineuses pour des soi-disant spectacles qui auraient eu lieu en 2011. Or, le dernier spectacle remontait à 2009.

J'ai eu beau chercher la poignée de porte dans mon dos, mais en vain...

Après tout, les gens s'essaient! Peut-être qu'il n'y a pas un chat qui remarquera ce subterfuge... Franchement, j'en suis totalement découragé...

Envoyé par [Nancy Wallace](#) de montréal, 5 avril 2012 à 07 h 42 HAE en réponse à [Johanne Piette de Laval](#)

@Haddock's favorite Capitaine Pour votre information ce n'est pas de l'argent "fourni contre leur gré", mais une CANO (contribution automatique non obligatoire) ce qui veut dire que toute personne peut faire la demande au début de la session de se faire rembourser. Mais attention si vous faites cette demande vous perdez par le fait même le droit de vote puisque vous serez considéré non-membre. Dans la même ordre d'idée un étudiant libre peut faire la demande au début de la session de faire une cotisation afin de devenir membre. Pourquoi est-il nécessaire de contribuer pour être membre?

Simplement parce que l'association dépenses pas seulement pour des manifestations et doit louer des salles pour faire les assemblées générales. Oui, oui louer parce que l'université ne prête pas les grandes salles aux étudiants elle les loue! Elles offres aussi de l'argent aux étudiants qui ont des projets pouvant bénéficier l'ensemble de la communauté. Bref ce n'est pas que de l'argent pour faire des manifestations.

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 4 avril 2012 à 22 h 06 HAE

"Les malheureux qui devront meubler leur session avec des cours de psychologie des herbacées et de poésie algonquine se sentiront peut être lésés. Mais apprendre qu'il faut assumer les conséquences de ses choix"

Bien dit, et mdr! La psychologie des herbacées, elle est bonne, celle-là!

Quant aux suggestions pour l'ordre d'admission, elles sont géniales.

Envoyé par [Marissal Upfield](#) de Montréal, 5 avril 2012 à 08 h 25 HAE en réponse à [Marianne longland Marianne de Québec](#)

Ils devraient aussi mettre sur pied un cours traïtologie (traîtres au logis...) appliqué, afin de transformer ces jeunes en bons libéresses. Mdr. 0;)

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 4 avril 2012 à 21 h 17 HAE

Pas question que le gouvernement négocie sur un gel des frais scolaires.

Il faut que le gouvernement réitère fermement sa position sur ce point pour que ce soit très clair pour tout le monde.

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 4 avril 2012 à 22 h 32 HAE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

Ma chère dame. une chose qui devient plus clair de jour en jour c'est que cette grève va contribuer à faire battre le gouvernement Charest à plate couture à la prochaine élection.

Et en plus, les étudiants ne reculeront pas, même au risque de perdre leur session.

Alors, vous verrez les perturbations causées par cette annulation de session devenir pratiquement incontrôlables.

Et touu le monde va se souvenir de Mme Beauchamp pour très longtemps.

Dans le fonds, il faut presque la plaindre , elle ne fait qu'obéir à M.Charest.

Et entre vous et moi, M.Charest ne me surprendrait pas s'il la balançait.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 4 avril 2012 à 20 h 55 HAE

Ne lâchez pas les jeunes et tenez-vous debout pour vos convictions. Le gouvernement et les universités ne veulent surtout pas annuler la session. Ils croient qu'ils vous auront à l'usure : courage!

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec, 4 avril 2012 à 20 h 36 HAE

@Philippe Parent

Wow c'est super de la place à l'emploi pendant l'été, pour les gens qui veulent arrondir les fins de mois demorez dans la rue il y a plusieurs personnes qui vont sautés sur l'occasion de travaillé pendant l'été et le parton risque d'être satisfait en plus Wow super des emplois libres d'accès parce que les jeunes préfèrent la rue pas de problème avec ça

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec, 4 avril 2012 à 20 h 23 HAE

@Daneil Bone

Si les étudiants ne sont pas assez responsables pour reprendre leurs cours, ils auront l'autre solution demandé au syndicat de leur fournir l'argent pour payer leurs I Phone I Pad I Civic de l'année ICaisse de 24 les I Voyage a Cuba, le syndicat est confortable il paie tout dans le moment, ils ont plus de 1 million pour manifester, alors la formule est simple envoyé factures au syndicat, et en plus il y a une possibilité de recours collectif de 45% des étudiants qui ont fait leur choix soit étudié au lieu d'être dans la rue, la fête du syndicat s'en vient prochainement, comme dirait le représentant syndical la balle va être dans son camps.

Envoyé par [Philippe Parent](#) de Montreal, 4 avril 2012 à 20 h 07 HAE

"Mais quels que soient les scénarios, ils devront s'élaborer autour du respect, incontournable, des engagements pris avec les employeurs qui accueilleront, dès la première semaine de mai, en stages, des milliers d'étudiants de l'université." - Nouvelle Radio-Canada

J'espère que pour être consistant dans leurs mouvement de boycottage de cours, ces étudiants n'iront pas à leurs stage et vont resté dans la rue à faire la grève.. À moins qu'ils ne pensent qu'à eux à ce moment et vont à leurs stage.. Honnêtement, que pensez-vous qu'il va arriver?

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec, 4 avril 2012 à 19 h 45 HAE

Lorsque vous aurez pris la décision d'étudié, j'espère qu'il y aura porte ouverte pour vérifier si vous êtes bien en classe, dans le moment nous payons pour vos études en bloquant notre liberté de circulé librement et démocratiquement, J'espère que la CSN paiera le transport pour la journée, vous coûtez \$10,000 par étudiant dans le moment.



Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 4 avril 2012 à 20 h 13 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)
40 autobus (mettons une moyenne de 500\$ par autobus) juste pour cette journée et juste pour cette manifestation précise représente 20 000\$. Juste pour le transport. Et juste à Sherbrooke. Après tant de semaines (et combien d'autobus en tout), il est évident que soit le fond de grève représente plus de millions qu'on pense, soit que les syndicats tirent les ficelles. Il n'y a pas d'autre explication.

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 4 avril 2012 à 21 h 51 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)
Les syndicats tirent les ficelles et payent, facile à comprendre: ils en veulent au PLQ pour l'abolition du placement syndical, et ont trouvé une bonne façon de se venger en manipulant les jeunes (facilement manipulables).

Envoyé par [Nancy Wallace](#) de Montréal, 4 avril 2012 à 22 h 21 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)
Je préfère et de beaucoup être une "jeune facilement manipulable" qu'une personne qui a pour seuls argument des sophismes et des préjugés.

Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme, 4 avril 2012 à 19 h 35 HAE
Loin de moi l'idée de faire mon oiseau de malheur, mais au train ou le gouvernement gère cette situation, il se pourrait bien que l'on doive même se demander s'il y aura une autre session à l'automne.

Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 4 avril 2012 à 20 h 15 HAE en réponse à [Daniel Bone de Saint-Jérôme](#)
S'il n'y a pas de session, on fermera les portes des universités. Voilà qui devrait bien vous avancer.
Franchement!

Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 4 avril 2012 à 23 h 14 HAE en réponse à [Daniel Bone de Saint-Jérôme](#)
Très bonne idée. Laissez la place aux autres. Ça va assainir le climat.

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec, 4 avril 2012 à 19 h 25 HAE
Votre sort est joué les jeunes nous avons payés des taxes scolaires pour vous faire étudié vous avez préféré la rue et la rue pour le moment nous coûte des millions et des millions pour assurer votre sécurité et en plus vous pensez que nous paieront des professeurs déjà payé, en temps supplémentaire faite la rue jusqu'à l'automne et perdez votre session, c'est pas grave vous allez y pensé 2 fois ;a prochaine fois que de faire du chantage avec le syndicat c'est pas rentable, les grèves rentables n'ont jamais existés selon le calcul de la perte de l'individu.

Envoyé par [Pierre Lachance](#) de Montréal, 4 avril 2012 à 19 h 57 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)
Je suis de vous les jeunes! Ça me rassure de voir qu'on peut encore se battre pour des idées. Ne lâchez surtout pas! Ne tenez surtout pas compte des discours des gens qui ne réalisent pas qu'ils doivent leur confort aux grèves du passé.

Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme, 4 avril 2012 à 19 h 23 HAE
Ils vont annuler la session et redéfinir les plans de cours. Les cours ainsi reportés pourront l'être au travers du reste des sessions à faire. Pour ce qui est des étudiants en dernière année, ils devront décaler l'obtention de leur diplôme.

Il y aura un léger engorgement dans les Cegeps avec l'arrivée de la nouvelle cohorte provenant du secondaire, alors au lieu d'avoir des classes à moitié pleine, elles seront à leur pleine capacité. Il faut admettre que tout ceci constituera un énorme casse-tête pour les ingénieurs de l'éducation.

Toutefois, le gouvernement, dans son plan ignoble, avait miser sur cette situation précisément. Que les étudiants reculerait devant la possibilité de toutes les pertes possibles. Malheureusement pour lui, les enjeux dépassent de loin la petite hausse d'un café par jour comme certains le prétendent, mais bel et bien celui de l'injustice provoqué par le gaspillage des ressources financières à grande échelle dans le système d'éducation, pour ne nommer que celui-là.

L'argent est là, mais dans les mauvaises mains.

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de Québec, 4 avril 2012 à 19 h 10 HAE
Pas de panique!
S' il y a 180 000 étudiants en boycott ,il y a aussi 165 000 étudiants qui continuent leur cours

Envoyé par [Aline Morin](#) de Ferme-Neuve, 4 avril 2012 à 18 h 53 HAE
Un meilleur plan? Tout le monde reprend son année du début. Comment croyez-vous que les professeurs qui donneront des cours se feront payer? Temps et demi et même double s'ils doivent enseigner les fins de semaine ou durant les vacances d'été.

Envoyé par [Jacques Famery](#) de Joliette, 4 avril 2012 à 21 h 57 HAE en réponse à [Aline Morin de Ferme-Neuve](#)
Passez le 15 juin, les profs n'ont aucune obligation d'enseigner. Certains ont des familles et sont en vacances, d'autres ont des cours de perfectionnement et d'autres encore un travail de recherche. Les étudiants vont devoir se licher la patte. Une occasion unique pour le gouvernement pour "casser" cette habitude de grève ou les étudiants pensent qu'ils ont toutes immunités parce qu'on a pas le choix. Probablement un message erroné donné par les syndicats, pourtant ils y'a eu assez de fermeture d'usine...on finit toujours par avoir un choix.

Envoyé par [Francis Coutu](#) de Québec, 4 avril 2012 à 18 h 47 HAE
@Emilien Marcoux
Non, non c'est facile vous allez voir:
Les places seraient distribuées selon la priorité suivante:
1- Étudiants non inscrits à l'Hiver 2012
2- Étudiants inscrit à H12 dans une faculté non en grève
3- Étudiants non inscrits à l'Hiver 2012 provenant de CEGEP en grève
En principe jusque là personne ne devrais être refusé.
4 - Étudiants inscrits en H12 provenant d'une faculté en grève
C'est sur qu'on risque de devoir prioriser à l'intérieur de ce dernier groupe. Je suggère d'y aller en ordre anti-chronologique de vote de grève, mais si c'est par ordre alphabétique ou par groupe sanguin je n'y vois pas d'inconvénient non plus.

Les malheureux qui devront meubler leur session avec des cours de psychologie des herbacées et de poésie algonquine se sentiront peut être lésé. Mais apprendre qu'il faut assumer les conséquences de ses choix à pas mal plus de valeur que... euh.. que n'importe quoi qu'une faculté de science sociale peut offrir.

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 4 avril 2012 à 21 h 49 HAE en réponse à [Francis Coutu de Québec](#)
Le meilleur commentaire lu depuis un bout! "La psychologie des herbacées", je l'ai trop ri, celle-là!
Quant aux suggestions pour l'admission: j'apprécie!

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 4 avril 2012 à 18 h 36 HAE
"Le gel d'un an avec une commission élargie sur tout le système universitaire ou encore une hausse modulée"
Avez-vous lu la(les) nouvelle(s) ? Les étudiants ne veulent pas de hausse, même modulée. Ils exigent le gel, et demandent la gratuité. Simple me semble !!

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 4 avril 2012 à 18 h 30 HAE
"Selon différents libellés adoptés, les associations étudiantes, qui représentent près de 80 000 étudiants, n'entendent tenir un tel vote qu'après des négociations avec Québec, voire une offre de gel des droits de scolarité, sinon la tenue d'états généraux sur la gratuité." - Nouvelle Radio-Canada
Les étudiants affirment vouloir négocier, mais ce petit bout de texte défini très bien la réalité. Les étudiants exigent le gel et demandent la gratuité.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 4 avril 2012 à 18 h 19 HAE
Tant pis pour ceux qui croyaient que les manifestations étudiantes contre la hausse des droits de scolarité allaient s'essouffler. Les étudiants ont des convictions, ce qui a toujours manqué à Charest qui vit de l'opportunisme, et bien sur du patronat. M. Charest aurait du négocier, il y a 2 ans, en présence des syndicats et des étudiants au lieu de leur dire que sa hausse n'était pas négociable. Il récolte ce qu'il a semé....Courage les jeunes, vous arrivez au but!!! Le gel d'un an avec une commission élargie sur tout le système universitaire ou encore une hausse modulée avec l'accord des étudiants qui s'y connaissent mieux que Charest.

Envoyé par [Jacques Famery](#) de Joliette, 4 avril 2012 à 22 h 01 HAE en réponse à [Emilien Marcoux de Plessisville](#)
M. Marcoux, désolé mais vivez vous dans le déni? Les étudiants ne veulent pas négocier, ils le répètent à chaque fois qu'ils ont un micro devant eux. Comment faut il vous le dire pour que vous compreniez?

Envoyé par [Francis Coutu](#) de Québec, 4 avril 2012 à 18 h 17 HAE
Il y a toujours le plan: "on annule la session, on se revoit en automne, si il reste de la place"
Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 4 avril 2012 à 18 h 30 HAE en réponse à [Francis Coutu de Québec](#)
Désolé, votre plan n'est pas réaliste. Vous imaginez deux cohortes à l'automne??
On passe au suivant pour une suggestion plus intelligente et plus réaliste

CYBEPRESSE: Grèves étudiantes: le ton monte à l'Assemblée nationale - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 15h56 | Mis à jour le mercredi 04 avril 2012 à 17h46



Photo : Jacques Boissinot, La Presse Canadienne
Line Beauchamp a indiqué que la fermeté du gouvernement est dictée par l'intérêt de l'ensemble des Québécois, et non pas celui des seuls étudiants.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Québec

La chef péquiste Pauline Marois se laisse gouverner par les manifestations des étudiants et l'opportunisme politique, a déclaré mercredi la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Mme Beauchamp a ainsi riposté à une question de la députée péquiste Marie Malavoy, qui l'accusait de faire la sourde oreille face aux revendications étudiantes.

Selon la ministre, Mme Marois fait preuve d'opportunisme en promettant d'annuler la hausse des droits de scolarité, qui a mené les étudiants à descendre dans la rue au cours des dernières semaines.

«Ici, on se gouverne de façon responsable, a-t-elle dit en Chambre. Quel est le choix de la chef de l'opposition? Quel est son choix politique?»

C'est d'être gouvernée par la rue et l'opportunisme politique.»

Faisant référence à la promesse qu'un gouvernement péquiste organisera un sommet pour déterminer les frais de scolarité, le premier ministre Jean Charest a aussi écorché Mme Marois. «Elle qui porte le carré rouge aujourd'hui, qu'elle a choisi d'arborer, n'a certainement pas fait preuve de leadership sur cette question-là, a-t-il dit. Au contraire. Les Québécois en auront pris bonne note.»

Mme Malavoy a déclaré que la situation opposant les étudiants au gouvernement est dans l'impasse, concernant la hausse prochaine des droits de scolarité.

Alors que le mouvement de protestation des étudiants en est à sa septième semaine, la députée péquiste a invité Mme Beauchamp à changer de stratégie pour mettre un terme à la «crise».

«Je demande à la ministre de tous les Québécois si elle ne pourrait pas sortir de la logique de l'affrontement, a-t-il dit. Je lui demande si l'appel au calme qu'elle vient d'évoquer, ça n'est pas elle qui pourrait le faire.»

Mme Beauchamp a répondu que la fermeté du gouvernement est dictée par l'intérêt de l'ensemble des Québécois, et non pas celui des seuls étudiants.

«Nous serons, nous ici, gouvernés par l'avenir du Québec, par le bien-être et le respect de l'ensemble des contribuables québécois», a-t-elle dit.

Pour illustrer le fait que Mme Beauchamp refuse tout dialogue, Mme Malavoy a rapporté le cas d'une grand-mère, Monique Massé, qui soutient s'être fait raccrocher au nez lorsqu'elle a appelé

au cabinet de la ministre pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

En entrevue à La Presse Canadienne, Mme Massé, une résidente de Saint-Jean-sur-Richelieu, a déclaré qu'elle avait été choquée d'être ainsi éconduite par la réceptionniste, il y a deux semaines.

«Quand elle a vu que je n'étais pas d'accord avec la ministre, elle m'a dit «c'est beau, c'est beau, c'est beau» et elle a raccroché, a-t-elle dit. En tant que payeur de taxes, c'est la ministre de tout le monde et elle doit nous écouter.»

Prenant l'exemple de son petit-fils, étudiant au cégep de Thetford Mines, Mme Massé a affirmé qu'en raison de leurs moyens financiers limités, plusieurs jeunes seront pénalisés par la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité, prévue sur cinq ans.

«Moi je suis contre ça parce que j'aime mieux payer mes taxes et payer de l'impôt pour aider les étudiants que les payer pour d'autres qui se payent du gros luxe», a-t-elle dit.

Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de Mme Beauchamp, n'a pas été en mesure de confirmer si une réceptionniste avait coupé court à l'appel de Mme Massé.

Mme Sauvageau a cependant expliqué que le standard téléphonique du cabinet avait été pris d'assaut, à la suite de mots d'ordre qui ont circulé récemment dans les milieux étudiants.

«Dans ce contexte-là, est-ce que malencontreusement il est arrivé quelque chose, bien on s'en excuse si c'est arrivé, a-t-elle dit. Le cabinet a l'habitude de répondre avec courtoisie à tous les appels.»

LE NOUVELLISTE: Trois ex-recteurs victimes d'un canular - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 09h04

Le Soleil et Le Nouvelliste

Trois anciens recteurs ont été surpris de savoir hier qu'ils avaient [cosigné une lettre](#) dans laquelle ils dénoncent la hausse des droits de scolarité. Leurs noms apparaissaient au bas d'une lettre intitulée «Hausse des droits de scolarité: le gouvernement doit reculer».

Il s'agit de Michel Gervais, qui a dirigé l'institution l'Université Laval de 1987 à 1997; le fondateur et ex-recteur de l'Université du Québec à Montréal de 1964 à 1974, Léo-A. Dorais; ainsi que l'ancien recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières de 1978 à 1983, Louis-Edmond Hamelin.

La missive a été transmise à plusieurs quotidiens par un individu qui se présente sous le nom de

Marc A. Dorais. Dans son courriel, il explique que les auteurs de la lettre souhaitent que celle-ci paraisse intégralement «afin d'ajouter au débat en cours un point de vue plus fidèle selon eux aux valeurs québécoises».

En plus de dénoncer la hausse des droits de scolarité et l'attitude du gouvernement libéral qui fait preuve de «fermeture», le trio fictif s'en prend aux recteurs actuels qui «volent au secours» de Québec «en lui fournissant des arguments sur un besoin factice de financement et sur un besoin tout aussi contourné de compétitivité" des institutions universitaires».

En plus d'être parsemée d'expressions latines, la missive se termine en citant une fable bien connue. «Nous invitons ainsi le gouvernement à

faire preuve de flexibilité et à reculer, faute de quoi, comme le chêne de La Fontaine qui ne sait pas plier, il pourrait bien se trouver déraciné», peut-on lire.

Même s'il reconnaît que la lettre est très bien écrite, l'ex-recteur de l'Université Laval, Michel Gervais, a nié en être l'auteur. «Personnellement, je trouve que la hausse est justifiée, alors je ne peux pas avoir écrit cette lettre-là», a-t-il affirmé, ajoutant qu'il n'avait aucune idée de qui pourrait lui avoir joué un tour. Il croit que s'il s'agit d'étudiants en colère, ceux-ci ont utilisé une «très mauvaise stratégie» parce qu'ils savaient qu'il démentirait sa participation à la lettre.

LA TRIBUNE: Guerre d'usure sur le front de l'opinion publique - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 09h04



Archives La Tribune

Claude Plante, La Tribune

(SHERBROOKE) Le bras de fer que se livrent les étudiants et le gouvernement Charest n'a pas fait de vainqueur jusqu'à maintenant. La guerre se joue sur le front de l'opinion publique.



Photo Udes

Isabelle Lacroix

Qui des manifestants ou du gouvernement libéral saura mettre la population de son côté? C'est la question, considère Isabelle Lacroix, professeure en politique appliquée à l'Université de Sherbrooke.

« On peut comprendre les étudiants de faire reculer le gouvernement, car il a prouvé dans le passé qu'il peut le faire. D'un autre côté, Jean Charest pense que la population va se tanner et que les étudiants vont avoir l'opinion publique contre eux», analyse-t-elle.



« C'est une question d'usure. L'accumulation d'actions du mouvement étudiant peut porter ses fruits autant du côté des manifestants que du gouvernement. Les deux côtés peuvent y perdre. »

RADIO-CANADA / DOSSIER: Le nerf de la guerre : portrait des finances du mouvement étudiant – Mise à jour le mercredi 4 avril 2012 à 8 h 00 HAE



© PC/Ryan Remiorz

La marche du 22 mars à Montréal

Des dizaines d'association étudiantes des cégeps et des universités sont en grève au Québec, certaines depuis la mi-février. Si leurs manifestations et leurs coups d'éclat reposent pour beaucoup sur leur enthousiasme et leurs convictions, la grève, qui dure, a cependant des coûts financiers. Selon les calculs de Radio-Canada, pour faire face à leurs obligations, les associations disposent d'un budget annuel d'environ 6 millions de dollars, issus des cotisations. Les trois fédérations étudiantes, soit la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), disposent pour leur part d'environ 1,2 million de dollars, un montant constitué en partie de sommes versées par ces mêmes associations.



Le budget annuel des regroupements d'associations étudiantes du Québec. La seule location d'un autobus, par exemple, coûte entre 300 \$ et 800 \$ par jour. Les étudiants peuvent cependant compter sur un certain appui des syndicats. Ainsi, selon ce qu'a appris Radio-Canada, la Centrale des syndicats nationaux (CSN) a notamment fourni de l'argent pour la location d'autobus à deux occasions.

La CSN a versé 30 000 \$ pour la location d'autobus scolaires pour transporter les étudiants à l'occasion des manifestations à Montréal du 10 novembre et du 22 mars. (15 000 \$ chaque fois)

Elle a par ailleurs octroyé 5000 \$ pour la location du Métropolis à l'occasion de *L'HAUSSE* *d'show*, le 22 mars, une initiative de la CLASSE qui rassemblait sur scène, notamment, Jérôme Minière, Chloé Sainte-Marie, Paul Piché, Manu Militari et Dan Bigras.

Internet et les réseaux sociaux sont aussi fortement mis à contribution, ce qui occasionne certaines dépenses. Car si les étudiants qui les animent sont pour la plupart des bénévoles, pour certaines actions précises, il y a un coût.

Ainsi, la CSQ a versé quelque 8000 \$ à la FEUQ et la FECQ pour la mise sur pied d'un site Internet consacré strictement au mouvement d'opposition à la hausse des droits de scolarité. Une partie de la somme a aussi servi à financer le journal de ces fédérations, *La Voix étudiante*.

Internet et les médias sociaux sont au coeur de la stratégie de communication des étudiants en grève. La FEUQ et la CLASSE nous expliquent leur importance dans leur campagne contre la hausse des droits de scolarité.

Si la CLASSE n'hésite pas à mettre les détails de son budget sur son site Internet, la FEUQ s'y refuse, ne partageant l'information qu'entre ses membres.

« L'argent, c'est le nerf de la guerre. Et la raison pour laquelle on ne met pas notre budget sur le site web, c'est une raison de pression politique », justifie Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

« Quand notre opposant connaît le budget qu'on a, c'est toujours plus difficile de montrer les dents. Surtout quand on voit le budget s'amenuiser de jour en jour. » — Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

En fait, tant la FEUQ, la FEUQ que la CLASSE refusent de dire quelle partie de leur budget est consacrée au fonds de grève.

La FEUQ soutient cependant qu'elle dispose d'un budget suffisant pour tenir le coup et continue de payer le salaire de ses cinq employés permanents et le loyer de son quartier général de 4500 pieds carrés.

Martine Desjardins souligne cependant que la fédération fait moins de recherche cette année pour diminuer ses dépenses.

Du côté de la CLASSE, on estime aussi avoir les fonds nécessaires pour mener le mouvement à son terme, mais, reconnaît son porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois, « plus la grève est longue, plus c'est difficile ».

Une alliance officielle

La FEUQ et la FECQ sont membres de l'Alliance sociale, un regroupement comprenant notamment la CSN, la CSQ, la FTQ et le SFPQ, qui critique les orientations du gouvernement Charest en matière de développement économique et de finances publiques.

Des bourses pour les élus des fédérations

Le ministère de l'Éducation du Québec verse chaque année, à une vingtaine d'élus de la FEUQ et de la FECQ, des bourses spéciales. Le montant total versé chaque année tourne autour de 100 000 \$, pour une moyenne de 6000 \$ par élu.

Programme de bourses pour les permanents élus des associations étudiantes nationales						
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre de bénéficiaires	19	18	16	18	18	
Montant moyen de la bourse (\$)	6398	8558	6950	6557	5660	
Montants obtenus par les élus de la FEUQ			78 119	83 709	67 556	59 405
Montants obtenus par les élus de la FECQ			33 084	34 320	34 320	44 232
Montant global d'aide (M\$)[1]	0,12	0,15	0,11	0,12	0,10	

Le montant maximum de la bourse annuelle est de 9 096 \$, soit 3 032 par période d'études.
Données : ministère de l'Éducation.
[1] Les montants globaux ont été arrondis

© Luc Lavigne

L'ASSE (et la CLASSE) ne fait pas de demandes pour recevoir de telles bourses

« L'objectif du programme est d'apporter un support financier pour subvenir aux besoins de base des étudiants qui doivent consacrer une partie significative du temps normalement dédié à leurs études à travailler au sein d'une association étudiante nationale », explique le ministère de l'Éducation.

Il s'adresse aux étudiants élus « pour exercer des fonctions au sein d'un organisme regroupant des associations étudiantes ».

L'ASSE (ou la CLASSE) n'a jamais fait de demande pour recevoir de telles bourses afin d'éviter d'entretenir une situation de dépendance.

« On trouve cela très important d'être tout à fait indépendant du gouvernement pour s'assurer une indépendance politique absolument totale », explique le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Il réproche par ailleurs, de façon générale, l'idée que « certaines personnes qui ont des responsabilités nationales auraient une rémunération, alors que les militants et militantes sur le campus, qui font vivre la grève au jour le jour, n'en ont pas ».

De son côté, Martine Desjardins affirme que l'octroi de ces bourses à certains des membres de la FEUQ n'a jamais entraîné d'ingérence de la part du gouvernement. « C'est une bourse d'implication, ce n'est pas une bourse pour une recherche dirigée où on attend des résultats », précise-t-elle.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)
- [Les commentaires \(220\)](#)



TVANOUVELLES: Grève étudiante: Beauchamp suggère des votes secrets - Première publication mercredi 4 avril 2012 à 07h32



Crédit photo : archives Agence QMI
Line Beauchamp, ministre de l'Éducation

Par Régys Caron | Journal de Québec

Line Beauchamp appelle les associations étudiantes à tenir des votes secrets sur l'opportunité de poursuivre la grève dans les cégeps et les universités.

«Je plaide pour que ce soit des votes secrets. C'est extrêmement important que les votes se prennent sans intimidation», a souhaité la ministre de l'éducation à l'assemblée nationale. Mme Beauchamp a rappelé le cas où un journaliste du *Journal de Québec* avait pu participer au vote d'une association étudiante au cégep de Limoilou, pour démontrer que les processus de votation utilisés depuis le début du conflit sur les frais de scolarité n'étaient pas toujours démocratiques.

La ministre a confirmé que le conflit parviendra sous peu dans une phase critique en raison du temps qu'il faudra pour reprendre les semaines de cours manquées.

«Si on dépasse la fête de Pâques, on s'en va vers beaucoup de complications et de perturbations.

Les conséquences deviennent importantes pour les étudiants afin de ne pas perdre leur session», a-t-elle prévenu.

Négociateur

Pour sa part, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, presse le gouvernement de négocier avec les étudiants pour dénouer l'impasse.

«Ça devient urgent que M. Charest convoque les étudiants pour régler le conflit avant que ça devienne impossible de sauver la session», a-t-il dit.

Le chef de la CAQ invite Charest à «rassurer les étudiants à l'effet que l'argent investi sans les universités sert la qualité des services directs».

LE DROIT: : Grève étudiante en Outaouais: L'UQO explore différents scénarios - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 05h30



MARTIN ROY, Archives LeDroit

Réunis lundi soir en assemblée générale, les étudiants de l'UQO ont choisi de poursuivre le mouvement de grève jusqu'au 11 avril.

Justine Mercier, Le Droit

La reconduction de la grève à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) force les gestionnaires de l'institution à évaluer divers scénarios pour voir si les cours pourront être repris et si le trimestre d'été pourra débuter comme prévu le 30 avril.

«Le bureau du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche examine la situation avec les départements concernés afin d'évaluer l'impact pour chacun des cours manqués, donc c'est un processus assez long», a indiqué hier le directeur des communications de l'UQO, Jean Boileau. En théorie, le trimestre du printemps devait prendre fin le 20 avril, dix jours avant la rentrée des quelque 2700 étudiants inscrits au trimestre d'été.

La situation doit cependant être gérée différemment selon les cas. Les étudiants des modules des sciences sociales et de l'éducation ont commencé à boycotter les cours avant leur suspension par la direction de l'UQO. Les étudiants en stage font aussi partie d'une catégorie à part, puisque les stages sont maintenus.

«Théoriquement, la session n'est pas en péril», affirme Jean Boileau.

Le trimestre d'été pourrait aussi être décalé, car trois semaines séparent la fin des cours d'été du début de la session d'automne.

CYBERPRESSE: Droits de scolarité: la date butoir approche - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 00h00 | Mis à jour le mercredi 04 avril 2012 à 10h15

Pascale Breton, La Presse

Le temps presse. Plusieurs administrations d'université et de cégep voient arriver le 10 avril avec appréhension. Pour plusieurs, c'est la date butoir pour sauver le trimestre d'hiver sans empiéter sur les vacances estivales.

«On commence à être inquiet, particulièrement pour les cinq cégeps qui en sont à cinq semaines ou plus de grève», indique la porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier. La semaine prochaine sera une «période cruciale et charnière», ajoute-t-elle.

Des grèves ont toujours cours dans la moitié des 48 cégeps.

La marge de manoeuvre dont disposent les administrations est mince. Elles sont tenues par la loi d'offrir 82 jours de cours et d'évaluation. Les professeurs doivent aussi bénéficier de deux mois de vacances estivales réparties sur une période de deux mois et demi.

«C'est ce qui est préoccupant. Comment allons-nous réussir à reprendre ces cours si le boycottage se poursuit indûment?», indique Mme Tessier.

Après Pâques, le conflit risque d'avoir des conséquences importantes, surtout pour les étudiants et cégépiens, a mis en garde hier la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

«Ça va être des semaines d'enfer pour reprendre tout ce qui doit être repris pour diplômer et pour que le diplôme représente toujours la qualité

attendue de la formation», a noté Mme Beauchamp.

Au contraire, avec un mouvement qui compte toujours entre 190 000 et 200 000 étudiants et élèves en grève, ce n'est pas le moment d'abandonner, croit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

«C'est notre rapport de force, acculer le gouvernement au mur quant à la reprise des cours parce qu'on sait très bien qu'il ne peut pas les annuler.»

Demain, la grève durera depuis 52 jours, soit la durée de la grève de 2005. Elle risque de coûter cher, surtout si des cours devaient être repris le week-end.

Les conventions collectives des professeurs ne prévoient en effet pas de cours le week-end.

Les membres de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), qui représentent 85% du réseau collégial, ont ainsi convenu dans les derniers jours de tout faire pour préserver la qualité du trimestre d'hiver, mais dans le respect de leur contrat de travail, souligne le président, Jean Trudelle.

«C'est clair que le refus total du gouvernement de reconnaître qu'il y a un enjeu social fait en sorte que le mouvement étudiant tient le coup et ça génère des problèmes de plus en plus compliqués», ajoute-t-il.

Si les élèves du cégep de Lanaudière, à L'Assomption, entrent en classe ce matin, ceux du collège de Maisonneuve et du cégep Édouard-Montpetit ont convenu hier de maintenir la grève jusqu'à ce que le gouvernement présente une offre. Quelque 77 000 étudiants et cégépiens de 49 associations sont aussi dans cette situation.

Les étudiants et le gouvernement sont encore loin d'une entente. Aucun dialogue n'a cours.

Si une entente de principe est conclue, il faudrait encore plusieurs jours avant que la grève ne se termine puisque les organisations étudiantes devraient alors consulter leurs membres sur une proposition.

Pour un retour le 10 avril, sinon...

L'Université de Montréal a fait savoir par communiqué que le trimestre qui devait se terminer le 30 avril est prolongé jusqu'au 15 juin. Elle ajoute qu'elle ne peut toutefois garantir que le trimestre d'hiver sera terminé le 15 juin si les étudiants ne retournent pas en classe d'ici au 10 avril.

«C'est à géométrie variable» selon les facultés et les départements, précise la porte-parole de l'Université, Flavie Côté. Pour rattraper les cours manqués, les étudiants risquent de devoir suivre des cours le soir et les fins de semaine.

Tant que la grève n'est pas terminée, il est toutefois impossible de mettre une touche finale au calendrier. L'administration devra en effet s'en-



tendre avec le corps professoral au sujet du rattrapage des cours. Selon les prévisions actuelles, le trimestre d'été doit toutefois débuter comme prévu le 1er mai. «Pour l'instant, il s'agit d'une hypothèse. On suit cela au jour le jour», indique Mme Côté. Environ 20 000 étudiants de l'Université de Montréal sont toujours en grève. Ceux de la faculté de médecine ont voté hier pour une reprise des cours, après une grève de neuf jours.

En quête de professeurs et de locaux

La fin du trimestre d'hiver pour les uns et le début du trimestre d'été pour les autres causent

des maux de tête à l'administration de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qui cherche des locaux et des professeurs. L'un des scénarios envisagés est de poursuivre le trimestre d'hiver jusqu'au 3 juin. Mais pour cela, les étudiants devraient retourner en classe d'ici au 16 avril. Le trimestre d'été s'échelonne ensuite du 4 juin au 28 juillet. Si la grève n'est pas terminée le 16 avril, la commission des études devra préparer de nouveaux scénarios.

«Plus ça avance, plus ça devient problématique et complexe», indique la directrice des communications par intérim de l'UQAM, Jenny Desrochers.

L'administration doit faire le tour des départements pour vérifier la disponibilité des professeurs et des chargés de cours au-delà du semestre prévu.

Il risque aussi de manquer de locaux. Selon les scénarios à l'étude actuellement, tous les locaux seraient utilisés pour des cours, ce qui ne laisserait aucune marge de manœuvre pour la tenue d'autres activités.

«Notre grande priorité est de voir comment on va pouvoir valider le trimestre d'hiver et trouver des ressources pour donner les cours et trouver les salles», précise Mme Desrochers.

- Avec la collaboration de Tommy Chouinard

RADIO-CANADA / DOSSIER: Droits de scolarité au Québec: Grève étudiante et communications à l'ère d'Internet – Mis à jour le mardi 3 avril 2012 à 17 h 04 HAE

Internet et les médias sociaux sont au coeur de la stratégie de communication des étudiants en grève.

Ils servent bien sûr de courroie de transmission de l'information entre les associations et leurs membres, mais sont surtout d'extraordinaires plateformes pour faire passer le message étudiant dans la population et contrecarrer le discours du gouvernement.

« Les communications, c'est non seulement important, mais c'est crucial dans cette campagne-là », expose Martine Desjardins, présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ).

Beaucoup de choses ont changé depuis le dernier grand mouvement étudiant, en 2005. La présidente de la FEUQ estime qu'en 2012, être présents sur les médias sociaux comme Facebook est désormais indispensable.

« Ce n'est pas juste un site Internet que cela prend maintenant, ça prend un compte Twitter, ça prend un compte Facebook », estime-t-elle.

Martine Desjardins ajoute qu'un « événement » Facebook doit être créé pour chaque action menée par les étudiants, sans quoi ces actions n'existent tout simplement pas.

« Mais pour rejoindre nos membres, c'est vraiment Facebook ou encore le site Internet », précise Martine Desjardins.

Ainsi, dès que des articles, des entrevues ou des reportages touchant à la hausse des droits de scolarité et au mouvement de contestation des étudiants sont mis en ligne par de grands médias, les associations les relaient sur leur page Facebook.

Même son de cloche du côté de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), où l'on considère que les médias sociaux constituent de bons moyens de rendre les initiatives étudiantes publiques. Selon Julien Royal, délégué responsable des médias sociaux à la CLASSE, les réseaux sociaux permettent aussi aux associations étudiantes de partout dans la province de coordonner elles-mêmes leurs actions sans toujours avoir recours à l'exécutif national.

« Cela permet aussi de faire passer le discours des étudiants directement auprès de la population, sans avoir recours à un porte-parole », ajoute Julien Royal.

Ces moyens de communication forts prisés par les associations et les fédérations étudiantes ont l'avantage, en plus de leur efficacité, de ne pas engager de frais importants pour les étudiants.



La page Facebook de 1625 \$ de hausse : ça ne passe pas (FEUQ et FEQ).

Relayer de l'information et influencer l'opinion publique

Chaque réseau social est utilisé par les étudiants en fonction des caractéristiques qui lui sont propres. Par exemple, Twitter est davantage utilisé par la FEUQ pour ce qui est des communications médiatiques, soit transmettre des communiqués aux médias ou encore pour tout ce qui touche aux affaires publiques.



La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.



Le fil Twitter de la CLASSE

« Vraiment, ça ne coûte pas cher. D'ailleurs, les personnes qui le font sont principalement des exécutants, donc c'est à même leur travail comme exécutant national qu'ils ont à faire cela », explique la présidente de la FEUQ.

Lors de grands événements nationaux qui nécessitent la présence de la permanence de la FEUQ sur le terrain, comme la manifestation du 22 mars, la fédération étudiante passe le relais à des bénévoles qui s'affairent à publier les informations pertinentes sur Twitter et Facebook.

« Parce qu'on s'est rendu compte, notamment le 10 novembre, que cela prenait beaucoup plus que l'exécutif en place pour être capables de fournir », constate Martine Desjardins.

À la CLASSE, les élus sur l'exécutif s'occupent des comptes officiels sur Facebook et Twitter, mais on compte beaucoup sur les membres pour alimenter les médias sociaux, par exemple en publiant des photos lors de manifestations ou encore en réalisant des vidéos partagées sur Internet.

De son côté, la FEUQ dit aussi se servir des médias sociaux pour tenter d'influencer l'opinion publique. Si, par exemple, un média sonde ses lecteurs en ligne sur une question touchant les étudiants, les fédérations et associations se servent des médias sociaux pour inviter leurs membres à aller voter afin d'influencer le résultat du sondage.

« Ce ne sont pas juste les manifestations dans la rue qui font leur effet, les médias sociaux ont un grand rôle à jouer, parce qu'il y en a beaucoup qui vont aller s'informer via les réseaux sociaux. Donc souvent, aussi, c'est une façon d'aller - je n'aime pas utiliser le terme - mais un peu con-



trôler l'opinion publique, du moins, de l'influencer », affirme Martine Desjardins.

Selon Julien Royal, de la CLASSE, sans qu'il y ait de consigne précise au niveau national, les étudiants vont par eux-mêmes ajouter leurs commentaires dans des articles relayés sur les pages consacrées à la grève dans les réseaux sociaux. « C'est sûr que si on met le lien vers un article sur Facebook, où nous avons de nombreux membres, et qu'il y a 500 « J'aime », il risque d'y avoir un bon nombre de personnes qui choisissent d'ajouter un commentaire dans l'article », précise-t-il.



Les affiches pour le 4 avril maintenant disponibles!

Les actualités

Le site web 1625 \$ de hausse, ça ne passe pas de la FEUQ et la FECQ.

Le web pour faciliter la communication

Le web a également un grand côté pratique pour l'organisation d'une campagne de l'ampleur de celle qu'on connaît actuellement au Québec. Par exemple, la FEUQ et la FECQ, qui ont lancé une campagne commune contre la hausse des droits de scolarité, mettent leurs affiches promotionnelles en ligne sur leur site Internet.

Les associations membres peuvent ainsi télécharger le matériel publicitaire et le produire elles-mêmes dans leurs établissements. « On a fait plusieurs journaux qu'on appelle *La Voix étudiante* et on peut aller directement les télécharger sur Internet, on n'a plus besoin de les imprimer. Ça coûte moins cher et cela permet une plus grande distribution, rapidement », ajoute Martine Desjardins.



À gauche, le site fait par des étudiants reproduisant le même modèle que celui lancé par le gouvernement en novembre 2011.

Des exemples concrets : une manifestation Twitter!

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, cite quelques exemples concrets pour démontrer la force du mouvement étudiant sur le web. Elle souligne que, l'automne dernier, il y a eu « pour la première fois de l'histoire du mouvement étudiant » une manifestation sur Twitter.

« L'Université de Montréal avait acheté des publicités dans le cadre de l'émission *Tout le monde en parle*, à grands frais, et donc les étudiants ont voulu démontrer qu'avec zéro coût on était capable de faire la même chose », relate Martine Desjardins. À l'initiative de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAECUM), des étudiants ont donc entrepris d'envoyer de nombreux messages sur Twitter pendant l'émission, suivie et commentée chaque semaine en direct par de nombreux utilisateurs du réseau social en utilisant le mot-clé #tlmpc.

C'est une machine d'influence, et cela nous permet de faire passer notre message, notre argumentaire.

— Martine Desjardins

Site contre site

La FEUQ attire aussi l'attention sur la réplique du mouvement étudiant à la mise en ligne, en novembre dernier, du site web droitsdescolarité.com par Québec, au lendemain d'une manifestation ayant réuni plusieurs milliers d'étudiants à Montréal. Le gouvernement avait investi 50 000 \$ pour la création, la mise à jour et la promotion de ce site web qui exposait ses arguments pour la hausse des droits de scolarité.

« Les étudiants, en l'espace de 48 heures, ont créé à la fois un site Internet francophone, mais aussi anglophone : une copie conforme du site du gouvernement, avec des chiffres différents et un argumentaire différent aussi. C'est une réponse tout à fait adaptée à ce qui avait été lancé par le gouvernement, et on trouve que c'est une belle façon de leur répondre », analyse Martine Desjardins.

Si la FEUQ juge que le gouvernement a « a investi des sommes incroyables » dans le cadre de cette campagne, la fédération étudiante n'a eu qu'à déboursé quelques dollars pour l'achat du nom de domaine de son site web.

« Les étudiants qui travaillent là-dessus sont bénévoles. Ils le font parce qu'ils croient en la cause, ils le font parce qu'ils ont le talent pour le faire, et en même temps, cela les amuse d'aller créer des sites Internet », explique la dirigeante de la FEUQ.

Quant à ses bons coups en ligne, la CLASSE cite l'exemple de la vidéo « Ce printemps, ensemble, bloquons la hausse », où de nombreux artistes québécois se prononcent contre la hausse des droits de scolarité. La vidéo, qui a été vue plus de 95 000 fois sur YouTube, a été réalisée par des étudiants de l'UQAM. Ces derniers ont offert à la CLASSE de mettre leur logo à la fin de l'extrait vidéo.

Julien Royal souligne aussi d'autres initiatives, comme des films réalisés lors de l'*HAUSSE* *d'show*, spectacle organisé par la CLASSE, des banderoles invitant à manifester le 22 mars sur Facebook et les discussions lancées sur Twitter lors du passage de Gabriel Nadeau-Dubois à l'émission *Tout le monde en parle*.

Finalement, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, estime que tous ces exemples montrent bien la débrouillardise des étudiants. « Les étudiants sont imbattables en ce qui a trait aux médias sociaux et Internet », conclut-elle.

D'après des entrevues réalisées par Benoît Giasson et Johanne Lapierre

TVANouvelles: Grève: YouTube un outil de mobilisation pour les étudiants - Première publication mardi 3 avril 2012 à 15h55



Crédit photo : Courtoisie YouTube

YouTube est beaucoup utilisé pour véhiculer le message des étudiants en grève contre la hausse des droits de scolarité.

Par Roch Courcy | Agence QMI

Les étudiants québécois en grève combinent leur utilisation des réseaux sociaux avec celle du site de partage vidéo YouTube pour rendre plus efficace leur mobilisation et rallier le plus de gens possible à leur cause.

Une des dernières vidéos à avoir été mise en ligne s'intitule *Ensemble jusqu'à la fin* et a été réalisée par des étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe. Elle fait partie du top 10 des vidéos les plus partagées au Canada pour la journée du 3 avril 2012, selon YouTube.

Selon le site internet Webrankinfo, la vidéo a été partagée plus de 3500 fois sur Facebook. Aussi, elle a été vue plus de 9000 fois depuis sa mise en ligne.

Des écrivains ont aussi décidé de se joindre au mouvement en publiant la vidéo *Les écrivains contre la hausse en 120 caractères*. Selon Webrankinfo, celle-ci a été partagée plus de 500 fois depuis sa mise en ligne, lundi.

Depuis le début du mouvement étudiant, plusieurs vidéos en appui à la grève ont réussi à se hisser parmi les plus partagées sur les réseaux sociaux.

C'est le cas de la vidéo intitulée *Je marche à nous*, réalisée par deux citoyens de Québec. On y voit un grand-père et sa petite-fille qui vont marcher ensemble pour appuyer les étudiants.

LE DEVOIR: Grève étudiante - Entre rattrapage et suspension: La poursuite des cours n'est pas garantie à l'UdeM - Mardi 03 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des étudiants ont entamé une grève de la faim devant les bureaux montréalais de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Lisa-Marie Gervais

L'Université de Montréal (UdeM) souhaite un rattrapage des cours d'ici à la mi-juin, mais envisage d'en suspendre certains, s'il n'y a pas de retour en classe d'ici le 10 avril. Dans un communiqué rendu public hier en fin de journée, la direction de l'UdeM a indiqué qu'au-delà du congé de Pâques, elle ne pourrait garantir que tous les cours seraient terminés pour le 15 juin et que, par conséquent, «certains cours pourraient en effet être suspendus», faute de ressources disponibles. Toutefois, le trimestre d'été devrait commencer comme prévu le 1er mai.

Les scénarios de rattrapage se succèdent et deviennent caducs: jusqu'ici, le mouvement étudiant refuse de s'essouffler et conserve ses quelque 200 000 grévistes depuis la grande manifestation nationale du 22 mars. «On remarque à la CLASSE que le mouvement ne faiblit pas, au contraire. On

a même 77 000 personnes qui ont un mandat de grève à durée indéterminée et qui vont revoter lorsque la ministre fera une offre», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Les étudiants du cégep régional de Lanaudière à L'Assomption ont quant à eux voté pour mettre fin au débrayage dès demain. Depuis le début, c'est la première fois que les étudiants d'un cégep ayant cumulé dix jours ou plus de grève votent en faveur d'un retour en classe. Cela n'inquiète guère M. Nadeau-Dubois. «Il nous reste encore quelques semaines. Certains se disent que tant qu'à avoir fait la grève pendant 5-6 semaines, n'abandonnons pas au seuil de la victoire et donnons tout ce que nous avons.»

Multiplier les actions

Hier, près de 2000 personnes ont manifesté à Sherbrooke, fief du premier ministre Jean Charest. Les organisateurs de la CLASSE avaient refusé de soumettre le parcours aux policiers, mais la marche s'est déroulée dans le calme. Une autre manifestation est prévue à Sherbrooke demain, cette fois organisée par les deux grandes fédérations étudiantes.

Hier, les Profs contre la hausse ont emboîté le pas aux étudiants en manifestant aux abords du pont Jacques-Cartier, forçant la fermeture d'une voie vers la Rive-Sud. Dans une lettre qu'ils ont fait parvenir aux médias, ils ont critiqué la «non-écoute» du gouvernement Charest. «Nous considérons que la position de fermeture du gouvernement ne peut être comprise que comme de l'arrogance.»

Enfin, un juge de la Cour supérieure rendra ce matin sa décision concernant une demande d'injonction déposée par un étudiant qui voudrait avoir accès à ses cours. Une demande semblable faite par un étudiant de l'UdeM a été rejetée la semaine dernière, mais une injonction a bel et bien été imposée au Collège d'Alma, dont le retour en classe n'a pas pu se faire hier matin parce que des étudiants ont bloqué tous les accès du cégep.

Vos réactions

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL / TVANOUVELLES: Éducation: Situation bientôt critique dans les cégeps - Publié le: lundi 02 avril 2012, 23H17 | Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 23H19 / Première publication mardi 3 avril 2012 à 05h27

Régys Caron

La situation est sur le point de devenir critique dans les cégeps, où les étudiants sont en grève depuis un mois ou plus. Certains cégeps en sont à élaborer des scénarios de reprise des cours avant les vacances d'été.

Dans au moins une quinzaine de cégeps sur 48, les étudiants sont en grève depuis un mois ou plus. La situation va «très bientôt» devenir critique, s'inquiétait, hier, Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération québécoise des cégeps. Reprendre la session d'études à la rentrée de septembre n'est pas exclu, a confirmé le ministère de l'Éducation (MELS).

Suivant un tel scénario, les étudiants devant terminer leurs études collégiales à la session d'hiver 2012 devraient côtoyer les nouveaux arrivants. «Nous devrions accueillir le double d'étudiants, ça ne s'est jamais produit», a précisé Caroline Tessier. Les cégeps devraient amé-

nager les horaires en conséquence, a signifié la porte-parole du MELS, Esther Chouinard.

La session d'études dans les cégeps se terminerait, dans une situation normale, à la fin du mois d'avril. Les scénarios de reprise de cours qui sont à l'étude évoquent la présence des étudiants en classe plus tôt le matin, plus tard le soir et les fins de semaine, comme cela s'était produit après la grève des étudiants survenue en 2005. Sauf que plus la grève dure, plus de temps il faudra pour compléter la session d'études.

Vacances

En vertu de leur convention collective, les enseignants des cégeps ont droit à deux mois de vacances à prendre dans une période de deux mois et demi, soit entre le 15 juin et le 1er septembre. «On a appuyé les étudiants et nos syndicats se sont engagés à tout faire pour préserver la qualité des apprentissages des étudiants», a rappelé, hier, Jean Trudel, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du

Québec (FNEEQ), qui représente les enseignants de 46 cégeps sur 48.

Les syndicats affiliés à la FNEEQ refuseront de discuter avec les cégeps tant que la grève ne sera pas terminée, prévient M. Trudel. «On ne sait pas combien de temps il y aura à rattraper. Ça va être du cas par cas», précise-t-il.

Universités

Différents scénarios de reprises sont prévus dans les universités. À l'Université Laval, la récupération des cours se fera à l'intérieur du calendrier de la session d'hiver 2012, qui prendra fin le 27 avril pour les étudiants dont la grève aura duré six semaines ou moins. Pour les étudiants dont la grève aura duré plus de six semaines, le session sera prolongée d'une semaine par semaine de grève.

En date de lundi, environ 191 000 étudiants, dont 91 000 de 24 cégeps étaient en grève. Des votes de reconduction de la grève sont prévus dans 11 cégeps, cette semaine.

JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Éducation | Conflit: Record bientôt fracassé: Le cap des 52 jours de grève sera atteint cette semaine - Publié le: lundi 02 avril 2012, 23H03 | Mise à jour: lundi 02 avril 2012, 23H29 / Première publication mardi 3 avril 2012 à 04h46

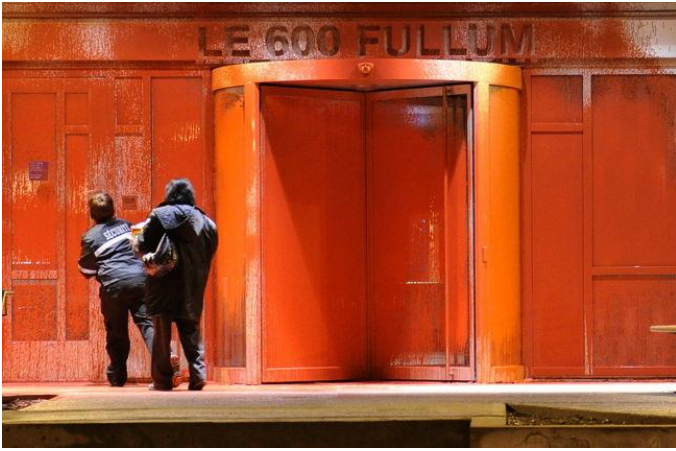


photo AGENCE QMI, PASCAL GIRARD

La façade des bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal, a été peinturée en rouge tôt hier, par des étudiants qui dénoncent la hausse des frais de scolarité.

Sarah-Maude Lefebvre

Le nombre record de 52 jours de grève étudiante sera atteint cette semaine, alors que des associations sont en débrayage depuis sept semaines.

L'Université Laval, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ainsi que le cégep du Vieux-Montréal sont totalement ou partiellement en grève depuis la mi-février.

Cette semaine, des facultés de ces deux universités ainsi que le cégep franchiront le cap historique des 52 jours de débrayage, qui avait été atteint en 2005, lors des protestations contre les coupures dans le programme des prêts et bourses.

En grève « jusqu'à la fin »

Ce seuil historique est franchi au moment même où plusieurs associations étudiantes ont décidé de durcir le ton à l'endroit du gouvernement.

Selon une compilation effectuée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), 49 associations étudiantes, regroupant plus de 77 000 étudiants, ont décidé de poursuivre la grève, sans vote de reconduction, tant qu'il n'y aura pas de négociations avec le ministère de l'Éducation.

De ce nombre, 24 277 vont encore plus loin et demandent que le gouvernement dépose une offre avant de mettre fin à la grève.

Enfin, neuf associations représentant 10 000 membres, notamment de l'UQAM et de l'Université du Québec en Outaouais, exigent carrément la

Afficher 7 commentaires

• boisvertclair

Je crois que vous pourrez aussi vous vanter de détenir le plus grand nombre de reprise d'année scolaire et d'abandon des études. Vous êtes des étudiants privilégiés qui ont le talent nécessaire pour poursuivre des études supérieures. Pourquoi ne pas prendre votre part de responsabilité financière découlant de votre choix de carrière? Il y a des situations dans la vie qui nécessitent de fournir un effort (financier, scolaire) par et pour soi-même dans le but d'améliorer son propre sort. Je comprends la frustration face au gaspillage, la corruption et la collusion évidente de ce gouvernement mais ce conflit des frais de scolarité n'est pas un endroit approprié pour régler tout ça!

• jichome

Pour venir en défense aux étudiants. Imaginez qu'ils n'auraient pas fait d'études supérieures. Qu'ils doivent vivre au salaire minimum ou même avec l'assurance emploi ou le bien-être social. Ces gens là, à long terme, seront bien plus dispendieux pour l'état que les étudiants dont les études sont payées en grande partie par l'état. Ceux qui gagnent le salaire minimum payent moins d'impôt, dépense moins en achat (donc moins de taxes),

coûtent souvent plus chère en soin de santé (car oui, la santé est généralement meilleur avec le niveau d'étude!), et j'en passe. Par ailleurs, les étudiants ont le gros bout du bâton, pourquoi ne s'en servirait-il pas!

DiviusJulius

Je trouve important de mentionner qu'un fort pourcentage des étudiants qui réclament la gratuité scolaire ne finiront jamais leurs études. En effet, plusieurs vont abandonner leurs cours, changer de programme 2-4 fois et même d'en faire une profession. La question que tous doivent se poser n'est pas avons-nous les moyens d'aller à l'université? mais bien avons-nous le désir et surtout un plan concret face à notre avenir. Faire des études supérieures n'est pas une obligation et n'est pas garante d'un salaire extraordinaire. Prenez le diplômé en Philosophie, arts plastique voir même Histoire, dont j'en suis moi-même la preuve, dont le salaire ne dépassera pas l'électricien, le plombier et même le chauffeur d'autobus de la STM. Une gratuité scolaire amènerais un plus grand nombre de rêveur traîner sur les bancs d'écoles et un manque important de main-d'oeuvre dans des métiers professionnels qui nous sont très importants. Il m'apparaît trop souvent que la fibre socialiste est la seule possible au Québec et elle commence à peser lourd, quasi-

gratuité scolaire, et entendent poursuivre la grève aussi longtemps que nécessaire pour l'obtenir.

Plus déterminés que jamais

« Certains parlent d'essoufflement. Or, les votes sont clairs : les étudiants sont plus déterminés que jamais », affirme Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

« On observe plutôt un durcissement de la position des étudiants, qui sont prêts à aller jusqu'au bout. »

Ce dernier admet que l'inquiétude commence toutefois à se faire sentir dans les assemblées étudiantes, alors que la session semble de plus en plus compromise.

« On en est conscient, souligne aussi Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Mais les étudiants continuent à hausser le ton. Aujourd'hui, la grève a été reconduite dans tous les cégeps où il y avait des votes de grève. Pourtant, ça commence à être très problématique pour les cégepiens. Le nombre de jours qu'ils doivent passer en classe est régi et on approche d'un seuil critique. »

La grève étudiante de 2005

Motif : **coups de 103 M\$ dans le programme de prêts et bourses** imposées par le gouvernement Charest



GABRIEL NADEAU-DUBOIS porte-parole

Moyenne d'étudiants en grève par jour au plus fort du débrayage : **100 000**

Durée : 52 jours

La grève étudiante de 2012

Motif : **hausse des droits de scolarité de 1 625 \$ sur cinq ans**



Martine Desjardins présidente de la FEUQ

Moyenne d'étudiants en grève au plus fort du débrayage : **200 000**

Durée (jusqu'à maintenant) : 50 jours

ment aussi lourd que notre imposition fiscale!!!!

• [tremblay](#)

LesDirigeants d'associations ont offerts aux Gouvernements de négocier. Le refus du Gouvernement de négocier démontre une absence de maturité.

• myriam77

AUCUN PROBLÈME

Comme ce geste est légitime face au gouvernement, tous les moyens sont bons pour se faire entendre .. ou voir. je uis sûr que l'on va trouver un juge assez indulgent pour absoudre ces jeunes qui jouent aux grandes personnes, et ce , quand cela fait leur affaire.

Déjàqu'un triste individu, ayant comme job directeur du CEGEP d'Alam ne sait pas s'il va porter plainte!!! J'oubliais, on est au Québec, peuple de crevettes (pas de colonne0 Vieuxschock

"peuple de crevettes pas de colonne"

J'aurais utilisé le mot "mollusque"

ContreLaHausse [Réduire](#)

• Ceci est votre avis et n'engage que vous! Mais, entre les lignes de vos commentaires, on perçoit votre malaise profond envers la société québécoise. Donc, il y a un problème!



Photo D'ARCHIVES

Sarah-Maude Lefebvre

Liens

[Carte interactive des cégeps et universités en grève](#)

Une proposition visant à blâmer les fédérations étudiantes et à perturber leurs activités a été rejetée lors du congrès de la CLASSE, la fin de semaine dernière. Malgré des tensions "évidentes", les associations promettent de garder un "front uni" devant le ministère de l'Éducation.

Suggérée par l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL), la proposition visait à "blâmer les fédérations étudiantes pour leur approche inhumaine et corporatiste de la lutte contre la hausse des frais de

scolarité, ainsi que leurs piètres capacités pour organiser des manifestations".

"Cette suggestion n'a même pas été débattue, affirme le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Au contraire, nous avons adopté une résolution qui répond à l'offre des fédérations de mettre sur pied un comité de négociations conjoint pour discuter avec le gouvernement, si négociations il y a. Nous avons aussi décidé que nous refuserions de négocier sans la présence des fédérations à la table."

Présenter un front uni

Ce n'est pas la première fois que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FEUC) s'attirent les foudres des membres de la CLASSE, qui composent l'aile la plus militante du mouvement étudiant. La semaine dernière, lors d'une manifestation organisée par la CLASSE, des étudiants se sont rassemblés devant les bureaux de la FECQ et de la FEUC pour huer leurs représentants.

"Il y a 90 000 membres à la CLASSE, représentant une quarantaine d'associations. Chacun a son point de vue. Les débats au sein du mouvement étudiant durent depuis longtemps. Lors de la manifestation devant les bureaux de la FECQ, il y avait peut-être aussi des militants des fédérations", se défend M. Nadeau-Dubois.

"Nous ne sommes pas d'accord avec tous les points de vue des fédérations. Mais nous voulons nous présenter avec elles devant le gouvernement et ainsi éviter que l'on se tire mutuellement dans le pied."

Du côté de la FEUCQ, on affirme aussi vouloir collaborer avec la CLASSE.

"On ne s'entend pas sur tout, mais on s'entend bien, affirme la présidente Martine Desjardins. Nous n'avons pas la même idéologie, mais nous collaborons. Aussi, après plusieurs semaines de grève, tout le monde devient un peu fatigué et émotif. C'est normal."

RADIO-CANADA / DOSSIERS: La grève étudiante sur le web – Mise à jour le lundi 2 avril 2012 à 16 h 50 HAE

Dans ce dossier



[Grève étudiante et communications à l'ère d'Internet](#)



[La grève étudiante sur le web](#)



[Portrait du mouvement étudiant](#)



[Grèves étudiantes : quelques jalons](#)



[Enjeux et analyse](#)



[L'éducation supérieure : quelques chiffres](#)

Les grèves étudiantes ont changé de visage grâce aux réseaux sociaux. Si les manifestations et les coups d'éclats demeurent au rendez-vous, si les médias traditionnels gardent la faveur des grévistes comme de leurs opposants, Internet est devenu un incontournable pour défendre son point de vue.

Sont réunies sur cette page quelques-unes des vidéos les plus relayées sur la toile dans le cadre du mouvement de contestation de la hausse des droits de scolarité.

Le talent au service de la cause étudiante

La vidéo *Je marche à nous* est une création d'Alexandre Isabelle et Samuel Matteau, deux citoyens qui souhaitent appuyer le mouvement étudiant en [illustrant le legs d'une génération à l'autre](#).

Cette parodie des publicités de Desjardins a été réalisée par Ludovic Dufresne et Martin Leduc-Poirier, un message « dédié à tous les étudiants qui poursuivent leur lutte contre la hausse des frais de scolarité ».

La **Boîte rouge** est un groupe d'étudiants qui met son talent au service des grévistes en leur offrant un service gratuit de médiatisation, de production et de diffusion pour tous leurs événements. Parmi les [nombreuses vidéos produites](#), la suivante vise à faire connaître les actions de La ligne rouge, une initiative d'étudiants en théâtre de l'UQAM.

Une mobilisation qui dépasse le milieu étudiant

Des artistes québécois donnent leur appui au mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité dans une vidéo mise en ligne sur YouTube par la [CLASSE](#).

Des enseignants du collégial expliquent pourquoi ils sont contre la hausse des droits de scolarité dans une série de capsules lancées sur YouTube.

La hausse des droits et ses justifications

Le gouvernement du Québec tente lui aussi d'occuper le virtuel pour défendre son point de vue. Il a mis en ligne [un site pour expliquer sa démarche](#). La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, apparaît pour sa part dans des capsules vidéo.

Un groupe d'étudiant a vu le jour en appui à la hausse des droits de scolarité, le [Mouvement des Étudiants Socialement Responsables du Québec](#). Il n'ont produit jusqu'ici qu'une seule capsule vidéo.

Coup de pouce aux étudiants d'instituts de recherche

L'[Institut de recherche et d'informations socio-économiques](#) (IRIS) a lancé une série de capsules présentant ce qu'il considère comme huit mythes entourant la hausse des droits de scolarité.

La [Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval](#) (CADEUL) a pour sa part fait appel à l'[Institut de recherche en économie contemporaine](#) (IREC) pour étayer sa position contre la hausse des droits de scolarité. Les résultats de l'étude commandée à IREC font l'objet de cette capsule vidéo.





Photo Jean-François Villeneuve / Agence QMI
François Legault

Jean-François Villeneuve / Agence QMI

Le chef de la Coalition Avenir Québec, François Legault, semble de plus en plus exaspéré par l'attitude des étudiants depuis le début de la grève étudiante, il y a plus d'un mois.

«Je ne vois pas pourquoi les étudiants s'obstinent à refuser toute proposition autre que le gel des frais de scolarité, a-t-il affirmé. Les étudiants mènent le mauvais combat.»

Il estime que l'accessibilité aux études, la limitation de l'endettement et la qualité de l'enseignement dans les universités devraient être les objectifs principaux des étudiants et qu'une négociation en ce sens devrait avoir lieu entre eux et le gouvernement.

Afficher 3 commentaires

- myriam77
QUE DOIT-IL DIRE D'AUTRE?
Il est avec le GEL DES FRAIS ou contre. Si on lui dit qu'il ne se prononce pas, on va parler de langue de bois. Donc quoi qu'il dise, ou quoi qu'il fasse, il est cuit!!!
- machiniste
CA SERA PAS LONG LE P.Q AU POUVOIR POUR NOTRE INDÉPENDANCE CHAREST ET LEGAULT =PAREIL A GENOUX DEVANT LE FÉDÉRAL IL FAUT DISCUTER AVEC NOS ÉTUDIANTS JAMES N A JAMAIS ÉCOUTER PERSONNE JUSTE LES PETITS AMIS QUI DONNE A LA CAISSE DU PARTIE C EST LUI QUI NOMME LES JUGES
- ouais, pis après [Réduire](#)
il se dit exaspéré, qu'est-ce qu'il ferait de mieux s'il était au pouvoir?????
Ça parle fort dans l'opposition, mais quand on est au pouvoir, on fait comme les autres, on s'écrase
J'ai hâte de voir un gouvernement qui se tient debout, mais je crois que la mort va me voir avant.

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Sanction contre le chauffeur du RTC qui a repoussé des étudiants – Mise à jour le lundi 2 avril 2012 à 14 h 06 HAE



Le chauffeur du RTC a poursuivi son chemin devant les manifestants, provoquant la colère de ces derniers.

Le chauffeur du Réseau de transport de la Capitale (RTC) qui a repoussé des manifestants avec son autobus le 21 mars dernier dans le Vieux-Québec vient d'être blâmé par un comité disciplinaire.

Selon le comité, le chauffeur a agi à l'encontre des pratiques du RTC. La responsable des communications au RTC, Carole Brousseau, a précisé que des mesures disciplinaires seraient prises contre l'employé.

« Il n'a pas respecté les consignes qu'il devait, soit immobiliser son véhicule et téléphoner au contrôle pour nous avertir et on aurait envoyé quelqu'un. Ça n'a pas été fait, alors il y a une mesure disciplinaire contre lui », a commenté Mme Brousseau.

Le RTC refuse de dévoiler les détails entourant la sanction.

Rappel des faits

Le 21 mars, une trentaine d'étudiants ont bloqué la rue Saint-Jean en après-midi en guise de protestation contre la hausse des droits de scolarité.

Le chauffeur en question a cependant [perdu patience et il a poursuivi sa route](#) malgré la présence des manifestants. Cela a provoqué la colère de plusieurs d'entre eux.

Au lendemain de l'incident, le chauffeur [a été suspendu](#) avec solde pour une durée indéterminée.

Les commentaires (18)

Envoyé par [560618](#), 3 avril 2012 à 11 h 00 HAE
Le geste de ce chauffeur est déplorable, tout comme le furent les gestes de sabotage et de vandalisme causés par les syndiqués de ce réseau de transport.

Par contre, j'aimerais beaucoup que nous, cols rouges, puissions à notre tour bloquer l'accès aux différents cégeps et universités une fois que nos "Che" en herbes auront ré-intégrés leurs cours. À quand un blocus des lieux de savoir? Aurons-nous toute la sympathie des médias, nous, pauvres abrutis de cols rouges?

Après tout, moi aussi je suis un contribuable las des frasques étudiantes et gouvernementales. Si vous le pouvez, réduisez vos heures de travail. Vous aurez une meilleure qualité de vie et paierez moins d'impôts à nos voraces élus!

Envoyé par [Charron Talion](#) de Montréal, 3 avril 2012 à 08 h 51 HAE

@ Pierre-Alexandre Caron de Québec

Vous auriez donc manifesté votre désaccord par un comportement dangereux risquant des blessures?

C'est votre choix. Personnellement, je trouve cela encore plus barbare et psychopathe que bloquer une rue.

Peu importe comment les étudiants sont dans le tord (selon les opinions), cela n'excuse aucun comportement dangereux.

Imaginez si les chauffeurs à Montréal perdaient patience de la sorte, depuis quelques semaines, avec une manifestation tous les jours... J'ai été 3 fois dans un autobus "bloqué" par une manifestation, l'autobus a simplement pris un chemin alternatif dès que possible, les directives arrivant très rapidement à la radio. Peut-être que Québec devrait faire de même...

Envoyé par [Pierre-Alexandre Caron](#) de Québec, 3 avril 2012 à 01 h 20 HAE

Je ne comprend pas pourquoi il bloquent la route et attendent aucune frustration en retour je suis desoler mais moi j'aurai continuer mon chemin comme bien d'autres.

Ce ne son que des enfantillages, travailler donc un peut 1625\$ dans 5 ans, je suis desoler mais ce nest pas la fin du monde... j'ai fait un petit calcul et sa represente 3 heure et demi de travail de plus par semaine a 9.5\$ de l'heure et dans 5 ans le salaire minimum devrai etre de 10.5\$ suivant une inflation de 2%. Au nombre de jeune qui passe jeudi vendredi et samedi dans les bars couper donc le jeudi...

Ceci n'est qu'une breve reflexion de mes 2 cennes. Puisque c'est la seule chose qui me reste apres mes impot sur ma paye pour payer votre ecote.

Envoyé par [Francine Desaulniers](#) de Québec, 2 avril 2012 à 20 h 13 HAE

Bonne décision. Il y avait des conséquences à ce geste posée. Cela aurait pu dégénérer. De plus, il n'a pas suivi les consignes, alors...quand les consignes sont émises, il faut les respecter, sinon ce sera l'anarchie.

Envoyé par [Cat Vachon](#) de RdL, 2 avril 2012 à 17 h 28 HAE

À la place des manifestants, j'aurais porté plainte à la police pour tentative de voies de fait... et j'aurais gagné.

Par ailleurs, il est faux de croire qu'aucun manifestant n'a été blessé lors de cet incident, mais ça, ni les médias ni la police n'en ont parlé.

On ne voudrait tout de même pas susciter de la sympathie chez ces dangereux bloqueurs de route!

Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 2 avril 2012 à 17 h 49 HAE en réponse à [Cat Vachon](#) de RdL

Nos moyens d'action sont politiques et non juridiques.

Envoyé par [Thomas Girard](#) de Boucherville, 2 avril 2012 à 20 h 27 HAE en réponse à [Cat Vachon](#) de RdL

À la place des passagers, j'aurais porté plainte à la police pour obstruction de la voie publique... et j'aurais gagné.

Par ailleurs, il est faux de croire que des manifestants ont été blessés lors de cet incident, car ça, ni les médias ni la police n'en ont parlé.

On ne voudrait tout de même pas susciter de la sympathie chez ces dangereux bloqueurs de route!

Envoyé par [Jérémy Ducharme](#) de Montréal, 2 avril 2012 à 16 h 52 HAE

A ceux qui approuvent le chauffeur d'avoir rentré dans le tas de manifestants qui s'exprime pacifiquement, je rappelle qu'il démontre une belle preuve de solidarité. Quand son syndicat ou celui d'autre corps de métier à la RTC (tout comme les autres sociétés de transport) débrayent, ils ne se sont pas gênés pour vandaliser (saboter volontairement) des autobus, laisser la clientèle plantée sur place ou à faire des coups douteux. Quand c'est eux, leur cause est de la plus grande gravité du monde, mais ça devient une nuisance publique quand c'est le tour des autres? Compréhensif son raisonnement, est-ce que ça signifie qu'on va pouvoir aller passer notre frustration en fonçant dans une ligne de piquetage à la prochaine grève des employés RTC et qu'il accepte consciemment l'idée? Par ailleurs, ces mêmes étudiants composent une bonne partie de la clientèle du RTC, vous savez ces clients qui payent son généreux chèque de paie...

Envoyé par [Marie Morin](#) de Montréal, 2 avril 2012 à 16 h 49 HAE

@ Marie Giroux vous dites : il est bien chanceux de n'avoir blessé personne

Avez-vous bien regardé la vidéo, Les étudiants qui frappaient volontairement sur l'autobus vous en faites quoi ? "des gestes volontaires pour s'approprier des blessures" dégeulasse le chauffeur a avancé prudemment et son intention était claire, il voulait poursuivre sa route (son

travail qu'on) qui est d'offrir un service à la population.

je partage l'avis de @Sylvain Gagné.

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 2 avril 2012 à 17 h 07 HAE en réponse à [Marie Morin](#) de Montréal

Vous allez participer à un levée de fond...??

Et dire que l'autobus aurait pu être blessée! J'en ai des frissons!

Envoyé par [Marcel Roux](#) de Montréal, 2 avril 2012 à 16 h 46 HAE

Nicolas de Québec, Puisque vous êtes dans les actions symboliques, pourquoi ne pas traverser les ponts Pierre-Laporte et de Québec, trois véhicules de large à une vitesse de 16 km/h ? Les deux ponts en même temps.

Matin et soir.

;)

Envoyé par [Jérémy Ducharme](#) de Montréal, 2 avril 2012 à 16 h 54 HAE en réponse à [Marcel Roux](#) de Montréal

Ca devient une infraction de rouler à 16 km/h, car les autoroutes demandent une vitesse minimale de 60 km/h. Rouler à 16 km/h sur les boulevards Laurier, Charest et les autres voies d'accès est tout à fait légal et il y a plein de lumières rouges en plus.

Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 2 avril 2012 à 17 h 01 HAE en réponse à [Marcel Roux](#) de Montréal

Ce serait effectivement une très bonne idée. Par contre, contrairement à la croyance populaire, très peu de manifestants possèdent une voiture.

Nous préférons nous acheter une Rolex, un I-pod machin et des voyages dans le sud :P

Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 2 avril 2012 à 16 h 22 HAE

Petit sondage à l'adresse des habitants de la ville de Québec. Aimeriez-vous mieux que l'on bloque le trafic le matin quand vous allez travailler ou le soir quand vous rentrez de travailler?

Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 2 avril 2012 à 15 h 30 HAE

Cette action a été faite à 16h25 et ne devait durer que 16 min 25 (au terme des 5 années, la hausse sera de 1625\$). L'impatience du conducteur a provoqué un blocage de 30 min pour cause d'accident!

Que l'on se comprenne bien, nos actions de perturbation à Québec ne visent pas à prendre qui que ce soit en otage. Ce sont des actions symboliques et éphémères.

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 2 avril 2012 à 15 h 25 HAE

Un chauffeur qui ne maîtrise pas davantage son impatience peut être un danger public. Une sanction va le faire réfléchir sur son comportement. Et il est bien chanceux de n'avoir blessé personne.

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke, 2 avril 2012 à 15 h 04 HAE

Wow quelle belle société distincte...

Empêcher, bloquer la circulation automobile est une infraction... et c'est le chauffeur qui est blâmé.

Heureusement qu'il fut suspendu avec solde...sinon j'aurais fait une levée de fonds pour lui payer son salaire...

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève | Collège Montmorency: La session des cours d'été annulée - Publié le: lundi 02 avril 2012, 13H18



Photo d'archives

Afficher 18 commentaires

- [payeurdetaxe](#)
Enfin un établissement qui prend des mesures. J'espère que ce n'est que le commencement. Allez à l'école petit(e)s fainéant(e)s.
- [Serge](#)
salut mon p tit contribuable, comme 100 % des gens les étudiant(e)s veulent, le beurre, l'argent de beurre, ses étudiants (e)s ses son eux qui plus tard, qui vont payer la dette nationale, qui toi en profite à plein, alors avant d'ouvrir se qui te sert d'instrument pour articuler, pense avant, mais sa ses pas donner à tout le monde
serge bujold, Montréal
p.s ses facile de dire des stupidités quand on ne signe paspayeur de taxe tu doit faire parti des 40% des non payeur, faute de moyen et d'envergure, merci de m'exprimer sur se site,,,,
- [Martin Riopel](#)

J'espère sincèrement, M. Serge Bujold, que vous n'êtes pas un étudiant, car votre orthographe justifie à lui seul la hausse des frais de scolarité...

66996699

Est-ce que vous aimeriez cela payer sur 5 ans 75% d'augmentation par exemple sur votre compte de l'Hydro-Québec... ou pour tout autre compte...bien entendu ceux qui devraient payer leur quote-part (je parle ici des banquiers...des Desmarais et cie etc...)eux ont des fiscalistes pour trouver toutes sortes d'évasions...et en plus quand cela ne fait pas l'affaire...on envoie cela dans les paradis fiscaux. Je ne parle pas ici des PME ou des petits commerçants honnêtes sur qui trop souvent on s'acharne avec un plaisir presque sadique.

payeurdetaxe
Moi je veux décider à qui je vais payer les études, et pas à tout ces étudiants qui ne

Les étudiants du Collège Montmorency sont en grève depuis le 13 mars.

Agence QMI

La grève qui frappe le Collège Montmorency, de Laval, force la direction à mettre en veilleuse sa session d'été.

L'établissement collégial devait normalement offrir six semaines de cours en juin et juillet. Or, la prolongation de la grève étudiante et l'éventuelle prolongation de la session d'hiver obligent la direction à revoir ses plans.

«Nous ne sommes pas en mesure d'assurer une session estivale de six semaines, explique Johanne Morissette, porte-parole du Collège Montmorency. Est-ce qu'on pourra trouver une autre façon d'offrir des cours durant l'été? Ça reste à voir.»

Les étudiants du Collège Montmorency sont en grève depuis le 13 mars.

font que ce prendre le derrière à deux mains. Si tu veux pas payer va ailleurs étudier.

[Guillaume Poirier](#)

Aurons-nous le droit de décider qui peu profiter du système de santé universelle? Aurons-nous le droit de vous débrancher quand les dépenses seront trop élevées par rapport à ce que vous rapportez à la société en tant que retraité?

Les étudiants travaillent, et ceux qui ne le font pas étudient pour pouvoir travailler plus tard. Ils seront payeurs de taxe à même titre que vous.

[Denis Besner](#)

Tout ce conflit repose uniquement sur une question idéologique. Voilà une 1ère génération de C.P.E. à laquelle on a inculqué le concept du DEMANDER ET VOUS RECEVREZ comportement renforcé au primaire et secondaire par les parents sciemment ou pas, afin d'avoir une certaine paix familiale. Le dégel des frais de scolarité pour ceux qui ont ap-

- pris a compter n'en n'ont rien a foutre.Le seul et unique sentiment qui vous poussent dans toutes ces manifestations de jeunes tripeux gatées pouris c'est un profond sentiment de FRUSTATION face a un refus au quel vous n'aviez pas encore fait face.Je comprends votre désarroi et votre déception,mais ne vous en faites pas vos instances syndicales qui chapeautent vos manifestations vont surement vous fournir tous les psychologues nécessaires pour surmonter ce grand choc psychologique
- [Pascal-Marc Savard](#)
Sacré Denis bien éffouré dans votre fauteuil préféré. Bien installé dans votre petit confort quotidien sans trop vous soucier de ce qui se passe à l'extérieur de votre petite bulle de confort. Vous chiez, réprimandez, conspuez et vomissez votre mépris sur ceux qui se battent pour un Québec meilleur, socialement plus responsable. Si vous considérez que notre cause ne vaut pas la peine d'être défendue et bien sortez vous également dans la rue avec votre pancarte et venez enrichir le débat mais de grâce cessez de vous comportez comme une larve trop gavée! Vous voulez discuter d'idéologie moi je n'ai pas de problème avec cela. Vous savez les idéologies permettent de faire avancer les choses, de transformer une société.
 - myriam77
TRÈS BRILLANT
je regarde toujours les étudiants contestataires avec des lunettes fumées. Plus brillant que cela, je deviens aveugle
 - Fiere
La fumée n'est pas sur les verres des lunettes!

- Martin rioux
La chose qui est drôle est qu'il ne réalise pas que pendant qu'ils se battent contre une hausse des frais qui va arrivé d'une manière comme une autre, ils perdent de l'argent. Combien d'étudiants ne pourront pas finir leur études après la grève? Combien risquent de perdre leur bourse d'étude à cause de la grève? Ce sont les vraies questions que ces jeunes devrait se poser car en ce moment, ils sont les seuls à payer le prix.
- [Pascal-Marc Savard](#)
Si nous sommes les seuls à en payer le prix alors pourquoi vous sentez autant concerné?
- [Guillaume Poirier](#)
Cette question ce pose. Elle revient à chaque rassemblement, à chaque assemblée générale.
Mais elle est suivi par une autre question; qui parmi nous dispose de 1625\$ dans nos comptes en banques? Lesquels devront pur et simplement cesser d'étudier non-pas à cause d'une grève, mais à cause d'un système qui n'est accessible qu'à ceux qui en ont les moyens.
- Si nous tuons la mobilité sociale offerte par une éducation accessible, nous aurons fait bien plus de mal à notre société que le fait d'accepter un gel.
- Bardou25
BRAVO Pascal-Marc Savard ? Je vois que tu es le SEUL a avoir le pas dans la parade. Pas besoin d'insulter et de dégrader les autres pour donner ton opinion ? Peut-etre que M. Denis Besner contribue a payer tes études avec ses impots et taxes ?
- [Pascal-Marc Savard](#)

Et moi je contribuerai à payer ses soins de santé lorsqu'il en aura besoin.
charlot 88
Au Québec on ratatine.....
Question...
A-t-on la base pour faire un pays?
1- Un gouvernement élu pas ceux qui ne votent pas (les étudiants), bizarre..
2- Les ministères loufoques avec des non imputables
3- Des entreprises aux prises avec des syndicats corrompus à l'os...
4- Des fermetures et des mises à pieds à répétition...
5- Des citoyens asphyxiés, sur-taxés...
6- Ici on récompense les tarlas...
[Denis Besner](#)
Tu as malheureusement raison, parce que la vois-tu la base dont tu parles est préoccupée a peindre dans les rues, au fait la juge Charbonneau aurait du les engagés pour décorer ses bureaux. Pour ce qui est du vote des étudiants y ont pas encore appris qu'il y avait un X dans l'alphabet y sont restés sur le so so so
RichardFK [Réduire](#)
Les Québécois sont des assistés sociaux qui n'ont même pas le courage de le reconnaître. Ils veulent tout sans rien déboursier. Quand comprendrons-nous que notre capacité de payer a atteint ses limites.
Les études au Québec sont les moins chères au pays et pourtant c'est la province où il y a le moins d'étudiants, où les études sont les plus courtes et où les étudiants sont le plus endettés! Alors le beurre et l'argent du beurre, ce n'est plus possible. Il faut payer votre juste part, nous on n'en peut plus!

CYBERPRESSE: Droits de scolarité: «l'avenir n'est pas dans le gel», dit Charest - Publié le dimanche 01 avril 2012 à 09h25 | Mis à jour le lundi 02 avril 2012 à 07h56



Photo: Robert Skinner, La Presse

Des étudiants ont usé d'ironie pour dénoncer la hausse des droits de scolarité, au cours d'une autre manifestation, le 1er avril, à Montréal.

Pierre-André Normandin, La Presse

Les étudiants ont beau manifester quotidiennement, Québec n'entend pas revenir sur la hausse des droits de scolarité, a martelé dimanche le premier ministre Jean Charest.

«L'avenir n'est pas dans le gel», a-t-il lancé devant 1200 militants libéraux réunis dimanche matin à Laval.

S'il s'est bien gardé de dévoiler la date du déclenchement des prochaines élections, le premier ministre a fait savoir à ses partisans que son gouvernement entendait bien «défendre» jusqu'au bout la hausse des droits de scolarité, «le seul choix possible pour l'avenir du Québec». Jean Charest a précisé qu'il reviendrait aux Québécois de le juger. Bref, pas question de plier.

Dans une manifestation d'unité, les militants libéraux réunis à Laval ont réservé un accueil triomphal à leur chef venu prononcer un discours à saveur électorale sous forme de bilan. La ministre Michelle Courchesne, qui a été responsable de l'Éducation de 2007 à 2010, a tenu à saluer le «leadership inébranlable» de Jean Charest.

Nouvelles manifestations

Les étudiants promettent de mettre sa détermination à l'épreuve et continuent de multiplier les manifestations.

Un peu moins de 200 manifestants lui ont d'ailleurs rendu visite dimanche matin à Laval pour l'inviter à négocier avec les leaders étudiants. La marche, organisée par l'Association générale des étudiants du Collège Montmorency, a peu impressionné l'entourage de Jean Charest, qui se félicitait d'avoir réussi à attirer six fois plus de personnes que les opposants à la hausse des droits de scolarité.

Deux autres rassemblements ont eu lieu dimanche à Montréal. Profitant du 1er avril, un groupe a manifesté -par dérision- en faveur de la hausse des droits de scolarité. La marche a progressé dans les rues du centre-ville en effectuant seulement des virages à droite. Un autre groupe a pour sa part fait un tour de l'île en vélo, à l'image du rendez-vous annuel des cyclistes montréalais.

D'autres actions sont prévues tout au long de la semaine, notamment à Sherbrooke, dans la circonscription du premier ministre.

En point de presse dimanche, Jean Charest a déploré le fait que les étudiants s'en prennent directement à lui et à certains de ses collègues. «Les attaques personnelles, ça ne résonne jamais très bien. L'enjeu, ce n'est pas ma personne. L'enjeu, c'est l'avenir du Québec.»

Aucun débat

Présent à Laval dimanche matin, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a tenté de rencontrer le premier ministre pour l'inviter à négocier.

Jean Charest a toutefois fermé la porte à une telle rencontre en point de presse, affirmant qu'un entretien d'une heure avec les leaders étudiants ne le ferait pas changer d'idée.

«On a déjà débattu cette question pendant des dizaines d'années», a dit M. Charest. Bref, pour lui, le dossier est clos.

LE DEVOIR: 1^{ère} page / Droits de scolarité - Pas d'avenir dans les gels, martèle Charest – Lundi 02 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

«L'avenir du Québec, ce n'est pas dans les gels, dans les moratoires et dans les fermetures», a dit M. Charest aux quelques centaines de militants, très conscient du fait que ses propos se rendraient d'une manière ou d'une autre jusqu'au mouvement.

François Desjardins

Quelque 150 étudiants du collège Montmorency avaient préparé leurs slogans, bloqué le boulevard Le Corbusier, installé les haut-parleurs. Cible du jour: Jean Charest. À l'intérieur d'un centre de congrès de Laval où s'étaient réunis des militants locaux, le premier ministre a profité de sa tribune hier pour livrer, en plein milieu de son discours, un message clairement écrit à l'intention des manifestants: «L'avenir n'est pas dans les gels», a-t-il répété.

«L'avenir du Québec, ce n'est pas dans les gels, dans les moratoires et dans les fermetures», a dit M. Charest aux quelques centaines de militants, très conscient du fait que ses propos se rendraient d'une manière ou d'une autre jusqu'au mouvement. «C'est les universités québécoises, c'est la société québécoise, c'est le choix que nous avons fait et que notre gouvernement va défendre, parce que c'est le seul choix possible pour l'avenir», a-t-il affirmé.

Les derniers jours ont été marqués par l'apparence d'une certaine ouverture du gouvernement libéral à discuter non pas de la hausse des droits, fixée à 325 \$ par année sur cinq ans, mais de l'aide financière aux étu-

dants sous forme de prêts et bourses. Le plus récent épisode est survenu vendredi à l'Assemblée nationale, lorsque le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a dit que Québec est prêt à aborder cette question, tout en reprochant aux leaders étudiants de ne vouloir parler que d'un gel des droits de scolarité.

Lors d'un point de presse tenu en marge du brunch partisan, le premier ministre Charest a lui aussi emprunté ce discours, tout en refusant d'ouvrir la porte à une négociation sur le fond du litige avec les grévistes, qui se chiffrent à 200 000. «On va toujours être à l'écoute, on n'arrête jamais d'être à l'écoute, a-t-il dit. Mais la décision est mûrement réfléchie.»

«Phase payante»

À l'extérieur, où les étudiants du collège Montmorency ont manifesté en compagnie notamment du président du syndicat des enseignants, Michel Duchesne, on a affirmé que les prochaines semaines seraient cruciales. «On entre dans la phase payante, a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. On est capable de convaincre le gouvernement de s'asseoir avec nous, de le convaincre de diminuer la hausse des droits de scolarité et de le convaincre de les geler!»

Une fois la manifestation et le brunch terminés, M. Bureau-Blouin et quelques collègues ont fait le pied de grue devant la porte du centre de congrès Palace, afin de s'adresser en personne au premier ministre Charest. Première à sortir: la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, qui s'appêtait à s'engouffrer dans une voiture lorsqu'elle a vu les étudiants lui solliciter un dialogue. Elle s'est avancée vers eux et s'est limitée à dire: «Que vous dire? Que vous dire là-dessus? Je tenais quand même à vous serrer la main.»

Et l'attente s'est poursuivie. Au bout d'un très, très long moment, deux véhicules de fonction aux vitres teintées ont quitté l'entrée pour ensuite réapparaître au loin, dans le stationnement à l'arrière, en train de s'élaner vers le boulevard Saint-Martin. M. Charest est-il parti? «C'est terminé», a laissé tomber un agent de la SQ.

La FECQ compte notamment sur la tenue de deux rencontres prévues à Québec, a dit M. Bureau-Blouin, dont celle de l'aile parlementaire libérale et une réunion du conseil des ministres.

Invité à commenter ce rapport de force croissant que le mouvement étudiant dit maintenant avoir, en raison des conséquences financières qu'une session perdue pourrait occasionner au gouvernement, Jean Charest a dit qu'«on n'aborde pas la question comme ça».

«On n'est pas dans le calcul stratégique sur l'avenir du Québec», a dit M. Charest en point de presse. «Quand j'entends des choses comme ça, je vous avoue que je trouve ça un peu regrettable, parce qu'on passe à côté de la vraie question. La vraie question n'est pas dans les calculs stratégiques — "On va attaquer qui dans quel comté" — alors qu'on devrait plutôt parler de l'avenir du Québec et des universités.»

Vos réactions

- Catherine Labbé – Inscrite, 2 avril 2012 00 h 42
aucune idée...
J'ai la terrible impression que Charest ignore totalement comment en terminer avec cette crise.
- michel lebel – Inscrit, 2 avril 2012 10 h 30
Au fond, il n'a pas de crise! Soyons sérieux! C'est essentiellement une "crise" médiatique!
- PORT – Inscrit, 2 avril 2012 11 h 22
Charest et Beauchamp se sont peinturé dans un coin en adoptant une attitude hautaine et méprisante envers les étudiants et en refusant catégoriquement de négocier (1; 2). Et là, de peur de perdre la face, ils n'osent pas reculer en admettant qu'ils ont fait une erreur, malgré les arguments crédibles et lucides en faveur des étudiants soulignés par plusieurs spécialistes, dont Simon Tremblay-Pepin et Éric Martin, chercheurs à l'IRIS (3). Mais le fait de s'entêter de la sorte constitue un véritable suicide politique...
J'espère sincèrement que les étudiants et les autres citoyens contre la hausse sauvage des frais de scolarité resteront mobilisés lorsque viendra le temps des élections, car ce très mauvais gouvernement doit débarquer.
(1) : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/>

(2) :

<http://www.cheznadia.com/archives/2012/03/line-bea>

(3) :

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded

- Maxdevoir – Inscrit, 2 avril 2012 11 h 59
Soyons sérieux? Non, soyons conscients! Oui il y a une crise pour le chef et les acteurs en coulisse de l'imposture néolibérale. C'est une crise de confiance qui conduit à une prise conscience! Celle du peuple qui voit les finalités de cet imposteur, de ce menteur et de cet hypnotiseur de consciences!
Sortir de l'hypnose et de l'amnésie collective, c'est une belle crise, car elle conduit à critiquer, à poser des questions pour qui, pourquoi, dans quel but... et qui conduit à une prise de conscience élargie. Non pas seulement envers la dimension "éducation", qui n'est, en fait, qu'un des arbres qui cachent la forêt et l'océan du beau projet de mondialisation de prédation et de mise en esclavage sophistiqués et alambiqués des États, démocratiques ou non, par les brillants cerveaux sympathiques des oligarchies de sociopathes philanthropiques du monde de la finance, des banques, des affaires, de la politique et de la mafia, et pour le capitalisme à grandes dent\$\$\$\$. L'instrumentalisation des démocraties par les cerveaux du capitalisme ne date pas de la semaine dernière. La différence,

c'est qu'avec les "émergeants" ont va "businesser" et prédater à la sauce "communiste" et à la 'capitaliste", main dans la main! À quand l'instauration d'un pouvoir de démocratie directe bien encadré et pour que les citoyens souverains et propriétaires de l'État québécois puissent imposer des sanctions disciplinaires ou congédier des élus gestionnaires qui nuisent sciemment à l'Entreprise démocratique?"

Et j'y pense. Est-ce que tous les bons employeurs néolibéraux de ce monde accepteraient de perdre leur droit de gérance en tolérant des employés qui nuiraient ouvertement à leur entreprise? Et, parce qu'ils auraient signés un contrat de quatre ans avec leurs employés, n'auraient comme seul pouvoir que de se faire aller la mâchoire pendant que ces employés feraient la pluie et le beau temps?

M. Enseignant – Abonné, 2 avril 2012 17 h 08
@ Michel Lebel,
200 000 étudiants le 22 mars c'était un crise médiatique ? Cela n'a pourtant rien à voir avec la définition de média dans le dictionnaire. Quel est votre source pour la définition du mot médiatique M. Lebel?

Marcel Bernier – Inscrit, 2 avril 2012 01 h 05
Questions...
Comment se fait-il que ce gouvernement, en fin de mandat, ose légiférer pour les cinq

- prochaines années, alors que nous savons certainement que ses jours sont comptés? Depuis quand un gouvernement ose-t-il ainsi léguer à un possible gouvernement péquiste des augmentations de frais de scolarité qu'il ne souhaite pas? Sommes-nous entrés dans une période de politique-fiction?
- Ces histoires de planifier les cinq ans à venir, pour les frais de scolarité, et les vingt-cinq ans à venir, pour le développement minier dans le nord du Québec, ne font-elles pas appel à du vulgaire «whishfull thinking», les conservateurs libéraux étant en plein déni de ce qui leur pèse sur le nez : une mémorable défaite à la prochaine élection?
- Carole Dionne – Inscrite, 2 avril 2012 09 h 28
Pour une mémorable défaite
Pompom, il faudra que les étudiants aillent voter, ce qui est loin d'être le cas. Donc, il s'en sache
 - Michel Richard – Inscrit, 2 avril 2012 10 h 40
Le gouvernement est le gouvernement jusqu'aux élections. Les lois qu'il fait voter sont la loi jusqu'à ce qu'elles soient changées. On ne sait pas qui formera le prochain gouvernement, ni quand ce prochain gouvernement sera formé. (on a seulement un date limite). Et si le gouvernement change, il peut toujours faire changer les lois qui ne font pas son affaire.
Le contraire serait terrible ! Si on prétend qu'un gouvernement n'a pas de crédibilité pour faire quelque projet que ce soit au delà des élections suivantes, on ne pourrait plus accomplir grand chose.
 - Pierre Bellefeuille – Inscrit, 2 avril 2012 10 h 43
Et si c'était la politique de la terre brûlée!
http://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_la_terre_burlee
 - Félix Perras – Inscrit, 2 avril 2012 16 h 48
Il ne faut pas s'empêcher de prendre des décisions sur le long terme. Gouverner avec en tête une mince marge de manoeuvre de 4 ans ne permet pas de progresser et de s'attaquer aux vrais enjeux de société. Cependant, lorsqu'il y a un vent de contestation aussi fort qui puise ses sources dans des inquiétudes parfaitement légitimes, il ne faut pas s'entêter comme le fait notre cher PLQ. Surtout pas en fin de mandat. Vouloir se débarrasser d'un tel sujet alors qu'il pourrait très bien être un enjeu non négligeable aux prochaines élections témoigne de la mauvaise foi de ce qui pourrait et devrait être nos futurs ex-élus.
 - Poirier Sylvie – Inscrite, 2 avril 2012 23 h 35
J'aime votre réflexion. Harper ne lui donnera pas son siège, peut-être un poste de balayeur. De toute façon, John James n'a plus de crédibilité. L'hypothèse que vous suggérez se valide par le fait qu'il est venu diaboliser le système d'éducation en attaquant nos enfants, petits-enfants aux études. Je suis fière de cette génération de nouveau leader qui se portent à la défense des intérêts non seulement d'une hausse mais de l'égalité et de la justice. Comme le dirait l'un de nos grands psychanalistes : « Ces enfants ont de la colonne », ils méritent notre encouragement en face de cet imposteur.
 - Mathieu Serandour – Abonné, 2 avril 2012 01 h 58
L'éducation est un droit fondamental, point final!
Je suis étudiant au Cégep et je suis en grève depuis plus de 5 semaines. Comme plusieurs, j'ai bien hâte de reprendre mes cours, pour continuer à apprendre, parce que si je suis étudiant c'est parce que pour moi apprendre c'est la clé de la réussite, c'est parce que pour moi étudier signifie avoir un avenir, avoir une tête sur les épaules et pratiquer un métier dont je serai fier et heureux d'exercer.
J'entame ma dernière session au Cégep et j'ai été accepté à l'UQAM pour la session d'automne. Bien que la ministre ait à mainte reprise répété que la session ne sera pas annulée, je crains tout de même cette possibilité car les deux camps ne semblent pas vouloir plier. Puisque je suis en grève, je ne pourrai pas travailler autant que je l'aurai voulu et j'aurai moins d'argent pour payer mes études. Mais heureusement je suis chanceux, mes parents ont accumulé assez d'argent pour m'aider financièrement. Bref, si le monde tournait autour de ma petite personne, j'aurais toutes les raisons de m'opposer au mouvement de grève étudiante.
Or, le monde ne tourne pas autour de ma petite personne. Je me rends à chaque assemblée générale de mon collège pour appuyer la grève et j'arbore fièrement le carré rouge. Je ne le fais pas parce que je ne veux pas payer les frais de scolarité, je le fais parce que d'autres ne pourront pas les acquitter. Je le fais parce que l'éducation est un droit fondamental au même titre que la santé et que tous y ont droit, et ce, indépendamment du revenu.
Le gouvernement nous répète tous les jours que nous devons payer notre juste part, que nous sommes un poids pour la société et que les contribuables n'ont pas à payer pour notre éducation parce que s'éduquer est un choix individuel. C'est vrai, l'éducation est un choix, mais pour choisir il faut d'abord être capable de choisir. Une telle hausse enlève la possibilité à trop de gens intelligents de s'instruire, en les empêchant
 - Nestor TURCOTTE – Inscrit, 2 avril 2012 10 h 21
Les étudiants sont contre la hausse des frais de scolarité. Ils ne veulent pas payer.
Les contribuables sont pour la hausse des frais de scolarité (61 %). Pourquoi? Ils ne veulent pas payer.
Si les étudiants ne veulent pas payer; si les contribuables ne veulent pas payer; alors qui va payer dans le cadre budgétaire de 70 milliards de 2012-2013?
N'oubliez pas: dans le cadre budgétaire actuel ! Pas dans le rêve. Dans la réalité actuelle...
 - merry bouchard – Inscrite, 2 avril 2012 10 h 44
Ne lâchez pas! Vous avez déjà gagné, l'histoire vous le rappellera. La richesse de vos parents c'est vous! Comme vous l'êtes pour toute la société.
 - Françoise Maertens – Inscrite, 2 avril 2012 11 h 44
@Nestor Turcotte : Je suis contribuable et je veux payer mais je veux que ce prix soit réparti sur l'ensemble de la société qui va bénéficier des universitaires (médecins, profs, ingénieurs. etc.). Leur part, ils la paieront plus tard quand ils auront fini leurs études, qu'ils auront un emploi et paieront des impôts! En attendant, laissons-les étudier en paix sans avoir à travailler 30 à 40 heures par semaine!!! Voulons-nous qu'ils et elles réussissent leurs études, oui ou non??? C'est dans l'intérêt de tout le Québec!!! Quand ce gouvernement va-t-il comprendre ça???
Nous sommes environ 5 millions de contribuables, à parts égales, cela nous coûterait environ 60\$ et ce 60\$ sera réparti de façon proportionnelle à la part d'impôt que nous payons. C'est mieux que 1625 \$ de hausse par étudiant non???
 - JinYe – Inscrit, 2 avril 2012 12 h 14
@Nestor Turcotte
allez voir Trou Story, le dernier film de Desjardins. La réalité actuelle c'est qu'on donne nos ressources et qu'on se laisse polluer. L'Argent il est là.
Et la réalité est malléable selon le discours et la portée que l'on donne à ce discours. Québécois aussi c'est leur chummes.
 - hyde – Abonné, 2 avril 2012 12 h 27
@Nestor TURCOTTE
Les étudiants présentement en grève NE seront PAS touchés, ou pratiquement pas, par la hausse. Les étudiants en grève se battent pour les prochaines cohortes.
Lorsque la hausse sera complète les grévistes seront des contribuables. En fait, ils le sont déjà. Les étudiants paient déjà des taxes et tarifs!
Alors, cessez ces réflexions simplistes contribuables vs étudiants. C'est une lutte inventée par le gouvernement pour manipuler "les contribuables". Étudiants et contribuables ne font qu'un. Ces sondages ne valent rien.
 - PORT – Inscrit, 2 avril 2012 16 h 16
@ Nestor TURCOTTE
Où avez-vous pris ces chiffres? Durant les nombreuses années où j'ai fréquenté l'université (j'achève un doctorat) m'ont appris que sans référence, une réflexion comme la vôtre demeure une opinion personnelle peu crédible...
Par ailleurs, le contribuable "moyen" (désolé, mais je ne veux pas insulter qui que ce soit) qui ne comprend pas les véritables enjeux de l'augmentation des frais de scolarité dira toujours "non" lorsqu'on lui demande: "vouliez-vous payer davantage pour financer les études des universitaires?".
Ça me fait penser au dossier du nouvel amphithéâtre de Québec où la question qui a été posée aux citoyens de cette ville pour valider la décision était à peu près "êtes-vous en faveur de la construction d'un nouvel amphithéâtre dans l'espoir d'accueillir une équipe de la LNH?". Évidemment, le citoyen qui ne comprend pas le véritable enjeu de la chose a répondu "oui". La question aurait plutôt dû être: "Si nous construisons un nouvel amphithéâtre afin d'accueillir une équipe de la LNH, êtes vous prêts à vous engager à acheter des billets pour assister à au moins 3 match par année?" (voir: <http://argent.canoe.ca/lca/affaires/quebec/archive> Veuillez s'opposer remarquer que j'ai appuyé mon argument avec une référence...
 - PORT – Inscrit, 2 avril 2012 16 h 57
Oupsssss...
En relisant mon dernier commentaire, j'ai remarqué que j'ai commis une erreur de français. Vous auriez du lire: "Durant les nombreuses années où j'ai fréquenté l'université (j'achève un doctorat), J'AI APPRIS que sans référence, une réflexion comme la vôtre demeure une opinion personnelle peu crédible..."
Je sais reconnaître mes erreurs, ce que le gouvernement Charest ne semble pas en mesure de faire...
 - Poirier Sylvie – Inscrite, 2 avril 2012 23 h 49
Je vous remercie de votre commentaire. Je sens bien à travers vos mots que vous avez un coeur à la bonne place. Vous ne pensez pas seulement à vous mais à votre collectivité. J'embrasse votre cause. Ce que j'apprécie dans vos manifestations c'est que vous ne laissez pas le diable vous diaboliser. Symbo-

- liquement, vous l'avez brûlé, et ce geste chamaniq ue l'a affaibli. Selon des études, la haine tue aussi en silence et à distance. Notre premier ministre est devenu détestable. Il récolte se qu'il a semé. Bonne chance dans vos études. L'union fait la force. Que la force soit avec vous.
- Poirier Sylvie – Inscrite, 3 avril 2012 00 h 11 M. Port, je suis entourée d'hommes et de femmes qui possèdent un doctorat. Cela ne veut pas nécessairement dire que vous détenez la vérité. C'est très difficile d'atteindre la vérité. Nous pouvons nous en approcher sans toute fois y toucher. J'ai cru entendre un ton dans votre commentaire. Chacun a sa vérité. Ce n'est pas parce que vous avez appris à faire des études de cas et à référencer vos propos pour appuyer vos dires que d'autres personnes ne détiennent pas un semblant de vérité. Je suis entourée de personnes érudites, cela ne m'empêche pas de réaliser "We live to learn and we die dum". Vous avez appris, alors, il faut laisser la chance aux autres d'apprendre aussi. Je ne pense pas que Nestor a inventé ses chiffres. Il a juste oublié de noter la source. De fait, les étudiants ne sont pas en grève : les étudiants sont en manifestation.
 - I poisson – Inscrit, 2 avril 2012 02 h 36 M. Charest voudrait scrapper le rapport Parent " Au moment de la Révolution tranquille et depuis celle-ci, la gratuité des études jusqu'au cégep a été instituée et maintenue dans un but de justice sociale. Cet acquis devait permettre, et a effectivement permis à des jeunes de poursuivre et de parfaire des études qu'ils n'auraient même pas eu l'idée d'entreprendre avant 1960." Guy Rocher (p.125) Publiée en février chez LUX, "Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir", une plaquette d'Éric Martin et de Maxime Ouellet d'à peine 150 pages déboulonne huit légendes urbaines. (Ne comptez pas sur le "perroquet-journaliste objectif" Richard Martineau pour en faire état dans ses crachoirs de Québecor.) Ne pouvant plus se cacher derrière sa ministre Line Beauchamp, notre premier ministre tire ses derniers boulets rouges aux étudiants qui font preuve autant de créativité que de persévérance dans leurs moyens de pression. L'application du rapport Parent a aidé le Québec à sortir de la grande noirceur. La fixation néolibérale de M. Charest hypothèque l'avenir de tout le monde au Québec. Et surtout l'avenir des jeunes. Mais il semble s'en foutre. Le congé pascal sera bénéfique.
 - Roland Berger – Abonné, 2 avril 2012 13 h 02 À l poisson Vous écrivez : « La fixation néolibérale de M. Charest hypothèque l'avenir de tout le monde au Québec. Et surtout l'avenir des jeunes. Mais il semble s'en foutre. Le congé pascal sera bénéfique. » Charest ne se fout pas ; il travaille pour éliminer le modèle québécois issu des la Révolution tranquille et du Rapport Parent qu'elle a engendrée. Charest n'est pas un grand bâtisseur mais un habile démilisateur. Roland Berger
 - Messire Mathieu – Inscrit, 2 avril 2012 05 h 26 Ah oui?
- Gouvernement du Québec: Pas d'avenir pour Charest, martèle >75% de la population.
- Q1234 – Inscrit, 3 avril 2012 07 h 00 De quoi parlez-vous????? Il y a plus de gens qui appuient les étudiants qu'il n'y en a qui ont voté pour Charest aux dernières élections, mettez ça dans vos chiffres !
 - Q1234 – Inscrit, 2 avril 2012 06 h 05 Palez-en justement de l'avenir de l'Éducation! C'est révoltant de voir à quel point ce gouvernement est entêté! Non à la hausse c'est pas négocier des prêts pour les banques monsieur Charest. Un premier ministre qui ne veut pas écouter et discuter avec une large part de la population, ça devrait démissionner.
 - Maxdevoir – Inscrit, 2 avril 2012 12 h 19 Vous dites, "Un premier ministre qui ne veut pas écouter et discuter avec une large part de la population, ça devrait démissionner." Moi je dis, que pour avoir nuit sciemment à "l'Entreprise démocratique", c'est nous, peuple souverain, qui devrions avoir un pouvoir, bien encadré, de démocratie directe qui permettrait de congédier Charest, ou tout autre arrogant de ce genre, qui use d'ignorance intentionnelle et de duplicité! Et dire qu'un simple employeur a, lui, un droit de gérance direct qui lui permet d'imposer des mesures disciplinaires et de congédiement à ceux qui nuisent à l'entreprise, alors qu'un peuple souverain n'a pas même ce pouvoir de "gouvernance démocratique"!
 - Denis Marseille – Inscrit, 2 avril 2012 06 h 56 Pour dire vrai... Si les frais de scolarité devaient refléter ce qui se passe avec les salaires au Québec depuis 30 ans, se n'est pas d'une hausse ou d'un gel qu'on devrait parler mais d'une baisse. L'appauvrissement d'un peuple, M.Charest, a un prix et vous le payerez bientôt.
 - Christian Feuillet – Abonné, 2 avril 2012 07 h 18 L'ambition de Jean Charest Jean Charest, qui a toujours plié devant la grogne populaire dans maints dossiers, veut s'acheter maintenant, en fin de mandat, une colonne vertébrale sur le dos des étudiants. Pourquoi les étudiants? Parce que, c'est bien connu, les jeunes ne votent pas, et l'impact électoral de ce groupe est considéré comme négligeable. Et pourquoi maintenant? Pour un simple objectif de carrière. Rappelons que l'ambition première de Jean Charest n'était pas de devenir Premier ministre du Québec, mais du Canada. Il est encore relativement jeune pour pouvoir réaliser son rêve dans un avenir envisageable. S'il se retire maintenant sur cette image de fermeté, cela paraîtra bien sur son C.V. de futur candidat au poste d'Ottawa: Charest n'est pas une chiffé molle, il peut être tough à l'occasion.
 - PORT – Inscrit, 2 avril 2012 17 h 19 Je me demande bien à quoi il pense le soir avant de se coucher?!? Avez-vous remarqué qu'il a les yeux fatigués ces temps-ci?
 - zeglute – Inscrit, 2 avril 2012 07 h 40 L'avenir... Si le parti Libéral est si confiant de sa décision, peut-être qu'il pourrait déclencher des élections maintenant qui porteraient là-dessus, non?
 - Q1234 – Inscrit, 3 avril 2012 07 h 01 Bonne Idée!
 - François Dugal – Abonné, 2 avril 2012 07 h 45
- L'avenir, prise deux Et le recteur (esprit supérieur) qui s'autoaugmente à un demi-million de beaux dollars, est-ce la voie de l'avenir?
- Claude Kamps – Inscrit, 2 avril 2012 07 h 50 Pas d'avenir pour... Charest avec ou sans cet épisode du Papa qui dit quoi faire avec fiston à maman qui elle, répète la même chose comme un message enregistré d'un répondeur automatique, mais qui prend pas les messages... J'ose espérer que cet épisode sera constructif en faisant comprendre aux étudiants que leurs votes sont vraiment pas inutiles. Si ils ne viennent pas votés cet avocat dédié aux choses croches aura encore le pouvoir
 - merry bouchard – Inscrite, 2 avril 2012 10 h 48 Vous avez bien raison.
 - Sanzalure – Inscrit, 2 avril 2012 07 h 57 C'est Charest qui n'a pas d'avenir Soit les mouvements populaires prévalent et on évite le pire, soit les gens comme Monsieur Charest prévalent et l'histoire se termine dans une apothéose de catastrophes écologiques, humanitaires, financières, etc. Serge Grenier
 - Pier-Luc Theberge – Abonné, 2 avril 2012 07 h 59 Oh, Charest Droits de scolarité - Pas d'avenir dans Charest et les libéraux, martèlent les étudiants
 - Raymond CHALIFOUX – Abonné, 2 avril 2012 08 h 07 Cette étonnante aptitude... Les Conservateurs de tout poil font preuve d'une telle aptitude à ne rien comprendre, que c'en est vraiment impressionnant! "... alors qu'on devrait plutôt parler de l'avenir du Québec et des universités.» dit notre premier ministre Conservateur...r Mais c'est justement et précisément ce de quoi parlent les étudiants et tous ceux qui les supportent, monsieur Charest! Dieu merci, les jours de ce gouvernement sont comptés: le suivant aura un joyeux ménage à faire tandis que monsieur Charest, lui, entrera dans ses nouvelles fonctions de "boss du parking et gérant du trafic" à Sagard.
 - Jean-Marc Lefebvre – Abonné, 2 avril 2012 08 h 07 Lobby Le seul lobby des étudiants, c'est la rue et les manifestations leur moyen pour se faire entendre. Monsieur Charest cette phrase est habile, mais vide «C'est les universités québécoises, c'est la société québécoise, c'est le choix que nous avons fait et que notre gouvernement va défendre, parce que c'est le seul choix possible pour l'avenir». Le vrai problème n'est pas le manque d'argent, vous le déplacez cet argent pour le mettre sur votre réelle priorité, le plan Nord. De plus, ce ne sont pas les étudiants qui demandent plus d'argent, mais les recteurs et directions d'universités qui eux, n'ont pas fait leurs devoirs ni pris leurs responsabilités face aux demandes des étudiants.
 - Q1234 – Inscrit, 3 avril 2012 07 h 09 Et les entreprises qui font faire leurs recherches par les universités au lieu de se les payer elles-mêmes! Et les banques s'enrichissent avec les prêts des étudiants. Et les familles s'appauvrissent. Voie la revue Économique d'Attac Québec sur les évasions fiscales, vous trouverez les réponses aux questions d'argent qui s'envole dans des paradis fiscaux. Si les riches payaient leur juste part d'impôts, on a tout

ce qu'il faut pour des études gratuites pour tous!

- Solange Bolduc – Abonné, 2 avril 2012 08 h 08
 Cette photo vaut mille maux!
 Vous avez remarqué la photo de Charest, sa bouche sérieusement pincée...Je ne sais pourquoi je pense à Duplessis?
 Plus in s'entête plus il est....
- France Marcotte – Abonnée, 2 avril 2012 08 h 15
 Répétez après moi
 «L'avenir du Québec, ce n'est pas dans les gels, dans les moratoires et dans les fermetures», dit le premier ministre.
 Pourtant: gel ou presque dans les redevances, moratoire sur la protection du français, fermeture sur la défense des intérêts du Québec devant Ottawa...
 On se demande de quoi vous parlez, monsieur.
 On sait regarder le tableau noir tout seuls.
- Jean St-Jacques – Abonné, 2 avril 2012 08 h 20
 Où est le dialogue?
 Il me semble qu'une rencontre avec les étudiants serait digne d'un premier ministre qui se dit ouvert à la discussion mais tout dépend du sujet et des personnes. Ce n'est pas la première fois que M. Charest changerait d'idées. Il sait que la discussion lui ferait mal car les étudiants possèdent des arguments valables. Quand il dit que l'éducation est une priorité, il devrait passer aux actes.
 Heureusement que son règne achève et que le peuple retrouvera une nouvelle manière de gouverner.
- Hyperbolique – Inscrit, 2 avril 2012 08 h 27
 La vraie question
 C'est plutôt Jean Charest qui ne comprend pas de tout la "vraie question" qui est dans la nécessité de créer des états généraux sur l'éducation postsecondaire afin de revoir le système de financement des universités. Là on parle de l'avenir du Québec et des universités, pas en endettant davantage les étudiants.
- Pierre Floyd - Inscrit
 2 avril 2012 08 h 27
 So-So-So-Solidarité
 Moins de 200 000 étudiants en grève, soit moins de 50% du contingent disponible pour manifester auquel on doit enlever encore un 50% qui subissent le boycottage, donc il ne reste qu'environ 100 000 étudiants qui préfèrent le soleil au banc d'école et on dit que le mouvement ne s'essoufle pas... come on man!!!

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Monsieur Brodeur - Inscrit
 2 avril 2012 09 h 44
 Vous oubliez tous ceux et celles qui appuient le mouvement étudiants. Il n'y a pas seulement les étudiants qui sont contre la marchandisation du savoir, et pour l'enrichissement des banques.

Le néolibéralisme s'attaque en ce moment et depuis plusieurs années maintenant, aux acquis de notre société. À ses ressources. À ses forces vives. À son intelligence. À son avenir. Dans le but avoué de faire faire beaucoup d'argent au 1%.

Come on man..? Oui oui, on s'en vient. Si les domestiques peuvent cesser de protéger le droit des riches de nous abuser, on sera là encore plus vite.

Stéphane Brodeur, montréal.

- [Signaler](#)

jocelync - Inscrit
 2 avril 2012 08 h 30
 On n'utilise pas son antiémeute sans être profondément convaincu que ces pauvres étudiants s'écartent dangereusement du droit chemin.

L'avenir repose évidemment beaucoup plus dans une politique de déficits récurrents année après année, dans l'accumulation "normale" d'une dette colossale, dans une volonté de faire payer ses erreurs et ses entourloupettes de gestion par les plus pauvres, en pelletant ses abus aux générations futures, en contrôlant pour son profit politique, sa fonction publique, son protecteur du citoyen, son vérificateur général, en improvisant des projets de plusieurs dizaines de \$ milliards sans la moindre imputabilité, en mettant sur pied à coup de \$ millions des petites commissions composées de ses fidèles sujets dans le seul but de vernir son image et camoufler ses incontinences.....

C'est cette définition de la politique que nos étudiants vont devoir finir par comprendre un jour ou l'autre s'ils veulent continuer à étudier en paix.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Jacques Morissette - Abonné
 2 avril 2012 08 h 32
 Avec l'augmentation des droits de scolarité, M Charest pense à l'envers.

M. Charest gère le Québec comme une entreprise privée. S'il tenait compte des intérêts citoyens du Québec, on pourrait fort probablement le considérer comme un bon politicien. Mais ce n'est pas le cas, ses intérêts sont beaucoup plus en fonction des intérêts de l'entreprise privée, peut-être même étrangère si l'on tient compte de son Plan Nord.

M. Charest conçoit l'augmentation des droits de scolarité comme une source de revenus de plus pour favoriser le Plan Nord et les entreprises. Depuis le temps que je le vois aller comme Premier ministre, facile de se rendre compte que celui-ci a des tics pour l'entreprise privé. Enrichir un pour cent de la population, ce n'est pas nécessairement enrichir nécessairement toute la population.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Jean Tremble - Inscrit
 2 avril 2012 13 h 07
 Et dire qu'à l'époque à Sherbrooke (circa 1984) au moment de la première élection au fédéral de Jean Charest sous la bannière conservatrice, les organismes communautaires du comté appuyaient ouvertement sa candidature (parce que c'est un jeune (sic) ; y va nous comprendre...)

- [Signaler](#)

P. Boutet - Abonné
 2 avril 2012 08 h 39
 L'avenir du Québec
 « Ils ont une contribution à faire »

La ministre Beauchamp, fidèle aux principes du néolibéralisme, martèle que les étudiants ont une contribution à faire pour l'enseignement qu'ils obtiennent.

Le néolibéralisme considère que tout a un prix, ce qui, si c'était le cas, imposerait un

salaire aux parents qui élèvent leurs enfants. Et à la limite chaque acte « d'élevage » aurait un prix, ce qui n'est évidemment pas le cas. Certaines choses de base n'ont pas à être monnayées parce qu'elles font partie des valeurs à transmettre.

L'éducation fait partie de ces valeurs à transmettre. Le savoir en général fait partie de ces valeurs à transmettre et il ne devrait pas y être apposé un prix.

La logique de la ministre voulant que le sous-financement de la scolarité ira en diminuant au seul regard de l'augmentation du coût de la vie, ne tient pas la route. Le coût de la vie, devrait aller avec l'augmentation des salaires et l'impôt payé devrait augmenter en proportion avec cette augmentation. Un système d'éducation financé entièrement ou en partie par l'état serait toujours financé adéquatement peu importe la tendance du coût de la vie et sans augmentation du fardeau pour l'état étant donné que son coût augmenterait avec l'augmentation des revenus de l'état. Il suffit qu'il soit adéquatement financé au départ pour qu'il le demeure.

Le néolibéralisme est une bête très intelligente, il sait bien qu'en permettant l'augmentation du coût de scolarité pour l'étudiant et en augmentant le régime de prêt et bourse pour palier cette augmentation, il n'aura qu'à diminuer par la suite ce même régime pour refilet en partie ou entièrement l'augmentation à l'étudiant. C'est donc un piège dans lequel les étudiants ne doivent pas tomber.

La logique de l'augmentation du coût de la vie explique clairement que le fardeau de l'état n'augmentera pas, ce qui n'est pas

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Polo09 - Inscrit
 2 avril 2012 08 h 46
 Pas de gel
 Faut voir cette remarque au sens large avec charest. Pas de gel ca veut dire:
 - Les étudiants vont payer plus
 - Les citoyens vont payer plus
 - Les amis vont recevoir plus

Pas de gel pour personne.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

merry bouchard - Inscrite
 2 avril 2012 10 h 57
 J'adore, j'achète!

- [Signaler](#)

jean-claude Vincent - Abonné
 2 avril 2012 09 h 01
 Le petit homme
 Charest est un petit politicien qui n'a jamais eu la grandeur d'un homme d'état. Le taux d'insatisfaction à son égard est de 70% depuis deux ans et ne décolle pas malgré toutes ses tentatives de désinformation.

Comme sa position dans l'affrontement avec les étudiants rencontre l'approbation de 61% de la population, il entend bien s'en servir comme tremplin électoraliste quitte à sacrifier toute une jeunesse au passage par son intransigeance.

Attention cependant ce calcul pourrait bien se retourner contre ce disciple de Machiavel .

En effet ce mouvement pourrait sonner l'éveil de la jeunesse sur le rôle de la politique dans leur société et les inciter à aller voter.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jean Tremble - Inscrit

2 avril 2012 13 h 15

Voter, ce n'est pas une finalité...

Je préfère voir un jeune manifester, plutôt que de le voir bêtement déposer un bout de papier dans une boîte de carton. tous les quatre ans.

Personnellement, je ne vote plus (quoique j'aie pris la peine d'aller voter NPD aux dernières élections, afin de tenter de barrer la voie à la droite)

• [Signaler](#)

Pierre Bellefeuille - Inscrit

2 avril 2012 09 h 04

Assurer l'avenir du Québec!

La meilleure manière d'assurer l'avenir et la prospérité économique du Québec est de tout mettre en œuvre pour diminuer l'endettement des ménages, y compris des étudiants, tout faire aussi pour rendre accessibles les études supérieures au plus grand nombre possible de gens.

Ce n'est pas en suivant l'exemple d'Ottawa où on va même jusqu'à couper les subventions en recherche fondamentale que nous réussirons à nous démarquer.

Pour ma part, une idéologie-business purement calculatrice au niveau de la politique, c'est dangereux. Le savoir qu'on peut acquérir au niveau de l'éducation n'est pas qu'une pure marchandise. Il faudrait cesser ici cette marchandisation de l'éducation.

Depuis la crise 2008, on attaque presque systématiquement partout dans le monde les programmes sociaux en éducation et en santé. Certains prétendent que les programmes sociaux sont responsables de la crise dans certains pays, c'est faux, ce sont les systèmes spéculatifs financiers qui ont provoqué la crise. Le néolibéralisme sauvage récupère cette crise pour encore une fois dénigrer tout ce qui se rapproche d'une démocratie sociale.

Les populations doivent s'opposer de toutes leurs forces vives!

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jean Lapointe - Abonné

2 avril 2012 09 h 22

Charest n'a plus de légitimité

Ce gouvernement n'a plus de légitimité.

L'avenir qu'il souhaite n'est pas celui que la très grande majorité de la population veut, surtout en matière d'éducation.

Il ne peut donc se permettre de nous imposer de force sa conception de l'avenir.

Le premier ministre Charest doit donc laisser sa place à un autre gouvernement.

Et, pour cela, il faut évidemment des élections le plus tôt possible.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

2 avril 2012 09 h 28

De la «fermeté» mal placée

«On va toujours être à l'écoute, on n'arrête jamais d'être à l'écoute, a-t-il dit. Mais la décision est mûrement réfléchie.» - Charest. On sait de qui il est à l'écoute et à qui il rend compte. Pas d'avenir dans les gels? Plutôt pas d'avenir pour Charest et son gouvernement de corrompus et d'incompétents. Plus les étudiants vont s'entêter, plus il va développer le plan nord. Quelle magnifique recette pour détourner l'attention qui pourtant va coûter bien plus cher aux québécois que le maintien du gel ou même la gratuité totale de l'éducation.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Sylvain Auclair - Abonné

2 avril 2012 10 h 07

Mais on baisse les impôts

Ça, c'est important. Tout le reste augmente, mais on baisse les impôts. Pas même un gel, une baisse.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Pierre Brulotte - Inscrit

2 avril 2012 10 h 11

Les propos du premier ministre

Suis-je le seul à trouver que le 1e ministre (non en fait tous les ministres) parlent pour rien dire? Ils ne font que répéter la même chose, c'est-à-dire : «on a pris une décision, vivez avec»... Mais pourquoi? «Parce qu'on l'a décidé c'est tout»... Le gouvernement ne semble même pas se donner la peine de donner des raisons valables à cette hausse, leurs arguments ne semblent pas tenir face aux études et aux travaux qui ont été fait! J'ai bien hâte qu'ils se décident à discuter sérieusement.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Père Léon - Inscrit

2 avril 2012 10 h 14

Un conflit qui risque d'être long.

On oublie que Jean Charest a refusé une commission d'enquête sur la construction pendant plus d'un an et cela malgré la demande d'une grande majorité de la population.

Maintenant, nous avons des étudiants qui n'ont pas réussi à obtenir l'appui d'une majorité de la population et qui s'imaginent qu'ils vont gagner contre le gouvernement avant la fin de l'année scolaire.

Charest ne changera pas d'idée pour la simple et bonne raison qu'il n'a rien perdu à maintenir sa position, car la population en faveur de la hausse est plus grande que son électorat qui est déjà en faveur de cette hausse.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Monsieur Brodeur - Inscrit

2 avril 2012 10 h 16

Occupy PLQ...guerilla contre le néolibéralisme.

«C'est les universités québécoises, c'est la société québécoise, c'est le choix que nous avons fait et que notre gouvernement va défendre, parce que c'est le seul choix possible pour l'avenir»

Mais quelle phrase creuse!! Où sont vos arguments, monsieur le premier ministre? Je n'en vois nul part, alors que les arguments pour l'accessibilité aux études et le concept de ne pas endetter une génération au profit des banques sont bien étoffés, c'est tout ce que vous trouvez à répondre aux intellectuels québécois?

Sachant que votre parti politique vie ses derniers moments, c'est dans l'affrontement avec nos valeurs que vous espérez marquer l'histoire? C'est votre dernière volonté?

Si les étudiants "toffent" le mouvement jusqu'au jour de la terre, je prédits que le peuple vous mettra dehors du parlement, et pas avec gentillesse.. (voir tunisie, égypte, mais à la sauce érable..)

Vous devriez vraiment déclencher des élections dès maintenant, conseil d'ami.

Stéphane Brodeur, montréal.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Annabella Durocher - Inscrit

2 avril 2012 10 h 29

L'avenir du Québec n'est pas dans ce Gouvernement

L'avenir du Québec est dans le peuple du Québec.

Cela fait trop longtemps que ce Gouvernement déplace l'économie du Québec pour le bien de son parti politique et des gens qui ont une couche de vernis.

L'avenir d'une province ou d'un pays ne devrait jamais être dans le Gouvernement qui le dirige mais dans les contribuables qui paient pour l'administration et la gestion de leur État.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Mario Gauthier - Inscrit

2 avril 2012 10 h 39

Oh...les beaux jours!

"C'est le choix que nous avons fait (...) parce que c'est le seul choix possible pour l'avenir»"

C'est nouveau, ça, que considérer l'avenir se conjugue au singulier? Qu'il n'est pas est un contexte modulé par un nombre incalculable de facteurs?

Et madame Beauchamp qui n'en finit par avec cette litanie incompréhensible selon laquelle "les étudiants doivent faire leur juste part"?

Comme si, en ce pauvre pays de Québec, on ne payait pas assez de taxes, que le chômage n'était pas chronique et quela scolarité n'y change souvent rien et surtout, que- ah, c'est certain! - plus on est scolarisé, plus les perspectives d'emplois sont nombreuses et rémunératrices. (sic!)

Pour ma part, comme j'ai eu le privilège d'engraisser les banques avec les intérêts de mon prêt étudiant jusqu'à un âge ..disons.... honorable et qu'aujourd'hui, je vois enfin une large frange de la société de demain dire que ce type d'exploitation a peut-être fait son temps, je trouve assez singulier que Monsieur Charest considère être à «...à l'écoute, on n'arrête jamais d'être à l'écoute". Et que

du même souffle, il ajoute "Mais la décision est mûrement réfléchiée.»

Est-il sourd ou quoi?

Il ne comprend pas que, dans un message il y a le fond et la forme. Et que tout deux disent que quelque chose, quelque part, est pourri en terre de Québec?

Et que ça a beaucoup à voir avec la façon dont il "mène", justement, "par des décisions murement réfléchies", le Québec?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Maco - Abonné

2 avril 2012 10 h 55

Contribution ...

La contribution des étudiants? C'est de s'inscrire à des cours, à un programme. C'est d'avoir l'envie d'apprendre, de mieux comprendre. Voilà leurs contributions, et c'est bien suffisant. Étudier, c'est travailler, en effet, on n'appelle pas les travaux de fin de session pour rien, ce n'est pas une partie de plaisir! Combien d'entre vous (les élus) payés pour avoir le droit de travailler?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Leluxe Dechoisir - Inscrit

2 avril 2012 11 h 19

Vous avez tellement raison...

mais Charest ne démissionnera jamais. Il va laisser le bateau couler, maintenant qu'il a placé ses tinamis partout et va s'en aller fier de ce qu'il a accompli. Quel cauchemar. Il est fier de faire sombrer le Québec et nos droits si durement acquis pendant tant d'années. au profit de ses corporations et ses projets PPP. Il a un plan. Un plan du Nord, un plan en partenariat privé, un plan stratégique, un plan quinquennal, etc. Des plans pour nous faire plan...ter. Sa hausse de d'impôts sur la santé est une véritable claque au visage pour tout le monde sauf les riches.

La populace ne lui fait pas peur. Il l'utilise à son avantage quand elle le sert. Il est passé maître dans l'art de manipuler les masses avec ses commissions vides et ses slogans martelés; il gère cette crise avec un mépris total : stratégie? Sûrement. Ignorer est une stratégie qui fonctionne bien. Il attend que les étudiants perdent patience et frappent avec violence ou chaos. Il pourra après rassembler ses troupes et sauver la population au nom de la sécurité publique.

Étudiants: n'oubliez pas qu'il a envoyé ses enfants au privé. Il finance les écoles privées à grands coups de millions. Des millions qui pourraient servir justement à aider les jeunes en difficulté.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

alain dallaire - Inscrit

2 avril 2012 11 h 30

Jean fait un p'tit effort va en élection

Toi et tes Ministres déclancher des élections.

Prendre votre retraite doré au depend des contribuables .

Félicitations pour votre règne qui a endetter les Québécois a un sommet inégalier.

Félicitations pour avoir enrichi les Cies et les

dirigeants par le fait meme a un sommet inégalier au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour avoir couper dans les abris fiscaux au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour avoir couper dans les options d'achat d'actions des PDG au dépend de la classe moyenne .

Félicitations pour avoir couper les impots des Cies au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour avoir donner des subvention exagerer au Cies au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour avoir donner nos ressources naturel au multinational au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour ne pas obliger les Cies a ramasser leurs dégat face au ressources naturel quand il parte avec le magot au dépend de la classe moyenne.

Félicitations pour votre augmentation de la tvq au dépend de la classe moyenne .

Félicitations pour ta gestion dans le futur dans ton budget.

(Bachand quel Ministre prévoyant)

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Emile Essent - Inscrit

2 avril 2012 11 h 32

Le gel est fini depuis longtemps

Avec les frais afférents le coût réel des études universitaires a suivi l'inflation depuis des années. Parler de "gel" et de "rattrapage" est, de la part de Charest et Beauchamp, de l'hypocrisie pure.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Sylvain Auclair - Abonné

2 avril 2012 15 h 36

D'ailleurs, suite à une autre décision, les coûts augmentent de 100 dollars par année depuis cinq ans...

- [Signaler](#)

Pierre Germain - Inscrit

2 avril 2012 11 h 48

Faire sa part

Si tous doivent faire leur juste part, qu'attend-on donc pour dégeler les taux d'imposition des compagnies qui sont scandaleusement bas? Qu'attend-on pour réduire le parc de limousines des ministres? Abolir le poste de lieutenant-gouverneur? Pourquoi est-ce toujours aux plus petits et à la classe moyenne de faire sa part? Pourquoi est-ce que malgré une augmentation du PIB, le salaire de la classe moyenne, en termes réels après inflation, n'a pas augmenté depuis 20 ans? Où est allée cette richesse sinon dans les poches des plus puissants qui exigent encore plus, et plus de productivité mais uniquement à leur profit?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Coupienne Robert - Abonné

2 avril 2012 11 h 52

En Une

Pas d'avenir dans le libéraux

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

- [Signaler](#)

Steve Smis - Inscrit

2 avril 2012 12 h 12

On parle au nom de qui

Toutes les manifestations sont bien impressionnante.

Mais malgré tout ça, j'aimerais que TOUS soit consulté sur cette question et un référendum prouverait le chemin à suivre selon ce que la population votante en pense vraiment.

Coté argent, que ce soit comme ça où autrement, il n'y a plus. Le crédit du Québec, et de beaucoup de gens est bas.

C'est ben beau la révolution tranquille et toute les affaires gratuites, il faut bien ce rendre compte que le système est insupportable dans son format. Les frais scolaires ne sont qu'un points parmi tout les autres problèmes, que ce soit de financement, gaspillage, imposition, etc, etc.

Comparaison boiteuse mais ironique: garde-rie à 7\$ = 1820\$/année par enfant. Université...pas ben ben plus cher pourtant ce n'est pas le même genre de service...

Pour ceux qui aime ce plaindre sur les compagnies, j'en ai une petite et on croule sous les impositions de toutes sorte. Ne mêter pas tout dans le même panier quant vous ne connaissez pas la réalité.

Aller VOTER

Note: J'aime pas plus Charet que vous tous...depuis toujours!!

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Kathy Leduc - Abonnée

2 avril 2012 12 h 29

Pétition en appui aux étudiants

Ça peut toujours aider :

<https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2597/index.html>

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Claude Chicoine - Inscrit

2 avril 2012 12 h 29

Désolé les mecs...

Responsabilité = obligation de remplir un devoir!

Pour l'étudiant ce devoir consiste à parfaire ses connaissances dans le métier choisi. Malheureusement, le débrayage actuel va à l'encontre de l'obligation première de l'étudiant et la démagogie qui le soutient ne mène nulle part.

Qui plus est, avec ce débrayage, on a choisi la récréation, c'est-à dire, la nuisance publique, en lieu et place de la véritable lutte à l'accessibilité aux études supérieures pour la classe moyenne. Soulignons qu'au bout du compte, cette classe est la seule pénalisée de plein fouet par la hausse des frais de scolarité.

Ce combat étudiant gagnerait ses lettres de noblesse et, partant, une sympathie plus vaste, s'il prenait de front l'iniquité de la hausse des droits de scolarité eu égard à la classe moyenne.

Pour ce faire il faut cesser de pénaliser ceux



qui ont à cœur leur réussite scolaire et, par tant, mettre fin à ce débrayage collectif. En même temps, on doit élaborer des propositions plus équilibrées qu'une hausse "across the board".

Une telle action simultanée augmentera votre crédibilité et sera la manifestation de votre bonne foi. Elle n'est pas un acte de reddition. Au contraire ce sera un véritable tremplin puisque vous prendrez le gouvernement de court.

Faut-il pour cela que cette hausse soit modulée en fonction du revenu net familial et selon la taille de la famille? Probablement. Faut-il, pour cela que l'augmentation annuelle soit plus élevée pour les mieux nantis? Probablement

Faut-il, en même temps, hausser de façon significative le plancher de revenu net familial pour l'octroi de bourses? Probablement Faut-il prendre acte du fait que la décision de hausser les frais de scolarité est immuable? Certainement

Faut-il, dès lors cesser de lutter pour ceux qui ont du talent et seraient pénalisés par cette hausse? Certainement pas!

Faut-il, pour ce faire, laisser votre ingéniosité dans la rue pour la mettre au service de votre

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

alain dallaire - Inscrit

2 avril 2012 12 h 30

Charest va retourner au Privé

Il va surement bénéficier d'un retour de l'ascenseur du Privé.

Il va en plus bénéficier d'une retraite dorée.

Il n'a pas fait le ménage dans les retraites des députés qui est une des meilleures au monde. Ben non. Lui et Bachand n'ont pas le courage de faire ça.

Mais pour la classe moyenne pas de problème a augmenté les impôts taxe ect...

Les cibles doivent rester compétitive et doit pouvoir se payer des salaires astronomiques au PDG seulement les autres travailleurs doivent se contenter de miette.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Pierre Germain - Inscrit

2 avril 2012 12 h 56

Toute vérité est bonne à dire

Peu importe que l'on soit souverainiste ou fédéraliste, péquiste ou libéral, de gauche ou de droite, force est de constater que Charest est un entêté consommé, un narcissique fini, un arriviste arrogant dont les seules finalités sont les honneurs et la suffisance. De la graine d'autocrate. Cependant, aussi haut veuille-t-il s'élever, il demeure le laquais des patrons de la finance néolibérale sauvage.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

François Dorion - Abonné

2 avril 2012 13 h 03

La course

Le gouvernement Charest procède comme si le rapport Parent avait lancé une course à la réussite qui s'est arrêtée lorsque deux ou trois financiers ont atteint le milliard d'actifs.

La réalité est toute autre; ce que le rapport Parent a lancé c'est un mouvement vers l'adaptation et l'intégration de la société canadienne-française à l'Amérique du Nord.

Le but de la création de fonds de recherche dans nos universités était de nous adapter à la techno-science dominante dans la société Nord-Américaine sans délaisser notre culture francophone, qui après tout, avec Descartes, Pascal, Lavoisier, Niépce, Daguerre et Lumière, sans oublier les Curie, est à l'origine du monde moderne.

En voyant le mouvement comme une course, M. Charest prouve qu'il n'a jamais rien compris au Québec et au Canada, et que le délire qui l'habite ne sert que ses intérêts égoïstes.

François Dorion LLM

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Mouky - Inscrit

2 avril 2012 13 h 32

C'est un peu votre faute mais...

L'an dernier encore, aller voter n'intéressait pas les jeunes. Ils se moquaient de nous quand nous leur disions que c'était un devoir de citoyen et la seule façon de changer ces manches à balai rétrogrades. Alors vous, futurs dirigeants de la société québécoise, aux prochaines élections, ne boycottez pas un ou un autre député, choisissez des gens qui ne sont pas déconnectés de la réalité, mais ouverts, humains et semeurs d'espoir. Votez pour votre présent et votre avenir, car il est grand temps de virer ce pouvoir et d'évoluer. Si votre combat aura suffi à vous convaincre de changer ceux d'en haut, vous réussirez à transformer enfin un peu notre monde pour le mettre davantage à votre image. Ça fait tellement longtemps qu'on vous attend, qu'on avait besoin de jeunes têtus comme vous!

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Émile Brassard - Inscrit

2 avril 2012 13 h 32

La grande bataille que mène tant bien que mal notre cher (en impôts) Premier Ministre Jean Charest, est non pas de négocier et de trouver un terrain d'entente juste, équitable et démocratique (au sujet de la hausse des droits de scolarité, mais bien d'éviter toute forme de communication verbale directe avec les étudiants. Mais qu'y a-t-il de mal à discuter? Le principe de la démocratie est d'avoir une figure (politique) le plus à l'image des demandes et opinions de la population, non? Franchement, il faudra un jour lui citer directement: «C'est le propre de l'homme de se tromper; seul l'insensé persiste dans son erreur.» (Cicéron, Orations Philippicae, XII, 2; 60 av. J.-C.).

Émile Brassard, étudiant en 3e année du secondaire

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

P. Boutet - Abonné

2 avril 2012 13 h 46

L'avenir du Québec

(correction au texte original édité dans cette page)

« Ils ont une contribution à faire »

La ministre Beauchamp, fidèle aux principes du néolibéralisme, martèle que les étudiants ont une contribution à faire pour l'enseignement qu'ils obtiennent.

Le néolibéralisme considère que tout à un prix, ce qui, si c'était le cas, imposerait un salaire aux parents qui élèvent leurs enfants. Et à la limite chaque acte « d'élevage » aurait un prix, ce qui n'est évidemment pas le cas. Certaines choses de base n'ont pas à être monnayées parce qu'elles font partie des valeurs à transmettre.

L'éducation fait partie de ces valeurs à transmettre. Le savoir en général fait partie de ces valeurs à transmettre et il ne devrait pas y être apposé un prix.

La logique de la ministre voulant que le seul financement de la scolarité ira en augmentant au seul regard de l'augmentation du coût de la vie, ne tient pas la route. Le coût de la vie, devrait aller avec l'augmentation des salaires et l'impôt payé devrait augmenter en proportion avec cette augmentation. Un système d'éducation financé entièrement ou en partie par l'état serait toujours financé adéquatement peu importe la tendance du coût de la vie et sans augmentation du fardeau pour l'état étant donné que son coût augmenterait avec l'augmentation des revenus de l'état. Il suffit qu'il soit adéquatement financé au départ pour qu'il le demeure.

Le néolibéralisme est une bête très intelligente, il sait bien qu'en permettant l'augmentation du coût de scolarité pour l'étudiant et en augmentant le régime de prêt et bourse pour palier cette augmentation, il n'aura qu'à diminuer par la suite ce même régime pour refilet en partie ou entièrement l'augmentation à l'étudiant. C'est donc un piège dans lequel les étudiants ne doivent pas tomber.

La logique de l'augmentation du coût de la vie explique clairement que le far

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Dominique Beaulieu - Inscrit

2 avril 2012 15 h 21

Gel de compromis ou compromis de gel

On pourrait proposer un "gel" en dollars constants?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

2 avril 2012 15 h 27

@Steve Smis

Vous n'aimez peut-être pas Charest mais vous allez bien avec lui.

C'est facile de mettre comme Harper, Charest, Bush et vous les turpitudes économiques du gouvernement sur le dos des services publics. S'attaquer à l'universalité des soins de santé et à l'accessibilité à l'éducation est une habitude chez les conservateurs et Lucien Bouchard ne s'en est pas privé. Les services publics fournissent cependant de nombreux emplois et sont les seuls à garantir un point de vue objectif de la situation dans un monde où les décisions du gouvernement relèvent plus de l'idéologie que de l'efficacité.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Maxime Bisson - Inscrit
2 avril 2012 16 h 06
... Insignifiant

Et pourtant, il utilise une stratégie qui a fait ses preuves à l'ère des communications: marteler le même message (on entend souvent parler de "cassette" dans les commentaires du site du Devoir) sans broncher, ce jusqu'à ce que son dit entêtement ait raison de l'opinion publique à force de temps ou jusqu'à ce qu'il finisse par se raviser, après avoir refait son jeu -- pour minimiser les dégâts dans ses arrangements avec le privé peut-être? -- et ainsi conserver ce qui lui reste d'intention de vote chez les personnes mal informées ou désinformées, les désintéressés, les minorités ou majorités vulnérables sur lesquels son gouvernement mise lorsqu'il affirme naturellement (comme tout politicien?) que tout ce que les Libéraux ont accompli est afin d'assurer sécurité et prospérité aux Québécois-e-s... quel connerie!

C'est dommage, de ne pas avoir un parfait allier, duquel on pourrait parler autant en bien qu'on parle en mal de Charest...

Est-ce que nous souscrivons à une culture du chiàlage qui nous jète à chaque mandat gouvernemental contre le gouvernement dirigeant et à demi vers l'opposition à s'y égosiller dans l'espoir d'avoir "plus" -- au moins parce que ce qu'on nous donne de transparence?

Serait-on dans une culture de l'opposition systématique où on est tellement habitués à voir les gouvernements se succéder qu'on n'a même plus la force de faire corps (ensemble) et de faire "obéir" et non pas "écouter" et "entendre" ce gouvernement que nous avons élu? Serait-on rendu au point où on n'a plus mémoire d'autre modèle que le discours (d'opposition)?

C'est pour ça que les étudiants protestataires et les nombreux gens qui les soutiennent vont dans la rue, répètent et multiplient les gestes, messages, tactiques plus ou moins tranquilles (pour ce pays tranquille qui est le nôtre): parce qu'en restant sur le terrain de langue de bois des Charest, Beauchamp, Bachand et cie, on n'obtiendra même pas le statut quo.

Bonj

[Répondre](#)

-
- [Signaler](#)

Steve Smis - Inscrit

2 avril 2012 16 h 42

@ NidieuNiMaitre

Je ne m'y attaque point. Je me prononce au sujet de son format de financement tel que tous ce prononce et donne son opinion. À moins que cette endroit n'est pas une place d'opinion...

Absurde comment une opinion différente devient une attaque.

Mais tu dois avoir raison, le quebec est riche, il n'y a pas de dette, les routes sont parfaites, il n'y a pas d'attente au urgence et le cancer est traité avant même qu'il apparaisse.

OUPS, je viens d'échapper mes lunettes rose...

Qu'il fasse un référendum. De cette façon, ceux qui paie vraiment auront le droit de ce prononcer.

[Répondre](#)

-
- [Signaler](#)

P. Boutet - Abonné

2 avril 2012 18 h 10

L'avenir du Québec (suite et fin?)

La logique de l'augmentation du coût de la vie explique clairement que le fardeau de l'état

n'augmentera pas, ce qui n'est pas le cas d'étudiants en provenance de diverses classes sociales. Le fardeau scolaire pour une famille riche sera toujours moins lourd que ce fardeau pour une famille pauvre. Et est-il souhaitable qu'un étudiant travaille pour gagner ses études? Un étudiant qui travaille aura toujours moins de temps à consacrer à ses études qu'un étudiant ne travaillant pas. L'étudiant devrait être libre de tout souci pour performer dans ses études que ces soucis soient d'ordre monétaire, alimentaire ou autre. Mais ce n'est pas dans les visées du néolibéralisme qui désire que l'enseignement donné, s'il n'est pas des plus pauvre, soit le moins disponible possible pour les étudiants aptes à changer les choses.

Que désirons-nous en tant que société? Une société à pensée unique dirigée par les rejets de ceux qui tirent profit de cette société ou encore une société à pensée diversifiée où tous et chacun ont la chance de parvenir à la direction de cette société et d'en tenir le gouvernail pour en diriger le destin? Une société qui évolue avec la lenteur de la démocratie plutôt qu'une société qui évolue à vitesse grand V avec tous les dérapages qui peuvent nous attendre au détour des changements rapides d'un système néolibéral?

Dans la nature c'est la diversité qui fait la robustesse des écosystèmes. En serait-il autrement des sociétés humaines?

La simplification à l'extrême que veut nous imposer le néolibéralisme est tout simplement gage d'un danger imminent tout comme est dangereux de maintenir un sol en monoculture sans un entretien fastidieux et des amendements réguliers et coûteux. La diversité sera toujours le gage de la robustesse de nos sociétés contrairement à une monoculture sujette aux aléas du moindre soubresaut économique, sociétal ou autre.